



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







1569 Razin 8/—.

Arms of Louis-François-Armand
de Vignerot du Plessis, Duc de
Richelieu 1686-1748

see Clive 1707-21

LA
CAPITULATION
DE
L'EMPEREUR
FRANCOIS
Franciscus I imperator Germaniae
COMBINÉE,
AVEC LA
CAPITULATION
DE
L'EMPEREUR
CHARLES VII.
QUI EN FAIT LA BASE
ET OU ON A JOINT DES
REMARQUES HISTORIQUES ET POLITIQUES.



A FRANCFORT SUR LE MEYN,
chez FRANÇOIS VARRENTRAPP.
M DCC XXXXVI.

240. h. 40.





AVIS AU LECTEUR

LA Capitulation de L'Empereur FRANÇOIS *étant pres-qu'entièrement celle du defunt Empereur CHARLES VII. qui fait sa base; On a crû rendre service au Public, d'indiquer & de tirer un Extrait exact & fidèle des Articles & Paragraphes, dans lesquels ces deux Capitulations different l'une de l'autre.*

Comme le Traducteur de la Capitulation de L'Empereur CHARLES VII. a taché de se noncer dans sa traduction clairement & avec élégance, il s'y rencontrent quelques Endroits déjà rendus conformes avec la Capitulation de L'Empereur FRANÇOIS quoiqu'il y ait une

❧ (o) ❧

*legère difference entre ces deux Capitulations
dans les Originaux Allemands.*

Pour ne rien ommettre, voicy ces Endroits :

ARTICLE II. §. 4. La Particule Allemande *In* (en) a été retranchée,

III. §. 12. La Particule & a été effacée.

IV. §. 7. Le Mot Allemand *Seine* (ses) a été supprimé.

*Deplus, le Periode qui commence dans l'article I. §. 11. par les mots: Nous l'observerons
aussy &c. & finit par: Envers les uns qu'
envers les autres. devrait, suivant l'Original
Allemand de la Capitulation de L'Empereur
CHARLES VII. se trouver a la fin du §. 10.
de l'Article I. au lieu que le Traducteur l'a mis a
l'Endroit, où il se trouve à present dans l'Original
Allemand de la Capitulation de L'Empereur
FRANCOIS.*

PRE.



P R É A M B U L E.^a

Nous *FRANÇOIS* par la grace de Dieu
élu Roy des Romains toujours Auguste, Roy
de Germanie & de Jerusalem, Duc de Lorraine
& de Bar, Grand-Duc de Toscane &c. &c. &c.

CONFESSONS publiquement par ces presentes, qu'
après le décès de feu S. M. I. CHARLES VII. de très
pieuse & très glorieuse memoire, par la Providence du
tout Puissant & par l'Élection legitime du très Reverend
JEAN FREDERIC CHARLES, Arch - Eveque de
Mayence, Archi-Chancelier du S. E. R., comme aussi
au nom & de la part des très Reverends & respectivement
Serenissime FRANÇOIS GEORGE, Arch-Eveque de
Treves, & CLEMENT AUGUSTE, Arch - Eveque de
Cologne, respectivement Archi - Chanceliers du S. E. R.
dans les *Gaules* & dans le Royaume d'*Arles* & en *Italie*, Nos
chers Neveux & Princes Electeurs; de meme qu'au nom
& de la part des Serenissimes & respectivement très Puif-
fants,

A 3

^a Le Preambule ne diffère de celui de la Capitulation de l'Empereur
CHARLES VII. que par rapport aux hauts Contractans.

sants, MARIE THERESE, Reine de *Hongrie* & de *Boheme*, par rapport à la *Boheme*, MAXIMILIEN JOSEPH, Electeur de *Baviere*, FREDERIC AUGUSTE, Roy de *Pologne*, comme Electeur de *Saxe*, & GEORGE, Roy de la *Grande Bretagne*, comme Electeur de *Brunswic-Lunebourg*, Archi-Echanfon, Archi-Maitre d'Hôtel, Archi-Maréchal & Archi-Treforier du S. E. R. & respectivement Nos chers Neveux, Epouse, Freres, Oncles, & Princes Electeurs; des Ambassadeurs Plenipotentiaires, Thierry Charles Comte d'Ingelheim, dit Echter de Mespelbrunn, Ferdinand Leopold Antoine Comte de Hohenzollern, Jean Guillaume Comte de Wurmbrand, Joseph François Marie Comte de Seinsheim, Jean Frederic Comte de Schœnberg, & Gerlac Adolphe de Munchhausen; Nous aurions été élevés, exaltés & établis en la Dignité, Honneur, Nom & Puissance de Roy des Romains; dont Nous Nous Serions aussi chargé pour la gloire de Dieu, l'honneur du S. E. R. & l'utilité commune de la Chretienté & de la Nation Allemande. Nous de Notre libre & gracieuse volonté avons par forme de Pacte & Convention, fait aux Nos dits chers Neveux, Epouse, Freres, Oncles & Princes Electeurs tant pour Eux que pour tous les Princes & Etats du S. E. R. stipulé, accordé & promis les Articles suivants; le tout sciamment & en vertu des presentes.

ADDI-



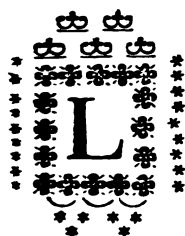
ADDITIONS & CHANGEMENS

FAITS DANS

LA NOUVELLE CAPITULATION

DE L'EMPEREUR

F R A N C O I S.



ARTICLE III. §. 18. ^a

LE College Electoral aiant consideré l'accommodement passé en l'an 1745. entre les deux Maisons Electorales de Baviere & Palatine au Sujet du Vicariat du Rhin & de l'alternative à observer à cet egard comme avantageux pour faire cesser entièrement toutes les anciennes contestations, qui avoient regné cy devant entre Elles, & comme profitable par l'administration salulaire de la Justice durant l'Interregne, Nous devons & voulons etre attentifs a ce, que le susdit
acco-

^a Ce §. & le suivant se referants dans la Capitulation precedente à l'accommodement passé entre les Serenissimes Maisons Electorales de Baviere & Palatine pour l'establissement d'un Co-Vicariat, & les susdites deux Serenissimes Maisons etant convenu le 26. Mars dernier d'une alternative pour l'Exercice du Vicariat du Rhin il a fallu changer ces §. §. pour les faire quadrer avec ce dernier accomodement; Et en meme tems on a lié le §. 19. avec le §. 20. suivant.

❧❧❧ (VIII) ❧❧❧

accomodement soit mis par devant tout l'Empire incontinent après que Nous Serons entrés en Regence Imperiale & que Sa Ratihabition s'opère avec succes.

§. 19. ^b

LA Confiance etant indubitable que l'Empire assemblé en Comices considerera le susdit accomodement sur le Vicariat de la meme façon & ne hesitera pas a faire survenir sa ratihabition & consentement. Nous devons & voulons sous la reservation du dit consentement agréer, confirmer & ratifier, dans la meilleure forme que cela convient & que cela est dû, les Actes & Concessions passées pendant le dernier Interregne au Vicariat du Rhin en affaires soit contentieuses soit gracieuses; Tout de meme

§. 20.

Nous devons & voulons confirmer & ratifier en la forme la plus invariable & comme il convient & appartient tout ce, qui, pendant la Vacance & jusqu'au tems que Nous aurons juré en personne la Capitulation & que consequemment Nous aurons commencé à regner, a été de la part du Vicariat de Saxe traité & conféré conformement à la Bulle d'or & en vertu des ordonnances de l'Empire en affaires soit contentieuses, soit gracieuses, ainsi qu'en effet Nous le confirmons & ratifions icy.

ART I-

^b Dans la Capitulation de l'Empereur CHARLES VII. ce §. n'étoit regulatif que pour le Vicariat de Saxe, ce qui a donné occasion au changement du §. 20. suivant.

ARTICLE V. §. 4. ^c

COMME aussi que les Tresoriers Generaux, sur lesquels on se doit remettre en conformité des Loix & des Constitutions de l'Empire sans empieter sur Eux, l'Entrée & de la Collection des sommes portées & paicées dans les Villes de recette; rendent chaque fois bon compte à l'Empire, ou à celui, que l'Empire commettra pour l'audition du dit Compte, ce qui se fera à la Diete presente, ou, au cas, qu'Elle ne fut plus assemblée alors à celle, qui suivra, si ce n'étoit cependant, qu'il fut question d'Impositions accordées à l'Empereur & dont il auroit la libre disposition.

ARTICLE XVI. §. 8. ^d

PARTICULIEREMENT aussi Nous deffendrons, conserverons, & maintiendrons en toute manière contre quelconque, la susdite Chambre Imperiale & de l'Empire en ses Droits, Jurisdiction & en sa consistance, conforme aux Constitutions de l'Empire, en ses honneurs & en son autorité.

ARTICLE XVII. §. 4. ^e

NOUS devons & voulons aussi d'abord après le commencement de notre regne & au plus tard dans l'espace de Trois mois faire nos dispositions, pour que suivant la teneur du dit dernier Recès de l'Empire & de la premiere
(B) Claf.

- ^c Dans ce §. 4. de l'Article V. le singulier: *Tresorier General*, est changé en pluriel avec une addition mise après les mots *Tresoriers Generaux*.
- ^d Par ce racourci ce §. 8. est notablement alteré en le comparant avec celui de la Capitulation de l'Empereur CHARLES VII.
- ^e Au terme du premier Septembre 1742. de ce §. 4. de la Capitulation de l'Empereur CHARLES VII. est substitué le 1. May de l'année prochaine 1746.

Classe y contenuë les Etats denommés pour cette Deputation de l'Empire conjointement avec Nos Commissaires se rendent inmanquablement pour le 1. May de l'année prochaine 1746. à la Chambre Imperiale par les Conseillers a ce habiles, qu'ils y enverront, & que pour cette fin ils y soient à tems dûement appelés par escrit de la part de l'Electeur de Mayence en qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire.

ARTICLE XXVI. f

§. I.

PARTICULIEREMENT aussi Nous ferons donner au Roy de Sardaigne en qualité de Duc de Savoye en la personne de Son Plenipotentiaire legitime l'Investiture du Montferrat , la quelle entre autres doit être franche exemte de toute condition suivant l'Instrument des Traités de Paix de Münster & d'Osnabruck §. *Cæsarea Majestas &c.* & laquelle vuë ainsi a été Oëtroyée par Nos Predecesseurs à l'Empire dans la forme & matiere que feu S. Majesté Imperiale Ferdinand II. l'avoit donné à Victor Amadée Duc de Savoye, & ce aussitot que Nous après etre entré en Notre Regence Imperiale en aurons été requis & recherché dûement & d'une manière conforme aux Constitutions de l'Empire & aux Droits feodaux. Le ferons jouir aussi & Lui accorderons sans y ajouter aucune clause inusitée, gene-

f Cet Article XXVI. tiré de la Capitulation de l'Empereur CHARLES VI. retranché dans celle de l'Empereur CHARLES VII. a été reinserté dans la Nouvelle Capitulation de l'Empereur FRANCOIS tant soit peu changé selon les circonstances, de sorte que l'Article XXVI. de la Capitulation precedente fait l'Article XXVII. de la presente.

generale ou speciale, Reservatoire, Salvatoire ou autre pareille. Tout ce qui au reste a été réglé & promis par le susdit Traité de Paix & par le Traité de Paix de Quierasque y confirmé & en après ultérieurement au profit de la Maison de Savoie & tout ce qu'Elle possède ainsi comme relevant de l'Empire & le ferons assister *Executivé* de par Notre office Imperial.

§. 2.

EN aucune maniere sous quelque Cause, couleur ou pretexte que ce soit & en particulier pas à l'égard de l'Investiture de Montferrat pour raison de 494000. Couronnes, que le Roy de France devoit au Duc de Mantoue & dont le §. *Ut autem omnium &c.* du dit Traité de Paix fait mention en en dechargant entierement la Maison de Savoie, Nous ne differerons ni retarderons ce qui est necessaire, afin que le susdit Roy de Sardaigne comme Duc de Savoye puisse jouir dûement & paisiblement de la Jurisdiction qui lui compete dans le Montferrat.

§. 3.

NOUS ferons enforte & enjoignerons en expediant des Mandemens severes, sous clauses penales, que personne n'ose entreprendre de contrevenir à ce, qui touchant le dit Montferrat & en d'autres manieres se trouve arreté au profit de la Maison de Savoye dans le Traité de Paix cy-dessus allegué compris dans Notre presente Capitulation.

§. 4.

CONFIRMONS aussi par les presentes tout a fait ce que le College Electoral en datte du 4. Juin 1658. a écrit

au Duc de Mantoue d'alors afin d'annuller & d'abolir le Vicariat & Generalat Imperial de l'Empire en Italie prejudiciable à la Maison de Savoye, Tellement, que Nous insisterons fermement sur son contenu, protegerons & maintiendrons duëment le Roy de Sardaigne comme Duc de Savoie en les Droits de Vicariat dont il est en possession & en ses Privileges.

ARTICLE XXX. §. 8. g

ENFOY de quoi Nous avons fait expedier *neuf* Exemplaires des presentes Lettres, d'une meme forme & teneur, munis de Notre Grand Sceau y pendant, dont un a été remis à un chacun des Electeurs. Données en Notre Ville Imperiale de Francfort le 13. du mois de Septembre l'an après la naissance de Notre Seigneur & Sauveur Jesus Christ 1745.

Signées *Jean Guillaume* Comte de WURMBRAND, premier Ambassadeur Royal & Electoral de Boheme, comme chargé de plein-pouvoir à cet effet.

Jean Joseph Comte de KEVENHULLER, deuxième Ambassadeur Royal & Electoral de Boheme, comme chargé de plein-pouvoir à cet effet.

Charles Louis Hillebrand Baron de PRANDAU, troisième Ambassadeur Royal & Electoral de Boheme, comme chargé de plein-pouvoir à cet effet.

g Le §. 8. de cet Article XXX. contient les memes formalités, que le dernier §. de la Capitulation precedente, & ne differe des anterieurs qu'en ce, que pour la premiere fois Neuf Exemplaires Originaux ont été expedie; On s'y est aussi borné à dire que de ces Neuf Exemplaires, il en a été remis un à chacun des Electeurs, au lieu que les Capitulations precedentes disent, que les Exemplaires ont été remis aux Electeurs *Susmentionnés*, c'est à dire à ceux dont le *Proémium* de la Capitulation fait mention.

REVER-

REVERSALES
DE
SA MAJESTÉ IMPERIALE
FRANÇOIS.

Nous FRANÇOIS par la Grace de Dieu
élu Roy des Romains, toujours Auguste,
Roy de Germanie & de Jerusalem, Duc de Lor-
raine & de Bar, Grand Duc de Toscane, Mar-
chis, Duc de Calabre, de Gueldres, de Montfer-
rat, de Teschen en Silesie, Prince de Charleville,
Marggrave de Pont à Mousson, & Nomeny,
Comte de Provinz, Vaudemont, Zütphen, Saar-
werden, Salm, Falckenstein &c. &c.

FAISONS SAVOIR par cet acte, qu'au
jour de Notre Election à la Roiauté des
Romains, qui étoit le 13. du mois de Septem-
bre courant, Nos Ambassadeurs & Plenipo-
tentiaires, Jean Guillaume Comte de WURM-
BRAND, Jean Joseph Comte de KEVENHUL-

LER & *Charles Louis* HILLEPRAND Baron de
 BRANDAU, en vertu d'un Pleinpouvoir par-
 ticulier, leur donné sous Notre sceau, sont pas
 seulement convenu en Notre Nom & de Notre
 part, sur quelques Articles en maniere de Pacte
 pour la gloire de Dieu Tout Puissant, l'hon-
 neur du S. E. R. & le Bien public, avec le Très
 Reverend Prince *Jean Frederic Charles*, Arch-
 Eveque de MAYENCE, Archi-Chancelier du
 S. E. R. en *Allemagne*, Notre cher Neveu &
 Electeur, comme aussy avec *Thierry Charles*
 Comte de *Ingelheim*, dit Echter de Mespel-
 brunn, *Ferdinand* Comte de *Hohenzollern*,
Jean Guillaume Comte de *Wurmbrand*, *Joseph*
François Marie Comte de *Seinsheim*, *Jean*
Frederic Comte de *Schænberg*, & *Gerlac Adol-*
phe de *Munchhausen*, respectivement Ambassa-
 deurs & Plenipotentiaires, qui ont comparu
 à Notre souvent dite Election de la part & aux
 Noms des respectivement Reverendissimes,
 Serenissimes & très Puissants Princes, *François*
George de TREVES & *Clement Auguste* de CO-
 LOGNE, Arch-Eveques &c. *Marie Therese*,
 Reine

Reine de *Hongrie* & de *Bohème* par rapport à l'Electoral de BOHEME &c. *Maximilien Joseph*, Electeur de BAVIERE &c. *Frederic Auguste* Roy de *Pologne*, comme Electeur de SAXE &c. & *George* Roy de la *Grande Bretagne* comme, Electeur de BRUNSWIC - LUNEBOURG &c. respectivement Archi-Chanceliers du S. E. R. dans les *Gaules*, & le Roiaume d' *Arles* & en *Italie*, *Archi-Echanfon*, *Archi-Maitre d'Hôtel*, *Archi-Marechal* & *Archi-Tresorier*, Nos respectivement Chers Neveux, Epouse, Oncles, Freres, Coufins & Princes Electeurs; Mais encore les ont accepté & juré en Notre Nom de les observer, tels qu'ils font redigés en forme publique & Leur remis en Main fous Notre Nom avec l'apposition de Notre fceau, comme s'enfuit:

NOUS FRANCOIS *par la Grace de Dieu élu Roy des Romains, toujours Auguste &c. &c. &c.*

(La date est) Donné dans Notre Ville Imperiale de *Francfort*, le 13. jour du mois de Septembre dans l'an après la naiffance de Notre Seigneur Jefus Chrift 1745.

COM-

COMME Nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont promis à Nos chers Neveux, Epouse, Freres, Cousins & Electeurs susmentionnés, presens & absens, qu'avant que Nous prenions les Rênes de la Regence de l'Empire, Nous renouvellerions en personne, corroborerions, jurerions & ratifierions les susdits Articles &c.

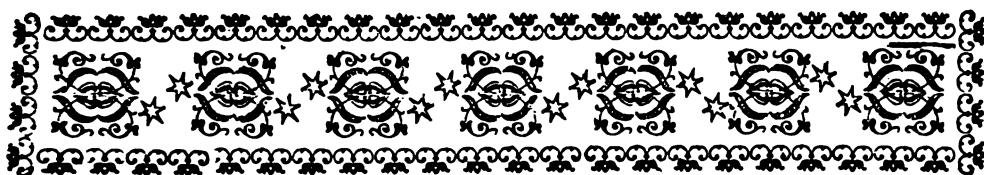
SAVOIR faisons en vertu de cet acte, que selon la promesse susdite, d'abord à notre arrivée icy & avant d'avoir reçu la Couronne Imperiale, Nous avons presentement de notre plein gré & franche volonté sans fraude & detour, agréé de nouveau & accepté tous les Points & Articles susdits, tels que Nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires avec Nos susmentionnés chers Neveux & les Ambassadeurs des Electeurs absens, les ont arrêté, agréé & accepté sous serment, & tels qu'ils ont été rédigé, sous Notre Nom & Sceau, & remi dans Leurs mains, & juré à Dieu & les Saints, de les observer inviolablement, & faire généralement tout ce, qui sera du devoir d'un Roy des Romains.

ENFOY de quoi Nous avons signé ces Lettres de Notre propre main & y faire apposer Notre sceau. Données dans Notre Ville Imperiale de Francfort le 25. du mois de Septembre 1745.

FRANCOIS³ mppr.
(L.S.)

V^e. *Rodolphe* Comte de
COLLOredo mppr.

Ad Mandatum Sacrae Reg. Majest. proprium
André MOHR.



TABLE

DES

ARTICLES & PARAGRAPHES.

ARTICLE I.

- § I. L'Empereur promet de deffendre & protéger la Chretieneté, le saint Siège & l'Eglise Catholique 32
- § II. Il promet pareillement de protéger en leurs droits & grandeur la Nation Germanique, l'Empire & particulièrement les Electeurs séculiers dans le droit de primogéniture 33
- § III. Il maintiendra tous les Etats de l'Empire dans leur droit de séance & de suffrage dans les Diètes & n'en excluera ni interdira aucun 35
- § IV. Il ne démettra aucun Etat de la Regence de ses Pays 52
- § V. Personne ne sera admis au Collège des Princes, ou des Comtes, qu'au paravant il ne se soit qualifié - *ibid.*
- § VI. Il ne fera point passer à une autre Branche sans le consentement des Electeurs & des Princes le Droit de séance & de suffrage, dont une ligne se trouvera déchuë 54
- § VII. Il fera examiner, si les Princes & Etats admis en 1654. se sont suffisamment qualifiés - *ibid.*
- § VIII. L'Empereur ne souffrira point, que les Tribunaux de l'Empire portent atteinte à la juridiction des Etats dans leur territoire 55
- § IX. Il confirmera les Etats dans leurs regaliens, juridiction, libertés, privilèges, pactes d'Union & de confraternité 57
- § X. Réserve des Etats Protestants contre ce qui a été dit ci-dessus, touchant le saint siège & son droit d'Advocatie, Pareille protection sera accordée aux

Electeurs Protestants, & a tous ceux de leur Religion 68

- §. XI. L'Empereur rendra justice aux Etats de la Confession d'Augsbourg dans les cas, ou jceux pourroient avoir été grévés. Il ne permettra point que dans les causes de Religion il soit procédé par les voyes judiciaires 69

ARTICLE II.

- §. I. L'Empereur promet de protéger & d'etendre le territoire de l'Empire 73
- §. II. De ne point se rendre l'Empire héréditaire - *ibid.*
- §. III. D'Observer inviolablement la Bulle d'Or, avec l'extension de la voix Electorale accordée à la Maison de Brunsvic - Lunebourg, la paix de Religion, la paix publique, le traité de Westphalie, & particulièrement ce qui y est réglé, tant au sujet du droit des Etats, qu'au regard de la jonction des Reformés a ceux de la Confession d'Augsbourg, le récès d'exécution de Nuremberg, comme aussi les récès posterieurs de l'Empire, conclus & a conclure, de ne point permettre, qu'en matière de Religion il soit, à qui ce puisse être, porté aucun trouble, ni rien entrepris en façon quelconque contre l'instrument de paix, le récès d'exécution de Nurenberg, & les conventions faites avec d'autres - *ibid.*
- §. IV. De renouveler, corriger & ne changer que du consentement des Etats, les autres dispositions des recès de l'Empire de l'an 1555. sans prejudice

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

- | | |
|--|---|
| <p>ce à celles portées par le traité de Westphalie - - - - - 77</p> <p>§. V. De ne point interpreter seul les loix de l'Empire, ni d'en établir de nouvelles, sans l'accession des Etats, & de ne pas permettre qu'il en soit établis par les souverains Tribunaux de l'Empire - - - - - 78</p> <p>§. VI. De punir ceux, qui oseront écrire ou faire imprimer la moindre chose contre les traités de paix & de Religion, de casser & annuler ces sortes d'écrits ou imprimés, comme aussi de rejeter toute, les contradictions & protestations formées contre l'instrument de paix - - - - - 79</p> <p>§. VII. La censure & la confiscation des livres seront faites sans partialité - - - - - 80</p> <p>§. VIII. Il ne sera intenté aucun procès à l'occasion des éditions nouvelles des livres symboliques des deux Religions. Défense d'insérer dans les écrits, qui paroîtront, aucuns termes piquants & injurieux contre l'une ou l'autre des deux Religions <i>ibid.</i></p> | <p>& de Cologne au sujet du Couronnement - - - - - 89</p> <p>§. X. De ne point toucher au droit de libre Election, competant aux Electeurs - - - - - 91</p> <p>§. XI. Confirmation de ce, qui à l'occasion de l'Election d'un Roi des Romains du vivant de l'Empereur à été convenu à Ratisbonne par le College Electoral & celui des Princes - <i>ibid.</i></p> <p>§. XII. Les Electeurs pourront, quand bon leur semblera, tenir des assemblées collegiales - - - - - 95</p> <p>§. XIII. Sans que l'Empereur puisse prétendre y envoyer ses Commissaires malgré Eux - - - - - 96</p> <p>§. XIV. Il laissera les Electeurs dans leur droit de libre election & dans le pouvoir de tenir des Conseils particuliers sur affaires concernant l'Empire - - - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. XV. Il ne touchera point aux droits, qu'ont les Vicaires de l'Empire, d'administrer l'Empire, pendant l'interregne, ou en d'autres cas - 97</p> <p>§. XVI. Les Vicaires de l'Empire ont droit de connoître, non seulement des affaires & contestations nouvelles, mais aussi de celles qui étoient déjà litispendantes au Conseil Imperial Aulique, avant que le Vicariat fit ses fonctions, à l'effet de quoy la Chancellerie de l'Empire leur délivrera toutes les pièces & procédures - - - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. XVII. Par contre & lorsque le nouvel Empereur aura été élu, ils luy feront remettre, ou aux Archives de l'Empire, tous les actes concernant les affaires, qui auront été portés par devant Eux pendant l'interregne - - - - - 98</p> <p>§. XVIII. L'affaire, concernant la Communauté stipulée entre l'Electeur de Bavière & l'Electeur Palatin au sujet du Vicariat du Rhin sera portée & terminée à la Diète de l'Empire 102</p> <p>§. XIX. Jusqu'auquel tems la Confirmation des décrets & jugemens rendus par le Tribunal de ce Vicariat demeurera suspendue - - - - - 103</p> <p>§. XX.</p> |
|--|---|
-
- ### ARTICLE III.
- | | |
|---|--|
| <p>§. I. L'Empereur promet d'avoir pour les Electeurs des considérations particulières - - - - - 81</p> <p>§. II. De leur donner le titre de Reverendissimes & Serenissimes - <i>ibid.</i></p> <p>§. III. De les consulter dans les affaires importantes de l'Empire - - - - - 82</p> <p>§. IV. De les maintenir dans leurs prérogatives - - - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. V. De maintenir l'Electorat de <i>Brunsvic-Lunebourg</i> - - - - - 85</p> <p>§. VI. De confirmer l'ancienne union convenue entre les Electeurs, dont les terres sont aux environs du Rhin 86</p> <p>§. VII. Et ce néanmoins sans déroger aux traités de paix, aux Constitutions de l'Empire, & aux privileges legitiment acquis par les uns ou par les autres - - - - - 87</p> <p>§. VIII. De se faire incessamment couronner & d'inviter les Electeurs à son Couronnement - - - - - 88</p> <p>§. IX. De confirmer la transaction convenue entre les Electeurs de Mayence</p> | <p>& de Cologne au sujet du Couronnement</p> |
|---|--|

T A B L E

- § XX. Tout ce que le Vicariat de Saxe a pendant l'interregne statué en matières contentieuses est gracieusement confirmé & ratifié - 103
- § XXI. Les Ambassadeurs des Têtes légitimement couronnées auront à la vérité le rang & la préséance sur les Ambassadeurs de toutes les Républiques étrangères, même sur les Princes en Personne. Il ne sera plus fait aucune distinction entre les Ambassadeurs Electoraux du premier ordre, quand même il y en auroit plus d'un, & on leur fera au reste les mêmes honneurs qu'aux Ambassadeurs des Rois - 107
- § XXII. L'Empereur ne permettra point, qu'en Sa Cour, ou par tout ce puisse être, il ne soit rien fait par les Ambassadeurs des Regences & Républiques étrangères au préjudice de la dignité & des prerogatives des Electeurs - 108
- § XXIII. Les Comtes & Chevaliers de l'Empire seront maintenus dans leurs rangs, lors des Cérémonies solennelles - 109
- § XXIV. Les Officiers de la Cour Imperiale n'entreprendront point sur les fonctions de ceux, qui tiennent à titre de fief des offices héréditaires de l'Empire, & quand même en l'absence de ceux - cy ils en feroient les fonctions; ils leur laisseront néanmoins les émoluments de leurs Charges - *ibid.*
- § XXV. Il ne sera porté aucun empêchement à l'Archimarche de l'Empire en son Directoire touchant les Taxes & la Police - 110

ARTICLE IV.

- § I. L'Empereur laissera jouir les Etats de leur droit de suffrage dans les Deliberations concernant les affaires de l'Empire - 111
- § II. Il aura soin d'entretenir la Paix dans l'Empire & avec les Etats voisins; Il ne leur donnera point de sujet de mécontente-

- ment contre l'Empire, & n'engagera point l'Empire dans des Guerres étrangères; Il ne fera aucune Alliance sans le consentement de l'Empire - 112
- § III. La Guerre ne sera faite que selon les Constitutions de l'Empire. Les Generaux, Directeurs & Conseillers du Conseil de Guerre seront choisis en nombre égal des deux Religions. Et toute l'Armée sera au service de l'Empire - 114
- § IV. Le Conseil de Guerre & la Généralité s'abstiendront de régler l'affaire des Marches, selon leur bon plaisir, & ne s'immisceront pas de leur propre autorité dans la Connoissance des Affaires de Commerce & de Contrebande; Ils ne disposeront rien non plus de leur chef touchant les forteresses de l'Empire - 115
- § V. S'il arrivoit, que l'Empereur fût attaqué par rapport à l'Empire, il luy sera libre de se servir de toutes sortes de secours, pourvu qu'ils ne tendent point au préjudice de l'Empire - 117
- § VI. L'Empereur ne fera point construire des fortifications nouvelles dans le Territoire des Etats, ni rétablir les anciennes - *ibid.*
- § VII. Il ne fera point lever des recrues en l'Empire, sans le consentement de l'Empire: Il n'y introduira point de Troupes étrangères & en fera sortir celles qui y sont - 121
- § VIII. Il ne fera point passer les Troupes de l'Empire en Terres étrangères, sans le consentement de l'Empire - 123
- § IX. Il n'ordonnera point de quartiers, ni ne chargera aucun Etat de places d'assemblées, de passages &c. sans le consentement de l'Empire - *ibid.*
- § X. Le lieu, où la Chambre Imperiale fait sa Residence, sera exempt de quartiers effectifs - 124
- § XI. L'Empereur ne conclura aucun

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

- traité de paix, soit préliminaire, soit définitif, sans le consentement de l'Empire - 124
- §. XII. A la paix, qui suivra, il remettra dans son premier état ce que l'Ennemi aura occupé, ou changé dans l'Empire, sans préjudice à la réserve faite par les Protestans au sujet du traité de Ryswic - 126
- §. XIII. Il exécutera inviolablement le traité de Westphalie - 127
- §. XIV. Il ne permettra point, que l'Allemagne soit dépeuplée par les recrues, que les Etrangers pourroient y faire, ni que ces recrues deviennent à charge à l'Empire - 128
- §. XV. Les Troupes Imperiales & Auxiliaires ne prendront leurs passages, qu'après des requisiions préalables & n'exigeront point leurs subsistances par étapes - 129
- §. XVI. Mais seront obligées, de se contenter du simple logement - 131
- §. XVII. Il sera donné caution & sûreté suffisante au sujet des Troupes, qui passeront - 132
- §. XVIII. Les quartiers & autres incommodités, que les Troupes occasionnent, cesseront - *ibid.*
- §. XIX. En quoy les Provinces de l'Empire seront maintenues dans leur immédiateté - 137

ARTICLE V.

- §. I. Les Etats de l'Empire ne seront point chargés sans nécessité, d'impositions, de taxes de Chancellerie, & de suite en voyages - 159
- §. II. Il ne sera rien imposé sans le consentement des Etats - *ibid.*
- §. III. Les subsides seront délivrés aux lieux acoutumés - *ibid.*
- §. IV. Le Trésorier de l'Empire rendra compte exact de sa gestion - 160
- §. V. Les subsides de l'Empire ne doivent être employés qu'à leur destination - *ibid.*
- §. VI. Les Etats héréditaires de S. M. I. ne seront point exempts des contributions de l'Empire - *ibid.*

- §. VII. Ni aucun autre Etat de l'Empire *ibid.*
- §. VIII. Il ne sera fait aucune compensation, ni donné aucune assignation sur les Cercles de l'Empire - 161
- §. IX. Il ne sera accordé ni moderations, ni exemptions - *ibid.*
- §. X. La réintégration des Cercles, moderation de la matricule & les differents, au sujet de l'exemption seront promptement terminés *ibid.*
- §. XI. Chaque Etat fera, en cas de besoin, contraint à payer son contingent *ibid.*

ARTICLE VI.

- §. I. L'Empereur ne contractera aucune Alliance avec les Puissances Etrangères pour affaires concernant l'Empire - 166
- §. II. Ou dans un cas pressant il obtiendra du moins le consentement de tous les Electeurs - *ibid.*
- §. III. Les Alliances qu'il conclura au sujet de ses propres Etats, ne préjudicieront point à l'Empire - *ibid.*
- §. IV. Les Etats de l'Empire pourront s'allier ou entre Eux, ou avec des Etrangers, pourvu que ce ne soit ni contre l'Empereur ni contre l'Empire - 167
- §. V. Les secours demandés à des Puissances Etrangères, ne pourront nuire à l'Empire, ni aboutir à aucunes dangereuses conséquences - *ibid.*

ARTICLE VII.

- §. I. Les réglémens de Police seront exactement exécutés - 169
- §. II. Les Villes Commerçantes seront maintenues en leur commerce par eau & par terre - 172
- §. III. Les usures, reventes & Monopoles seront abolis - 173
- §. IV. Il ne sera accordé ni renouvelé aucun privilege, qui autorise les Monopoles - 174
- §. V. Ou qui préjudicie aux droits des Etats, ou aux établissemens de police par Eux faits - 176
- §. VI. Il n'entrera en Empire aucunes marchandises étrangères, venans des Pays,

T A B L E

Pays, ou il est deffendu de recevoir
celles, qui sortent des Manufactures
de l'Empire - - - 177

A R T I C L E V I I I.

- §. I. L'Empereur n'accordera aucuns
nouveaux péages; il ne rehaussera,
ni ne prorogera, les anciens, &
il n'en transférera point d'un lieu
à l'autre - - - 177
- §. II. A moins, que ce ne soit du consen-
tement unanime de tous les Ele-
cteurs - - - 178
- §. III. Et après avoir entendu a cet égard
les Cercles Voisins - - - 179
- §. IV. La demande de ceux, qui sollici-
teront des péages nouveaux, sera
renvoyée aux assemblées du Colle-
ge Electoral - - - *ibid.*
- §. V. Il ne sera accordé aucuns péages
nouveaux, dont la concession puisse
diminuer les Anciens - - - 180
- §. VI. La liberté du Commerce, sur tout
par eau, sera maintenue - *ibid.*
- §. VII. Permis de rendre navigables les
fleuves, qui passent par l'Empire,
deffendu d'y rien construire, qui
puisse empêcher la navigation - 181
- §. VIII. Les nouveaux péages établis ou
rehaussés sur iceux, sans le consen-
tement des Electeurs, seront abolis
ipso facto - - - *ibid.*
- §. IX. L'Extension de la Concession des
péages à d'autres Heritiers, ne peut
avoir lieu qu'avec le consentement
des Electeurs, & en observant
d'autres formalitez - - - 182
- §. X. L'Empereur ne permettra point,
que Personne établisse des nou-
veaux péages, ou rehausse les
anciens - - - *ibid.*
- §. XI. Il ne souffrira pas non plus les nou-
veaux impôts, sur les marchandises,
grains, sels, vins, & autres
denrées semblables, sortant, en-
trant, ou passant de bout en Empi-
re. Et il prendra des Etats infor-
mation touchant ces nouvelles
charges illicites - - - 183
- §. XII. Il abolira les péages & licences
indistinctement établis, & rehaussez

sur le Rhin & autres fleuves na-
vigables, pendant la Guerre
de trente années - - - *ibid.*

- §. XIII. Tout Electeur, Prince, & Etat,
qui abusera de son droit de péa-
ge en demeurera privé sa vie
durant. Ainsi que toute Com-
munauté, qui commettra sem-
blable abus pendant l'espace de
30. ans - - - 184
- §. XIV. Ce qui sera aussi étendu sur les
Etats mediats - - - 185
- §. XV. S'il arrivoit qu'un Prince con-
vocateur du Cercle, abusa de
la concession des péages, l'autre
Prince aura soin d'en avertir, ou
si celuy cy y étoit aussi intéressé,
cet avertissement sera fait par
les autres Etats du Cercle. Ou
même par la partie souffrante à
l'égard de ceux, qui ne sont
encore d'aucun Cercle - - - *ibid.*
- §. XVI. Tout Etat, la noblesse libre de
l'Empire y comprise, pourra
de sa propre autorité se liberer
de semblables charges - *ibid.*
- §. XVII. Il sera pris des informations,
touchant les droits nouvelle-
ment exigés avant & apres la
guerre, des marchandises,
grains &c. passant par Batteux 192
- §. XVIII. Toutes les nouvelles conces-
sions de péages, obtenues, ou
exigées sans les formalités re-
quises, & sans le consentement
unanime des Electeurs seront
nulles - - - 193
- §. XIX. Et il n'en sera point octroyé,
sans ce consentement - *ibid.*
- §. XX. Tout Etat d'Empire sera auto-
risé, à n'en point acquitter,
qui ne soient dûs - - - *ibid.*
- §. XXI. Le tout néanmoins, sans pré-
judice aux privilèges obtenus,
avant que le consentement des
Electeurs fut déclaré nécessaire *ibid.*
- §. XXII. Au sur plus, tous péages illi-
cites seront annullés - 194
- §. XXIII. Et sans le consentement susdit,
il ne sera accordé aucun droit
d'étapes - - - *ibid.*
- §. XXIV.

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

- héréditaires de S. M. I. & des fiefs de l'Empire, qui pourroient devenir vacants - - - *ibid.*
- §. XIII. Pour ce qui est des fiefs de l'Empire, qui après les décès des Possesseurs pourroient échoir à l'Empereur à titre d'hérédité, ou autrement - - - 258
- §. XIV. Ou que l'Empereur, du consentement de l'Empire, laisseroit passer à d'autres, ou dont il auroit luy même la possession effective - - - *ibid.*
- §. XV. L'on continuera tout ce qui auparavant luy en étoit dû - - - *ibid.*
- §. XVI. Les subsides des villes enlevés à l'Empire luy seront restitués & employés à son profit - - - 268
- §. XVII. A l'effet de quoy il sera dans l'espace d'un an envoyé aux Comices une désignation touchant l'état, où se trouvent ces subsides *ibid.*
- §. XVIII. Et ne seront point ceux injustement demembrés de l'Empire, ou employés à d'autres usages - *ibid.*
- §. XIX. Si ce n'est, que cela se soit fait du consentement des Electeurs - - 270
- §. XX. Lequel consentement des Electeurs, Princes & Etats sera à l'avenir requis - - - *ibid.*
- §. XXI. En affaires importantes, concernant l'Empire, l'Empereur consultera les Electeurs, même aussi en certains cas les Princes & Etats - - - *ibid.*

ARTICLE XII.

- §. I. L'Empereur s'emploiera incessamment à la redintégration des Cercles 271
- §. II. A l'occasion de quoy, selon l'exigence du cas, il prendra l'avis des Etats de l'Empire. Les Cercles & Etats, qui auront ainsi été redintégrés & restitués, seront maintenu en leur liberté & immédiateté, & toutes voies de fait, ou contraintes abolies, à quoy les Princes Directeurs & autres Officiers des Cercles tiendront la Main - - - *ibid.*
- §. III. Ces memes Cercles de l'Empire seront dirigés selon les Constitutions 272

- §. IV. Les Tribunaux de l'Empire ne toucheront point à la Constitution militaire, civile, & oeconomique des Etats - - - *ibid.*
- §. V. Sans une résolution de la Diète, il ne sera rien changé dans les reglemens circulaires & d'exécution de l'Empire, mais on en fera incessamment la révision - - - *ibid.*
- §. VI. A la prochaine Diète, l'on remettra en activité la Deputation ordinaire de l'Empire, en laquelle il ne sera rien changé sans le consentement general de l'Empire - - - 281
- §. VII. Et S. M. I. y conservera l'autorité que les Empereurs ses predecesseurs y ont toujours exercée de même que dans les Comices - - - *ibid.*

ARTICLE XIII.

- §. I. Les Diètes, quand la presente sera finie, seront tenues tous les dix ans, ou autant de fois, que les besoins de l'Empire l'exigeront, & ce dans l'intérieur de l'Empire d'Allemagne, & du Consenteiment des Electeurs, avec lesquels il sera toujours préliminairement convenu du tems & du lieu où ces Diètes se tiendront - - 282
- §. II. L'Empereur y comparoitra dans le tems prescript, ou en Personne ou par ses Commissaires, & les propositions, qu'il aura à faire, ne seront point différées de plus de quinze jours - - - 283
- §. III. Il fera accélérer les deliberations & resultats, & laissera proposer par le Directoire de Mayence les Matières, qu'il conviendra d'agiter - - - *ibid.*
- §. IV. Les Electeurs Princes & Etats ne seront point tenus, de s'attacher à l'ordre des propositions; - - - 284
- §. V. L'Empereur ne différera point de remettre sa declaration sur les avis & deliberations de la Diète; - - - *ibid.*
- §. VI. Il ne mettra aucunes bornes, ni mesures au droit de proposer, competant à l'Archicancellariat & Directoire de Mayence - - - 285
- §. VII. Il n'empêchera point, que les me-
- moires

T A B L E

- moires a présenter ne soient promptement remis à la dictature, si ce n'étoit, qu'ils contiennent des expressions peu convenables, auquel cas le directoire de l'Empire en délibérera préalablement avec le Collège Electoral - - - *ibid.*
- §. VIII. Il ne sera porté aucun empêchement aux Directoires, en ce qui est de leurs offices, & les griefs, ainsi que les demandes des États, seront mis en délibération, tout au plus tard dans l'espace de deux mois - *ibid.*
- §. IX. Après le décès, ou pendant la minorité & absence d'un Empereur, les Vicaires de l'Empire convoqueront les Diètes de la manière cy-dessus prescrite, ou pourront continuer celle, qui seroit encore existante - - - 288
- §. X. Qu'il y ait une Diète ou non, cela n'empêchera pas, que les États des Cercles ne puissent tenir des assemblées circulaires, ou collegiales - *ibid.*

A R T I C L E XIV.

- §. I. L'Empereur fera son possible, pour que de la part de la Cour de Rome il ne soit rien commis, qui déroge aux privilèges, statuts & coutumes particulières des Archevêchés, Evêchés & Chapitres des Eglises Cathedrales - - - 289
- §. II. Il ne lachera point facilement des monitoires, interdicts, Lettres comminatoriales, déclarations de Censure &c. contre les Archevêques & Evêques, sans les avoir dûment entendus, sur les plaintes, que les sujets auroient formées - 293
- §. III. Les Concordats, privilèges &c. des Princes, seront maintenu, & les griefs, qu'ils pourroient avoir causé, redressés, conformément au recès de l'an 1530. mais à l'avenir il n'en sera point accordé sans le consentement des Electeurs - 294
- §. IV. L'Empereur ne permettra point, que les causes civiles soient portées par devant les Nonces Apostoliques,

- bien moins encore traduites jusqu'à la Cour de Rome - - - *ibid.*
- §. V. Toutes les discussions, qui se sont élevées entre les Nonciatures Apostoliques & les souverains Tribunaux de l'Empire, au sujet des affaires Civiles, seront moiennant une distinction entre les causes séculières & Ecclesiastiques, & moiennant des explications sur les cas douteux, promptement terminées, afin qu'il soit attribué à chacun des juges, ce qui est de sa compétence - - - 296
- §. VI. Le tout sans préjudice aux droits des États Protestans, & aux dispositions des traités de paix - - - 297

A R T I C L E XV.

- §. I. L'Empereur protégera les États mediats de l'Empire, ainsi que les sujets des États, & les obligera à prêter obéissance à leur Seigneur Territorial - - - 302
- §. II. Il ne les exemptera point, ni ne permettra, qu'ils soient exemptés, sous quelque prétexte que se soit, des dixmes, subsides, & autres charges par Eux dûes à leur Prince *ibid.*
- §. III. Les États Provinciaux ne s'attribueront point, à l'exclusion du Seigneur territorial, la disposition des subsides, & sans son consentement ils ne s'exempteront point du paiement de leur contingent, & ne tiendront aucunes assemblées 306
- §. IV. L'on n'écouterà point facilement les plaintes, que les sujets porteront à cet égard aux suprêmes tribunaux de l'Empire, mais on les obligera au contraire à l'obéissance par Eux due - - - *ibid.*
- §. V. Tous les privilèges, protectoires, exemptions &c. sub- & obreptivement obtenus, au préjudice du tiers, de même que tous les procès, mandemens, decrets &c. rendus contre le Prince & Seigneur territorial, seront cassés & annullés 307
- §. VI. L'on empêchera toutes les unions (D) illi

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

- illicites, les soulèvements & excès des sujets - - - *ibid.*
- §. VII. Et il n'y sera point donné occasion par la concession de procès prématurés - - - 308
- §. VIII. Tous les Etats de l'Empire auront même la liberté, d'implorer l'assistance de leurs voisins contre les entreprises de leurs sujets, sans préjudice néanmoins des Etats interressés - - - *ibid.*
- §. IX. Toutes Contestations fondées, seront promptement terminées par le juge - - - *ibid.*

ARTICLE XVI.

- §. I. La paix & l'union seront entretenues, & le droit & la justice religieusement observés en Empire, sans égard ni pour les Personnes; ni pour la Religion - 309
- §. II. L'Empereur ne citera hors de l'Empire aucun Etat, ou sujet de l'Empire, soit pour la reprise des fièfs, soit pour autre cause *ibid.*
- §. III. Et sans le consentement de l'Empire, il ne changera point les anciens tribunaux, ni n'en établira de nouveaux - - - 310
- §. IV. Il fera administrer la justice par les Souverains tribunaux de l'Empire, suivant les dispositions des traités de paix, & ne permettra point, que dans les décisions, qui en émaneront, l'on se serve d'aucuns termes durs, sur tout contre les Electeurs - - *ibid.*
- §. V. Pendant la litispendance aucun Etat n'usera envers l'autre de voies de fait - - - 311
- §. VI. Enquoy l'on suivra exactement les réglemens d'exécution, ainsi que ceux de la Chambre Imperiale & du Conseil Aulique - *ibid.*
- §. VII. Les Tribunaux de l'Empire n'empiéteront point sur la juridiction les uns des autres, & le Conseil Aulique n'arrêtera point mal à propos le Cours de la justice à la Chambre Imperiale, ni ne la dé-

- tournera par des rescrits particuliers de son devoir envers l'Empire - - - *ibid.*
- §. VIII. Il ne sera fait aucune admonition envers la Chambre Imperiale, que par l'Empereur & les Electeurs Princes & Etats de l'Empire conjointement; Et cette Chambre sera maintenue en ses droits, sa Constitution, ses Honneurs & sa Grandeur - - 312
- §. IX. Il ne sera rendu aucun rescrit, mandement, ou exécution contre les loix fondamentales de l'Empire - - - *ibid.*
- §. X. Et l'Empereur n'exigera rien de Personne, qui soit contre les dites loix; même si luy, ou sa maison avoit obtenu quelque chose, qui y fut contraire, il ne s'en prévaudra point - - 313
- §. XI. Tout ce qui a été obtenu, ou qu'on pourroit obtenir de contraire à ces mêmes loix, sera cassé & annullé; en tout cas il sera donné aux Parties lésées des lettres salvatoires - - *ibid.*
- §. XII. Les Conseillers & Ministres de S. M. I. n'empiéteront point sur la juridiction du Conseil Aulique - - - *ibid.*
- §. XIII. Et aucuns procès, mandemens, decrets &c. ne seront résolus ailleurs, qu'au Conseil Aulique de l'Empire, ni expédiés sans sa participation - - - 314
- §. XIV. Tout ce qui pourroit être entrepris contre ce que dessus, sera nul, & le Conseil Aulique, que l'on maintiendra en toute son autorité, autorisé à en porter ses plaintes - - - *ibid.*
- §. XV. Dans les affaires importantes de justice, les avis du Conseil Imperial Aulique ne seront rapportés à l'Empereur qu'en présence du Président, du Vice-Chancelier de l'Empire, du Rapporteur & Co-Rapporteur, pour en être tout de suite délibéré - - 315
- §. XVI. Ce qui une fois aura été contradictoi-

T A B L E

- dictoirement terminé dans l'un des Souverains Tribunaux de l'Empire, ne pourra plus être réformé, si ce n'est par la voie de révision, ou de supplication *ibid.*
- §. XVII. Le Conseil Aulique n'évoquera point a soy les affaires pendantes a la Chambre Impériale, laquelle gardera pareillement la connoissance des incidens qui pourroient survenir - - - *ibid.*
- ### A R T I C L E XVII.
- §. I. L'Empereur aura soin de faire exécuter promptement & sans considération de Personne, les jugemens définitifs, intervenus aux supremes Tribunaux de l'Empire - - - 327
- §. II. La voie de révision, ou de supplication permise en Empire, sera ouverte à un chacun; il sera promptement procédé aux révisions; & la connoissance, touchant la suffisance de la caution, que la Partie victorieuse doit prêter, lors qu'il le fait exécuter le jugement, sauf à restituer à fin de cause, demeurera réservée à la Chambre & ne passera point aux Réviseurs au Visiteurs - - - 334
- §. III. Il sera sans délai procédé aux révisions & à la visite de la Chambre Impériale par une Deputation extraordinaire de l'Empire - - - 336
- §. IV. Le 17. Sept. de l'année courante les Commissaires Impériaux & les Députés des Etats se rendront à la Chambre Impériale - - - 339
- §. V. *Bremen & Nuremberg* remplaceront en cette Deputation *Lauter-Palatin & Strasbourg* - - - *ibid.*
- §. VI. Les Députés des Etats de l'Empire se conformeront soigneusement pour le present aux loix & recès de l'Empire, ainsi qu'aux instructions, qui ont déjà été concertées ci-devant *ibid.*
- §. VII. Un Etat, qui sans en avoir dûment averti, négligeroit d'envoyer ses Députés, en sera puni conformément aux régléments de l'Empire & l'Electeur de Mayence appellera l'Etat suivant à la place de l'absent 340
- §. VIII. Les 24. Etats Députés pour ces visites & révisions se partageront d'abord en quatre Sénats, dont le premier prendra connoissance des affaires de la visite, le second & troisième des anciennes révisions, & le quatrième des nouvelles - - - *ibid.*
- §. IX. Lorsque le premier Sénat aura Achevé les affaires de la visite, il examinera le projet de reglement de la Chambre Impériale, & fera passer son avis a l'Empereur & a l'Empire - - - 341
- §. X. Dans l'espace de quatre mois à commencer depuis la promulgation de l'Edit Impérial, les Impetrants se pourvoiront au sujet de la poursuite en révision par devant l'Electeur de Mayence & la Chambre Impériale à peine de désertion - - - *ibid.*
- §. XI. Ces visites & révisions n'empêcheront point, que les affaires courantes de la Chambre n'aillent toujours leur train - *ibid.*
- §. XII. Par un décret de Commission Impériale, S. M. donnera part à la Diète de ce reglement provisionnel, & ce dans l'espace de trois mois à compter depuis le Commencement de son Gouvernement - - - 342
- §. XIII. Elle emploiera aussi tous ses soins pour améliorer l'entretien de la Chambre Impériale, & pour l'augmentation des Assesseurs qui y siègent ainsi qu'il est porté par le recès de l'Empire de l'an 1719. 350
- §. XIV. Pour ce qui est de la supplication usitée au Conseil Aulique de l'Empire, aulieu & place de la révision, l'on suivra à cet égard les reglements dud. Conseil, ainsi que la disposition de l'Art. V. de l'instrument de paix - - - 351
- §. XV. Dans les affaires, qui requièrent une connoissance préalable de cause, aucun Etat ne sera inquieté par des decrets émanés du Conseil privé de l'Empereur, ni traduit par devant iceluy - - - *ibid.*
- (D) 2
- §. XVI.

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

- §. XVI. L'Empereur s'opposera, à ce qu'aucune Puissance Etrangère empêche l'exécution des choses de l'Empire terminées en justice *ibid.*
- §. XVII. Personne ne sera surchargé par des Taxes de la Chancellerie, lesquelles seront réglées dans peu dans la Diète Générale, & ne pourront être rehaussées sans le consentement des Etats. Il sera donné part à tous les Etats de l'Empire du règlement concernant la taxe agréée ci-devant par les comices pour iceluy estre encore mieux rédigé - - - 352
- §. XVIII. Quant à la taxe concernant les fiefs, l'on s'en tiendra aux dispositions de la Bulle d'Or - - *ibid.*
- §. XIX. Aucun Etat ne sera sur chargé de *Landemien, Anfallsgelder* & autres exactions nouvelles - - - 353

ARTICLE XVIII.

- §. I. Aucun Etat de l'Empire, ne sera sans un titre légitime, exempt de Jurisdiction des Souverains Tribunaux de l'Empire - - - 354
- §. II. Mais ceux qui jouissent actuellement de cette exemption, y seront maintenus, à charge néanmoins par Eux, d'exécuter pareillement ce à quoy ils sont tenus par les conventions & autres actes - - - 355
- §. III. L'Empereur ne traduira point par devant soy, par des citations soit juridiques soit volontaires, aucun des Etats, ou de leurs sujets au préjudice des juges ordinaires - *ibid.*
- §. IV. Il laissera jouir chacun des Etats de son immédiateté, de son droit d'Austregues, de ses privilèges de *non evocando &c.* & annullera toutes les contraventions qui peuvent y avoir été faites jusqu'à présent - - - 356
- §. V. Il n'y contreviendra ni par lui même, ni par les Tribunaux de l'Empire, & observera dans la nomination des Commissaires toute l'égalité possible dans les affaires pendantes entre des Parties, qui seront des deux Religions - - - 357

- §. VI. Il n'accordera, qu'avec beaucoup de circonspection les privilèges de *non evocando, non appellando, Electionis fori &c.* - - - 358
- §. VII. Et se conformera au récéss de l'an 1654. touchant la concession des privilèges de première instance, ou d'Austregues particuliers - - - 359
- §. VIII. Il reformera dans l'espace d'un an tous les abus de la Chambre de Rothweil & d'autres Tribunaux Provinciaux en Suabe en attendant que la Diète décide sur la question si ces justices seront totalement abolies - - - 366
- §. IX. Il maintiendra dans leurs privilèges d'exemption ceux des Etats, qui ne sçauroient être traduits par devant ces justices - - - 371
- §. X. Toute partie grievée pourra appeler des jugements rendus par ces Tribunaux soit au Conseil Aulique, soit à la Chambre Impériale - *ibid.*
- §. XI. Et les Electeurs, ainsi que leurs sujets en général, seront maintenus dans leur droit d'exemption de ces justices Provinciales, de même que ceux, qui de toute ancienneté jouissent de cette exemption - - - *ibid.*

ARTICLE XIX.

- §. I. L'Empereur tachera de faire restituer à chacun des Etats, ce qui leur a été injustement pris - - - 372
- §. II. De laquelle restitution n'est point excepté, ce que l'Empereur luy même pourroit avoir à restituer, conformément au traité de paix - 375
- §. III. Il rendra sans partialité la même justice, tant aux Etats immédiats, qui sont dans ses Roiaumes & Pays héréditaires, ou dans ceux des Etats, qu'aux autres sujets naturels *ibid.*
- §. IV. Il n'empêchera point, qu'un Etat, qui auroit à se plaindre de ce que l'autre porte préjudice à ses droits regaliens, libérés, immédiateté &c. ne puisse librement se pourvoir en justice - - - *ibid.*
- §. V. Il ne soutiendra point les péages, im-

T A B L E

- impositions & autres charges nouvelles, injustement exigées - 376
- §. VI. Il n'accordera point sur la simple demande des sujets, des mandemens, protectoires, conservatoires &c. en affaires, qui concerneront la juridiction & les regaliens des Seigneurs territoriels - *ibid.*
- §. VII. Mais il entendra avant toutes choses le Seigneur territorial, contre lequel il auroit été formé quelque plainte, & lorsqu'il reconnoitra, que les sujets se plaignent avec raison, il leur fera rendre prompte justice - 377
- §. VIII. Il ne donnera, ni ne promettra aux juges, ou Commissaires, aucune part aux amendes pécuniaires, qui auront été, ou seront par Eux prononcées - *ibid.*

A R T I C L E XX.

- §. I. En matières du Simple, ou du Grand Ban, l'Empereur se conformera aux loix de l'Empire - 378
- §. II. Et ne le prononcera contre Personne, sans l'avoir entendu & sans l'avis & consentement de tous les Etats - *ibid.*
- §. III. Mais lorsque le cas y paroitra disposé, il observera exactement toutes les formalités requises par les loix de l'Empire, & par le reglement de la Chambre Impériale - 387
- §. IV. Les Deputés des trois Colleges & Religions examineront préalablement le fait & les actes, & en feront en suite leur rapport en pleine Diète - 388
- §. V. Aprèsquoy le jugement, dont il aura été convenu, sera avec l'approbation de l'Empereur, ou de ses Commissaires publié & exécuté conformément au reglement d'exécution par le Cercle, dont se trouvera celui qui aura été mis au Ban. *ibid.*
- §. VI. Les biens du proscrit seront confisqués au profit de l'Empire, après néanmoins qu'il aura été donné sur iceux satisfaction à la Partie lésée - 389

- §. VII. Mais pour ce qui est des fiés particuliers, ils retourneront au Seigneur féodal - *ibid.*
- §. VIII. Ces confiscations ne pourront préjudicier aux Agnats du proscrit, qui n'auront point été les complices - *ibid.*
- §. IX. L'instruction du procès du Ban n'empêchera point, que la Partie spoliée ne soit remise en possession avant la fin de ce procès - 393
- §. X. Une declaration de Ban, qui n'aura point été faite dans les règles ci-dessus prescrites, sera nulle - *ibid.*
- §. XI. Abolition du Ban de contumace *ibid.*

A R T I C L E XXI.

- §. I. Les Etats de l'Empire, la Noblesse libre immédiate y comprise, seront maintenus dans leur juridiction & droits féodaux, auxquels il ne pourra être dérogré par les Tribunaux de l'Empire - 394
- §. II. Ils pourront agir sans nulle opposition contre ceux de leurs vassaux, ou sujets, qui auront encouru la perte de leurs fiés pour crime de lésé Majesté - *ibid.*
- §. III. Ces fiés ne passeront point au fisc de l'Empire, & les Etats ne pourront être contraints à les conférer à d'autres, ou aux mêmes Vassaux *ibid.*
- §. IV. Les Seigneurs territoriels jouiront pareillement sans aucun obstacle de leur droit de Confiscation des biens allodiaux contre ceux, qui seront coupables de ce crime - *ibid.*
- §. V. En ces cas ainsi qu'en d'autres, il ne sera faite aucune contrainte aux Etats de l'Empire - 395
- §. VI. Mais, si le fait s'y trouve disposé, il sera procédé par les voies ordinaires envers ceux qui auront à rendre compte de leur conduite - *ibid.*
- §. VII. Et la Connoissance de la chose, ainsi que l'exécution, ne seront prise & faite que suivant les constitutions de l'Empire - 396
- §. VIII. S'il étoit arrivé, que quelqu'un eut molesté & accablé les Etats par pillages,

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

lages, incendiés, exactions &c. iceux seront dûment indemniés en vertu des jugemens, qui seront rendus ou par la Diète, ou par les arbitres nommés de part & d'autre *ibid.*

ARTICLE XXII.

- §. I. L'Empereur n'élèvera à la Dignité de Princes, Comtes &c. que des Personnes de mérite & en état de soutenir ce titre par leurs facultés 397
- §. II. Aucun de ces nouveaux dignitaires n'obtiendra voix & seance dans les Colleges de l'Empire, qu'il n'ait auparavant satisfait à ce qui est contenu dans l'Art. I. de la présente Capitulation - *ibid.*
- §. III. Il ne sera accordé aucunes dignités, titres & armoiries au prejudice des Anciennes Maisons - *ibid.*
- §. IV. L'Empereur n'accordera point aux Enfans d'un Etat de l'Empire nés d'un mariage inégal, les titres, honneurs & dignités paternels; il ne les declarera point habils à succéder, & si semblables concessions, ou declarations avoient été cy-devant faites, Elles seront cassées & annullées - *ibid.*
- §. V. Les Elevations à quelque dignité ne pourroient préjudicier à la Supériorité territoriale des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire - 402
- §. VI. Et s'il arrivoit, qu'un Etat eut de fortes raisons pour se plaindre, il y sera porté remède - 403
- §. VII. Toutes les Expéditions en matières, ou il est question de l'Empire, ne pourront être faites que dans la Chancellerie de l'Empire - *ibid.*
- §. VIII. Le tout à peine de nullité, même avant ces expéditions les impetrants ne pourront prendre le titre, qui leur aura été conféré - 404
- §. IX. Toutes lettres de grace, d'elevation à quelque dignité & autres diplomes, ainsi expédiés en la Chancellerie de l'Empire seront reconnus par les autres Chancelleries sans qu'il puisse y être exigé une taxe nouvelle - *ibid.*

- §. X. Il ne sera rien modéré, ni remis de la taxe ordinaire de la Chancellerie de l'Empire, si ce n'est par l'Electeur de Mayence, qui seul en qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire a droit de modérer, ou de remettre - *ibid.*
- §. XI. En affaires gracieuses il faudra dans l'espace de trois mois retirer les diplomes de la Chancellerie - 405
- §. XII. Si non, l'impétrant sera déchu de la grace par luy obtenuë, & le Fiscal de l'Empire agira contre ceux, qui sans en avoir encore le titre, se prevaudront de semblables concessions de dignités, d'armoiries &c. *ibid.*
- §. XIII. La disposition cy-dessus s'étendra aussi sur ceux, qui se glorifient d'avoir obtenu, de pareilles graces des Empereurs precedents, ou qui les ayant obtenu, n'en ont point encore retiré l'expédition de la Chancellerie, ou qui negligeront de la retirer dans l'espace de trois mois - 406

ARTICLE XXIII.

- §. I. L'Empereur tiendra constamment sa Cour & sa Residence en Empire - *ibid.*
- §. II. Il accordera promptre audience & expédiera sans retard les Ambassadeurs & Envoies des Etats - *ibid.*
- §. III. L'on ne se servira dans les négociations & affaires portées, ou a la Cour Impériale, ou au Conseil Aulique, d'autre langue que de l'Allemande, ou de la latine - 407
- §. IV. Les grandes Charges de l'Empereur & de l'Empire ne seront conférées, qu'aux Nationaux & a des Vassaux de l'Empire - *ibid.*
- §. V. Les Charges de la Cour Impériale conserveront leurs honneurs, grandeur & revenus, en tant qu'iceux ne sont point réservés aux offices héréditaires de l'Empire - 408

ARTICLE XXIV.

- §. I. Le Conseil Impérial Aulique ne sera composé, que de Personnes des deux Religions - *ibid.*
- §. II.

T A B L E

- | | |
|--|--|
| <p>§. II. Et qui outre d'autres qualités requises, ont dignement soutenu l'examen & ont de l'expérience par devers Elles - - - 409</p> <p>§. III. Ce Conseil ne reconnoitra d'autre Maître & Supérieur que l'Empereur & l'Empire - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. IV. Il sera remédié aux contraventions, commises contre les reglements du Conseil Impérial Aulique, & l'on prendra des Mesures pour qu'il n'en arrive plus à l'avenir - - - 410</p> <p>§. V. L'Empereur s'emploiera dès le commencement de son Regne, à rectifier les reglements de ce Conseil, en prenant à cet égard l'avis des Etats de l'Empire - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. VI. Il prendra pareillement l'avis de l'Empire sur les points, qui par l'instrument de paix ont été renvoiez aux prochaines delibérations, ainsi que sur la maniere, dont seront faites les visites, & il donnera aux résolutions, que l'Empire embrassera à cette occasion toutes leurs forces & vigueur - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. VII. L'Electeur de Mayence procédera en attendant le premier à cette visite, tout au plus tard dans un an, à compter depuis le commencement du Règne de l'Empereur. Ce qui sera continué tous les trois - Ans & les Actes de la visite présentés à la Diète pour être remédié jusqu'à la moindre deffectuosité - - - 411</p> <p>§. VIII. Jusqu'à ce qu'un nouveau reglement du Conseil Aulique ait été mis dans une meilleure perfection, l'on se conformera à l'ancien, de même qu'à celui qui a été dressé en 1714. - - - 412</p> <p>§. IX. Pour ce qui est du rang des Assesseurs sur le banc des Chevalliers, il en sera décidé par la date de la reception & non par la naissance, ou dignité - - - 413</p> <p>§. X. L'on suivra au surplus le reglement du Conseil Aulique pour ce qui est des places des Assesseurs de la preffiance &c. - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. XI. Le Président & le Vice - Président ne pourront être moins que Prin-</p> | <p>ces, Comtes, ou Gentilshommes soit mediats soit immediats, nés Allemands & pourvus de biens fonds - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. XII. Il ne sera empiété par qui que ce puisse être sur la direction, qui competé au Président dans les affaires de justice - - - 414</p> <p>§. XIII. Toutes les affaires pendantes au Conseil Aulique, y seront terminées en pleine assemblée & l'Empereur ne souffrira point que le Cours de la justice y soit jamais arrêté ou interrompu - - - 414</p> <p style="text-align: center;">A R T I C L E XXV.</p> <p>§. I. L'Empereur ne gênera en aucune façon le Droit, qui appartient à l'Electeur de Mayence, de nommer & établir tous les Officiers de la Chancellerie de l'Empire - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. II. Et ce qui a été, ou pourroit encore à l'avenir, être entrepris contre ce droit sera nul - - - 415</p> <p>§. III. Il ne sera empiété par qui que ce puisse être sur les fonctions de la Chancellerie de l'Empire - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. IV. Toutes les affaires, qui interesseront l'Empereur & l'Empire conjointement, passeront par les mains du Vice - Chancelier de l'Empire, & ne pourront être portées à la Chancellerie des Etats héréditaires de S. M. I. - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. V. L'Empereur aura soin de faire payer tant de sa propre Caisse, que des deniers, qui luy proviendront de l'Empire, les appointements de tous les Officiers du Conseil Aulique - - - 416</p> <p>§. VI. Les Assesseurs du Conseil Aulique seront exempts de tous péages, subfides & autres charges - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. VII. Et seront en outre, de même que les Résidents & Envoyés des Etats, Exemts de toutes juridictions & charges personnelles - - - <i>ibid.</i></p> <p>§. VIII. L'Empereur ne retiendra point malgré Eux, ceux, qui se retireront de sa Cour pour aller ailleurs. il leur</p> |
|--|--|

DES ARTICLES ET PARAGRAPHES.

leur donnera au contraire les passe-ports, qu'ils demanderont - 417

ARTICLE XXVI.

- §. I. Les Villes & Etats de l'Empire ne seront sous d'autre protection que celle de l'Empire, & l'Empereur n'accordera à aucunes Puissances Etrangères des Lettres, qui autorisent ces Puissances à exercer ce même droit de protection - *ibid.*
- §. II. Et s'il en avoit été accordées, ou que quelques Puissances se fussent mises en possession de cette protection, l'Empereur fera son possible, pour abolir semblable droit, ou le réduire du moins dans ses premières bornes - 420
- §. III. Il rendra à chacun des Etats justice égale & suivant le désir des loix fondamentales de l'Empire - 421
- §. IV. Et il les protégera contre toutes évocations & citations par devant des justices Etrangères, surtout contre la Bulle de Brabant - *ibid.*

ARTICLE XXVII.

- §. I. Les Puissances Etrangères, ou leurs Ministres ne se mêleront pas des affaires de l'Empire - 422
- §. II. Leurs Envoyés, ou Ambassadeurs à la Cour Impériale, aux députations de l'Empire, ou à d'autres Assemblées ne paroîtront point sur les rues avec une garde armée - 423

ARTICLE XXVIII.

- §. I. Les Emplois aux postes de l'Empire ne seront occupés que par des sujets de l'Empire : & les Employés ne jouiront que de l'Exemption des charges Personnelles - 428
- §. II. Le Grand - Maitre des Postes de l'Empire aura soin de tenir tout en règle,

afin que les Lettres soient exactement remises sans en exiger au delà d'un port raisonnable, dont le tarif sera affiché dans chaque bureaux - *ibid.*

- §. III. Les Messagers des Provinces & des Villes de l'Empire ne ramasseront point des Lettres de côté & d'autre ; Ils ne changeront point de chevaux & ne se chargeront ni de paquets, ni de la conduire des voyageurs - 429
- §. IV. La fonction de Grand - Maitre des Postes de l'Empire sera maintenue dans toute son étendue actuelle - *ibid.*
- §. V. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par l'Empire - 430

ARTICLE XXIX.

- §. I. La présente Capitulation sera exactement suivie par le Conseil Impérial Aulique, par la Chambre Impériale & par les Conseillers & Ministres de l'Empereur - 431
- §. II. L'affaire de la Capitulation per pétuelle sera au plutôt portée à la Diète générale de l'Empire - *ibid.*
- §. III. L'Empereur promet de mettre à prompt exécution les avis, que le Collège Electoral assemblé pour l'affaire de l'Election luy a transmis par des Lettres, ou écrits particuliers sur plusieurs matières importantes 435
- §. IV. Cette Capitulation a été pendant l'absence de l'Empereur juré par ses Commissaires - *ibid.*
- §. V. Et l'Empereur promet de la jurer aussi en Personne avant son Couronnement - *ibid.*
- §. VI. Avant quoi il ne s'immiscera point dans le Gouvernement, mais le laissera continuer par les Vicaires de l'Empire - *ibid.*
- §. VII. La Capitulation sera religieusement observée - 436
- §. VIII. Conclusion - *ibid.*





CAPITULATION***

DE

L'EMPEREUR CHARLES VII.

*** La Capitulation est une espece de pacte contenant les clauses & conditions, dont il a été convenu au College Electoral, & à l'observation desquelles le nouvel Elu s'oblige par serment, tellement que s'il refusoit de souscrire aux obligations y contenues, son election seroit censée non avenue & les Electeurs autorisés à procéder au choix d'un nouveau Chef de l'Empire. Ce n'est que depuis Charlequint que les Capitulations ont été rédigées dans une forme plus régulière & plus étendue, qu'elles ne l'étoient auparavant; elles tiennent un des premiers rangs parmi les loix fondamentales de l'Empire & restreignent en nombre de cas le pouvoir, que les Empereurs exerçoient autrefois sur les Etats de l'Allemagne, lequel pouvoir se réduit aujourd'hui principalement à ce que les Publicistes appellent régaliens & réservés; encore l'exercice de ces régaliens veut il être pratiqué avec ménagement & sans préjudice aux droits de la Superiorité territoriale.

A

CAPITULATION

territoriale des Princes, raison pour laquelle les Etats de l'Empire y ont mis les bornes & limitations stipulées par les Capitulations.

Comme ces limitations ne peuvent facilement être entendues, si au préalable l'on n'est instruit en gros des Droits partie limités, partie réservés en plein, nous fournirons ici des uns & des autres un détail tel que les Auteurs les plus accredités le donnent.

Détail des
Droits &
réservats de
l'Empereur.

Droits & réservats de l'Empereur.

1. *Le Droit de protection, ou d'Avocatie sur l'Eglise Romaine & le Saint Siège Apostolique.* A quoy les Publicistes, & surtout les Protestans, ajoutent un prétendu *jus circa sacra*, auxquels droits ils donnent plus ou moins d'étendue suivant qu'ils sont inclinés ou pour, ou contre la Cour de Rome & l'Erat Ecclesiastique. La matière est trop délicate pour que nous osions entreprendre de la traiter, c'est pourquoy nous nous bornerons à renvoyer le lecteur curieux à l'histoire des quinze premiers siècles, ne pouvant cependant nous dispenser de dire, qu'il est des cas, où un Empereur sans déroger à la juridiction des Puissances Ecclesiastiques peut connoître des affaires de Religion en tant que les traités & le repos de l'Empire s'y trouvent intéressés; comme par exemple s'il venoit à s'introduire en Allemagne quelque Secte nouvelle, il seroit du devoir de l'Empereur de travailler à l'extirper au moyen des Mandemens & exécutions nécessaires; & ainsi de plusieurs autres cas mixtes.
2. *Le Droit de premieres prieres*, en vertu duquel le nouvel Empereur a le pouvoir de nommer & de présenter au premier bénéfice vacant dans chacun des Chapitres Catholiques & Protestants de l'Empire, à l'exception de ceux, qui en sont

sont notoirement exempts, tels que sont les Collégiales des Duchés de Clèves & de Juliers ; du Comté de Flandre ; l'Eglise de Pfulling dans le Wirtemberg ; les Evéchés, qui avant l'année 1624. jouissoient de cette exemption, comme par exemple les Chapitres de Camine en Pomeranie, de Lebus, de Brandebourg & de Havelberg dans la Marche, de Misnie en Saxe, de Gurce, de Seccau & de Lavantinn en Autriche &c.

Les bénéfices dépendants des Patrons Laïcs ; les Hôpitaux, les Léproseries, les fondations pour des Séminaristes & Etudiants, les places, auxquelles est attachée l'obligation ou de dire certaines Messes, ou de chanter au Cœur, & dont le titulaire est révocable à volonté ; les Prébendes vacantes par permutation faite de bonne foy ; Celles, qui appartiennent à la manse Episcopale, les Chapelles &c. . . . ne sont pareillement point sujetes à ce Droit.

C'est la Chancellerie de l'Empire, qui expédie les Diplomes de nomination ou de présentation, & il est de la charge de l'Electeur de Mayence d'en procurer l'exécution, lorsqu'on fait au Préciſte des difficultés mal fondées.

Le Préciſte doit à tems présenter ses lettres au Chapitre, auquel il veut être admis, afin que le Collateur ne pouvant ignorer la concession des premières prières ne dispose point du bénéfice vacant en faveur de quelque autre ; Il dépend néanmoins de lui, lorsqu'un bénéfice est à remplir, de laisser passer son droit & de différer d'en faire usage, auquel cas il convient, toutes les fois qu'il ne veut pas mettre ses lettres à profit, qu'il en fasse sa déclaration ; si cependant on venoit à s'apercevoir, qu'il y eut de sa part quelque affectation à attendre la vacance d'un bénéfice dignitaire, il s'exposeroit à des contestations avec les Chanoines Capitulaires ; ainsi que le cas est quelques fois arrivé.

Règles à observer touchant les premières prières.

L'Empereur peut pour luy céder son droit de nommer par premières prières à qui bon lui semble, mais non pour ses Successeurs au trône.

CAPITULATION

Si avant la vacance d'une Prébende l'Empereur venoit à décéder & que par conséquent le Prévôt n'eût pas encore joui du bénéfice des premières prières, cela n'empêcheroit, qu'il ne fût en droit de faire valoir ses lettres à la première occasion; demême que l'Empereur seroit en droit de nommer un second Prévôt, si le précédent venoit à mourir avant d'être parvenu au bénéfice, sur lequel il avoit une espèce d'expectative.

Le Prévôt ne peut être reçu, qu'il n'ait les qualités requises par les Statuts du Chapitre; & dans les Chapitres mixtes, c'est à dire composés de Catholiques & de Protestants, il faut qu'il attende la vacance d'un bénéfice affecté à ceux de sa Religion.

Ce qui règle le droit d'un Empereur dans les Chapitres Protestants est la possession immémoriale, ou tout au moins celle de l'année 1624. dite l'année décretoire.

Un Prévôt Protestant peut céder son droit à qui bon luy semble, mais nous doutons qu'un Catholique ait la même faculté, à moins que ce ne soit à titre de résignation.

Les Rois des Romains peuvent aussi, même du vivant de l'Empereur, exercer le droit de premières prières; ordinairement les Imperatrices sacrées & couronnées jouissent de cette prérogative dans les Chapitres nobles des Dames, mais ce ne peut être que *ex indultu*, s'entend par concession spéciale de l'Empereur.

L'on voit en Allemagne différents Princes, qui exercent le Droit de premières prières; les uns en vertu de leur Supériorité territoriale; les autres en vertu d'un usage confirmé par nombre d'actes possessoires, mais nous ne croyons pas, que ce Droit puisse déroger à celui de l'Empereur, l'un & l'autre pouvant parfaitement subsister ensemble, ainsi qu'on en a des exemples.

Les Sçavants suscitent la question savoir, si les Empereurs tiennent le droit de premières prières de l'indulgence des Papes,

ou

DE L'EMPEREUR CHARLES VII.

5

ou si ce droit est un débris de ceux, que les Empereurs exercoient anciennement en conférant par la crosse & l'anneau les Evêchés, Abayes & autres bénéfices Consistoriaux ? Ceux, qui sont de ce dernier avis, font dépendre ce Droit du Couronnement uniquement, de même que c'est au Couronnement qu'ils attachent le Droit, qu'ont les Empereurs d'être *eo ipso* Chanoines de l'Eglise Collegiale de Sainte Marie à Aix, de l'Eglise Cathédrale à Cologne & de celle de Saint Pierre à Rome. Ceux au contraire, qui pensent différemment, prétendent que les Empereurs ne sauroient exercer ce Droit sans une Bulle ou un Indult, qui les y autorise. Cette question est d'autant plus difficile à décider, que l'on a vu des Empereurs, les uns ne point demander ni accepter d'Indults; les autres en réquerir, ou du moins en recevoir quoique non demandés; mais quoiqu'il en soit il est certain que Charles VI. après avoir fait à cet égard quelques difficultés, s'est enfin rendu aux prétensions de la Cour de Rome & que le parti de ne conférer les premières prières qu'après l'Indult obtenu est le plus prudent, puisqu'il coupe court à toutes les discussions, qui pourroient survenir soit avec le Saint Siège, soit avec les Chapitres, qui ne seroient pas bien intentionnés.

Cette question en produit une autre, savoir si ces mots de premières prières dérivent, ou de ce que l'Empereur prie SA Sainteté de lui accorder le droit de nommer au premier bénéfice vacant; ou de ce que l'Empereur prie le Chapitre d'admettre à la première occasion le sujet, qu'il nomme; ou de ce qu'autrefois les Empereurs n'octroioient ces grâces qu'aux Officiers de leur maison, & que ceux, qui les premiers réussissoient en leurs prières excluoient les autres.

Question si un Empereur Elu est en droit de présenter par premières prières dès le moment de son élection, ou après son Couronnement seulement ? Les sentimens des Publicistes sont partagés à cet égard. L'opinion selon nous la plus probable est, que ce pouvoir passe à l'Empereur aussitôt qu'il a juré la Capitulation.

Que-

Question si les premières prières peuvent être conférées à un jeune homme, qui n'a pas encore la première tonsure ou l'âge compétant pour être admis à une Prébende? Nous répondons que oui, parceque les premières prières non sujètes aux règles canoniques concernant les présentations & collations ordinaires des Patrons sont une espece d'expectative, dont l'exécution peut être différée jusqu'au tems, que le préciste soit parvenu aux ordres, qui le rendent habil à posséder un bénéfice.

Si dans un Chapitre composé par exemple de douze Chanoines se trouvoit un statut, qui régla que le nombre de ces Chanoines seroit réduit à huit, & que pour parvenir à cette réduction l'on ne nommeroit point aux bénéfices, qui viendroient à vaquer par le décès des quatre titulaires prémourants, savoir si un Préciste seroit tenu d'attendre jusqu'à ce qu'après cette réduction un des huit Chanoines restants vint à manquer? Malgré le sentiment contraire de quelques Canonistes nous croions que non, fondés principalement sur les dispositions du Concile de Trente, qui annule toutes les suppressions faites sans le consentement des Patrons laïcs, auxquels un Empereur peut être comparé; joint à cela qu'il ne sauroit être fait aucun Statut au préjudice des droits du tiers.

Lorsqu'un Chapitre, qui parrapport à la diminution de ses revenus occasionnée par les événements des tems s'est vu obligé de diminuer à proportion le nombre des Capitulaires, porte ces mêmes revenus à leur premier état soit par économie, soit par la reprise des biens perdus, soit par de nouvelles acquisitions; savoir si un préciste seroit autorisé à prétendre, qu'on remit sur pied les Canonicats supprimés? Nous pensons que non; ainsi la seule ressource, qui lui resteroit pour satisfaire à son impatience, seroit d'engager l'ordinaire quant aux Chapitres médiats, & la Cour de Rome quant aux immédiats, à prendre leurs informations *de commodo & incommodo* & faire ensuite les dispositions les plus convenables au service divin.

L'on sçait que suivant les Concordats de la Nation Germanique il y a dans chaque Chapitre les mois du Pape & ceux du

Chapitre Cha-

Chapitre. Question si les premières prières ont indistinctement lieu quant aux bénéfices vacans dans tous ces mois ? Les Allemands le soutiennent ; parceque, disent ils, le Droit de premières prières est beaucoup plus ancien, que les Concordats & que ces concordats n'y ont point expressément dérogé ; les Ultramontains en disconviennent & prétendent, que cette dérogation est renfermée dans une clause générale desdits Concordats. Quoiqu'il en soit il y a apparence, que dorénavant les Empereurs continueront à prendre un Indult à Rome, de façon que c'est la teneur de cet indult, qui servira toujours à régler cette controverse, sur laquelle le traité de Munster s'est obscurément expliqué.

Question si les premières prières peuvent avoir lieu quant aux Canoncats vacans à la nomination du Prevot, du Doyen, du Tournaire &c. . . . ? On y ; mais la précaution, qu'on doit avoir dans la Chancellerie de l'Empire, est de stiliser le brevet de premières prières, de façon qu'il soit adressé à tous ces collateurs particuliers.

Question si l'Empereur peut accorder au Préciste une expectative déterminée sur un certain bénéfice nommément désigné ? Nous disons que non, parcequ'une semblable concession feroit contre les Canons & la convenance.

Question si les Vicaires de l'Empire peuvent nommer par Droit de premières prières ? Il est vray, que la Bulle d'or leur adjuge sans distinction ni limitation le Droit de nommer aux *bénéfices Ecclésiastiques*, cependant comme ce Droit est personnel & affecté au caractère Majestatique d'un Empereur, nous estimons que les Vicaires de l'Empire ne peuvent l'exercer qu'à l'égard des Chapitres, auxquels l'Empereur Delfant a oublié, ou négligé de nommer.

Question enfin si en tenant pour maxime certaine, qu'un Empereur fut obligé de réquerir un indult de la Cour de Rome pour pouvoir librement exercer le Droit de premières prières, il ne

III. CAPITULATION

il ne lui seroit pas loisible de nommer aux Bénéfices dans les Chapitres Protestants avant d'avoir reçu cet indulg? La solution de cette question ne paroitra point embarrassante, lorsqu'on considérera, que la Bulle du Pape ne peut que concerner les Bénéfices affectés aux Catholiques, & que le Saint Siège n'a garde d'autoriser la collation de ceux, auxquels les dévoués à la Confession d'Augsbourg sont appelés, puisque par là il approuveroit une sécularisation, contre laquelle cependant il a solennellement protesté.

Nous passerons sous silence ce qui peut concerner la nomination aux Chapeaux de Cardinal, laquelle n'entre point dans les matieres du Droit public d'Allemagne.

3. *Le Droit d'établir & faire publier des Loix,* pourvu que ce ne soit point de ces Loix fondamentales, qui demandent le concours unanime de tous les Etats en général, ou celui de quelques uns en particulier.

4. *Le Droit d'accorder des Privilèges, Immunités & dignitez, mais sine præjudicio tertii.*

5. *Le Droit d'accorder des dispenses, des lettres de légitimation d'Enfants Bâtards & naturels &c. . . .*

La plupart des Jurisconsultes sont d'avis, que lorsque les lettres, ou le Diplôme sont bornés à la simple concession de la légitimation, le légitimé ne jouit d'autre avantage, sinon que lavé de la tâche, qui le deshonoroit, il acquiert, comme si en effet il étoit né légitime, le pouvoir d'être admis aux Charges & Dignités publiques & d'entrer en toutes sortes de Corps & Communautés, en quoi cependant Nous ne prétendons pas com-

comprendre l'Etat Ecclésiastique ; & soutenir que les Evêques & les Chapitres, qui n'admettent que les Enfants légitimes aux ordres sacrés ou aux Prébendes, soient tenus d'y recevoir les légitimés ; mais lorsqu'outre la légitimation il est en même tems porté dans les lettres, que le légitimé est déclaré habile à succéder, l'on fait en ce cas une distinction entre les Fiefs, dont le Père est Acquéreur & ceux, qui sont Fiefs de famille ou acquis, comme disent les Féodistes, *ex pacto & providentia majorum*. Le légitimé succède à la vérité aux Fiefs nouveaux ; mais il ne peut au préjudice des Agnats succéder aux Anciens, biens moins encore succéder aux Agnats mêmes, amoins que Ceuxcy n'y donnent leur consentement.

Il y a en outre deux autres espèces de légitimation, savoir celle qu'on appelle en droit Civil *per subsequens matrimonium*, par le mariage subséquent, & celle des Enfants Nés d'un Père illustre, mais en mariage inégal.

Quant à cette dernière espèce le pouvoir de l'Empereur se trouve borné par la présente Capitulation.

Quant à la première elle est reçue en tous Pays, même en ceux, où les Loix civiles ne sont point connues.

L'on propose à cette occasion un cas, qui donne lieu à une question assez singulière & l'on suppose, qu'un Seigneur dégagé de tout lien conjugal ait un Enfant mâle d'une Demoiselle ou fille pareillement libre. Il se marie ensuite avec une autre Demoiselle, dont il a aussi un fils né en mariage légitime. devenu veuf il épouse la Demoiselle, avec laquelle il a eu le premier Enfant, lequel Enfant conséquemment par ce mariage subséquent ne devient pas moins légitime que le second. Il meurt laissant des Fiefs ou Fideicommiss affectés au Droit de primogéniture ; savoir qui des deux fils doit l'emporter, s'entend si c'est par la date de la naissance, ou par celle de la légitimation qu'on doit en décider ? Malgré les doutes, que des subtilistes

B

veul-

veulent faire naître, l'on ne doit point balancer & prononcer en faveur du second fils, parcequ'étant né légitime avant que l'autre le devint, il a au moment de sa naissance acquis une préférence, qu'aucun événement postérieur n'a pu lui ôter.

6. *Le Droit de créer des Comtes Palatins.*

Ces Comtes Palatins, qu'il ne faut pas confondre avec les Princes de la Maison Electorale Palatine, ne sont que des Officiers de distinction, qui par leur création & le Diplôme, qu'on leur expédie, obtiennent de l'Empereur la faculté de légitimer en son nom, d'accorder des armoiries aux Personnes ignobles, de donner des dispenses d'âge, de créer des Docteurs en droit & en médecine, des Maîtres es arts, & des Bacheliers, des Licenciés, des Notaires &c. . . . autresfois les Empereurs avoient coutume de nommer à leur suite & de déléguer dans les Provinces éloignées de ces sortes de Comtes Palatins; aujourd'hui ils font rarement usage de ce Droit, mais ils ne l'ont pas moins, & s'ils cessent de l'exercer ce n'est qu'à cause de l'abus, que les Comtes Palatins font de ce pouvoir & des brouilleries, qui en naissent ordinairement avec les Seigneurs territoriaux.

7. *Le Droit d'accorder des lettres de pardon, d'abolition, de réhabilitation &c. . .*

Les Auteurs, qui restreignent ce pouvoir de l'Empereur aux Etats & Sujets immédiats de l'Empire, & qui ne croient point, que les mêmes graces puissent être octroyées à des Sujets médiats, sont dans l'erreur, l'Empereur n'ayant pas moins cette autorité envers les uns qu'envers les autres, pourvu qu'il se renferme dans les bornes fixées par la Capitulation & qu'il ne prétende pas étendre les avantages de la réhabilitation au préjudice des Droits du tiers, ainsi qu'il arriveroit par exemple, si après qu'un Seigneur territorial s'est emparé par droit de confiscation des biens à lui adjugés par sentence définitive, le

Reha-

Réhabilité vouloit en vertu de ses lettres de grace rentrer en possession des biens sur lui confisqués, ce qui seroit contre les règles.

Si l'Empereur par des raisons, qui sont toujours censées plausibles, élevoit à quelque dignité, ou grande Charge une Personne, qui fut notée d'infamie, l'on demande si faite de lettres particulieres de Réhabilitation cette infamie subsisteroit? Nous penchons pour la négative.

8. *Le Droit d'accorder des dispenses d'age à tous Sujets médiats & immédiats de l'Empire.*

Suivant les règles usitées ces sortes de dispenses ne doivent être octroyées, que quand un Mineur approche de la majorité & qu'il appert d'ailleurs ou par des informations exactes, ou par des attestations authentiques, que son expérience dans les affaires le met en état d'administrer. Si cependant il arrivoit contre toute attente, qu'il administra mal & avec dissipation, il dépendroit de la Parenté ou de tous autres intéressés de se pourvoir pardevant l'Empereur pour obtenir des lettres de rescision & de restitution en entier, dont l'effet seroit, non pas d'annuler l'administration passée, mais de faire rendre un Curateur ou Administrateur à celui, qui n'étoit majeur que par dispense.

Question si un Prince ainsi déclaré Majeur peut avoir l'administration & exercer la tutelle de ses frères mineurs? Nous inclinons pour l'affirmative, surtout lorsque les lettres de dispense lui accordent ce pouvoir en termes formels, ou lorsqu'aucun des souverains Tribunaux de l'Empire ne paroît s'opposer à sa gestion.

Question si (comme on en a vu un exemple assez récent) un Prince mineur peut en conséquence d'un désistement

volontaire de la part de Ceux, qui tenoient la Régence, & en vertu de la Souveraineté, qui lui appartient en ses Etats, se déclarer ou se faire déclarer majeur ? Ce qui doit déterminer à pencher pour la négative est, que le Droit public ne fait pas moins que le civil une distinction entre la majorité & la minorité avec cette différence, que selon le Droit civil la majorité ne commence qu'à 25 ans, au lieu qu'en Droit public elle varie suivant l'usage observé dans les Maisons illustres ; mais quelque soit la fixation du terme, auquel la minorité finit, le mineur est toujours censé, vû la foiblesse de son âge, ne pouvoir juger par lui même, s'il est en état d'administrer, de façon que pour qu'il en soit décidé avec plus de maturité il ne peut qu'avoir son recours à son Seigneur direct, au Chef & au juge Souverain de l'Empire, lequel ne refusera point les dispenses sollicitées, lorsqu'il reconnoitra, qu'elles se concilient avec le bien de l'Etat & celui de la famille. A cette observation l'on peut en ajouter une autre, qui est qu'un Prince, qui prend le Gouvernement de ses Etats, concourt à la décision des affaires de l'Empire ; or il peut ne pas être de l'intérêt de l'Empire d'admettre aux assemblées soit diétales soit circulaires un Prince mineur, qui sans consulter d'autre autorité que la sienne se feroit déclaré majeur.

Question encore, si, quoique la Bulle d'or adjuge au plus proche Agnat l'administration de l'Electorat pendant la minorité du Prince, un Empereur est en droit d'accorder dispense d'âge à un Electeur mineur, à l'effet de pouvoir administrer, même d'avoir voix & séance dans le College Electoral ?

L'affirmative ne doit souffrir aucune difficulté, car lorsque Charles IV. Auteur de la Bulle d'or a pourvu à la tutelle légitime d'un Electeur mineur, il n'a point prétendu, que cette tutelle eût lieu dans tous les cas, mais dans la seule supposition, que ce Mineur ou fut destitué de Tuteur testamentaire, ou qu'il n'eut pas une habilité suffisante pour gérer lui même ; Or par la dispense d'âge, qui le rend majeur il acquiert cette habilité & n'a par conséquent point besoin des secours de son plus proche Agnat ;

Agnat ; joint à cela que la disposition de la Bulle d'or n'a rien eu en vuë que l'interet du mineur, lequel cependant souffriroit, si lorsqu'il est jugé capable de gouverner & de s'approprier les revenus de son Electorat, on les faisoit passer en d'autres mains que les siennes.

9. *Le Droit de relever ou dégager d'un serment, même de l'annuler d'office.* Nous n'entendons point ici les sermens, qui interessent la conscience & la Religion, ni les vœux, dont l'Eglise seule a le pouvoir de relever. C'est du civil & du temporel uniquement qu'il s'agit.

Il est des Jurisconsultes, qui restraignent & limitent l'autorité Imperiale aux sermens, qui entraînent l'asson énormissime, à ceux qui sont extorqués par force, exigés par Dôle, prêtés par erreur, faits par un Mineur &c. . . à quoi ils ajoutent le pouvoir d'absoudre de l'*Urphede* celui, qui auroit juré, comme on le fait faire aux Bannis par sentence, de ne plus remettre le pied dans le territoire, dont il a été proscrit. Mais les Antiens, qui pensent plus judicieusement, donnent à ce droit beaucoup plus d'étendue, particulièrement lorsque la conduite de l'Empereur ne tend à offenser personne & qu'aucontraire il n'a que le bien public en vuë. C'est dans ce principe par exemple que lorsqu'un Etat a été mis au ban de l'Empire, il peut dégager les sujets du Serment de fidelité & d'obeissance par Eux prêté au souverain proscrit ; qu'il peut annuler le serment de celui, qui après avoir été injustement détenu en prison par l'autorité du Prince ou du Magistrat n'en auroit été élargi, qu'à charge de promettre, qu'il ne fera aucune poursuite ou demande en réparation & dédommagement. L'on pourroit encore citer nombre de cas de cette espece.

10. *Le Droit d'accorder des Lettres moratoires, de répit, de souffrance, d'usuristice & d'amortissement.* C'est

C'est uniquement aux Débiteurs, dont des événements inopinés & les hazards du tems ont dérangé la fortune, qu'il convient qu'un Empereur accorde de semblables lettres, après que le fait de l'insolvabilité a été dûment justifié. Ces lettres sont d'une nature différente. Les unes font au Débiteur la remise ou d'une partie du Capital ou des interets seuls; les autres en remettant les interets fixent un certain tems, avant l'expiration duquel les Créanciers ne peuvent faire aucunes poursuites pour leurs payemens. Le bénéfice des moratoires ne passe point aux Héritiers, amoins qu'il n'en soit fait mention expresse dans les lettres, & il y a des Créanciers & des Créances privilégiées, contre lesquelles le répi ne sçauroit avoir lieu. Tels sont les fondations pieuses, les Eglises, les Veuves, les Orphelins, les Pauvres, le Fisc, les Sujets domiciliés hors de l'Empire & qui trouvent dans l'Etat ou ils sont de quoi se faire payer, les Ouvriers & Journaliers, les Domestiques, les dépôts, les dettes, dont le remboursement a été promis par serment, ou a l'occasion desquelles le Débiteur a expressement renoncé a tous moratoires; le prêt des effets restituables en nature, les dotes promises, les alimentations &c. . . .

L'on a vu des grands de l'Empire, dont les domaines & les revenus avoient souffert ou par les guerres ou par d'autres calamités inopinées, se pourvoir aux fins d'impêtrer des lettres de répi & présenter a cet effet leurs mémoires au College des Princes pour en obtenir l'apuis & l'intercession près de l'Empereur.

Suivant des anciens réces de l'Empire il falloit qu'un Débiteur, qui avoit obtenu répi pendant un certain nombre d'Années, donna une caution, qui assura aux Créanciers leur payement après le terme écoulé, mais quoique cette loi n'ait point été abrogée, néanmoins l'impossibilité morale d'y satisfaire de la part d'un Débiteur obéré l'a tacitement aboli, de façon que tout ce qu'on peut exiger de ce Débiteur est qu'il Hypothèque les biens présents & avens. S'il arrivoit qu'avant l'expiration des Années de Souffrance ses affaires se rétablissent au point, qu'il fût en état de payer

payer ses dettes, il n'est point douteux, que ses Créanciers ne Soient en droit de le poursuivre en justice; Nous leur conseillons cependant de s'adresser au préalable à l'Empereur pour en obtenir le rapport ou la révocation du moratoire.

11. *Le Droit d'accorder celui de Cité.*

Ce droit, qui ne faut pas confondre avec le droit de Bourgeoisie, est une permission, que l'Empereur donne par exemple à un Bourg, à un village de prendre toutes les propriétés & attributs d'une ville en faisant une enceinte de murs, de remparts, de fossés &c. . .

12. *Le Droit d'établir des foires, marchés publics, lieux d'entrepôts &c. . . .*

Le privilège des foires est, que pendant le tems qu'elles durent on ne peut arrêter les marchands pour dettes, ni saisir leurs marchandises & autres effets, si ce n'étoit qu'ils eussent contracté ces dettes durant la foire, auquel cas nous les croions contraignables, quoiqu'il y ait des Auteurs, qui pensent différemment. Ce privilège varie beaucoup & n'est point égal partout. En certains endroits les Marchands forains sont exemts de péages & droits d'entrée; en d'autres ils payent. En certains endroits les Etats voisins sont obligés de leur fournir une escorte le long de la route, néanmoins en payant; en d'autres on ne pense point à cette précaution. En certains endroits les Bannis osent se présenter en toute sûreté; en d'autres on leur mettroit la main sur le collet, s'ils s'avissoient de rompre leur ban.

Une des attentions, que les Empereurs ont en usant du droit, dont il est ici question, est de s'informer avant de rien statuer, si dans les environs il ne se trouve point de Ville, qui ait un privilège portant, qu'à quelques lieues à la ronde il ne sera établis aucune foire, parcequ'en ce cas il ne pourroit y être déro-
gè. La plupart des Villes de commerce, en Allemagne ont cette prérogative.

13. Le Droit des postes. Quoique depuis quelques siècles la grande Maîtrise des postes ait été accordée à titre de fief à la Maison de Taxis, cela n'empêche que l'Empereur étant le Seigneur direct dud. Fief n'ait conservé sur icelui un droit de suprême Domaine, en vertu duquel il doit protéger dans l'exercice de leurs fonctions nonseulement le grand Maître, mais aussi ceux, qui sont par lui employés; de même que s'ils tenoient une conduite irrégulière, il seroit en droit d'y porter remède ayant celui de leur prescrire les loix convenables au bien du service & à l'utilité publique.

Quoique d'endroit en endroit il y ait des postes Imperiales établies, cela n'empêche, que les Princes Jouissans de la supériorité territoriale ne prétendent pareillement pouvoir en constituer dans l'étendue de leurs souverainetés. C'est ainsi que les Comtes de Spaar ont été investis par l'ancienne Maison d'Autriche des postes en Autriche, Hongrie & Bohême; les Comtes de Flemming les ont dans les terres Electorales de Saxe; les Comtes de Wartemberg dans les terres Electorales de Brandebourg; les Comtes de Platen dans les terres de Brunsvic & Lunebourg &c. . . de façon que comme ces grands maîtres particuliers des postes en emportent une partie des profits, ce n'est que dans les Villes Imperiales, dont le territoire est d'ordinaire d'une trop petite étendue pour y constituer un second Directeur, que la Direction des Postes rapporte le plus au Prince de Taxis, qui en tire des sommes considerables, par ce que c'est dans ces Villes, ou le Commerce est le plus florissant & ou conséquemment l'on voit un grand concours de Courriers & une forte correspondance de lettres.

Il est aisé de juger, que cette diversité des postes dépendantes en quelques endroits du grand Maître de l'Empire seul, & régies en d'autres par deux Directeurs differents donne de tems en tems lieu à des dissensions & inconveniens, ainsi qu'on en a vu la preuve par les griefs respectifs, qui ont souvent été présen-

présentés tantot par les Comtes de Taxis contre ceux de Paar, tantot par les Comtes de Paar contre ceux de Taxis, & malgré tous les soins, qu'on s'est donné jusqu'icy soit à la Cour Impériale, soit à la Diète, soit à la Cour Electorale de Mayence pour terminer toutes les difficultés passées, il n'est guère possible d'empêcher, qu'il ne s'en élève toujours de nouvelles.

14. Le droit de faire des réglemens touchant les grandes routes.

Quoique l'établissement des routes, & l'entretien des grands chemins soient du fait de chacuns des Seigneurs territoriaux dans l'étendue de leurs territoires, s'il arrivoit cependant, que contre les anciens réglemens un Etat détournât les grandes routes, ou tolérât qu'elles fussent retiroiciées, ou qu'y arrivant de fréquents vols & assassinats il négligeât de faire aller à la poursuite des Criminels, il est constant, que l'Empereur comme Conservateur de tout ce qui tend à la sûreté publique pourroit à cet égard faire les dispositions convenables.

Il seroit à désirer, que l'Empereur eût le pouvoir d'ordonner, que partout où il y a de grandes routes l'on élevât des Chaussées, comme on en voit en d'autres Etats. La sûreté des Chemins en seroit mieux établie; le Commerce en deviendroit plus florissant; la facilité du transport des marchandises tant Etrangères que de l'Allemagne en diminueroit le prix; le Voiturier & le Payfan ménageroient leurs chevaux & harnois; les postes seroient mieux servies; le Voyageur trouveroit plus de commodités, & l'on gagneroit un terrain immense en tirant les routes au Cordeau & en les bordant de fossés, où les eaux prenant leur écoulement ôteroient en même tems aux Passants la liberté de se faire un chemin au travers des Campagnes ensemencées.

Il n'est pas possible de disconvenir, qu'un semblable établissement ne feroit dans l'Empire un effet des plus avantageux; mais il est peu de Princes & de Seigneurs, qui paroissent vouloir

loir s'y prêter de bonne grace ; cependant au bout de quelques années de paix & d'abondance l'entreprise en seroit aisée , surtout en la confiant à un grand voyer Général , qui fit ses répartitions , & en y faisant contribuer ou en argent ou par Corvées les sujets & habitants , qui peutetre murmureoient au commencement , mais reconnoitroient & ressentiroient par la suite toute l'utilité de leurs ouvrages.

15. *Le droit de Créer des Academiës & Universitez avec tous les honneurs & privilèges Academiques, ou de confirmer celles, qui sont établiës actuellement.*

De ce droit émane le pouvoir de veiller a l'exécution des statuts , de condamner les livres deffendus , de prescrire ce qui doit ou peut être enseigné , & de deffendre les doctrines , qui pourroient avoir des dangereuses suites.

16. *Le droit de Créer des Rois, des Archiducs, des Ducs , des Princes , des Comtes, des Barons , des Nobles , des Notaires , des Tabellions &c.*

Ce droit est susceptible de différentes restrictions & limitations , surtout en ce qui concerne l'article de la Création des Rois , lequel avant d'être mis en usage demande beaucoup de ménagement & d'accord avec les Puissances Etrangères.

17. *Le droit de conférer les Electorats , qui deviennent vacants par la totale extinction de la famille Electorale.*

L'exer-

L'exercice de ce droit ne demande ni le consentement du Collège Electoral en particulier, ni celui des Etats de l'Empire en Général. Il n'en est pas demême des Electorats ouverts pour crime de félonie, ou de ceux, dont la création est nouvelle.

18. Le droit de conférer à chaque mutation les fiefs mouvants de l'Empire.

Cette mutation arrive, ou lorsqu'un nouvel Empereur monte sur le trône, ou lorsqu'un nouveau Vassal prend possession du fief à luy héréditairement échü. Il y a dans le droit féodal plusieurs autres maximes, dont il sera parlé cy après.

19. Le droit d'accorder des privilèges, tels que sont par exemple ceux de non appellando, de non evocando &c.

L'on ne peut sous prétexte de *committimus*, ou tel autre droit que ce soit traduire pardevant des justices Etrangères les sujets de ceux, qui ont obtenu ces privilèges, ni appeller des jugemens rendus dans les Tribunaux par Eux établis; le privilège de *non appellando* est quelques fois illimité; quelques fois les Empereurs déterminent la somme jusqu'à concurrence de laquelle les appels ne sont point recevables.

20. Le droit de connoître par son Conseil Aulique exclusivement à la Chambre Impériale de Wetzlar de toutes les contestations ou procès pendans entre les Etats au sujet ou de la totalité, ou d'une partie des Duchés, Principautés, Comtés &c autres fiefs relevant de l'Empire.

CAPITULATION

Cette juridiction s'étend sur toutes les causes , ou il peut être question d'un droit présent ou avenir, sur ces fiefs ou bien d'une prise de possession soit actuelle , soit éventuelle ;

Quelques fois il se présente de ces cas mixtes, dont les circonstances sont si singulieres , qu'on ne peut pour ainsi dire éviter des conflits entre la juridiction Ecclesiastique & la séculiere, & des discussions entre les Catholiques & les Protestants, ainsi qu'il est arrivé dans l'affaire , dont s'ensuit le récit.

Le Duc Chrétien Louis de Mecklenbourg de la Religion Protestante s'étoit marié avec la Princesse Christine de Mecklenbourg sa Parente au 2. degré de consanguinité ; étant à Paris il y fit abjuration de sa Religion & embrassa la Catholique , & jugeant que son mariage ne pouvoit subsister, comme étant contraire aux loix canoniques, il obtint du Pape un bref, qui en effet déclara son premier mariage nul, & l'autorisa à convoler en d'autres noces. En même tems il se pourvut pardevant l'Empereur, qui en 1664. luy octroya pareillement la permission de prendre une autre femme & déclara légitimes tous les Enfants, qui naîtroient de ce second mariage , à l'effet de pouvoir succéder tant aux fiefs, qu'aux allodiaux de la maison. Le Duc muni de ces bulle & decret épousa Isabelle Angelique de la Maison de Montmorency-Bouteville Veuve de Gaspard Coligny Duc de Chatillon.

L'affaire fit grand bruit. Le Duc Charles de Mecklenbourg frère & alors unique héritier présomptif du Duc Chrétien Louis, la Duchesse Christine de Mecklenbourg première femme dud. Duc Chrétien Louis, les Etats Protestants, en un mot tout ce qui avoit intérêt à se déclarer contre ce second mariage, ou à s'opposer au pouvoir, que la Cour de Rome & l'Empereur avoient exercé en cette occasion, présenta ses griefs & protestations. La question sur la compétence fut la plus agitée , & ne fit pas un cas peu embarrassant.

21. *Le droit d'envoier des Ambassadeurs & recevoir ou donner audience à ceux des Puissances Etrangères*, même pour faits concernant l'Empire, pourvû néanmoins que cela n'engage l'Empire à rien, qui puisse malgré luy luy porter quelque préjudice.

22. *Le droit d'accorder des protectoires, conservatoires & salvatoires*, c'est à dire de prendre sous sa sauvegarde & protection ceux, qui l'implorent.

23. *Le droit de confirmer ce que les Vicaires de l'Empire ont fait, statué & jugé pendant l'interregne.*

Les jugemens & décrets rendus par les Vicaires pendant le vicariat sont exécutoires au moment de leur publication, de façon que quand l'Empereur les confirme à son avènement à la Couronne, ce n'est que par surabondant, & pour que le Conseil Aulique, ou se poursuit la procédure commencée, ne réforme rien touchant le passé.

24. *Le droit de confirmer les unions de Provinces faites par les Etats de l'Empire.*

Les unions de Provinces ont souvent différents objets, dont les uns tendent quelques fois à assoupir des difficultés, que la proximité occasionne, d'autres à assurer une succession à celle des familles contractantes, qui survit l'autre; mais dans tous les cas ces unions seroient sujetes à cassation, si l'autorité Imperiale n'y survenoit, parceque n'y ayant en Allemagne aucune Province, qui ne soit relevante de l'Empire, il seroit contre les Principes de droit public d'y apporter quelque changement sans l'agrément de celui, qui est le chef de l'Empire.

25. *Le droit de connoitre des privilèges accordés par les Empereurs Prédécesseurs.*
26. *Le droit de faire afficher & publier en tout l'Empire, par conséquent dans tous les lieux en dépendants, les rescrits, monitoires, mandemens &c. compétemment dressés & rendus.*
27. *Le droit de convoquer les Diètes & autres Assemblées Impériales, de les transférer ou les circonstances du tems paroissent l'exiger pour le bien & l'utilité de l'Empire, d'y proposer les matières, qui doivent être mises en délibération, d'en autoriser les résolutions, autorisation sans laquelle les avis des trois Collèges, tout unanimes qu'ils soient n'ont aucune force; de faire publier sous son nom les recès de l'Empire, comme s'ils étoient émanés de luy seul après en avoir pris l'avis des États; enfin de faire dissoudre l'assemblée comitiale, lorsqu'il n'y reste plus d'affaires essentielles à traiter.*
28. *Le droit de battre monnoye aux armes de l'Empire.*
29. *Le droit de Conservateur du repos public de l'Empire, en vertu duquel droit l'Empereur a dans le militaire comme dans le civil une certaine disposition, une certaine*

taine inspection générale sur tout ce qui tend, ou peut servir soit à troubler, soit à maintenir ce repos. Cette matière est susceptible de toutes sortes d'explications & de distinctions, mais trop étendue pour que nous entreprennions de détailler tous les cas jusqu'auxquels ce pouvoir d'un Empereur s'étend.

NOUS CHARLES VII. par la grace de Dieu (^a)
Elu (^b) Roy des Romains (^c) toujours Augu-
ste

- ^a) Depuis nombre de Siècles les Empereurs & autres Souverains se sont dit : *par la grace de Dieu*. Charlemagne & tous ses successeurs tant en Allemagne qu'en France se sont servis de ce titre. Peu après les Evêques, ensuite les Princes séculiers & avec la succession des tems les Comtes mêmes l'ont aussi pris, de manière que cette qualification est devenue très commune ; cependant les Princes ont l'attention de ne se l'attribuer que sur les monnoies, qu'ils font frapper pour leurs Etats, ou dans les Edits, mandemens, & autres actes, qui concernent leurs inférieurs & sujets, mais ils s'en abstiennent dans les lettres & requêtes, qu'ils adressent, ou qu'ils font présenter soit à l'Empereur, soit à d'autres Puissances, dont ils reconnoissent la supériorité.
- ^b) Au décès d'un Empereur l'Archevêque de Mayence, dès qu'il en reçoit la nouvelle, la notifie aux autres Electeurs en les invitant à s'assembler dans l'espace de trois mois à Francfort (moins que les circonstances du tems ne s'y opposent) pour soit en Personne, soit par leurs Ambassadeurs procéder à l'élection d'un nouveau Chef de l'Empire. Pendant la durée de la Diète le Collège Electoral reçoit tous les *monita* ou mémoires, qui lui sont remis par les Parties intéressées, même par les Envoies, ou Ambassadeurs des Cours Etrangères ; Il travaille à applanir toutes les difficultés, qui se présentent, ou pourroient se présenter, & sa principale occupation est de convenir définitivement d'une Capitulation. Quand tout est en état l'Archevêque de
Mayence

CAPITULATION

Mayence indique le jour de l'élection. Ce jour venu les Electeurs présents & les Ambassadeurs des absents se rendent à l'Eglise avec grande pompe & cortége. Arrivés à l'Eglise ils assistent à une Messe solennelle, après laquelle ils prêtent serment & promettent de n'élire que celui, qui leur paroitra le plus digne d'être élevé au throne Impérial. De là ils passent au conclave pour y faire l'élection. L'Electeur de Mayence collige les suffrages & proclame ensuite Roi des Romains celui, qui a la pluralité des voix. Les Notaires appelés à tous ces actes ont soin d'en dresser des procès verbaux Authentiques & si le nouvel Elu se trouve être l'un des Electeurs, on luy fait tout de suite jurer la Capitulation, au cas qu'il soit présent, & s'il est absent ses Ambassadeurs le font en son nom en attendant, qu'il s'en acquitte luy même. Nous abrégeons sur une infinité de cérémonies & de formalités, qui accompagnent les élections, parcequ'elles sont circonstanciellément déduites dans la relation, qu'on a donné au Public, concernant l'élection de l'Empereur aujourd'huy Régnant, en faveur duquel toutes les voix ont été unanimes.

Il se présente au sujet des Elections différentes petites questions, qui partagent le sentiment des Publicistes. Ces questions sont par exemple;

1. *Quest.* S'il est permis de s'écarter des règles prescrites par la Bulle d'or?

Reponse. Il faut faire une distinction entre ce qui est essentiel & ce qui n'est que purement cérémoniel ou acte de précaution. Au premier cas il faut un résultat comitial convenu par les suffrages unanimes des Etats de l'Empire; Au second il dépend du Collège Electoral, même quelques fois de l'Electeur de Mayence, en ce qui est de son office, d'abroger certaines formalités, suivant que les circonstances du tems paroissent l'exiger. C'est ainsi que, (quoique la Bulle d'or le veuille) il n'est pas absolument nécessaire, que les Electeurs soient réduits au pain & à l'eau, s'ils n'élisent dans le tems préfigé; que l'élection soit faite à Francfort; que

que les Electeurs ne puissent avoir que deux cent Chevaux ; que les Etrangers sortent de la ville ; que l'Electeur de Mayence observe si exactement le terme ordinaire de la convocation , qu'il ne puisse ou l'abrégé , ou le prolonger , surtout quand il en est convenu avec les Vicaires de l'Empire. &c.

2. *Quest.* Si lors d'une élection la pluralité des voix doit être prise relativement au nombre de ceux , qui donnent leurs suffrages dans le conclave ? ou bien si c'est celui , qui a en sa faveur plus de voix que n'en ont les autres Compétiteurs , qui doit l'emporter ?

Reponse. Une élection ne peut être légitime & valable , que l'Elu n'ait pour luy audelà de la moitié des voix de ceux , qui sont assemblés Collégialement , c'est à dire de neuf cinq & ainsi proportionnellement , lorsque les Electeurs sont en moindre nombre. Certains Docteurs ultramontains sont dans l'erreur , quand ils enseignent , que le saint Père devient l'arbitre de l'élection , lorsque les voix sont partagées ou mi-parties , le Collège Electoral n'ayant en ce cas d'autre ressource ou expédient , que de réitérer ses assemblées si souvent , qu'enfin quelqu'un des Membres , dont il est composé , quitte son parti pour se ranger du côté de l'autre.

3. *Quest.* Si un Electeur peut se donner la voix ?

Reponse. Tous les Auteurs conviennent de l'affirmative , mais ils s'expliquent différemment. Les uns soutiennent , qu'un Electeur peut à l'ouverture de son opinion se donner sa voix ; d'autres disent , qu'il ne le peut que lorsqu'un partage des voix rendant l'élection douteuse , il trouve moyen de la rendre certaine en s'attribuant à luy même le suffrage , qu'il avoit donné à un autre ; ou lorsque voyant la pluralité des voix inclinée pour luy il y joint la sienne pour faire une unanimité. Ce sont les termes équivoques de la Bulle d'or , qui ont donné lieu à ce dernier sentiment ; le premier cependant est le plus probable & fondé sur des exemples , notamment celui de Sigismond , à qui s'il faut en

D

croire

croire quelques Ecrivains, l'on attribue d'avoir dit en plein Conclave, qu'il ne pouvoit donner sa voix qu'à luy même, par la raison qu'il se connoissoit, au lieu qu'il ne connoissoit pas les autres.

4. *Quest.* Si le droit d'élire un Empereur appartient aux Electeurs en vertu d'une prérogative personnelle & indépendante des autres Collèges, ou en vertu d'une fonction à Eux commise & confiée par les autres Etats de l'Empire ?

Reponse. L'Histoire nous enseigne, qu'autre-fois les Peuples éli-soient les Empereurs, mais que ces élections devenant souvent tumultueuses & sujètes à nombre d'inconvénients, ce pouvoir des Peuples avoit passé aux Grands, qui néanmoins ne l'exercoient qu'en une qualité représentative. L'on sçait encore qu'aujourd'huy les Electeurs dans les Capitulations stipulent tant en leur nom qu'en celui des Etats, desorte qu'on pourroit dire, qu'ils élisent demême ; cependant le sentiment contraire doit prévaloir, car s'il étoit vrai que les Electeurs exerçassent leurs droits par espèce de commission, il ne dépendroit conséquemment que des Etats de reprendre ces droits pour les exercer Eux mêmes, mais on ne croit pas, qu'ils s'en avisent jamais, surtout depuis que la Bulle d'or a attaché aux territoires tous les honneurs électoraux.

5. *Quest.* Si pendant la vacance d'un Siège Archi-Episcopal le Chapitre a droit d'envoyer ses Deputés à la Diète d'Electon, comme le font les Administrateurs des Electeurs Mineurs ?

Reponse. L'On ne dispute point aux Chapitres le droit de nommer aux Prébendes, qui viennent à vaquer avant l'Electon d'un nouvel Archevêque, mais il n'en résulte pas, que ce même avantage, qui est restreint au spirituel, leur compète quant à ce qui est purement temporel ; l'on sçait aussi que dans le cas supposé les Deputés des Chapitres sont admis aux Comices de l'Empire, mais c'est moins pour y faire usage de leurs avis, que pour les rendre témoins, qu'il ne se passe rien au préjudice de l'Archevêché

vêché vacant ; ainſy quoiqu'on les ait vû quelque fois tenter de ſe faire introduire dans les aſſemblées du Collège Electoral , on ne croit pas , que ce Collège les y reçoive jamais pour avoir voix pondérative ; le parti ordinaire , qu'on prend avec Eux , eſt de les exhorter à élire promptement un Archevêque , juſqu'auquel tems la Diète ſuſpend l'Election d'un Empereur.

6. *Quæſt. Si un Electeur Eccleſiaſtique peut exercer la voix Electorale, avant d'avoir obtenu du Pape la confirmation de ſon Election & avant d'avoir été inveſti par l'Empereur ?*

Réponſe. Il n'y a en Empire aucune loy , qui déclare la confirmation papale néceſſaire pour avoir droit d'aſſiſter à l'élection d'un Empereur ; mais pour ce qui eſt de l'inveſtiture la queſtion ſouffre plus de difficulté. Par le Chapitre deux de la bulle d'or il eſt expreſſément ſtatué , que les Electeurs Eccleſiaſtiques ſeront tenus d'élire un Chef à l'Empire *conformément au ſerment par Eux prêté*, deſorte que l'on pourroit dire , que comme ils ne prêtent ce ſerment qu'après qu'ils ſont inveſtis , il ſuit que l'inveſtiture , moiennant laquelle ils deviennent Princes de l'Empire , doit précéder le pouvoir de concourir aux Elections. Nonobſtant ce raifonnement l'on croit , qu'un Archevêque non encore inveſtis peut auſſitôt après ſon election entrer dans l'exercice des droits électoraux , puisqu'il entre en poſſeſſion de l'Electorat & que l'un eſt inſéparable de l'autre ; joint à cela que l'inveſtiture n'ayant proprement d'autre fin que celle de ſ'afſûrer de ſa fidélité , il ſuffit qu'il ſoit un des plus illuſtres Citoyens de la République pour que cette fidélité ne puiſſe devenir ſuſpecte.

- x) Les Rois de Germanie ou d'Allemagne étoient autres fois Souverains de la plus grande partie de l'Italie & ſurtout des Pays , qui formoient jadis la principale domination des Romains ; C'eſt pourquoy pour marque de cette Souveraineté & de la réunion des Etats d'Italie à ceux d'Allemagne ils ont avant le Couronnement pris le titre de Roi des Romains & après le Couronnement *Pourquoy l'Empereur avant ſon Couronnement ne prend que le titre de Roi des Romains* celui

fte (f) &c. &c. &c. (g) Confessions publiquement par ces présentes, que comme après le décès de feuë S. M. I. Charles VI. de très pieuse & très glorieuse mémoire nous aurions par la providence du Toutpuissant moiennant une élection légitime faite par leurs Dilections les Révérendif-

celuy d'Empereur, méthode qui jusqu'icy à subsisté, avec ce changement néanmoins que depuis Charlequint les Empereurs ont cessé d'aller à Rome pour s'y faire couronner. C'est afin de conserver cette vielle qualification & par conséquent les vestiges de l'ancienne autorité Roiale sur l'Italie, que la Bulle d'or & les Capitulations ont donné & donnent encore aux nouveaux Elus la qualité de Rois des Romains différente en quelque façon de celle, qu'on donne à Ceux, qui du vivant des Empereurs Régnants sont choisis pour leurs Successeurs à l'Empire.

f) Depuis la Division de l'Empire Romain les Empereurs d'Occident ont presque tous conservé le titre d'Augustes. L'on à cependant vû certaines Puissances le leur disputer, mais Elles se sont enfin renduës & cela ne souffre plus aujourd'huy la moindre difficulté.

*Prétensions
de la Mai-
son de Ba-
vière à la
succession
Autrichien-
ne.*

g) L'Autriche & autres Domaines adjacents dépendoient ci-devant des Ducs & du Duché de Baviere, demaniere qu'à l'extinction de la premiere branche Bavaroise - Autrichienne ces Pays devoient sans difficulté passer à la seconde, qui est celle, dont descend Sa Maj. Imp. aujourd'huy Régnante; mais l'Empereur Rodolphe de Habsbourg, qui n'avoit d'autres vuës, que d'élever sa Maison, conféra ces États à ses fils sous prétexte, qu'ils étoient fiefs révertis à l'Empire, de façon qu'il ne resta aux Ducs de Baviere d'autre ressource que de protester solennellement, ce qu'ils firent en la Diète d'Augsbourg de l'an 1283.

Les

rendissimes & Sérénissimes Electeurs PHILIPPE CHARLES

Les choses demeurèrent sur ce pied jusqu'au Règne de Ferdinand I. qui ayant acquis d'un côté les Royaumes de Hongrie & de Bohême du Chef de la Reine son Epouse, & d'un autre l'Archi-Duché d'Autriche & ses dépendances tant en vertu du testament de Maximilien I. que par le partage convenu avec Charlequint son frère, jugea à propos, comme premier acquiesceur, de faire des arrangements, qui assurassent l'état & la grandeur de sa famille; toutes sortes de considérations & d'équité & de politique l'invitoient à interresser dans ses projets la Maison de Bavière comme la seule, qui pût ou les soutenir par son pouvoir, ou les traverser par ses prétentions; il sçavoit, que cette Maison n'attendoit qu'une occasion favorable pour faire revivre des droits, que l'Empereur Rodolphe avoit taché de supprimer; il craignoit aussi, que ses descendants Mâles & ceux de Charlequint venants à manquer, la Succession Autrichienne ne devint sujete à des partages & divisions, qu'il vouloit éviter en la faisant passer à quelque Prince puissant, qui fut en état d'en empêcher le démembrement; C'est ce qui l'engagea à faire des dispositions testamentaires & des conventions matrimoniales, par lesquelles il substitua aux Mâles de sa Maison sa fille Aînée la Princesse Anne Mère de Guillaume V. Trisayeul de Sa Maj. Imp., ainsi que ses Héritiers & Descendants.

Nous n'avons transcrit ici de mot à mot une partie de la Préface, qui se trouve à la tête de la Deduction de Bavière, que pour donner au Lecteur une idée générale des droits ou des moiens de cette Maison & pour en même tems induire de cette pluralité de &c. &c. &c. qui se trouve pareillement dans la minute de la Capitulation, que vraisemblablement ils y ont été opposés pour indiquer tacitement non seulement le titre électoral, mais aussi celui de Roi de Bohême & d'Archi-Duc d'Autriche, que S. Maj. Imp. prend dans tous les diplomes, qui émanent tant de sa Chancellerie particulière, que de celle d'Autriche.

LES (b) & CLEMENT AUGUSTE respectivement Archevêques de Mayence & de Cologne (i) Archichancelliers du Saint Empire Romain en Allemagne & en Italie (k) nos chers neveux & notre frère, comme aussy de la part de sa Dilection le Révérendissime Electeur François George Archevêque de Trèves Archi-Chancelier du Saint Empire Romain dans les Gaules & au Roiaume d'Arles (l) notre cher neveu; pareillement de par Nous & en nôtre nom comme Archi-Pannetier (m) du Saint Empire Romain & ELECTEUR DE BAVIERE; au nom & de la part des Sérénissimes & respectivement très Puissants FREDERIC AUGUSTE Roi de Pologne com-

b) Autres fois Baron d'Eltz, puis élevé en 1733. avec toute sa famille à la dignité de Comte.

i) Les Electeurs présents ont toujours le pas sur les Ambassadeurs des Absents, raison pour laquelle il à été fait mention de l'Electeur de Cologne avant celui de Trèves, lequel n'a point assisté personnellement à l'élection.

k) L'Electeur de Cologne est qualifié Archi-Chancelier de l'Empire en Italie, parcequ'autres fois il en faisoit les fonctions, lorsque les Empereurs se transportoient dans ces Pays, mais depuis que ces voïages ont cessé cet office est demeuré comme supprimé.

l) L'Electeur de Trèves (de la famille des Comtes de Schönborn) à encore moins d'espérance que l'Electeur de Cologne d'entrer jamais dans l'exercice de cette fonction, amoins que ce ne soit dans la Gaule Belgique.

m) D'Autres Traducteurs se servent du mot : *Archi-Maire d'Hôtel.*

comme Electeur de Saxe &c. FREDERIC Roi de Prusse comme Electeur de Brandebourg &c. CHARLES PHILIPPE Comte Palatin du Rhin & Electeur &c. & GEORGE Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur de Brunsvic-Lunebourg Archi-Marechal, Archi-Chambellan & Archi-Thr  sorier du Saint Empire Romain nos chers respectivement Frères, Oncles, (*Cousins*) & Electeurs, par nos & les Ambassadeurs Plénipotentiaires de leurs Dilections Thiéry Charles Comte d'Ingelheim dit Echter de Mespelbrunn, Jean George Comte de K  nigsfeld    Zaitz &    Pfackhofen, Jean Frederic Comte de Sch  nberg, Frederic Bogislas de Schwerin, Hermann Arnoud Baron de Wachtendonck & Gerlach Adolph de Munchhausen (*n*)   t   élevés,   xalt  s & établis en la dignité, honneur, nom & Puissance de Roi des Romains, dont nous nous serions chargés pour la gloire de Dieu, pour l'honneur du St. Empire Romain, pour le bien de la Chrétieneté, ainsi que pour l'utilité de la Nation Allemande; Nous de nôtre libre & gracieuse volonté avons par forme de convention & de pacte fait avec lesdits nos chers Neveux, Frères, Oncles, (*Cousins*) (*o*) & Electeurs stipulants

pour

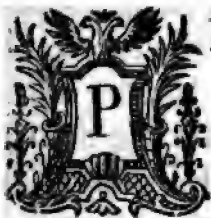
- n*) Les Electeurs avoient plus d'un Ambassadeur à la Diète d'élection, mais comme il n'y en a qu'un, qui puisse donner sa voix au Conclave, c'est la raison pour laquelle l'on n'a point icy fait mention des autres.
- o*) L'Empereur qualifie de Neveux les Electeurs Ecclesiastiques, d'Oncles, (*Cousins*) les séculiers & de Frères ceux, qui en même tems sont Rois, auxquels seuls l'  p  ch  te de très Puissants alléguée plus haut se réfère, non pas rélativement à l'Empire, mais aux Roiaumes de Pologne, de Prusse & d'Angleterre.

pour Eux & pour tous les Princes & Etats du Saint Empire Romain, arrêté, convenu, accepté & promis les articles suivants, le tout sciemment & en vertu du présent instrument.

ARTICLE PREMIER.

§. I.

*l'Empereur
promet de
deffendre
& protéger
la Chrétien-
neté, le
saint Siège
& l'Eglise
Catholique;*



Endant tout le tems de cette nôtre Roiale dignité, office & Règne nous devons & voulons tenir en nôtre bonne & fidèle Garde & Protection la Chrétieneté, le Siège de Rome, SA SAINTETE le Pape & l'Eglise Chrétienne en qualité d'Avocat d'icelle (a);

*Explica-
tion du
droit d'A-
vocatie.*

- a) Charlemagne ayant été appelé par le Pape pour le Secourir contre l'Invasion des Lombards, on luy donna le titre d'Avocat de l'Eglise Chrétienne; *quia ADVOCATUS fuit, ut Ecclesia Romana auxilium prestaret*, qualité que les Empereurs subséquens ont Soigneusement conservé. Dans la suite les Eglises & Chapitres tant réguliers que séculiers se voiant assujettis à des persécutions, ou se persuadant, que leur état ne leur permettoit point de se mêler du temporel, se sont aussi choisis des Avocats, dont les uns étoient des Protecteurs armés toujours prêts à venir à leur secours avec des forces militaires, d'autres des Administrateurs des revenus Ecclésiastiques, d'autres les juges des différends, qui survenoient, d'autres des espèces d'Agents; mais ces Avocatiës, dont quelques unes ont été érigées en fiefs héréditaires, & dont différentes familles d'Allemagne perçoivent encore les droits sans en exercer les fonctions, devenant avec le tems trop onéreuses, les Eglises ont la plupart trouvé moien de s'en défaire en se mettant en état de se deffendre Elles même, & en établissant des Oeconomus *ex gremio*.

§. II.

§. II

Nous voulons pareillement conserver de toutes manières en leurs supériorité, dignités Ecclesiastiques & séculières, juridiction, pouvoir & Puissance la Nation Allemande, le Saint Empire Romain, les Electeurs comme ses principaux membres & ses Colonnes fondamentales, principalement les Maisons Electorales séculières pour ce qui est du droit de primogéniture (^b) a Elles assuré par la

Il promet pareillement de protéger en leurs droits & grandeur la Nation Germanique, l'Empire & particulièrement les Electeurs séculiers dans le droit de primogéniture.

- b) Le droit de primogéniture confirmé par la Bulle d'or ne concerne que ce que les Allemans appellent *Kour-Creis*, c'est à dire le district ou les terres Electorales, Ainsi amoins que, pour ce qui est des autres terres, ce même droit ne soit établis dans la famille quant à tous les domaines, qui y sont successivement parvenus, ou amoins que les terres nouvellement acquises ne soient indivisibles, & de nature à ne pouvoir passer qu'aux Aînés, il doit y avoir lieu à partage.

Lorsque dans les Maisons Electorales divisées en plusieurs branches l'une des branches Cadètes vient à s'éteindre, question si les terres par Elle délaissées passent par forme de réunion à la branche Aînée? ou si ce sont les Agnats les plus proches en degré, qui héritent? ou si le partage se fait par portions égales entre toutes les branches survivantes? cette Matière a été fortement agitée entre S. A. E. Palatine aujourd'hui Régnante & le feu Prince de Birckenfeld au sujet du Duché de Deux ponts, dont Sa dite Altesse, sans attendre la décision du Conseil Aulique, a fait à ce Prince un généreux abandon.

Lorsque le droit d'Aînesse est reçu dans une famille, laquelle possède plusieurs Etats & Pays héréditaires, question si cette famille venant à s'éteindre par le défaut des Mâles, les filles délaissées par le dernier Possesseur doivent partager par

E

por-

la Bulle d'or (c) notamment par l'Art. 13. sans permettre qu'il y soit porté aucune restriction ; Comme aussi les autres Princes , Prélats , Comtes , Seigneurs & Etats (y compris la Noblesse libre immédiate) que nous laisserons tous & un chacun dans leur état & position.

§. III.

portions égales , ou si le droit de primogéniture doit être suivi entre Elles , comme il l'étoit entre les Mâles ? L'une & l'autre de ces deux propositions peut être appuyée sur des raisonnements plausibles ; cependant comme le droit de primogéniture , qui d'ailleurs est contraire à la loi naturelle , n'a été admis dans les Maisons illustres que pour les soutenir , nous croions que , puisque ce motif cesse avec la cessation des Mâles , & que par conséquent la cause étant levée l'effet doit l'être aussi , le partage doit avoir lieu , & qu'ainsi les sœurs Cadètes ne sont pas moins autorisées que leur sœur Aînée à prendre part à la Succession.

Précis du contenu de la Bulle d'or.

- c.) La Bulle d'or (dite telle a cause du sceau d'or , qui y a été attaché) convenüe entre l'Empereur Charles IV. & les Electeurs , publiée en 1356. tant à Nuremberg qu'à Metz & dressée pour prévenir les fréquentes & facheuses divisions , qui arrivoient pendant les interrègnes , ainsi que les troubles , qui souvent s'élevoient pendant les élections , contient plusieurs dispositions , dont les plus essentielles ont jusqu'icy subsisté & forment une des loix fondamentales de l'Empire.

Cette Bulle fixe le nombre des Electeurs à sept & les place dans l'ordre suivant savoir , Mayence , Trèves , Cologne , Bohême , Palatin , Saxe & Brandebourg ;

Elle désigne le rang , l'office & les fonctions de chacun d'entre Eux tant lors de l'élection , qu'en d'autres cérémonies publiques & lorsqu'ils se trouvent présents à la Cour Impériale ;

Elle

§. III.

Nous conserverons à tous & à un chacun des Etats de l'Empire leur libre séance & voix dans les Diètes de l'Em-

*Il maintien-
dra sous les
Etats de l'Em-
pire dans leur
droit de séance
& de suffrage
dans les Diètes
& n'en exclue-
ra ni interdira
aucun.*

Elle décide, que l'on peut commettre contre Eux le crime de lèse-Majesté au premier Chef ;

Elle pourvoit à leur sûreté en ordonnant , que lorsqu'ils se transporteront avec leurs équipages au lieu de l'élection , chacun des Etats , par le territoire desquels ils passeront , leur fournira une escorte suffisante & qu'à Francfort les Magistrats de cette Ville les défendront & protégeront ;

Elle marque la façon, dont ils doivent procéder à l'élection & surtout quelles sont dans cet acte pompeux les prééminences de l'Electeur de Mayence ;

Elle donne des formules touchant la convocation , les pleins-pouvoirs des Ambassadeurs , le serment & autres actes de l'élection ;

Elle détaille les droits des Electeurs & les fait consister principalement dans ceux de battre monnaie , de percevoir les péages , de pouvoir admettre des Juifs , de jouir du privilège *de non évocando , de non appellando &c.*

Elle établit le droit de primogéniture & d'indivisibilité , sans préjudice néanmoins des appanages & des parages dûs aux Cadets ;

Elle attache à jamais aux Electorats , c'est à dire au territoire , la dignité , l'office , la séance & voix Electorale ;

Elle fixe l'âge de Majorité d'un Electeur séculier à 18. ans complet , & constitue pendant la Minorité son plus proche

l'Empire (*d*) & sans le ~~feu~~ & le consentement préalable des Electeurs, Princes & Etats. Nous ne priverons aucun Etat de l'Empire & Nous ne le suspendrons & ne l'exclue-

Agnat pour Administrateur, avec droit de prendre voix & séance dans les assemblées du Collège Electoral;

Elle nomme les Maisons Palatine & de Saxe Provisseurs & Vicaires de l'Empire, cellecy dans les terres sujètes au droit Saxon, l'autre dans les Pays du Rhin, de Svabe & ceux du droit de Franconie, pour, à l'exception de certains cas, y exercer chacun dans son district l'autorité Impériale pendant tout le tems que le trône demeure vacant;

Elle adjuge à l'Empereur le pouvoir de disposer des Electorats, qui par l'extinction de la famille Electorale deviennent réversibles à l'Empire;

Enfin Elle décerne des peines contre les Vassaux assez osés pour attaquer leur propre Seigneur direct; Contre les conspirations, duels & diffidations; contre Ceux, qui pour se soustraire de la juridiction de leur Souverain se font recevoir Bourgeois ailleurs, que dans le lieu de leur domicile ordinaire.

Le stile & le peu d'ordre, dans lequel cette constitution se trouve conçue, en marque assez l'antiquité.

Diète de l'Empire. quelle est sa forme & son pouvoir.

d) Ce qu'on appelle Diète de l'Empire est une assemblée Générale des Etats, qui le composent & qui en sont membres immédiats. Ces Etats se divisent en trois Colléges, savoir celui des Electeurs, celui des Princes & celui des Villes.

Toutes communes, que soient les listes des Etats, dont ces trois Colléges sont composés, nous ne croions cependant point inutile de les joindre au présent ouvrage, puisqu'elles fourniront des éclaircissements touchant la suite.

Le

Le Collège Electoral est aujourd'hui composé des Electeurs *Collège Electoral.*
de Mayence, Trèves, Cologne, Bohême, Bavière, Saxe, Brandebourg, Palatin & Hannovre.

Le Collège des Princes est divisé en deux bancs, savoir celui des Princes Ecclésiastiques & celui des Princes séculiers. *Collège des Princes.*
Sur le banc des Princes Ecclésiastiques, au nombre desquels *Princes Ecclésiastiques.*
l'Archiduc d'Autriche s'est fait admettre pour se distinguer des Princes séculiers, siégent l'Archiduc d'Autriche, l'Archevêque de Saltzbourg, le Grand-Maitre de l'ordre Teutonique, les Evêques de Bamberg, Wirtzbourg, Worms, Eichstatt, Strasbourg, Spire, Constance, Augsbourg, Hildesheim, Paderborn, Freisingen, Ratisbonne, Passau, Trente, Brixen, Bâle, Liège, Osnabruck, Munster, Coire; Les Abés de Fulde, de Kempten, d'Elwangen, le Grand-Maitre de Malthe, les Abés de Berchtolsgad, de Wissembourg, de Prume, de Stavelo & de Corbey. Tous ces Abés portent en même tems le titre de Princes. Les autres Abés, qui ne sont point Princes, sont divisés en deux classes, qui sont celle de Svabe & celle du Rhin; de la classe du Rhin sont les Abés de Kayfersheim Monastère situé dans le Duché de Neubourg, d'Oedenheim ou Bruchsal administré par l'Evêque de Spire, de Werden en Westphalie, de saint Udalric & saint Afre dans la Ville Impériale d'Augsbourg, de St. George en la Ville d'Insy en Svabe, de St. Corneille près d'Aix la Chapelle, de St. Emeran à Ratisbonne; Les Abesses, d'Essen dans le Duché de Bergues, de Buchau en Svabe, de Guédlinbourg Abaye Luthérienne en Saxe, de Herfort Abaye de la R. P. R. dans le Comté de Ravensberg, de Guerenrodt en Saxe, d'Ober Munster, de Nider Munster à Ratisbonne, de Burscheid près d'Aix la Chapelle, de Gandersheim Abaye Luthérienne dans le Duché de Brunsvic-Lunebourg & de St. Jean de Lubec. *Abesses, qui ont voix & séance.*

Dans la Classe de Svabe sont compris 15. Prélats, savoir ceux de Salmansweiler, Weingarten, Ursperg, Ochsenhusen, Elchingen, Irfsingen, Roggenbourg, Rodt, Weissenau, Schuttenried, Marchthal, Petershusen, Wettrenhusen, Gengenbach, Reichenau, & cinq Abesses, savoir celles de Lindau, Rotenmunster, Heggenbach, Gutenzell, Baint. *Princes séculiers.*

Sur le banc des Princes séculiers siègent Bavière, Magdebourg, Lautern, Simmern, Neubourg, Bremen, Deux-ponts, Lautrec, Saxe Altenbourg, S. Cobourg, S. Weimar, S. Gotha, S. Eisenach, Brandenburg Culmbach, B. Anspach, Brunsvic-Wolfenbütel, B. Zell-Hannovre, B. Grubenhagen, B. Calenberg, Werden, Halberstadt, Pomeranie ultérieure, Pomeranie citérieure, Mecklenbourg Swerin, M. Gustrow, Wirtemberg, Hesse-Cassel, H. Darmstadt, Bâde-Bâden, B. Durlach, B. Hochberg, Saxe-Lauenbourg, Minden, Holstein Glückstatt, H. Gottorp, Liechtenberg, Anhalt, Henneberg, Swerin, Ratzenbourg, Hirschfeldt, Nomeny, Montbelliard, Arenberg, Hohenzollern, Eggenberg, Lobkovitz, Salms, Dietrichstein, Nassau Hadamar & Siegen, Nassau-Dillenburg, Schwartzenberg, Aversberg, & Liechtenstein.

*Comtes de
l'Empire sui-
vant l'ordre
alphabétique.*

Banc de Wetteravie.

A tous ces Princes sont joints les Comtes de l'Empire divisés en quatre bancs, qui sont celui de Wetteravie, celui de Svabe, celui de Franconie, celui de Westphalie.

Au Banc de Wetteravie sont assis les Comtes de Hanau, Hatzfeld, Isenbourg, Linange Dabo ou Dachsbourg, Linange Westerbourg, Mansfeld, Nassau, Ortembourg, Reussen de Plaven, Salm, Sain & Widgenstein, Schönbourg, Solms, Stolberg, Waldeck, Wartenberg.

Banc de Svabe.

Au Banc de Svabe sont assis les Barons de Freyberg, les Comtes de Fugger, Furstenberg, Gravenegg, Hohen-Embs, Königseck, Maxelrain, Montfort, Oettingen, Pappenheim, Rechberg, Schlick, Sintzendorff, Tilly, Traun, Trautmansdorff, Truchsess de Waldbourg, Waldstein, Weissenwolff, Wolckenstein, Wolffstein.

Banc de Franconie.

Au Banc de Franconie sont assis les Comtes de Castell, Erpach, Giech, Hohenbohe, Löwenstein, Nostitz, Schönborn, Rosenberg, Windischgratz;

Banc de Westphalie.

Au Banc de Westphalie sont assis les Comtes de Bentheim, de Tecklenbourg & de Steinfurt, les Comtes de Bronchorst & de Gronseld, les Comtes de la Lippe, de Manderscheid, de la

de la Marck , de Merode , de Metternicht , de Neffekrodt , de Plâten , de Rantzou , de Reckheim & Apremont , de Salm-Reifferscheidt , de Limbourg-Stryum , de Wehlen , de Waldpot-Bassenheim , & de Wied.

Outre ces Comtés possédés par des Comtes de ce nom , il y en a plusieurs , qui ont passé à des Electeurs & des Princes , ou qui ont été réunis les uns aux autres soit par extinction des familles , soit par des conventions publiques , ou particulières ; par exemple à Mayence a passé le Comté de Königstein ; à Cologne les Comtés d'Arensberg , Hochstätten & autres ; à Bavière les Comtés de Cham , de Hagen , de Mindelsheim ; à Saxe les Comtés de Henneberg , de Barby ; à Brandebourg les Comtés de Rheinstein & autres ; à Hannovre les Comtés de Hoya & de Diepholt ; à Wolfenbüttel le Comté de Blanckenbourg ; au Roy de Dannemarck les Comtés d'Oldenbourg & de Delmenhorst ; à Hesse le Comté de Schauembourg ; à Schwarzenberg le Comté de Soultz &c.

Comme la voix & la séance dans les Comices tant de l'Empire , que des Cercles est attachée aux territoires , de là vient que les Electeurs & Princes , qui ont fait acquisition de ces Comtés envoient , ou ont droit d'envoyer leurs Ministres à toutes les assemblées des Comtes , ce qui n'est pas d'un médiocre avantage pour ceux , qui d'ailleurs ont voix dans les Colléges supérieurs.

Parmis les Princes & les Comtes , ainsi que parmi les Villes ci après s'en trouvent plusieurs , dont le rang n'a point été jusqu'icy décidé , de manière qu'en attendant on les fait alterner.

Le Collége des Villes se partage en deux bancs , qui sont celui du Rhin & celui de Svabe. Au banc du Rhin sont Cologne , Aix la Chapelle , Lubec , Worms , Spire , Francfort , Goslar , Brême , Mülhausen , Nordhausen , Dordmund , Friedberg , Wetzlar , Gelnhausen ;

Au Banc de Svabe sont Ratisbonne , Augsbourg , Nuremberg , Ulm , Eslingen , Keutlingen , Nördlingen , Rotenbourg , Hall , Rothweil , Überlingen , Heilbronn , Gemünd , Memmingen ,

gen, Lindau, Dünckelspiel, Biberach, Ravensburg, Schweinfurt, Kempten, Winsheim, Kaufbeuren, Weil, Wangen, Isny, Pfullendorff, Offenbourg, Leutkirch, Wimpffen, Wilssembourg dans le Nortgau, Giengen, Gengenbach, Zell, Buchhorn, Aalen, Buchau, Bopfingen.

Nous ne Savons pourquoy les Auteurs, dont cette liste est tirée, n'y ont pas joint la Ville de Hambourg, qui a comme les autres ses Députés à la Diète Générale & contribue à l'Empire.

*Comment se
font les con-
vocations des
Diètes.*

Après avoir ainſy ſpécifié tous les Etats, dont le concours forme la Diète de l'Empire, reſte à examiner de quelle manière ils ſont convoqués, de quelle manière ils délibèrent entre Eux, & de quelle manière ils forment un récéſ, autrement réſultat comitial. Quant à la manière de les convoquer, c'eſt ordinairement l'Empereur, qui ſ'acquitte de ce ſoin après avoir conſulté les Electeurs ſur la néceſſité, ou utilité de cette convocation, & il faudroit des cas bien extraordinaires pour que le Collège Electoral, ou l'Electeur de Mayence priſſent ſur Eux de la faire ſans la participation de l'Empereur. Elle ſe faiſoit autres fois par des Edits publics de citation; aujourd'huy l'Empereur fait écrire à chacun des Electeurs & des Princes en particulier & (pour ce qui eſt des autres Etats inférieurs) à leurs Directoires ſeulement, même dans des termes, qui tiennent plus d'une invitation gracieuſe que d'une volonté ſouveraine. Le tems, la durée & le lieu, où ſe doivent tenir les Comices, ſont arbitraires, & il n'eſt pas néceſſaire que ce ſoit précifément dans une Ville de l'Empire, quoique juſqu'icy on en ait conſervé l'uſage. Anciennement auſſy les Etats, l'Empereur même, y comparoiſſoient en Perſonne, mais, quoiqu'alors les affaires fuſſent décidées avec plus de promptitude, néanmoins l'affluence d'un ſi grand nombre de Perſonnages illuſtres occaſionnoit tant de dépenses & autres inconvéniens, que les Etats préfférèrent d'envoyer leurs Miniſtres chargés de pleinpouvoirs, & l'Empereur ſon Commiſſaire principal, ainſy qu'un Con-Commiffaire. Fait a fait que

que les Envoyés des Cours arrivent le Maréchal héréditaire de l'Empire a soin de leur assigner des Logements; le Directoire de Mayence examine le premier leurs lettres de Créance; Ils rendent visite au Commissaire Imperial, en un mot tout se dispose pour l'ouverture de l'assemblée, & lorsque l'Empereur veut luy même y être présent, l'on fait tous les préparatifs nécessaires pour rendre la cérémonie des plus pompeuses. Voilà en bref ce qui peut concerner la manière de convoquer; passons à la manière de délibérer.

Le jour indiqué pour l'assemblée étant venu les Etats se transportent à l'Eglise pour y rendre leurs premiers devoirs à Dieu. De là ils se rendent sur l'Hôtel de Ville, ou chacun selon son rang prend la place, qui luy appartient. Quand l'Empereur s'y trouve en Personne, il fait porter la parole en son nom par un Prince de l'Empire, dont ordinairement le discours roule sur la satisfaction, qu'a Sa Majesté Impériale de voir les Etats assemblés; sur les dispositions, ou est Sad. Majesté de concourir avec Eux à tout ce qui peut tendre au bien de l'Empire; Sur les points, qu'Elle les invite à mettre en Délibération, & sur l'exhortation qu'Elle leur fait de n'apporter aucune lenteur à leurs opérations. En l'absence de l'Empereur son Commissaire Principal le représente & fait ouvrir par le Con-Commissaire les propositions, qu'il a ordre de mettre sur le tapis. Cette forme de proposer est solennelle; la moins solennelle, mais la plus usitée, est celle, qui se fait par ce qu'on appelle *Décret de Commission Impériale*, qui est un écrit, dans lequel le Commissaire Principal de l'Empereur expose le cas, touchant lequel S. M. I. demande un avis ou une délibération de la part des Etats, écrit que le Directoire de Mayence a soin de faire passer à tous les Collèges, de même que tous les mémoires, lettres & requêtes, qui lui viennent d'autre part. Sur ces communications chacun des trois Collèges, dont nous avons cy dessus donné le détail, opine séparément dans son conclave. Au Collège Electoral c'est l'Electeur de Mayence, qui outre le Directoire Général de la Diète, a encore ce Directoire particulier. Au Col-

*Maniere de
délibérer aux
Diètes.*

lège des Princes, ce font alternativement l'Archevêque de Saltzbourg, qui dirigent, & au Collège des Villes c'est la Ville, en laquelle la Diète se tient, quand Elle est Ville votante. Les fonctions attachées à ces Directoires font de proposer les points, sur lesquels il s'agit de délibérer, de colliger les voix, de prothocoller le résultat collégial en le rédigeant dans la forme requise & d'en faire ensuite lecture aux membres du Collège pour sçavoir s'il est conforme à leurs intentions.

Les Electeurs opinent *viritim*, c'est à dire par têtes, les Princes demême, mais les Prélats, qui ne sont pas Princes, comme aussi les Comtes de l'Empire n'opinent que *Curiam*, c'est à dire par Corps, demanière que ces Prélats & ces Comtes, avant de se présenter à l'assemblée collégiale, sont obligés de tenir leurs assemblées particulières pour décider sur la voix, qu'ils donneront, lorsque leur tour viendra d'opiner dans le Collège des Princes. C'est pourquoy n'y ayant que quatre bancs des Comtes, & chaque banc n'ayant qu'une voix, il résulte que tous les Comtes de l'Empire ensemble n'ont que quatre voix demême que les Abés, qui ne sont pas Princes, n'ayant que deux bancs n'ont aussi que deux suffrages. Il n'est même pas nécessaire, que ces suffrages soient uniformes, le banc des Comtes de Wetteravie par exemple pouvant penser différemment de celui de Westphalie, & le banc des Prélats de Svabe différemment de celui du Rhin.

Il n'est pas douteux, que dans tous ces Collèges ce ne soit (si l'on en excepte les matières, dont Nous parlerons ci après) la pluralité des voix, qui l'emporte, & qui par conséquent forme un résultat collégial; mais il n'est décidé nulle part, comment en certains cas douteux cette pluralité doit être prise. Nous supposons par exemple, que dans le Collège Electoral composé de neuf Electeurs il s'agisse de délibérer sur la question, si l'on entreprendra la guerre ou non. Quatre Electeurs opinent pour la continuation de la paix; trois sont d'avis d'entreprendre la guerre & d'armer au plus vite. Deux autres opi-

nent

nent aussi pour la guerre, mais à charge qu'avant d'éclater l'Empire tâchera d'entraîner une Puissance voisine en son parti. L'on demande après des avis si différents comment le Directoire doit rédiger le résultat comital ? Nous estimons que, puisque cinq voix ont opiné pour la guerre, quoique sous diverses clauses, le parti de la guerre est néanmoins celui, qui a été résolu, de façon qu'il faut que les quatre, qui avoient préféré la paix, se rangent du côté des cinq autres, & que la résolution de la guerre étant une fois prise, l'on retourne aux opinions pour décider, si on la commencera sans perdre de tems, ou si l'on fera préalablement les tentatives, que les deux derniers votants ont conseillé.

Mais si ces deux derniers votants étoient d'avis, que la guerre ne dût point être entreprise, amoins que l'Empire ne fut assuré de l'Alliance avec cette Puissance voisine, comment rangera-t-on cette opinion ?

Penche-t-elle pour la paix ? Penche-t-elle pour la guerre ?

Nous en abandonnons la décision au Lecteur.

Nous supposons encore un autre cas sçavoir, que les voix soient tellement partagées, qu'il n'y ait pas moyen d'en tirer un résultat par la pluralité ; cependant la règle est que pour parvenir à un réces de l'Empire il faut que chaque Collège donne un avis certain ; comment donc faire ?

Il arrive encore quelques fois, que des Etats, à qui il est indifférent quel sentiment l'on embrasse, déclarent, que sans donner leur voix ils s'en tiendront à ce que leurs Collègues feront. Savoir si on ne peut pas exiger d'Eux, qu'ils prennent un parti décisif ?

Enfin souvent il se présente de ces cas douteux, qui deviendroient embarrassants & occasionneroient des dissensions, si la prudence des Ministres Electoraux & autres n'y portoit

remède par l'application qu'ils se donnent à se réunir & concilier leurs sentiments.

Lorsqu'à la fin les trois Collèges ont chacun mis leurs avis en état, ils se le communiquent les uns aux autres. Cette communication se fait par ce qu'on appelle Relations & Cor-Relations des trois Collèges. Il dépend des Collèges de s'assembler en Corps lors de ces relations & co-relations, mais le plus souvent ils préfèrent d'en abandonner le soin à leurs Directeurs, dont ensuite ils entendent le rapport. Les deux premiers Collèges, qui sont l'Electoral & celui des Princes, commencent. Quand ils sont assemblés le Directoire de Mayence ouvre l'avis, qui a été résolu dans le Collège Electoral & prie ensuite le Directeur du Collège des Princes de faire pareillement ouverture du sien, à quoy celuy cy deffere & en donne lecture à voix haute.

S'il arrive, que ces deux avis soient conformes l'un à l'autre, l'on en dresse un *conclusum commune*, c'est à dire l'on rapporte ces deux avis, qui auparavant étoient donnés séparément en un avis commun, dont on fait un même acte.

Ces avis sont ils contraires, ou essentiellement différents les uns des autres? les Collèges respectifs entrent derechef en délibération pour tacher de trouver des tempéraments ou des expédients propres à se réunir; mais soit qu'ils réussissent en cette réunion, soit qu'ils persistent dans leur premier avis sans que ni l'un ni l'autre veuille se ranger, ils appellent le Collège des Villes, qui leur fait aussi part de son *Conclusum*, moiennant quoy ou ces *Conclusum* sont uniformes, ou pour nous servir du terme de droit il s'en trouve deux de *Consonants* & l'autre dissonant; ou ils sont tous trois dissonants; dans le dernier cas les choses restent dans l'Etat, ou elles étoient, comme si jamais on ne les avoit mises sur le tapis, & quoique le rapport en soit fait à S. M. I. ou à son Commissaire à la Diète, S. M. ne peut en préf-

préférant un de ces trois *Conclusum* aux deux autres luy donner aucune force, ni en former un résultat Comitial.

Lorsque les trois avis sont conformes, il faut les présenter à l'Empereur, duquel il dépend de les confirmer, auquel cas l'on dresse sur le tout un instrument, que l'on appelle récé de l'Empire.

Si de trois *Conclusum* il s'en trouve deux conformes l'un à l'autre, cette conformité produit un effet bien avantageux, en ce que si l'Empereur juge à propos d'adhérer à cette pluralité, cela produit un résultat valable & obligatoire, au lieu que quand même il adhérerait à la troisième opinion, il n'en résulteroit rien, & toutes les délibérations des trois Collèges ne produiroient pas plus d'effet, que si jamais on n'avoit délibéré.

Cela prouve, que demême que la pluralité des voix est décisive dans chacun des Collèges particuliers, elle l'est aussi en quelque façon dans la Diète générale, & que, quoiqu'il y ait quantité d'Etats, qui donnent leurs voix dans leurs Collèges, néanmoins, lorsqu'il s'agit d'une décision finale, toutes ces voix se réduisent à trois, tellement qu'un Collège pris collectivement n'a pas moins d'autorité que l'autre en ce qui touche les Réglemens & décisions concernant les affaires de l'Empire. Il est vrai, qu'on a vu quelques fois le Collège Electoral, dont la supériorité & la prééminence ne sauroient être révoquées en doute, prétendre contrebalancer par son sentiment celui des deux autres, cependant il y a des préjugés, suivant lesquels l'avis des Princes & des Villes approuvé ensuite par l'Empereur a prévalu à celui des Electeurs.

Depuis longtems les Villes fondées Principalement sur ce que le traité de Munster leur donne la voix décisive, comme aux autres Etats, forment un grief de ce que les deux premiers Collèges entrent l'un avec l'autre en relations & corélations sans les appeler à ces conférences; quelque apparence de raison que ces plaintes puissent avoir, elles ne sont au fond que purement

imaginaires , car les Villes ne sauroient disconvenir , que selon leur rang Elles ne soient des dernières à donner leurs voix & suffrages ; ainsi que leur importe-t-il , que ceux , qui opinent avant Elles , se rapportent l'un à l'autre leurs conclusions & tachent de les concilier ? Suffit qu'Elles soient écoutées à leur tour & ne doit on pas plutôt dire , qu'il leur est avantageux , lorsque les Electeurs & Princes sont désunis , de pencher de quel côté bon leur semble , de devenir les Arbitres du différend , & de décider du point , qui fait le sujet des délibérations ?

Venons à notre troisième proposition , qui concerne la manière de former un récé.

*Maniere de
former les ré-
cés de l'Em-
pire.*

La Règle est , lorsque les *Conclusum* des trois Collèges ont été rédigés par écrit , d'en faire faire par des Députés le Rapport à Sa M. Imp. quand Elle est présente & en son absence à son Commissaire ; mais comme cette nomination de Députés peut facilement occasionner des débats dans le Collège des Princes , parceque chacun de leurs Ministres brigueroit ces Commissions , l'on préfère de commettre ce soin au Directoire de Mayence , qui traite la chose avec le Vice-Chancelier de l'Empire , ensuite dequoy on en délibère dans le Conseil secret de l'Empereur , dont il dépend ; Ou de rendre ces *Conclusa* nuls , en ne point les confirmant ; Ou d'adhérer soit à l'unanimité , soit à la pluralité , auquel dernier cas (contre le sentiment de certains Auteurs , qui n'admettent que l'unanimité) cela fait un récé ; Ou de différer à donner son approbation jusqu'à ce que les Etats remettant de nouveau la matière en délibération se rapprochent , ou se conforment à ses vues & volontés , si lui même ne juge plus à propos de se rapprocher de leur sentiment , ce qui produit un Sujet continuel de négociations entre la Cour Impériale & les autres Cours de l'Empire.

Quelques Auteurs soutiennent , que quand il y a contrariété entre les résolutions des Etats & celles de l'Empereur , le parti , que l'Empereur prend en son Conseil secret , doit l'emporter ; d'autres tiennent un sentiment contraire , moiennant quoi cette diver-

diversité d'opinions rend problématique une question , qui au fond ne devoit point l'être.

Le Conseil de l'Empereur ayant pris une résolution la fait remettre au Commissaire Impérial, qui la porte à la Dictature, c'est à dire qui la fait enrégistrer dans le Protocolle, que tient l'Electeur de Mayence, lequel la communique ensuite aux trois Collèges ; si, comme a été dit, Elle se trouve conforme aux *Conclusum* des trois, ou dumoins des deux Collèges, le Directoire de Mayence rédige ce Résultat dans le stile ordinaire d'un réces, dont il fait part aux Députés , que les Etats lui envoient pour examiner , si le tout est en règle , & au cas que l'un ou plusieurs des Etats aient quelques *Monita*, c'est à dire quelques remontrances à faire ou contre la forme, ou contre le fond, on ne peut se dispenser de les écouter.

Les Collèges des Princes & des Villes ont quelques fois marqué du mécontentement, de ce qu'à leur exclusion on confioit au Collège Electoral seul l'examen du Stile, dans lequel ces réces sont conçus. Quand par les circonstances du tems il importe, que la promulgation du résultat Comitial se fasse sans retard, l'Empereur le fait rédiger en Edit & publier dès que la Chancellerie de l'Empire l'a expédié, cette voye étant plus courte que l'autre.

Quoique nous aions dit, & soutenu, que dans chacun des Collèges, demême que dans le rapport, & la communication, qui se fait de leurs *Conclusum* respectifs, la pluralité des voix doit être suivie, il y a néanmoins des cas, qui requierent indispensablement une unanimité.

L. Dans les matières, qui concernent directement la Religion, quelques fois même indirectement, il ne suffit pas, que les trois avis, que les Collèges rassemblent lors des relations & co-relations soient unanimes, mais (ce qui cependant est contredit par quelques Auteurs) il faut que dans chacun des trois Collèges, *Matières, qui demandent une unanimité de voix.*
1. Les affaires de Religion.

Collèges opinans séparément les suffrages soient pareillement conformes. S'il se trouve des Dissidents, l'on change toute la disposition ordinaire de la Diète, & au lieu qu'auparavant Elle ne formoit qu'un même Corps partagé en trois Classes, Elle se sépare en deux Corps en vertu d'un Droit appelé *jus eundi in partes*, tellement que chaque Collège se divise en deux partis, dont le pouvoir est égal & dont l'un est celui des Catholiques, l'autre celui des Protestants. Cette méthode a été imaginée pour, suivant l'esprit de la Paix de Religion & de celle de Westphalie, ne point traiter une Religion plus favorablement que l'autre, ce qui cependant arriveroit, si la pluralité décidait, puisque, quoique dans le Collège des Villes les voix Protestantes l'emportent sur les Catholiques, d'un autre côté dans les deux Collèges supérieurs les voix Catholiques l'emportent sur les Protestants. Quand les Religions se sont ainsi séparées, Elles retournent entre Elles aux opinions, & ne délibèrent plus que sur les moyens de se rapprocher l'une de l'autre & prendre certains tempéraments sur le sujet, dont il s'agit; mais il est rare, qu'elles y parviennent, & la cause du Possesseur est ordinairement meilleure que celle de la Partie plaignante.

L'on forme une question savoir, si un ou plusieurs Catholiques adhéroient au sentiment des Protestants, ou *vice versa* un ou plusieurs Protestants au sentiment des Catholiques, si (disons nous) le parti, en faveur duquel ces adhérents se déclareroient, ne doit point l'emporter sur l'autre? quelques Publicistes le soutiennent, mais leurs raisonnements sont peu solides & donneroient lieu à toutes sortes d'intrigues & de menées pour tacher de séduire des sujets de l'un ou de l'autre parti. Ce qu'on peut tout au plus leur accorder est, que si la pluralité des avis d'un des deux Corps séparés par le *jus eundi in partes* venoit à embrasser le sentiment de l'autre, il faudroit alors, que la moindre partie cédât, quoiqu'on prétende, qu'en matière de religion tout soit personnel, & que conséquemment quatre vingt dix neuf Personnes, dont les opinions seroient conformes, ne sçauroient faire violence à la conscience de la centième.

Quels

Quels sont les cas, dans lesquels ce *jus eundi in partes* doit ou puisse être pratiqué ? il est moralement impossible de répondre à cette demande, quand même on parcourreroit la multitude des écrits, qui ont parus en cette matière. Les Auteurs Catholiques restreignent ce droit autant qu'ils le peuvent, & prétendent qu'il n'a lieu que dans les cas, qui concernent directement les dogmes de foy, la liberté de Religion & les réglemens, sur lesquels le traité de Westphalie s'est clairement expliqué. Les Auteurs Protestants au contraire l'étendent non seulement aux cas susallégués, mais à tous ceux, qui y ont quelque rapport, ou dont les conséquences peuvent devenir dangereuses. Qu'un Seigneur territorial accoutumé à changer de Résidence fasse construire des Chapelles partout où il se transfère ; qu'on emporte à un Maître d'école une verge de terre, dont ses Devanciers étoient en possession soit en 1618. soit en 1624. qu'une Maison Religieuse établie dans un lieu Protestant fasse faire les figures ou statues des Saints placées dans l'extérieur du Couvent plus grandes qu'elles ne l'étoient auparavant ; qu'un Père ou une Mère, qui ont changé de Religion, tâchent d'y entraîner aussi leurs Enfants, d'abord querele de Religion, puis une affaire de la Competance de la Diète, ensuite, si l'on veut s'obstiner, matière à exercer le *jus eundi in partes*. D'autres Auteurs voudroient entre ces deux sentimens prendre le milieu ; Ils le cherchent, mais ils s'y perdent, parcequ'en effet il arrive ou peut arriver tant de circonstances si singulières & si mixtes, que les plus éclairés ne savent en certains cas quel parti prendre.

II. La pluralité des voix n'a pas lieu, lorsqu'il s'agit de ren- *Second cas,*
 verser les loix fondamentales de l'Empire, ou les anciennes cou- *qui selon quel-*
 tumes, que l'utilité publique a introduites & dont les avantages *ques uns ré-*
 réjaillissent sur chaque Particulier. Cette opinion est presque *quiert une ana-*
 universellement reçue ; cependant ne seroit-ce pas penser plus *nimisé.*
 sainement, si l'on admettoit que comme la pluralité des voix à
 établi ces loix, ou admis ces coutumes, la pluralité des voix
 peut

peut aussi les abolir , lorsque cette abolition n'entraîne point celle de l'Etat ?

Troisième cas.

III. En matières de collectes il est fort controversé , s'il faut une unanimité ou non. Avant le traité de Munster cette question étoit sur le tapis & le traité en a en termes formels renvoyé la décision aux futurs Comices ; cependant cet article a eu le sort de plusieurs autres & est jusqu'à présent demeuré indécis , quoiqu'à la vérité la Diète se soit donné bien des peines pour le régler & terminer , mais les trois Collèges se sont jeté dans de diverses opinions. Celui des Electeurs a tenu pour la pluralité des voix ; une partie de celui des Princes étoit du même avis , mais quant aux Collectes nécessaires seulement & non quant aux volontaires ; Et les Villes n'ont en aucun cas voulu démordre de l'unanimité.

Si Nous consultons les Auteurs, nous les trouverons la plupart inclinés du côté du sentiment des Princes. Leur fondement est , que les Collectes nécessaires , autrement ordinaires , étant destinées aux besoins & à la conservation de l'Empire il ne faut pas dans ces cas écouter ceux des Etats , qui par un esprit d'avarice ou d'une Oeconomie mal placée refuseroient de contribuer ; mais il en est , disent nos Auteurs , autrement des Collectes volontaires , ou extraordinaires , parceque comme elles sont arbitraires , il seroit injuste de prétendre forcer par une pluralité de voix des volontés , qui doivent être libres. Au premier coup d'oeil ce raisonnement paroît sensé , mais il pêche dans son principe , car la distinction , que l'on fait entre les Collectes nécessaires & volontaires , ne sert qu'à distinguer les besoins présents ou courans d'avec ceux , que des circonstances imprévues produisent , mais comme de toute façon ces besoins n'en sont pas moins réels , lorsque l'Empire se voit exposé , il est constant , que dans l'un comme dans l'autre cas le parti le plus sûr est de s'attacher à la pluralité des voix.

Quatrième cas.

IV. La Concession , ou l'érection de nouveaux péages demande

mande aussi l'unanimité , mais de la part du Collège Electoral seulement , les autres ne prenant point connoissance de cette manière , amoins que ce ne soit à titre de médiateurs.

V. Enfin les Publicistes exigent l'unanimité dans toutes les *Cinquième cas.* matières , ou les Etats ne doivent point être considérés comme un Corps , mais comme autant de Parties , qui se disputent entre Elles. *Ubi ordinis non tanquam unum Corpus , sed tanquam Partes invicem disceptantes considerantur.* Depuis qu'ils ont mis cette maxime en avant , ils croient avoir établi une règle , qui doit mettre fin à tous débats , mais quand on recherche dans leurs écrits le détail de ces matières , ils ne se trouvent plus unanimes Eux mêmes. Ils sont d'opinion , que plus une affaire est importante , plus Elle interresse chacun des Etats particuliers de l'Empire , & que plus chaque Etat a un intérêt particulier , plus sa voix doit elle être ponderative & nécessaire , de sorte que par ce principe ils n'attribuent qu'à l'unanimité le pouvoir de décider. A cette conséquence Nous opposerons un autre argument ; plus l'affaire est d'importance , plus demande-t-elle une prompte décision , & plus elle demande une prompte décision , plus doit on s'étudier à éloigner tous les obstacles , qui peuvent y apporter quelque retard ; or comme l'unanimité des voix , qui est un point , auquel on parvient bien difficilement , peut aisément servir d'obstacle à cette décision , il suit , que l'on doit préférer la pluralité & s'attacher à ce que la Partie la plus saine prononce.

Quand en résumant tout ce détail Nous considérons combien il se consomme de tems en cérémonial & préliminaires avant qu'une Diète se mette en activité ; combien les Envoies sont quelques fois obligés d'attendre avant de recevoir leurs instructions ; combien l'on varie en abandonnant une proposition , dont l'examen avoit été commencé , pour en reprendre une autre ; combien de fois il faut , que les Collèges s'assemblent pour délibérer , avant d'avoir pris un parti déterminé ; combien souvent l'on entre en relations & co-relations respectives

cluerons ni provisionnellement ni d'aucune autre façon (c).

§. IV.

*Il ne démet-
tra aucun Etat
de la Régence
de ses Pays.*

Nous ne les démettrons point non plus ni par provision, ni par contumace, ni en quelque autre manière ce puisse être de la Régence de leurs Pays.

§. V.

*Personne ne
sera admis au
Collège des
Princes, ou des
Comtes, qu'au-
paravant il ne
se soit qualifié.*

Nous ne recevrons aucuns Princes, Comtes & Seigneurs aux Colléges des Princes & des Comtes, a moins qu'ils

avant de s'être concilié ; combien une affaire veut être péçée au Conseil secret ou privé de l'Empereur avant qu'il donne sa résolution ; combien en toutes les causes il peut se présenter d'incidents, fort souvent plus épineux que l'affaire principale ; combien il est difficile de réunir au même point une pluralité ou unanimité de Sentiments, même toujours exposée à perdre sa force, tant qu'un Empereur n'y a point donné son approbation, bien loin de pouvoir à l'imitation de quelques mauvais Critiques reprocher aux Diètes de l'Empire aucune lenteur ou nonchalance, Nous sommes surpris de voir cette infinité de Récés, que les Compilateurs des actes publics nous donnent, & il faut toute la prudence, avec laquelle les Ministres des Cours se sont jusqu'à présent comportés, pour avoir entretenu de l'union dans un Corps, ou la diversité des Puissances, la diversité des religions, la diversité des intérêts sont autant de semences continuelles de division.

- e) Le sens, que l'on doit donner à ce passage est, que l'Empereur n'exclura point de la voix & séance un des Electeurs sans le consentement du Collège Electoral, un Prince sans le consentement du Collège des Princes, une Ville sans le consentement du Collège des Villes ; Mais il n'est pas nécessaire, qu'il requière l'agrément de tous les Etats en général.

qu'ils ne se soient suffisamment qualifiés à cet égard par l'acquisition respective d'une Principauté, Comté ou Seigneurie immédiate; qu'ils ne se soient moiennant une cottisation convenable à un Etat (au sujet de laquelle il sera fait promptement dans les assemblées comitiales le règlement sur ce nécessaire) fait recevoir & agréger par quelque Cercle & que, outre le consentement du Collège Electoral, ils aient encore obtenu dans les formes celui du Collège, ou du banc, auquel ils devront être admis (f).

§. VI.

f) L'on peut par différents moyens parvenir à la possession d'une terre immédiate, savoir ou en recevant l'investiture d'un fief vacant & révertis à l'Empire; ou par achat & acquisition soit de la totalité, soit d'une partie d'une Principauté ou Comté immédiat; ou en faisant ériger par l'Empereur en Principauté ou Comté une terre allodiale, qui n'est couchée dans aucune des matricules de la Noblesse, & ne contribue point à d'autres Etats.

Toute formelle que soit la disposition du présent article pareillement inferé dans les Capitulations précédentes, le Collège des Princes s'en est quelques fois relaché par des considérations particulières, ainsi qu'on en a vû l'exemple avec les Princes d'Aversberg, de Piccolomini & de Dietrichstein, qui ont été reçus à la Diète sur la simple promesse, qu'ils ont faite de se pourvoir de Seigneuries immédiates, aussitôt qu'ils en trouveroient les facilités.

L'on peut à cette occasion susciter une question de politique, savoir ce qui est le plus avantageux au Collège des Princes, ou d'admettre facilement les nouveaux Collegues, que l'Empereur luy recommande, ou de se rendre extrêmement difficile à

soit contre le traité de paix (1), ou autres pactes légitimes & obligatoires, ni sous quel prétexte que ce soit porté aucune atteinte aux affaires de Religion, de Politique & de Justice des Etats dans l'étendue de leurs territoires.

§. IX.

Ce n'est qu'en 1713. qu'Antoine Florian de Liechtenstein, dont les Ancêtres avoient en 1623. obtenu de Ferdinand II. le titre de Prince, est parvenu à avoir séance.

Au reste, quoiqu'il soit aisé de pénétrer à la sollicitation de qui ce paragraphe a été inséré dans la Capitulation, l'on ne croit pas, que la recherche, que l'Empereur promet de faire, produise beaucoup d'effet contre une possession de près d'un Siècle, & contre des Princes en état de soutenir leur grandeur & dignité, quand même ils n'auroient point remplis leurs engagements.

- 2) Le Traité, qu'on entend dans ce passage, est celui qui après une Guerre de trente années a été conclu en Westphalie l'an 1648. savoir à Munster entre l'Empereur & l'Empire d'une & le Roi Très-Chrétien d'autre part, & à Osnabruck entre l'Empereur & ses Alliés, & le Roi de Suede & ses Confédérés. Ce qui avoit donné lieu à cette Guerre étoit les troubles de Bohême, l'élection de Frederic Electeur Palatin, les secours que differents Etats de l'Empire lui donnerent, lorsqu'il fut mis au Ban, les troubles, qui en même tems se sont élevés en Allemagne, l'Union de Lunebourg, la Paix de Lubeck, les tentatives de Ferdinand II. qui prétendoit régner trop souverainement, les brouilleries survenues entre lui & le Roi Gustaphe Adolphe de Suede, l'enlèvement de l'Electeur de Trèves, quoique protégé par la France, les progrès que la Religion Luthérienne faisoit de plus en plus dans l'Empire &c.

Précis du traité de paix de Westphalie.

Les principaux Articles contenus en ce fameux Traité concernent

I. La

§. IX.

Nous devons & voulons confirmer dans une forme *Il confirmer les Etats dans leurs régaliens, juridiction, libertés, privilèges, pactes d'union & de confraternité.*
invariable & lorsque Nous en serons dûment réquis sans refus ni délai aux Electeurs, Princes & Etats (la Noblesse libre

I. La restitution ordonnée en faveur de Ceux, qui se voient dépossédés de leurs terres.

II. Les affaires de Religion.

III. La satisfaction donnée aux Princes, qui avoient essuyé les frais immenses d'une longue Guerre, & qui se sont déportés d'une partie des Conquêtes par Eux faites.

IV. Le Gouvernement politique de l'Empire.

1. Les Maisons, qui avoient été dépouillées de leurs domaines & qui y sont rentrées en vertu de cette paix sont Würtemberg, Bade, Geroldseck, Nassau-Siegen, Hanau, Solms, Isenbourg, Salm, Falckenstein, Daxbourg, Waldeck, Oettingen, Hohenloe, Læwenstein & Wertheim, Erbach, Brandenstein, Kevenhüller, &c.

2. Les passages concernant la Religion portent; Qu'il y aura en Empire libre exercice des Religions Catholique & Luthérienne ou de la confession d'Augsbourg, ainsi que de celle dite Réformée, laquelle à aussi été comprise dans le traité; Que les restitutions à faire des biens & droits Ecclésiastiques, dont les uns & les autres s'étoient emparé pendant la durée de la guerre, seront réglées sur le pied que toutes choses étoient au premier Janvier 1624. moiennant lequel règlement tous ceux, qui ont pû justifier qu'au 1. Janv, 1624. Ils étoient en possession, ont dû y être ou remis ou maintenus; Que de part & d'Autre l'on aura pleine liberté de changer de Religion, quand même on quitteroit celle, qui est la dominante, ou dont le souverain fait profession, pour en embrasser une autre;

H

Que

CAPITULATION

Que demême qu'en ce cas il dépendra du Prince d'ordonner à ceux , qui changeront de Religion , de se retirer de ses Etats ; il sera pareillement loisible à Ceux cy de transfirer sans pouvoir être retenus malgré Eux ; Que si un Archevêque, Evêque ou Prêlat venoit pareillement à quitter sa Religion , il sera déchu de sa dignité & de son Eveché , ou de sa Prélature , sans néanmoins que son honneur y soit en façon quelconque engagé. Cette disposition , qu'on appelle le *Reservat Ecclesiastique* , & qui se trouve aussi insérée dans la paix de Religion , n'a jamais plût aux Protestants ; aussi se sont ils en différentes occasions , & surtout lorsque Gebhard Archevêque de Cologne embrassa le Luthéranisme , donné , mais toujours inutilement , tous les mouvements possibles pour la faire réformer ; Que les Elus ou Postulés aux Archevêchés , Evêchés , ou Prélatures de la Confession d'Augsbourg seront investis par l'Empereur & dispensés de se pourvoir en Cour de Rome ; Que dans les causes de Religion les Etats Catholiques & Ceux de la Confession d'Augsbourg se divisant en deux partis , la pluralité des suffrages n'aura point lieu ; Que dans les Assemblées ordinaires des Députés de l'Empire le nombre des Chefs de l'une comme de l'autre Religion sera toujours égal ; Qu'il ne sera en matière de conscience fait aucune contrainte aux Princes & Villes de la Silésie dévoués à la Confession d'Augsbourg.

3. Pour ce qui est des satisfactions , qu'on n'a pu procurer aux Puissances Belligerantes , qu'au moien de la sécularisation des biens d'Eglise , il a été laissé , donné & cédé,

A LA COURONNE DE SVEDE , la Pomeranie Citérieure , l'Île & la Principauté de Rügen , plusieurs Villes & une expectative à la Pomeranie ultérieure , la Principauté de Camine , l'Archevêché de Bremen & l'Evêché de Werden , qui l'un & l'autre ont du depuis passé à la Maison de Hannovre moyennant une certaine somme d'Argent.

A BRANDEBOURG la Pomeranie ultérieure , toutes les Commanderies & biens appartenants à l'ordre des Chevalliers de St. Jean

Jean situés dans les souverainetés de l'Electeur , ensemble les Evêches de Halberstatt , de Minden & de Camine avec une expectative à l'Archevêché de Magdebourg.

AU DUC DE MECKLENBOURG les Evêchés de Swerin , & de Ratzebourg avec les deux Commanderies de l'ordre de Chevalerie de St. Jean de Jérusalem Mirow & Nemerow.

A la FRANCE le suprême Domaine sur les Evêchés de Metz, Toul & Verdun , ainsi que sur le Landgraviat de la haute & basse Alsace , le sultgau y compris , suivant qu'il est porté au §. *tertio Imperator &c.*

4. Enfin pour ce qui est du Gouvernement politique de l'Empire il a été arrêté ; Que la dignité Electorale avec le haut Palatinat & le Comté de Cham demeureroit à l'Electeur Maximilien de Baviere & resteroit en sa Famille , tant que la Branche Guillelmine subsisteroit.

Qu'il seroit créé un huitième Electorat en faveur de Charles Louis Comte Palatin du Rhin & de ses Héritiers Descendants de la ligne Rodolphine avec l'investiture simultanée de ce qui a passé à la ligne Guillelmine.

Que l'Electeur Maximilien de Baviere renonceroit aux treize millions , qu'il avoit à prétendre pour argent prêté sur la haute Autriche.

Que la ligne Guillelmine venant à s'éteindre le haut Palatinat retourneroit à la Maison Palatine , auquel cas le Huitième Electorat seroit supprimé.

Que les Princes & Etats de l'Empire seroient maintenus dans tous les droits de la supériorité territoriale.

Que les Villes libres de l'Empire auroient comme les autres Etats voix décisive dans les Diètes tant générales que particulières de l'Empire.

*engagements de
l'Empire &c.
Il n'accordera
point de privi-
lèges, qui y
soient contrai-
res, & annul-
lera ceux, qui
en préjudice
d'eux ont été
accordés pen-
dant la Guerre.*

libre immédiate de l'Empire y comprise) leurs droits ré-
galiens, (*k*) juridiction, libertés, privilèges, les unions
cy devant faites entre Eux conformément aux Constitu-
tions

Finalement que le décret de la Chambre Impériale, qui a dé-
claré les Cantons suisses être en possession d'une quasi pleine
liberté & exemption de l'Empire, seroit confirmé.

k) Ces droits Régaliens sont ordinairement joints avec ceux
de la Supériorité territoriale, en laquelle les Etats de l'Em-
pire ont été maintenus par le Traité de Westphalie. Ils sont
presque les mêmes, que les réserves de l'Empereur, avec cet-
te différence, que chaque Etat n'en peut faire usage que dans
l'étendue de son territoire, au lieu que ce que l'Empereur ac-
corde, règle ou ordonne a force dans tout l'Empire; c'est ce
qui a donné occasion à un axiome latin, qui dit que l'Empereur
peut autant dans l'Empire, qu'un Prince en son territoire.

Ces Droits consistent

I. A faire publier des Edits, des Loix, des Statuts, des
Mandements, des Réglements de Police &c. . . .

Pourvu que ces Ordonnances ne soient point déroatoires
aux Loix publiques de l'Empire.

II. A convoquer les Etats Provinciaux.

Ces Etats sont ordinairement le Clergé, la Noblesse & les
Villes.

III. A établir des Chambres d'appellation & autres Tribu-
naux ou Dicasteres tant Supérieurs qu'inférieurs & subordon-
nés.

IV. A exercer haute, moyenne & basse Jurisdiction.

V. A

*Spécification
des droits an-
nexés à la su-
périorité ter-
ritoriale des
Etats.*

V. A tenir des Archives, tellement que les pièces y gardées ou déposées fassent foy partout.

VI. A accorder des Privilégés de différente nature.

VII. A attacher à certains lieux le droit d'Azile.

L'exercice de ce Droit demande beaucoup de circonspection.

VIII. A recevoir des Juifs.

L'on fait à cette occasion une question, qui partage les sentiments & l'on demande, si quand un Prince souverain a fait une Loi fondamentale de tout tems exactement suivie, qui défend l'introduction des Juifs en ses Etats, si, disons Nous, ses Successeurs sont les Maîtres de déroger à cette Loi?

IX. A créer des Tabellions, Notaires & autres Personnes publiques, dont les instruments passent pour authentiques.

X. A accorder des Lettres de grace, de réhabilitation &c. ce pouvoir ne peut être exercé dans les cas ou il s'agit de crime de lèse Majesté divine, ni dans ceux qui intéressent les Droits du tiers.

XI. A accorder des Lettres de légitimation.

Jusqu'à présent il est indécis, si ceux, qui sont ainsi légitimés par un Etat particulier, doivent passer pour légitimes dans tout le reste de l'Empire. Le pour & le contre sont fortement débattus.

XII. A accorder des Lettres moratoires, de répi &c.

XIII. A accorder (pour ce qui est des Protestants, à qui la Jurisdiction Episcopale appartient) des dispenses en matière matrimoniale.

Les Puissances Protestantes n'observent point des règles & des maximes uniformes dans l'exercice de ce *jus circa sacra*.

CAPITULATION

Les unes s'attribuent une Jurisdiction, à la quelle Elles donnent extrêmement d'étendue, d'autres au contraire sont fort retenues dans l'usage, qu'Elles font de ce Droit. Les unes ne se consultent qu'Elles mêmes, ou leur Conseil, lorsqu'il s'agit de causes matrimoniales; les autres renvoient ces affaires à des Confesseurs par Elles établis & composés des Principaux Théologiens de leurs Etats.

XIV. A accorder des dispenses d'age.

XV. A accorder faculté de tester à celui, qui seroit d'ailleurs inhabile à le faire.

XVI. A accorder des sauf-conduits dans l'étendue de leurs terres.

XVII. A jouir avec beaucoup de privilèges réels des biens & terres domaniales & patrimoniales.

Grand débat entre les Publicistes & Civilistes sur la question, si ces biens sont prescriptibles, ou non.

XVIII. A exercer le droit de la grande & petite Chasse, celui de pêche, de Navigation &c.

Un Seigneur peut il sans indemniser le particulier établir des Garennes, laisser multiplier les bêtes fauves, entretenir des Colombiers au point que les Campagnes ensemencées en souffrent un dommage notable? peut il obliger ses sujets à traquer toutes & quante fois bon luy semble, ou à acheter de son grand Veneur la viande noire à un certain prix la livre?

• Nous devrions le croire, s'il falloit, que nous en jugeassions par ce que nous voions pratiquer.

XIX. A percevoir les droits de péages, d'impôt &c.

XX. A s'approprier les mines, salines, trésors & autres richesses, que la terre & les eaux cachent ou produisent.

XXI.

XXI. A prétendre que ceux, qui sont intentionnés de construire des moulins sur les fleuves & rivières, réquierent leur consentement.

XXII. A percevoir des droits sur les Marchandises, qui débarquent ou arrêtent dans les Ports de leur territoire.

XXIII. A réunir à leurs Domaines les Iles, qui se forment dans les Fleuves.

Il paroîtroit beaucoup plus juste, que ceux, dont les fleuves absorbent ou emportent les terres, se récupérassent sur ces nouvelles Iles.

XXIV. A s'emparer des marchandises d'un Vaisseau, qui fait naufrage dans l'étendue de leur domination.

Ce Droit différemment exercé & réglé quelques fois par des Traités solennels demande bien des explications; mais dans le général il paroît odieux & peu conforme aux maximes de la Charité Chrétienne.

XXV. A percevoir le Droit de détraction, d'émigration &c. . . . soit sur les Successions, que des Etrangers héritent ou emportent de l'Etat, soit sur les sujets Emigrants, qui ont leurs raisons pour transférer leur domicile ailleurs.

Ces Droits n'ont point partout un pied égal & sont plus ou moins forts suivant que les anciens statuts & usages les ont fixé, ou suivant que le portent les Conventions faites avec les Seigneurs voisins, appelées *Compactata*.

XXVI. A exiger des Etats Provinciaux des tributs & Collectes.

Ce point est de tous le plus important, en même tems le plus délicat. Pour ce qui est des collectes ordinaires les Etats ne peuvent les refuser à leur Souverain. A l'égard des extraordinaires il faut une nécessité pressante ou urgente pour les demander.

mander & des Ministres infinuants pour les obtenir de bonne grace ; Ces levées & impositions se font ordinairement sur les biens, que les contribuables possèdent ; quelques fois même on impose aussi les sujets quant aux fonds, qu'ils ont en d'autres souverainetés : Cela n'est point juste, lorsque ces mêmes fonds sont déjà imposés par le souverain du lieu.

XXVII. A tirer les droits d'accise, d'ungelt & autres, qui se perçoivent sur les vins, sels, bestiaux &c.

XXVIII. A jouir des droits du fisc, de deshérance &c. Ainsi les confiscations, les amendes, les Successions vacantes, les terres caduques, les Epaves leurs appartiennent.

XXIX. A percevoir les dixmes sur les terres noales, & qui jamais n'ont été cultivées.

Cette matiere engendre souvent parmis les Catholiques des difficultés entre les Seigneurs & les Evêques ou les Curés des lieux. Il n'en est pas demême des Protestants.

XXX. A bâtir des Villes, avoir des Fortereffes, lever des Troupes, faire des Alliances, accorder ou s'opposer au passage des Troupes étrangères, nommer des Ambassadeurs, des Envoyés, des Deputés suivant le rang, que chacun occupe dans le Gouvernement politique de l'Empire.

XXXI. A changer de Religion & introduire celle, dont ils ont fait choix,

Ils doivent cependant en usant de cette liberté avoir grande attention de ne rien innover contre les dispositions de la Paix de Religion & du Traité de Westphalie, surtout en ce qui concerne l'époque de 1624.

XXXII. A établir des Foires, Universités, des Academiës, créer des Nobles, &c. . . ,

Nous

tions de l'Empire (1), particulièrement les pactes de succession mutuelle convenus entre les Electeurs, Princes & Etats (m), les engagements de l'Empire sur le pied, que cela

Nous ne disons rien ici du droit de battre monnoye, qui ne peut être exercé qu'en vertu d'une ancienne & longue possession, ou d'une concession spéciale des Empereurs.

Nous passons pareillement sous silence quantité d'autres droits particuliers, qui ne sont point communs à tous les Seigneurs & dont quelques uns tiennent les Sujets dans une espèce de servitude & d'esclavage.

- 1) Telle est l'union contractée jadis entre les Rois de Bohême & la Maison d'Autriche; entre les Archiducs d'Autriche & les Suisses; entre les Electeurs du Rhin; entre Saxe, Hesse & Brandebourg, pour la défense mutuelle de leurs Etats.

Anciennes unions entre quelques Etats.

L'ancienne Union des Villes Anseatiques a presque totalement perdu son crédit & sa splendeur, en ce que quantité de Villes, qui y étoient comprises, s'en sont détachées & que d'ailleurs les Princes, dont les Etats confinent à la Mer, ont tellement rast valoir leur commerce, qu'il a fallu que celui des Villes tomba. Celles, qui ont le plus constamment demeurées unies, sont Hambourg, Lubec & Breme, qui envoient des Députés aux Congrès & qui souvent traitent avec les Puissances Etrangères.

- m) Les Pactes de Succession mutuelle s'appellent aussi Pactes de Confraternité héréditaire, parceque de même que deux frères succèdent l'un à l'autre, lorsque l'un d'Eux vient à décéder sans Enfants, ainsi arrivant l'extinction d'une des Familles héréditairement Alliées, ses terres passent elles en vertu de semblables Pactes à la famille survivante. C'est ainsi qu'il y a des anciens Pactes de Succession mutuelle entre Saxe & Hesse, Baviere & Palatin, Brunsvic & Lunebourg, Mecklenbourg & Gustrow;

Pactes de Succession mutuelle.

nous n'avons point encore vu celui, qu'on dit avoir été convenu entre la Maison d'Anhalt & les anciens Ducs de Saxe-Lauenbourg. le plus fameux Pacte, que les Actes publics nous fournissent, est entre les Maisons de Saxe, Hesse & Brandebourg portant en substance, 1. qu'à l'extinction des Maisons de Saxe ou de Brandebourg la dignité Electorale passera à celle de Hesse; 2. que Brandebourg venant à manquer ses Etats seront partagés par portions égales entre Saxe & Hesse; 3. qu'au cas d'extinction de Saxe ou de Hesse, Brandebourg ne pourra hériter que d'un tiers.

La Confraternité entre la Maison de Brandebourg & celle de Mecklenbourg n'est qu'unilatérale; Elle assigne à la première les anciennes possessions des Ducs de Mecklenbourg, au cas qu'ils viennent à s'éteindre, & ne fait à ces derniers aucun avantage réciproque.

Ces Confraternités héréditaires concernant des terres immédiates de l'Empire ne sçauroient être valables, si elles ne sont confirmées par les Empereurs en qualité de Seigneurs directs; mais aujourd'hui l'on n'est plus dans l'usage d'en contracter, vraisemblablement à cause de la difficulté d'obtenir ces confirmations, qui privent les Empereurs du droit de conférer les Fiefs vacants & d'en gratifier les Maisons, qui leur sont dévouées.

Question si les Familles, qui conviennent entre Elles d'un pacte de Succession mutuelle, sont obligées pour la validité de ce pacte d'en réquerir successivement la confirmation de chacun des Empereurs, ou si une seule confirmation Impériale suffit pour toujours? Pour juger sainement de cette question, il faut regarder d'abord comme une maxime certaine, que la collation des fiefs & des régaliens ouverts & révertis à l'Empire appartient tellement à chacun des Empereurs Régnants, qu'aucun Empereur Prédécesseur ne peut faire des dispositions, qui y soient contraires, à moins que le repos, le bien & l'utilité de l'Empire ne l'exigent. Selon ce principe tant qu'il n'est point à craindre, que les Maisons, qui doivent se succéder mutuellement,

ment, viennent à manquer, il n'est d'aucune nécessité de solliciter la confirmation du pacte successoire; s'il y avoit apparence, qu'une de ces Maisons approcha de son extinction, il seroit de la prudence de l'autre de se pourvoir à tems pardevers chaque Empereur Régnant pour obtenir cette confirmation, sans laquelle cette extinction arrivant il dépendroit de l'Empereur, qui n'a rien confirmé, de se prévaloir de tous ses Droits & d'annuler une Convention faite à son préjudice.

Question si les pactes successoires concernant des fiefs & Régaliens illustres doivent être confirmés nonseulement par l'Empereur, mais aussi par le Collège des Princes? Comme toutes les Capitulations jusqu'à celle de CHARLES VII. inclusivement exigent de l'Empereur, qu'il confirme tous ces anciens Pactes, les Etats, au nom desquels les Electeurs contractent, sont pareillement censés avoir donné leur confirmation, desorte que cette question devient inutile quant au passé. Quant à l'avenir l'on peut dire d'un côté, que comme l'Empereur ne sçauroit sans le consentement du Collège des Princes disposer d'aucunes Principautés ou Comtés révertis à l'Empire, il ne peut par une parité de raison donner les mains à la transition de ces Etats d'une Maison à l'autre, à moins que ce même consentement n'intervienne; d'un autre côté la possession est pour les Empereurs, qui souvent ont accordé de semblables confirmations, sans que les Impétrants fussent renvoyés ailleurs.

Question si lorsque deux Princes conviennent d'un Pacte de Succession mutuelle, le consentement des Etats Provinciaux est nécessaire? il y en a qui le soutiennent par la raison, qu'on ne peut donner un nouveau Maître à Personne sans son agrément, mais cet antécédent étant erroné la conséquence, que l'on en tire, le devient aussi. Autre chose seroit, si l'on vouloit obliger les Sujets à prêter un serment éventuel à celui, qui n'a encore sur Eux qu'une simple espérance.

cela à été réglé dans l'instrument de paix ⁽ⁿ⁾, enfin leurs droits, usages & bonnes coutumes, telles qu'ils les ont jusqu'à présent observées & pratiquées par terre & par eau, en tout quoy Nous en qualité de Roi des Romains les Maintiendrons & protégerons sans accorder aucuns privilèges à ce contraires, & au cas qu'avant ou durant la guerre il en eut été accordé, sans qu'ils eussent été approuvés par le traité de paix, nous les casserons & annulerons totalement, ainsi que désapréésent nous les cassons & annulons.

§. X.

*Réserve des
Etats Prote-
stants contre
ce qui a été dit
au-dessus tou-
chant le saint
Siège & son
droit d'Avoca-
tie.*

*Pareille pro-
tection sera ac-
cordée aux E-
lecteurs Pro-
testants, & à
tous ceux de
leur Religion.*

Pour ce qui concerne le Siège de Rome & Sa Sainteté le Pape, les Electeurs de la Confession d'Augsbourg pour Eux, ainsi que pour les Princes & Etats, qui sont de leur Religion (y compris les Nobles libres immédiats de l'Empire dévoués à la même Religion) n'entendent pas que l'Avocatie, dont a été fait mention, puisse être alléguée ni exercée au préjudice de la paix profane (*publique*) ^(o) &

n) L'Article du traité de Munster, auquel ce passage est relatif, est d'un avantage extrême aux Etats de l'Empire & surtout à la Noblesse immédiate, qui se verroit réduite à des possessions médiocres, s'il étoit permis aux Empereurs de retirer les terres engagées par leurs Prédecesseurs.

*Précis du con-
tenu de la paix
publique.*

o) L'Allemagne se voioit assujettie à des Guerres civiles, qui se renouvelloient de tems à autre, & auxquelles aucun Empereur ne pouvoit mettre fin malgré les Edits & mandemens rigoureux, qui furent publiés. Maximilien I. réussit le mieux par les
diffé-

& de Religion (P), ainsi que de celle d'Osnabruck & de Munster, mais au contraire Nous accorderons semblable protection auxdits Electeurs & à tous Ceux de l'Empire, qui sont de la même Religion qu'Eux ;

§. XL.

Et s'il arrivoit, qu'ils crussent être grévés contre l'instrument de la paix, le récé de l'exécution de Nuremberg,

L'Empereur rendra justice aux Etats de la Confession d'Augsbourg dans les cas, où ceux pourroient avoir été grévés

L'Article

différents établissemens, qu'il fit. Il divisa l'Allemagne en Cercles & commit à ceux, qui en furent constitués les Directeurs, le soin de veiller dans leur district à la conservation de la tranquillité commune ; Il établit une Chambre Impériale, par laquelle chaque Etat feroit juger ses différends ; Il défendit toutes voyes de fait & prononça des peines rigoureuses contre ceux, qui violeroient la loix établië ; C'est cette pragmatique Sanction, renouvelée par Ferdinand I. sous l'autorité de Charles-quinç & rappelée dans toutes les Capitulations postérieures, ainsi que dans le traité de Westphalie, qu'on appelle la paix publique.

p) La réformation prêchée par Luther ayant fait en Empire de si grands progrès, & causé en même tems de si grandes divisions, qu'on craignoit avec raison, qu'il n'en arriva des suites encore plus facheuses, d'autant plus que la transaction de l'an 1532. qui renouvelloit les dispositions de la paix publique, avoit été enfreinte sans fondement, il fut fait à Passau en 1555. une transaction nouvelle sous le titre de paix de Religion, dont les principaux articles portent ; Que les Etats de l'Empire tiendroient une Diète générale, dans laquelle il seroit délibéré sur les moïens les plus propres pour terminer les différends de Religion soit par des Colloques, soit par un Concile ou National ou général ; Qu'il seroit choisis un nombre égal de Gens des deux Religions

Précis de la paix de Religion.

*Il ne permettra
point, que dans
les causes de
Religion il soit
procédé par les
voies judiciai-
res.*

Arctiorem modum exequendi (q) & autres constitutions de l'Empire, Nous devons & voulons sans aucune difficulté & conformément aux susd. loix fondamentales de l'Empire prendre une résolution sur les représentations, que les Electeurs, Princes & Etats de la Confession d'Augsbourg (la

des plus éclairés & des plus intègres, qui proposeroient les moiens les plus propres pour reconcilier les Esprits, & qu'en attendant il ne seroit ni par l'Empereur, ni par quiconque ce pût être fait la moindre violence à la liberté des consciences, mais que chacun exerceroit sa Religion sans trouble ni empêchement ; Que la Chambre Impériale rendroit justice aux uns comme aux autres sans égard à la Religion, & que les dévoués à la Confession d'Augsbourg y seroient admis ;

Qu'aucun de ceux des deux Religions ne seroit inquiété dans la possession de ses biens, droits, dignités & revenus ; Qu'un Archevêque, Evêque, Prélat ou autre Ecclesiastique, qui viendrait à se séparer de la Religion Catholique (*le traité porte Religion ancienne*) seroit tenu d'abandonner en même tems son Archevêché, Evêché, Prélature ou autre bénéfice sans préjudice toutefois de son honneur ; *NB. les Protestants prétendent, que cet article a été inséré contre leur consentement ;*

Qu'il sera permis à ceux, qui pour cause de Religion voudront transférer leur domicile ailleurs, de le faire librement, en payant néanmoins les droits dûs au Souverain ; Finalement que si par un Concile ou quelque autre expédient il n'étoit mis fin à toutes dissensions & difficultés, ce traité passeroit en force de loy perpétuelle.

*Explication
des mots : réctés
d'exécution de
Nuremberg,
arctior modus
exequendi.*

q) Il ne suffisoit pas d'avoir conclu la Paix de Westphalie ; il falloit pour perfectionner ce grand Ouvrage en mettre à exécution les Articles, ce qui n'étoit pas d'une petite importance, puis-

(la Noblesse de l'Empire y comprise) nous feront ou en Corps ou séparément, de laquelle résolution Nous leur ferons part sans perdre de tems & mettrons icelle au plutôt à une réelle exécution. Nous ne permettrons point, que dans les causes de Religion il soit procédé par les voies judiciaires, mais Nous suivrons en cela purement & simplement les fust. loix fondamentales de l'Empire & donnerons nos soins à ce que les griefs de Religion, touchant lesquels il a été jusqu'icy porté des plaintes, soient incessamment terminés selon lesdites loix de l'Empire; Ce que Nous promettons icy auxd. Electeurs & à tous ceux, qui suivent la même Confession, Nous l'observerons aussi à l'égard de tous ceux, qui sont de la Religion Catho-

puisque non seulement il s'agissoit d'effectuer les restitutions ordonnées par led. Traité, à quoi les Possesseurs avoient peine à se résoudre, mais aussi de procurer aux Suedois tant en argent comptant qu'autrement la satisfaction à Eux promise, sans laquelle il n'étoit pas possible de les disposer à évacuer les Places, qu'ils occupoient tant en Allemagne qu'en Bohême; C'est pourquoi l'Empereur Ferdinand III. rendit un Edit publié à Nuremberg l'an 1649. appelé *le Récés d'exécution de Nuremberg*, par lequel il fut ordonné, que tout seroit terminé & exécuté par des Commissaires ou Députés des deux Religions à ce nommés; en effet ces Députés se sont donné toutes les peines imaginables pour prescrire à chacune des Parties intéressées la conduite, qu'Elles avoient à tenir, afin qu'il fut pleinement satisfait aux conventions de Munster, dont par un second récé, dit *arctior modus exequendi*, l'exécution fut commise aux Princes Directeurs de chaque Cercle avec pouvoir de traiter comme infracteurs de la Paix ceux, qui refuseroient d'obeir & se rendroient contumaces.

Catholique, & Nous nous obligeons en cela également envers les uns qu'envers les autres. (NB.)

(NB.) L'on voit par le contenu du présent Article, que le premier soin des Electeurs a été de stipuler pour Eux & pour les autres Etats de l'Empire, non seulement la conservation de leurs Domaines, mais aussi la protection de l'Empereur, au cas qu'ils vinssent à être troublés, ou inquiétés en leurs possessions. Cette stipulation doit naturellement produire un effet réciproque, puisque le devoir du Chef envers les Membres ne sauroit être plus obligatoire, que celui des Membres envers le Chef; ainsi lorsqu'un Empereur est en guerre, lorsque ses Pays sont exposés ou se trouvent entre des mains Etrangères, lorsqu'on lui conteste des prétentions légitimes, lorsqu'on fait tous les efforts possibles pour lui ôter les moyens de soutenir l'éclat & en même tems les Charges de la dignité Impériale, les Etats, qui n'ont point comme lui une Autorité sur les Cercles, sur les Tribunaux de l'Empire pour lui procurer justice par les voies ordinaires, qui sont celles des condamnations & exécutions, ne peuvent se dispenser de recourir à d'autres moyens efficaces pour luy procurer tous les secours nécessaires.



ART. II.

ARTICLE II.

§. I.

Nous devons & voullons aussy protéger l'Empire & travailler à son accroissement ^(a) autant qu'il est en notre pouvoir.

L'Empereur promet de protéger & d'entretenir le pouvoir de l'Empire.

§. II.

Et ne prétendrons ni n'entreprendrons nous en saisir à titre de succession ou d'hérédité, ou le faire passer à Nous, nos Héritiers ^(b) & Successeurs, ou à quelque autre.

De ne point se rendre l'Empire héréditaire.

§. III.

Voulons observer la Bulle d'or avec l'extension d'icelle faite en faveur de l'Electorat de Brunsvic - Lunebourg

D'observer inviolablement la Bulle d'or avec l'extension de la voix Electorale accordée à la Mai-

a) S'entend autant que cela pourra se faire par des voies légitimes & sans exposer à aucun danger les Etats de l'Empire, dont le principal système a toujours été de penser plutôt à leur conservation, qu'à leur aggrandissement.

b) Ce passage veut être entendu avec certaines modifications & n'ôte point aux Empereurs la liberté de se servir de tous les moyens licites pour par une élection libre & volontaire faire passer la Couronne à leurs Descendants, surtout lorsqu'ils les ont rendus dignes de la porter, en leur inspirant tous les sentiments & tous les principes, qui peuvent convenir au bien & au bonheur de l'Empire. C'est même à quoy lors du jour du couronnement l'Archevêque célébrant paroît exhorter le nouvel Elu en disant dans une prière : *ut Reges quoque de lumbis Imperatoris per Successionem temporum futurorum egrediantur.*

K

c) Le

*San de Brun-
svic - Lune-
bourg, la paix
de Religion, la
paix publique,
le traité de
Westphalie &
particulière-
ment, ce qui y
est réglé sans
au sujet du
droit des Etats
qu'au*

*Histoire de
la création de
l'Electorat de
Hanovre.*

bourg, (c) la paix de Religion & la paix publique ou fé-
culiere, la paix publique avec ce qui à été négocié pour
son Maintien & exécution telle, qu'elle a été faite, arré-
tée & rectifiée en 1555. à la Diète tenuë à Augsbourg
& qu'elle a été répétée & confirmée par les résultats de
l'Empire, qui l'ont suivis, principalement aussi les
trai-

- c) Le 22. Mars 1692. le Duc Ernest Auguste de Brunsvic-Lune-
bourg convint avec l'Empereur Leopold d'un traité d'Alliance
perpétuel, par lequel pour luy & ses Successeurs Mâles il s'en-
gagea de le secourir à main armée & dans toutes les occasions où
il seroit nécessaire, secours qui fut étendu à tous les Princes de
la Maison Archiducal d'Autriche, *qui deviendroient Empereurs* ;
de luy fournir à ses dépens 2000. hommes, au cas que le Roi
d'Espagne alors Régnañt vint à décéder sans Enfants légitimes ;
de conformer exactement son opinion à celle de Leopold soit
dans les affaires Etrangères, soit dans celles concernant l'Empire ;
de ne contracter aucune alliance, qui pourroit être contraire à
ce traité d'union ; de donner toutes les fois qu'il seroit pro-
cédé à l'élection d'un Empereur son suffrage à l'Ainé de la Mai-
son Archiducal. Par un article secret & séparé du même jour
il fut arrêté, que le Duc Ernest Auguste & ses Descendants ac-
corderoient aux Catholiques dans chacune des deux Villes de
Hannovre & de Zell une Eglise & une école particulière avec
les droits paroissiaux au profit du Curé, sans néanmoins que
la Religion Catholique put être exercée publiquement, ni être
autrement regardée que comme une Religion tolérée.

Le prix & la recompense de tous ces engagements, auxquels
le Duc Ernest Auguste s'obligea alors envers Léopold, étoient
non seulement les assurances d'une amitié & des secours ré-
ciproques, mais principalement la dignité Electorale, que Léo-
pold luy avoit promise après s'être assuré pour cet effet de la
parole

traités de paix de Munster & d'Osnabruck fûmontion-
nés & surtout ce qui y est contenu en l'Art. V. §. 2.
touchant les droits des États, comme aussi en l'Art. VII.
unanimi quoque &c. selon la teneur duquel tout ce qui a été
convenu & réglé par la présente capitulation en faveur des
Catholiques & de ceux de la Confession d'Augsbourg (y
compris ceux de la Noblesse libre & immédiate de l'Em-
pire, qui sont de leur Religion) & de leurs sujets sera aussi
accordé & attribué à ceux, qui entre Eux sont appelés les

Réfor-

parole de tous les Electeurs ; mais comme en matiere de créa-
tion d'un nouvel Electorat il faut le consentement de tous les
Etats, nombre de Princes de l'Empire, ceux même de la bran-
che Ainée de Brunsvic-Wolfsembüttel, qui ne vouloient point,
que leur Collège s'affoiblit par la perte d'une Maison si puissante,
traversèrent tellement les vuës du Duc Ernest Auguste, que mal-
gré l'apuy de l'Empereur il ne luy fut pas possible de se faire ad-
mettre au Collège Electoral ; ce ne fut que son fils & Succes-
seur George Louis, qui y parvint en 1708. néanmoins sous
certaines clauses insérées dans le *Conclusum* présenté par les Etats
& confirmé par l'Empereur Joseph. Il avoit été réglé par le
traité de paix de Westphalie, que si la Maison de Baviere venoit
à s'éteindre, la voix Electorale seroit supprimée & réunie à la
branche Palatine, de façon qu'il pourroit arriver avec le tems,
que la voix Palatine & de Baviere se réduisit en une seule voix,
& même que cette voix devint Protestante, parcequ'il y a dans
la Maison Palatine des Princes de cette Religion ; c'est pour-
quoy les Electeurs Catholiques réfléchissants, que ce cas arri-
vant il se trouveroit entre les deux Religions une égalité de voix,
savoir du côté Catholique les trois Electeurs Ecclesiastiques avec
Bohême & du côté Protestant Saxe, Brandebourg, Hannovre & Pa-
latin, (supposé que Palatin devint Protestant) ne voulurent s'ex-

Réformés (*d*) ; ensemble l'ordonnance dite récé des d'exécution de Nuremberg , & enfin principalement tout ce qui a été arrêté & conclu dans les dernières Diètes de l'Empire , qui n'a point été changé par des loix & Constitutions postérieures & qu'on pourroit encore à l'avenir trouver bon de résoudre & d'arrêter dans les Diètes de l'Empire, comme si le tout se trouvoit inféré de mot a mot dans la présente Capitulation sans Nous en départir sous tel prétexte que ce puisse être , a moins d'avoir de ce préalablement obtenu le consentement des Electeurs, Princes & Etats assemblés ou dans une Diète, ou aux jours ordinaires de députation ; promettons de garder & maintenir le tout dûment, sans molester ou faire molester Personne par autrui &

poser à perdre la superiorité , qu'ils avoient eû jusqu'alors, de façon qu'il fut arrêté que les Catholiques auroient un suffrage surnumeraire, lequel seroit exercé par le Doyen du Collège, tellement que s'il arrivoit qu'entre huit Electeurs les suffrages fussent partagés, cette voix surnumeraire emporteroit la balance du côté ou elle pencheroit.

*Les Réformés
ou Calvinistes
sont quant au
libre exercice
mis de pair
avec les autres
Religions.*

- d*) Cela est conforme à l'Art.VII. du traité d'Osnabruck, qui porte:
- „ Du consentement aussi unanime de S.M.I. & de tous les
 - „ Etats de l'Empire il a été trouvé bon, que le même droit
 - „ ou avantage , que toutes les autres constitutions Imperiales,
 - „ la paix de Religion , cette présente transaction publique &
 - „ la décision y contenuë des griefs , accordent aux Etats &
 - „ sujets Catholiques & à ceux de la Confession d'Augsbourg,
 - „ doit aussi être accordé à ceux , qui s'appellent entre Eux
 - „ les *Réformés* &c.

Les Réformés, auxquels on objectoit , que la Paix de Religion leur donnoit l'exclusion , ont trouvé beaucoup de difficultés

& de ne point permettre, que qui ce puisse être soit violenté, grévé ou troublé pour affaires de Religion au mépris du traité de paix, de l'ordonnance dite Récés d'exécution de Nuremberg & des conventions faites avec d'autres, ni qu'il y soit contrevenu directement dans les endroits, à l'égard desquels le traité de paix dispose, tant en affaires Ecclésiastiques que politiques, sous quel prétexte ou sinistre interprétation dud. traité ce puisse être, ni aussi à l'ordonnance d'exécution insérée dans le résultat de l'Empire de l'Année 1555.

§. IV.

Nous promettons aussi de renouveler les autres ordonnances & loix du saint Empire en tant qu'elles ne sont

point

cultés à faire insérer cet Article dans le Traité d'Osnabruck, cependant ils ont enfin pénétré, parcequ'on espéroit de les ramener à l'une ou à l'autre des deux Religions, mais quoique pour cet effet l'on fit toutes sortes de tentatives, ces tentatives n'ont pas mieux réussi que les projets de la réconciliation, qu'on vouloit faire entre les Catholiques & les Luthériens. Ces derniers, selon qu'il est à voir dans les négociations de la Paix de Munster, prennent plus volontiers le titre d'Évangéliques, ou bien de Dévoués à la Confession d'Augsbourg, parceque l'Empereur Charlequint étant à Augsbourg plusieurs des Electeurs, Princes & Villes, qui avoient embrassé le Luthéranisme, lui présentèrent leur Confession de foy particulière. On leur a aussi donné la qualification de *Protestants*, qu'ils conservent sans répugnance, en Mémoire de la protestation, qu'ils ont faite contre les résultats de la Diète tenue à Spire l'an 1529. & quoique les Calvinistes n'aient eu aucune part à cette Protestation, néanmoins dans les écrits publics ils sont aujourd'hui pareillement censés compris sous ce mot: *Protestants*.

*De renouvel-
ler, corriger &
ne changer que
du consente-
ment des Etats
les autres dis-
positions des
récés de l'Em-
pire de l'an
1555. sans pré-
judice à celles
portées par le
traité de West-
phalie.*

point contraires à la Constitution de l'Empire faite à Augsbourg en 1555. & audit traité de paix, & de les perfectionner encore davantage du consentement des Electeurs, Princes & Etats, toutes les fois que la situation des affaires de l'Empire le requérera sans néanmoins entreprendre d'y rien changer, si ce n'est de l'agrément des Electeurs, Princes & Etats comitialement assemblés,

§. V.

*De ne point
interpréter
seul les loix de
l'Empire, ni
d'en établir de
nouvelles sans
l'accession des
Etats & de ne
pas permettre,
qu'il en soit
établis par les
souverains Tri-
bunaux de
l'Empire,*

Bien moins encore de faire des nouvelles loix & réglemens dans l'Empire, d'interpréter seul les Constitutions de l'Empire & les traités de paix, ni de permettre cette interprétation à notre Conseil Aulique, ou à la Chambre Impériale, mais au contraire de porter ces matières aux Diètes (^e) avec le Conseil & de l'avis de tous les Etats & de ne rien ordonner, ou faire émaner sur cela, qui soit sans force & non obligatoire ;

§. VI.

^e) Ce passage ne sçauroit être pris dans le sens, qu'il paroît d'abord présenter, car s'il n'étoit point permis aux Empereurs d'interpréter soit par Eux mêmes, soit par les souverains Tribunaux de l'Empire les Constitutions & les Traités publics, il n'y auroit presque aucun procès important, qu'on ne pût traduire à la Diète, car comme la subtilité des Plaideurs sçait donner à toutes choses des tournures finistres, l'on tâcheroit toujours de rendre l'esprit de la Loi douteux, afin de l'assujettir à interprétation & en demander le renvoi pardevant les Comices généraux. Ainsi l'interprétation interdite aux Empereurs n'est autre que celle, qui au lieu de faire une juste application de la Loi, pourroit au contraire aboutir à la bouleverser soit en tout soit en partie, auquel cas véritablement les Etats auroient intérêt de s'y opposer.

§. VI.

Voulons aussi punir, comme il convient, ceux qui pourroient entreprendre d'écrire ou de publier des imprimés contre ledit traité de paix & contre la paix de Religion y confirmée (lesquels font des liens perpétuels entre le Chef & les Membres & entre Ceux cy privativement, casser lesdits écrits & imprimés, dont ne peuvent naitre que des fédérations, dissensions, deffiances & querelles dans l'Empire, & procéder, comme dit est, en toute rigueur, tant contre les Auteurs d'iceux que contre les Complices (f), comme aussi de rejeter & annuler en conformité du traité de paix toutes protestations & oppositions faites contre ce même traité de quel nom elles soient & de qui elles puissent venir étant il y a longtems rejetées & annulées (g) ;

De punir ceux, qui oseront écrire ou faire imprimer la moindre chose contre les traités de paix & de Religion, de casser & annuler ces sortes d'écrits ou imprimés, comme aussi de rejeter toutes les contradictions & protestations formées contre l'Instrument de paix.

§. VII.

- f) L'Empereur à le pouvoir de condamner de sa propre autorité non seulement tous les livres, qui ne peuvent que servir à renouveler les troubles de Religion, mais aussi ceux, qui blessent soit ouvertement soit par des détours imperceptibles les bonnes mœurs & les maximes politiques du Gouvernement.
- g) Telles étoient les Protestations du Roi d'Espagne contre les cessions faites à la France, Et de l'Electeur de Saxe contre la Convention, qui adjuge à ceux de la Religion prétendue réformée les mêmes Droits & Privileges, qu'à Ceux de la Confession d'Augsbourg. La Bulle, que le Pape INNOCENT X. a fait insinuer par Fabien Chisi son Nonce, & que l'on traite improprement de protestation, annule d'office & en vertu de l'autorité du Saint Siège toutes les dispositions du Traité de Westphalie, en ce qui y est porté touchant le libre exercice d'autres Religions que de la Catholique, touchant la Sécularisation des biens d'Eglise, touchant l'exemption en faveur des Puissances Protestantes de la juridiction Ecclesiastique, touchant la création d'un huitième Electorat au profit d'un Prince Protestant & touchant les differents Droits enlevés au Saint Siège
- par

§. VII.

La censure & la confiscation des livres seront faites sans partialité.

Nous ne permettrons ni au Conseil Aulique , ni au Commissaire de la librairie à Francfort sur le Mein de favoriser une partie plus que l'autre (*b*), savoir le premier, en décrétant sur des procès à la dénonciation du Fiscal & l'autre par la censure & confiscation des livres;

§. VIII.

Il ne sera intenté aucun procès à l'occasion des éditions nouvelles des livres symboliques des deux Religions. Défense d'insérer dans les écrits, qui paraîtront, aucuns termes piquants & injurieux contre l'une ou l'autre des deux Religions.

Nous leur permettrons encore moins de laisser venir à procès ou d'écouter le fiscal contre les Constitutions salutaires de l'Empire sur les nouvelles éditions des livres symboliques, que ceux de la Confession d'Augsbourg ont avant ou après la paix de Religion reçu ou pourroient recevoir pour tels; les Catholiques de leur côté jouiront aussi du même droit, tellement que conformément aux constitutions salutaires les deux Partiës éviteront & s'abstiendront de se servir dans les écrits ou livres, qu'Elles mettront à l'avenir au jour, d'aucunes expressions piquantes & injurieuses à l'une ou à l'autre des deux Religions exercées dans l'Empire.

par tous les changements convenus, Ce sont ces Actes & Protestations, que la présente Capitulation rejette & déclare de nulle valeur, parcequ'en effet toutes importantes, que fussent les plaintes formées par les Cours, qui ont protesté, cette importance n'avoit rien de comparable aux effets d'une pacification, qui à tout à coup arrêté les progrès ultérieurs des maux, dont toute la Chrétieneté se voioit menacée.

b) Les difficultés, qui se sont élevées il y a peu d'années entre le Commissaire de la Librairie & le Corps des Libraires de Francfort, intéressent assez le Commerce & le Public pour que l'Empereur y mette ordre par un Règlement perpétuel.

ART. III.

ARTICLE III.

§. I.

Nous devons & voulons aussi avoir en tout tems ^{L'Empereur promet d'avoir pour les Electeurs des considerations particulieres,} pour les Electeurs du Saint Empire Romain comme les membres les plus distingués & les Colonnes capitales d'iceluy une haute & particuliere consideration,

§. II.

Leur donner, comme nous avons fait actuellement ^{De leur donner le titre de Révérendissimes & Sérénissimes.} dans le préambule de cette nôtre Capitulation, ainsi de même à l'avenir, le titre de Révérendissimes & respectivement de Sérénissimes (a), ce que nous continuerons de faire.

§. III.

a) Les Titres, que les Empereurs donnoient autres fois aux Electeurs, étoient assez simples, les Ecclésiastiques se contentans de celui de *Vénérables* & les Séculiers d'*illustres* ou *Hauts nés*; dans la suite les premiers furent appelés *très-Révérends* & les autres *Votre Sérénité*, mais l'ambition ayant aussi porté des Personnes de moindre qualité à s'arroger ces mêmes Titres, & les Electeurs prétendans d'ailleurs, les uns marcher immédiatement après les Rois & les autres aller tout au moins de pair avec les Cardinaux, mécontents du cérémonial, qui s'observoit à leur égard à la Cour Impériale, ont si longtems persisté dans leurs instances & tentatives, qu'ils ont enfin obtenu la qualification, dont ils se sont ici stipulé la confirmation. ^{Titres, que l'Empereur donne aux Electeurs & aux Princes de l'Empire.}

Pendant la dernière Diète d'élection les Princes des anciennes Maisons, qui ne croient pas qu'entre Eux & les Electeurs il doive être fait une grande distinction, ont présenté au Col-

L

lége

§. III.

De les con-
sulser dans les
affaires impor-
tantes de l'Em-
pire.

Comme aussi de Nous servir suivant la teneur de la Bulle d'or & sans préjudice au traité de paix de leurs Conseils, avis & résolutions dans les affaires importantes, qui concernent l'Empire, en quoy Nous n'entreprendrons rien sans Eux (b) ;

§. IV.

De les main-
tenir dans
leurs préro-
gatives.

Nous les maintiendrons en leur dignité Electorale dûment acquise & en leurs droits particuliers, Grandeurs, Prééminences & prérogatives (c) ;

§. V.

lège Electoral leur Mémoire, par lequel ils demandent, qu'au lieu que jusqu'ici la Chancellerie Impériale parlant au nom de l'Empereur n'a donné aux Princes Ecclésiastiques que le Titre d'honorables, & aux Séculiers celui de *Sérins* (*Durchlauchtig*) & *Haut nés*, ils soient dorénavant qualifiés sçavoir les premiers de *Revérends* & les seconds de *Sérins*, sans y ajouter le Titre de *Hauts nés*, qui selon Eux déroge au précédent. Leur Principal exposé est, que quoique, eû égard à l'ancienneté ils pourroient prétendre une Epithète égale à celle des Electeurs, néanmoins ils veuillent bien se contenter du positif en laissant aux Electeurs le superlatif. Jusqu'ici il n'a point encore été fait Droit sur leur demande ; mais peut-être la reporteront ils à la Diète présente. Lorsque l'Empereur rescrit à un Cardinal de la Nation Allemande, le haut de la Lettre porte: *Reverend Pere en Dieu*, cher *Amy & Prince*. A un Archevêque: *Reverend Prince*, *Ainé & Devot* ; à un Evêque: *Honorable* &c. . . .

b) Ce passage ne faisant aucune mention des autres Etats leur donne une exclusion tacite.

c) Les Droits, qui appartiennent avec égalité à chacun & à tous les

DE L'EMPEREUR CHARLES VII 55

les Electeurs en particulier & en commun, peuvent se réduire aux points suivants;

I. Partout soit aux Diètes de l'Empire, soit en d'autres Assemblées ils forment un Corps ou Collège séparé & distingué des autres;

II. Il dépend d'Eux de s'assembler, quand ils le jugent à propos.

III. Ils élisent seuls & par droit indépendant les Empereurs & Rois des Romains.

IV. Ils peuvent entre Eux, ou de concert avec l'Empereur, délibérer sur les matières, qui intéressent l'Empire; d'autres ajoutent (mais non sans avoir beaucoup de Contradicteurs) qu'ils ont droit de prononcer définitivement sur les cas, qui ne sont pas de grande importance.

V. Ils sont en bien des cas comparés aux têtes couronnées, & les Rois & les Républiques les qualifient de *Sérénité* & d'*Altesse*. Leurs Ambassadeurs sont traités d'*Excellences* & l'on a vu quelques fois les Empereurs leur faire les mêmes honneurs qu'aux Ambassadeurs Roiaux, leur accorder les mêmes franchises & leur permettre également de se couvrir ou de s'asseoir devant leur Majesté.

VI. Ils ont chacun le Droit de présenter deux Assesseurs à la Chambre Impériale.

VII. Dans les Députations ordinaires de l'Empire ils forment (suivant le sentiment de plusieurs Publicistes) un Collège entier & séparé, ce qui cependant ne leur est point accordé par les Princes & Etats, qui prétendent, que tous les Députés quelque ils soient ne doivent & ne peuvent former qu'un même Corps, une même Assemblée.

VIII. Ils sont les seuls, que l'Empereur soit tenu de consulter,

ter, lorsqu'il convoque les Diètes, ou qu'il s'agit d'un cas important & intéressant tout l'Empire.

IX. Ils occupent toujours dans les Comices les places les plus distinguées.

X. Dans les Actes de l'Empire il leur est donné nombre de Titres, qui approchent de la Majesté.

XI. Ils ne cèdent le pas ni aux Cardinaux (ce que Ceux-ci néanmoins leur disputent) ni aux Archiducs, ni aux Ambassadeurs des têtes couronnées.

XII. Ils ont tous Droit de battre monnaie.

XIII. Ils ne payent rien (si ce n'est par pure générosité) pour les Indults, reprises de Fiefs, investitures & Diplomes de Confirmation de leurs Privilèges.

XIV. Ils ont dans la Cour de l'Empereur, ou lorsqu'ils mangent dans la même Sale que lui, la Prérrogative d'être séparément sous des Dais, ou Baldachins, cependant de quelques gradins moins élevés, honneur qu'on ne fait pas aux autres Princes, qui d'ailleurs sont tous placés à la même table.

XV. Ils ont contre les dispositions ordinaires du Droit féodal le pouvoir d'acheter des Fiefs, ou d'en acquérir soit à titre de donation, soit à titre d'engagement, comme aussi de retirer les terres de l'Empire, qui ont été cidevant engagées, pourvu néanmoins que ce retrait ne soit point contraire à la disposition du traité de Westphalie.

XVI. Les appels des jugements, que rendent les Souverains Tribunaux par Eux établis, ne sont point recevables ailleurs, & leurs sujets ne peuvent être traduits pardevant d'autres justices.

L'Electeur de Trèves est celui, qui se prévaut le moins de ce droit & permet les appels à la Chambre imperiale de Wetzlar.

L'on

§. V.

Nous maintiendrons aussi & soutiendrons l'Electo- *De mainte-*
 tat de Brunsvic-Lunebourg introduit du consentement de *nir l'Electo-*
 tous les Electeurs, Princes & Etats, & au surplus nous *de Brunsvic-*
 porterons nos soins aussitôt après nôtre avènement à nô- *Lunebourg.*
 tre Gouvernement Impérial, & Nous nous emploierons
 dans l'assemblée de l'Empire pour pourvoir cet Electeur
 d'un Archi-Office convenable & bien séant (d).

§. VI.

L'on passe icy sous silence tous les autres droits spécifiés ci-
 dessus p. 60. qui ne sont point des attributs de la dignité Electro-
 rale, mais de la supériorité territoriale.

d) Lorsque le Neuvieme Electorat fut créé en faveur de Brunsvic- *Difficulté*
 Lunebourg, & que cette Maison fut admise au Collège Electro- *touchant la*
 ral, on ne regarda pas comme chose bien essentielle de terminer *création d'un*
 en même tems l'affaire d'un Archi-Office; ce ne fut qu'après *Archi-Office*
 cette admission, qu'on y songea, mais tous les plans, qui en *pour Hanno-*
 furent formés, trouverent des obstacles, tellement qu'au cou-
 ronnement de Charles VI. l'Electeur de Hanovre n'eut eu
 aucun grand Office à exercer; si la proscription de l'Electeur
 de Baviere mis alors (quoiqu'injustement) au ban de l'Empire
 ne luy en eut fourni un; Car l'Electeur Palatin investis par l'Em-
 pereur Joseph de l'Office d'Archi-Pannetier en ayant fait les
 fonctions laissa par conséquent celui de Grand Thésorier va-
 cant, dont l'Electeur de Hanovre profitta; mais comme la
 Maison de Baviere restituée par la paix de Rastatt en tous ses
 Honneurs & dignités est rentrée en possession de son Office,
 l'Electeur Palatin a été en droit de reprendre le sien; cependant
 au dernier couronnement S. M. L. en qualité d'Electeur de Ba-
 viere a bien voulu moyennant des reversales *de non prejudicando*
 permettre, que Palatin exerça encore l'Archi-Office de Grand-
 Pannetier, ce qui a fait que Hanovre a repris celui de Grand-

§. VI.

*De confirmer
l'ancienne u-
nion convenue
entre les Ele-
cteurs, dont les
terres sont aux
environs du
Rhin.*

Nous approuvons & confirmons aussi de nôtre part l'Alliance, ou union commune & particulière des Electeurs dite l'union du Rhin, d'autant plus qu'elle a été prudemment dressée avec le consentement & approbation des Empereurs nos Prédécesseurs (^e); approuvons & confirmons pareillement tout ce, dont au surplus Messieurs les Electeurs en Général pourroient entre Eux convenir & trouver bon,

§. VII.

Thréforier ; mais aujourd'hui les choses retournent à leur premier point, & il s'agit derechef d'imaginer un office, qui convienne à Hannovre. Celui d'Archi Ecuyer, de Grand Maître d'Ecurie n'agrée point à ceux des Electeurs, qui croient, que cette fonction entre dans la leur, & la création d'une Charge de Grand-porte-banniere trouve des oppositions de la part du Duc de Wurtemberg, qui prétend en être revêtu à titre de fief ancien. La suite des tems nous apprendra les Mesures, qui seront prises pour contenter les uns & ne point desobliger les autres. L'expédient n'en est pas difficile,

*Précis des an-
ciennes unions
convenues en-
tre les Ele-
cteurs.*

- e) En 1438. tems auquel les dissensions, qui régnoient entre le Pape Eugene IV. & le Concile de Bâle, avoient répandu un désordre général dans toute l'Allemagne, les Electeurs, à l'exception de celui de Bohême, firent une alliance, par laquelle ils convinrent 1. de se défendre mutuellement, au cas que l'un ou l'autre vint à être attaqué; 2. de travailler autant qu'il seroit en leur pouvoir à détourner le schisme, qui commençoit à prendre racine dans l'Eglise chrétienne; 3. à rétablir la sûreté des chemins & des Campagnes; 4. à s'unir à ceux des Princes chrétiens, qui persisteroient dans la véritable foy Catholique.

En 1519. s'étant agi d'élire un Empereur, les trois Electeurs Ecclé-

§. VII.

Toutes fois sans préjudice du traité de paix, des autres Constitutions de l'Empire & des droits, prééminences & privilèges acquis aux Princes & Etats, y compris la Noblesse immédiate de l'Empire ;

Et ce néanmoins sans déroger aux traités de paix, aux Constitutions de l'Empire & aux privilèges légitimement acquis par les uns ou par les autres ;

§. VIII.

Ecclésiastiques & l'Electeur Palatin craignant, que cette élection n'occasionna des Troubles & Divisions s'unirent pour les prévenir & pour en tout cas ne rien faire entre Eux que de commun accord.

En 1521. ces mêmes Electeurs firent une alliance nouvelle tant pour empêcher, qu'il ne s'introduisit aucun schisme en Empire, que pour leur défense mutuelle contre tous Etrangers (Sa Sainteté le Pape & l'Empereur en exceptés) & pour terminer à l'amiable tous les différends, qui surviendroient entre Eux, comme aussi pour tenir de fréquentes assemblées, auxquelles en cas d'empêchement légitime ils pourroient envoyer leurs Ministres & dans lesquelles il seroit tant sur leurs propres affaires, que sur celles de l'Empire pris une résolution décisive, dont aucun d'Eux n'oseroit plus se départir. Cette alliance n'étoit que personnelle & n'obligeoit point les Héritiers, puisqu'il y est porté, que si l'un des Seigneurs Contractants venoit à mourir, son Successeur seroit invité par les autres à y accéder & qu'au cas qu'il ne le voullut point, l'alliance n'en subsisteroit pas moins entre les autres ; Cependant nonobstant la personnalité des engagements portés par ces traités, & quoique les raisons, qui alors y ont donné lieu, ne subsistent plus aujourd'hui, les Electeurs ont soin de les faire confirmer dans toutes les Capitulations, en quoy vraisemblablement ils n'ont d'autres vues que de fortifier par là le droit, qu'ils ont de toute ancienneté, de contracter des alliances & de se donner du secours mutuel, aucas qu'ils soient attaqués en leurs possessions, honneurs & dignités.

§. VIII.

Et d'autant qu'il est aussi de notre obligation & que
De se faire incessamment couronner & d'inviter les Electeurs à son Couronnement
 Nous promettons par ces présentes de recevoir incessamment la Couronne Roiale des Romains, Nous devons & voulons y faire tout ce qui doit être observé à ce sujet & inviter les Electeurs à ce Couronnement pour y exercer leurs offices (f).

§. IX.

Précis de la cérémonie observée lors du Couronnement des Empereurs.

f) Lorsque le jour du Couronnement, dont l'Empereur convient avec les Electeurs, est arrivé, que les Députés des Magistrats d'Aix & de Nuremberg ont apporté les ornements impériaux, dont ces Villes sont dépositaires, que les Electeurs Ecclesiastiques, les Evêques & les Prélats officiants, se sont les premiers rendus à l'Eglise, le nouvel Elu Empereur s'y rend aussi en habit de cérémonie accompagné des Electeurs séculiers, ou de leurs Ambassadeurs, qui chacun selon leurs offices portent partie de ces ornements, l'Electeur, qui doit faire le couronnement, & le reste du clergé vont recevoir Sa Majesté à la porte de l'Eglise. Dès que Sa Majesté est entrée la Musique commence & l'on célèbre une Grand-Messe, pendant laquelle l'archevêque consacrant couronne l'Empereur en faisant toutes les prières, les demandes & les cérémonies portées dans le formulaire ordinaire. Après le *Te Deum*, l'Empereur se transporte sur l'Hotel de Ville, ou on lui prépare un grand repas, avant & pendant lequel les Electeurs séculiers, ou leurs Vicaires font les fonctions attachées à leurs archi-offices, savoir Bohême la fonction d'Archi-Echançon, Baviere d'Archi-Pannetier, Saxe d'Archi-Marechal, Brandebourg d'Archi-Chambellan, Palatin d'Archi-Thrésorier.

Nous abregeons sur bien d'autres particularités, qui toutes ont été exactement détaillées dans les dernières relations, que

§. IX.

Confirmons pareillement par ces présentes ce qui a été terminé & arrêté à l'amiable entre les deux Electeurs

*De confirmer
la transaction
convenue entre
les Electeurs
de Mayence &
de Cologne au
sujet du Couronnement ;*

que l'on vient de donner au public touchant l'entrée de S. M. L. à Francfort, ainsi que touchant son Couronnement & celui de S. M. l'Impératrice aujourd'hui Régnante. Tout ce que comme témoin oculaire Nous dirons sur ce qui s'est passé en cette occasion est, qu'il n'est guère possible de rien voir de plus magnifique ni de plus pompeux. la satisfaction de tous les Grands, l'affluence, les cris & les excès de joye des Peuples n'est point ce qu'il y a eu de moins remarquable. Les Vicaires des Electeurs sont *de Boheme* les Comtes d'Althan, *de Baviere* la Maison de Truchses-Waltbourg, *de Saxe* le Comte de Pappenheim, *de Brandebourg* le Comte de Hohenzollern, & *de l'Electeur Palatin* le Comte de Sintzendorff; Quelques historiens disent qu'en créant le Neuvieme Electorat en faveur du Duc de Hannovre on luy avoit donné pour Vicaire le Comte de Strattmann pour exercer en son absence la Charge d'Archiportebanniere de l'Empire, mais ce projet n'a pas eu lieu.

Au dernier Couronnement le Comte de Truchses n'y a fait aucun office, parceque Baviere avoit cédé ses droits à Palatin, mais sans préjudice,

Ces Vicaires sont des Officiers héréditaires de l'Empire, tellement qu'il ne dépend pas des Electeurs de conférer leurs fonctions à d'autres. Au reste si ces charges sont honorables, elles sont en même tems couteuses & peu lucratives, particulièrement celle du Comte de Pappenheim, qui outre les dépenses, qu'il est obligé de faire pendant la Diète d'élection pour figurer convenablement à son rang, est chargé d'un détail extrêmement pénible.

Pour ce qui est de l'Empereur ses Principaux grands Officiers

M

de Mayence & de Cologne à l'égard des différents nûs entre Eux au sujet du Couronnement (§) ;

§. X.

ciers sont l'Abbé de Fulde comme Archi-Chancelier & celui de Kempten comme Archi-Maréchal. En dernier lieu l'Abé de Fulde a prétendu avoir droit de porter la main à la Couronne, lorsque l'Archevêque consacrant la mettroit pour la première fois sur la tête de l'Imperatrice ; l'Electeur de Cologne s'y est opposé, de façon qu'il a fallu, que l'Abbé céda ; mais en même tems il s'est réservé ses droits & on l'a flatté qu'avant que pareille occasion arriva on termineroit cette affaire une fois pour toujours. Quant aux actes possessoires il en a pour & contre luy, & pour ce qui est du diplôme donné à ses Prédécesseurs par l'Empereur Charles IV. il y est porté : *ut diadema, coronamque pro more deponat, manumque teneat, & rursus eandem vertici reddat.* Savoir si l'on doit donner à ce privilège un sens strict, ou un sens étendu ?

Convention
entre les Ele-
cteurs de May-
ence & de Colog-
ne au sujet du
droit de Cour-
onner les Em-
pereurs.

g) Comme la Bulle d'or porte, que le Couronnement des Empe-
reurs doit être fait à Aix Ville Imperiale du Diocèse de
Cologne, l'Electeur de Cologne en qualité d'Archevêque
du lieu s'est cru en droit de le faire seul. Lorsqu'ensuite contre
la teneur de cette Bulle les Couronnements ont été faits ailleurs
(cas auquel on donne des reversales aux Magistrats d'Aix) l'Ele-
cteur de Mayence se fondant sur des anciens actes possessoires a
prétendu devoir s'en acquitter, ajoutant que le droit de l'Ele-
cteur de Cologne étoit limité à Aix & autres Villes de son Dio-
cèse ; après beaucoup d'écrits respectifs cette contestation a été
terminée par une transaction en date du 25. Juin 1657. laquelle
porte, que lorsqu'il seroit procédé au Couronnement dans l'un
ou l'autre des deux Diocèses, ce seroit celui, dans le Diocèse
Archi-Episcopal duquel cette cérémonie se passeroit, qui auroit
droit de couronner exclusivement à l'autre, mais que hors de
ces deux Diocèses les deux Electeurs couronneroient alternati-
vement.

Suivant

§. X.

Nous devons & voulons aussi conserver aux Electeurs, à leurs Successeurs & Héritiers leur droit de libre élection selon la teneur de la Bulle d'or;

*De ne point
toucher au
droit de libre
élection com-
pétant aux
Electeurs;*

§. XI.

Et comme de la part des Princes il a été traité à Ratisbonne de l'élection d'un Roi des Romains du vivant d'un Empereur des Romains élu & Régnant aux termes de l'Art. VIII. de l'instrument de paix & convenu entre Eux, que les Electeurs ne passeroient pas facilement à l'élection d'un Roi des Romains, si ce n'est au cas que l'Empereur des Romains élu & régnant ou se fût rendu hors de l'Empire Romain & qu'il voulût s'y arrêter le reste de ses jours ou longtemps, ou bien qu'il ne fût plus en état de tenir les Rênes du Gouvernement par rapport à son grand âge ou à une indisposition continuelle, ou que d'ailleurs une autre grande nécessité, dont dépendroit la conservation & le salut du Saint Empire Romain, requît, qu'on procéda à l'élection d'un Roi des Romains encore du vivant de l'Empereur Régnant & que dans les uns comme dans les autres desdits cas, comme aussi lors de ladite nécessité il dut

*Confirmation
de ce qui à l'oc-
casion de l'Ele-
ction d'un Roi
des Romains
du vivant de
l'Empereur a
été convenu à
Ratisbonne par
le Collège Ele-
ctoral & celui
des Princes,*

Suivant les termes de cette convention c'eut été à l'Electeur de Mayence à faire le dernier couronnement, parceque Francfort est de son Diocèse, mais il a bien voulu se déporter de ce droit pour en céder l'honneur à l'Electeur de Cologne, qui a eu la satisfaction de couronner son propre frère, événement dont l'Histoire ne nous fournit point d'exemple.

dut être passé à l'élection d'un Roi des Romains par les Electeurs (du consentement de l'Empereur des Romains Regnant ou sans son consentement, supposé que sans en avoir des raisons importantes il refusa de le donner, quoique de ce prié) & y être par Eux procédé avec une entière liberté & sans aucun empêchement conformément à la Bulle d'or & suivant que l'office, qu'ils tiennent du saint Empire, le demande & que leur devoir l'exige ; ainsi Nous devons & voulons agréer le résultat, que les Electeurs & les Princes ont agréé entre Eux, comme Nous l'agréons par ces présentes promettant de nous y conformer & régler (b).

§. XII.

*Définition
de prérogati-
ves du Roi des
Romains.*

b) Le Roi des Romains, dont parle le présent paragraphe, est celui, que les Electeurs élisent du vivant de l'Empereur Regnant pour, sans qu'il soit besoin d'élection nouvelle ni d'aucune confirmation, prendre aussitôt après le décès de l'Empereur les Rênes du Gouvernement, même aussi de son vivant en cas d'absence, d'impuissance, ou de résignation soit forcée soit volontaire ; de façon qu'un Roi des Romains, s'il survit l'Empereur, est son successeur certain après sa mort, & pendant sa vie il en est ou le Vicaire unique & universel, ou le Regent actuel de l'Empire. On lui prescrit une Capitulation, dont après la mort de l'Empereur il promet l'observation par des sermentales & la Cérémonie de son Couronnement se fait à peu près de même que celle du Couronnement de l'Empereur. Il a aussi le même pouvoir, lorsqu'il agit comme son représentant, mais hors de ce cas il est jusqu'à la vacance du trône réduit à de simples titres d'honneur, qui sont celui de Majesté, d'Auguste (d'autres luy donnent comme à l'Empereur le toujours Auguste) il a dans toutes les cérémonies la gauche de l'Empereur, qui le qualifie de Dilection, & l'Aigle éployée qu'il porte dans ses armoiries, n'est qu'à une

sêre.

téte. S'il est Mineur, comme l'étoit l'Empereur Joseph élu à l'âge de 12. ans, il est obligé de promettre, qu'aucas que la Couronne vienne à vaquer avant qu'il ait atteint sa Majorité, les Vicaires de l'Empire exerceront pour luy, néanmoins sous son nom. Dans les affaires personnelles, qu'il pourroit avoir, les uns le rendent sujet à la jurisdiction de l'Empereur, les autres à celle des Etats, & les autres à celle de l'Electeur Palatin, qui autres fois pignoit l'Empereur même. Selon Nous il seroit plus en règle de ne le soumettre qu'à la Chambre Imperiale.

L'on fait une question de politique, savoir s'il convient au bien de l'Empire, qu'on élise un Roi des Romains?

Lorsque Charles V. proposa son Frère Ferdinand pour Roi des Romains la ligue de Smalcalde fit tout son possible pour détourner ce projet; il fut insinué alors, & des Autteurs modernes ont suggéré les mêmes pensées, que les affaires de l'Empire ne pouvoient jamais périlcliter, vñ l'établissement des deux Vicaires, qui aussitôt en prennoient soin; Que la nomination d'un Roi des Romains faisoit tort au pouvoir attribué par la Bulle d'or à ces mêmes Vicaires, & que non seulement Elle gênoit la liberté des élections, mais tendoit aussi à perpétuer la Couronne Impériale dans la même famille, par conséquent à en exclure les autres Maisons, qui pourroient aussi y prétendre.

Ces réflexions ne contiennent que du spécieux, car premièrement c'est mal à propos qu'on interresse les Vicaires de l'Empire, puisque ces mêmes Vicaires sont membres du Collège Electoral, & que par conséquent s'ils concourent Eux mêmes à l'élection d'un Roi des Romains, cela prouve, ou qu'il leur est indifférent d'exercer le Vicariat, ou qu'ils se font un mérite de sacrifier leurs droits au salut de l'Empire.

Secondement l'autorité du Collège Electoral unis est toujours trop au dessus de celle d'un Empereur, pour que ce respectable Corps ait à craindre, qu'on le gêne ou qu'on luy fasse violence. Troisièmement les interregnes deviennent souvent

une source de troubles & de divisions, & le moindre des inconvénients inévitables, qu'ils causent, est l'interruption du cours de la justice, laquelle ne peut que souffrir jusqu'au tems que les affaires litispendantes au Conseil Aulique aient été portées aux Tribunaux des Vicariats ;

En quatrième lieu, puisqu'on ne procède point à ces sortes d'élections sans des motifs pressans & importants, y a-t-il une raison, qui puisse prévaloir à la nécessité, ou au bien & à l'utilité de l'Empire ?

Question s'il peut être procédé à l'élection d'un Roi des Romains sans le consentement de l'Empereur ?

Il semble que cette question soit décidée dans le texte même, que Nous commentons, puisqu'il y est dit, que l'élection se fera du consentement de l'Empereur, *même sans son consentement, au cas que sans en avoir des raisons importantes il fit difficulté de le donner* : cette dernière clause laisse toujours les choses dans l'incertitude, car supposé que l'Empereur refuse de consentir, qui sera le juge compétant pour décider, s'il a des raisons importantes ou non ?

Question si le Collège Electoral, avant de se déterminer à l'élection d'un Roi des Romains, est obligé de requérir l'accession, ou l'avis des autres Etats ?

Cette question est beaucoup plus épineuse que les précédentes & a été fortement débattue lors des négociations du traité de Munster ; comme il ne fut pas possible alors de la terminer à l'amiable, elle fut par ce traité renvoyée aux Comices de l'Empire, mais jusqu'à présent elle y est demeurée indécise.

Les Princes déclarent ne point s'opposer à ce que les Electeurs élisent un Roi des Romains, lorsque cela est trouvé nécessaire ou avantageux à l'Empire, mais ils prétendent devoir être admis à examiner & pèsér avec le Collège Electoral les raisons, qui établissent la nécessité ou les avantages de cette election.

ils

§. XII.

Nous consentons aussi, que conformément à la Bulle d'or, ainsi qu'à l'union des Electeurs fondée sur cette bulle, les Electeurs tiennent dans l'occasion des assemblées suivantes ^{Les Electeurs pourrons, quand bon leur semblera venir des assemblées collegiales,}

ils allèguent pour fonder cette prétention, qu'avant la Bulle d'or la nomination des Successeurs aux Empereurs vivants ne s'est jamais faite que de l'agrément des Princes; Que la Bulle d'or ne faisant aucune mention d'un Roi des Romains à élire du vivant de l'Empereur n'en a par conséquent point donné le droit aux Electeurs; Qu'avant l'élection de Ferdinand premier il avoit été lors du Congrès de Sweinfurt proposé d'adjoindre aux Electeurs six des anciens Princes pour délibérer sur la question préalable, *an conveniat eligere?* Que l'Electeur de Saxe même n'avoit pu se dispenser alors de se déclarer en faveur des Princes & ne se seroit point ensuite accommodé avec Ferdinand, si ce Roi ne se fut obligé par la transaction de faire régler cette affaire; Que comme le traité de Munster renvoyoit cette discussion à la Diète générale, cela marque assez que les actes possessoires antérieurement exercés par les Electeurs sans le concours des Etats n'ont été mis en aucune considération, & que ce qui s'est postérieurement fait ne sçauroit préjudicier à ce renvoi.

Jusqu'ici ces représentations ne paroissent pas avoir fait beaucoup d'impression sur le Collège Electoral, qui n'élit pas moins de sa pure autorité, quand les circonstances le demandent; en effet puisque du vivant de l'Empereur un Roi des Romains n'exerce sur les Etats aucun pouvoir, à moins que l'Empereur ne lui ait abandonné le sien, qu'importe-t-il aux Etats, qu'au même instant que la couronne devient vacante l'Empereur soit déjà élu, ou qu'il soit encore à élire, & ne leur doit il pas être indifférent, que le Roi des Romains monte sur le trône à titre d'élection nouvelle, ou à titre d'une survivance assurée par l'Election passée?

vant l'état & la situation des affaires du saint Empire pour leurs nécessités & lorsqu'ils auront des griefs à débattre, afin d'y délibérer & consulter entre Eux, ce que Nous ne voulons empêcher ni les y troubler ou leur en témoigner aucune indignation, ou mécontentement ni envers tous en Général, ni envers un chacun en particulier;

§. XIII.

*Sans que l'Em-
pereur puisse
prétendre y
envoyer ses
Commissaires
malgré Eux;*

Nous n'exigerons pas non plus que ces sortes de délibérations particulières se fassent avec nôtre participation, ou sous nôtre autorité, ni que nos Ambassadeurs y soient aisément admis, mais voulons & devons quant à ce & à d'autres points nous conformer de bonne grace & sans la moindre difficulté aux dispositions de la Bulle d'or.

§. XIV.

*Il laissera les
Electeurs dans
leur droit de
libre élection
& dans le pou-
voir de tenir
des Conseils
particuliers sur
affaires con-
cernant l'Em-
pire.*

Nous voulons aussi, comme dit est ci-dessus, laisser en tout tems tranquillement & n'inquieter en façon quelconque lesdits Electeurs en leur droit de libre élection à Eux acquis d'ancienneté & ainsi qu'il est porté par la Bulle d'or, par leurs vieux droits & par d'autres loix ou libentés; nous les laisserons aussi dans leurs droits de tenir des Conseils particuliers en affaires concernant le saint Empire Romain; mais s'il arrivoit que quelqu'un chercha ou entreprit quelque chose au contraire, ou que les Electeurs souffrissent la moindre contrainte, ce qui cependant ne doit être en aucune façon, le tout sera nul.

§. XV.

§. XV.

Voullons pareillemnt conserver , fans y porter la moindre atteinte, les Vicaires de l'Empire en leurs anciens droits fondés sur la Bulle d'or & sur l'usage constant, ou ils sont d'exercer le Gouvernement de l'Empire non seulement après le décès d'un Empereur ou Roi des Romains, mais aussi pendant sa longue absence hors de l'Empire, ou bien quand par d'autres circonstances il est empêché de tenir luy même les rênes du Gouvernement ; Nous ne permettrons pas non plus , que leurs Vicariats & les droits , qui en dépendent , soient contestés , combattus & restraints par qui que ce soit ;

*Il ne touche-
ra point aux
droits , qu'ont
les Vicaires de
l'Empire d'ad-
ministrer
l'Empire pen-
dant l'inter-
règne ou en
d'autres cas.*

§. XVI.

Et comme selon la teneur de la Bulle d'or les Vicaires de l'Empire ont le pouvoir de décider les différens, qui se présentent en Empire , ainsi ce droit doit non seulement ne point être restraints à des cas nouveaux, ou aux affaires , qui souffriroient par le retard , ou aux cas où il s'agiroit de détourner les troubles & les voies de fait, mais il doit encoré s'étendre à continuer devant le Tribunal du Vicariat les pièces & affaires de justice , qui pendoient auparavant au Conseil Aulique de l'Empereur & de l'Empire, à l'effet dequoy les actes originaux concernant les affaires précédemment agitées pardevant ledit Conseil Aulique, & qui se trouveront dans la Chancellerie de l'Empire, seront remis sans refus au Tribunal du Vicariat sur l'ordon-

*Les Vicaires
de l'Empire ont
droit de connoi-
tre nonseule-
ment des affai-
res & conse-
rations nou-
velles, mais
aussi de celles,
qui étoient déjà
lispendantes
au Conseil Im-
perial Aulique
avant que le
Vicariat fit ses
fonctions, à
l'effet dequoy
la Chancellerie
de l'Empire
leur délivrera
toutes les pièces
& procédures.*

N

nance,

nance , qu'en délivrera à la requisition des Vicariats & aux frais des Partiës l'Electeur de Mayence comme Archi-Chancelier de l'Empire , en remettant parcontre un *recepisse* avec promesse de restituer ces mêmes actes aux archives de l'Empire aussitôt que l'interregne aura cessé.

§. XVII.

Par contre & lorsque le nouvel Empereur aura été élu, ils luy feront remettre, ou aux archives de l'Empire tous les actes concernant les affaires, qui auront été portées pardevant Eux pendant l'interregne.

Les Vicariats de l'Empire seront parcontre tenus & ne doivent nullement négliger aussitôt après l'interregne fini ou au plûtard dans l'espace de six mois d'envoyer chaque fois à l'Empereur nouvellement élu les actes des affaires traitées devant Eux pour être iceux dûment remis à la Chancellerie de l'Empire par l'Electeur de Mayence comme Archi-Chancelier , ou en sa place par le Vice-Chancelier Aulique de l'Empire en exercice , afin que par ce moyen les archives de l'Empire soient, comme il est nécessaire, remises en leur entier (1);

§. XVIII.

Défini-tion & droit des Vicaires de l'Empire.

- i) Les Vicaires de l'Empire constitués, ou pour mieux dire, confirmés par la Bulle d'or sont Ceux, qui pendant les Interrègnes font chacun dans son district la fonction de Régents , & qui à l'exception de certains cas exercent la même autorité qu'exerceroit l'Empereur, s'il étoit vivant. Le Vicariat Palatin s'étend sur les Cercles, Terres & Pays sujets au droit de Franconie , qui sont Franconie, Suabe, Haut- & Bas-Rhin. La Bavière & l'Autriche n'y sont plus comprises. Le Vicariat de Saxe, qui comprend les Cercles de la haute & basse Saxe, ainsi que celui de Westphalie, s'étend sur toute la Saxe tant inférieure, que supérieure, sur la marche, la Westphalie, la Frise Orientale, la Thuringe, la Misnie, la Poméranie, le Holstein, la Lusace &

& la Moravie. Nous ne sçavons surquoi fondés quelques Auteurs (sans faire une certaine distinction) y ajoutent aussi la Bohême.

En matiere de justice, aussitôt que l'Empereur est décédé, le Conseil Aulique se ferme, & les Vicaires, autrement appelés Provisseurs, font chacun dans leur district publier un Edit, par lequel ils notifient, qu'ils vont exercer la Jurisdiction Vicariale. Chaque Vicaire établit alors un Conseil, que l'on nomme la Régence du Vicariat, & qui exerce les droits du Conseil Aulique, dont les Vicaires se font remettre les actes des procédures commencées pour terminer, si faire se peut, les procès, qui y étoient litispendants. Il n'en est pas de la Chambre Impériale, comme du Conseil Aulique. Cette Chambre continue toujours ses fonctions ordinaires, à cela près qu'Elle rend ses jugemens sous le nom des deux Vicaires, & que les expéditions, qui en sortent, sont scellées de leurs sceaux. L'on a vu dans le commencement du Siècle passé l'Electeur Palatin prétendre exercer seul son autorité dans la Chambre Impériale, parcequ'alors cette Chambre étoit située à Spire, qui est du district Palatin, cependant il s'est enfin rendu, & par transaction de l'an 1612. il a été convenu, qu'il exerceroit sur ce Tribunal le pouvoir Vicarial en commun & par indivis avec Saxe.

En matiere de Collectes les Vicaires les perçoivent, ainsi que les revenus & deniers publics pour les employer aux différents besoins de l'Empire; ils en rendent ensuite compte au nouvel Empereur, ce qui n'est pas un grand travail, leurs régîtres ne se trouvant point ordinairement chargés de beaucoup d'Articles de recette.

Droits de jurisdiction des Vicaires de l'Empire.

En matieres, qu'on peut appeller gracieuses, ils ont le pouvoir de donner l'investiture des Fiefs de l'Empire, à l'exception de ceux dits *Fahnleben* Fiefs d'étendarts, parmi lesquels les Comtes des anciennes Maisons de l'Empire prétendent que les fiefs, qu'ils possèdent, doivent être compris; c'est pourquoi lorsqu'en dernier lieu ils ont été cités par la Régence du

Vicariat séant à Augsbourg pour faire leur reprise, ils n'ont voulu y comparoitre & ont formé des plaintes; touchant lesquelles il conviendrait, qu'on fit un règlement. Les Vicaires reçoivent des vassaux de l'Empire le serment de fidélité; ils créent des Nobles, ils légitiment des Bâtards, ils accordent des Privilèges, &c. . . . Ils peuvent du consentement des Electeurs convoquer des Diètes, ou les proroger, ils présentent (c'est la Bulle d'or, qui le dit) aux bénéfices Ecclésiastiques &c. . . . dès qu'un Empereur est élu, ou qu'il est de retour en Empire leur pouvoir finit, & ils rendent à la Chancellerie de l'Empire, comme dit est dans le texte de cette Capitulation, tous les actes, qui leur ont été confiés, ou qui ont été faits pendant l'interregne.

Quant aux fiefs de l'Empire en Italie, quoique ci-devant le Vicariat ait passé tantôt à une Maison, tantôt à l'autre, suivant que la politique des Empereurs les portoit à faire ces changements, il est aujourd'hui décidé, que ce droit appartient aux Ducs de Savoye exclusivement à tous autres, mais avec moins d'étendue, que les Vicaires de l'Empire ne l'exercent en Allemagne.

Une thèse, qui partage extrêmement le sentiment des Publicistes, est celle, qui concerne la disposition des bénéfices Ecclésiastiques. Les uns restreignent ce droit aux bénéfices, dont les Empereurs sont Patrons & qui viennent à vaquer pendant l'interregne, mais ils oublient de joindre à leurs écrits la liste de ces patronages; d'autres l'étendent aux premières prières, & se subdivisent encore. Les uns attribuent aux Vicaires les premières prières sur tous les Chapitres indistinctement; les autres les restreignent aux Prébendes, qui deviennent vacantes pendant le Vicariat, & en effet nous avons dans ce dernier cas des exemples, qui prouvent que certains Chapitres ont admis les précises; mais savoir si c'étoit par obligation, ou par pure considération. Quant à Nous Nous ne pouvons que persister pour ce qui est de cette question dans le jugement, que Nous en avons porté ci-devant *quest. 3. de la pag. 7.*

Que-

Question si un Empereur, ou pour cause d'absence, ou pour cause d'infirmité & autres motifs, qui le portent à se décharger pour un certain tems du fardeau du Gouvernement, peut nommer d'autres Vicaires, que ceux établis par la Bulle d'or?

L'histoire nous apprend, qu'avant la Bulle d'or ces nominations étoient fréquentes; mais elles ne font aucune preuve, parceque ce n'est que postérieurement que le pouvoir Vicarial a été assuré aux Electeurs Palatin & Saxon; depuis 1352. Pon à vu Charles IV. quoiqu'Auteur de cette Bulle, nommer Vicaires de l'Empire Wenceslas son Frère Duc de Luxembourg & Prémislas Duc de Teschen. Wenceslas lui même établit à son tour des nouveaux Vicaires, mais comme il abusoit de son pouvoir les Electeurs décidèrent, que le droit d'élire de semblables Vicaires n'appartenoit pas à l'Empereur, mais aux Electeurs de l'Empire, décision cependant qui est demeuré jusqu'ici sans force n'ayant jamais eu son exécution. En 1401. l'Empereur Rupert établit Louis le Barbu son fils Vicaire de l'Empire. En 1418. l'Empereur Sigismond donna à Frideric Burgrave de Nuremberg le titre de Vicaire avec un plein pouvoir dans l'Empire, & peu après il donna la même Commission à Conrad III. Archevêque de Mayence. En 1507. Maximilien I. accorda à Frideric le Sage Electeur de Saxe le droit d'exercer, lorsque l'Empereur seroit absent, le Vicariat général, en lui donnant néanmoins quelques Princes pour adjoints. En 1515. ce même Empereur établit le Roi de Hongrie son Vicaire général & celui de l'Empire. Les Protestations, que les Comtes Palatins du Rhin ont de tems à autre formé contre ces nominations, ont enfin disposé les Empereurs à les confirmer dans l'exercice & dans les fonctions de Vicaires, lorsque le Thrône Imperial seroit vacant, ou l'Empereur absent, & ce conformément à la Bulle d'or; mais comme cette Bulle ne fait mention que du cas, si l'Empire venoit à vaquer, nôtre question demeure toujours en son entier. Nous estimons, qu'on doit la décider par les principes de la saine raison, plutôt que par l'interprétation d'une Loi équivoque, ou par l'application de quelques préjugés; or

§. XVIII.

L'affaire concernant la Communauté stipulée entre l'Electeur de Baviere & l'Electeur Palatin au sujet du Vicariat du Rhin sera portée & terminée à la Diète de l'Empire,

Mais comme il s'est présenté des circonstances, que Personne n'ignore, tant au sujet du Vicariat du Rhin que de la Communauté stipulée à cet égard entre les Maisons Electorales de Baviere & Palatine, Nous voulons & devons aussitôt après notre avènement au Gouvernement Impérial porter cette affaire à l'assemblée de l'Empire, afin qu'elle y puisse convenablement être terminée (k),

§. XIX.

cette saine raison nous dicte, qu'il ne doit pas dépendre de la volonté, oserions Nous dire, de la faveur ou du Caprice d'un Empereur, de préposer qui bon lui semble aux affaires de l'Empire, tandis que nombre d'événements nous prouvent, que les Electeurs ont toujours eu grand soin de ne confier les rênes du Gouvernement qu'à Ceux, qui leur en ont paru dignes, & l'autorité Vicariale qu'aux Maisons, qui le meritoient par leur état & leurs anciens Privilèges.

Transaction entre la Maison de Baviere & la Maison Palatine au sujet du Vicariat.

k) Ferdinand I. ayant acquis le Royaume de Bohême du Chef de la Reine Anne son Epouse & unique Héritiere de son Frère le Roi Louis mort sans Enfants fit une disposition testamentaire, par laquelle il institua héritiers ses trois Fils Maximilien, Ferdinand & Charles, ainsi que toutes ses Filles, néanmoins avec droit de primogeniture & préférence des Mâles aux filles ; en vertu de ce Testament la Couronne passa à son Petisfils Matthias, avec lequel s'est éteinte la premiere branche, & comme la seconde l'étoit aussi, cette Couronne devoit échoir héréditairement à Ferdinand II. fils de Charles de Styrie; mais les Etats prétendirent, que ce Royaume étoit électif & élurent en 1619. Frederic V. Electeur Palatin. De là s'est élevé une guerre des plus vives, pendant laquelle Ferdinand II. qui en même tems étoit Empereur, fit en 1621. publier des Patentes, en vertu des-

§. XIX.

Desorte que nôtre confirmation & ratification de ce qui a été traité par le Vicariat du Rhin demeurent suspendues jusqu'au résultat comital ci-dessus mentionné;

§. XX.

Mais pour ce qui pendant la vacance & jusqu'au tems que Nous avons juré en Personne la Capitulation & que conséquemment Nous avons commencé à régner a été par

*Jusqu'à quel
tems la confir-
mation des dé-
crets & juge-
ments rendus
par le Tribunal
de ce Vicariat
demeurera sus-
pendue;*

*Tout ce que le
Vicariat de
Saxe a pendant
l'interregne
Statué en ma-
tières conten-
tieuses & gra-
tieuses est con-
firmé & ra-
tifié.*

le
desquelles il mit Frideric au grand ban de l'Empire & le déclara déchu de son Elektorat, ainsi que de la dignité Elektorale & autres.

En 1623. Cet Empereur investit le Duc Maximilien de Baviere de l'Elektorat Palatin, de l'office d'Archi-Pannetier, du Vicariat de l'Empire & de la voix Elektorale.

Cette Guerre de Boheme, pendant laquelle les armes victorieuses de Ferdinand II. rangèrent les Etats à leur devoir, fut suivie des troubles de Religion, qui désolèrent l'Allemagne pendant nombre d'années. Le traité de Westphalie y mit fin & il y fut dit en ce qui concerne les dignités conservées à Baviere.

„ Premièrement quant à ce qui regarde la Maison de Baviere,
„ la dignité Elektorale, que les Electeurs Palatins ont cydevant
„ eue, avec tous les Règles, offices, précédences, armes &
„ droits, quels qu'ils soient appartenants à cette dignité, sans
„ en excepter aucun, comme aussi tout le haut Palatinat &
„ le Comté de Cham avec toutes leurs appartenances, réga-
„ les & droits, demeureront comme par le passé à Maximi-
„ lien Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, à ses En-
„ fants & à toute la ligne Guillelmine, tant qu'il y aura des
„ Mâles.

Et

le Vicariat de l'Empire appartenant à Saxe traité & confère en affaires soit contentieuses, soit gracieuses, Nous devons & voulons agréer, confirmer & ratifier tout ce en la forme la plus invariable & comme il convient & appartient, ainsi qu'en effet nous le confirmons & ratifions.

§. XXI.

Et plus Bas après l'Article, qui crée un huitieme Electorat en faveur de Charles Louis Comte Palatin du Rhin;

„ Secondement que tout le Bas Palatinat avec tous & chacun
 „ les biens Ecclésiastiques & séculiers, droits & appartenan-
 „ ces, dont les Electeurs & Princes Palatins ont joui avant
 „ les troubles de Bohême, comme aussi tous les documents,
 „ régitres & papiers servans à cela luy (*Charles Louis*) se-
 „ ront pleinement rendus.

Au premier interrègne, qui survint après cette disposition cha-
 cun des deux Electeurs de Bavière & Palatin voulut exercer le
 Vicariat, & chacun d'Eux trouva des deffenseurs Zélés de sa
 cause.

Il fut dit pour l'Electeur Palatin, Que longtems avant la
 Bulle d'or les Comtes Palatins avoient été Vicaires tant de l'Em-
 pereur que de l'Empire; de l'Empereur, pendant qu'iceluy fai-
 soit ses voyages d'Italie, ou quelques autres absences; de l'Em-
 pire, pendant les interrègnes;

Que le Vicariat étoit beaucoup plus ancien dans la Maison
 des Comtes Palatins que l'Archi-Office de Grand-Maitre, ou
 Grand-Pannetier, & qu'ainsi il ne pouvoit être censé en faire
 dépendance;

Que dans le Chap. V. de la Bulle d'or il est dit:

„ Deplus toutes les fois, que le St. Empire viendra à vaquer,
 „ l'illustre Comte Palatin du Rhin Archi-Maitre d'Hôtel du
 „ St. Empire Romain sera Proviseur ou Vicaire de l'Empire
 „ dans

„ dans les Partiës du Rhin & de la Svabe & de la juridiction
 „ de Franconie, à cause de la Principauté ou du privilège du
 „ Comte Palatin,

demaniere que comme la qualité de Vicaire est adhérente au territoire, il en suit qu'Elle a repassé avec le territoire aux Comtes Palatins du Rhin;

Que de toute ancienneté le Comte Palatin avoit été le grand & le premier juge de l'Empire & que c'est de là, que le Vicariat a pris son origine;

Que par la paix de Westphalie le Palatinat du Rhin avoit été expressément restitué à l'Electeur Charles Louis avec toutes ses appartenances, dont le Vicariat en faisoit une, & que, quoique dans cette même paix l'Electorat ait été confirmé à Baviere, néanmoins il n'y avoit plus été fait mention du Vicariat;

Les moiens de Baviere étoient au contraire, que conformément aux investitures des années 1623. & 1638. Ferdinand II. avoit conféré à Maximilien de Baviere l'Electorat avec l'Archi-Maitrise, nommément avec le *Vicariat*;

Que par conséquent puisque ces titres de translation de l'Electorat font mention expresse du *Vicariat*, il faudroit, que les titres, en vertu desquels l'on prétend, que le Vicariat a repassé au bas Palatinat, en fissent pareillement mention suivant l'axiome *eo modo res dissolvuntur, quo colligatae sunt*;

Que le Vicariat faisoit partie des offices attachés à l'Electorat, lesquels offices avoient tous indistinctement été confirmés à Baviere, ainsi que l'Article cidesûs transcrit le porte;

Que le traité de Westphalie, en vertu duquel l'Electeur Charles Louis fils de Frideric V. a été restitué dans une partie des domaines de son Père, ne dit absolument aucun mot du *Vicariat*;

Enfin qu'en supposant que jadis le Vicariat eut formé un annexe du territoire Palatin, cela n'empêche, qu'il n'ait pu

en être démembré, d'autant plus que Baviere a conservé le haut Palatinat.

Toute l'Allemagne s'interressoit à voir terminer ces difficultés à l'amiable, surtout entre deux Maisons aussi étroitement unies par les liens du sang, puisqu'Elles descendent de la même souche.

Il y a eu des Médiateurs nommés, des Congrès tenus, des expédients proposés, lesquels étoient, ou d'exercer le Vicariat en commun & par indivis en établissant une Chambre, qui pronça au nom des deux; ou de l'exercer alternativement, c'est à dire Baviere dans un interrègne & Palatin dans l'autre; ou d'alterner dans le même interrègne de mois en mois; ou de partager & diviser les Provinces, dans lesquelles chacun seroit déclaré Vicaire de l'Empire & en feroit séparément les fonctions.

Après qu'on eut souvent, mais inutilement, tenté toutes sortes de voies amiables, l'affaire fut enfin accommodée par transaction du 15 May 1724. entre le feu Electeur de Baviere Maximilien Emanuel, & S. A. E. Pal. aujourd'hui Régnante.

Il fut convenu en ce Traité:

I. Qu'à l'avenir le Vicariat seroit exercé en commun & au nom des deux Maisons.

II. Que Baviere nommeroit le Président & trois Conseillers ou Assesseurs, & Palatin trois autres, dont l'un seroit les fonctions de Chancelier. Ce nombre a ensuite été augmenté de deux autres Jugés.

III. Que tous ces Officiers formeroient un Conseil de Vicariat, lequel n'établirait point son Siège dans la Souveraineté de l'un ou de l'autre, mais dans un lieu tiers ou neutre.

Le surplus de cet Acte ne consiste, qu'en réglemens concernant la procédure.

L'Electeur Palatin tant en son nom qu'en celui de l'Electeur de Baviere en fit part en la même année à l'Empereur défunt, en le priant de vouloir bien y donner son approbation, mais la Cour de Vienne étoit alors occupée d'affaires plus interressantes, tellement que la confirmation demandée y fut oubliée. Cet

accom-

§. XXI.

Etant aussi arrivé depuis quelque tems, que les Ambassadeurs des Puissances, Princes & Républiques Etrangères (ces derniers sous prétexte, que leurs Républiques *Les Ambassadeurs des Têtes légitimement couronnées auront à la vérité le rang & la préséance sur* doi-

accommodement n'avoit point encore paru en public, lorsque Charles VI. vint à fermer les yeux, & il n'y avoit personne, qui ne pensa, que les anciens démêlés entre les Maisons de Bavière & Palatine alloient recommencer, & que l'on verroit l'Interrègne assujettis à bien des confusions; mais tout l'Empire fut agréablement surpris, lorsqu'il vit éclore cet Acte, qui fut d'abord notifié à l'Electeur de Mayence, ainsi qu'à celui de Saxe comme Co-Vicaire. La Régence du Vicariat Palatin ayant été établie à Augsbourg l'on écrivit à tous les Cercles, qui devoient en reconnoître la Jurisdiction, des lettres Circulaires, mais différents Princes formèrent des difficultés sur le fondement que, quoique ce Vicariat fut exercé en commun, néanmoins la transaction faite tendoit à donner aux Pays du droit de Franconie deux Vicaires de l'Empire, ce qui étoit formellement contre la teneur de la Bulle d'or, de façon qu'avant que ces deux Vicaires pussent entrer en fonctions, il falloit faire régler la chose par la Diète de Ratisbonne, faute dequoy tout ce que cette Régence jugeroit & ordonneroit seroit nul & incompétemment rendu. Nous ne proposerons point la question si cette difficulté étoit bien ou mal fondée; la Capitulation la renvoie au Tribunal de l'Europe le plus respectable, qui est l'Assemblée de l'Empire & dont on ne peut attendre qu'une décision équitable & prudente.

Le Vicariat de Saxe n'a point été exposé à de pareils obstacles, & celui de Savoye a également fait ses fonctions avec tranquillité en investissant les Vassaux d'Italie des fiefs relévant de l'Empire, & en prenant connoissance des causes, qui avant l'interrègne étoient portées par appel pardevant S.M. Imp.

les Ambassadeurs de toutes les Républiques étrangères, même sur les Princes en Personne. Il ne sera plus fait aucune distinction entre les Ambassadeurs Electoraux du premier ordre, quand même il y en auroit plus d'un, & on leur fera au reste les mêmes honneurs qu'aux Ambassadeurs des Rois.

doivent être regardées comme égales en dignité aux têtes Couronnées) voulurent prétendre la préseance sur les Ambassadeurs des Electeurs és Cours & Chapelles Imperiales & Roiales (1), Nous ne devons ni ne voulons plus le permettre à l'avenir ; mais si avec les Ambassadeurs des Electeurs se trouvoient ensemble les Ambassadeurs des Rois Etrangers réellement titrés & Couronnés, ou ceux des Veuves Roiales, ou des Mineurs Roiaux (à qui appartient le Gouvernement de l'Etat aussitôt qu'ils ont atteint l'âge requis & qui cependant sont sous la tutèle & curatèle) alors ils pourront & devront précéder les Ambassadeurs des Electeurs, mais ceux ci précéderont les Ambassadeurs des autres Républiques étrangères, même les Princes en Personne indifferemment, & il ne sera plus fait de distinction en nôtre Cour Imperiale & partout ailleurs, dedans l'Empire & hors d'iceluy, entre Eux, c'est à dire les Ambassadeurs du premier ordre des Electeurs, quand même il y en auroit plus d'un, mais il sera fait à tous & à un chacun semblable honneur en tout, comme aux Ambassadeurs des Rois.

§. XXII.

L'Empereur ne permettra point qu'en sa Cour, ou par tout ce puisse être il soit rien fait par les

Nous devons & voulons auresse veiller aussi à ce que les Personnes mêmes des Electeurs soient maintenues dans leurs dignités & dans les prérogatives, qui leur compétent d'an-

1) Cela regarde spécialement les Italiens, qui très attentifs de leur naturel à étudier le Ceremonial avoient ordinairement gagné le pas dans la plûpart des Cours de l'Europe, même fort souvent aussi à la Cour de l'Empereur.

d'ancienneté & que rien de préjudiciable à ces prérogatives, ou rien de nouveau ne soit entrepris, toléré, ou accordé en nôtre Cour Impériale & Roiale, ou quelque autre part que ce puisse être, par les Ambassadeurs des Puissances & Républiques étrangères, ou par d'autres.

*Ambassadeurs
des Régences &
Républiques
étrangères au
préjudice de
la dignité &
des prérogati-
ves des Ele-
cteurs.*

§. XXIII.

Pareillement lors des Couronnements des Empereurs & des Rois des Romains & aux autres solemnités de l'Empire la préférence sera laissée aux Comtes & Seigneurs immédiats de l'Empire, qui y ont Séance & voix, sur les autres Comtes & Seigneurs étrangers ou du Pays, comme aussi sur les Conseillers & Chambellans de l'Empereur, Et ce immédiatement après les Princes devant tous autres, étant juste, puisqu'ils sont en possession d'avoir voix & Séance dans le Conseil des Princes de l'Empire, que la préférence & ce qui en dépend leur soit aussi laissée lors de ces actes solemnels, tout comme ils remplissent leurs places, lorsqu'il est question de délibérations, cottisations & autres charges onéreuses; la même chose sera observée à la Cour Impériale & partout ailleurs;

*Les Comtes &
Chevalliers de
l'Empire se-
ront mainte-
nus dans leurs
rangs lors des
cérémonies so-
lemnelles.*

§. XXIV.

Nous promettons aussi de donner nos ordres, afin que les Vicaires des Electeurs & Ceux, qui font les fonctions de leurs Offices héréditaires, lorsqu'ils se seront rendus en nôtre Cour, soient en tout tems dûment respectés, & principalement toutes & quantes fois que Nous

*Les Officiers
de la Cour Im-
périale n'entre-
prendront
point sur les
fonctions de
ceux, qui tien-
nent à titre*

*de ses Offi-
ces héréditaires
de l'Empire, &
quand même en
l'absence de
ceux cy ils en
feront les
fonctions, ils
leur laisseront
néanmoins les
émoluments de
leurs charges.*

tiendrons nôtre Cour Imperiale aux Diètes de l'Empire, aux Elections, ou à d'autres pareilles assemblées, ou qu'il surviendra des affaires, qui les obligeront de faire les fonctions de leurs Offices, & ne permettrons point, que les Officiers de nôtre Cour entreprennent sur leurs fonctions; & s'il arrivoit qu'à cause de leur absence les Officiers de notre Cour fussent obligés de remplir leurs places, les Vicaires & les Officiers héréditaires des Electeurs ne laisseront pas de jouir des fruits & émoluments de leurs charges sans leur faire de difficultés, tout demême que s'ils en avoient fait les fonctions sans que les Officiers de la Cour puissent s'en emparer; Et au cas que cela fut réellement arrivé nous voulons sur la dénonciation, qui Nous en sera décernée faite, terminer la chose & procurer indemnité à ces Officiers héréditaires (*m*);

§. XXIV.

*Il ne sera porté
aucun empê-
chement à l'Ar-
chi-Marché-
luz de l'Empire
en son Dire-
ctoire touchant
les Taxes & la
police.*

Et attendu que, lorsqu'il est question de dresser le règlement pour la police & les taux aux Assemblées de l'Empire & aux élections, il compéte à l'Office d'Archimarchal d'en avoir la direction & de publier ces règlements en nôtre nom, il ne luy sera point porté d'empêchement en ladite fonction, ni aussi d'ailleurs en ce qui est

m) Il sembleroit, qu'il fut contre l'équité naturelle de conserver les émoluments à celui, qui néglige les devoirs de son office; mais ici cette considération cesse, parceque l'Empereur, qui voit avec plaisir les premiers Officiers de son Palais faire ces fonctions, dispense volontiers les Vicaires & Officiers héréditaires des

est attaché audit Office de l'Empire, par l'Office de nôtre Marechal de Cour ou par d'autres soit sous le prétexte d'une commission Imperiale, soit autrement, & il ne sera rien concédé à son préjudice ; toutes fois aussi le Marechal de nôtre Cour ne fera point troublé dans les fonctions de sa charge dépendante de l'Office d'Archi-Marechal par les Officiers préposés au Gouvernement de Nos Etats ni par d'autres.

des Electeurs de l'obligation de s'en acquitter en Personne, de maniere que l'avantage est réciproque, en ce que d'un côté les Officiers héréditaires des Electeurs évitent par ce moyen les frais, que leur présence à la Cour Impériale pourroit occasionner & d'un autre côté les hauts Officiers de l'Empereur se font gloire d'assister aux Cérémonies & Solemnités, qui réqueroient l'assistance des Officiers héréditaires.

ARTICLE IV.

§. I.

Nous devons & voulons en toutes délibérations sur des Affaires de l'Empire & principalement sur celles, dont il est nommément fait mention dans le Traité de Paix, & autres semblables, laisser jouir les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire de leur droit de suffrage, déclarans ne vouloir rien faire & permettre, qu'il soit fait à l'égard de ces choses, que de leur consentement libre, donné en pleine diète (a).

*L'Empereur
laissera jouir
les Etats de
leur droit de
suffrage dans
les Délibéra-
tions concer-
nans les Affai-
res de l'Em-
pire.*

§. II.

a) L'article du Traité de paix, auquel cette disposition se réfère porte :

„ Qu'ils jouissent (s'entend les Etats de l'Empire) sans con-
„ tradi-

§. II.

*Il aura soin
d'entretenir la
Paix dans
l'Empire &
avec les Etats
voisins ;*

*Il ne leur
donnera point
de sujet de mé-
contentement
contre l'Empi-
re & n'enga-
gera point
l'Empire dans
des guerres é-
trangères ;*

Nous devons & voulons aussy , pendant que durera notre Regne , Nous comporter paisiblement avec les Puissances Chrétiennes voisines, promettans de ne donner à aucune d'Elles sujet de se brouiller avec l'Empire & de ne point impliquer l'Empire dans des Guerres étrangères (^b), au contraire de Nous départir absolument de toute

„ tradition du droit de Suffrage dans toutes les délibérations
„ touchant les affaires de l'Empire , surtout ou il s'agira de
„ faire ou interpréter des Loix , résoudre une guerre , im-
„ poser un Tribut , ordonner les logements de Soldats , con-
„ struire au nom du Public des Fortereffes nouvelles dans les
„ terres des Etats , ou renforcer les anciennes de Garnison ,
„ & ou aussy il faudra faire une paix , ou des Alliances &
„ traiter d'autres semblables affaires ; qu'aucunes de ces cho-
„ ses ou de semblables ne soient faites ou reçues ci-après sans
„ l'avis & le consentement d'une Assemblée libre de tous les
„ Etats de l'Empire ; que surtout chacun des Etats de l'Em-
„ pire jouissent librement & à perpétuité du droit de faire
„ entre Eux & avec les Etrangers des alliances pour la
„ conservation & sûreté d'un chacun , pourvû néanmoins que
„ ces sortes d'Alliances ne soient ni contre l'Empereur &
„ l'Empire , ni contre la Paix publique , ni principalement
„ contre cette Transaction , & qu'elles se fassent sans préju-
„ dice en toutes choses du serment , dont chacun est lié à
„ l'Empereur & à l'Empire.

b) Ces mots de *Guerres étrangères* ne signifient point ici des guerres étrangères relativement à l'Empire, c'est à dire des guerres, qui ne concernent point l'Empire ; mais des guerres, qu'un Empereur pourroit avoir par rapport à ses Etats situés hors de l'Allemagne , ou par rapport à des Puissances Etrangères, dont il épouleroit la querelle.

L'on

toute Assistance, qui pourroit luy attirer du danger ou quelque dommage, de ne commencer de la part de l'Empire aucune querelle, diffidation ou guerre (c). au dedans de l'Empire ou au dehors, sous aucun prétexte tel qu'il puisse être, ni contracter Alliance avec les dites Puissances, à moins que cela ne se fasse du consentement des Electeurs, Princes & Etats en pleine Diète, ou du moins du sceu, conseil & approbation de tous les Electeurs dans

Une fera aucune alliance sans le consentement des Electeurs

L'on peut à cette occasion susciter une question politique, savoir, s'il est de l'intérêt de l'Empire, qu'un Empereur ait hors de l'Allemagne beaucoup de Principautés & Etats; ou s'il vaut mieux pour l'Empire, que tous les Domaines d'un Empereur soient enclavés dans l'Allemagne?

L'un & l'autre sentiment peut trouver ses Partisans. D'un côté plus un Empereur est puissant, plus est il en état de soutenir l'Empire; d'un autre plus a-t-il d'Etats éloignés de l'Empire, plus est il exposé à des guerres, où plus est il obligé de se ménager des Alliances, qui peuvent facilement l'entraîner dans les guerres d'autrui. Il est vrai, que l'Empire ne peut être forcé à sortir de la Neutralité, quand il trouve à propos de la conserver, mais ce Corps si attaché & si unis à son Chef peut il avoir assez d'indifférence pour dans le besoin lui refuser son secours? Nous ne le croions pas après les exemples, que nous en ont fourni les dernières affaires de l'Italie, des Pais-Bas & de la Pologne.

- c) Ce passage forme un grief des Princes contre le College Electoral. Ils avancent, que lorsqu'il s'agit de délibérer, si l'on entreprendra une guerre offensive, le Traité de paix ne donne aux Electeurs aucunes Prerogatives sur Eux, de manière que le cas soit pressant, où qu'il ne le soit pas (chose qu'il est assez difficile de juger) ils prétendent ne pas devoir être moins que les Electeurs appelés aux délibérations.

P

d) De-

des conjonctures pressantes (d), Nous obligeans au surplus d'observer ensuite & au plutôt tout ce qui en pareilles doit être observé à l'égard de tout l'Empire.

§. III.

La guerre ne sera faite que selon les Constitutions de l'Empire,

Les Généraux, Directeurs & Conseillers du Conseil de Guerre seront choisis en nombre égal des deux Religions,

Et toute l'Armée sera au service de l'Empire.

Ces sortes de guerres de l'Empire seront faites alors, selon la disposition des Constitutions de l'Empire, de l'Ordonnance d'Exécution & du Traité de Paix & les Généraux, qui seront nommés par Nous & par l'Empire des deux Religions en nombre égal, de même que les Directeurs & Conseillers du Conseil de Guerre, qui seront nommés pareillement en nombre égal des deux Religions, prêteront aussi bien que toute l'Armée serment à Nous & à l'Empire, ainsi que le tout a été ordonné & réglé par les Résultats de l'Empire, arrêtés à l'occasion de pareilles guerres de l'Empire.

§. IV.

d) Depuis la paix de Westphalie les Princes avoient sollicité avec instances, qu'il fut ajouté à la Capitulation, que l'Empereur ne pourroit à l'avenir entreprendre aucune guerre ni dans ni hors l'Allemagne, même pour intérêts, ou affaire particulière de sa maison sans au préalable en avoir obtenu le consentement des Etats, mais jusqu'ici les Electeurs n'ont point jugé à propos (quoique le projet de la Capitulation perpétuelle le porte) de préférer une Loi aussi dure, qui rendroit l'Empereur d'une condition moins favorable que les autres Princes & qui en quelque façon feroit dépendre son sort de la détermination de ses inférieurs. Ainsi lorsqu'un Empereur promet par la Capitulation de jamais ne déclarer la guerre, que du seuil & consentement de l'Empire, ou tout au moins du College Electoral, c'est comme Empereur qu'il parle & qu'il fait cette promesse & non comme Possesseur ou comme héritier de certains Etats soit dépendans, soit indépendans de l'Empire.

e) Les

§. IV.

Nous ne permettrons point non plus, qu'en ce qui concerne l'affaire des marches, les Généraux & le Conseil de Guerre dépendans de Nous seul donnent suivant qu'il leur plaira aucuns ordres, qui puissent être contraires aux réglemens de l'Empire & des Cercles, ni qu'ils exemptent personne des charges communes, ni que de leur pure autorité ils s'immiscent dans la connoissance des discussions concernant la contrebande ou autres commerces, ni qu'ils disposent des Fortereffes de l'Empire^(e), ni que seuls ils adressent des ordres aux Généraux de l'Empire touchant la conduite, que ceux-ci auront à tenir.

Le Conseil de Guerre & la Généralité s'abstiendront de régler l'affaire des marches selon leur bon plaisir, Et ne s'immisceront pas de leur propre autorité dans la connoissance des Affaires de commerce & de contrebande; Ils ne disposeront rien non plus de leur chef touchant les fortereffes de l'Empire.

§. V.

*) Les seules fortereffes, qu'on appelle fortereffes de l'Empire, sont Kel situé dans le territoire de Bade, & Philisbourg situé dans celui dépendant de l'Evêché de Spire. Les Auteurs, qui ont mis de ce nombre Mayence, Liège & huy, de même que ceux qui y ont ajouté Trêve, Coblençe & Ehrenbreitstein, n'ont point fait de justes réflexions; car quoique dans les tems de guerre l'Empire se soit servis de ces Places & que même il en ait à ses frais réparé & augmenté les ouvrages, cela ne les a point rendu fortereffes de l'Empire, & Elles n'en sont pas moins toujours demeurées dépendantes du Seigneur territorial seul. Il est peu de matières, qui aient donné lieu à tant d'écrits, de plaintes & de différens sentimens que celle concernant l'Entretien de Kel & de Philisbourg. Quelques uns ont prétendus, que cet entretien devoit être à la charge du Souverain des Lieux; d'Autres, que comme ces Places servent principalement à la défense des Cercles, dans lesquels elles sont situées, c'est à ces Cercles à les entretenir, d'autant plus que ceux des Etats de

Réflexions au sujet des fortereffes de l'Empire.

l'Empire , dont les Souverainetés confinent à l'Allemagne , ont d'ailleurs assés de dépenses à faire pour garder leurs Frontieres, sans être obligés de contribuer à la garde des autres. C'est ainsi que s'expliquent ceux, qui ne sont point d'humeur de fournir leur contingent ; Car au fond il est sans difficulté , qu'il suffit, qu'une forteresse , quelque part elle soit située , appartienne à l'Empire pour que tout Membre de l'Empire soit en son particulier tenu de fournir à son entretien & à tout ce qui est nécessaire pour la mettre toujours en état de défense. L'Empire a si bien reconnu que c'étoit à chacun des Etats à contribuer à cet entretien , qu'on a vû souvent les trois Colléges donner des *Conclusum* unanimes , par lesquels ils ont ordonné une levée de 6. 7. jusqu'à 8. mois Romains , mais lorsque (après que l'Empereur avoit fait expédier des lettres circulaires) il s'est agi de la part des Princes & Etats de porter ces mois Romains à la Caisse de l'Empire , communément il s'est élevé de nouvelles difficultés. Ceux , qui se sont pourvus pour obtenir modération de leur contingent , ont ordinairement différé de payer jusqu'à ce qu'il ait été Statué sur leur demande ; D'Autres n'ont rien voulu déboursier avant que ceux , qui devoient des arrérages, les eussent payés , prétendans , que sans qu'il fut besoin de faire aucunes Levées nouvelles , ces arrérages étoient suffisants pour subvenir aux dépenses à faire ; les uns ont demandé , qu'il leur fut tenu compte des avances , qu'en d'autres occasions ils avoient faites pendant les guerres de l'Empire ; Les autres ont cherché à déduire de leur cote-part de l'imposition les corvées , ouvrages & matereaux , qu'ils avoient fournis ; ainsi il est aisé de juger à combien d'inconveniens les ordres de l'Empereur émanés en conséquence du résultat de l'Empire ont toujours été assujettis, Et si , tant que les Etats ne se prêteront pas de meilleure grace , il est possible , que ces Places soient entretenues comme il convient ; aussi en a-t-on souvent fait si peu de cas , qu'il a été délibéré , s'il ne conviendrait pas mieux les raser , & abandonner , & peu s'en est fallu , qu'on ne s'y détermina non seulement par un esprit d'épargne , mais aussi sur le fondement , que ces forteresses une fois prises par l'Ennemi servent plus contre que
pour

§. V.

Mais au cas que Nous fussions attaqués au sujet de l'Empire, Nous pourrions Nous aider de tout secours non préjudiciable à l'Empire.

S'il arrivoit que l'Empereur fût attaqué par rapport à l'Empire, il lui sera libre de se servir de toutes sortes de secours, pourvu qu'ils ne rendent point au préjudice de l'Empire.

§. VI.

Toute fois Nous ne devons ni ne voulons faire construire de nouvelles forteresses dans les Pays & Territoires des Electeurs, Princes & Etats pendant qu'une semblable guerre durera, ni dans un autre tems, ni aussi faire relever les vieilles ou celles, qui sont tombées en ruine, bien moins encore permettre ou souffrir que d'autres le fassent, attendu que selon les Constitutions de l'Empire les Seigneurs Territoriaux seuls sont en droit de ce faire en leurs Territoires (f).

L'Empereur ne fera point construire des Fortifications nouvelles dans le Territoire des Etats, ni rétablir les anciennes.

§. VII.

pour l'Empire, maxime, qui tient beaucoup du Machiavélisme.

Quoique quelques Zélés Partisans de la Souveraineté & de l'indépendance des Princes aient formé la question, si l'Empire peut malgré le refus & la résistance du Seigneur territorial construire une ou plusieurs forteresses dans les Etats de ce même Seigneur, l'on ne croit point, que cela puisse souffrir la moindre difficulté; il n'en faut d'autre raison, sinon que le bien particulier doit toujours céder au bien public.

¶ Quoique suivant quelques anciens Publicistes le droit de construire des Forteresses n'ait autres fois appartenus qu'aux Empereurs seuls, néanmoins il passe aujourd'hui pour un attribut incontestable de la supériorité territoriale, tellement que, pourvu qu'on soit Etat de l'Empire, l'on peut en faire usage, mais

sans cette qualité, ou sans un privilège formel des Empereurs il n'est pas permis de se l'arroger, raison pour la quelle la Noblesse même immédiate & les Villes municipales en sont exclues. L'on demande si les Etats avant de construire aucunes fortifications nouvelles sont obligés de requérir le consentement de l'Empereur ? Ceux qui tiennent pour l'affirmative allèguent,

I. Qu'en 1417. l'Empereur Sigismond a en présence des Electeurs, Princes & Etats rendu un Mandement portant injonction de démolir le Fort de Mülheim construit sur les bords du Rhin;

II. Que lorsque Guillaume Duc de Juliers voulut rétablir ce même Fort la Chambre Imperiale lui en fit défense;

III. Que par un Récès de l'an 1557. l'Empire s'opposa à la construction d'une Forteresse, qu'un Souverain avoit projeté de faire faire en ses Etats;

IV. Que l'on a vu les Villes de Francfort & de Spire, de même que l'Evêque de Spire se pourvoir par devers les Empereurs pour en obtenir le Privilège & la faculté de se fortifier.

Ceux, qui tiennent pour la négative de la question proposée, font voir, que les cas & exemples allégués ne sont point applicables & ne peuvent tourner à conséquence, vu les circonstances particulières, qui se rencontrent alors. Ce qu'on peut penser de plus conforme aux Constitutions de l'Empire touchant cette controverse, est, que comme la supériorité territoriale des Princes leur donne droit de la guerre & de la paix, elle leur donne à plus forte raison celui d'établir & entretenir des Places fortes dans leurs territoires, pourvu néanmoins que la construction de ces ouvrages n'ait d'autre objet que leur Grandeur, leur Sûreté personnelle ou la défense du Pays; mais si leurs vues secrètes étoient de ne mettre ces forts en état que pour faire des entreprises, qui tendissent à violer la Paix publique, ou bien si ces Forteresse étoient situées de façon que l'Empire

L'Empire eut plus à craindre qu'à en espérer, il est sans difficulté que l'Empereur comme Conservateur du repos commun seroit en droit de défendre ces sortes de nouveautés.

Il y a des Etats comme par exemple Spire, Nuremberg, Cologne, Friedberg &c. qui ont obtenus des Empereurs des Privilèges portants, qu'à six lieues à la ronde il ne seroit construit aucun fort ou Château. Question si de semblables privilèges peuvent empêcher un Seigneur Voisin & jouissant de la Supériorité territoriale de se servir de son droit dans l'étendue de ses terres? L'on peut dire que oui, par le principe qu'aucune Concession de privilège ne sauroit nuire au droit du tiers, cependant les différents Récrets Impériaux rendus en faveur des Privilégiés prouvent le contraire.

Question si l'Empereur peut accorder à des Etats médiats la faculté de se fortifier? Quoique l'on en ait des préjugés, particulièrement celui de la Ville de Magdebourg, cependant la négative est la plus conforme aux Loix de l'Empire; il est vrai, que l'on voit des Villes Médiates fortifiées; mais les unes le sont par autorité ou sous la dépendance des Seigneurs territoriaux, les autres en vertu d'une possession si ancienne, qu'on n'en connoit pas l'origine.

Question si le Seigneur féodal peut pendant les tems de guerre, s'emparer malgré le refus de son Vassal des forts & Châteaux appartenants à ce dernier, ou réparer les anciennes Fortereffes; ou y mettre Garnison?

Cela est sans contestation, lorsque le Fort ou le Château fait partie du fief; mais quant aux autres Fortereffes, qui ne relèvent point de ce Seigneur direct, la chose est beaucoup plus sujette à difficultés & ne trouve ordinairement sa décision que dans la Loi du plus fort.

Question si un Souverain, qui est en guerre, peut sans contrevenir aux règles de la justice & aux maximes du droit des Gens

Gens se rendre Maître d'une Place appartenante à un autre Souverain, qui ne sort point des bornes de la neutralité ? Jamais cette question n'a été plus amplement traitée, que lorsque les Hollandois étant en guerre avec le Roi d'Espagne mirent de leur propre autorité Garnison à Rheinberg, Wesel, Emmerich, Rees, Orsoye, & Santen. Ceux qui ont cherché à autoriser & colorer ce procédé, ont pris pour fondement la doctrine d'un fameux Auteur du droit de la paix & de la guerre, qui dit, qu'une Puissance belligérante est au dessus de tous reproches & s'imérite d'être disculpée, lorsqu'Elle ne s'empare de la Forteresse d'autrui que par pure nécessité & pour empêcher l'Ennemi de prévenir, rien n'étant plus pardonnable que de préférer la conservation à toutes autres considérations, surtout quand on est véritablement intentionné de rendre, lorsque la guerre sera finie, la Place à celui à qui Elle appartient, & que d'ailleurs on a soin de faire observer une discipline, qui bien loin d'être à la charge du Bourgeois augmente la circulation d'Espèces par la consommation, qui se fait.

Question si les forteresses doivent être construites aux dépens des sujets ?

Si la Noblesse & le Clergé peuvent être contraints à y contribuer ?

Si un Prince peut avec équité y envelopper le terrain d'autrui malgré la résistance du propriétaire ?

Si les temples ou les Eglises peuvent être converties en forts ?

Si le Seigneur territorial peut obliger les Habitans du lieu ou des environs à en faire la garde ? nous ne nous étendrons point sur la réponse, qui pourroit être faite à toutes ces questions ; le bon sens seul la dicte, & il suffit de faire une différence entre les ouvrages nécessaires & entrepris en vuë du bien public, & ceux qui ne sont que voluptueux ou tout à fait inutiles.

§. VII.

De même Nous ne devons & ne voulons établir dans l'Empire aucune levée de recrues sans le susdit consentement des Electeurs, des Princes & des Etats de l'Empire, ni conduire dans l'Empire ou permettre, qu'il y soit conduit, aucune Troupe de guerre; au contraire, s'il arrivoit, que contre le Traité de paix de Munster & d'Onabruck des Troupes étrangères, à qui elles puissent appartenir, fussent, sous quelle apparence ou prétexte ce puisse être, introduites ou passassent par l'Empire, Nous voulons sérieusement Nous y opposer, repousser la force par la force, & laisser jouir l'offensé le plus efficacement que faire se pourra de tous les moyens tendans à son secours, assistance & défense, & ce conformément à la teneur des Constitutions de l'Empire & de l'Ordonnance d'Exécution (§);

*Il ne sera point
lever des re-
crues en Em-
pire sans le con-
sentement de
l'Empire:*

*Il n'y intro-
duira point d
Troupes étran-
gères & en fer-
ra sortir celles,
qui y sont.*

§. VIII.

g) Ce paragraphe, qui ne se trouve point dans les Capitulations précédentes, demande une explication particulière. Pour en saisir le véritable sens il faut ne pas perdre de vue deux points essentiels; l'un que la Capitulation ne déroge en rien aux droits de chacun des Etats; l'autre que l'un de ses principaux Objets est la conservation du repos & de la tranquillité publique. Selon ces principes dès que le Traité de Munster permet aux Etats de contracter des Alliances avec des Puissances Etrangères, il leur attribue conséquemment aussi le droit de la Guerre, ainsi que la faculté de stipuler un secours mutuel, puisque c'est ordinairement ce secours, qui fait la base de toutes les Alliances; Or ce droit de la guerre, cette Liberté de recevoir du secours étranger ne seroient souvent que des Prérogatives imaginaires, s'il n'étoit permis de lever des Troupes, ou de les faire passer

Q

dans

dans le territoire d'autres Co-Etats, pourvû néanmoins que l'on ait soin de demander cette permission par des lettres réquisitoriales.

Ces Lettres réquisitoriales, sont communément adressées aux Princes Directeurs ou Convocateurs du Cercle, dans les dépendances duquel on sollicite le passage ou la liberté de faire des Recrues; on y expose les motifs, qui engagent à former cette Demande, & on y marque en termes généraux la destination des Troupes, qui doivent passer; on s'y oblige, à faire tenir une discipline bien exacte, à payer comptant ce dont les Troupes pourroient avoir besoin pour leur subsistance, à indemniser tous ceux, qui pourroient souffrir quelque dommage, enfin à user de réciprocité en pareilles occasions. Lorsque ce sont des Puissances étrangères, qui font ces Recrues, Elles sont tenues de fournir caution, ainsi qu'il est ordonné par les Réces de l'Empire des Années 1576. 1576. 1582. 1594.

Quand de la part des Cercles, des Princes ou Etats particuliers ces levées, ces passages ont été accordés, ce n'est pas le tout. C'est à l'Empereur comme Conservateur du repos général de l'Empire, comme Protecteur des Etats opprimés à examiner à quoi tendent ou peuvent aboutir ces préparatifs de guerre. S'il voit, que l'Empire ne puisse en souffrir & qu'il ne s'agisse que de se faire rendre une justice, qui ne peut être obtenue que par la force des armes, il y donne les mains; mais si par des Contraventions aux Traités de Munster & d'Osna-brück ce repos universel de l'Empire court risque d'être troublé, si l'Agresseur n'a d'autre vue que de dépouiller de son bien un légitime Possesseur, l'Empereur alors ne peut se dispenser de se soulever le premier contre l'introduction des Troupes Etrangères, d'opposer la force à la force & de prêter du secours à l'offensé; c'est donc par application à ce dernier cas & non au premier que notre Paragraphe veut être interprété; pour en être plus convaincu, l'on peut jeter les yeux sur l'Art. X. de la Capitulation Josephine, laquelle s'explique d'une façon plus claire; il y est dit:

„ Pour

§. VIII.

Nous ne permettrons pas non plus, que sans le scû ^{Il ne fera point passer les Troupes de l'Empire en Terres étrangères sans le consentement de l'Empire.} préalable & consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, les Troupes soient conduites hors de l'Empire, voulans au contraire ne les faire servir que pour la défense de l'Empire & le salut des Etats opprimés.

§. IX.

Pareillement Nous ne voulons sans le consentement ^{Il n'ordonnera point de quartiers, ni ne chargera aucun Etat de places d'assemblées, de passages &c. sans le consentement de l'Empire.} préalable de tous les Electeurs, Princes & Etats, ordonner aucuns quartiers dans l'Empire, ni permettre; qu'il en soit établis; Outre ce Nous n'établirons point de nôtre chef ni en quel tems ce soit des quartiers, places d'assemblées & passages, qui soient à la charge d'aucun des Etats de l'Empire, ni ne les chargerons contre les constitutions de l'Empire d'autres semblables incommodités de la guerre, ni ne permettrons, qu'ils en soient chargés par aucun autre.

§. X.

» pour ce qui concerne les Etats de l'Empire en Général il
 » sera libre à tous & à chacun d'Eux pour la défense, sûreté
 » & utilité particuliere de faire des Alliances entre Eux, ou
 » avec les Etrangers, pourvû que ces Alliances ne soient point
 » faites au préjudice de l'Empereur Régnant, de la paix de
 » Munster, du serment qu'ils ont prêté a l'Empereur & à
 » l'Empire, & que les secours, que l'on tirera des Puissances
 » Etrangères, soient demandés de telle sorte, qu'il n'en
 » arrive aucun dommage à l'Empire.

§. X.

*Le lieu, où la
Chambre Impé-
riale fait sa
Résidence, sera
exempt de quar-
tiers effectifs.*

Nous devons & voulons particulièrement exempter à l'avenir & pour toujours de l'obligation de donner des quartiers effectifs le lieu ; où nôtre & la Chambre Impériale de l'Empire tient ses séances , néanmoins en dédommageant comme il convient ceux , à qui cette exemption pourroit faire du Tort.

§. XI.

*L'Empereur
ne conclura au-
cun traité de
paix, soit pré-
liminaire, soit
diffinitif sans
le consente-
ment de l'Em-
pire.*

Nous ne devons ni ne voulons entâmer , à moins forte raison conclure aucuns préliminaires de paix obligatoires (b) , bien moins encore des traités de paix dif-
fini-

b) Les Capitulations précédentes n'ont pas comme celle cy lié les mains aux Empereurs au point de leur interdire la faculté de conclure des préliminaires sans le consentement des Etats, ou du moins sans celui du Collège Electoral.

Nous ne sçavons même, si cette clause doit être regardée comme une précaution , qu'il convenoit de prendre contre l'abus , qu'un Empereur pourroit commettre de son autorité, si on luy permettoit de conclure de son chef des préliminaires ; Ou plutôt si les Electeurs, Princes & Etats n'eussent pas aussi bien fait de ne point resserrer cette autorité si étroitement ; car en fait de guerre il est notoire , & l'Histoire nous en fournit de fréquents exemples , qu'il est des tems , que l'on peut mettre à profit en se saisissant du bon moment , & que laissant échapper ce même moment par l'obligation de consulter plusieurs têtes , ce retard peut aisément occasionner la continuation d'une guerre , à la quelle il eut été mis fin, si l'Empereur eut eu la liberté de préparer le chemin à des négociations de paix par une convention de préliminaires signés à propos. S'il étoit trouvé qu'en

limitifs sans l'accession & consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, si ce n'étoit qu'une nécessité pressante & réelle ne permit pas de prendre toutes ces mesures, auquel cas & jusqu'à ce que l'affaire puisse être portée à la Diète générale de l'Empire, nous réquererons tout au moins le consentement du Collège Electoral avant de nous engager à quoy ce puisse être ; Nous laisserons aussi jouir dans son entier lesd. Electeurs, Princes & Etats de l'Empire de leur droit de Députation & de concurrence aux négociations de paix, sans permettre qu'il y soit porté la moindre atteinte, tellement qu'entre nos Ambassadeurs & les Députés de l'Empire la maniere jusqu'icy usitée de traiter les affaires soit à la Diète, soit aux Députations de l'Empire soit observée ; Et pour ce qui est des Congrès soit avec des Alliés, soit avec des Puissances Etrangères, & particulièrement avec les Ambassadeurs ou Envoies de celles des Puissances, contre qui l'on étoit en guerre, les Députés de l'Empire y seront admis sans le moindre empêchement & il ne sera rien terminé sans leur accession (i) ; Nos Ministres y entreprendront encore moins de

qu'en effet cette clause de la Capitulation pût en certaines occasions tourner au préjudice de l'Empire, il dépendroit des Etats ou du Collège Electoral de la lever toutes les fois, qu'il y auroit guerre, en accordant à l'Empereur le pouvoir de conclure seul des préliminaires, lorsque selon sa prudence il jugeroit à propos de profiter d'une conjoncture favorable.

i) Ce qui a donné lieu à renouveler cette disposition est, que les Etats de l'Empire se sont quelques fois vus exclus des Congrès

de faire les fonctions de Députés de l'Empire. Si cependant les Electeurs, Princes & Etats nous donnoient pouvoir de négocier la paix, ainsi qu'il dépend d'Eux de le faire, nous ne ferons usage, ni n'étendrons de semblables pouvoirs audelà de leur contenu (^k).

§. XII.

A la paix, qui suivra, il remettra dans son premier état ce que l'Ennemi aura occupé ou changé dans l'Empire, sans préjudice à la réserve faite par les Protestans au sujet du traité de Ryswick.

Nous devons & voulons aussi lors de la paix, qui s'ensuivra, avoir particulièrement attention, que ce que les Ennemis auroient occupé dans l'Empire, ou ce qui auroit été changé dans les choses tant ecclésiastiques que civiles soit pour la consolation des Etats opprimés & de leurs sujets, remis dans l'ancien état, ou le tout doit être conformément aux loix fondamentales de l'Empire & aux traités de paix, dont néanmoins ceux de la Confession d'Augsbourg exceptent le traité de Ryswick, exception que les Catholiques laissent en sa valeur ou non valeur (^l).

§. XIII.

de paix, comme il est arrivé à Rastatt, ou qu'ils n'y ont été admis qu'avec peine, comme il est arrivé à Osnabruck, Nimegue & Riswick.

k) Cette méthode de donner de la part de l'Empire un plein pouvoir à l'Empereur a différentes fois été usitée, & sert beaucoup à accélérer la paix, outre qu'elle épargne les frais considérables, que coutent les Députations.

Abrégé de ce qui concerne la clause de l'Art. IV. du traité de

l) La disposition de l'Art. IV. du Traité de Ryswic cause aux Protestans celui des griefs de Religion, auquel ils sont le plus sensibles & dont ils poursuivent le redressement avec le plus d'ardeur & de constance. Nous avons ci-devant observé, que par le

§. XIII.

Nous observerons aussi spécialement & inviolable-
ment tout ce qui a été réglé & arrêté à Munster & à Osna-
bruck par nos Prédécesseurs dans l'Empire, les Electeurs,
Princes & Etats d'une part & les Couronnes Co-trai-
tantes de l'autre sans rien entreprendre par nous mêmes,
ou souffrir que d'autres entreprennent, qui puisse altérer,
troubler, ou rompre cette paix commune & perpe-
tuelle amitié;

*Il exécutera
inviolablement
le traité de
Westphalie.*

§. XIV.

le Traité de Munster confirmé en 1679. par celui de Nimègue
il avoit été réglé., que les affaires de Religion seroient remises
dans l'Empire sur le pied, ou elles étoient en 1624. ou quant
au Palatinat en 1618.

*Rifovic, dont le
Protestans de
mandent l'abo-
lition.*

Comme ces Traités cédoient à la Couronne de France plusieurs Etats, qui avoient auparavant formé dépendance de l'Empire, Sa Majesté T. Chr. établit en Comté, en Alsace & dans le Pays Messin des Chambres de Réunion tant pour ré-incorporer aux Pays ainsi cédés ce qui y avoit appartenu, que pour recevoir les foyes & Hommages des Vassaux, qui en relevoient. Les arrêts, qui furent rendus par ces Tribunaux, ne produisirent point l'effet, que la France s'en étoit promis, de sorte que pour les mettre à exécution l'on en vint aux armes. En 1681. fut faite une trêve pour 20 ans, par laquelle il fut stipulé, que les Habitans des Lieux réunis jouiroient pendant cet interval du libre exercice de Religion; mais des nouveaux Sujets de guerre fondés en partie sur les prétentions de Mad. la Duchesse d'Orleans à la Succession allodiale Palatine rompirent cette trêve, avant & après laquelle les griefs de Religion se multiplièrent, parceque du tems que la France occupoit les Pays réunis, ainsi qu'une partie du Palatinat, il s'y étoit fait quantité d'établissmens nouveaux à l'avantage des Catholiques. La guerre

re

§. XIV.

Il ne permettra point, que l'Allemagne soit dépeuplée par les recrues, que les Etrangers pourroient y faire, ni que ces recrues deviennent à charge à l'Empire.

Et attendu que de tems à autre l'on veut bien permettre aux Puissances Etrangères de faire des recrues dans l'Empire, & que par les traités de paix & les Constitutions de l'Empire il a été suffisamment réglé jusqu'à quel point un Etat, ou un Habitant de l'Empire peut S'engager au service des Etrangers, notre principal soin sera en pareil cas, que l'Empire ne se trouve point dépeuplé par ces sortes de levées, soit qu'elles se fassent par nous ou par d'autres dans l'Empire, même dans leurs propres terres, pour le service des Puissances Etrangères; Nous veillerons aussi à ce que les Electeurs, Princes & Etats

&

re est devenuë d'autant plus vive, que l'Empereur, l'Empire, L'Espagne, l'Angleterre & la Hollande s'étoient liguées contre la France, cependant de toute part l'on avoit intérêt de la voir terminée, parcequ'on prévoyoit, qu'elle deviendrait des plus sanglantes, si l'on attendoit la mort de Charles II. Roy d'Espagne, lequel étoit d'une complexion fort délicate & se trouvoit le dernier mâle de la Branche d'Espagne. La Suede fut choisie pour Médiatrice, & il y eut un tems, où par la médiation toutes les Puissances belligérantes étoient préliminairement convenues, que les Traités de Munster & d'Osnabruck feroient la base & le fondement de celui, qui se négocioit, & par conséquent que toutes choses seroient remises dans l'état, où elles devoient être conformément auxd. Traités. Le Corps Evangelique (titre dont les Luthériens se servent, quand à la Diète ils vont *in partes*, ou que d'ailleurs ils agissent cumulativement) donna à ses Députés des instructions bien précises, pour qu'ils insistassent à faire rétablir la Religion, ainsi que les choses Ecclésiastiques dans tous les lieux, où il s'étoit introduit quelque changement contre la disposition de ces mêmes Traités. Ces

Députés

& leurs sujets ne soient point pendant & à l'occasion de ces levées chargés de rendez vous , passages de Troupes, logements de gens de guerre , places d'assemblées , ou autres charges semblables de quelle manière ce puisse être contre les Constitutions de l'Empire & le traité de paix , ni qu'il soit rien fait au contraire ;

§. XV.

En conséquence de ce nos propres Troupes, comme ^{Les Troupes Impériales & auxiliaires ne prendront leurs passages qu'après des réquisitions préalables & n'exigeront point leurs subsistances par étapes,} aussi les Troupes Auxiliaires, que nous pourrions avoir , ne prendront point leurs passages par le territoire des Electeurs & Etats , qu'après en avoir formé des réquisitions préalables , encore faut il que ce soit sans causer ^{aucun}

Députés eurent en même tems ordre de demander la Garantie du Roi de Suede , ainsi que sa protection en faveur de tous ceux , qui seroient dans le cas d'être restitués ; mais ils ne réussirent point en leurs Commissions , & imputèrent ce défaut de réussite à la connivence des Ministres de l'Empereur avec les Catholiques & avec la Cour de Rome , lesquels (disoient ils) les avoient empêché de produire & appuyer leurs Mémoires , sous prétexte , qu'il ne falloit point mêler les affaires Ecclesiastiques avec les politiques , de peur qu'en multipliant les Chefs de la satisfaction demandée cela ne détournât la France des dispositions , ou Elle paroïssoit être , de restituer les Lieux par Elle occupés pendant la guerre. Ces Députés ajoutèrent à leur rapport , que les Ministres Impériaux leurs avoient fait entendre , que lorsque par la Paix future la restitution , dont il s'agissoit , auroit été réglée & exécutée , il seroit toujours tems de redresser de bonne foy dans l'Empire & devant ses Tribunaux ce qui en matière de Religion pourroit y avoir été changé au préjudice

R

du

aucun dommage , & il ne sera à l'avenir exigé pour lesd. Troupes aucunes subsistances à titre d'étapes, mais qu'elles soient ou propres ou auxiliaires Elles payeront en marche & en Campagne leurs vivres par leurs propres Commissaires suivant le prix courant & se procureront par conséquent pour argent comptant tout ce , dont Elles auront besoin & qui leur sera fournis par le Pays;

§. XVI.

du Traité de Westphalie. Les Ministres de France de leur côté prévirent bien , que si au Traité à conclure ils n'aposoient une clause , qui prévint les changements, que les Protestans se propoisoient de solliciter à la Diète, il s'ensuivroit dans l'Etat Ecclesiastique un bouleversement funeste aux Catholiques ; c'est pourquoi ils insistèrent fermement à ce qu'à l'Article IV. concernant la cassation des Arrêts rendus par les Chambres de Réunion de Metz, Besançon & Brisac , ainsi que la restitution des lieux, dont l'on dressa des Listes exactes , fut ajoutée la clause suivante:

„ *A charge néanmoins que la Religion Catholique Romaine*
 „ *demeurera en l'état , où elle est à présent dans les lieux*
 „ *ainsi restitués.*

Comme pendant les négociations & délibérations, qui furent faites au Sujet de la réjection ou admission de cette clause , les affaires de la France prirent une face plus avantageuse qu'auparavant, les Ministres crurent pouvoir parler sur un plus haut ton & déclarèrent, que si l'on ne souscrivoit à l'article proposé , dont S. M. T. Chr. avoit droit de demander l'insertion, puisqu'Elle étoit fondatrice de plusieurs Eglises nouvellement érigées , ainsi que des Compétences des Curés & des salaires des Maîtres d'Ecoles, ils romproient tous projets & négociations, & continueroient à regarder comme Ennemis ceux, qui ne signeroient pas le Traité tel qu'il étoit dressé. Cette Déclaration intrigua beaucoup les Députés Protestans , dont la plus part

§. XVI.

Ainsi dans les quartiers & stations dans les Pays des Etats Elles ne se feront donner aucunes subsistances, mais le logement simplement, ce qui doit être aussi entendus de la généralité, de l'Artillerie, du Commissariat & de la Chancellerie de Guerre ;

Mais seront obligées de se contenter du simple logement.

§. XVII.

part insinuèrent un Acte de Protestation au Protocol de Suede comme Médiateur ; d'autres se rendirent moins difficiles, & enfin la Paix fut signée à Riswick l'an 1697. entre l'Empereur & l'Empire d'une part & le Roi Très-Chrétien de l'autre ; la clause de l'Article IV. à laquelle tous les Ministres Catholiques souscrivirent avec plaisir, y demeura apposée dans les termes, que la France l'avoit désiré, & les Envoyés de Wurtemberg, des Comtes de Wetteravie, des Villes d'Augsbourg & Francfort se déterminèrent pareillement à signer ; mais les autres Ministres de la Confession d'Augsbourg refusèrent d'y accéder & portèrent leurs plaintes à la Diète de l'Empire ; la matière y fut fortement agitée & le Corps Evangélique fit de vives remontrances à l'Empereur, qui bien loin de se laisser fléchir, exigea, que l'Empire donna au plus vite sa ratification, sans laquelle (disoit il) plusieurs des Etats de l'Allemagne se verroient dans un danger inévitable. Les Protestans crurent pouvoir du moins modifier la ratification, qu'on exigeoit d'Eux & en dressèrent un projet, mais l'Empereur la voulut avoir pure & simple, de façon qu'enfin par un Résultat unanime des trois Colléges en date du 26 Novembre de la même année, cette ratification fut sans la moindre réserve accordée & apposée à la Paix convenüe à Riswick.

Non obstant cette ratification, que les Protestans disoient n'avoir donnée que par pure politique & dans l'esperance de trouver meilleure justice, quand la France auroit évacué l'Al-

§. XVII.

*Il sera donné
caution & sû-
reté suffisante
au sujet des
Troupes, qui
passeront.*

Et afin que le cas arrivant l'exécution de ce que dessus soit d'autant plus assurée, il sera au sujet des Troupes, qui prendront ainsi leurs passages, fournis au moyen de quelques bons Banquiers & Marchands domiciliés dans les Villes de l'Empire des sûretés suffisantes & une caution, qui agréée, ainsi que cela est déjà ordonné par les Constitutions de l'Empire, ou bien le cas arrivant l'on s'accommodera sur ce point avec les Etats, qui y auront intérêt.

§. XVIII.

*Les quartiers
& autres in-
commodités,
que les Trou-
pes, qui pas-
seront.*

Comme pareillement il est arrivé, que quelques Duchés, Chapitres & Seigneuries immédiates de l'Empire ont contre la paix si chèrement achetée beaucoup souffert du logement des Troupes Etrangères & se sont par là presque vus soustraits à l'Empire & réduits en Etats médiats, Nous promettons nonseulement de Nous employer pour faire cesser ces désordres, mais encore de pourvoir qu'à l'avenir ces Duchés, Chapitres & Seigneuries jouissent de leur immédiateté dans toute son étendue.

§. XIX.

Allemagne, il fut fait nombre de protestations & réprotestations, qui occuperent extrêmement la Diète. Les Protestans y présentèrent leurs Mémoires; les Catholiques y répondirent, les écrits respectifs passèrent la *Sexduplicque*, & les Parties commencèrent tellement à s'agrir les unes contre les autres, qu'Elles étoient sur le point d'en venir à des excès, qui auroient eu de fâcheuses suites

fuîtes, si le Comte de Lamberg & quelques autres Ministres n'eussent trouvé moyen d'appaiser les Esprits.

Les Protestans s'apperoevans, que ni leurs plaintes & représentations, ni l'appuy du Roy de Suede, ni celui des Anglois & Hollandois ne pouvoient rien effectuer touchant la cassation ou révocation, qu'ils demandoient de la clause de l'Article IV. du traité de Riswick, se rabattirent sur l'interprétation & soutinrent, que quoyqu'il eut été Statué, que la Religion Catholique demeureroit quant aux Places restituées dans l'état où elle étoit, cela n'empêchoit point, que conformément à la paix d'Osnabrück on n'y réintroduisit la Religion Luthérienne, pourvu que cela se fit sans en expulser les Catholiques, à quoy ils ajoutèrent, que comme selon cette même clause le maintien de la Religion stipulé au profit des Catholiques étoit restreint aux Lieux restitués; il ne devoit pas être étendu à d'autres endroits non compris dans les listes de restitution & où l'exercice de la Religion Catholique s'étoit établi contre la disposition du traité de Westphalie.

Pendant près de trois Années consécutives il n'a été question à la Diète que de cette clause & des griefs nouveaux, qu'elle occasionnoit journellement par l'abus; que (selon l'exposé des Protestans) les Catholiques en faisoient; le Ministre de France se voioit accablé des plaintes; qu'on luy portoit journellement, surtout au sujet du Monbelliard & des Seigneuries de Horbourg & Riquewir, comme aussi à l'occasion de l'appuy, que la France donnoit au Comte de Salm & à l'Electeur Palatin, qui à la faveur de cette clause ne se faisoient aucun scrupule d'introduire tous les jours des nouveautés; c'est pourquoy ce Ministre pour tâcher de mettre fin à tous ces débats prit le parti de faire dresser une liste ou bordereau contenant tous les lieux, dans lesquels l'exercice de Religion devoit être ou simultanément entre les Catholiques & les Luthériens, ou accordé aux uns exclusivement aux autres, mais quelque bon effet qu'on se promit de cette liste, elle n'a contribué en rien à terminer le fond de la Contestation, qui ne s'est assoupie pendant quelque tems que parceque la Diète est tombée dans une espèce d'inactivité.

Lorsque la guerre d'Espagne commença entre l'Empereur Léopold & le Roi de France & que l'Empereur Léopold sollicita le secours de l'Empire, les Protestans crurent trouver une favorable occasion pour obtenir la révocation, qu'ils ne perdoient point de vue; ils s'en flattèrent d'autant plus que le Corps Catholique, demême que l'Empereur donnerent les mains à la nomination de six Députés, dont chaque Collège en fourniroit deux pour examiner cette affaire avec plein pouvoir de la terminer; mais toutes leurs operations n'ont aboutiës à rien.

Lorsque les négociations de la Haye & d'Utrecht furent entamées avec l'Espagne, l'Angleterre & la Hollande, les Protestans obtinrent de ces Puissances, qu'Elles ne signeroient point la paix, qu'ils n'eussent été satisfaits touchant l'abolition de l'Article IV. du traité de Riswick; mais les circonstances du tems n'ayant point permis l'accomplissement de ces promesses, la paix d'Utrecht fut conclue en 1713. sans qu'on y inséra la moindre disposition au sujet de la clause dont est question & l'Année d'après suivit la paix de Rastatt, dont celle de Riswick fut prise pour fondement sans que les Protestans obtinssent la moindre chose. L'Empire en son particulier n'avoit encore rien conclu, desorte que de sa part il s'agissoit aussi de terminer la guerre; les débats entre le Corps Catholique & le Corps Evangelique se renouvelèrent à la Diète, mais enfin soit que la pluralité l'emporta, soit que l'Empereur employa tout son crédit & toute son autorité, soit que les Protestans abandonnés de leurs Co-Etats & du Chef de l'Empire se crussent obligés de suivre la route, que les traités d'Utrecht & de Rastatt leurs avoient prescrite, soit enfin que réfléchissans qu'ayant agréé & ratifié purement & simplement le traité de Riswick ils ne pouvoient plus désister d'un engagement si solennellement contracté, ils donnerent les mains à un second *Conclusum* de la Diète, en vertu duquel la paix de Rastatt confirmative des précédentes fut conclue par l'Empire.

Lorsqu'à l'occasion de la dernière guerre de Pologne l'Empereur Charles six deffunt eut recours à l'aide de l'Empire, il
flatta

flatta derechef les Protestans de la révocation de la clause, dont il s'agit, cependant la paix de Vienne fut signée & arrêtée en 1738. sans qu'il y fut fait la moindre mention de cet article, & lorsque les Protestans se plainquirent de l'inexécution de ce qu'on leur avoit fait espérer, il leur fut donné pour réponse, que le traité de Riswick ayant été conclu avec la France, il ne pouvoit sans le consentement de cette Couronne être dérogé à aucune des conventions y contenuës.

Tel est en abrégé le véritable fait de ce qui s'est passé jusqu'icy à l'occasion de cette fameuse clause du traité de Riswick, qui a donné lieu à un fatras immense d'écrits respectifs, & à des griefs, dont les Protestans ne paroissent pas d'humeur de se départir.

Ils disent, que ce qui par le traité de Munster a été réglé touchant la Religion forme une Loi fondamentale de l'Empire si inviolable qu'aucune disposition postérieure n'a pû y déroger; Que les fréquentes réserves & protestations par Eux faites contre la clause en question prouvent assés, que jamais ils n'ont prétendu y acquiescer; Que si lors des traités de Riswick & de Bâde les trois Colléges de l'Empire se sont déterminés à les ratifier, ces ratifications, en ce qui concerne les Protestans, ont été extorquées & surprises; *Extorquées*, puisqu'il n'étoit pas possible, que le Corps Evangélique résistât seul soit à la force, soit aux menaces de la France, étant d'ailleurs non seulement abandonné par l'Empereur & le Corps Catholique, mais les ayant même pour adversaires. *Surprises*, parcequ'on leur a fait entendre, qu'ils pouvoient sans risque accéder à ces traités, dont le but principal étoit d'éloigner la France du territoire Germanique, après quoy l'on ne manqueroit de leur donner Satisfaction; Que l'intercession si souvent réitérée en leur faveur de la part des Roys de Prusse & d'Angleterre, ainsi que des Etats Généraux & autres Puissances Protestantes marquent assés la justice de leurs plaintes; Que le Roi de France & l'Empereur même ont si peu reconnu la prétendue inviolabilité de cette clause, qu'en différentes conjonctures ils ont offert de la révoquer.

Que

Que la Députation, que l'Empire avoit ordonné pour connaître de cette affaire, est un témoignage évident, qu'on n'a point tenu les traités de Riswick & de Bâde pour aussi décisifs, qu'on voudroit l'insinuer;

Que cette clause est d'autant plus pernicieuse, que par l'extension, qu'on lui donne, elle sert tous les jours d'occasion à des griefs nouveaux;

Enfin que puis que la paix de Riswick ne porte point de clause déroatoire du traité de Westphalie, le moins qu'on puisse leur accorder est (en laissant les Catholiques dans l'état où ils sont) de leur permettre dans les mêmes lieux le libre exercice de leur Religion tel qu'ils l'avoient en 1624.

Les Catholiques de leur côté n'entrent point dans un détail si ample & se contentent d'alléguer l'accession pure & simple de l'Empire (les Protestans par conséquent y compris) aux traités de Riswick & de Bâde, accession, qui doit avoir son effet tant & si longtems qu'aucun acte postérieur n'y dérogera; joint à cela que pour qu'il y fut dérogé il faudroit nécessairement, que la France, avec laquelle il a été traité, y donna son consentement, & que rompre sans ce consentement une clause, qui a formé l'une des principales conventions de la paix, seroit nonseulement contrevenir aux maximes du droit des Gens, mais pécher encore contre les premiers principes de la Saine Politique, puisque si l'on abolissoit en Allemagne la clause, dont est question, l'on autoriseroit par ce procédé le Roy de France à se dégager de son côté des obligations réciproques, qu'il a contractées, & à faire revivre les arrêts de réunion, à l'abolition desquels il a consenti, ce qui pourroit avoir de facheuses suites.

Différentes considérations nous ferment la bouche sur le jugement, qui peut être porté touchant ce grief; c'est pourquoy nous nous sommes bornés à en déduire le fait, ainsi que les raisons pour & contre.

§. XIX.

En quoi Nous protégerons , soutiendrons & maintiendrons autant qu'il est en notre pouvoir les Electeurs, Princes & Etats , la Noblesse libre immédiate de l'Empire y comprise , avec tous leurs Pays, Gens & sujets , sans permettre qu'il soit rien fait au contraire (*m*).

En quoy les Provinces de l'Empire seront maintenues dans leur immédiate.

m) Le contenu du présent article prouve les précautions , que l'Empire prend ordinairement pour ne pas se voir mal à propos entraîné , ou impliqué dans des Guerres Etrangères. *D'offensives*, il n'en entreprend pour ainsi dire jamais ; de *defensives*, il évite d'y donner occasion , & s'il s'agit de soutenir ou son Chef, ou l'un de ses membres , ou de s'allier à quelques Puissances , qui implorent son secours , il commence par mettre sur le tapis la question *An*, c'est à dire, il examine la justice de la cause, il voit l'intérêt , qu'il peut y avoir , il consulte les maximes de la politique , & ce n'est qu'après avoir mûrement pèzè toutes les raisons pour & contre , qu'il se détermine ; ainsi si quelques fois il est lent à embrasser une résolution diffinitive , cette prétendue lenteur , bien loin de pouvoir être imputée aux Ministres envoyés à la Diète , n'est qu'un effet de la prudence , avec laquelle ils procèdent dans toutes leurs operations. Quand la question *An* , qui forme un préliminaire , est décidée affirmativement , la Diète passe de suite à la question *Quomodo* , qui concerne les mesures , qui doivent être prises ou pour se défendre avec vigueur , ou pour combattre avec succès. Ces mesures sont des plus sages & presque toujours les mêmes en tous tems de guerre , cependant comme l'expérience & la connoissance des abus passés rendent communément plus clairvoiant & précautionneux pour l'avenir , nous donnons au règlement porté par le résultat Comitial du 14. Avril 1734. la préférence sur les précédents & ne croions point désobliger le lecteur en luy en donnant icy la traduction.

„Soit fait à sçavoir au Prince Froben Ferdinand de Furstemberg &c. Commissaire Principal de S. M. I. &c. Après qu'il a

S

très

CAPITULATION

„très gracieusement plû à S. M. I. de ratifier non seulement le
 „résultat du 26. Fevrier dernier , mais aussi celui du 26. Mars
 „suivant , concernant la force de l'Armée , qui doit être mise
 „sur pied pour le soutien de la guerre imminente , & que dans
 „ce dernier récé il a été réservé de prendre une résolution sur
 „les autres points de délibération , Savoir

„ I. Comment l'Armée de l'Empire sera fournie de Vivres ,
 „Fourrages , avoines & autres subsistances nécessaires ?

„ II. Comment cette Armée sera suffisamment pourvue en
 „Artillerie & autres munitions, & ou cette Artillerie doit être con-
 „duite & livrée ?

„ III. Combien il sera accordé de mois Romains en Argent
 „pour subvenir aux opérations de la guerre & à d'autres dépen-
 „ses inévitables ?

„ IV. Si ces Sommes feront portées à une Caisse Générale
 „& commune d'opérations de la guerre, ou si chaque Cercle
 „tiendra une caisse militaire particulière , & nommera les Com-
 „missaires à ce nécessaires pour être par ces établissements sub-
 „venu aux frais considérables de la guerre ?

„ IV. Comment il sera obvié aux désordres , que les Soldats
 „pouroient commettre ?

„ VII. Quels réglemens l'on fera au sujet des marches , des
 „chariots , des attelages & des chevaux de bagages superflus,
 „affin que les sujets n'en souffrent aucun dommage ?

„ VII. Quels arrangements l'on prendra au sujet du comman-
 „dement de l'Armée , ainsi que du rang entre les Généraux , &
 „comment les Généraux prêteront leur serment de fidélité à
 „S. M. I. & à l'Empire ?

„ VIII. Comment un Cercle portera à l'autre de prompts se-
 „cours contre les invasions ennemies ?

„Ces

„Ces points ont été mûrement pèsés selon toutes les circonstances dans les trois Colléges de l'Empire , & il a été trouvé bon & conclu,

„Prem^{re}. pour ce qui concerne les Vivres & munitions , que comme chacun des Etats est tenu de pourvoir à l'entretien des siens tant en Campagne, que dans les marches & les quartiers, „il n'est pas moins tenu de leur fournir le mieux qu'il luy est possible, non seulement leur subsistance , mais aussi toutes autres nécessités de la guerre , sans jamais laisser manquer ces fournitures , à l'effet de quoy & en conformité des récé^s de l'Empire du 6. Novembre 1673. du 30. Juin 1674. & du 23. May 1681. chaque Cercle pourvoira de sa propre Caiss^e & par le Commissariat, qu'il commettra pour cette fin , de pain , „avoine, foin & Paille, tant en Campagne & dans les quartiers, „que lors des marches & retours , les hommes & chevaux, „qu'il aura fourni pour sa Cottepart militaire, ou pour son contingent de l'Empire , afin de ne pas se rendre par un manque des provisions nécessaires onereux & à charge aux Cercles , „qu'il conviendra de secourir, ainsi qu'aux sujets desd. Cercles. „Et comme suivant le récé^s du 30. Janvier 1681. il conviendrait, „que chaque Cercle, pour la fourniture de son contingent de l'Empire & pour faciliter la subsistance des Troupes, établit à „tems (& surtout dans des circonstances , qui menacent encore d'un plus grand danger de la part de l'Ennemi) „dans des lieux commodes & prochains aux opérations de la „guerre , ainsi qu'il en sera convenu avec la Généralité , une „si bonne provision en farines , avoine , foin & paille, qu'elle „soit suffisante à l'entretien de ses Troupes pendant le courant „tout au moins d'une Année , tellement que l'on puisse en tout „tems & selon les besoins occurrants se servir de ces fournitures, „afin que les Troupes ne se trouvent jamais en disette, & que le „Soldat, de même que les chevaux tant en Campagne que dans les quartiers aient toujours au cas de nécessité du pain, de „l'avoine & du fourage, comme aussi que moiennant une livraison exacte & prompte les Etats de l'Empire ne souffrent aucuns „dommages quant à leurs propres contingents & Régiments,

„c'est pourquoy l'on a trouvé, que le meilleur expédient étoit,
 „que chaque Cercle fit toujours accompagner son contingent
 „de l'Empire d'un convoi bien réglé munis des approvisionne-
 „ments nécessaires & dont le Commissariat auroit la Direction pour
 „le faire toujours suivre en Campagne, au moien da quoy les sujets
 „Provinciaux ou habitans de ceux des Etats de l'Empire, ou sont
 „le théâtre & les operations de la guerre, seront pleinement
 „dispensés de fournir ces chariots & attelages, & ne seront en
 „tout cas obligés d'en donner que dans une nécessité pressan-
 „te; encore faudra-t-il qu'on les leur paye comptant & suivant
 „qu'il en sera convenu selon l'équité; Les officiers & Commissai-
 „res de tous les contingents des Cercles indistinctement n'exi-
 „geront point des sujets mêmes, (dans le cas de la nécessité sup-
 „posée) les chariots & les Chevaux, mais s'adresseront,
 „comme il convient, & pour prévenir toutes les manœuvres &
 „inconveniens, aux Seigneurs des lieux, ou à leurs Officiers,
 „à charge de payer aussitôt comptant les chariots, qui leur au-
 „ront été accordés par lesdits Seigneurs. Il a de plus, pour fa-
 „cilitier cette affaire des Vivres & fourages, été arrêté, que sur
 „les réquisitions convenables de chacun des Cercles adressées
 „aux Seigneurs des lieux, dans lesquels il sera trouvé nécessaire
 „d'établir des magasins, lesdits Seigneurs les fourniront *gratis*
 „& pour l'amour du Public; mais pour ce qui est des Com-
 „missaires nommés par les Cercles de l'Empire, ou des autres
 „Officiers & Employés à ces Magazins d'approvisionnement, il
 „ne leur fera, quel nom on puisse donner à la chose, rien
 „fournir ni pour Eux, ni pour leurs Gens, ni pour leurs che-
 „vaux, qu'en payant comptant; Et de même que lors de l'éta-
 „blissement de ces Magazins aucun Cercle, ou Etat ne pourra
 „être forcé à laisser les vivres à un prix, qui dépende de la pure
 „volonté de l'acheteur, ainsi chaque Seigneur des lieux doit il
 „avoir soin d'établir dans les endroits de sa dépendance une si
 „bonne police, que les vivres, grains, avoines, fourages &
 „autres nécessités, dont il faudra faire emplette dans les lieux
 „d'operation, ne soient point rehaussés, mais que les Etrangers
 „puissent également comme les Habitans les acheter pour argent
 comp-

„comptant à un prix raisonnable & suivant la taxe reçue dans le
 „Pays, lesquels vivres & nécessités feront, lorsque pour le bien
 „public on les transportera soit par terre soit par eau, & qu'on
 „les livrera aux Magazins établis, exemptés par les Seigneurs
 „territoriaux de tous droits d'entrée, de péage & autres impôts;
 „cependant pour empêcher toutes les manœuvres, que des
 „gens intéressés pourroient commettre, demême que l'entrée
 „secrète des marchandises de contrebande, les Commissaires
 „produiront chaque fois des passeports authentiques & dignes
 „de foy, avec des états fidels de tout ce qui passera près des
 „bureaux de péage, ensemble des certificats valables expédiés
 „par les Officiers de la Direction du Cercle, ou par les Généraux
 „Commandants les Troupes (lesquels feront dans leurs Chan-
 „celleries des dispositions rigoureuses pour empêcher, qu'il ne
 „soit commis avec ces passeports aucun abus, ou irrégularité)
 „au deffaut dequoy ils ne passeront point, à moins d'acquiter
 „comptant les droits ordinaires. Ceux, qui frauderont les pé-
 „ages quels qu'ils puissent être, seront suivant les circonstances
 „& l'exigence du cas punis exemplairement par la justice des
 „lieux soit par confiscation, soit par amande pécuniaire, soit par
 „punition corporelle.

„ Secondement pour ce qui est de la pesante Artillerie &
 „des ammunitions, il a été arrêté, qu'elles seroient fournies
 „non seulement par les Cercles, qui souffriroient le plus, ou
 „qui se trouveroient le plus près des operations de la guerre,
 „mais aussi par chacun des Cercles, lesquels à proportion des
 „Troupes, qu'ils auront à mettre sur pied, fourniront à cet
 „égard leur contingent avec toutes les appartenances, ustenciles,
 „ammunitions; Officiers nécessaires; Ingénieurs, Employés,
 „Canoniers, Artificiers; Fuzeliers & Ouvriers; & en feront
 „pour le secours des Cercles opprimés le transport dans les lieux &
 „endroits, qui seront ordonnés par la Généralité, de telle ma-
 „nière que si au deffaut de ce les Cercles souffrants, ou situés
 „le plus près des operations; ou quelques autres Etats particu-
 „liers venoient à fournir cette artillerie, Munitions, & ce qui
 „y appartient, & que quelque chose en devint ou fut mis hors
 „d'usage ou tout à fait perdus, les autres Cercles de l'Empire

„seront obligés de leur bonifier sans retard ce qu'ils auront ainsi
 „fourni au delà du contingent par Eux dû, ensemble les ustens-
 „ciles y jointes & les frais faits à cette occasion ; & au cas
 „qu'un Etat particulier eut fourni semblables besoins, ce sera au
 „Cercle, dans lequel il se trouvera Situé, à le garantir & in-
 „demniser par le remboursement des frais, qu'il aura employés ;
 „par contre ce sera à l'Empire en Général à bonnifier ces mê-
 „mes sommes à ce Cercle, les quelles sommes seront prises de
 „la caisse des operations militaires, qui doit être érigée.

„Au reste il conviendrait, que conformément au résultat de
 „l'Empire du 16. Juillet 1674. ratifié par l'Empereur alors
 „Régnant, il fut fourni par l'Empire pour une Armée de 120000.
 „hommes 15. pièces de 18: 30. de 12: & 30. de 6: , comme
 „aussi 30. mortiers, mais comme d'un côté les pièces de 18.
 „ont depuis quelque tems considérablement diminuées, & que
 „d'un autre côté la méthode indiquée par le susdit résultat, qui
 „règle que deux Cercles de l'Empire fournissent ensemble leurs
 „contingents en Artillerie, à été trouvée sujette à bien des in-
 „convénients, c'est pourquoy par ces considerations & autres
 „il a été trouvé, que jusqu'à l'avis ultérieur de la Généralité il
 „ne sera pour le présent tenu prêt, que 10. pieces de 18: , 40.
 „de 12: , 30. de 6: , & 30. mortiers du poids de deux jusqu'à
 „300. livres chacun ; En conséquence que chacun des Cercles li-
 „vrera au plutôt dans les lieux d'operation désignés par la Géné-
 „ralité une pièce de 18: , quatre de 12: & trois de 6: comme
 „aussi trois Mortiers, en joignant à chaque Canon & mortier
 „quatre Canonniers & 8. Ouvriers, le tout quoy sera entretenu
 „aux dépens de chacun des Cercles ; permis néanmoins quant
 „à ce point à ceux des Cercles, qui se trouveront éloignés des
 „lieux d'operation, de S'arranger & S'accomoder à cet égard
 „avec les Cercles, qui en seront plus proches, du sçu cepen-
 „dant & approbation de la Généralité.

„Pour ce qui concerne au surplus l'Artillerie légère, autre-
 „ment Artillerie de Campagne, l'on est d'avis, que chaque
 „Cercle soit obligé de la fournir & livrer, à proportion des Trou-
 „pes qu'il aura fourni, savoir chaque Cercle deux faucons, &
 „à la

„à la suite de Chaque Régiment d'Infanterie deux petites pièces
„de Campagne avec le surplus des Armes à feu , qui convien-
„dront (en quoy l'on observera autant que faire se pourra une
„égalité de calibres) comme aussi toutes les appartenances né-
„cessaires en Ammunitions, poudres, boulets & balles;

„A l'égard du troisième & quatrième point concernant le
„contingent en Argent pour iceluy être porté à la Caisse des
„operations militaires, il a été après mûre délibération conclu
„& arrêté dans les trois Colléges, que pour subvenir aux frais
„communs concernant tout l'Empire en Corps l'on établiroit
„au plutôt une caisse commune des operations militaires de l'Em-
„pire & ce sur le pied des mois Romains , à l'effet de quoy se-
„ront pour le présent rassemblés & délivrés au Caissier Gé-
„néral de l'Empire soit en argent comptant , soit en bonnes let-
„tres de change acceptées ou à Francfort, ou en quelque'autres
„Places de change 30. mois Romains payables en trois termes
„égaux, dont le premier écheoira à la fin de Juillet, le second
„à la fin de Septembre & le dernier à la fin de Novembre de
„l'Année courante, & au cas que les dites sommes ne soient
„point exactement & sûrement acquittées S. M. I. fera très hum-
„blement suppliée de la part de l'Empire de faire contraindre
„suivant les constitutions de l'Empire par exécutions circulaires
„ceux des Etats, qui seront en retard; & de même qu'aucun
„Etat de l'Empire n'est en droit de s'exempter, ou de s'excepter
„de cette contribution Générale, si ce n'étoit que l'un ou l'au-
„tre eut par des invasions ennemies, ou par des contributions ex-
„torquées été notoirement mis hors d'Etat de donner son con-
„tingent, ainsi conviendra-t-il que pour subléver les Géné-
„raux de l'Empereur & de l'Empire dans leurs Soins, & dans
„les mesures qu'ils auront projetées, la disposition des som-
„mes de la Caisse d'operation soit de la part de l'Empire con-
„fiée au Sr. de Kaltenthal d'Altingen Directeur actuel de la
„Noblesse de l'Empire au Canton de Kocher & Colonel au
„service du Duc de Wurtemberg, lequel est un Cavalier pos-
„sédant du bien & expérimenté en semblables matières, ainsi
„que dans les affaires militaires; il aura pour luy, ses Em-
„ployés

„ployés Subalternes & domestiques 250. florins de gages par
 „mois avec le titre de Commissaire Général de l'Empire; par
 „contre il sera tenu de se trouver toujours à portée de la Gé-
 „néralité, de retirer, mais toujours en gros Fonds, les sommes,
 „qui se trouveront dans les Villes de dépôt & entre les mains
 „des Caissiers de chaque lieu, de faire sans la moindre opposition
 „les emplois & paiements suivant les assignations & ordonnances,
 „qui luy en seront données par les Généraux de l'Empereur
 „& de l'Empire Commandans en chef (aux quels sera de toute
 „façon laissée une disposition illimitée de ces argents), enfin
 „de prêter à l'Empereur & à l'Empire le serment sur ce ré-
 „quis. Il a en outre été jugé à propos de deffendre, qu'au
 „sujet des mois Romains ainsi accordés il soit donné aucunes
 „assignations sur les Etats particuliers de l'Empire;

„ En cinquième lieu, comme l'on ne sauroit mieux pré-
 „venir les désordres des Soldats que par l'exacte payement
 „de leur près, il importe extrêmement, que chaque Cercle
 „& Etat fournisse sans retard son contingent tant à la Caisse des
 „operations, que pour l'entretien de ses propres Troupes; ce-
 „la étant ainsi fait l'on pourroit soit en Campagne, soit dans les
 „quartiers pourvoir suffisamment à ce que par des réglemens
 „émanés des Généraux & Officiers commandans il soit deffen-
 „du aux Soldats de s'écarter de la troupe, que tous excès soient
 „prohibés; que les délinquants soient exemplairement punis,
 „Et que même suivant les ordonnances militaires les Officiers
 „Commandans soient tenus de bonifier le dommage, qui aura
 „été causé. Et affin que l'Officier comme le Soldat puissent être
 „instruits comment la discipline militaire doit être établie, com-
 „ment ils sont tenus à l'observer de leur part, & comment les
 „Seigneurs territoriaux sont autorisés à punir les délits & excès,
 „qui seront commis par les Soldats, de qui ils puissent dépen-
 „dre, il a été résolu, que l'ordonnance militaire renduë par
 „l'Empire en 1682. sera publiée à toutes les Troupes des Cer-
 „cles, & que l'exécution en sera sévèrement recommandée.

„ Comme il faut autant que faire se peut prendre ses mesures
 „pour combattre l'Ennemi avec succès, chaque Cercle fera in-
 „cessam-

„cessamment (sans préjudice néanmoins & sans déroger aux Ré-
 „cés de l'Empire du 17 Novembre & 13 Décembre 1702. ainsi
 „qu'aux Récés postérieurs) marcher ses Troupes vers les lieux
 „d'operations; Et pour prévenir toutes dissolutions & dérégle-
 „ments il ne sera, selon qu'il est porté par l'avis de l'Empire du
 „20 Décembre 1681. permis à aucuns Cercles ou Etats de l'Em-
 „pire de rappeler leurs Troupes suivant leur bon plaisir; ils se-
 „ront au contraire obligés de les laisser constamment sous le
 „Commandement de la Généralité, & de recruter chaque fois
 „ou remonter à leurs frais & à tems les hommes, qui manque-
 „ront; l'on excepte néanmoins de cette présente disposition le
 „cas, que l'un ou l'autre Etat venant à souffrir une invasion en-
 „nemie dans ses propres Pays de l'Empire eut lui même besoin
 „de ses Troupes, auquel cas, lorsqu'il l'aura fait savoir à la Gé-
 „néralité & qu'icelle y aura donné son consentement, il sera en
 „droit de rappeler son contingent, & de le garder près de lui
 „tant & si longtems que le danger durera.

„Sixièmement, pour ce qui est des marches, elles seront
 „conformément aux Constitutions ci-devant faites à cet égard ré-
 „glées de la façon suivante.

„I. Les Etats, dont les Troupes marcheront par le Ter-
 „ritoire d'autres Etats, adresseront à ces derniers des lettres
 „réquisitoriales pour en obtenir la permission, ce qu'ils feront
 „en termes convenables & de bonne heure, sans attendre que
 „leurs Troupes soient déjà dans le Cercle d'autrui, où sur le
 „point d'y entrer; ils joindront à ces lettres un état des Trou-
 „pes, qui passeront, ainsi que des rations de bouche & de fou-
 „rages, qui leur seront nécessaires; ils s'adresseront aussitôt
 „aux Commissaires de ce Cercle, afin qu'entre tous les Com-
 „missaires respectifs il soit pris des arrangements pour les rou-
 „tes & étapes, a quoy ils appelleront non seulement tous les
 „Cercles intéressés; mais aussi tous ceux des Etats de l'Empire,
 „qui, quoique dépendans d'un autre Cercle, se trouveroient
 „ou posséderoient des Seigneuries dans le Cercle, avec lequel
 „il

CAPITULATION

„il s'agiroit de s'ajuster, en quoi ces Etats seront traités sur le même pied que les autres Membres du Cercle.

„II. Les Etats des Cercles, qui auront intérêt en cette affaire, concerteront & régleront les routes en choisissant & faisant observer exactement celles, qui se suivent & qui sont les plus droites, comme aussi en proportionnant d'un endroit à l'autre les marches de chaque jour avec le plus d'égalité que faire se pourra; ils tacheront en même tems, autant qu'il sera possible, de faire ces routes par le propre Territoire de celui, à qui les Troupes appartiendront & ne chargeront pas un Etat seul des campemens de séjour, mais alterneront entre plusieurs, suivant que les circonstances pourront le permettre.

„III. Avant l'entrée des Troupes dans un Cercle l'on réglera préliminairement suivant le prix ordinaire des denrées les étapes & fourages à raison de tant par Homme & par cheval.

„IV. Pour la sûreté de ce paiement, ou il sera donné un otage, ou l'on déposera une certaine somme, qui aille jusqu'à la concurrence de celle, qui pourroit être due, ou l'on fournira caution suffisante; Et comme ce moyen a paru le plus propre pour empêcher les excès & que les marches ne deviennent autant à charge, qu'elles l'ont été jusqu'icy, S. M. I. fera très humblement suppliée, ainsi qu'on l'en supplie de présent, non seulement de vouloir bien faire toutes les dispositions convenables pour que ce point concernant l'otage ou le dépôt d'une somme suffisante soit observé sans la moindre résistance, & que même les propres Troupes de Sa dite Maj. ne fassent à cet égard aucune difficulté, mais aussi pour que le règlement des marches ou des routes en date du 4. Novembre 1711. dressé & convenu à Spire avec S. A. le Prince Eugene Duc de Savoye, publié sous le nom de S. M. I. le 28. Octobre 1712. avec l'addition sur le Septieme point portée dans le résultat de l'Empire du 22. Juillet 1613. soit, mieux qu'il n'est arrivé jusqu'icy, constamment & ponctuellement observé;

„V. Le paiement des étapes, dont le prix aura été convenu, ne se fera pas moins pour les bas Officiers à commencer depuis le Maréchal des Logis ou depuis le Sergent que pour

pour le Soldat ; Mais pour ce qui est des hauts Officiers jusqu'au Cornette ou Enseigne inclusivement , on leur bonifiera au prix coutant ce , dont ils auront besoin pour leur subsistance , à l'exception néanmoins de ce que les Valets & Chevaux des hauts Officiers , qui doivent aussi suivant l'ordonnance profiter du bénéfice des étapes , consumeront en nature.

VI. Pour ce qui est des chariots ou attelages , dont on aura besoin dans ces marches , l'on conviendra d'un certain prix ; mais supposé qu'en ne se fut point accommodé à cet égard , il ne sera demandé pour chaque Compagnie que deux chariots tout au plus , lesquels ne seront pris que d'une marche à l'autre sans passer outre , & l'on payera pour chaque cheval 30. Creützer par jours.

VII. S'il arrivoit que les hauts ou bas Officiers commissent quelques excès , & que de part ou d'autre il fut contrevenu à la présente disposition , ou que l'on fit difficulté soit de payer ce qui pourroit être dû , soit de bonifier les dommages causés , ou que les Officiers Commandans ne remédiaient point au plutôt aux plaintes portées pardevant Eux , en ce cas & sur les preuves , qui en seront préalablement faites soit par des Témoins , soit en vertu d'un serment corporel prêté pardevant les juges du lieu , soit par des attestations en forme des Magistrats , le montant de la somme , qui devra être payée , sera bonifié ou par la Caution , ou , supposé qu'elle ne fut pas suffisante , par le Commissariat des Troupes , qui auront commis ces excès , ou par le Commissariat constitué par celui , à qui ces Troupes appartiennent ; laquelle somme sera ensuite déduite & retenue sur les gages de la Partie Débitrice ; & quand même l'on ignoreroit les noms des contrevenans ou qu'on ne pourroit s'assurer de leur Personne , cela ne doit empêcher , que l'Officier Commandant la Troupe , le Regiment & à son défaut l'Etat du Cercle , ou bien le Seigneur , qui doit payer pour sa Troupe , ne se soumettent comme il convient à ce qui est juste , & ne procurent sans le moindre obstacle la satisfaction due pour les dommages causés.

„Il a de plus pour obvier à la ruine des sujets été trouvé à
 „propos suivant le règlement fait à l'occasion des subsistances
 „d'égaliser & de réduire à un certain nombre conformément
 „au résultat de l'Empire du 30. Janvier 1682. les chevaux de Ba-
 „gages, comme aussi de marquer spécifiquement combien il
 „faut de chevaux tant aux hauts, qu'aux bas Officiers, ainsi qu'
 „aux Valers, qui sont engagés avec la Compagnie & qui dans
 „l'occasion font service avec Elle, pour par ce moyen empêcher
 „la superfluité des Bagages & cette inutilité de chevaux & cha-
 „riots de Bagages, qui n'aboutissent qu'à affaiblir ou incommo-
 „der une Armée. L'on s'en tient au reste aux règlements, qui
 „ont été faits au sujet du pernicieux luxe des Officiers, aux-
 „quels règlements l'on se réfère icy ; Que surtout aucun Com-
 „mandant des Corps, aucun Cercle, aucun Etat ne se rendent
 „à charge à l'autre par des quartiers d'hiver, ni par des quartiers,
 „qu'ils appellent quartiers de *ball* & de rafraichissement, ni au-
 „trement. Les deux louables Cercles de Franconie & de Suabe
 „se réfèrent pareillement icy en termes exprès aux dispositions
 „du règlement concernant les marches convenu le 18. Février
 „1701. avec la Chambre Impériale Aulique & les Cercles asso-
 „ciés, & formellement reçu en 1702. par les récès d'association
 „& la subéquente accession d'Autriche en date des 16. & 17.
 „Mars.

„Septiemement pour ce qui est du Commandement de l'Ar-
 „mée de l'Empire, comme l'on a appris par des endroits sûres,
 „que S. A. le Prince Eugene de Savoye, ce vaillant Héros, est
 „résolu d'ouvrir au premier jour la Campagne en Empire & de
 „se charger sous les ordres de S. M. I. du Commandement de
 „l'Armée de l'Empire, comme étant le plus ancien des Maré-
 „chaux de l'Empereur & de l'Empire, il a été pour le présent
 „résolu de laisser les choses en cet état, cependant l'on tâchera
 „au premier jour de convenir, comment les postes des Géné-
 „raux de l'Empire, qui se trouvent vacants, seront remplacés.

„A l'égard du rang, afin que, lors que toutes les Troupes,
 „qui seront fournies par les différents Cercles, se joindront dans
 „les

„les Camps ou autrement , il n'arrive entre Elles aucune confusion , il a été arrêté , qu'à l'exception du Maréchal Général de l'Empire , lequel n'aura point de compétiteurs , qui puissent lui disputer le rang , le surplus des Généraux & autres Officiers prendront tant dans les lieux d'opérations , qu'autrement en Campagne & dans les postes , ou l'Armée se trouvera rassemblée en tout ou en partie , le commandement , comme aussi le rang suivant l'ancienneté dans la charge , dont ils se trouveront revêtus , à l'occasion de quoy S. M. Imp. sera très humblement suppliée (comme on la supplie en effet) de donner en cela ses ordres à ses propres Troupes , afin qu'Elles aient sans résistance à se conformer à la présente disposition.

„En huitieme & dernier lieu , quoique pour ce qui regarde le prompt & mutuel secours , le réglement d'exécution prescrive comment les Cercles voisins les uns des autres doivent mutuellement s'aider , comment les dangers , dont un Cercle se voit menacé , doivent être réputés concerner tout l'Empire , & comment par conséquent tout l'Empire doit suivant le Résultat des trois Collèges du 17 Nov. 1702. apporter à ce Cercle un prompt secours , néanmoins comme il pourroit arriver , que l'Ennemi porta la guerre en plusieurs endroits à la fois , il a été résolu , qu'en exécution des Résultats de l'Empire tous les Cercles se rendroient à tems & sans faire la moindre résistance avec leurs Troupes & Contingents de l'Empire aux endroits d'operation , qui auront été concertés , & suivant que la Généralité , qui commandera les Troupes de l'Empire , le requérera , lesquelles Troupes seront , comme dit est , obligées de rester sous le Commandement de ladite Généralité , dont il dépendra suivant sa prudence & selon que les événements ou les circonstances particulières le désireront , surtout en ce qui concerne le nombre des Hommes & tous les besoins de guerre , dont il faudra être pourvu , de détacher de côté & d'autre des Troupes de l'un ou de l'autre Cercle. les Princes Directeurs du Cercle soumettront la Généralité du Cercle avec toutes les Troupes , qui lui auront été confiées,

„au Commandement de la Généralité de l'Empire , & si pen-
 „dant la guerre présente il arrivoit , que quelques Puissances
 „Etrangères , meme aussi des Electeurs , Princes & Etats de
 „l'Empire vinssent à surprendre , envahir ou inquieter en ses
 „Pays un autre Electeur , Prince & Etat en vue peut-être de fai-
 „re quelque diversion , afin d'affoiblir les forces de l'Empire &
 „de former un obstacle à ses justes projets , ou par quelle autre
 „raison & prétexte ce puisse être , iceluy ou jceux seront déclá-
 „rés *Ipso Facto* Ennemis de l'Empire & regardés comme tels
 „jusqu'à ce qu'ils aient restitué avec tous dommages & intérêts
 „ce , dont ils se seront emparés. Mais affin que ce secours soit
 „porté avec un effet plus assuré , chaque Cercle sera conformé-
 „ment aux derniers résultats de l'Empire obligé d'entretenir
 „constamment à ses frais & dans un état complet son contin-
 „gent de l'Empire sur le pied réglé en 1681. comme il a été dit
 „ci-dessus à l'occasion du cinquieme point , sans qu'il lui soit per-
 „mis d'y comprendre les Troupes auxiliaires , qu'il pourroit avoir
 „à la solde d'autrui ; en conséquence de ce il recrutera & re-
 „montera à tems & avec exactitude les Régiments & Compá-
 „gnies , lesquels seront , autant que faire se pourra , mis quant
 „au nombre des Hommes sur un pied égal dans tous les Cer-
 „cles ; Et afin qu'aucun Cercle ne puisse quant à l'autre s'ana-
 „giner ou avoir raison de présumer , que les Troupes , qu'il a à
 „fournir suivant la répartition pour son contingent de l'Empi-
 „re , ne sont pas completes , ou ne sont pas pourvues des four-
 „nitures ordonnées , l'on fera ou à l'ouverture de la Campagne ,
 „ou dès que la posture , dans laquelle l'Ennemi se tiendra , le
 „permettra , la revue des Troupes des Cercles , lorsque sur les
 „ordres , qui en seront donnés par le Général Commandant , les
 „contingents de l'Empire s'assembleront , après quoy ce qui se
 „trouvera manquer sera aussitôt & sans retard remplacé suivant
 „les Constitutions de l'Empire par le Cercle , qui sera en faute.
 „Ce cas de conjonction arrivant toutes les Troupes des Cercles
 „ainsi assemblées prêteront entre les mains de la Généralité &
 „suivant qu'il en a été convenu en 1682. le serment de fidélité
 „à S. M. Imp. ainsi qu'aux Electeurs , Princes & Etats de l'Em-
 „pire

„pire; Sa M. Imp. sera en même tems très-humblement sup-
 „plée, comme on la supplie par les présentes, qu'il lui plaise
 „ordonner sévèrement à ses Troupes de faire au plus vite tou-
 „tes les dispositions utiles & nécessaires pour cette Campagne,
 „qui commence de si bonne heure, & de ne rien absolument
 „commettre de leur part, qui puisse faire tort au présent ar-
 „mement de l'Empire, afin que les Cercles & Etats de l'Em-
 „pire puissent au moien des contingents complets par Eux
 „fournis, ainsi que de toutes les autres fournitures de guerre
 „& avec d'autant plus d'ardeur & de force combattre utile-
 „ment sous le Commandement de la Généralité l'Ennemi de
 „l'Empire & par une si bonne harmonie remettre l'Empire
 „en son premier état florissant & de prospérité.

„Au pardeßus çà les Electeurs, Princes & Etats supplient
 „très-humblement S. M. I. de faire soigneusement examiner, si
 „chaque Etat ou Cercle de l'Empire fournit son contingent de
 „l'Empire complet & en entier, & de ne point permettre, que
 „par la Chambre Aulique ou autrement par des traités particu-
 „liers l'Armée de l'Empire souffre la moindre diminution en hom-
 „mes, par ou Elle se verroit affoiblie, tandis que l'Etat, dont
 „il s'agiroit, trouveroit occasion de faire passer son contingent
 „pour double, en quoy certainement S. M. I. ne trouveroit pas
 „mieux son compte, que l'Empire.

„Toutes ces considerations font esperer aux Electeurs,
 „Princes & Etats, que (particulièrement s'il se rencontroit quel-
 „ques nouveaux obstacles au sujet de la Convocation des Cercles
 „ou d'autres mesures à prendre), il plaira d'autant plus à S. M. I.
 „faire employ de ses soins paternels pour l'Empire, que cela ne
 „pourra qu'augmenter l'honneur de la Nation Allemande & mên-
 „ner à une glorieuse fin de la guerre présente.

„Les Conseillers, Ministres & Envoies des Electeurs, Prin-
 „ces & Etats icy présents se recommandent à S. M. I. avec Zèle
 „& respect. Ratisbonne le 14. Avril 1734. Signé la Chancelle-
 „rie Electorale de Mayence.

„Ce résultat a ensuite été confirmé & ratifié par un décret
 „de Commission Imperiale du 22. May suivant.

L'Em-

CAPITULATION

L'Empereur est toujours le Généralissime des Troupes de l'Empire tellement qu'il ne tient qu'à luy de commander l'Armée en Personne, & quoiqu'il paroisse par le résultat cy dessus transcrit, que les Maréchaux & Officiers Généraux soient constitués par la Diète, néanmoins c'est toujours l'Empereur, qui les nomme & qui les présente, la Diète ne fait que les confirmer.

Lorsque pendant la durée d'une guerre il a été fait des Prisonniers, qu'on veut échanger ou rençonner, il est d'usage de dresser des Cartels pour de part & d'autre convenir d'un pied fixe, suivant lequel la rançon doit être payée. Le Cartel fait en 1692. entre l'Empereur Léopold & le Roi de France Louis XIV. ayant servi de modele à la plus part de ceux, qui ont été postérieurement arrêtés, nous croions d'autant moins inutile de le joindre ici, que souvent il peut être fait employ de semblables pièces, & que d'ailleurs on verra par celle cy les titres des Officiers tant Généraux que subalternes, ainsi que le rang & l'ordre, dans lequel ils se suivent.

*Rançons des Officiers de l'Armée
Impériale.*

	Florins d'Empire
Général-Lieutenant.	25000.
Général <i>Feld</i> Maréchal.	15000.
Général de la Cavallerie.	10000.
Général d'Artillerie.	6000.
Commissaire Général.	5000.
Lieutenant Général <i>Feld</i> Maréchal.	5000.
Major Général.	1500.
Commissaire Général des guerres.	1000.
Quartier Maître Général.	500.
Intendant de l'Armée.	300.
Commissaire ordonnateur des guerres.	150.
Trésorier de la Cour.	250.
Trésorier Général de l'Armée.	150.
Premier Quartier-Maître.	150.
Aide	

DE L'EMPEREUR CHARLES VII.

153

Florins.

Aide de Camp Général.	150.
Substitut de l'Intendant de l'Armée.	150.
Directeur des Vivres.	150.
Sous Maréchal Général des Logis.	70.
Autres Commissaires ou Employés des Vivres.	50.
Wagenmeister Général.	50.
Son Lieutenant.	30.
Quartier-Maitre de l'Etat Major.	50.
Son Lieutenant.	25.
Capitaine des Guides.	50.

Gardes du Corps à cheval de S.M.I.

Le Capitaine.	1000.
Son Lieutenant.	1000.
Le Cornette.	500.
Les autres Officiers & Gardes du Corps payent leurs rançons autant qu'un mois de Gage leur raporte.	

Gardes du Corps à pied, autrement Trabants de S.M.I.

Capitaine.	150.
Le Lieutenant, les autres Officiers & Trabants payent pour leur rançon autant qu'un mois de gage leur raporte.	

Cavallerie.

Le Colonel.	700.
Lt. Colonel.	300.
Le Major.	150.
Un Capitaine.	100.
Le Quartier-Maitre du Régiment.	40.
L'Auditeur.	40.
Le Munitionnaire.	15.

U

Le

	Florins.
Le Wagen-Meister.	15.
Le Prevost.	15.
Un Lieutenant.	40.
Un Cornette.	30.
Maréchal des Logis.	14.
Fourier.	14.
Trompette & Timballier.	10.
Sellier, Taillandier, le Simple Cavalier.	7.

Les Régiments de Housfards sont traités comme la Cavallerie; le Colonel, Lieutenant Colonel, Major & Capitaine des Dragons sont pareillement sur le même pied que la Cavallerie, mais pour ce qui est des Officiers au dessous du Capitaine, ainsi que du Cavalier leurs ransons se payent sur le pied de l'Infanterie.

Infanterie.

Le Colonel.	600.
Lieutenant Colonel.	300.
Le Major.	120.
Le Quartier-Maitre du Régiment.	30.
L'Auditeur.	30.
Le Munitionnaire.	15.
Le Wagen-Meister.	15.
Le Prevost.	15.
Le Capitaine.	70.
Lieutenant.	24.
Eseigne.	20.
Sergent.	10.
Le Caporal, Fourier, Tambours, Fifre &c. & le Soldat.	4.

Les Commissaires & autres Officiers d'Artillerie, les Pointeurs, Artificiers, Canoniers, Voituriers, Ouvriers, Maréchaux, & autres Employés payent pour leur rançon un mois de Gage.

Tous

DE L'EMPEREUR CHARLES VII

155.

	Florins.
Tous les Ingénieurs, qui font service soit à l'Armée, soit dans les Places fortes payent.	75.
Les autres Ingenieurs.	50.
Les Entrepreneurs.	25.
Les Officiers & Soldats des Compagnies de Mineurs payent un mois de Gages.	

Pour ce qui est des réglemens concernant la discipline militaire, il y en a de très beaux & qui ne cèdent en rien à ceux, dont d'autres Souverains font usage; mais l'exécution en est d'autant plus difficile; que comme les Troupes de l'Empire sont tirées de differents Cercles, l'on a toujours mille peines à les réunir au même point d'obéissance.

Il a plusieurs fois été délibéré à la Diète, si l'Allemagne n'entretiendroit point constamment une Armée considérable sur pied pour la faire agir toutes les fois, que l'Empire entreprendroit une guerre soit offensive soit défensive; les Politiques ont donné sur cette matière, qu'ils appellent le *perpetuus miles*, differents Plans & mémoires.

Ces projets portent, que l'Empire doit toujours avoir sur pied pour le moins 24 mille Hommes d'Infanterie, & de la Cavallerie à proportion;

Que véritablement il conviendroic mieux à la Grandeur de l'Empire d'avoir toujours jusqu'à 50 mille Hommes prêts à marcher; mais que comme cette proposition révolteroit ceux des Etats, qui contribuent avec peine & répugnance, il vaut mieux leur rendre cette dépence plus supportable, sauf à faire des augmentations, lorsque les circonstances y seront disposées;

Que si, vû les moderations, que la plus part des Etats ne cessent de solliciter, il ne leur plaît pas de prendre la matricule actuelle pour règle, il faudra, qu'ils commencent par convenir entre Eux d'un pied fixe, en conformité duquel chaque Cercle fournira son Contingent;

Que quand la répartition sera une fois faite, chaque Cercle entretiendra ses Troupes, lesquelles seront divisées en Régiments

ments ayans chacun leur Colonel particulier & distingué de celui, qu'on appelle le Colonel du Cercle;

Que tout ce militaire répartis dans les Cercles sera sous les ordres de la Généralité, sçavoir en *premier lieu* de Sa M. Imp. comme Commandant en chef, puis en *second lieu* de son Général Lieutenant, qui cependant ne pourra être ni Electeur, ni Prince Régnant, crainte qu'il ne se prévale à son avantage du pouvoir, qu'il auroit sur cette Armée, & en *troisième lieu* des autres Généraux, qui seront à la nomination de l'Empereur & de l'Empire, au nombre que l'on trouvera nécessaire;

Que tout ce qui surviendra d'important sera communiqué à la Diète, dont les Généraux recevront directement les ordres, & les adresseront ensuite aux Cercles, ainsi qu'aux Colonels & autres Officiers, qu'ils chargeront d'exécuter les desseins projetés;

Que pour cet effet il conviendra de désigner un lieu fixe comme pourroit l'être Francfort, ou S. M. Imp. entretiendra perpétuellement un Résident & les autres Electeurs & Etats des Députés, avec pouvoir de délibérer sur tout ce qui pourra concerner la deffense de l'Empire, & la sûreté de ses frontières;

Qu'affin de rendre ces députations moins coûteuses, plusieurs Etats pourront se servir du même Député, puisqu'ils auront le même intérêt;

Que pour obvier aux désordres, qui pourroient être commis pendant les marches, Campemens & quartiers d'hiver, il sera à propos d'abandonner au Cercle, par, ou dans lequel les Troupes passeront & séjourneront la Direction & le Commandement conjointement avec la Généralité, n'étant point à douter, que ces Directeurs s'interessans pour le Pays ne donnent tous leurs soins pour le maintien d'une règle & d'une bonne discipline;

Que quoy qu'il soit libre à chacun des Etats d'entretenir & salarier comme bon luy semblera les Hommes, qu'il aura fournis pour son contingent, l'on ne pourra néanmoins se dispenser de rendre une ordonnance générale, par laquelle on réglera ce qui sera payé par mois à chaque Homme soit à pied soit à che-

à cheval , lors qu'ils feront Campagne , afin d'établir un pied fixe & égale entre tous , & par ce moyen couper court à toutes les jalousies ; qui pourroient naitre ;

Que les Etats , par & dans le territoire desquels les Troupes prendront leurs routes , ou leurs postes , auront soin de si bien concerter d'avance toutes leurs mesures pour s'approvisionner de denrées , que le Soldat puisse trouver des Vivres à un prix suportable ;

Que pareillement pour éviter toutes dissensions entre les Officiers , il sera fait un règlement touchant leur rang tant entre Eux qu'entre les Cercles , au service desquels ils seront ;

Que ces mêmes Officiers prêteront entre les mains de la Généralité serment de fidélité à l'Empereur , à l'Empire & aux Cercles en Général ;

Que pour ce qui est de l'Artillerie chaque Cercle aura l'attention de s'en pourvoir conformément au Récés d'exécution de l'An 1555. d'une façon qu'en joignant , si besoin étoit , le tout ensemble , cela fasse un convoi proportionné à la force de l'Armée & aux opérations de la Guerre ;

Qu'à l'égard des dépenses communes ou Générales & des appointements de la Généralité , chacun des Etats de l'Empire y contribuera en portant annuellement un demi mois Romain à la Caisse publique ;

Que non seulement les Etats de l'Empire assemblés , ainsi que la Généralité , mais aussi chaque Cercle & Etat particulier auront l'oeil sur tout ce qui se passera tant dehors que dedans l'Empire , & que dans les cas d'une nécessité pressante les Cercles se mettront en état de défense & appelleront leurs voisins à leur secours , en attendant que l'Empire & la Généralité aient pris leurs mesures ;

Enfin que cet établissement de Troupes réglées dans chaque Cercle servira non seulement contre les Perturbateurs du repos public , mais aussi , lorsque besoin sera , dans les matières d'exécution , surtout des jugements rendus au nom de l'Empire.

Tout bien arrangé que ce projet paroisse , il a toujours rencontré quantité d'obstacles , lesquels sont principalement provenus ,

I. Du peu de disposition , qu'ont la plupart des Etats à se soumettre à une charge perpétuelle ;

II. De la crainte , qu'on a eu , que les Etats se voians pour ainsi dire toujours armés ne se portassent plus facilement à se faire la guerre les uns aux autres ;

III. De la difficulté de nommer un Général Lieutenant, qui ne fut point trop dévoué à l'Empereur ;

IV. De la liaison , qu'ont différents Etats de l'Empire avec des Cours Etrangères ;

V. Des Alliances particulières , que certains Cercles ou Etats ont conclus entre Eux, &c. qui les tranquillisent assez, pour qu'ils ne jugent point nécessaire de s'attacher à d'autres sûretés.

Les questions militaires, au sujet desquelles les Auteurs pensent différemment, sont

Si l'Empereur peut choisir pour son Lieutenant un Sujet, qui n'est pas né Allemand ?

Si un Général, qui commande la totalité de l'Armée d'Allemagne, ose sans un consentement spécial des Etats faire passer cette Armée hors des limites de l'Empire ?

Si dans une guerre, que l'Empire auroit contre des Puissances Chrétiennes, il peut appeler des Nations infidèles à son secours ?

Si lorsqu'en tems de guerre il convient de défendre la sortie des marchandises & denrées, qui peuvent servir à l'Ennemi, ou de rompre d'ailleurs le commerce, ce qui d'ordinaire entraîne la ruine des Habitans, l'Empereur a droit de faire de semblables défenses sans autre autorité que la sienne, ou s'il faut un Résultat ou un Mandement de la Diète ?

Si dans la supposition , que l'Empire fasse des conquêtes, c'est à l'Empire à en tirer le revenus moiennant l'établissement d'un Administrateur, qui en deviendrait comptable, ou si l'Empereur peut en prendre possession sur le fondement d'un ancien usage, qui à toujours laissé aux Empereurs la jouissance des Domaines conquis, ou si les Etats de l'Empire, qui ont supporté les frais de la guerre, ne seroient pas autorisés à prétendre, que l'on fit la vente de ces nouvelles conquêtes pour les deniers en provenans être entre Eux partagés à proportion des dépenses souffertes ?

Si

Si l'Empire est obligé d'indemniser ceux des Etats, qui pendant ou à l'occasion d'une guerre de l'Empire ont été expulsés d'une partie ou de la totalité de leurs Domaines?

Depuis que la Couronne Imperiale & celle de Bohême ont passé à l'Empereur CHARLES VII. aujourd'hui Régnant, l'on a souvent dans les conversations agité la question, si un Soldat, qui n'a pris service dans les Troupes de feu Charles VI. que parcequ'il comptoit servir un Empereur, ou son Roi, peut aujourd'hui déserter des Troupes de la Grande Duchesse de Toscane. Sans se rendre coupable du crime de défection?

Avec des distinctions tirées de l'équité & du bon sens on peut aisément résoudre toutes ces questions.

ARTICLE V.

§. I.

Pareillement nous ne devons ni ne voulons charger, ni molester sans nécessité les Princes Electeurs, ni les autres Etats du saint Empire Romain de taxes de Chancellerie, d'accompagnements en voyages, d'impôts & de collectes,

Les Etats de l'Empire ne sont point chargés sans nécessité d'impôts, de taxes de Chancellerie & de suite en voyages.

§. II.

Promettans de n'imposer soit en tems de guerre ou pendant la paix les collectes & autres pareilles charges dans les cas permis, nécessaires & pressants, que du sçeu, conseil & consentement des Electeurs, Princes & Etats, même en pleine Diète & non autrement,

Il ne sera rien imposé sans le consentement des Etats.

§. III.

D'en faire recevoir la livraison es Villes ordinaires désignées pour la recette par les Officiers, qui y seront dépu-

Les subsides seront délivrés aux lieux accoutumés.

députés de la part des Cercles , & de nous employer à faire rentrer les arrérages des Collectes de l'Empire cy devant accordées,

§. IV.

Le Trésorier de l'Empire rendra compte exact de sa gestion.

Comme aussi que chaque fois compte en soit rendu par le Trésorier Général à l'Empire ou à celui, que l'Empire commettra pour l'audition dud. Compte, ce qui se fera ou à la Diète présente, ou, au cas qu'Elle ne fut plus assemblée alors, à celle, qui suivra, si ce n'étoit cependant qu'il fut question d'impositions accordées à l'Empereur & dont il auroit la libre disposition;

§. V.

Les subsides de l'Empire ne doivent être employés qu'à leur destination,

Nous n'emploierons pas non plus les deniers provenans des Collectes, ainsi que les secours, qui nous seront accordés, à autre fin qu'à celle pour laquelle nous les aurons obtenus.

§. VI.

Les Etats héréditaires de S. M. I. ne seront point exemptés des contributions de l'Empire,

Nous ne nous exempterons point nous même ni nos Pays héréditaires du contingent, que nous aurons à payer pour notre cote-part des subsides & Collectes, qui auront été ordonnées par l'Empire,

§. VII.

Ni aucun autre Etat de l'Empire;

Ni ne permettrons qu'un Etat, qui a voix & séance aux assemblées de l'Empire se libere sous quel prétexte ce puisse être, ou sur le fondement d'un droit d'exemption, de ces subsides & impositions, ni qu'il en soit en aucune manière

manière exempté par nous ou par quelqu'autre soit dedans, soit hors de l'Empire.

§. VIII.

Nous ne donnerons à Personne aucunes assignations sur les Cercles ou Etats de l'Empire contre leur Volonté & sans le sçû & consentement de l'Empire ; nous ne permettrons absolument aucune compensation, particulièrement avec les dettes ou deniers de l'Empire, ou les nôtres, ou ceux d'autres particuliers.

Il ne sera faite aucune compensation, ni donné aucune assignation sur les Cercles de l'Empire.

§. IX.

Nous n'accorderons aucunes exemptions, ou modérations des taxes & matricules sans la participation & agrément des Electeurs, Princes & Etats,

Il ne sera accordé ni modérations, ni exemptions.

§. X.

Mais nous donnerons au contraire nos soins pour qu'au plutôt & si faire se peut dans l'espace de deux ans les points de la réintégration des Cercles, de la modération de la matricule & de la Peræquation, en un mot toutes les difficultés concernant les exemptions soient dûement traitées & terminées ou dans les comices Généraux de l'Empire, ou dans les Diètes particulieres de modulation,

La réintégration des Cercles, modération de la matricule, & les différends au sujet de l'exemption seront promptement terminés;

§. XI.

Et pour qu'au surplus chaque Etat soit tenu de fournir ce qui sera par luy dû, & que conformément au règlement

Chaque Etat sera en cas de besoin contraint à payer son contingent.

gèrement d'exécution il soit procédé par voye de contrainte contre ceux , qui se trouveront en retard (^a).

ART. VI.

*Observations
autres
dans les
des Gén.
de l'Em-*

a) Les Collectes , qui se levent en Empire , sont ou Générales (d'autres disent universelles) ou circulaires , ou Provinciales. Les Générales sont Employées aux besoins de l'Empereur & de l'Empire ; les circulaires aux besoins des Cercles , ou du moins à la destination par Eux résoluë ; & les Provinciales aux besoins des Seigneurs territoriaux.

Comme ce n'est que la première espece , qui forme l'objet du présent article , elle fera pareillement seule l'objet de la Note cy après.

Les Collectes de l'Empire sont divisées en ordinaires & extraordinaires ; Les ordinaires sont aussi appellées nécessaires, non pas qu'elles soient annuelles , mais parceque l'Empire ne peut s'exempter de l'obligation de les lever ; telles sont celles, aux quelles chacun des Etats est tenu de contribuer pour les appointemens des Officiers de la Chambre Imperiale.

Les Collectes extraordinaires sont occasionnées par des cas imprévus , tels que pourroient être une guerre inopinée , la réparation des forteresses de l'Empire , l'envoy de Députés à des Congrès , les sommes , que l'Empire adjuge à l'Empereur pour le mettre en état de subvenir aux dépenses , auxquelles la Dignité Imperiale assujettit. Ce dernier point mériteroit d'être mis au nombre des dépenses ordinaires ou nécessaires ; en effet il est notoire , que les Empereurs ne possèdent plus comme cy devant des Terres patrimoniales de l'Empire , dont le revenu puisse concourir à leur subsistance ; Ils abandonnent aux Officiers de leur Cour , ainsi qu'à ceux du Conseil aulique & de la Chancellerie de l'Empire tout ce que les affaires tant gracieuses que contentieuses , qui font partie de leurs réservats , rapportent ; Ils entretiennent le Conseil aulique aux dépens de leurs propres finances ; Ils ont dans la plupart des Cours de l'Europe des Ministres , qui ne sont pas moins chargés des intérêts de l'Em-

L'Empire que des leurs ; Ils reçoivent fréquemment des Ambassadeurs Etrangers , qu'il convient quelques fois de défraier , & dont la Mission a souvent les affaires de l'Empire pour objet ; Ils sont obligés comme Empereurs d'augmenter les Troupes , qu'ils avoient auparavant comme Etats de l'Empire , & nombre d'exemples ont fait voir de quelle ressource avantageuse étoient les Troupes Imperiales dans les cas ou de troubles intérieurs , ou d'une attaque inopinée ;

Enfin ils ne peuvent se dispenser , même pour l'honneur & la Grandeur de l'Empire , de tenir une Cour brillante & proportionnée au haut rang , qu'ils occupent ; cependant jusqu'icy rien n'a été fixé de la part de l'Empire pour contribuer à tant de dépenses , auxquelles des Finances au dessous de celles , que possédoit la Maison d'Autriche , pourroient difficilement suffir.

L'on pourroit encore placer parmi les dépenses ordinaires l'entretien d'une Caisse publique & perpétuelle , ou il y auroit constamment un fond applicable à tous les cas de nécessité , qui surviendroient. Plusieurs Politiques ont opiné pour cet établissement & en ont démontré l'utilité par des preuves des mieux motivées.

Les levées d'argent destinées à l'entretien de l'Empereur & aux besoins de l'Empire se faisoient jadis sous le titre de deniers communs (*gemeiner Pfennig*) & étoient une espece de Capitation , suivant laquelle chaetun , depuis les grands jusqu'aux plus petits , étoit cottisé proportionnement à ses facultés , ses revenus & son industrie. Cette méthode approuvée par différents récéés de l'Empire étoit la plus équitable , mais elle a été ensuite changée en une autre forme de Collecte , vraisemblablement parceque les souverains avoient intérêt , qu'on n'entra point dans une connoissance exacte de leurs facultés , ou par cequ'ils n'avoient point la facilité de faire tomber toute la charge sur leurs sujets , ou peutêtre parceque cela entraînoit dans un trop grand détail.

L'on sçait que , lorsque les Empereurs alloient à Rome pour y recevoir la Couronne , les Etats de l'Empire étoient obligés

de contribuer à ces voyages & de fournir 20000. Fantassins & 4000. Cavaliers , dont ils faisoient entre Eux la répartition avec liberté de donner en Argent ce qu'ils ne pouvoient donner en Hommes. Quoique ces voyages eussent cessé, ces subsides, qui ont gardé la dénomination de mois Romains, n'en ont pas moins subsisté & ont été évalués en Argent, savoir à 12. Florins d'Empire par Cavalier & 4. Florins par Fantassin.

Nous donnerons cy après la Matricule, sur le pied de laquelle ces Collectes se font dans l'Empire.

Pour ce qui est de la façon de les lever, on ne sauroit rien de mieux réglé. Après qu'on les a résolues à la Diète, l'Empereur, à qui cette résolution est communiquée, la ratifie, & si quelques fois il diffère de remettre sa ratification, ce n'est jamais que quand les Collectes ordonnées luy paroissent n'être point proportionnées aux besoins, qui les occasionnent. Lorsque tout est arrêté entre l'Empereur & la Diète, la Chancellerie de l'Empire expédie un rescrit ou mandement, qu'Elle adresse aux Directeurs de chaque Cercle pour faire chacun dans leur district la levée, dont il s'agit, sur quoy ces Directeurs remettent ce même rescrit ou Mandement au Colonel ou Capitaine du Cercle, (supposé qu'ils n'en fassent pas Eux mêmes les Fonctions) lequel conjointement avec ses Adjoints donne ses soins pour le faire exécuter & faire remettre par les Collecteurs particuliers au Caissier du Cercle les sommes, dont le Cercle est chargé ; Mais si c'est en Troupes, que le contingent doit être fourni, l'on suit en ce cas ce qui est prescrit par le règlement militaire, dont nous avons donné la traduction pag. 137. not. m.

Quoy que par la cottisation faite à la Diète les Etats soient personnellement tenus de payer leur contingent matriculaire, néanmoins ils ne l'acquittent presque jamais de leurs propres fonds ou finances, parcequ'ils sont ordinairement autorisés par le mandement Imperial à faire sur leurs sujets des sous-Collectes.

Grand débat entre les Publicistes, si ce Droit de sous-Collecter est un annexe de la supériorité territoriale, ou si les Etats ne l'exercent qu'en vertu de l'autorisation ou permission spéciale de

de l'Empereur ? Cette question ne seroit pas peu importante, s'il arrivoit, que la permission Imperiale ne fut pas inferée dans le Mandement, parcequ'en ce cas les sujets pourroient faire des difficultés.

Lorsque quelques Etats sont en retard de délivrer leur contingent & qu'il faut les y contraindre par les voyes judiciaires, le Colonel ou bien le Capitaine du Cercle, même aussi les Directeurs, dressent une Liste de ceux, qui n'ont pas payé, dont ils font l'Envoy à la Chambre Imperiale, qui sans écouter aucunes exceptions ni deffences, à moins qu'elles ne soient sommaires & en même tems bien fondées, est obligée de decerner aussitôt l'exécution, laquelle se fait par les Directeurs du Cercle; ou, s'ils étoient Eux mêmes les Parties condamnées, par les Directeurs des Cercles voisins.

Quand le contingent se trouve en état, l'on attend, s'il est en hommes, les ordres des Généraux pour savoir ou l'envoyer; S'il est en Argent le Caissier du Cercle en fait la remise dans une des Villes de dépôts les plus proches, lesquelles Villes sont Francfort, Nuremberg, Augsbourg, & Leipzig.

Après cette operation le Caissier Général de l'Empire ou donne des Assignations, on rassemble en la caisse toutes les sommes ainsi déposées & en fait Employ suivant qu'il luy est enjoint soit par l'Empereur, soit par la Généralité.

Quand les besoins, qui avoient donné lieu à ces Collectes ont cessé, s'il reste quelque chose en Caisse, on le réserve pour les besoins avenir, mais si faute de suffisance de la Caisse il a fallu aller aux emprunts, on ne peut équitablement se dispenser d'ordonner une Collecte nouvelle pour satisfaire les Créanciers, qui ont fait des avances.

Pour ce qui est de la Reddition des Comptes, elle se fait pardevant des Députés commis à cet effet par la Diète, si ce n'étoit que les Collectes eussent été levées au profit de l'Empereur seul.

ARTICLE VI.

§. I.

*L'Empereur
ne contractera
aucune Alliance
avec les Puif-
sances Etran-
geres pour Af-
faires concer-
nans l'Empire.*

Nous ne Voulons aussi en qualité d'Élu Empereur des Romains contracter de notre chef pour affaires de l'Empire aucunes Alliances, ou unions avec d'autres dedans ou hors de l'Empire, à moins que préalablement nous n'ayons sur ce obtenu le consentement des Electeurs, Princes, & Etats assemblés en pleine Diète;

§. II.

*On dans un cas
pressant il ob-
tiendra du
moins le con-
sentement de
tous les Ele-
cteurs.*

Toutes fois si l'interêt public & le bien commun de-
mandoit plus d'accélération, alors, en attendant que
l'on en puisse venir à une délibération générale de l'Em-
pire, nous serons obligés en cecy principalement, com-
me dans toutes les autres affaires, qui regardent la sûreté
de l'Empire & l'Etat public, d'avoir le consentement de
tous les Electeurs assemblés dans une Diète Collégiale en
un tems & lieu commode & non par des déclarations sé-
parées, que lesd. Electeurs pourroient donner (a);

§. III.

*Les Alliances,
qu'il conclura
au sujet de ses
propres Etats,
ne préjudicie-
ront point à
l'Empire.*

S'il arrivoit, que nous fissions à l'avenir quelques
Alliances à cause de nos propres Pays, cela devra se faire
sans

a) Quoique par les raisons alléguées en la note C. pag. 113. ce
passage pourroit former un grief des Princes, cependant jus-
qu'ici ils ne se sont point récrié contre.

sans préjudicier à l'Empire & suivant le contenu du Traité de paix (b);

§. IV.

Mais pour ce qui regarde les Etats de l'Empire en Général, le droit, qu'ils ont de faire des Alliances entre Eux, ou avec les Etrangers pour leur sûreté, bien & conservation, leur sera conservé en son entier à tous & à un chacun, en sorte pourtant que ces Alliances ne soient point contre l'Empereur des Romains régnant & l'Empire, ni aussi contre la paix Publique, appelée Paix Provinciale Générale, ou contre la Paix de Munster & d'Osna-bruck, & que tout cecy se fasse conformément auxd. Traités & au serment, en vertu duquel chaque Etat est obligé envers l'Empereur des Romains régnant, & envers le saint Empire Romain.

Les Etats de l'Empire pourront s'allier ou entre Eux, ou avec des Etrangers, pourvu que ce ne soit ni contre l'Empereur ni contre l'Empire.

§. V.

Comme aussi que l'assistance, dont sera fait demande aux Princes Etrangers, ne soit requise & faite que sauf & sans exposer l'Empire à aucun danger, ni dommage (c).

Les secours demandés à des Puissances Etrangères ne pourront nuire à l'Empire, ni aboutir à aucunes dangereuses conséquences.

b) Cela verifie ce que nous avons dit en la note D. pag. 114.

c) Les savans, & particulièrement ceux, qui se sont fait une étude de l'antiquité, se sont donné bien des peines pour examiner, si les Etats de l'Empire avoient autre fois droit de contracter des Alliances avec des Puissances Etrangères sans être obligés de recourir à une autorité supérieure?

Si avant de conclure ces alliances il ne falloit pas, qu'ils en obtinssent la permission de l'Empereur?

Si

Si l'Empereur pouvoit par une plénitude de sa Puissance casser & annuler les Alliances faites sans son consentement ?

Si même les autres Etats de l'Empire n'avoient point également ce pouvoir, pour peu qu'ils craignissent, que ces Alliances tendissent à leur préjudice ?

Si cette liberté de contracter des Alliances ne rend point la condition des Princes de l'Empire plus avantageuse que celle des Provinces de Hollande ou de la Suisse, qui n'ont cette faculté que lors qu'Elles y donnent unanimement les mains ?

Toutes ces questions sont usées & deviennent absolument inutiles depuis que par le Traité de Westphalie & notamment par le §. que nous avons cité en plein pag. 111. ainsi que par les Capitulations subséquentes le droit de contracter des Alliances a été assuré & confirmé à chacun des Etats sans aucune autre exception, que celle portée au présent titre ; cependant ceux des Auteurs, qui se sont appliqué à étendre les Réservats des Empereurs, soutiennent, qu'un Etat de l'Empire ne peut contracter de semblables Alliances sans le consentement préalable de l'Empereur. Les raisons qu'ils en donnent sont 1. qu'avant le Traité de Munster cela a toujours été pratiqué. 2. Que puisque les Alliances convenües contre les intérêts ou de l'Empereur ou de l'Empire sont prohibées, il seroit contre les règles de commencer par les contracter avant d'avoir soumis à la décision de l'Empereur quelles peuvent en être la fin & les conséquences ; 3. Que puisque l'usage est, que par les Capitulations les Empereurs confirment les anciennes Alliances convenües entre les Etats de l'Empire, à plus forte raison le bon ordre veut il, que celles conclües avec des Puissances Etrangères soient confirmées, puisqu'Elles sont sujètes à beaucoup plus de dangers ; 4. Que comme suivant la constitution de l'Empire tous les Etats, qui le composent, sont confédérés entre Eux & se doivent en vertu de cette Confédération commune un secours réciproque, les Alliances avec l'Etranger ne peuvent que devenir suspectes, quand elles ne sont point munies de l'agrément du Chef de l'Empire ; 5. & finalement que semblables Alliances n'abou-

n'aboutissent qu'à occasionner de la jalousie près des Grands, de la méfiance près des Égaux & de la crainte près des Petits. Ceux, qui sont d'un sentiment contraire à celui cidessus, avancent, que comme le traité de paix ne prescrit aucune limitation & restriction, il faut le suivre au pied de la lettre, d'autant plus que la liberté de contracter des Alliances avec des Puissances Étrangères étant un des plus beaux Droits Majestatiques des États, on luy feroit perdre tout son lustre en l'assujettissant à la Volonté d'autrui.

ARTICLE VII.

§. I.

DE plus nous nous obligeons de faire observer les ré- *Les réglemens de Police seront exactement exécutés.*
glemens de Police, tels qu'ils existent, ou qu'ils
pourroient être faits dans la suite à la Diète de l'Empi-
re (a), & de travailler de tout nôtre pouvoir à faire fleu-
rir

a) Ayant été reconnu lors des négociations du traité de Munster, *Affaires de Police.*
que la Police en Empire étoit fort mal réglée, l'on renvoia aux
prochains Comices le soin de la réformer & de la mettre sur un
meilleur pied. Par un réces de l'an 1654. la Commission en fut
donnée aux Députés de Francfort, qui chargés de matières plus
importantes laissèrent celle là à l'écart.

En 1666. le Collège Electoral remit la chose sur le tapis &
en conféra avec le Collège des Princes. Les sentimens furent
partagés; les uns prétendoient que l'affaire devoit être renvoyée
aux États, en les exhortant à régler chacun dans leur territoire
la Police comme il convenoit; d'autres soutenoient, que les
réglemens de Police, qui seroient faits par les Princes particu-
liers, ne pouvans être uniformes cela ne produiroit point l'effet
désiré, de façon qu'il valoit mieux établir des loix générales,
qui eussent également force dans tout l'Empire. Ce dernier

Y

parti

parti l'ayant emporté on s'appliqua véritablement à la Diète à faire des réglemens, dans lesquels on s'arrêta principalement aux affaires concernans les duels & les abus commis par les Gens de métier, la plupart desquels abus subsistent encore, quoique par l'ordonnance de l'Empire publiée en 1731. on en ait réformé quantité. Il y a par exemple nombre de métiers, qui n'admettent point dans les Corps & tribus pour Maîtres, Garçons, & Apprentifs ceux, qui ne sont pas fils de Maître ou nés légitimes; ils tiennent pour infâmes ceux, qui s'allient avec des familles descendantes de Maîtres des hautes œuvres; ils veulent, que ceux, qui se présentent pour être reçus, aient non seulement voyagé pendant quelques années, mais même que chemin faisant ils aient mandié, quoique sans nécessité; enfin ils regardent comme un privilège, qu'on aura peine à abolir, le droit de porter l'épée surtout pendant leurs voyages. A bien considérer ces coutumes, ce sont autant de moies pour perdre ou éloigner de bons Ouvriers, pour entretenir des fainéants & quelques fois pour à la faveur des armes produire des Malfaiteurs.

Si la Diète pensoit sérieusement à établir une fois pour toujours des réglemens de Police universels & uniformes en tout l'Empire, l'expédient en seroit aisé en commettant ce soin à trois Personnes consommées, qui retrancheroient des anciens Statuts tout ce qu'ils contiennent de superflus, qui en conserveroient tout le bon & qui y joindroient tout ce que leur pénétration & la connoissance des mœurs du tems leur suggereroient, ou tout ce qu'ils trouveroient d'imitable dans la Police des Nations voisines, sans néanmoins entrer dans un certain détail, qui doit être abandonné aux Magistrats ou supérieurs de chaque lieu, & qui concerne les habillemens, les noces, les repas & autres minuties semblables.

Cette operation finie on en formeroit un Code, à la tête duquel l'Empereur & la Diète feroient apposer leurs confirmations, & il en seroit imprimé quantité d'exemplaires pour la Publication pouvoir en être faite annuellement dans chacun des Bourgs & Villes tant libres que municipales de l'Empire.

Quoi-

rir le commerce de l'Empire tant par terre que par eau (b) ;

§. II.

Quoiqu'un semblable règlement universel eut lieu dans le territoire de chacun des Etats, il ne dérogeroit cependant en rien à leur droit de supériorité territoriale, puisqu'étant rendu à la Diète ils y auroient tous également part. *Affaires de Commerce.*

- b) Toute l'Allemagne & surtout les Villes marchandes comme Hambourg, Francfort, Nuremberg, Leipzig &c. se plaignoient de la chute ou décadence du commerce ; Elles en attribuoient la faute à la corruption des Monnoyes, à l'entrée immense des vins, étoffes, & marchandises externes dans le territoire Germanique, aux empêchements, que l'on portoit à la sortie des Grains, Vins, laines & autres crûs de l'Allemagne, aux fréquentes calamités des guerres, au trop grand luxe, qui rendoit les espèces rares par leur conversion en galons, & en étoffes d'or ou d'argent, enfin à l'exorbitance des impôts & droits de péages. Ces plaintes portèrent la Diète à faire un règlement de commerce, qui fut divisé en plusieurs Articles concernant, 1. l'abolition des péages établis ou rehaussés injustement & sans titre, 2. l'abréviation de la procédure, particulièrement dans les matieres *cambiales* ou de change, 3. les peines édictées contre les Monopoleurs, 4. la conservation & la sûreté du Commerce avec l'Etranger, quand dans un tems de Guerre l'Empire garde la Neutralité, 5. les Magasins à ériger en laines & en soies pour l'établissement des Manufactures, avec deffence de se servir des couleurs, qui mangent, rongent & brulent les étoffes, 6. les moiens de parvenir à la diminution du prix des marchandises & denrées, 7. la punition, qu'encourent les farlateurs des vins & liqueurs. 8. Le châtiment des Banqueroutiers Frauduleux & le traitement des faillites, 9. l'entretien des chemins publics & la réparation des ponts, 10. le taux des boissons dans les cabarets & auberges. 11. Les abus, auxquels les droits d'entrepôts & de décharges donnent occasion.

§. II.

*Les Villes
Commerçantes
seront mainte-
nues en leur
commerce par
eau & par
terre.*

Nous maintiendrons & protégerons aussi de la même manière la plus forte ; pour le bien commun & dans leur navigation, commerce, droits & libertés, conformément à l'instrument de paix, toutes les Villes Commerçantes en Général & particulièrement les Villes de Lubec, Brême & Hambourg, lesquelles trafiquent par Mer (c) ;

Quelques salutaires que soient ces réglemens, on y fait peu d'attention en Allemagne, ou en effet il paroît d'autant moins possible d'amméliorer le commerce par des loix Générales, que chaque Etat, chaque Ville & chaque négociant ne songeant qu'à son intérêt particulier s'embarasse fort peu de celui du Public.

Nous rendrons à l'Empereur Charles VI. deffunt, qui s'étoit également par sa Capitulation engagé à mettre le commerce en bon état, cette justice, qu'il a eu quant à ses Pays grande attention de satisfaire à cet engagement ; on l'a vû par l'érection de la Compagnie d'Orient, dont le principal dépôt étoit à Vienne ; par les octrois accordés à la Compagnie d'Ostende, laquelle à la vérité se trouve aujourd'huy supprimée ; par les comptoirs établis à Trieste & Fiume en Istrie ; par la réparation & l'élargissement des chemins d'Italie par la Carniole, la Carinthie & la Stirie ; en fin par le projet de réunir le Danube avec l'Elbe, au moien de la Moldave. Il est vray pour ce qui est de ce dernier Plan, que cette jonction a été trouvée peu praticable, parcequ'on s'est attaché au nivellement du terrain, mais peut-être y parviendrait-on par la construction de plusieurs écluses de communication auxquelles on fourniroit de l'eau en suffisance en rassemblant celles, que l'on tireroit des Montagnes, moyennant quoy on trouveroit le secret de faciliter le commerce depuis la Suabe jusqu'à Hambourg, ce qui seroit d'un avantage infinis, surtout pour tous les endroits riverains.

c) Au dernier Siècle l'état des Villes de Brême & de Hambourg
et

§. III.

Nous abolirons aussi absolument du Conseil des Electeurs , Princes & autres Etats (ainsi qu'il a déjà été dé-<sup>Les usures
reventes &
Monopoles
seront abolis.</sup> liberé & proposé , sans avoir été exécuté) ces grandes so-
cietés & Compagnies de négoce & de trafic , & autres ,
qui jusqu'icy ont dominé avec leur argent , qui ont trafi-
qué à leur fantaisie & ont par leurs ufures , reventes illicit-
tes & Monopoles tant affligé l'Empire , & causé à ses Ha-
bitans & sujets , & leur causent & occasionnent encore
tous les jours de si grands dommages , préjudices , &
troubles (d),

§. IV.

été fortement controversé , l'Archevêque de Brême , puis le Roy
de Suede , ayant disputé à la Ville de ce nom sa liberté & son
immédiateté , ainsi que les Ducs de Holstace , ou Rois de Dan-
nemarck l'ont fait avec la Ville de Hambourg ; cependant l'Em-
pire s'est toujours maintenu dans la possession de compter ces
Villes au nombre de ses Etats , & ces Villes dans celle d'avoir voix
& séance aux Diètes , desorte que le §. ci-dessus , qui ne se trou-
ve point dans les Capitulations précédentes , sert à assurer les
droits de l'Empire , en même tems qu'il assure auxd. Villes la
liberté de leur négoce.

- d) L'Alliance des Villes Maritimes ; dites *Anséatiques* (expression, <sup>Union des Vil-
les Anséatiques.</sup> dont la seule étimologie a suscité un grand combat de plume en-
tre les savans) a été principalement contractée en vue de se def-
fendre contre tous ceux , qui gêneraient la liberté du commerce
sur mer.

L'Utilité , qui paroïssoit résulter de cette confédération , a
non seulement engagé plusieurs Villes à s'en mettre , mais même
l'on a vu des Princes se donner des mouvemens pour y faire
aussi recevoir les Villes Capitales de leurs Souverainetés , au moyen

§. IV.

Il ne sera accordé ni renouvelé aucun privilège, qui autorise les Monopoles,

Promettans de n'accorder en façon quelconque **aucuns** privilèges pour Monopoles à qui que ce puisse être à l'égard du commerce, des Manufactures, des Arts, & autres choses regardant la Police, ou quel nom que d'ailleurs cela puisse avoir, mais au contraire, si pareils **privilèges**

de quoy cette Alliance est devenuë si nombreuse, qu'Elle a compris près de 80. Villes, qui se sont divisées, en quatre Classes ou Quartiers, qui chacun avoit son chef-lieu. Lubec étoit la Métropole de la Société du Duché de Vandalie & de la Pomeranie; Cologne l'étoit entre les Villes de Clèves, de la Marck, de la Thuringe, de la Gueldre & en partie de la Westphalie; Brunsvic l'étoit entre les Villes Saxonnnes & en partie Westphaliennes, & Dantzic entre les Villes de Prusse & de la Livonie; Elles avoient leurs Principaux comptoirs à Londres en Angleterre, à Nowogrod en Russie, à Bergues en Norwege, & à Bruges en Flandre. Il est vrai, que cette grande Société, qui excluait les autres Négociants, emportoit presque tout le profit du commerce, & même, qu'elle commettoit des Monopoles formels par une convention faite de ne vendre les marchandises qu'à un certain prix, ce qui a donné lieu à insérer dans les Capitulations le contenu au §. 3. du présent Article; mais depuis que cette même Société est dissoluë, & qu'on n'en craint plus aujourd'hui les conséquences, nous ne savons pourquoi l'on a soin de réitérer les projets de l'abolir, si ce n'est par précaution, ou pour empêcher qu'elle ne se renouvelle & qu'en se renouvellant Elle ne reprenne ses anciennes maximes, ce qui cependant n'est en aucune façon à craindre, surtout depuis que les Princes ont eux mêmes établis des compagnies de commerce, & que les Villes de Brême, Lubec & Hambourg, qui partagent entre Elles seules les fruits de l'union, en laquelle Elles se sont maintenues, ne paroissent aucunement inclinées à en faire part à d'autres.

vilèges avoient été obtenus, de les casser & révoquer comme contraires aux constitutions de l'Empire (e).

S. V.

e) Le Monopole proprement est un trafic illicite & odieux, que l'on fait de la marchandise, dont on s'est seul rendu le Maître, afin de l'encherir à sa volonté, tout le monde par la rareté, dont elle devient, étant obligé de passer par les mains de l'Usurier, qui l'a achetée. De là l'on doit juger, que le Public devient la victime du Monopoleur, qui met toutes les occasions à profit pour aux dépens d'autrui satisfaire son avarice & son avidité à s'enrichir.

Définition du Monopole & description des Monopoleurs.

Tels sont ceux, qui soit pour leur compte seul, soit en Société avec d'autres, achètent dans tout un Pays la même espèce de denrée pour la rendre rare & forcer ensuite le Particulier à en payer tel prix, qu'il leur plaît d'imposer.

Tels sont ceux, qui sans attendre, que les Gens du plât Pays portent les vivres au marché public d'une Ville, en vont faire achat sur les grands chemins.

Tels sont ceux, qui contre les deffenses de leurs Supérieurs transportent les grains en d'autres Etats, parcequ'ils esperent en tirer un plus haut prix.

Tels sont ceux, qui étant de la même profession complotent, ou concertent entre Eux un certain prix, audessous duquel ils se donnent mutuellement parole de ne point laisser leurs ouvrages & marchandises.

Tels sont ceux, qui, comme par exemple les Payfans d'un même Village, conviennent ensemble qu'aucun d'Eux ne labourera, ou n'affermira les terres d'autrui que moiennant une redevance très-médiocre.

Enfin l'on pourroit rapporter quantité de cas semblables, que les Criminalistes mettent au nombre des délits publics, & qui ordinairement sont punis d'une peine arbitraire, suivant que le crime a fait plus ou moins de tort aux Habitans des Lieux. Personne n'ignore, qu'il n'y ait des Seigneurs ou des Souverains, dont les Sujets sont obligés, sous peine de grosses amén-

des,

§. V.

*Ou qui pré-
judicie aux
droits des
Etats, ou aux
établissements
de police par
Eux faits,*

Outre ce nous n'accorderons point à l'avenir en fa-
çon quelconque des privilèges, dont Nous ne tenons
point la concession de nôtre Prédécesseur, & qui entre-
prendroient sur la Police & autres droits compétans aux
Electeurs, Princes, & Etats dans leurs territoires; nous
ne devons, ni ne voulons non plus renouveler ceux, qui
ont déjà été octroyés,

§. VI.

des, de ne prendre que chez Eux ou chez les fermiers, à qui
ils ont donné des Privilèges exclusifs, le sel, tabac, vin, bier-
re &c.

D'autres ont des Moulins banals, ou tous les Habitans sont
tenus de faire moudre, sans qu'il leur soit permis d'aller ailleurs.

D'autres ne souffrent point, qu'avant qu'ils ayent exposé
leurs denrées en vente, les sujets puissent se défaire des leurs.

Quoiqu'ordinairement ces droits émanent ou de la superio-
rité territoriale, ou d'anciennes soumissions faites par les sujets
mêmes, ou d'anciens privilèges octroyés par les Empereurs, ou
d'un ancien usage, qui en autorise l'exercice, l'on voit néan-
moins des Auteurs assez scrupuleux pour traiter ces droits de
Monopoles; Il y en a même, qui poussent le scrupule jusqu'à
taxer de Monopole ceux, qui conservent leurs marchandises dans
l'esperance qu'elle deviendra plus chère, ou qui connoissans les
besoins d'un propriétaire luy achètent à vil prix le vin, qui est
dans la vigne, ou le grain pendant encore par racine.

Pour revenir à l'obligation, que l'Empereur contracte, de
n'accorder aucuns privilèges, qui permettent le Monopole;
nous ne croions point, qu'elle soit si stricte, qu'il ne puisse s'en
écarter en certains cas, comme par exemple, s'il s'agissoit
de procurer une indemnité ou quelques soulagemens à un Etat,
à une Ville, même à un Particulier, qui se feroit ruiné pour
l'amour du bien Public.

§. VI.

Même si le passage ou l'entrée, & le trafic ou le dé-
bit des marchandises bonnes & loiales, ainsi que de ce
qui auroit été travaillé dans les manufactures de l'Empire,
noit à être défendus dans les Pays voisins, ou qu'on le
defendit encore, Nous tâcherons de faire lever ces deffen-
d d'autant plus qu'elles seroient contraires à la liberté du
commerce, sinon de pourvoir à ce que pareillement il ne
point permis de faire entrer dans l'Empire des mar-
chandises de ces mêmes Pays (f).

*Il n'enverra
en Empire au-
cunes marchan-
dises étrangères
venant des
Pays, ou il est
defendu de re-
cevoir celles qui
sortent des Ma-
nufactures de
l'Empire.*

Cette disposition est fondée sur le droit de réprésailles, ou de
rétorsion.

ARTICLE VIII.

§. I.

comme la Nation Allemande & le St. Empire Ro-
main se trouvent aussi extrêmement surchargés de
établiss tant par eau que par terre, Nous ne de-
ne voulons permettre, qu'on y en établisse de
à l'avenir, ou que ceux, qui y sont déjà éta-
lis & ennetés, soient haussés ou prorogés, bien moins
condus & transférés d'un lieu ou d'un district à
autre, qu'il ne convient, & que cela n'est introduit
usage légitime, ni en ériger, rehausser, ou pro-
cuns pour Nous même; sans préjudice toute fois
des droits de péages concédés, continués & perpétués

*L'Empereur
n'accordera au-
cuns nouveaux
péages; il ne
rehaussera ni
ne prorogera
les anciens &
il n'en trans-
férera point
d'un lieu à
l'autre.*

Z

dans

dans les formes alors usitées & avant la Capitulation de feu l'Empereur Charles VI. par les Empereurs Romains nos Prédécesseurs, particulièrement aux Electeurs de l'Empire, & dont lesd. Electeurs sont en possession (^a);

§. II.

*A moins que
ne soit du
consentement
unanime de tous
les Electeurs,*

A moins que non seulement il y soit procédé du scû, de la volonté & permission de tous & un chacun du Conseil Collégial des Electeurs, lad. Volonté déclarée par un résultat unanime, en sorte qu'aucun Electeur n'y contredise ou soit d'une opinion contraire, mais que tous soient d'accord en leurs voix collégiales, vû qu'en ce cas la pluralité des voix n'a point lieu, & que; si les voix
ne

- ^a) Plusieurs des péages érigés en Allemagne étoient ci-devant des Domaines de l'Empire, dont les Empereurs ont fait abandon à charge de retrait, ou dont ils ont limité la concession à un certain tems à charge de retour, lorsque le délai convenu seroit expiré; mais les Possesseurs de semblables péages en ayant obtenu des Empereurs subséquents, les uns la confirmation, les autres la prorogation, ont par ces privilèges trouvé moyen de continuer leur jouissance, & cette longue jouissance a produit un droit, dont on ne peut plus les dépouiller, surtout depuis le Traité de Westphalie.

Comme les Electeurs pourroient être dans le cas de posséder des péages acquis à pareil titre, ils regardent comme un trait de prudence, qui ne peut nuire, de se faire par toutes les Capitulations maintenir en leur possession, au moyen dequoy ils se mettent en défense contre la prétendue imprescriptibilité des Domaines de l'Empire.

b) Le

ne sont unanimes , rien ne peut être déterminé quant à ce (b) ;

§. III.

Mais aussi que les Voisins , qui y sont intéressés , de même que le Cercle , dans le district duquel on prétend établir un nouveau péage , ou rehausser , continuer , ou perpétuer l'ancien , soient pareillement entendus , & que les moïens d'opposition , ainsi que les griefs , qu'ils pourroient avoir , soient par nous & tous les Electeurs , mûrement pesés , pour ensuite y avoir égard en tant que de raison (c) ;

*Et après avoir
entendu à cet
égard les Cer-
cles Voisins.*

§. IV.

Semblablement nous ne donnerons aucune espéran-
ce

*La demande
de ceux , qui
soliciteront de*

b) Le Droit d'établir des péages ou de rehausser les anciens étoit autres fois un Réservat des Empereurs , mais depuis deux Siècles il a successivement changé de nature. Du tems de Charles V. & de Ferdinand II. il suffisoit , que la pluralité des voix Electorales , quoique séparément données , consentit à cet établissement ou rehaussement. Ensuite Ferdinand III. fut obligé de requérir le consentement du Collège Electoral assemblé en Corps ; & du depuis il a été arrêté , qu'il falloit une unanimité , ce qui prouve que les Electeurs savent parfaitement concilier avec leurs intérêts leur attention à empêcher , que le Public ne soit chargé de nouveaux Droits.

c) Le mot de *Voisins* ne doit être étendu , qu'à ceux , qui sont domiciliés dans l'Empire & ne comprend vraisemblablement point les Nations Etrangères ; cependant les Anglois & Hollandois en font employ à leur avantage , dès qu'ils s'apperçoivent , qu'il a été fait , ou qu'on cherche à faire quelque changement aux péages établis sur l'Elbe & sur le Weser.

peages nouveaux, sera renvoyé aux assemblées du Collège Electoral.

ce, ni de lettres de recommandation pour les Electeurs, appellées lettres promotoriales, à ceux qui pourroient solliciter auprès de nous l'octroy de nouveaux péages soit par terre ou par eau, ou le rehaussement des anciens ou la continuation de ce rehaussement, mais les avertirons sans beaucoup leur prêter l'oreille d'attendre une assemblée Collégiale des Electeurs ;

§. V.

Il ne sera accordé aucuns péages nouveaux, dont la concession puisse diminuer les anciens.

Et tâcherons chaque fois de concert avec le Collège Electoral de faire en sorte que moiennant la concession, qui pourroit être faite de ces nouveaux péages, les revenus, que les autres Electeurs, Princes & Etats avoient avant ce tiré de leur péages, ne soient point diminués, & qu'il ne soit porté aucun préjudice aux droits à Eux précédemment compétans, comme aussi qu'il ne leur soit causé à cet égard aucun autre dommage ;

§. VI.

La liberté du commerce, sur-tout par eau, sera maintenue.

Nous ne permettrons pas non plus que dans le saint Empire l'on poste sur le Rhin, ou sur aucune autre rivière navigable des batteaux armés (^d), que l'on y établisse des Impôts appelés licence, ou que l'on y fasse des exactions inusitées, ny aucune autre chose, qui puisse aboutir à troubler & à interrompre le commerce & particulièrement tourner au préjudice & à diminution des droits
haut-

^d) Ainsi que cela s'étoit pratiqué ci-devant par les Hollandois pour s'assurer de la Navigation sur le Bas-Rhin.

haut-Régaliens; & des autres droits & usages des Electeurs du Rhin, ainsi que des autres Electeurs, Princes & Etats;

§. VII.

Et pour cette raison aussi, si quelque riviere, qui se jette dans le Rhin, ou dans quelqu'autre fleuve portant batteaux, pouvoit être renduë, ou qu'on voulut la rendre navigable plus haut vers sa source, nous ne souffrirons point, que cette entreprise puisse être empêchée par l'un ou l'autre des Etats voisins en y faisant, par un motif d'interêt, construire quelques Bâtimens, mais voulons que pour l'avancement du bien public ces Bâtimens soient tout au moins construits de telle sorte, que les Batteaux puissent librement monter & descendre, & que de cette maniere un Etat, aussi bien que l'autre, puisse jouir selon le droit & l'équité de la grande commodité, que Dieu a donné, & des avantages, que la nature a accordés ;

Permis de rendre navigables les fleuves, qui passent par l'Empire.

Defendu d'y rien construire, qui puisse empêcher la navigation.

§. VIII.

Et si quelqu'un ou quelques uns, de quelque condition ou qualité ils puissent être, avoient établi de leur propre mouvement & sans les formalités alors requises quelque nouveau péage, ou en avoient haussé ou prorogé d'anciens, dans les Electorats & Principautés, Comtés, Seigneuries & Jurisdictions, par terre ou par eau en remontant ou descendant sans le consentement des Empereurs Romains précédents, & celui du Collège Electoral, ou vouloient dorénavant en ériger ou Haussier quelque un, autrement qu'en la maniere cy dessus expliquée,

Les nouveaux péages établis ou rebauissés sur iceux sans le consentement des Electeurs seront abolis ipso facto.

§. IX.

L'Extension de la concession des péages à d'autres Héritiers ne peut avoir lieu qu'avec le consentement des Electeurs & en observant d'autres formalités.

Et s'il arrivoit aussi, que quelqu'un eut fait passer & étendre la permission d'établir un péage accordé par un Empereur Romain & par les Electeurs à luy & à ses Héritiers procréés de son corps à d'autres Héritiers, ou Possesseurs sans le consentement des Electeurs, & sans avoir observé les formalités requises, Nous les en empêcherons par des mandemens *sine Clausula* (e) & par tous les autres moïens de droit convenables & nécessaires, & casserons & abolirons ce qui aura ainsi été entrepris, ou ce que d'autres pourroient s'être arrogé contre de semblables concessions restraintes aux Héritiers & Successeurs;

§. X.

L'Empereur ne permettra point, que Personne établisse des nouveaux péages, ou rehausse les anciens.

Et ne permettrons pas, que qui que ce soit entreprenne à l'avenir d'établir par voie de fait & de son propre mouvement de nouveaux péages, ou de les rehausser de son chef, ou de les usurper en aucune maniere;

§. XI.

- e) Les Mandemens *cum Clausula* sont ceux, qui contiennent ce qu'on appelle la clause justificatoire, en vertu de laquelle celui, à qui il est enjoint quelque chose par le Mandement, est admis à proposer dans le terme préfixé les motifs, qu'il croit avoir pour ne point y defférer. Par la raison contraire, tous les Mandemens, qui ne contiennent point cette clause, sont des Mandemens *sine Clausula*, auxquels sans avoir été entendus il faut obeir aussitôt qu'on les reçoit. Le Conseil Aulique & la Chambre Impériale s'attachent beaucoup à faire distinction des matières, qui sont susceptibles des Mandemens *sine clausula* & de celles, où l'on ne peut donner les Mandemens, que *cum Clausula*.

§. XI.

Si quelques uns aussi, soit qu'ils se trouvent immédiatement ou Médiatement soumis à l'Empire, avoient osé, ou osoient encore surcharger aux portes ou en d'autres lieux dedans ou hors les Villes, les Marchandises, qui entrent, & qui sortent, ou qui y passent, comme aussi le bled, vin, sel, bétail, & autres, de certains impôts sous le nom d'accise, d'Umgeld, droit de déchargement, d'étalage, de marché, de porte, pontenage & passage, de douane, de Pavé, droit appelé *Steinfubren*, droit du centieme denier, de subides ou *Steuer*, de Rézal, & autres pareils droits, qui en eux mêmes & par raport à leurs suites ne peuvent être regardés que comme de nouveaux péages, même quelques fois pires, causant de grands préjudices & incommodités aux Electeurs, Princes & Etats voisins, à leurs Pays, Habitans & sujets, comme aussi aux Marchands & négociants, & étant directement contraires à la liberté du commerce & du négoce par eau & par terre, Nous promettons d'en faire faire une soigneuse recherche dès le commencement de nôtre règne & de nous faire informer par les Electeurs, Princes, & Etats voisins, en quoy ces charges illicites & ces abus consistent, afin de les supprimer & abolir;

Il ne souffrira pas non plus les nouveaux impôts sur les marchandises, grains, sels, vins & autres denrées semblables sortans, entrans, ou passant de bout en Empire,

Et il prendra des Etats information touchant ces nouvelles charges illicites.

§. XII.

Casserons & abolirons pareillement par tout & sans délai les péages & les impôts appelés licence (f) établis &

Il abolira les péages & licences indûment établis

f) Autres fois certains souverains ne laissoient entrer, ni passer des mar-

*& rebaussés
sur le Rhin &
autres fleuves
navigables pen-
dant la guerre
de trente an-
nées,*

& haussés nouvellement & indûment sur le Rhin & sur d'autres fleuves navigables avant & durant la guerre, qui avoit affligé l'Allemagne pendant trente ans, ensemble les deniers de sauf-conduit indûs & contraires à l'usage & aux anciennes & nouvelles conventions; châtierons avec vigueur les contrevenans, & ordonnerons à cet effet à notre fiscal de procéder incessamment contre Eux sur l'information, que nous en aurons prise comme dessus, ou sur une simple dénonciation, conjointement avec le denonciateur, ou sans luy;

§. XIII.

*Tous Electeurs,
Prince, &
Etats, qui abu-
sera de son droit
de péage en de-
meurera privé
sa vie durant,*

*Ainsi que toute
Communauté,
qui commettra
semblable abus,
pendant l'espa-
ce de 30. Ans,*

Tellement que chaque Electeur, Prince, ou Etat, qui sera trouvé avoir abusé du droit de péage, qui luy compéte, ou de l'avoir étendu ou haussé, plus qu'il n'est en droit de le faire, ou qui encore à l'avenir pourroit entreprendre de l'étendre, ou de le hausser, aura (si après avoir de ce été avertis par les Directeurs des Cercles, il n'abolit sur le champ cet abus) encouru de fait la peine de privation de ce péage & en fera réellement frustré pour le reste de ses jours, ou si c'étoit un Corps ou une Communauté pour le tems de trente années, laquelle peine sera aussitôt décernée par le juge competent.

§. XIV.

marchandises par leurs Etats, sans qu'auparavant on leur en eut demandé la licence, c'est à dire la permission, pour laquelle les Officiers ont par la suite des tems exigé une rétribution sous le nom de droit de licence, lequel droit est aujourd'huy abolis avec d'autant plus de justice, qu'il étoit exorbitant.

§. XIV.

Le semblable sera aussi fait & observé en tout, quand même le contrevenant ne seroit pas un Etat immédiat, mais Médiate, Celui sera aussi entendu sur les Etats médiats.

§. XV.

Avec cette déclaration ultérieure, que si l'un d'entre les Directeurs des Cercles avoit lui même part à un pareil abus du droit de péage, le deuxième Directeur sera obligé d'en avertir; mais s'ils y étoient tous deux intéressés, ou s'ils négligeoient de faire à cet égard ce qui est de leur office, alors cet avertissement se fera par les autres Etats du Cercle, même aussi par les voisins, qui en souffriroient, ou par les Etats, qui seroient intéressés en la chose dans le cas que celui, qui comme dit est ci-dessus méfuseroit de la concession de péage, ne fut d'aucun Cercle; S'il arrivoit qu'un Prince convocat d'un Cercle abusât de la concession des péages, l'autre Prince aura soin d'en avertir, ou si celui-ci y étoit aussi intéressé, cet avertissement sera fait par les autres Etats du Cercle, ou même par la partie souffrante à l'égard de ceux, qui ne sont encore d'aucun Cercle.

§. XVI.

Et sera en outre loisible à chaque Electeur, Prince & Etat, y compris la Noblesse libre immédiate de l'Empire (g), de se délivrer & décharger de leur autorité & du mieux qu'ils le pourront Eux & les leurs d'une pareille Vexation; Tous Etats, la Noblesse libre de l'Empire, comprise, pourra de sa propre autorité se libérer de semblables charges.

§. XVII.

g) Jusqu'icy l'on peut avoir observé, que presque par tout, ou la Capitulation fait mention des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, elle y comprend aussi la Noblesse libre immédiate, à qui elle accorde en quantité de points les mêmes avantages & prérogatives. Instructions touchant la Noblesse libre immédiate de l'Empire.

L'origine de cette Noblesse n'est guere moins ancienne que celle de nombre de Maisons des plus illustres de l'Empire. Elle suivoit autrefois les Empereurs dans leurs expéditions , & à été par Eux gratifiée de plusieurs fiefs soit à charge de prêter les services militaires , ou de les continuer , soit pour récompense de ceux , qu'Elle avoit déjà rendus , & il falloit qu'Elle se tint toujours prête à marcher à main Armée ; aussitôt qu'Elle seroit convoquée ; de là vient principalement son immédiateté , cest à dire sa dépendance directe de l'Empereur & de l'Empire , & son indépendance envers tous autres Souverains. Il est sans difficulté , que cidevant Elle étoit appelée aux Assemblées Générales de l'Empire pour conjointement avec les autres Etats délibérer & décider sur les matières publiques , mais insensiblement Elle s'est vû excluë de ces Comices , tellement qu'aujourd'huy , & surtout depuis que le traité de Münster a tacitement confirmé cette exclusion , on ne peut plus la regarder comme Etat de l'Empire , quoiqu'Elle ait encore des Partisans modernes , qui sur le fondement de quelques expressions de la Bulle d'or luy attribuent cette qualité.

En 1686. Elle avoit sollicité de rentrer aux Diètes , & demandé pour cet effet , qu'on luy accorda trois voix , vraisemblablement dans le Collège des Princes , mais comme Elle a toujours été en discussion avec les Villes Impériales à l'occasion de la préséance , ainsi qu'on en a vû un mémorable exemple lors du Congrès tenu à Nuremberg en 1619. ces Villes pour ne pas perdre le pas , se sont opposé à ce qu'Elle fut reçue ou réadmise , de façon que sa demande n'a eû aucun succès ; peut être aussi , (comme Elle comptoit , que de ces trois voix il y en auroit deux de protestantes) les Catholiques traversèrent-ils ses projets , quoique quelques Auteurs nous assûrent , que l'Electeur de Mayence , & les Evêques y avoient déjà donné leur consentement.

Pour ce qui est de son Gouvernement , lequel tient beaucoup de l'Aristocratie , Elle est divisée en trois Classes , celle de Suabe , celle de Franconie & celle du Rhin. La Classe de Suabe est subdivisée en cinq Quartiers , savoir le Hegaw , l'Algaw , le Schwartz-Wald ,

ou les Montagnes noires , l'Ortenaw & le Kocher joint au Kreichgow. La Classe de Franconie partagée en six Quartiers comprend l'Oden-Wald , le Gebürg , le Röné , & le Werra , le Streyger-Wald , le Baunach & l'Alt-Mühl. Les Quartiers de la Classe du Rhin sont le Gaw & le Wasgaw , le Wetteraw , le Wester-Wald , & le Rhingaw , le bas Rhin , le Hunds-Ruck & Eberswald. autres fois la Basse Alsace en faisoit aussi partie. Il ne suffit pas , pour avoir rang & séance parmi cette Noblesse , d'être dans l'un des districts , que nous venons de spécifier , il faut nécessairement se trouver couché dans la Matricule de l'une des trois Classes.

Outre la Direction Générale , qui passe annuellement & alternativement d'une des trois Classes à l'autre , chaque Classe a son Directeur avec ses Conseillers , Syndic , Secrétaires , & Archivaires , & chaque Quartier son Capitaine avec des sous Capitaines , qui chacun ont leurs fonctions relatives au Gouvernement tant général que particulier.

Quoique cette Noblesse ne jouisse point de la Supériorité territoriale strictement prise , néanmoins Elle en exerce presque tous les droits sous le titre de régaliens.

I. Elle est immédiatement sujète & relévant de l'Empereur & de l'Empire , ne faisant la reprise de ses fiefs immédiats , qu'au Conseil Aulique , & ne reconnoissant d'autre juridiction que celle dud. Conseil , ou de la Chambre Impériale.

II. Elle leve des Collectes sur ses sujets , mais il faut que ce soit de façon à ne point donner lieu à de justes plaintes.

III. Elle peut ordonner contre les Rénitens des exécutions avec main forte.

IV. Elle ne prête à l'Empereur (ainsi qu'aux autres Etats de l'Empire , dont Elle tient des terres en fief) qu'un simple serment de fidélité.

V. Elle reçoit l'hommage de ses sujets.

VI. Elle fait des loix & Statuts.

VII. Elle a haute , moyenne & basse juridiction.

Aa 2

VIII.

VIII. Elle a , néanmoins avec certaines modifications , droit de prendre les armes & de faire la guerre , comme aussi d'avoir des Villes Murées & des Châteaux.

IX. Elle peut établir des Tribunaux d'appellations, des justices inférieures, des Collèges, des Tribus de Gens de métiers &c.

X. Elle a droit de Chasse, de pêche, de flottage, ensemble la juridiction forestale.

XI. Elle jouit du droit d'émigration, droit du fisc, droit de recevoir des juifs &c.

XII. Elle peut accorder des Privilèges, des lettres de grace, des lettres de réhabilitation, des lettres moratoires, des sauf-conduits, mais dans ses territoires seulement.

XIII. Elle jouit de l'exemption & franchise des péages, elle ne contribue rien pour l'entretien de la Chambre Impériale, & lorsqu'il s'agit de quartier d'hiver, de cantonnemens, de passages des Troupes &c. Elle n'est point sujete à la décision, ni aux réglemens des Cercles & ne reçoit des ordres que de l'Empereur directement.

XIV. Il dépend d'Elle d'admettre & immatriculer des Nobles Etrangers, d'élire son juge en causes matrimoniales, de contracter des traités de confraternité & de Succession mutuelle & d'exercer le droit de retrait des biens & terres immatriculées vendues non seulement par un Parent ou Agnat, mais aussi par l'un des membres du Corps.

XV. Plusieurs Auteurs lui attribuent indéfiniment comme aux autres Etats de l'Empire le *jus circa sacra*, ou droit touchant la religion, d'autres le restreignent.

XVI. Elle a en vertu d'anciens privilèges droit de battre monnoye.

XVII. Elle nomme des Envoies tant à la Cour Impériale, qu'à d'autres Cours Etrangères.

XVIII. Ses sujets ne peuvent faire avec les juifs des Contrats ou traités obligatoires, si ce n'est pour vente ou achat, & avec autorisation du juge.

XIX. Les biens immatriculés demeurent toujours collectables, quand même ils passeroient en d'autres mains.

XX. Enfin dans les rescrits adressés à cette Noblesse l'Empereur luy donne des titres très distingués.

Nous passons sous silence d'autres prérogatives particulières attachées à la naissance & au titre de Noblesse, comme par exemple, de pouvoir être admis à certains Chapitres, admission, qui peut conduire jusqu'à la Croix & à la Mitre, de pouvoir faire touchant le droit de primogeniture, touchant les renonciations des filles &c. les mêmes dispositions, que celles établies parmi la haute Noblesse, de n'être en matières criminelles condamnable qu'à certaines peines &c.

La maxime introduite en quelques endroits, ou il n'est point permis aux Nobles immatriculés d'acheter des terres appartenantes à leurs sujets, n'est pas un désavantage; mais l'effet d'une bonne police, qui tend à ne point surcharger les Particuliers.

Cette Noblesse fait sur les biens tant allodiaux que féodaux des membres du Corps, ou, suivant la permission, qui luy en a été donnée par un réces de l'Empire de l'an 1500. sur ses propres sujets, des Collectes & Impositions, qu'on appelle ou publiques, lorsqu'elles sont destinées aux charges publiques, ou particulières, lorsqu'elles se font par chacun des Quartiers séparément & pour son usage particulier.

Elle entretient une Caisse commune & quoiqu'Elle ne contribue point aux mois Romains ordonnés ou accordés par les Etats de l'Empire, Elle ne sauroit néanmoins honorablement se dispenser de secourir & seconder un Empereur soit en armant pour luy, puisqu'originellement Elle n'a obtenu ses fiefs qu'à cette condition, suivant qu'Elle même l'a soutenu, lorsque du tems de Frideric III. & de Maximilien I. on luy a fait payer la Capitation, soit en luy fournissant de l'argent, puisque, suivant ce qui se pratique aujourd'huy en Empire, les subsides pécuniaires ont succédé aux services militaires;

Quand un Empereur par un motif de nécessité exige de la Noblesse ou en Corps, ou de chacune des trois Classes en particulier, un *Subsidium charitativum*, que nous aimerions mieux appeler Don gratuit selon l'expression Allemande *freywillige Reichs-Stener*, il lui adresse un Rescrit, dans lequel il

n'oublie point d'exposer ses besoins , & si la Diète de l'Empire s'est déterminée à accorder des mois Romains, il à soin d'y rappeler cette circonstance , comme un moien , qui doit servir d'exemple. Les Commissaires Impériaux porteurs de ce Rescrit s'adressent à leurs arrivée aux Directeurs , Conseillers & Députés de la Noblesse , dont ils demandent une Assemblée à heure & jour certain pour s'y acquitter de leur Commission. Lorsque l'Assemblée a lu le Rescrit & entendu l'Exposé ulterieur des Commissaires, Elle délibere sur la matière, & après avoir fixé la somme , à laquelle Elle croit devoir faire monter le Don gratuit, Elle donne ses ordres , pour en faire la levée sur le pied de la Répartition ordinaire. Quand la somme, dont il est question, est totalement ou pour la plus grande partie levée , on en fait la remise ou aux Commissaires Impériaux ou au Trésorier de l'Empereur , à l'occasion de quoy ceux , qui sont chargés de cette remise , ont grande attention de se faire délivrer non seulement un reçu , mais aussi des Réversales munies du Sceau Impérial, par lesquelles l'Empereur déclare, que le don à lui fait est purement gratuit, & ne doit préjudicier ni aux Privileges, ni aux Libertés de la Noblesse.

Lorsqu'en 1716. il fut accordé un Don gratuit à l'Empereur Charles VI. defunt , quelques contribuables demurerent en retard , de façon qu'il falut en venir contre Eux aux extrémités de la contrainte ; comme ils avoient des biens dans le territoire d'autres Etats , l'Empereur entreprit lui même l'exécution , les Etats si opposerent , les Cercles de Suabe , du Rhin & de Franconie prirent le parti des Etats, la contestation manqua de devenir sérieuse.

Si au lieu du Don gratuit en argent , que la Noblesse libre de l'Empire a coutume de donner aux Empereurs , Elle levoit pour leur service une couple de Régiments, dont Elle se réserveroit de nommer les Officiers , qui seroient toujours nécessairement ou Membres, ou Enfants du Corps , cet établissement, qu'il y auroit moien de rendre peu onéreux, deviendroit d'une grande ressource & d'un grand soulagement pour les Familles Nobles, & formeroit de bons Sujets dans l'art militaire.

Pa-

Passons aux questions, qui peuvent être traitées à l'occasion des Nobles & de la Noblesse.

Question si, comme le Droit d'annoblir dans tout l'Empire est un Réservat de l'Empereur, l'Empereur peut le transférer à d'autres ?

L'on ne doit point en douter, lorsqu'on examine les Privilèges des Rois de Bohême, des Electeurs Palatins, des Archiducs d'Autriche & celui octroyé en 1663. par l'Empereur Léopold à la Famille de Schönborn, ou il est dit, que les Nobles créés par cette Famille seront également réputés Nobles, que s'ils tenoient leur titre de l'Empereur directement. Certains Auteurs attribuent ce même Droit d'annoblir par Concession Impériale à l'Electeur de Saxe comme Marquis de Misnie, mais on ne s'apperçoit point, que ce Prince en fasse usage.

Question si les Charges de l'Empire & de la Cour Impériale annoblissent ?

L'affirmative ne doit faire aucune difficulté, lorsque les postes, qu'on occupe à la Cour sont éminents ou distingués, ou lorsqu'en vertu de la charge l'on a Jurisdiction & Supériorité sur d'autres Nobles, comme l'ont les Conseillers du Conseil Aulique, les Assesseurs de la Chambre Impériale &c. mais ces Noblesses ne sont que personnelles & ne passent point aux Héritiers.

Question si un Noble créé tel en Empire est réputé Noble ailleurs ? On peut hardiment répondre que oui, parceque ce sont des attentions, que les Souverains ont respectivement les uns pour les autres, mais d'obligation il n'y en a point, & à moins d'obtenir la Confirmation de cette Noblesse, l'on ne pourroit prétendre aucune exemption réelle.

Question si un Noble, qui acquerreroit des terres, qui avant cette acquisition étoient sujettes aux charges & impositions publiques, peut prétendre l'exemption ?

Nous estimons que Non, mais par la même raison aussi Nous jugeons, qu'un Roturier sujet à la taille & qui achèteroit des terres Nobles, continueroit à jouir de la Franchise.

Question si un Noble épousant une femme roturiere luy transmet sa Noblesse ?

§. XVII.

*Il sera pris
des informa-
tions touchant
les droits nou-
vellement exi-
gés avant &
après la guerre
des marchandi-
ses, grains &c.
passant par
Bateaux.*

Et comme il arrive, que quelques fois on ne se sert point à la vérité du terme de péage, mais que par abus & sous prétexte d'un droit de décharge, de licence, d'E-tape, ou sous quelque autre couleur, on exige des batte-aux & marchandises montants & descendants autant que l'on prendroit pour un véritable péage, & que par les débarquemens & rembarquemens, que l'on contraint de faire, des bleds & autres marchandises, ou choses consomptibles, l'on cause de grands préjudices & retarde-mens au négoce & à la navigation, toutes ces entreprises nouvelles faites pendant, avant ou durant la guerre sur les fleuves ou Rivières navigables de l'Empire sans distin-
ction,

§. XVIII.

Il y a beaucoup moins à balancer sur l'affirmative, que sur la Question, si une femme Noble perd sa Noblesse en épousant un Mari roturier.

Question si un Roturier investis d'un fief Noble acquiert la Noblesse?

Les Publicistes & féodistes ont épuisé sur cette matiere tout ce qu'on peut imaginer en raisonnemens pour & contre; cependant ils ont oublié une réflexion, qui est, que si celui, qui investit, a en même tems droit d'annoblir, il est censé avoir tacitement accordé la Noblesse pour donner à la grace, qu'il confère, toute sa perfection.

Question si les Enfants de celui, qui pour cause d'infamie perd sa Noblesse, ou qui y déroge en embrassant une condition basse, & affecté à la roture, perdent aussi la leur?

Il n'est guere possible de résoudre cette question, qu'en approfondissant quel est le genre de crime, qu'un Père de famille a commis, ou quelle est la profession, qu'il a embrassé, & entreprendre de déduire tous les cas différens, seroit s'engager dans un labyrinthe, dont on auroit peine à sortir.

§. XVIII.

En un mot toutes les concessions de péages accordés, sans que les formalités alors établies aient été suivies, comme aussi les concessions, qui pourroient être octroyées à l'avenir sans le consentement unanime du Collège Electoral & sans que les conditions, qui viennent tout récemment d'être prescrites, aient été observées, finalement toutes les usurpations de ces impôts, qui dans les tems présents & futurs pourroient en l'un ou l'autre endroit avoir été obtenus sous quel nom & couleur ce soit, ou qu'on chercheroit à faire valoir selon son gré & d'autorité privée, seront cassées & annulées;

Toutes les nouvelles concessions de péages obtenus, on exigées sans les formalités requises & sans le consentement unanime des Electeurs seront nulles,

§. XIX.

Et nous n'accorderons point non plus de pareils droits à Personne de quelle qualité & condition il puisse être sans le susd. agrément & consentement dud. Collège Electoral;

Et il n'en sera point octroyé sans ce consentement.

§. XX.

Et sera loisible & libre à chacun des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, à qui pareilles charges auront été imposées, de s'en délivrer de la maniere, qu'il trouvera la plus praticable;

Tout Etat d'Empire sera autorisé à n'en point acquiescer, qui ne soient d'als,

§. XXI.

Toutes-fois sans préjudice des privilèges, que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire (y compris la Noblesse libre de l'Empire) ont obtenus par des voies légitimes

Le tout néanmoins sans préjudice aux privilèges obtenus avant que le

B b

mes

*consentemens
des Electeurs
fut déclaré
nécessaire.*

mes des feus Rois & Empereurs des Romains , ou dont ils ont paisiblement jouis , dans le tems auquel le consentement des Electeurs n'étoit pas encore requis de cette maniere , ni rendu nécessaire en vertu des Pactes & Capitulations , lesquels Privilèges , à la premiere réquisition qui en sera faite , seront confirmés par les Empereurs Romains , & les Etats y seront sur leurs réquisitions efficacement maintenus , sans qu'ils puissent y être troublés par qui que ce soit ;

§. XXII.

*Au surplus
sous péages il-
licites seront
annulés.*

Mais les Péages & les impôts d'étape & de décharge injustes , tant par terre que sur les Rivières , ou bien les abus , qui pourroient en être faits , s'il y en avoit , seront dès le moment cassés & abolis ;

§. XXIII.

*Es sans le con-
sentement susd.
il ne sera ac-
cordé aucun
droit d'étapes.*

Et nous n'accorderons plus à l'avenir aucuns Privilèges pour droits d'étape , si ce n'est en la maniere susdite avec le consentement unanime & du Conseil Collégial de tous les Electeurs.

§. XXIV.

*Il ne sera ac-
cordé aucunes
lettres de ré-
commandation,
ou d'exemption
au préjudice
des Etats de
l'Empire ;*

Et comme cidevant aussi il a souvent été adressé aux Electeurs , Princes , & Etats des Lettres de recommandation & qu'iceux ont été grévés quant à leurs droits de péage sur les Rivières navigables & ailleurs , par des Mandemens d'Exemption , & par des Privilèges préjudiciables ou autrement , Nous promettons & Nous Nous obli-

obligeons d'abolir toutes ces irrégularités , & ne souffrirons ni ne permettrons point, que cela se fasse ou se pratique à l'avenir ;

§. XXV.

Nous n'accorderons non plus aucuns privilèges d'exemption, & voulons que ceux, qui ont été octroïés pendant les guerres précédentes, sans le consentement du Collège Electoral, soient cassés & annulés.

Et celles qui ont été octroyées pendant les guerres précédentes seront cassées.

§. XXVI.

Semblablement nous voulons, que les Etats, qui ont obtenu des Empereurs nos Prédécesseurs du consentement des Electeurs de l'Empire la permission d'établir des nouveaux péages, ou de rehausser & continuer les anciens, (avec cette réserve & condition, que lesd. Electeurs, leurs Ambassadeurs & Conseillers, & leurs Veuves & Héritiers, lors de leur entrée & départ, comme aussi leurs sujets, Valets, & Domestiques & autres Personnes exemptes, ensemble leurs effets & biens ne pourront être chargés de pareils péages nouvellement octroïés, rehaussés ou continués, mais que tant Eux que leurs marchandises & Effets passeront & repasseront librement par tous les lieux des Principautés & terres desd. Etats) se comportent aussi d'ailleurs à l'égard des rehaussements de Péages de la façon & manière prescrite, & qu'ils s'obligent quant à ce envers lesd. Electeurs par des réversales en règle & spécialement convenuës ; & nous Veillerons & tiendrons Sérieusement la main à ce que ceux, qui

L'exemption stipulée au profit des Electeurs, de leur Envoyés, Conseillers &c. lors de la concession des péages nouveaux ou du rehaussement des anciens sera exécutée,

*Et il sera à
l'égard don-
né des réver-
sibles,*

n'ont pas encore fourni ces réversales fassent en ce leur devoir, & les remettent incessamment entre les mains des Electeurs, à peine d'être déchus de ce privilege à Eux accordé;

§. XXVII.

*Avant lequel
il ne sera
expédié aucune
concession Im-
periale quant
à ces nouveaux
péages, ou quant
au rehausse-
ment & à la
prorogation
des anciens.*

Aussi ne souffrirons nous pas, que Ceux, qui obtiendront à l'avenir permission d'établir en la maniere susdite des nouveaux péages, ou de continuer ou de rehausser les anciens, en retirent les Expéditions, à moins qu'auparavant ils n'aient fourni ces contre-lettres.

§. XXVIII.

*L'on s'adres-
sera aux Prin-
ces Directeurs
des Cercles pour
avoir d'Eux
des informa-
tions & spéci-
fications exa-
ctes des péages
nouvellement
introduits,*

Et affin qu'on puisse avoir une connoissance plus certaine des péages nouvellement établis dans l'Empire de côté & d'autre, par eau & par terre, & de ceux, qui ont été rehaussés, ensemble d'autres impôts & Charges, & comment chaque Prétendant s'en est emparé, & s'il est fondé à les percevoir, nous nous en éclaircirons sans manquer & aussitôt que faire se pourra par les Princes Directeurs de chaque Cercle & en prendrons un Etat spécifié,

§. XXIX.

*Et au cas qu'
jeux y aient
quelque inté-
ret, l'on enten-
dra à cet égard
les Etats voi-
sins & grévés
pour ensuite y
être pourvu.*

Ou s'il étoit que ceux-cy mêmes vinssent à contrevenir à ce qui vient d'être ordonné touchant les péages, Nous nous en informerons auprès des Etats voisins, qui en souffrent, desquels nous retirerons un pareil Etat spécifié, pour ensuite les réduire & abolir, ainsi qu'il a été dit ci-dessus;

§. XXX.

§. XXX.

A l'effet dequoy les Princes convocateurs des Cercles, ou s'ils étoient intéressés en la chose, les Etats Directeurs des Cercles les plus voisins seront tenus & obligés de nous informer d'abord de ces nouveautés, qui se glisseront en fait de péages pour qu'en vertu de notre haute autorité nous puissions statuer à cet égard ce qu'il appartiendra.

Les Etats du Cercle voisin fourniront les mêmes instructions & spécifications, au cas que les Officiers du Cercle ou de la Direction eussent quelque intérêt à la conservation de ces péages nouveaux.

§. XXXI.

Comme l'équité demande aussi, que les meubles & denrées, telles que sont le Vin, la bière, les grains, & autres, ainsi que les meubles, que les Electeurs, Princes & Etats & leurs Ambassadeurs, qui se trouvent, ou qui se rendent aux Diètes de l'Empire, aux Assemblées Collégiales ou de Députation, comme aussi aux Assemblées des Cercles, envoient au lieu de l'Assemblée, passent & repassent en tous les lieux de l'Empire, de même que dans tous nos Pays héréditaires indistinctement, sans payer aucuns péages, droits, impôts, ou autres Charges semblables, quel nom elles puissent avoir, en produisant néanmoins des certificats authentiques signés & munis du sceau des Electeurs, Princes, & Etats & de leurs Ambassadeurs, que pareillement, si aucun d'eux venoit à décéder, ses héritiers & successeurs puissent faire retourner & repasser les mêmes effets exempts de péages, droits, impôts, & autres Charges; Nous devons & Voulons pour cet effet faire telles dispositions, que tout cecy soit observé & qu'aucuns Electeurs, Princes

Les meubles, provisions de bouche &c. des Etats & de leurs Envois aux Diètes des Collèges, des Députés & des Cercles de l'Empire seront exempts de péage sans en Empire, que dans les Pays héréditaires de S. M. I. & il ne sera en cela rien pratiqué de frauduleux.

ou Etats, ou leurs Ambassadeurs ne soient à cet égard grevés en façon quelconque, mais qu'en même tems aussi l'on s'abstienne de commettre aucune fraude, ou malversation (*b*).

b) Quoiqu'il ne soit pas possible de prendre plus de précaution, qu'on n'a fait par le présent Article pour obvier à tous les abus, qui se sont introduits jusqu'ici dans l'exaction des péages, néanmoins on ne parviendra jamais à les abolir totalement, ni à empêcher, qu'il ne s'introduise par ci par-là quelques nouveautés, d'autant plus que nous voyons des Auteurs, qui les autorisent par leur fausse Doctrine en imaginant des exceptions, que la Loi rejette; ils disent, qu'il faut faire différence des tems & des Espèces, & qu'autres fois non seulement l'on entretenoit avec peu les chemins & les ponts, mais que l'ancien *Schilling* dans sa valeur intrinsèque valoit beaucoup plus que le *Schilling* moderne, de façon qu'à leur sentiment ceux, qui perçoivent des droits de péages, passages & pontenages, sont Maîtres de les rehausser en faisant une espèce d'évaluation & en établissant une juste proportion entre ce que ces Droits rapportoient ci-devant & ce qu'ils devroient rapporter aujourd'hui.

D'autres Auteurs avancent, que lorsque l'obligation par exemple d'élargir les chemins pour la commodité du public, ou d'allonger les ponts, quand la Rivière a élargi son lit, occasionnent une augmentation de frais, il doit par conséquent dépendre de ceux, qui en considération de ces ouvrages tirent des Droits, de pouvoir les augmenter à proportion, sans contrevenir aux règles de l'équité.

D'autres prétendent, que quoique le contenu de la Capitulation fasse une Loi générale pour l'Empire, néanmoins il n'est point interdit aux Etats jouissans de la Superiorité territoriale d'exiger pour les denrées & marchandises, qui se consomment & se fabriquent dans leurs territoires, une augmentation de droit, lorsque les Sujets, ou les Etats Provinciaux veulent bien volontairement s'y soumettre.

Quoique la Capitulation ne fasse mention que de l'exemption des Ambassadeurs, ou Ministres publics des Etats, ainsi que de leurs Veuves & Héritiers, cependant cette exemption ne compéte pas moins aux Ministres étrangers, ainsi qu'aux Eglises, aux fondations piés, au Clergé, au Fisc, aux Nobles immédiats de l'Empire, aux Docteurs, Professeurs, & Etudiants, aux Officiers attachés à la Cour, ou au service de l'Empereur, aux Conseillers & Ministres des Princes, mais quant à ceux-ci dans le Territoire du Prince seulement. Nous observerons, que ces exemptions ne s'étendent qu'aux effets appartenans en propre aux Exempts & dont ils ne font point négoce, de même qu'aux denrées destinées pour la Consommation de leurs Maisons, & ils doivent avoir soin de faire remettre aux Porteurs des lettres de voitures expédiées dans une forme authentique pour prévenir toutes difficultés avec les Péagers.

ARTICLE IX.

§. I.

Nous nous obligeons semblablement de remédier incessamment, du Conseil des Electeurs & des Etats, aux désordres, & aux abus, qui se commettent sur le fait de la Monnoye & de donner tous nos soins, afin d'y établir un ordre fixe, & certain; *Il sera porté remède aux abus touchant les Monnoyes;*

§. II.

Et à cet effet nous nous servirons des moyens indiqués par le Résultat commun de l'Empire de l'Année 1570. arrêté par les Electeurs, Princes & Etats au sujet de l'établissement de trois ou quatre places de Monnoye dans chaque Cercle; de même nous observerons ce qui a été résolu *A l'effet de quoy seront dans chaque Cercle nommés certaines Villes, où l'on procédera à l'examen des Monnoyes;*

Les contrevenans aux réglemens des Monnoyes seront punis par les Directoires des Cercles, & les Monnoyes faises en cabarets décriées.

résolu à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. ensemble aux Diètes antérieures & postérieures par rapport à la conformité des Monnoyes tant dans tout l'Empire Romain, qu'avec les Etats voisins, comme aussi au sujet de la punition des contrevenans, dont les Directeurs des Cercles sont chargés, & touchant l'abolition des Monnoyes clandestines, qui en est une suite nécessaire ;

§. III.

L'on aura soin d'excuser ce qui à cet égard sera ordonné par la Diète prochaine de l'Empire ;

Et nous aurons une attention suivie à tout ce que l'on pourroit de plus trouver aux Diètes futures être convenable pour détourner de semblables désordres & tous autres généralement.

§. IV.

Es l'on achèvera pareillement d'exécuter ce qui en 1737. & 1738 a été ordonné dans les Comités au sujet des Monnoyes, ainsi que ce qui pourroit encore être statué à l'avenir,

A l'effet dequoy seront dressés des réglemens des Monnoyes & les tarifs d'évaluation, que l'on aura soin de faire publier.

Comme es années 1737. & 1738. il a été par l'Assemblée générale de l'Empire fait différens réglemens pour mettre l'affaire des Monnoyes sur un meilleur pied, partie desquels réglemens ont été agréés par notre dernier Prédécesseur à l'Empire & partie suspendus jusqu'à décision ultérieure, nous devons & voulons dès notre entrée au Gouvernement nous employer sérieusement à ce que tous les points en général & chacun en particulier soient conduits à leur fin, en conséquence que ceux, sur lesquels il reste encore à délibérer, soient terminés autant bien qu'il sera possible, & que ce qui a été résolu soit au moyen des tables d'évaluation & en forme de réglemens des Monnoyes publié & des plus exactement exécuté en tous lieux sans distinction, mais spécialement par

par ceux, qui jouissent du Droit Régalien de battre Monnoye.

§. V.

Nous donnerons pareillement tous nos soins pour que les jours de l'essay des Monnoyes soient dans les Cercles, où ils ont été négligés, remis sur pied & exactement tenus, & nous donnerons encore nôtre principale attention à ce que conformément aux réglemens de l'Empire tant anciens que modernes les Espèces étrangères ne soient point reçues dans les Pays de l'Empire & dans le Commerce courant, sur un pied plus haut que celui de leur valeur intrinsèque, ou selon le titre réglé par les Constitutions de l'Empire.

Les jours destinés pour l'essay des Monnoyes & qui en certains Cercles ont été négligés, seront remis sur pied, & les Monnoyes étrangères ne seront reçues que sur le pied de l'argent de l'Empire.

§. VI.

Nous n'accorderons aussi désormais à personne de quelle qualité, ou condition il soit, ni aussi à aucune Ville le privilège de battre Monnoye, sans le scû & consentement exprès des Electeurs, comme aussi sans avoir pris l'avis du Cercle, dans lequel l'Etat, auquel on voudra octroyer ce nouveau privilège, est incorporé, pour nous y conformer comme de raison,

Personne n'obtiendra permission de battre Monnoye, & aucune Ville n'en aura le privilège sans le consentement particulier des Electeurs, & sans que le Cercle, qui pourroit y avoir intérêt, ait été entendu à cet égard.

§. VII.

Même s'il étoit averé, que les Etats, auxquels ce Droit Régalien, & ce privilège ont été accordés, en aient abusé, ou permis l'abus à d'autres, contre l'Edit de la Monnoye & les autres Constitutions de l'Empire publiées

Les Etats, qui abuseront de leur droit de frapper Monnoye, en seront privés,

Cc

à ce

à ce sujet, ayans par un pareil abus encouru de fait la peine de privation, sans qu'il soit besoin que sentence intervienne, non seulement nous les interdirons de ce privilège, aussi bien que ceux, qui n'auront point légalement obtenu ce droit Régalien, ou qui ne l'auront pas possédé légitimement, & ferons procéder contre Eux par les Cercles, ainsi qu'il se doit,

§. VIII.

Et n'y rentreront pas, que ce ne soit du consentement unanime des Etats.

Mais aussi nous ne rétablirons point, sans le consentement d'une Diète d'Empire, & des Etats, ceux qui en seront privés de cette manière,

§. IX.

Mais il sera en quelque façon procédé contre Eux par la suspension de leur suffrage & séance dans les Comices,

Nous obligeans, outre cette privation, de suspendre du droit de séance & de voix (en la manière & forme toutes fois qu'il est exprimé au premier Article de cette Capitulation) ceux, qui auront abusé, ainsi qu'il vient d'être dit, de leur droit Régalien, au mépris des Constitutions de l'Empire, ou qui auront permis l'abus à d'autres, & de ne faire lever cette suspension que dans une Diète générale de l'Empire, après que le contrevenant aura donné satisfaction;

§. X.

Et pour ce qui se des Etats Médiats, qui abuseront de ce même droit, il sera procédé contre Eux par le Prince Ter-

Et si pareille chose arrivoit aux Etats Médiats, ou à d'autres, qui ne sont pas immédiatement sujets à l'Empire, mais dépendants des Electeurs, Princes, & autres Etats de l'Empire, alors leurs Princes & Seigneurs devront

vront procéder contre Eux en la forme qu'il se doit, & ^{risoriel, & leur droit tota-} casser & annuler ce droit de battre Monnoye sans le leur ^{lement annulé sans esperance de pouvoir le récupérer.} plus rendre;

§. XI.

Promettons de ne plus accorder à l'avenir aux Etats Médiats ces fortes de privilèges, ou d'autres plus considérables sans le consentement des Electeurs, comme aussi sans avoir pris, & suivi en tant que de raison, comme a été dit ci-dessus, l'avis du Cercle, dans lequel cet Etat est incorporé, & de Ceux, qui s'y trouveront intéressés, encore bien moins si lesd. privilèges faisoient tort aux Etats (a).

- a) Le droit de battre Monnoye est un Régalien distinct & séparé des droits de la supériorité territoriale & ne peut être exercé qu'en vertu,

ou de la loy,

c'est ainsi que par la Bulle d'or les Electeurs sont autorisés à faire frapper de la Monnoye;

C'est ainsi que différens Recés de l'Empire attribuent ce même droit à Ceux, qui ont des mines (*d'argent*) & qui entretiennent des forges, disposition bien sage & bien prudente, puisqu'en favorisant ceux, qui ont plus de facilité que d'autres à répandre de l'argent parmi les Peuples, on a fait en même tems un établissement avantageux au bien public;

ou d'un privilège,

Autres fois le droit de battre Monnoye étoit un Réservat des Empereurs, mais à peine ont ils commencé à en rendre d'autres Etats participants, que successivement ces concessions sont devenues si fréquentes, que pour arrêter les abus, qu'elles occasionnoient, il a été jugé à propos d'obliger les Empereurs dans

leurs Capitulations de réquerir le consentement des Electeurs avant d'accorder de semblables privilèges.

Ces privilèges ne sont ni généraux, ni uniformes ; ni généraux , puisqu'il n'est pas permis à tous Etats de faire frapper de la Monnoye ; ni uniformes , puisque le privilège des uns est indéfini , & celui des autres restreint ou à l'argent blanc, ou aux simples Monnoyes de billon.

Quoiqu'on ne soit pas Etat d'Empire , on peut avoir le privilège de battre Monnoye, ainsi que l'ont les Villes de Halberstadt, Hannovre, Osnabruck, Minden, Munster, Hildesheim, Göttingen, Nordheim, Brunswick, Rostock, Sunden, Stetin, Stralsund &c. lesquelles cependant ne font pas toutes usage de cet avantage.

Depuis plusieurs siècles l'affaire des Monnoyes est l'un des Principaux points , auxquels les Diètes de l'Empire aient donné leur attention , & si malgré cela les anciens abus se sont toujours perpétués , ce n'est point faute ni de projets , puisqu'il en a été présenté plusieurs , dont celui composé par Pierre Valkenier mérite la préférence , ni faute de réglemens de la part ou des Empereurs , ou des Diètes , ou des Cercles , mais faute d'exécution.

Ce que l'on a toujours principalement eu en vue toutes les fois , qu'on a mis la matière sur le tapis , a été ,

1. De fixer le titre des Monnoyes & d'en régler le prix proportionnellement à la Valeur intrinsèque,
2. D'établir une uniformité dans tout l'Empire,
3. D'abolir tous les abus.

Comme , pour ce qui est du premier point , le dernier réglement de l'an 1738. dont il est fait mention en l'Art. ci-dessus est l'un des plus relatifs aux Espèces , qui ont cours aujourd'hui en Allemagne, nous croions, qu'il ne déplaira pas au Lecteur de le voir couché ci-après dans toute sa plénitude.

Très-humble Résultat ultérieur de l'Empire en date du 10 Septemb. 1738, au sujet des affaires de la Monnoye. Et bien spécialement en
sujet

sujet des petites Espèces, & du Cours, qu'elles auront pour l'avenir dans le St. Empire.

On n'a pas voulu manquer d'avertir par ces présentes de ce qui suit. Son Altesse, le très-illustre Commissaire Principal de Sa M. Imp. , & muni de son Plein-pouvoir à cette présente Diète générale de l'Empire, Monseigneur Joseph Guillaume Ernest, Prince & Marquis de Furstemberg; Comte de Heiligenberg & de Werdenberg, Marquis de Baar, Seigneur à Haulsen dans la Vallée de Krutzingen &c. &c. & Ministre d'Etat actuel de Sa M. Imp. &c. &c. &c. dans le dernier très-humble Résultat, délivré à Sa Majesté en date du 13 d'Avril de l'année passée au sujet de l'affaire des Monnoyes, & ratifié ensuite par la dite Majesté Impériale on s'est très humblement réservé, de porter encore à une même conclusion les autres points, qui faute de les avoir pû examiner, ont été laissés à une décision ultérieure; & qu'à présent, après que la proposition ordinaire en a été faite dans les trois Colléges de l'Empire, on en a délibéré ultérieurement, on a trouvé à propos.

I. D'acquiescer par rapport aux Espèces d'or, & aux grosses Espèces d'argent blanc, à ce qu'elles soient dès à présent réglées une fois pour toutes sur le titre de Leipzig, où les Ecus blancs sont frappés dans leur Valeur intrinsèque à 2 florins, & dont 8. sont au Marc rouge de Cologne, & sont au titre 7 onces 4 grains de fin, comme aussi les Ducats y sont frappés dans leur Valeur intrinsèque à 4 fl., & dont 67. sont au Marc de Cologne, & au titre de 23 Carats 8 grains (entre lesquelles on comprend les doubles, triples, & quadruples Ducats &c. &c. &c. comme aussi les demi & les quarts d'Ecus suivant la proportion marquée:) cependant en telle sorte, que pour l'avenir les florins d'or du Rhin devront aussi valoir *in valore extrinseco* 3 florins, dont 72. sont au Marc rouge de Cologne, & au titre de 18 Carats & 10 grains de fin; 3 Carats 8 grains d'argent fin, & 1 Carat 6 grains de Cuivre, & qu'à proportion de cela les doubles, triples, & les demi-florins d'or devront être frappés sur le même pied; & qu'on comptera également entre les gros-

les Espèces d'argent blanc les demi , les quarts , les huitièmes & les Douzièmes d'Ecus, comme aussi les doubles-*Blafferts*, ou les Pièces de 9 Kreutzer , qui ont cours dans les Pays du Bas-Rhin , & qu'ils seront frappés à proportion de l'Ecû de 2. florins.

II. Et quoique , en conformité du précédent Résultat de l'Empire, les Essayeurs Généraux des monnoyes des respectifs Cercles de l'Empire, qui ont été convoqués ici *ad Comitia*, & qui pour cela ont fait leur serment, ont délivré réellement, & en attendant , à la Diète générale de l'Empire leurs Tables de preuves & d'évaluations des Espèces d'or & d'argent tant étrangères que de nôtre Patrie, suivant le susdit titre établi à présent dans l'Empire ; comme néanmoins on a déjà prévu , & jugé très nécessairement avant qu'ils eussent délivré leur très-humble rapport, de dresser encore par un très-humble résultat ulterieur & préalable un *Regulativum* des petites Monnoyes d'argent, proportionné au susdit titre de l'Empire , afin que l'évaluation réelle de toutes ces différentes sortes puisse être faite *pari passu*. C'est pourquoi , vû la grande importance de cette affaire , & après de mûres délibérations sur les Circonstances on a trouvé convenable , & on a conclu ; Que préalablement aucun Etat, qui a permission de battre Monnoye , ne fera plus battre de ces petites Espèces de Monnoyes, qu'autant qu'il en sera nécessaire pour la Circulation dans son propre pays ; Et qu'ensuite la proportion la plus équitable de ces petites Monnoyes soit déterminée suivant le titre statué déjà par un Résultat solennel de l'Empire sur l'évaluation & la fabrique de grosses Espèces d'Argent blanc, en sorte que les dites petites Monnoyes , pour prévenir toute variation, consisteront seulement en doubles Gros; Pièces de 2½. Creutzer ; Demi-Batzen, six deniers ; Creutzers; trois derniers ; & des deniers simples & légers ; & pour ce qui regarde les pays du Bas-Rhin, dans les *Blafferts* ou 4½. *Creutzer*, *Albus* de Cologne, ou quart de *Blaffert* , & demi-sols , ou 1½. *Creutzer*; *Albus* de Cologne ou quarts de *Blafferts*, & demi-sols ou ½. *Creutzer* ; & qu'ils seront Monnoyés suivant le titre , dont

on

on est convenû à présent , enforte que le Marc fin de Cologne soit compté au sujet des 7 $\frac{1}{2}$. Creutzers à 18. fl. 33 $\frac{1}{2}$. kr.

Au sujet des *Batzen* à - - - 18. fl. 45. kr.

Au sujet des simples *Gros* à - - - 18. fl. 45 $\frac{1}{2}$. kr.

Au sujet des Pièces de 5. *Creutzers* à - 18. fl. 45 $\frac{1}{2}$. kr.

Au sujet des *Simple gros* Impériales à - 18. fl. 45. kr.

Au sujet des Pièces de deux & demi kr. à 19. fl. . kr.

Au sujet des demi *Batzen* à - - 19. fl. 30. kr.

Au sujet des Pièces de 6. deniers à - - 19. fl. 30. kr.

Au sujet des Pièces de 3. *Kreutzer* à - - 20. fl. , kr.

& enfin au sujet des simples & légers deniers à 20. fl. 30. kr.

Et qu'en conséquence il seroit encore très-nécessaire d'ordonner , que les Espèces suivantes fussent réglées de la manière ci après.

(1.) *Les doubles gros* ou les pieces de 7 $\frac{1}{2}$. Creutzer ; sur chaque Marc blanc ou préparé de Cologne une Masse de 8. Lots de Cuivre & de 8. lots d'argent fin , lorsqu'il en est frappé 74 $\frac{1}{2}$. Pièces, fait en argent Monnoyé. 9. fl. 16. kr. 3 $\frac{1}{2}$. pf. & que par conséquent un Marc fin doit porter 148 $\frac{1}{2}$. Pièces à 7 $\frac{1}{2}$. Creutzers, ce qui fait. 18. 33 $\frac{1}{2}$.

(2.) *Les Pieces de 5. Creutzer* ; sur un Marc blanc de Cologne une Masse de 8. Lots 16. grains de Cuivre , & de 7. Lots 2. grains d'argent fin , s'il en est frappé 100. Pièces, fait 8. fl. 20. kr. & par conséquent il doit y en avoir dans un Marc fin 225. Pièces à 5. kr. fait 18. 45.

(3.) *Les Batzen* sur chaque Marc blanc de Cologne & d'une Masse de 9. Lots 6. grains de Cuivre & de 6. Lots & 12. grains d'argent fin Monnoyé, si on en tire 117 $\frac{1}{2}$. Pièces, fait en argent compt. 7. fl. 48. kr. 3. dl. enforte qu'on doit compter sur un Marc fin 281 $\frac{1}{2}$. Pièces à 4. Creutzer fait comp. 18. fl. 45. kr.

(4.) *Les simples*, appelés ordinairement *bon Gros* sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 9. Lots 6. gr. de Cuivre, & de 6. Lots 12. gr. argent fin, Monnoyé, si on en tire 125. pieces fait en argent comptant. 7. fl. 8. kr. 3. dl. en forte que d'un Marc fin il doit revenir 300. Pièces à 3 $\frac{1}{2}$. kr. fait. 18. 45.

(5.) *Les*

(5.) *Les Gros Imp.* sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 10. Lots 4 $\frac{1}{2}$. grains de Cuivre & de 5. Lots 13 $\frac{1}{2}$. gr. argent fin si on en tire 134 $\frac{10}{16}$. Pièces, fait argent comptant 6. fl. 44. kr. 1 $\frac{1}{16}$. dl. en sorte que d'un Marc fin il doit revenir 375. Pièces à 3. kr. fait. 18. 45. kr.

(6.) *Les Pièces de 2 $\frac{1}{2}$. Creutzer*, sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne, à une Masse de 10. Lots de Cuivre & de 6. Lots argent fin Monnoyé, si on en tire 171. Pièces, fait en argent comptant. 7. fl. 7. kr. 2. dl. en sorte que d'un Marc fin il doit revenir 456. Pièces à 2 $\frac{1}{2}$. kr. fait 19. fl.

(7.) *Les demi Batzen*, sur un Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 12. Lots de Cuivre & de 4. Lots d'argent fin Monnoyé, si on en tire 146 $\frac{1}{2}$. Pièces, fait en argent compt. 4. fl. 52. kr. 2. dl. En sorte que d'un marc fin il doit revenir 585. Pièces à 2. kr. fait. 19. 30.

(8.) *Pièces de six deniers*; sur un Marc blanc & préparé de Cologne & d'une Masse de 12. Lots de Cuivre, & de 4. Lots: argent fin, Monnoyé, si on en tire 156. Pièces fait en arg. compt. 4. fl. 50. kr. En sorte que d'un Marc fin il doit revenir 624. Pièces à 1. kr. 3 $\frac{1}{2}$. dⁿ. fait 19. 30.

(9.) *Les Creutzers*; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne, & une Masse de 13. Lots de Cuivre, & de 3. Lots d'argent fin, Monnoyé, si on en tire 225. Pièces, fait en arg. compt. 3. fl. 45. kr. en sorte qu'il doit venir d'un Marc fin 1200. Pièces, fait 20. fl.

(10.) *Pièces de trois deniers*; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne, & une Masse de 13. Lots de Cuivre, & de 3. Lots d'argent fin Monnoyé, si on tire 240. Pièces, fait 3. fl. 45. kr. en sorte qu'il faut qu'il en vienne d'un Marc fin 3936. Pièces, qui portent en argent. 20. fl. 30. kr.

(11.) *Les simples deniers*; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 14. Lots de Cuivre, & de 2. Lots d'argent fin, Monnoyé, si on en tire 492. Pièces, fait 2. fl. 33. kr. 3. d. en sorte qu'il faut, qu'il en vienne 3936. Pièces à 1 $\frac{1}{2}$. den. fait en argent 20. 30.

(12.) *Les simples deniers legers* ; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne , & une Masse de 14. Lots de Cuivre & de 2. Lots d'argent fin , Monnoyé , si on en tire 615. Pièces , fait 2. fl. 33. kr. 3. d. enforte qu'il faut, qu'il en vienne 4920. Pièces à 1. den. fait 20. fl. 30.

(13.) *Les Blaffers* , ou les Pièces de $4\frac{1}{2}$. Creutzer, le Marc fin de Cologne à 18. fl. 45. kr. d. les *semi-Blaffers* ou les Pièces de $2\frac{1}{2}$. Creutzer à 19. les *Sols* ou Pièces de $1\frac{1}{2}$. Creutzer à 19. fl. 30. kr. les *Albus* de Cologne, ou les *semi-Blaffers* à 20. & les demi-sols ou les Pièces de $\frac{1}{2}$ deniers à 20. & que sur ce pied on doit mettre le prix.

(14.) *Les Blaffers* , ou les Pièces de $4\frac{1}{2}$. Creutzer sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 8. Lots 16. grains de Cuivre , & de 7. Lots 2. grains argent fin , Monnoyé , on en tire 111 $\frac{1}{2}$. Pièces, fait en argent 8. fl. 20. kr. dl. enforte qu'il faut, qu'il vienne d'un Marc fin. 250. Pièces, ce qui fait. 18. 45.

(15.) *Les demi Blaffers* ou pieces de $2\frac{1}{2}$. Creutzer ; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 10. Lots de Cuivre , & de 6. Lots argent fin Monnoyé , on en tire 190. Pièces, fait en argent 7. fl. 7. kr. 2. dl. ainsi il faut compter d'un Marc fin 506 $\frac{1}{2}$. Pièces ce qui fait 19. fl. kr. dl.

(16.) *Les Sols* ou pieces de $1\frac{1}{2}$. Creutzer ; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 12. Lots de Cuivre & de 4. Lots argent fin , Monnoyé , on en Fabrique 195. Pièces fait en argent 4. fl. 52. k. 2. dl. enforte qu'il faut qu'il vienne d'un Marc fin. 780. Pièces, qui sont en argent. 10. 30.

(17.) *Les Albus de Cologne* ou les $\frac{1}{4}$. *Blaffers* , sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne , à une Masse de 13. Lots de Cuivre & de 3. Lots d'argent fin , Monnoyé , on en fabrique 200. Pièces, font argent compt. 3. fl. 45. kr. dl. enforte qu'il faut qu'il vienne d'un Marc fin 1066 $\frac{1}{2}$. Pièces, ce qui fait 20.

(18.) *Demi Sols* ou Pièces de $\frac{1}{2}$. Creutzer ; sur chaque Marc blanc & préparé de Cologne & une Masse de 13. Lots de Cuivre , & de 3. Lots d'argent fin , Monnoyé ; on en fabrique 300. Pièces, font en argent compt. 3. fl. 45. kr. dl. enforte qu'il faut

qu'il vienne d'un Marc fin 1600. Pièces 1 $\frac{1}{4}$. Creutzer , ce qui fait. 20.fl.

Et comme tout ce qui a été mentionné ci-dessus a été accepté par celle ci, exposé pour la Regle & le fondement dès aujourd'hui , jusqu'à un Règlement ulterieur des petites Monnoyes , qui auront un cours générale dans l'Empire ; il seroit tres necessaire, que toutes les petites sortes de Monnoyes fussent réduites suivant leur proportion convenable , & portées dans des Tables réglées par les Essayeurs , qui se trouvent à présent ici à la Diète générale , & qu'on laissât le Cours réglé à celles (sur lesquelles on conviendrait ensuite) jusqu'à ce qu'elles se perdissent avec le tems d'elles mêmes ; & qu'ensuite , & pour l'avenir on ne permit pas qu'aucunes autres especes de Monnoyes d'Allemagne , grosses ou petites , d'or ou d'argent , eussent d'autres Cours dans l'Empire , que celui qui a été autorisé en vertu du nouveau reglement des Monnoyes ; au reste on se réserve toujours de pouvoir envoyer à Sa Majesté Imp. le très-humble résultat ultérieur de l'Empire , sur les points qui n'ont pas encore été décidés. Les Ambassadeurs , Conseillers , & Plénipotentiaires des Electeurs, des Princes , & autres Etats de l'Empire, se recommandent tres-humblement &c. Fait à Ratisbonne le 10^{me} de Sept. 1738.

La Chancellerie Electorale de Mayence.

(L. S.)

Pour ce qui est de l'uniformité , elle est d'autant plus nécessaire , que sans elle le Commerce ne pourroit se soutenir en Allemagne , dont les Provinces ont les unes avec les autres une liaison, qui souffriroit extrêmement , si l'égalité des espèces ne l'entretenoit. Aussi est-ce pour maintenir l'ordre & la règle, que tout ce qu'il y a de suprême en Empire a droit d'y tenir la main , ou d'y avoir l'œil. L'Empereur comme Chef de l'Empire peut sur cet Article faire publier & exécuter tous les Rescrits & Mandements convenables. La Diète de l'Empire comme représentant les Etats , qui tous y sont interressés , est pareil-

reillement autorisée à faire à cet égard toutes les Constitutions, qu'Elle juge à propos ; & par différents Recès de l'Empire ce même soin de veiller à l'observation des réglemens a particulièrement été confié à la vigilance des Cercles ; notamment des Princes Directeurs , ou Convocateurs. C'est même pour cet effet , qu'il leur a été recommandé ;

de tenir exactement deux , ou tout au moins une fois par an des jours d'épreuve , ou d'essay des Monnoyes,

de ne point souffrir , qu'il soit monnoyé ailleurs que dans les Villes à ce désignées , dont en chaque Cercle on ne peut en avoir au delà de quatre,

Et de correspondre ensemble sur tout ce qui peut concerner les Monnoyes , raison pour laquelle ils sont appelés les Cercles correspondans , lesquels sont divisés en trois Classes , dont la première est celle du Haut-& du Bas-Rhin , ainsi que du Cercle de Westphalie. La seconde est composée des Cercles de la haute & basse Saxe , de laquelle il dépend de correspondre comme d'ancienneté avec le Cercle de Westphalie. La troisième comprend les Cercles de Franconie , Suabe , Bavière , & Autriche.

Quant aux abus , auxquels on a toujours tâché de porter remède , ils sont relatifs,

Ou à la Personne, qui a droit de battre Monnoye,

Ou à la matière , dont la Monnoye est composée,

Ou à la forme , en laquelle la Monnoye est frappée,

Ou à l'objet & à la fin , que peut avoir celui , qui exerce ce droit,

L'abus relatif à la Personne se commet 1. quand un Etat fait monnoyer sans avoir légitimement acquis ce Régalien ; 2. Quand après l'avoir eû il l'a perdu , ou en a été suspendu ; 3. Quand il l'a vendu , ou cédé à titre de Bail , ce qui est absolument défendu par les Ordonnances , & devoit l'être plus rigoureusement à l'égard des Juifs , lesquels commettent toutes sortes de fraudes , lorsqu'ils sont Cessionnaires du droit de battre Monnoye. 4. Quand il fait frapper une autre Espèce de Monnoye que celle , qui lui est permise. 5. Quand il fait fabriquer

des Espèces dans un autre endroit, que dans l'une des Villes appelées *Müntz - Stätt*, espèces désignées icy sous le mot de *Heckenmüntz*, c'est à dire Monnoye de haye, ou faite en cachette.

L'abus relatif à la matière se commet. 1. Quand la Monnoye n'est point du titre & alloy porté par les Ordonnances; 2. Quand un Etat fait trop fabriquer de petite Monnoye, ou Monnoye Provinciale. 3. Quand par coupure, rognure, ou autrement l'on affoiblit l'Espèce; 4. Quand l'on jette au creuset des Monnoyes fabriquées sur le pied ordonné par les Loix de l'Empire.

L'abus concernant la forme se fait, lorsque par exemple un Etat se sert du coin, & de l'Empreinte d'un autre Souverain.

Enfin pour ce qui est de l'objet de la part de celui, qui fait monnoier, tout est abus, quand il cherche à tirer quelque profit soit en altérant les espèces, soit en échangeant des mauvaises contre des bonnes, soit en refondant celles, qui sont courables pour en fabriquer d'autres de moindre alloy.

C'est ordinairement l'Empereur, qui décerne des peines contre ceux, qui n'observent pas exactement les Ordonnances & les deffenses, & c'est aux Cercles, à qui il en commet l'exécution.

Un Etat immédiat, déclaré déchu de son droit, peut y rentrer, lorsque les Electeurs y consentent, mais quand il est Etat médiat il en demeure privé pour toujours.

L'on a vû des projets présentés à la Diète, dans lesquels ceux, qui en étoient les Auteurs, ont solidement démontré combien il seroit avantageux à toute l'Allemagne, si on réformoit tous les hôtels de Monnoye particuliers & si dorénavant on ne Monnoyoit qu'au nom de l'Empereur & de l'Empire; mais ces mêmes Auteurs auroient rendu un plus grand service au Public, s'ils avoient en même tems inspiré à ceux des Etats, qui ont droit de battre Monnoye, de se déporter d'un Régalien, qu'ils regardent comme une de leurs plus belles prérogatives, pour sous un nom collectif le partager avec d'autres Etats, qui sans cela n'oseroient y prétendre.

Ce

Ce que nous pensons pouvoir être introduit pour la facilité du Commerce, & surtout pour la commodité des Voyageurs, qui souvent ont le désagrément de ne pouvoir faire accepter dans l'Etat, ou ils entrent, des espèces qu'ils viennent de recevoir dans l'Etat, dont ils sortent, ce que nous pensons (disons nous) est qu'on devroit par tout ne fabriquer que des espèces égales en épaisseur, rondeur, poid & titre, qui seroient toutes des Ecus, Florins, $\frac{1}{2}$ fl. $\frac{1}{4}$ fl. Pièces de 3. 2. 1. $\frac{1}{2}$. $\frac{1}{4}$. de Batzes, & ainsi des especes d'or; & affin que l'autorité du Prince ou Etat, par les ordres de qui elles auroient été frappées, fut toujours reconnuë, ses armes & son image n'y seroient pas moins empreintes qu'auparavant. Il est vrai, que ce changement trouveroit d'abord quelques difficultés du côté des Provinces limitrophes & surtout de la Basse Allemagne, mais quand une fois les Nations Voisines auroient appris à connoître le pied de leurs Monnoyes, & qu'Elles auroient fait de justes évaluations, tous ces obstacles seroient aussitôt levés.

Question si lorsqu'un Etat a fait fabriquer de la Monnoye, laquelle n'a point le titre prescrit, le Directeur, l'Essayeur & autres Ouvriers, qui y ont par obeissance envers le Souverain sciemment cooperé, sont punissables?

L'on ne doit point en douter, l'obligation d'obeir ne pouvant en matière de délit servir d'excuse légitime.

Question si par autorité des Magistrats, ou supérieurs d'un Lieu l'on peut saisir ou confisquer les espèces de mauvais alloy, dont des Particuliers sont porteurs?

Quoy qu'il soit dure à Gens de bonne foi de perdre ainsi ce qui leur appartient légitimement, néanmoins cette saisie doit être permise, parcequ'elle tend à réprimer les abus & qu'on ne sauroit en pareil cas user d'assez de précautions & de rigueur.

Question à qui appartient le droit d'informer criminellement contre les faux Monnoyeurs, ou Falsificateurs des monnoyes?

Si des Etats immédiats pouvoient être capables de commettre un pareil délit, ils n'auroient d'autre juge que l'Empe-

reur, ou les souverains Tribunaux de l'Empire, mais pour ce qui est des médiats, quoique coupables du crime de Lèse Majesté, ils demeurent sujets à la Jurisdiction ordinaire, c'est pourquoi lorsqu'en 1688. l'Empereur Léopold nomma Antoine de Sollen Conseiller au Conseil Aulique pour en matière des monnoyes faire des informations, Commission, qui pour avoir un plus grand poid & plus de Lustre fut donnée ensuite à l'Electeur de Mayence, à l'Electeur Palatin & au Landgrave de Hesse-Cassel, les Princes & Etats s'opposèrent à cette Procédure sur le fondement; que la Jurisdiction criminelle leurs appartenoit, & que supposé, qu'ils ne fissent par leur devoir, en ce cas toute l'autorité de l'Empereur se réduiroit à les y faire contraindre par les Directeurs du Cercle.

Question si des Etats immédiats, qui ont droit de battre Monnoye, peuvent l'accorder à des Etats médiats?

Dans la règle on doit décider que non, cependant il y a apparence, que certaines Villes ne l'ont acquis que par semblables Concessions.

Question si, lorsque l'Empereur promet de ne point accorder le Privilège de battre Monnoye sans le consentement des Electeurs, ce consentement doit être donné par le Collège Electoral assemblé, & s'il faut une unanimité de voix?

Quoique cela soit réquis quant à la concession des péages, néanmoins cela ne fait point preuve à l'égard de la concession du droit de battre Monnoye, vû que la Capitulation s'explique formellement sur le premier cas, au lieu qu'elle ne contient point la même clause touchant le second.

Question si l'Empereur peut accorder le Privilège, dont il s'agit, à charge par l'Impétrant de réquerir lui même le consentement des Electeurs?

L'affirmative est fondée sur l'exemple du Comte de Rantzow, qui ayant obtenu de l'Empereur Ferdinand III. un semblable Privilège, même purement & simplement, s'est en 1653 adressé au Collège Electoral pour en obtenir la Confirmation; ainsi pourquoi d'autres n'auroient ils point le même avantage?

ARTI-

ARTICLE X.

§. I.

DE plus & en particulier Nous ne donnerons , n'hypothéquons , n'engagerons , ni n'aliénerons , ou chargerons en d'autres manières, soit hors ou dedans l'Allemagne, rien de tout ce qui appartient à l'Empire, & qui est de sa dépendance sans le scû, consentement, & permission de tous les Electeurs , Princes & Etats Généralement (a).

L'Empereur n'aliénera, ni n'engagera hors, ou de dans l'Allemagne aucunes terres de l'Empire;

§. II.

Nous éviterons aussi tout ce qui pourroit donner occasion à des exemptions , & à des démembrements de l'Empire, & nous nous abstiendrons principalement d'octroyer des privilèges & des immunités exorbitantes (b).

Il n'accordera aucun privilège, qui puisse donner lieu à se soustraire de la juridiction de l'Empire.

§. III.

Bien loin de là Nous nous appliquerons avec fermeté, & donnerons tous nos soins, & toutes nos attentions pour

Il tâchera de récupérer ce qui a été démembré de l'Empire & qui est indûment parvenu à des Nations Etrangères.

- a) Lorsque l'Empereur promet de ne rien aliéner des Domaines de l'Empire, l'on doit entendre non seulement les aliénations formelles ou directes, mais aussi les indirectes, telles que sont les érections en fief, engagements & autres titres semblables, en vertu desquels la propriété, ou la simple jouissance soit des droits, soit des terres patrimoniales de l'Empire passent en d'autres mains.
- b) Les immunités, que l'on entend dans le présent Article, sont celles, qui peuvent rendre à exempter, ou soustraire un Membre, ou sujet de l'Empire de sa juridiction.

pour réunir au plutôt aux Domaines de l'Empire, y incorporer, & y garder tout ce qui en a été détaché, comme des Principautez, des Seigneuriës, & des terres hipothéquées, ou tombées en Commise, ainsi que les biens considérables confisqués, ou non confisqués, qui se trouvent indûment entre les mains des Nations étrangères (c);

§. IV.

Il maintiendra les Electeurs & Etats en leurs possessions, ainsi que dans les engagements, qu'ils occupent.

Nous protégerons & laisserons conformément aux dispositions du traité de paix les Electeurs, Princes & Etats en paisible possession des engagements de l'Empire sans en faire le retrait, ni rien révoquer à cet égard, & ce jusqu'à ce qu'il en soit autrement convenu entre l'Empereur des Romains & les Etats de l'Empire,

§. V.

Il ne procédera point au réglemens des limites de l'Empire sans le consentement des Etats interressés.

Et pour ce qui concerne les réglemens, qui pourroient être faits, des limites de l'Empire, Nous ne ferons rien faire à cet égard sans que l'Empire & les Etats y interressés y aient aussi donné leur consentement (d);

§. VI.

c) Dans toutes les Capitulations les Empereurs se sont engagés à faire le recouvrement de ceux des Domaines de l'Empire, qui se trouvent indûment entre des mains Etrangères, mais jusqu'icy cette promesse n'a pas beaucoup éfectué, & ce mot *indûment* met à l'abri de toutes recherches ceux, qui sont Possesseurs de terres, ou Seigneuriës, qui jadis ont appartenuës à l'Empire, puisqu'ils sont fondés ou en titres, ou dans une possession assez longue pour avoir opéré une juste prescription.

d) Les principales limites, que l'Empire ait à régler, sont du côté de

§. VI.

Et attendu qu'il est arrivé, que plusieurs Fiefs & Seigneuriës considérables tant en Italie, ^(e) qu'ailleurs appartenantes à l'Empire ont été aliénées, Nous promettons de faire à cet égard une recherche très exacte, pour être informés au juste de ce qui concerne ces aliénations, & d'adresser inmanquablement dans l'espace d'un an, à compter du jour de notre avènement à la Couronne, à la Chancellerie de l'Electeur de Mayence les informations, que Nous aurons prises, afin qu'il puisse en être donné part aux autres Electeurs, Princes, & Etats;

Il fera dans l'année la recherche des fiefs d'Italie, qui ont été aliénés

Et en donnera avis aux Etats.

§. VII.

de l'Alsace & de la Lorraine. Lorsque l'Empereur Charles VI. est decédé, il y avoit à Nancy une Commission établië de la part des Puissances intéressées, laquelle a suspendu ses opérations & pourra les reprendre dès qu'il sera ordonné.

e) Dans le projet de la Capitulation perpétuelle il a été après ce mot *d'Italie* ajouté *& en Suisse*, par ou les Etats de l'Empire ont vraisemblablement voulu conserver les droits de l'Empire, ou sur la Suisse entiere, ou sur certains fiefs, que la République Helvétique prétend de son côté être des Domaines libres & dégagés de tout ne-
xe, ou obligations féodales. Pour ce qui est de la Suisse entiere l'histoire nous apprend, que jusqu'à l'Empereur Maximilien, c'est à dire jusques vers la fin du 15. Siècle Elle a reconnu la Souveraineté de l'Empire, mais n'ayant voulu se soumettre aux loix trop dures, que les Empereurs & leurs Gouverneurs cherchoient à luy imposer, Elle en a secoué le joug & s'est par l'Alliance & accession successive tantot de l'un, tantot de l'autre Canton érigée en République, tellement que par le traité de Münster Elle s'est stipulée la conservation de son indépendance & de sa liberté, ce que quelques Auteurs restraintent au simple posses-
soire, le pétitoire demeurant toujours réservé à l'Empire; & en effet

· Ee

l'on

l'on ne sauroit dire , que la disposition dud. traité soit extrêmement claire & décisive ; voicy ce qu'il porte :

„Et comme Sa Majesté Impériale , sur les plaintes faites au
„nom de la Ville de Bâle & de toute la Suisse, en présence de ses
„Plénipotentiaires Députés en la présente Assemblée , touchant
„quelques procédures & exécutions procédentes de la Chambre
„Impériale contre ladite Cité , & les autres Cantons unis des
„Suisse , & leurs Citoyens & Sujets , ayant demandé l'avis des
„Etats de l'Empire & leur Conseil , par un Décret du 14. May
„de l'an passé , a déclaré la dite Ville de Basle , & les Autres
„Cantons Suisse être en possession, ou quasi possession d'une
„pleine liberté & exemption de l'Empire , & ainsi n'être aucu-
„nement Sujets aux Tribunaux & Juges de l'Empire ; il a été
„trouvé bon d'insérer le même en ce Traité de Paix , & de le
„confirmer ; & partant de casser & annuler toutes les Procé-
„dures & Arrêts donnés sur ce Sujet , en quelque forme que
„c'ait été.

Cet article pourroit être sujet à bien des explications & interprétations, si les difficultés, qu'il a laissées, ne se trouvoient levées par une reconnaissance générale de toutes les Puissances de l'Europe, avec lesquelles les treize Cantons ont du depuis souvent traité & contracté en qualité de Souverains.

Pour ce qui est des Fiefs, que l'Empire peut avoir, ou qu'il révendique en Suisse, Nous avons vu les contestations, qui se sont renouvelées de nos jours au Sujet du Comté de Toggenbourg. Ce Comté aiant comme Fief de l'Empire passé à titre d'achat à l'Abbé de Saint Gal, chacun des Abbés a eu soin dans les premiers tems & lors de toutes les mutations arrivées de prendre, ou de faire renouveler ses investitures. D'un autre côté pendant les troubles de Religion les Sujets & Habitans du Comté de Toggenbourg s'étant rangés sous la protection & union des Villes de Zurich & de Berne, ces Villes n'ont fait aucunes difficultés de les y admettre. Dans la suite l'Abbé de Saint Gal aiant exigé de ses Sujets quelques Droits & Collectes, auxquelles ceux-ci ont refusé de se soumettre, cela a donné lieu à des dissensions, même à un soulèvement de la

part

*des entre-
pire de les
cantons au
du Comté
Toggen-
bourg.*

part desd. Sujets, qui ont eu recours aux Suisses, pendant que l'Abbé imploroit l'autorité & la justice de l'Empire.

Les Villes de Zurich & de Berne, comme aiant sous leur protection les Sujets plaignants, ont prétendu être les juges de ces differends. L'on voit dans les écrits, qu'Elles ont adressé à cette occasion à la Diète de l'Empire, qu'Elles prétendent,

1. Que les reprises de Fief faites par l'Abbé de Saint Gal ne sont jamais parvenues à leur connoissance,

2. Que suivant qu'il apert par les lettres de l'an 1451. l'Abbé de Saint Gal s'est lui même avec prestation de serment rangé sous la protection des Cantons de Zurich, Lucerne, Schwitz & Glaris, & ne peut conséquemment avoir recours à d'autres Supérieurs,

3. Que quand on suposeroit, que le Comté de Toggenbourg fut fief de l'Empire, cela ne le rendroit cependant ni Etat ni Sujet de l'Empire,

4. Que tout ce, à quoy un Vassal est tenu en *Récognition* de son fief, est de contribuer en argent au cas de guerre, ce que cependant les Abbés de Saint Gal n'ont pas fait depuis près de 200. ans, aians toujours prétendus être Membre de la République & non de l'Empire,

5. Que toutes les fois, que de la part de l'Empire on a voulu les obliger à fournir un contingent, ils ont eû recours à l'intercession de la République, laquelle s'est ordinairement intéressée pour Eux & a fait en sorte, qu'on a cessé de les inquiéter,

6. Que lors de la guerre de Suabe les Sujets de l'Abbé de Saint Gal se sont alliés avec les Cantons contre l'Empereur Maximilien & contre l'Empire, & que lors de la paix survenue en 1499. l'Abbé contemporain appelé Gothard y a non seulement accédé comme Partie contractante, mais même qu'il y a été nommément fait mention de lui comme Partie intéressée,

7. Que ce qui prouve, que l'Abbé n'est pas Membre de l'Empire est, qu'il n'a point voix & séance dans les Comices & dans les assemblées des Cercles, qu'il ne possède aucuns biens immédiats de l'Empire, & qu'il ne contribué à aucune charge Publique,

Ee 2

8. Que

8. Que s'il avoit passé pour Prélat aiant rang parmi les Princes Ecclésiastiques de l'Empire, il auroit fourni sa cote-part des 3. millions stipulés en 1648. pour la satisfaction Suédoise,

9. Que dans le Traité d'Alliance héréditaire conclus en 1511. entre l'Empereur Maximilien & les Cantons unis l'Abbé de Saint Gal étoit une des Parties *compaciscentes* du côté desd. Cantons,

10. Qu'il a conclu avec les Cantons une Convention, qui lui donne & à tout ce qui est de sa dépendance un droit de Bourgeoisie permanent,

11. Que lorsque les treize Cantons unis sont convenus avec la France d'une paix perpétuelle, il a accédé audit Traité, si vrai que Toggenbourg a participé aux sommes, que la France a promises à l'occasion de cette convention,

12. Que toutes les fois que depuis l'acquisition faite du Comté de Toggenbourg par l'Abbé de Saint Gal, il s'est présenté, ou élevé quelques difficultés au sujet dud. Comté, ni l'Empereur, ni l'Empire n'en ont jamais pris connoissance.

Du côté de l'Empire il a été dit pour réfuter ces moiens,

1. Qu'un fait constant & dont la République ne disconvient pas, est, que l'Abbé de Saint Gal n'a pas moins que la Suisse reconnu autres fois le suprême Domaine de l'Empire, & étoit conséquemment sujet comme les autres Etats aux charges Publiques,

2. Que cet Abbé & nommément le Comté de Toggenbourg se trouvent couchés dans la matricule de Nuremberg de l'an 1431.

3. Qu'on ne disconvient pas, que cet Abbé s'étant en 1454. trouvé à un repas, où il y avoit 500. Convives, il n'ait été admis pour confédéré des Suisses, mais qu'il n'avoit pas pour cela cessé d'être Citoyen de l'Empire, si vrai que dans les rôles d'impositions dressés à Nuremberg l'an 1487. & à Francfort l'an 1489. il se trouve taxé dans le premier à 400. florins & dans le second à 20. Fantassins & 5. Cavaliers,

4. Que lorsqu'en 1521. les Etats & Bourgs de la Suisse se pourvurent à la Diète de Worms pour obtenir de Charlequint
la con-

la confirmation de leurs privilèges & immunités, ceux, qui n'ont pû faire preuve de leurs prétendues exemptions, ont été inférés dans les matricules, d'où il est arrivé, que l'*archi*-Abbé de Saint Gal a été compris dans celle du Cercle de Suabe,

5. Que si, lorsque les Abbés de Saint Gal ont été sommés de fournir leur contingent, ils se sont rendus récalcitres, cette désobéissance n'a pû préjudicier aux droits, que l'Empire avoit sur Eux,

6. Que quoique par la paix de Munster les treize Cantons aient été maintenus en possession d'une quasi pleine liberté, il n'est décidé nulle part, que cet avantage doive passer à leurs Alliés,

7. Que l'Eveque de Constance & de la Ville de Rothweil, quoique pareillement confédérés des Suisses, ne jouissent d'aucune exemption & continuent comme Etat immédiat leur Sujétion envers l'Empire,

8. Que jamais les Villes de Zurich & de Berne ne pourront prouver, que l'Empire ait abandonné ses droits, & que dans le cas, dont il s'agit, la prescription peut d'autant moins avoir lieu, que souvent elle a été interrompue par des Rescrits & Mandements Impériaux,

9. Que si l'Abbé de Saint Gal a cessé depuis quelque tems de fréquenter les Comices, rien n'empêche, qu'il ne soit ré-admis, ainsi qu'il est arrivé avec l'Eveque de Coire,

10. Enfin que les treize Cantons sont dans un erreur de droit, lorsqu'ils croient, que le deffaut d'insertion dans la matricule & de paiement d'un contingent exemte de la juridiction de l'Empire, puisqu'il y a des fiefs francs (*feuda franca*) qui assujettissent toujours le Vassal à reconnoître Son Seigneur direct, quoiqu'il soit exempt de certaines prestations.

Ces difficultés en ont entraîné d'autres, & une affaire, qui originairement n'étoit que temporelle, est devenue affaire de Religion; cependant jusqu'à présent les choses paroissent pacifiées, mais la Semence de discorde n'en subsiste pas moins.

§. VII.

*Il aura en tous
cela recours au
Conseil & a
l'aide des Ele-
cteurs & si be-
soin est des
Etats ;*

En quoy comme aussi en tout ce que nous venons de dire nous nous servirons du Conseil, aide & assistance des Electeurs seulement, ou selon la situation des affaires aussi des autres Princes & Etats de l'Empire, afin de ne rien entreprendre que ce que Nous & Eux aurons jugé ensemble utile & salutaire.

§. VIII.

*Il s'achera de
faire restituer
à l'ordre de St.
Jean les biens,
que cet ordre a
perdu dans les
anciennes guer-
res sans préju-
dice néanmoins
à qui ce puisse
être, ni au trai-
té de Westpha-
lie.*

Et comme aussi l'Ordre des Chevaliers de Saint Jean a été injustement dépossédé de plusieurs biens considérables tant dans l'Empire qu'ailleurs, & particulièrement pendant les guerres de 80. ans dans les Pais-bas, & que ces biens luy sont encore détenus jusqu'à présent, nous tâcherons de luy en procurer la restitution par des voyes amiables, toutes fois sans préjudice de la paix de Westphalie & des droits d'un chacun f);

§. IX.

*Prétensions de
l'ordre de St.
Jean de Jeru-
salem aux Com-
manderies par
ui cy devans
offendues dans
les Pays-Bas,*

f) Avant les guerres d'Espagne contre les Habitans des Pays-Bas, & avant les troubles de Religion, qui se sont élevés vers le commencement du XVI. Siècle, l'Ordre de St. Jean possédoit dans ces Pays quantité de Baillages, Commanderies & autres Domaines, notamment dans l'Evêché d'Utrecht, dans le Comté de Buren, dans les Provinces de Gueldres, Frise, Gröningen, Hollande, ainsi que dans la Ville d'Oudenarde, de Harlem, & autres lieux.

Lorsqu'après l'introduction du Luthéranisme, ou de la Confession d'Augsbourg, du Calvinisme, & de l'Anabaptisme le Roi d'Espagne voulut établir l'Inquisition, afin que la seule Religion Catholique fut en exercice, cela révolta tellement les Habitans, qu'ils se souleverent, & la plus part de ceux, qui demeurèrent attachés au Roi, ou à l'ancienne Religion, sur-
tout

tout les Ecclésiastiques , se virent obligés de se retirer , d'autant plus que leurs biens furent confisqués & ensuite vendus par le fisc à différents Particuliers pour le prix en provenant être employé aux frais de la guerre.

Les Commandeurs, Chevaliers, Receveurs, & autres Officiers de l'Ordre de Malte quitterent aussi le Pays à l'imitation des autres Gens d'Eglise, & abandonnerent conséquemment tous les biens, dont ils avoient la jouissance, ou l'Administration, de façon que ces biens ne furent point exempts de la confiscation.

En l'année 1576. les Etats des Pays-Bas d'une part & le Prince d'Orange avec les Etats de Hollande, Zélande &c. d'une autre conclurent un Traité de Confédération dit *la pacification de Giand*, dans lequel il fut convenu, qu'il ne seroit rien attenté contre la Religion Catholique & Romaine, les Confédérés aians par là voulu faire connoître, qu'ils ne prenoient les armes, que pour se délivrer du joug & de l'oppression Espagnole. Il fut dit Art. X.

„ On a de plus aussi accordé, que ledit Sieur Prince & tous
 „ autres Seigneurs, Chevaliers, Nobles, particulieres Person-
 „ nes, & Sujets de quelque état, qualité, ou condition qu'ils
 „ soient, ensemble leurs Veuves Douairieres, Enfans, & Hé-
 „ ritiers de part & d'autre seront remis en leurs biens & bon-
 „ ne renommée, & pourroit aussi reprendre & rentrer en la
 „ possession de toutes leurs Seigneuriës, Biens, Prérogatives,
 „ Actions, & Crédits, non encore vendus ou aliénés, mais
 „ en tel état que lesd. biens sont présentement. Et à cet effet
 „ tous les deffauts, Contumaces, Arrêts, Saïssimemens, &
 „ exécutions données & faites depuis le commencement des
 „ troubles, en l'an 1566. tant pour le fait de Religion, que
 „ pour avoir pris les Armes, avec tout ce qui s'en est ensuivi,
 „ seront cassées, révoquées, & annulées.

Art. XVII. „ Et au regard des héritages, Maisons, & Rentes,
 „ lesquelles ont été vendues ou aliénées par titre de con-
 „ fiscation, les Etats Généraux députeront quelques uns d'en-
 „ tre Eux en chaque Province, pour prendre connoissance
 des

„des difficultés, s'il s'en présente aucunes, pour en faire satisfaction raisonnable tant aux anciens Propriétaires, qu'aux Acheteurs, & Vendeurs desd. biens, & Rentes, pour leur regrés & éviction respectivement.

Art. XIX. „ Que tous les Prélats & autres Personnes Ecclésiastiques, dont les Abayes, Diocèses, Fondations & Résidences, situées hors de Hollande & Zélande, sont néanmoins bénéficiées es dits Pays, rentreront en la possession de leurs dits biens, comme auparavant au regard des Séculiers.

En exécution de ce traité les Etats de Hollande & Zélande consentirent par un Décret de l'Année suivante 1577, que le Commandeur & les Chevaliers, qui avoient une Maison à Harlem, y rentrassent & jouissent en outre de tous leurs autres biens meubles & immeubles quelque part ils fussent situés, de façon que le Commandeur reprit la paisible possession des Biens de l'Ordre, laquelle il conserva jusqu'en 1580.

En 1581. les Etats généraux aiant tenus différentes Assemblées accorderent à chacune des Provinces la liberté de disposer des biens Ecclesiastiques situés dans leurs territoires, de manière que l'Ordre fut derechef expulsé.

Lors d'un nouveau Congrès tenu en 1595. l'Ordre s'étant plaint contre les Villes d'Harlem & de Nimegue, qui en 1593. s'étoient emparé de ses Biens, les Députés des Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, pardevant qui ces plaintes furent portées, répondirent que ces biens appartenoient à l'Ordre, & qu'ainsi la Saïsië, qui en avoit été faite devoit être levée, ce qui a été exécuté, mais après le décès du Commandeur de Golstein ces Villes reprirent à l'Ordre ses Commanderies & ses Maisons.

L'Ordre renouvela ses plaintes, & le Roy très Chrétien s'intéressa si vivement pour lui, qu'en 1638. Mr. d'Estampes Ambassadeur de France obtint une réponse par écrit portant, que les Etats généraux ne prétendoient aucuns droits sur les biens de l'Ordre, pourvû néanmoins qu'ils restassent sous leur juridiction.

Les

Les Etats généraux pour faire voir la Sincérité de leurs intentions envoierent aux Conseillers du Duché de Gueldres & du Comité de Zutphen les plaintes de Mr. de Merode Ambassadeur de Malte avec une recommandation de Mr. d'Estampes, & les exhorterent à la Restitution demandée.

En conséquence de cette exhortation ces Conseillers révoquerent les Décrets, qui avoient été rendus touchant l'aliénation des biens de l'Ordre, & par un Mandement de l'an 1639. ils enjoignirent aux Préfets & Officiers des Provinces d'en faire rendre les revenus à Mr. de Merode. Quelques Particuliers acquéreurs, ou fermiers de ces biens aiant fait des difficultés de satisfaire à ce mandement y furent condamnés par jugement de la même année & à délivrer au Receveur de Mr. de Merode les arrerages depuis 1635.

Comme Mr. de Merode cherchoit à rentrer successivement en possession des biens de l'Ordre, il fit en 1640. une transaction avec le Magistrat d'Arnheim, par laquelle ce Magistrat se déporta des droits, qu'il avoit jusqu'alors prétendu sur ces biens, & les abandonna à Mr. de Merode non seulement en pleine jouissance, mais aussi avec les mêmes immunités que celles, que les Etats généraux avoient en 1611. accordé à l'Ordre au Sujet des Commanderiës d'Osterhautten & autres lieux des dépendances de Breda, portant que ces Commanderiës demeureroient comme auparavant franches & exemptes de toutes Collectes, contributions, & autres Charges Publiques.

Mr. de Merode ne put parvenir à la même Justice contre le Magistrat de Nimegue, lequel au Congrès d'Arnheim obtint le renvoi de la demande en restitution contre luy formée par-devant les justices Provinciales inferieures & municipales, renvoi contre lequel Mr. de Merode se plaignit avec d'autant plus de raison, que dans les Comices de l'an 1638. tenus par les Cercles de Nimegue, de Zutphen & d'Arnheim il avoit été ordonné sur sa supplique, qu'icelle seroit avec ses preuves communiquée aux Villes de Nimegue & d'Arnheim, lesquelles dans l'espace de quatre mois fourniroient leurs deffences à la souveraine Cour Provinciale, de façon que ce qui avoit une fois été jugé ne pou-

voit plus être révoqué , joint à cela que l'Ordre de Malte aiant toujours en ses causes commises aux suprémes tribunaux devoit demeurer exempt des inférieurs.

Ces discussions ne firent qu' animer davantage le Magistrat de Nimégue, qui fit enlever à main armée les grains, bestiaux &c. que l'Ordre avoit dans ses Maisons ; En 1643. & en 1646. le supréme tribunal de Gueldres avec l'adjonction du Comté de Zutphen condamna les Habitans de Nimégue à restituer à l'Ordre tous ses biens situés dans la Principauté de Gueldres & dans le Comté de Zutphen avec tous dépens, dommages & interêts , ce qui devoit servir de préjugé quant aux terres scises dans les Dépendances de Nimégue ; cependant rien de tout ce que dessus n'est parvenu à son exécution.

En 1648. fut fait entre le Roy Catholique & les Etats généraux un traité de paix portant

Art. XXIV. „Ceux , sur lesquels les biens ont été saisis & confis-
„qués à l'occasion de la guerre , ou leurs Héritiers ou en
„aians cause jouiront d'iceux biens & en prendront la posses-
„sion de leur autorité privée , & en vertu du présent traité,
„sans quil leur soit besoin d'avoir recours à la justice, non ob-
„stant toutes incorporations au fisc , engagements , dons en
„faits, traités , Accords & transactions, quelques Renoncia-
„tions , qui aient été mises es dites transactions pour exclure
„de partie desd. biens ceux , à qui ils doivent appartenir ;
„Et tous & chacun biens & droits , qui conformément au
„présent traité seront restitués , ou devront être restitués ré-
„ciproquement aux premiers Propriétaires , leurs hoirs,
„ou en aians cause , pourront être vendus par lesd. Pro-
„priétaires, sans qu'il soit besoin d'impétrer pour ce un con-
„sentement particulier.

Le grand Maitre de Malte espérant pouvoir profiter de la disposition de ce traité donna en 1650. au Landgrave Frederic de Hesse Cardinal de la S.^{te} Eglise & grand Prieur de l'Ordre en Allemagne des investitures du Baillage d'Utrecht (dont dépendent onze Commanderies) de la Commanderie de Harlem &
de

de trois Commanderiës dans la Province de Gröningen appartenantes au Baillage de Steinfort.

Les Sollicitations du Cardinal de Hesse ne pouvant rien opérer, le grand Maître en écrivit différentes fois aux Etats généraux pour qu'ils luy procurassent la restitution des biens de l'Ordre, mais jamais il ne luy a été donné aucune réponse par écrit, de manière qu'après avoir inutilement tenté toutes les voyes amiables, il en vint aux menaces, & fit déclarer aux Habitans d'Amsterdam, qui trafiquoient sur la Méditerranée, que par forme de représailles ou de vengeance il traverseroit leur Commerce; cette déclaration intrigua un peu les Hollandois & surtout le Magistrat d'Amsterdam, qui pria les Etats généraux assemblés à la Haye d'examiner cette affaire. Elle fut mise en délibération, & l'on fit entendre au grand Prieur, que l'on avoit pourvu aux moïens de donner satisfaction à l'Ordre & en même tems d'indemniser les Possesseurs de bonne foy.

Le grand Maître flatté de cette espérance envoya en Hollande le Commandeur de Pollandt, dont les Négociations sont devenuës infructueuses, d'autant plus que la nouvelle union, que les Etats Généraux contracterent entre Eux, confirma les anciennes, par lesquelles la confiscation des biens appartenans aux Ecclesiastiques avoit été ordonnée, ou autorisée. Envain l'Empereur & l'Empire, le Roy de Dannemarck & autres Puissances s'interresserent-Elles pour l'Ordre; Envain l'Ordre répandit-il des mémoires, dans lesquels il déduisit tous les moïens fondés en droits, en préjugés, en traités & en exemples, tel que celui du Roy de Suède, qui en 1642. avoit fait restituer à l'Ordre les deux Commanderiës situées dans les Evêchés de Minden, & d'Osnabruc; Envain l'Ordre fit-il connoître, que puisque la Sévérité des Loix renduës par les Etats Généraux ne s'étendoit qu'aux Ecclesiastiques, il ne pouvoit être assujettis à cette rigueur, vû que son état étoit mixte; tout ce qu'il put obtenir de plus avantageux, (non du côté des Etats Généraux, mais de celui de l'Empire, dont il est membre) fut que dans la Capitulation de l'Empereur Léopold, ainsi que dans les Capitulations postérieures, l'Empereur s'emploieroit pour le

§. IX.

*sur la deman-
de, qui lui en
a faite par
les Electeurs il
estisuerà à
l'Empire les
vires de l'Em-
pire, que lui, ou
sa famille pour-
voient posséder
justemens.*

Et s'il se trouvoit, que nous mêmes, ou les nôtres occupassions des Domaines appartenants à l'Empire, qui ne nous auroient point été donnés en fief, ou que nous ne possédassions, ou ne posséderons pas à bon titre, Nous promettons par nôtre présent serment de les restituer sans délai audit Empire, sur leur Réquisition, s'entend celle desd. Electeurs ;

§. X.

*Il conservera
informément
à l'Empire
722. les fiefs
à l'Empire
is hors ou de-
hors l'Allema-
ne & notam-
ment ceux d'Al-
lie.*

Nous donnerons aussi, surtout conformément au Résultat de la Diète du 9 Decembre 1722. tous nos soins à conserver en leur entier les Fiefs & droits appartenants à l'Empire Romain, scitués hors ou dedans l'Allemagne, & principalement en Italie (g) à l'effet de quoy nous fe-
rons

faire rentrer dans la possession des biens à luy injustement détenus à l'occasion des Guerres des Pais-bas, ou du Brabant.

Outre ces prétentions l'Ordre de Malte, de même que l'Ordre Teutonique, qui selon l'Histoire ne font pour ainsi dire qu'un même Ordre, ont jusqu'icy révendiqué avec beaucoup de chaleur, mais sans aucun succès, toutes les pertes considérables, qu'ils ont faites en Italie, en Hongrie, en Poméranie, en Livonie, dans la Haute & Basse Saxe, en Prusse & dans le Brandebourg, mais il n'y a pas apparence (surtout pour ce qui est des Domaines situés en Allemagne & depuis le traité de Westphalie) que jamais ils les recuperent, & si cidevant ils s'étoient plus politiquement comportés avec les Marquis de Brandebourg sans se livrer à des idées trop scrupuleuses, peut-être l'ancienne grande Maitrise de Prusse ne se feroit elle point séparée d'Eux.

g) Les fiefs de l'Empire en Italie sont possédés ou par des Ducs & des

des Princes ; ou par des Seigneurs d'une Noblesse moins illustre. C'est qui en établit principalement la qualité féodale , ce sont toutes les Investitures & Diplomes équipollents successivement accordés par les Empereurs & Rois des Romains. Nous en donnerons icy le détail sur chacun des grands fiefs séparément.

SAVOYE ET PIEMONTE.

Le Duc de Savoye est devenu l'un des plus puissants Princes de l'Italie par les acquisitions successives, que lui & ses Prédécesseurs ont faites. On lit dans l'histoire, qu'en l'année 1000 le Roi Rodolphe III. de Bourgogne conféra au Comte Bertold Auteur de la Maison de Savoye aujourd'hui régnante le Comté de Savoye, & qu'après la mort de Rodolphe Bertold en fut de-rechef investis à titre de fief par l'Empereur Conrad, lequel y a joint les Pays de Chablais & de Vallais.

Son Frere Otton, qui avoit épousé Adelaïde Héritiere unique du Marquisat de Susse, ainsi que du Duché de Turin & de la Seigneurie d'Aoste, les réunit à la Savoye & transmit le tout à ses Descendans, dont l'un sçavoir le Comte Amadé II. a obtenu de l'Empereur Henry la Province de Bugey.

En 1110. l'Empereur Henry IV. conféra à Amadé III. possesseur de la Savoye, du Piémont & de toutes leurs Dépendances le titre de Comte de l'Empire, & le créa son Vassal.

En 1207. l'Empereur Philippe investit le Comte Thomas I. de Savoye non seulement des fiefs, que ses Prédécesseurs avoient possédés, mais il y ajouta encore d'autres Seigneuries, notamment celles de Quiers, Testone & Modon.

En 1252. Guillaume Roi des Romains investit Thomas II. de Savoye de la Ville & dépendance de Turin, de Bastia, du Mont-feny, de Ripaille, de Mont-sole, Vieux Château, Piosasque &c.

En 1263. Richard Roi des Romains conféra à titre de Fief masculin à Pierre Comte de Savoye toutes les terres, que pos-

se doit au jour de sa mort Armand Comte de Kibourg.

En 1313. Henry VII. comme Empereur renouvela au profit d'Amadé V. Comte de Savoye les investitures, qu'il luy avoit donné en qualité de Roy des Romains.

En 1317. ce même Empereur investit ce Comte de la Ville & Comté d'Aoste, à charge néanmoins que si luy, ou ses Successeurs en Empire vouloient en faire le retrait, le Comte ou ses héritiers seroient tenus de s'en départir pour & moiennant la somme de 200000. florins & d'employer cette même somme à l'acquisition d'autres terres, ou Seigneuries, qui seroient substituées à la qualité féodale dud. Comté & releveroient pareillement de l'Empire.

En 1416. l'Empereur Sigismond érigea le Comté de Savoye en Principauté & Duché & fit mention dans ce Diplome non Seulement de la Savoye mais aussi de Chablais, d'Aoste, du Ganavois, de Nice, de l'Assezan &c.

En 1632. l'Empereur Ferdinand II. investit le Duc Amadé I. des Duchés de Savoye, Chablais, & Aoste avec la Principauté de Genève, Beaujeu, Montrond, Aste, Leude &c. des Baronies de Faucigny &c. & des Seigneuries de Nice, Vercel &c. des Marquisats de Ceven, d'Onelle, de Menton, Roccabruna, Dolce-aqua &c.

En 1690. l'Empereur Léopold permit à Victor Amadé de réunir par achat au Duché de Savoye les fiefs, qu'il pourroit acquérir d'autres Vassaux de l'Empire en Italie pour les tenir en arrière-fief masculin, en conséquence de quoy le Duc fit acquisition de Duyfan & autres Lieux, dont il obtint l'investiture en 1699. & 1700.

En 1708. Victor Amadé II. fut investis par l'Empereur Joseph des Provinces d'Alexandrie & de Valence avec toutes les Terres scises entre le Pô & le Tanaro, comme aussi de la Province de Lumelle & du Vallais, ainsi que de certains Lieux & Terres du Vigevanasque.

Enfin

Enfin il est notoire , qu'en 1733. le Roi de Sardaigne a reçu de l'Empereur Charles VI. l'investiture de la Savoye & autres fiefs par lui possédés.

FIEFS des LANGHES.

Quoique les anciens Marquis de Monferrat eussent été investis par les Empereurs des Fiefs des Langhes, lesquels ils ont ensuite conféré en arrière-fief à différens Seigneurs, néanmoins ces Seigneurs profitant des changemens, qui sont arrivés avec ce Marquisat, se sont adressés à la Cour Impériale, dont ils ont immédiatement reçu leurs investitures, tellement que, lorsque le Duc de Savoye, à qui la totalité du Monferrat avoit passé en vertu des Conventions faites en 1703. & 1708. entre lui & les Empereurs Leopold & Joseph, prétendit que les Possesseurs des Fiefs des Langhes devoient relever de lui, en conséquence lui prêter leurs foy & hommages, le Comte François Dominique de Carretto-Comte de Mellefino s'opposa à cette prétension, & en porta ses plaintes pardevant l'Empereur Joseph, qui sur ses réquisitions & celles de ses Adhérens rendit un Edit daté de l'an 1709. par lequel il déclara tous les Possesseurs desdits Fiefs Vassaux immédiats de l'Empire. Le Roi de Sardaigne s'étant pourvu en opposition contre ce Mandement emporta le possessoire, & le petitoire fut réservé au Comte de Carretto & Consors. Le Fiscal de l'Empire intenta son action en revendication des droits de l'Empire; toutes les Parties intéressées publièrent des Mémoires & l'affaire étoit encore litispendante, lorsqu'elle fut réglée par les préliminaires conclus à Vienne en 1735. & acceptés par le Roi de Sardaigne en ce qui pouvoit le concerner. L'on y dressa la note suivante:

Note

Note des Terres Impériales des Langhes.

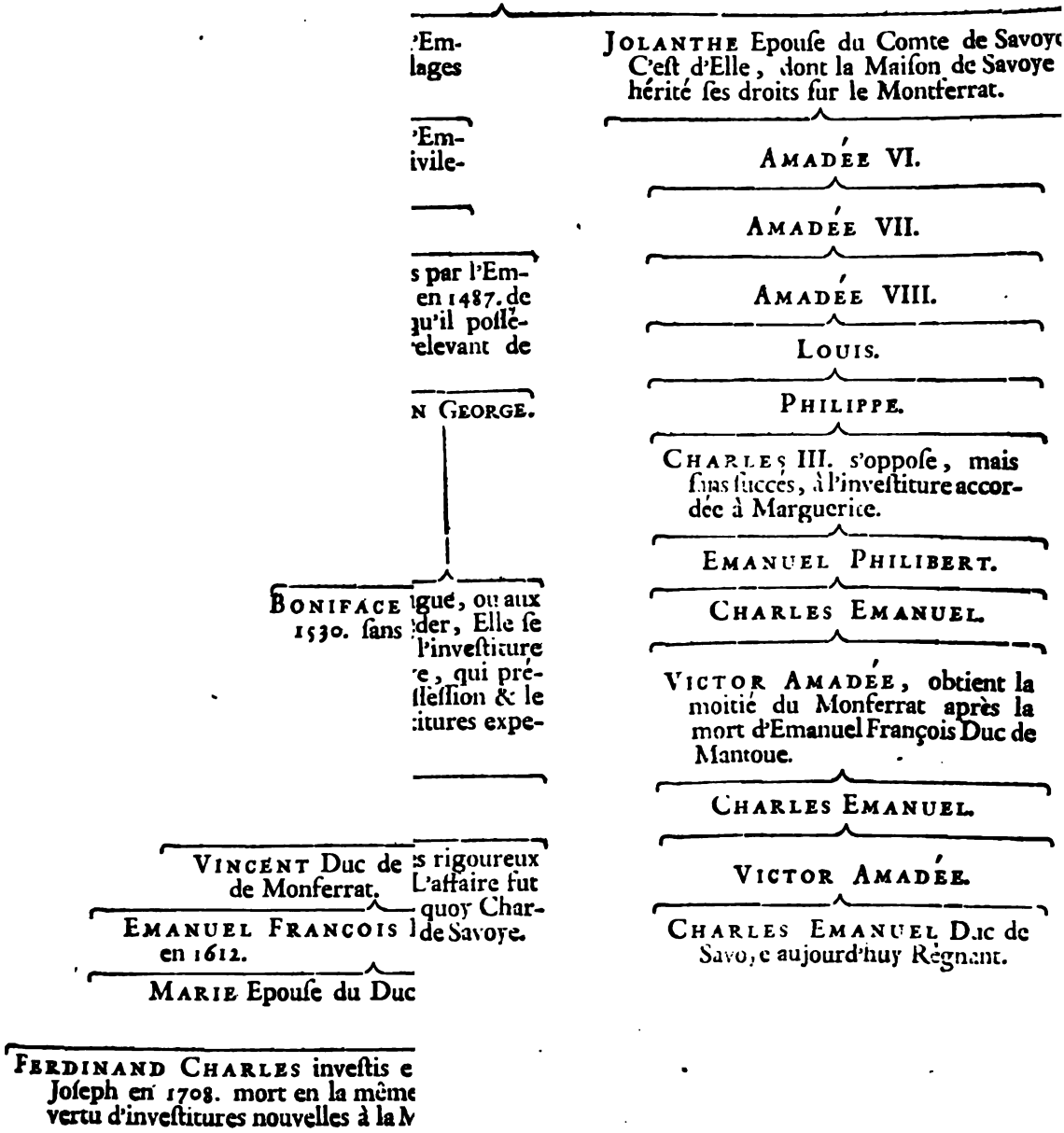
1. Rocchetta del Tanaro.	24. Spinola	<i>Terres dont Sa Majesté possède une partie.</i>	
2. Rocca d'Arazzo.	25. Capriata.		
3. Mombercelli.	26. Francavilla.	47. Morra.	<i>La moitié.</i>
4. Vincio.	27. Bissio.	48. Belvedere.	<i>Un tiers.</i>
5. Castel nuovo di Calca.	28. Montaldi.	49. Mornefe.	<i>La moitié.</i>
6. Bozzolasco.	29. S. Cristoforo.	50. Cairo.	<i>Les trois quarts.</i>
7. Albaretto.	30. Carosio.	51. Rocchetta.	
8. Serravalle.	31. Bardinetto.	52. Vignarollo.	
9. Feisoglio.	32. Balestrino.	53. Mellefimo.	<i>La moitié.</i>
10. La Niella.	33. Nazino.	54. Cofferia.	
11. S. Benedetto.	34. Caprauna.	55. Plodio.	
12. Monte Chiare.	35. Alto.	56. Bieftro &	
13. Mioglia.	36. Arnasco.	57. Aqua fredda.	
14. Prunetto.	37. Lovanio.	<p>Il y a de plus la Terre de Tassarolo, laquelle on n'a pas encore pu sçavoir si elle est imperiale, ou à qui elle appartient; & au cas qu'elle soit telle, il faudra aussi la comprendre dans la note.</p>	
15. Levico.	38. Rezzo.		
16. Scaletta.	39. Cesio.	<p>L'on fait remarquer, qu'il y a quatre hameaux, qui ne sont que des dépendances des territoires du Cairo & de Mellefimo, & qui sont compris dans cette liste, comme des terres principales.</p>	
17. Menufilio.	40. Testico.		
18. Brovida.	41. Garlenda.		
19. Carretto.	42. Passavenna.		
20. Cencio.	43. Rossi.		
21. Rocchetta del Cencio.	44. Duranti.		
22. Rocca Grimalda.	45. Stalanello.		
23. Taiolo.	46. S. Vincenzo.		

Par un Mandement de l'an 1736. l'Empereur Charles VI. défunt nomma une Commission, par laquelle le Roi de Sardaigne fut mis en possession des Fiefs Impériaux ci-dessus spécifiés avec pouvoir d'exercer sur iceux tous les Droits Régaliens & de Superiorité territoriale, & à charge de les reconnoître pour fiefs masculins mouvans immédiatement de l'Empire.

GRAND

LE Monferrat aiant pa Savoye , Nous Nous bornerons à donner icy la Généalogie de ir, comment ce Marquisat est parvenu a Roy de Sardaigne à titre

PALÆOLOGUE Marquis de Monferrat.



GRAND DUCHÉ DE TOSCANE.

I. Les annales les plus dignes de foi nous enseignent, que l'ancien Royaume des Lombards aiant passé aux Francs, Charlemagne fit rebâtir la Ville de Florence, qui avoit été détruite par le Roy des Goths, & que dans la suite Florence & Pise furent à perpétuité réunies à l'Empire sous l'Empereur Othon le grand, qui (de même que l'ont fait la plupart de ses Successeurs au trône) constitua en chaque Province d'Italie des Préfets, ou Gouverneurs pour les contenir toujours sous son obéissance.

II. Quoique Florence (ainsi que plusieurs autres Villes d'Italie, qui ont toujours eu droit d'élire leurs Magistrats) conserva encore d'autres Privilèges, qui paroissent beaucoup approcher de la liberté Républicaine, néanmoins Elle n'en est point demeurée moins sujète à la Puissance Royale de l'Empire, si vray que quelques fois Elle s'est vuë obligée de prêter serment de fidélité, & que ses Consuls, ou Préposés se sont acquittés du même serment entre les mains des Envoies de l'Empereur, ce qui forme une preuve invincible de subordination.

III. Les dissensions survenues sous le Règne des Empereurs Henry IV. & Henry V. entre l'Empire & le Clergé de Rome ont donné aux Villes d'Italie des facilités pour se rendre Puissantes & en même tems indépendantes, mais l'Empereur Frideric I. les a fait rentrer en leur devoir en exigeant de la Ville de Florence en particulier un droit, que les Féodistes appellent *fedrum*, qui est de la part du Vassal une obligation de fournir au Seigneur direct une certaine quantité de grains ou en nature, ou évalués en argent.

IV. La paix faite à Constance entre l'Empereur Frederic I. & les Etats d'Italie confédérés, bien loin de justifier en faveur de ces Etats une Souveraineté attachée ordinairement au *Jus belli & pacis*, prouve au contraire par quantité de passages y contenus, que les Etats ont été regardés comme rebelles, & que l'Empereur a bien voulu leur pardonner le crime de Lèze Majesté par Eux commis, ce qui est un témoignage évident de

G g

Sujétion;

Sujétion ; car quoique les Villes se soient alors stipulé & réservé des droits , qui tiennent beaucoup de l'indépendance , il n'a cependant point été touché au suprême Domaine des Empereurs , auquel il n'a pu & ne peut être dérogé sans une convention expresse & précise.

V. Les Auteurs ultramontains, qui ont soutenu dans leurs ouvrages, que les Villes d'Italie avoient à prix d'argent racheté de l'Empereur Rodolphe L. leur pleine liberté, ont par là fait un aveu tacite, qu'autres fois ces mêmes Villes étoient sujètes à la juridiction de l'Empire, sans quoy Elles n'eussent pas été dans le cas de chercher à s'en exempter.

VI. L'on voit dans les diplômes & les documents les moins suspects, que du tems de l'Empereur Frideric II. la Toscane étoit qualifiée de *Nobile Imperii membrum, Illustré membre de l'Empire* ; que les adresses des mandemens, ou lettres de l'Empereur portoient, *fidelibus suis Tuscis, à ses fidels les Toscans* ; & que lorsqu'il faisoit mention des services par Eux rendus, il ajoutoit, *Et pro his que prestare Vos expedit, Et pour ceux, qu'il convient que vous rendiez.*

VII. En consultant l'Histoire des Henry VII. l'on trouvera, que cet Empereur a combattu avec beaucoup de fermeté pour le Soutien des droits de l'Empire sur les Toscans, ce qui paroît manifestement par le Ban, qu'il a prononcé contre Eux comme contre des Sujets rebelles à leur Maître Souverain, et presque tous les Ecrivains conviennent unanimement, que cet Empereur n'eut manqué de réduire totalement la Toscane à son ancienne obeissance, si sa mort inopinément survenuë n'eut arrêté l'exécution de ses projets. Il est pareillement fondé sur la foi des historiens, que Pise luy étoit alors pleinement soumise, & qu'en sa qualité de Vassale Elle luy fournissoit spécialement du Secours maritime.

VIII. Louis IV. a commis à Castrucius l'office de Son Vicaire en plusieurs Villes de l'Etrurie, & luy a aussi conféré le titre de Duc. Les actes, qui en ont été dressés, sont si authentiques & conçus en des termes si énergiques, qu'ils ne laissent aucun doute sur les droits de l'Empire. Si Florence seule a refusé

fut de recevoir ce Vicaire , ç'a moins été par un Principe de justice que dans un esprit de rébellion , motif pour lequel il fut donné Ordre à Castrucius de tout employer pour la réduire à la raison.

IX. Pendant le Règne de Charles IV. les droits de l'Empire en Italie n'ont point été négligés ; car lorsque cet Empereur faisoit son séjour dans le Milanez , les Villes , les Marquis & les Vicomtes de la Lombardie ont eu soin de luy envoyer des présents ordinaires luy offrant leurs secours & l'assurant de leur fidélité, les Pisans & les Siennois luy ont aussi fait présenter alors les Clefs de leurs Villes , marque certaine de leurs obéissance ; l'Empereur après avoir demeuré quelques jours à Pise s'étant ensuite transporté à Siennne , ou il a placé un Vicaire, la Ville de Florence n'a pas oublié d'y envoyer des Orateurs & d'offrir ses présents , ce que l'on ne doit point interpréter, comme un simple acte de générosité , mais comme un vray devoir , auquel des Vassaux sont tenus envers leurs Seigneurs directs ; comme une déclaration & renouvellement de la fidélité due au nouveau Roy & Empereur ; comme une Contribution, qui ne pouvoit être refusée aux Empereurs toutes les fois qu'ils alloient se faire couronner à Rome , ou qu'ils avoient en Italie quelques autres expéditions à faire ; comme une indemnité, que les Empereurs méritoient pour raison du soin , dont ils étoient chargés de défendre leurs sujets Italiens contre les attaques ou entreprises des Nations Etrangères ; Enfin comme une parfaite imitation de ce qu'en ces Sortes de cas les Villes Impériales d'Allemagne ont coutume d'observer , par ou les Florentins se sont tellement remis dans les bonnes grâces de l'Empereur, qu'il a paru mettre plus de confiance en Eux qu'en tous autres Peuples de l'Italie.

X. Ce même Charles IV. a créé Barnabas Visconti Vicaire perpétuel du Milanez , de l'Etrurie & notamment de Pise. S'étant même élevé quelques rébellions en ces Pays il a été supplié de les appaiser en qualité d'*Epoux* & de *Seigneur naturel* de l'Italie ; Et le Pape lui ayant écrit en cette même occasion qualifie les Florentins de sujets de l'Empire.

XI. L'Empereur Wenceslas son Fils ne s'est point éloigné de ses traces, puisqu'il a fait dresser pardevant Notaire une liste exacte de tous les fiefs d'Italie relevant de l'Empire, en laquelle la Toscane fut comprise, & lorsqu'il a élevé Jean Galéace à la dignité de Duc de Milan, il a spécialement excepté & réservé la fidélité, obeissance, Hommage & subjection due à l'Empire.

XII. Lorsque Rupert se transporta en Italie pour y défendre les droits de l'Empire, les Florentins lui payerent un tribut, & implorerent son aide contre la trop grande autorité, que prenoit sur Eux le Duc de Milan; ils avoient même précédemment reconnu l'obeissance, qu'ils lui devoient, ainsi qu'il paroît dans la réponse, qu'ils firent, lorsqu'on leur donna avis de son Election. Le traité d'Alliance, qu'ils contracterent avec lui, & les privilèges, qu'il leur accorda, sont pleins de passages propres à établir leur dépendance.

XIII. Les Florentins s'étoient à la persuasion des Vénitiens leurs Alliez soulevés contre Sigismond, qui se trouvoit alors sur les frontieres d'Italie, mais aians été entierement défaits & battus, cet Empereur leur fit supporter avec justice toute la peine, que méritoit leur perfidie, & créa en Italie des nouveaux Vicaires d'Empire, savoir les Ducs de Savoye & de Mantoue. L'on sçait avec quels accueils & vénération Frederic IV. lorsqu'il vint en Italie pour y être couronné Empereur, fut reçu des Vénitiens, des Boulonnois, des Siennes, *des Florentins* & autres Sujets de l'Empire, & à son retour du Couronnement ayant passé par Florence il y fut admis en qualité d'Empereur & de Souverain du lieu. Lors de la Diète de Francfort tenuë en 1454. Florence & d'autres Villes d'Italie y ont été solennellement invitées de la même manière & par la même raison, que l'on invite les Villes Impériales d'Allemagne.

XIV. Pendant le séjour, que Maximilien fit en Italie, les Florentins lui payerent leur Tribut & envoyerent des Députés pour lui rendre leurs hommages; c'est pourquoi l'Empereur après avoir touché quarante mille Ducats confirma les Privilèges, qu'ils avoient obtenus de Rodolphe, portans, qu'il leur seroit permis de régir & gouverner par Eux mêmes leur Républi-

publique , mais le titre ajoute *prècairement* , expression , qui justifie , que l'Empereur a conservé son suprême domaine.

XV. Personne n'a mieux fondé les droits de l'Empire sur le grand Duché de Florence , que l'Empereur Charles V. qui lorsque les Florentins se souleverent contre luy & luy envoierent ensuite des Députés , leur fit entendre d'un ton irrité le pouvoir , qu'il avoit de disposer d'Eux à sa Volonté , quoiqu'à la vérité il se laissa ensuite fléchir par les Sollicitations du Pape & autres Puissances.

XVI. L'Elévation d'Alexandre de Médicis à la dignité de Prince de Florence établit aussi le suprême Domaine de l'Empire , surtout si l'on considère les expressions contenues au Diplome , qui en fut dressé en 1530. l'Empereur y ordonne , que cette dignité passera avec la Principauté aux Enfants légitimes d'Alexandre , & à leur deffaut aux Agnats les plus proches , lesquels demeureroient perpétuellement dans la fidélité & dévotion par Eux due à l'Empire Romain.

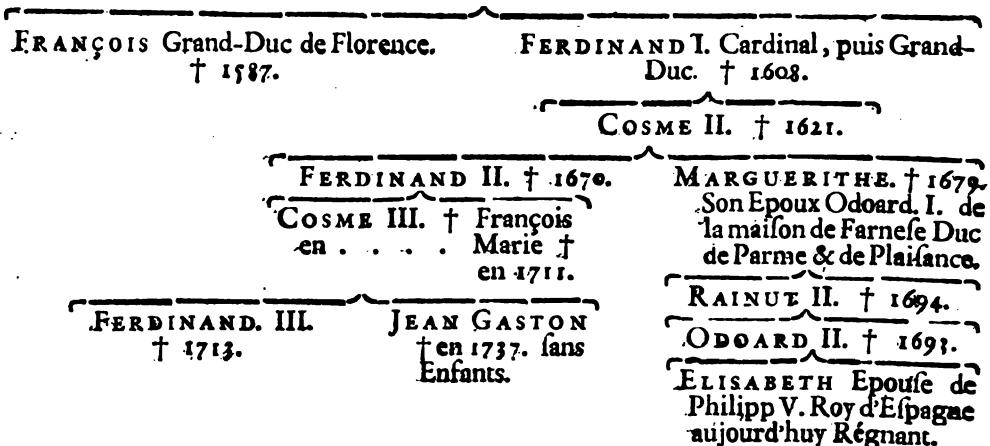
XVII. Quoique lors du Règne de Maximilien II. le Pape Pie V. conféra le titre de Grand Duc à Cosme I. néanmoins sur les plaintes & protestations , que les Etats de l'Empire firent à ce sujet , Cosme se vit obligé de se pourvoir de nouveau à la Cour Impériale , d'autant plus qu'il étoit persuadé , que ce titre ne manqueroit de luy être contesté , s'il ne l'obtenoit de son Seigneur direct. En effet sur la déclaration qu'il fit en 1654. qu'il se déportoit de la Concession de la Cour de Rome , Maximilien II. l'éleva de nouveau à la Dignité de Grand Duc , & érigea conséquemment la Toscane en grand Duché , érection qui n'a pû émaner que d'un pouvoir suprême & législatif.

XVIII. Enfin quand à tout ce que dessus nous ajouterons , que presque toutes les fois , qu'il s'est élevée des contestations soit au Sujet de l'Ordre de Succession , soit à l'égard du rang , que les Princes & grands Ducs de Toscane ont prétendus sur

d'autres Puissances d'Italie, elles ont été portées au Trône Impérial, d'où l'on doit conclure, que de tout tems le grand Duché de Toscane a été réputé fief relevant de l'Empire. Voions ce qui à son occasion s'est passé de nos jours.

Pour en prendre une connoissance plus exacte il ne sera point inutile de jeter les yeux sur la Généalogie suivante.

COSME premier Grand-Duc de Toscane. † 1574.
de luy sont issus.



NB. à Jean Gaston a en vertu des traités succédé le Prince François de Lorraine, appelé aujourd'huy Grand-Duc de Toscane.

Ses Enfants mâles son les Infants Don Carlos, Don Philippe, Don Louis.

La Reine d'Espagne comme Descendante de la Maison de Médicis prétendoit succéder à Jean Gaston; l'Empereur & l'Empire se dispoient aussi de leur côté à réunir à leurs Domaines le Grand-Duché de Toscane, lorsqu'il deviendrait vacant par le décès du Grand-Duc; d'autres Puissances avoient pareillement l'œil sur ce grand Etat; mais par le Traité de la Quadruple-Alliance il fut obvié à toutes dissensions avenir, & réglé par l'Art. V. que ce Duché seroit reconnu fief incontestable

ble de l'Empire, & que l'Infant Don Carlos substitué aux droits de la Reine sa Mere en seroit éventuellement investis, moyennant quoy l'on a trouvé le secret de satisfaire les principales Parties intéressées.

La même disposition a été renouvelée par l'Art. VI. du Traité de Vienne de l'an 1725, dans lequel l'Empereur s'est chargé d'obtenir le consentement de l'Empire, & il y est derechef porté en termes formels, *que le Duché de Florence est fief masculin incontestable de l'Empire.*

Quoique par des arrangements postérieurement pris entre les Cours de Vienne & de Madrid la Toscane n'ait point passé à Don Carlos, Elle n'en a pas moins conservé sa qualité féodale. Personne n'ignore les motifs, que la France a eu lors de la dernière affaire de Pologne pour déclarer la guerre à Charles VI. & les suites en fussent peut-être devenues funestes, si pour les prévenir cet Empereur n'eut pensé aux moyens de procurer à la France la juste satisfaction, qu'Elle avoit à demander. Ce fut pour cette fin, qu'il engagea le Prince François de Lorraine son Gendre à céder son Duché au Roi T. Chr. & afin d'indemniser ce Duc du sacrifice, qu'il faisoit, il lui abandonna le Duché de Toscane, dont il l'investit en 1737. en conséquence dequoy le Duc a prêté ses foi & hommages.

Nous remarquerons à cette occasion, que par un erreur, qui n'est pardonnable qu'à ceux, qui ignorent la force des traités, plusieurs Personnes ont regardé comme un échange avec la Toscane la Cession de la Lorraine faite au profit de la Couronne de France, sentiment qui révolte le bon sens, puisqu'il eut fallu, que la France fût propriétaire de la Toscane pour l'échanger; il est donc plus vrai de dire, que cet abandon de la Lorraine, que Charles VI. a amplement remplacée à son ancien Souverain, a été fait pour la Satisfaction due à la France, & pour l'indemniser des frais immenses d'une guerre, qu'Elle n'eut certainement point entreprise, si Charles VI. ne l'y eut pour ainsi dire forcé.

Comme

CAPITULATION

Comme les Etats de Siennese censés faire dépendance des Etats de Florence sont par un autre titre parvenus à la Maison de Médicis, Nous ajouterons à cet égard quelques observations particulières.

Le Despotisme, avec lequel le Général Mendoza Gouverneur de Siennese de la part de l'Empereur commandoit en cette Ville, souleva le Peuple, qui résolut d'expulser la garnison Impériale & de se mettre en liberté; mais après de vains efforts & non obstant les secours étrangers qu'Elle obtint, Elle fut obligée de céder aux armes de l'Empereur Charles V. & de se rendre à discrétion. L'Empereur jugeant, qu'il pouvoit par droit de conquête disposer à sa volonté de l'Etat Siennese en investit son Fils Philippe Infant d'Espagne. Le Duc Cosme de Florence avoit aussi des vues sur le Siennese, qui étoit fort à sa bienveillance, pour réussir en ses projets il usa de ruse & de finesse politique, & entra en conférence avec Mr. de Marillac Ambassadeur de France pour faire accroire, qu'il étoit sur le point d'entrer en Alliance avec cette Couronne, contre laquelle l'Espagne se voioit en guerre; surquoy le Roy Philippe, qui cherchoit à le détourner & à l'entraîner en son parti, ne balança point à luy proposer des Conditions avantageuses. Le résultat fut, que le Roy Philippe investiroit le Duc Cosme du Siennese comme d'un arrière fief, & en effet les investitures en furent expédiées sur ce pied; ce non obstant les Grands Ducs de Florence ont négligé depuis ce tems d'en faire la reprise, comme aussi de rendre les devoirs féodaux, tellement que cette différence entre l'investiture primordiale & ce qui s'est jusqu'icy pratiqué peut donner lieu à différentes questions Savoir, si le Siennese est un Etat indépendant? Si il est une appartenence du Grand Duché de Toscane? Si il relève immédiatement de l'Empire? Si Philippe II. en a obtenu l'investiture en qualité ou d'Infant & de futur Roy d'Espagne, ou d'Archi-Duc d'Autriche, ou de Duc de Milan?

PARME

GIQUE

Pag. 240
Tab. I.

Autriche.

ELIBRAND et ses Successeurs ont pris le nom de Visconti.

Milanez.

re de l'Empire. † 1323.

attaché à la Cour de l'Empereur Louis de Baviere † en 1327.

Maement avec son Frère Galeace délaissa 6. Enfans mâles Savoir, Rodée, mais il n'en est pas question en cette Généalogie, non plus depuis Eux, que le Milanez a passé à titre de fief à la Branche Descendans.

VALENTINE, ou Valence s'en de la Maison des Visconti † 1447. ne délaissant qu'une fille na- Duc d'Orleans & par le cout pour Epoux François Sforce Comte de Papie. La mort de ce dit, qu'au deffaut des mndans au Duché de Milan, Savoir, 1. Charles Duc d'Orleans & Visconti, Elle ou ses Hés de la Princesse Valence. 2. L'Empereur Frideric III. qui sou- Duché de Milan. C'est cetulin de l'Empire luy étoit révertis. 3. Le Roi Alphonse V. d'Ar- mé la source des prétentidre institué par Philippe Marie. 4. François Sforce comme Epoux de Louis XII. de François L'ilippe Marie.

CHARLES Duc d'Orleans luy Marie; Est après la mort de son Pere proclamée par les Etats son Milanez du chef de la Méquence de quoy Elle a transmis ses droits à son Mari François rés, le Duché de Milan a passé à la Maison de Sforce.

VIII. Louis XII. Roi de * * * *

II. LOUIS XII. Roi de France, Sforce Epoux de Blanche Marie emporte sur tous les concurrents Louis Morus Sforce expulsé de la possession réelle, de laquelle il fut redevable non seulement au Duc de Milan, mais aussi au secours des Vénitiens, peut-être même à du chef de Valence son Ay, que des Florentins, qui ayant inutilement tenté de s'ériger en ne descendoit des anciens, ne prirent le parti de le choisir dans l'esperance, qu'ils réussissent plus facilement en leurs desseins, que s'ils étoient soumis à quelque Couronnée. L'Empereur fit offrir à François Sforce de luy donner l'investiture, pourvu qu'il paya une certaine somme en argent, ou que par forme d'équivalent il céda quelque Place forte de

1. Que la Princesse Claude fût mariée à Maximilien, ou que par forme d'équivalent il céda quelque Place forte de
2. Que si Louis XII. venoit à mourir, mais Sforce, que le sort des Armes avoit rendu orgueilleux, luy succéderoient quant au Duché de Milan, ou son fils Aîné Galeace Marie.

3. Que Charles venant aussi à mourir, son Frère Cadet de Char MARIE teroit le Milanez. de Milan

4. Que si ni l'un, ni l'autre de ces Princes venoit à mourir, son Pere fût investi du Milanez, le Milanez ne lais- sât la cause soit directe, soit indirecte, de ce traité Max. reçu pour raison de cette in-

En 1509. Louis XII. fit le Milanez pour luy & ses l'autre qu'il luy plairoit non pour ces secondes investitures contre Maximilien Sforce, ner le Milanez, sur lequel & Claude, aux quelles il François I.

Duc de
par son
Morus en

CLAUDE ou Claudine, devenue vertue du traité fait avec Maximilien épouser Charles V. ces fiançailles n'eurent pas & Elle fut mariée avec François I. Roi de France.

VII. LOUIS MORUS Duc de Milan fût tellement gagner les bonnes grâces de l'Empereur Frideric III. & de Maximilien Roi des Romains fils de l'Empereur, qu'en 1494. il obtint les investitures du Duché de Milan, dont il déposséda son propre Neveu Jean Galeace. Maximilien pour justifier sa conduite fit publier une déclaration portant, que puisque Jean Galeace prétendoit n'être redevable du Duché de Milan qu'au choix du Peuple, il s'en étoit rendu indigne. Après la mort de Jean Galeace Louis Morus reprit des investitures nouvelles, aux quelles fut joint le consentement des Electeurs, mais il n'en jouit pas longtems ayant été expulsé de ses Etats, par les Troupes de France.

IX. MAXIMILIEN Sforce Duc de Milan, récupere ce Duché sur Louis XII. après la bataille de Ravenne, & en garde la possession jusqu'en 1515. qu'il fut fait Prisonnier par François I. à qui il céda les droits moien- nant une pension annuelle, qui en 1530. finit avec sa vie.

XI. FRANÇOIS Sforce rétabli en 1530. en possession. N'ayant point d'Enfants il institua Charles V. son Héritier & mourut en 1535.

Charles V. conféra ensuite le Milanez à son fils Philippe II.

1. Introduction

The purpose of this study is to investigate the effects of

the proposed system on the performance of the

system under various conditions.

The results of the study are presented in the

following sections.

The first section describes the

experimental setup and the

results of the study.

2

XII. PHILIPPE II. Roy d'Espagne imité à l'Empire par le décès de François Sforce ; mais en 1540. il changea la disposition de ces entre les males , & en 2. lieu entre les filles. C'est ainsi entre autres qu'il s'explique en cette *table* &c.

XIII. PHILIPPE III. obtient de l'Emp		CATHERINE mariée avec Charles Emanuel I. Duc de Savoye. C'est d'Elle, dont le Roi de Sardaigne dérive ses droits, prétendant, qu'en vertu de la Bulle d'or de Charles V. Elle est cette fille Aînée, à qui, ou aux Descendants de laquelle le Milanéz a dû échoir des l'année 1500. lorsque Charles II. dernier mâle de la branche formée par Philippe II. est venu à décéder.
ANNE MARIE Epouse de Louis XII.		
LOUIS XIV. Roi de France marié à Thérèse fille de Philippe IV. Roy d		
LOUIS Dauphin de Fra.		
LOUIS Duc de Bourgogne.	PHILIP ci devant tué Hér	VICTOR AME' I.
LOUIS XV. Roi de France aujourd'huy Régnant.	testame Roi d'E	CHARLES EMANUEL II.
Le Dauphin.	des Inf Thérès princip ses prêt posséssu d'Espag du prei nand, & los, Do Louis.	VICTOR AME' II.
		CHARLES EMANUEL Roi de Sardaigne aujourd'huy Régnant. Prétend au Milanéz du chef de sa Trisayeule & en vertu de la Bulle d'or de Charles V. Lorsque par le traité de Vienne de l'an 1738. le Novarois & le Tortonois, qui faisoient auparavant dépendance du Milanéz, luy furent abandonnés, ce ne fut qu'à charge de les reconnoître comme fief mouvant de l'Empire.

ne renfermoit que des dispositions justes & équitables, point être surpris, si Elles se sont portées à en promettre à en assurer l'exécution ; mais s'il est vray (comme Baviere le prouve) que la pragmatique ne soit qu'un tissu tendantes au préjudice d'autrui, tous les actes, qui eurs, & auxquels Elle a servis de Base & de fondement, rement, quant aux articles, qui y sont relatifs, écrou- être censés non venus.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

PARME ET PLAISANCE.

Comme le Domaine direct de l'Empire sur Parme & Plaisance luy est disputé par la Cour de Rome , nous nous étendrons un peu sur cet Article pour déduire tous les actes possessoires de l'un & de l'autre.

Pendant que Charlemagne possédoit le Royaume des Lombards , Parme & Plaisance étoient aussi sous sa domination, ainsi que les Historiens Contemporains nous l'enseignent.

Longtems après qu'il eut fait don au St. Siège de l'Exarcatus, ainsi que de la Romagne , le Pape prétendit que Parme & Plaisance en faisoient partie , mais cela étoit si peu, que postérieurement à cette donation Charlemagne en fit une autre en faveur de Son Fils , en vertu de laquelle il luy légua (ainsi que Son Testament en fait foi) tout le district , dans lequel ces deux Villes sont situées, par conséquent il ne pouvoit en avoir précédemment disposé.

La Cour de Rome a pareillement voulu soutenir , que ces mêmes Villes étoient comprises dans une donation faite au St. Siège par Louis le pieux , mais outre que le titre n'en fait aucune mention , l'on voit en différents Diplomes , que l'Evêque & l'Eglise de Plaisance étoient sous la Spéciale & Impériale Protection de l'Empereur Lothaire Fils de Louis le pieux.

En 861. Louis II. exerçoit par ses Officiers jurisdiction dans la Ville de Parme ; l'Imperatrice Son Epouse a fait bâtir dans Plaisance une Maison Religieuse ; Carlomana gratifié l'Evêque de Parme de différents droits & Privilèges dans l'enceinte de lad. Ville ; Charles le Gros les a confirmé , ce qui établit une preuve certaine de suprême Domaine.

L'on a encore prétendu de la part de la Cour de Rome, que l'Æmilie , dont il a été fait donation au St. Siège suivant un Diplome de l'Empereur Othon, comprenoit, comme au tems des Romains , les deux Villes de Parme & Plaisance , mais les Historiographes nous disent , que pendant le Règne des Lombards l'on avoit donné aux Provinces une autre division, & que

L'Æmilie ne comprenoit que la Romagne avec une petite partie de la Lombardie Cispadane, & alloit jusqu'aux confins de Plaifance ; d'ailleurs depuis toutes ces donations l'on a vû Plaifance gouvernée par les Comtes *Canuts* Parents de l'Imperatrice Adelaide, laquelle après la mort de l'Empereur choisit cette Ville pour le lieu de sa résidence.

Lorsque les Etats d'Italie ont été convoqués par les Empereurs Othon III & III. , ils ont tenus leurs assemblées dans les Champs *Roncaliens* , qui sont une Plaine du territoire de Plaifance située près du Po.

Henry le St. a semblablement fait tenir dans les mêmes champs les Diètes par luy convoquées ; il a conféré aux frères *de Vico* un Chateau Situé dans le territoire de Plaifance, & les Comtes (proprement Gouverneurs) de Parme étoient Vassaux de l'Empire.

Sous Conrad le Salique l'Evêque de Plaifance fut par les Ordres de cet Empereur fait Prisonnier & gardé comme tel dans Plaifance même ; différentes Maisons Religieuses de lad. Ville ont obtenu de luy des Privilèges, & après le décès de Bernard Comte de Parme il a fait Don de ce Comté à Hugon.

Henry III. confirma dans le Comté de Parme l'Evêque du lieu & fit emprisonner Beatrice, à qui Parme appartenoit alors, pour avoir pris un Mari, qui étoit au ban de l'Empire.

Quoique sous Henry IV. Mathilde récupéra la Ville de Parme, néanmoins Plaifance a toujours continué à être Gouvernée par un Officier Royal, qui étoit alors *Ladolo Pallavicino*. En 1115. après la mort de Mathilde le Duché de Parme parvint à l'Empereur Henry V. , auquel les Plaifantins prêtèrent aussi le serment de sujétion.

Conrad de Suabe accorda à la Ville de Plaifance le Privilège de battre monnoie & confirma en même tems les autres Privilèges, que cette Ville avoit obtenus des Empereurs Henry IV. & Henry V.

Dans le fameux Congrès, que la plus part des Villes d'Italie, parmi lesquelles étoient Parme & Plaifance, tinrent sous le Règne de Frideric I. Elles reconnurent & se soumirent aux
Droits

Droits de suprême Domaine de cet Empereur. Ce fut aussi en vertu de ce droit, qu'il termina les différends d'entre les Plaisancins & les Crémonnois ; qu'il donna aux Parmesans des Prefets sous le titre de Podestats Imperiaux ; & qu'il ne les admit à la paix de Constance, qu'à condition de prêter serment de fidélité & de le renouveler tous les 5. ans.

Henry VI. avoit ses Vicaires à Parme & à Plaisance, & confia la juridiction sur Parme à l'Evêque du Lieu, lequel en obtint la Confirmation de l'Empereur Otton IV. avec cette extension qu'aucun Podestat de Parme ne s'ingéreroit dans le Gouvernement, amoins d'en être par luy autorisé ou investis, néanmoins sous l'autorité Impériale.

Frideric II. nommoit ceux de Parme ses féaux ou fidels, & Son Vicaire à Plaisance étoit Hubert Pallavicini.

Quoique durant le grand interregne la Ville de Plaisance se soumit au Duc Charles d'Anjou, ce ne fut qu'à charge que cette Soumission ne dureroit que jusqu'à ce que l'Empire auroit un Chef légitime ; c'est pourquoi, quand Rodolphe de Habsbourg fut élu, les Habitans de Plaisance préterent à Son Ambassadeur Henry de Fürstemberg leurs foi & Hommages, & firent leur remerciement à Charles d'Anjou.

Pendant le Règne des Empereurs Adolphe & Albert d'Autriche, qui négligerent extrêmement les affaires d'Italie, tout y étoit en trouble & en désordre, c'est pourquoi Henry VII. leur Successeur s'y rendit en Personne, & constitua des Vicaires particuliers dans chacune des Villes. Parme & Plaisance furent spécialement comprises dans cet établissement.

Pendant que Louis de Baviere & Frideric d'Autriche se disputoient la Couronne Impériale, les Habitans de Plaisance préterent la plupart foi & Hommage à Frideric, à quoi d'autres s'opposèrent, ce qui donna lieu à une espèce de soulèvement. Un Bourgeois du lieu appelé *Verbusius Langus*, qui avoit été obligé de sortir par Ordre du Gouverneur Impérial, se mit à la tête des Troupes, que le Nonce du Pape luy procura, & étant entré dans Plaisance à main armée il en fut nommé le Recteur ou Gouverneur par le Pape Jean XXII. Il eut même le

Secret d'engager les Habitans de Plaïfance à envoyer en 1324. une Députation au Pape pour déclarer à Sa Sainteté , qu'ils étoient prêts à se soumettre à la Souveraineté du St. Siège.

Le Souverain Pontif secondé du Roi Jean de Bohême & ne voulant reconnoître Louis de Baviere pour Empereur légitime , prit de là occasion d'étendre ses Domaines en Italie, & réduisit sous son obeissance les Villes de Parme , Modene, Reggio &c. & constitua (ainsi que le firent ses Successeurs les Papes Benoit XII. & Clement VI.) des Vicaires sur toute la Lombardie.

Louis de Baviere , qui regardoit ce procédé comme des usurpations , envoya pareillement ses Vicaires sur les Lieux pour expulser ceux , que les Papes avoient placés ; & faire rentrer l'Empire dans ses Droits ; en effet il réussit à remettre dans Plaïfance le Viconte *Actium* & confia le Gouvernement de Parme au Viconte *Luchino*.

Charles IV. donna à Galeace II. & à Barnabé Visconti ses Vicaires en Lombardie une inspection particulière sur Parme & Plaïfance ; il exerça dans ces deux Villes différents droits régaliens ; il y conféra plusieurs fiefs avec droit de Haute & ancienne justice ; il confirma à l'Evêque de Parme tous les Privilèges, que ses prédécesseurs luy avoient accordés , à charge néanmoins de reconnoître toujours la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire.

Le Vicariat général de l'Empire en Italie conféré par l'Empereur Venceslas à Jean Galeace créé en 1395. premier Duc de Milan comprenoit aussi les Villes de Parme & de Plaïfance, ainsi qu'il est à voir dans les Lettres d'investitures confirmatives de la dignité Ducale , & lorsque Galeace fonda l'Academie de Plaïfance , il ne le fit que sous l'autorité de l'Empereur , comme on peut le voir dans le Diplôme , qui en fut dressé.

Après la mort de Jean Galeace ses deux fils partagèrent le Vicariat ; Parme & Plaïfance échurent à l'Ainé.

Sigismond conserva la Souveraineté sur Parme par les différents actes, qu'il y exerça , tel que sont la concession des dignités , confirmation des Privilèges &c. & son Vicaire en Italie

Le Philippe Marie réduisit les Villes de Parme & Plaisance, qui avoient fait tous leurs efforts pour se soustraire de la domination.

Il est vrai que, lorsque les armes de France se rendirent maître du Milanez, les Plaisantins, qui ne voulurent point se voir assujettis à la domination Françoisé, tournerent du côté du Pape Jules II. & se soumirent à sa Souveraineté, mais la chose n'eut point de suite, car après la mort de Jules II. l'Empereur fit rendre ces deux Villes à Maximilien Sforce, des droits duquel néanmoins le Pape Leon devint Cessionnaire moyennant une certaine somme d'argent.

Lorsqu'en 1515. François I. entra avec une Armée formidable en Italie, le Pape Leon X. qui prévoyoit, qu'il auroit des difficultés à essuier, fit si bien, que moyennant les bons offices, qu'il offrit, il obtint que Julien son frère conserveroit le Gouvernement des deux Places de Parme & Plaisance, ce qui n'a duré que jusqu'au tems que François I. gagna la fameuse Bataille contre les Suisses.

Après que la Sainte Ligue eut totalement défaits l'Armée de François I, Jules II, qui étoit du nombre des Ligués, profita de cette occasion & prit possession de Parme & Plaisance, sur le fondement que ces Etats faisoient partie de l'Exarquat donné au St. Siege par les anciens Empereurs. Quoique les autres intéressés s'en plaignissent, néanmoins le Pape a d'autant plus facilement pénétré & réussi, que les Plaisantins & Parmesans étoient d'intelligence avec lui, & se soumirent volontairement.

Ce qui s'est passé sous Charles V. fait l'Epoque, sur laquelle la Cour de Rome fonde le plus; Elle prétend, que lorsqu'en 1520 il fut fait un traité d'Alliance contre le Roi François I. il a été convenu avec le Pape Leon X. que si le sort des armes de Charles V. venoit à tourner avantageusement, Parme & Plaisance seroient abandonnés au St. Pere, de façon que comme en effet ces armes sont devenues victorieuses il a dû nécessairement être satisfait à cette convention.

Les Empereurs Successeurs de Charles V. ne son point convenus de l'existence de cette pièce, & ont suspecté la Copie, que

la Cour de Rome produit, à quoy ils ont ajouté, qu'il peut facilement s'être glissé quelques surprises lors de cette prétendue convention, & qu'en tous cas Elle n'assure rien à la Cour de Rome, puisqu'elle est relative aux droits, que cette Cour possédoit anciennement, de manière qu'il reste toujours à examiner quels étoient ces anciens droits.

Après que les Troupes de France furent obligées de se retirer de l'Italie, les Villes de Parme & de Plaisance prêterent serment de fidélité au Pape soit que ce fut par un effet de leur ancienne disposition en faveur de la Cour de Rome, soit que ce fut en vertu de la convention sus-alléguée. En 1545. le Pape investit de ces deux Etats Pierre Aloyse Farnese & sollicita l'Empereur, qui s'en étoit rendu Maître, de ratifier ces investitures.

L'Empereur refusa cette ratification, & lorsque Pierre Aloyse vint à décéder, il donna ordre en 1547. au Vice-Roi, qu'il avoit à Milan, de prendre possession de Plaisance. Quant à Parme le Pape s'y maintint & ne permit même pas à Octave Farnese fils de Pierre Aloyse d'y entrer, ce ne fut qu'après sa mort qu'Octave en prit possession.

En 1551. le Pape Jules III. fit publier contre Octave Farnese des monitoires fulminants & le déclara déchu de ses fiefs pour crime de félonie.

Après une guerre nouvelle, qui s'éleva entre Charles V. & François I. pendant laquelle Octave s'étoit attiré les bonnes grâces de Charles V. & quoique Charles V. eut investi son fils Philippe II. de Parme & Plaisance, néanmoins Octave obtint non seulement la conservation de Parme, mais Charles y ajouta encore Plaisance, à condition qu'Octave tiendrait ces deux Villes en arrière fief relevant des Ducs de Milan. Cet accord fut dressé à Geneve & Octave investit en conséquence par Philippe II.

Le Pape fort irrité de ces arrangemens fulmina différentes excommunications, qui n'effectuèrent rien, de sorte qu'il fut obligé d'attendre des occasions plus favorables pour faire valoir ses droits, & l'on peut dire, que la Cour de Rome n'a rien négligé pour dans toutes les occasions attirer à Elle les Ducs Regnants &

les faire rentrer dans leurs devoirs envers le St. Siège. Quand ces Ducs paroissent ne point favorablement prêter l'Oreille aux instances de la Cour de Rome ; aussitôt on les menaçoit de privation , ainsi qu'il est arrivé en 1635. & 1642. avec le Duc Odoard I. qui en execution des sentences contre luy rendues fut obligé de quitter ses Etats , & n'y rentra qu'en vertu d'un traité de paix fait en 1644. par l'intercession du Roy de France.

En 1695. l'Empereur Léopold investit François Farnese dernier Duc de Parme de la Maison de Farnese de quantité de fiefs masculins situés en ces Etats.

Lorsqu'à l'occasion de la dernière guerre d'Espagne les Troupes de l'Empereur Léopold prirent en 1706. leurs Quartiers d'Hiver dans les Etats de Parme & Plaisance, & que le Duc s'obligea à des Contributions , le Pape publia des Protestations contre ces prétendues exactions, soutenant, qu'Elles étoient contre l'équité & les droits du St. Siège; le peu d'égards, que l'Empereur eut pour toutes les menaces , qui luy furent faites , ne firent qu'aigrir davantage la Cour de Rome, mais celle de Vienne n'en a pas moins suivi son plan, & le St. Siège n'a eû d'autres ressources que de repandre beaucoup de Mémoires.

L'Empereur Joseph a eû pour la Cour de Rome bien moins de ménagement que Léopold. La broüillerie devenant tous les jours plus vive, l'Empereur rappella l'Ambassadeur, qu'il avoit à Rome, avec Ordre de ne point prendre d'Audience de Congé. Les Troupes Impériales furent mises en garnison dans les Etats de Parme & Plaisance, & l'on traita avec le Duc touchant la Subsistance, qu'il s'est engagé de leur fournir. Le Pape fut plus que jamais indisposé contre Joseph & fit en 1707. publier une Bulle, en laquelle il déclara nuls les traités faits avec le Duc de Parme, & excommunia tous ceux, qui causeroient du dommage à ces Duchés; il menaça l'Empereur même par une Lettre, qu'il luy écrivit en 1708. de l'excommunier comme un fils désobéissant à l'Eglise, & de luy déclarer la guerre, s'il ne desistoit d'occuper les Domaines du St. Siège.

L'Empereur sans égard à ces menaces déclara nul tout ce qui avoit été publié de la part de la Cour de Rome ; même afin de faire connoître Son Zèle à maintenir les droits de l'Empire, il fit

il fit avancer ses Troupes dans l'Etat Ecclesiastique , par ou il obligea le Pape à en venir à composition , surquoy fut fait en 1709. un Accommodement portant , que l'affaire de Parme & de Plaisance seroit terminée par des arbitres , à l'effet de quoy il seroit aux frais des deux Partiës établië une Députation de Cardinaux , qui en feroit l'examen, ainsi que celui d'autres fiefs de l'Empire.

Quoique cette Députation n'ait point eu de Suite, néanmoins la discussion paroît aujourd'huy comme terminée, puisque par le traité de la quadruple Alliance & autres conventions suivantes il a été réglé (dans les mêmes termes qu'avec Florence) que l'Infant Don Carlos seroit de la part de l'Empereur & de l'Empire investis de ces Etats à titre de fief masculin; les investitures avoient même éventuellement été données à Don Carlos, mais comme par d'autres conventions faites entre les Cours de Vienne & de Madrit Parme & Plaisance ont passé au Grand Duc de Toscane, ce Prince en a en 1738. pris les investitures & prêté à l'Empereur les foi & Hommages ordinaires.

La raison , pour laquelle les Puissances contractantes en la quadruple Alliance ont jeté leur vuë sur Don Carlos, étoit fondée sur les prétentions , que formoit la Reine d'Espagne en qualité d'Héritiere unique d'Odoard II. Son Pere & de François Farnese Son Oncle derniers Ducs de Parme. Moiennant cet arrangement l'on a obvié à toutes les difficultés , qui auroient pû s'élever avec la Cour de Madrit , & en même tems l'on a remis ces Duchés dans leur premier Etat de fief masculin de l'Empire. Il est vrai , que la Cour de Rome a fait des Protestations solennelles contre les Dispositions de la quadruple Alliance , contre les Investitures nouvelles expédiées de la part de l'Empereur & de l'Empire , & contre tous les traités postérieurs , qui assurent à l'Empire son droit de Domaine direct , mais ces protestations pourront avoir le sort de toutes celles , qui se trouvent dans les compilations des actes Publics de l'Empire.

MODENE

11

NB. Après le décès de Charles IV. dernier Duc de Mantoue de la Branche de Gonzague le Duc Antoine Ferdinand de Guastalle en qualité de plus près prétendit à la succession, & s'adressa non seulement à l'Empereur, mais aussi à l'Electoral, dont il obtint en 1711. des Lettres d'intercession conçues en des pressants, sans cependant qu'elles fissent aucun effet.

Lors des traités d'Utrecht & de Rastatt il renouvella sa demande, & une chose, si non qu'il fut inséré en l'Art. XXXII. de ce dernier traité, qu' de son affaire seroit renvoyé aux prochaines conférences. Quelque soin qu'il prit lors de tous les Congrès postérieurs pour y représenter ses droits, il n'obtint satisfaction d'en survivre la définition, & est mort en 1729. ne délaissant d'héritiers que son Frère & Successeur Joseph Marie, lequel fondé sur les mêmes droits forme aujourd'hui sur le Duché de Mantouë les mêmes prétensions.

1. Que le Duché de Mantouë est un fief masculin, auquel par conséquent en qualité d'Agnat le plus proche du dernier Duc deffunt.

2. Que le Duché de Monferrat, qui est un fief féminin, ayant été cédé à la Savoie nonobstant les oppositions du Duc de Lorraine, qui y prétendoit à l'Empereur Léopold & ses Successeurs promirent audit Duc de Lorraine une preuve qu'ils reconnoissoient, que les terres confisquées sur le Duc deffunt après sa mort passer à ses plus proches Héritiers.

3. Que ni avant que la Maison d'Autriche donna des Empereurs, qu'Elle en a donné, jamais l'on n'a ouy parler ni en Italie, ni en Allemagne de Confiscation, par lequel un Empereur pût s'emparer des biens des innocents.

4. Qu'au contraire, lorsque Charles Duc de Nevers, devenu ensuite Duc de Mantouë, fut en 1628. mis au ban de l'Empire, l'Empereur Ferdinand II. proposa à investir la Maison de Guastalle dudit Duché de Mantouë, ce qu'il ne fut effectué, si la France & ses alliés n'eussent trop vivement soutenu le Duc.

5. Que dans l'Art. IV. du traité de Ratisbonne de l'an 1630. il a été stipulé que le Duc de Guastalle renonceroit moyennant une pension annuelle de 6000 Ecs. ses prétensions sur le Mantouan en faveur de la Branche de Gonzague. Ne se réserve expresse du droit, qui luy compétoit de succéder à ce fief immédiatement après l'extinction de cette Branche; C'est ainsi qu'est conçue la réserve stipulée :

„ me réservant (c'est le Duc de Guastalle, qui parle) néanmoins & à mes tiers & Descendans la Succession immédiate audit Duché de Mantouë
„ que, ce qu'à Dieu ne plaise, lad. Ligne masculine vint à manquer.

6. Qu'en faisant la recherche de ce qui en pareils cas s'est passé en Autriche l'on trouvera, que les fiefs, qui furent otés à l'Electeur de Saxe Jean Fridel

TABLE GENEALOGIQUE

LOUIS DE GONZAGUE

GUY succède à son Pere dans le Gouvernement de Mantoue & Vicariat de l'Empire. † 1369. posterité est éteinte.

LOUIS Gouverneur & Vicaire Imperial dans Mantoue. † 1382.

FRANÇOIS I. Gouverneur & Vicaire Imperial dans Mantoue, † 1406.

JEAN FRANÇOIS créé par l'Empereur Sigismond premier Marquis de Mantoue avec introduction du droit de Primogeniture. † 1444.

LOUIS III. succède à son Pere & a eu trois Frères, qui sont morts.

FRIDERIC Marquis de Mantoue. † 1484.

FRANÇOIS dernier Marquis de Mantoue. † 1519.

JEAN.

SIGISMOND. †

SIGISMOND. †

CHARLES Prince du St. Empire † 1614.

FRANÇOIS † 1636

SIGISMOND † 1694.

FRANÇOIS CAJETAN † 1735.

SIGISMOND prétend comme plus proche Agnat à la succession future aux Fiefs possédés par le Duc de Guastalle. Prétend aussi dès à présent au Mantouan sur le fondement, que Joseph Marie étant imbécille ne sçauoit posséder ce Duché. V. son mémoire p. 468.

mis au ban de Castiglione d'Espagne † 1723.

ALMERIC Abbé.

FRIDERIC II. l'Empereur Charles V. l'éleva en 1530. à la Dignité de Roi de Hongrie & de Bohême. † 1557.

FRANÇOIS III. succède à son Pere, & est mis en possession par les Etats. † 1550.

GUILLAUME succède à son Pere & est mort sans Enfants.

VINCENT I. Duc de Mantoue & du Monferrat.

FRANÇOIS IV. Duc de Mantoue ne délaisse qu'une fille appelée Marie, laquelle fut mariée à Charles II. Duc de Nevers † 1612.

FERDINAND Cardinal quitte le Chapeau pour après la mort de son Frere aîné prendre possession du Duché de Mantoue † 1626. sans délaisser d'Enfants.

VINCENT II. Duc de Mantoue & de Guastalle, devint Duc de Guastalle, Marquis de Mantoue & Duché de Sa-reilly vacants par le décès de son Frere. † 1644.

le Eléonore de Mantoue qui prétend au Mantouan plus proche de

CHARLES I. de Nevers devient Duc de Mantoue après la mort de Vincent I. l'Empereur Ferdinand, lequel envoya des Commissaires sur les lieux pour mettre le Duc Charles sous la protection de l'Empereur craignoit le Roy Gustave Adolphe de Suède, qui avoit déjà mis pied à terre en 1630. par lequel il fut convenu, que le Duc Charles se soumettroit à l'Empereur pour fournir à celui cy un revenu de 6000. Couronnes ; en exécution de

CHARLES II. † 1631. par conséquent six ans avant son Pere.

CHARLES III. Duc de Mantoue succède à Charles I. son grand Pere

CHARLES IV. dernier Duc de Mantoue de la Branche de Gonzague à la réquisition du Fiscal de l'Empire publie différentes lettres patentes, par lesquelles il met le Mantouan au ban de l'Empire & s'empara du Mantouan, dont Charles VI. continua la L'on n'a rapporté en cette table que les générations nécessaires.

LA MIRANDOLE.

Le Duché de la Mirandole , ensemble le Marquisat de Concordia appartenoient ci-devant à la Maison de Pic, ou Pico de la Mirandole, qui les tenoit en fief relevant de l'Empire , mais lorsqu'en la dernière guerre d'Espagne François Marie Duc Régna prit le parti de Philippe V. l'Empereur Joseph le déclara coupable du crime de félonie, & confisqua ses Etats, dont en 1711. Il investit le Duc Renauld de Modène d'une façon, qui approche beaucoup d'un Contrat de vente, puisqu'il en reçut sept cent mille pistoles d'or.

L'on voit dans le Manifeste de Bavière publié en 1741. que Maximilien de Bavière ayant avancé & déboursé des sommes considérables pour les frais d'une guerre, que l'Empereur & l'Empire avoient, liquida avec la Chambre des Finances de l'Empereur Ferdinand III. & que par un Traité, qui fut fait pour amortir cette préension, il fut convenu qu'au lieu & place de payement, ainsi que pour les services importants rendus, il seroit donné à Maximilien une Expectative sur lesd. Duché & Comté de la Mirandole & de Concordia, ce qui a été exécuté suivant les lettres d'Investiture de l'an 1638. confirmées par les Empereurs subéquents, même par la Capitulation Caroline, de sorte que l'on peut avec Justice former la question si l'Empereur Joseph a été en droit de transférer ces Etats sur une autre Maison au préjudice de l'Expectative susmentionnée ?

Le Duc de Modene a pareillement été investis en 1737. de la Principauté de Novellare, qui dès l'année 1728. étoit devenue vacante par la mort de Camille III. dernier Prince de ce nom. Savoir si les Ducs de la Famille de Gonzague ne seroient pas bien fondés à révéndiquer cet ancien Patrimoine de leur Maison ?

Les fiefs appelés *feuda Italie minora*, c'est à dire ceux, qui ne sont pas de si grande importance que les précédents, se trouvent en ce qui concerne la qualité féodale sujets à beaucoup plus de difficultés & c'est spécialement à leur égard que l'Empereur s'oblige dans la Capitulation à faire la recherche des fiefs de l'Empire en Italie, qui ont été aliénés, ou perdus.

CAPITULATION

Cette recherche a été faite au commencement du siècle passé par Gertzweiler en conséquence des ordres, qu'il en a reçus de l'Empereur & de l'Empire. Nous joindrons ici l'état, que ce Ministre a fait dresser, mais Nous ne nous rendrons point Garants de sa fidélité. Dans la division, qu'il a faite, il comprend,

DANS LA LOMBARDIE.

Milan, Savoye, Mantoue, Monferrat, Castiglione, Solformio, Castel Gioffredo, Sabionette, Jezolo, Bellhort, Bozzolo, Guastaldo, Vasconado, Guastalle, Ostiano, San Martino, Grivarolo, Guidale, Isola, Hazzalo, Pompameno, Commissaggio, Novellare, Bagnoles, Valelitano, Balili, Congicane, Baldi, Compiano, le Lieu appelle en Latin Macharium inferioris Curie regalis, Adificei, Cenneggio, Fabrico, Rosona, Mirandole, Concordia, Modène, Reggio, ou Reggè & Colli.

DANS LA LIGURIE.

Comprise autres fois dans la Gaule Cis-alpine & faisant aujourd'hui partie de l'Italie,

Stananello, Festicco e Chiese, Dolce Aqua, Gerlenda, Lucicarello, Palestrina, Dalisavo, Carabero, Maximo, Oxilia, Bormida, Ronco di Malie, Millesimo, Santa Julia, Monselio, Perzenga, Gavanzone, Cerze, Argivillo, Novello, Monzero, Monfortino, Castelletto, Rochoverano, Castole, Olmo, Varcio, Menerigo, Hornajola, Cella Rocina, Godilgiani, Riva, Nazalo, Pozuolo, Pitighiano, Sarro, Bisi & Arnasio.

DANS LE BOLONNOIS.

Fonylia, St. Steffano, Loano, Germinasco, St. Bastiano, Grondena, Carega Garbagna, Cromente, Gabolla, Satello, San Cristoffano, Corosio, Silvano, Campi, Villafranca, Arguata, Rocca Ronte, Viga, Conterasso, Isola, Pietra Bissarra, Mongiardino, Vergani

Vergani Salatta fief oblat , Battalo , Borgo , Montechoro , Monte , Contalupa , Mornese , Dermie , Malone , Sarrigone & Fontana Rossa.

DANS LE TOSCAN.

Piombino , Populonia , Elba , Cartino , Soveretto , Pitagliano , Sorano , S. Iloro , Vernio , Castiglione del Gatto , Monte di Santa Maria , Monte Aguto , Monte Dolio , Aspello , Monte Folrio , S. Leo il Sasso Reip. di S. Maria Urbano.

Commachio a été pendant longues années en contestation avec le St. Siège & a même occasionné des discussions très-vives entre la Cour de Rome & l'Empereur Joseph, lequel y a tenu garnison pendant quelque tems, mais l'Empereur Charles VI. a changé de système & s'est déporté en faveur du St. Pere de tous ses Droits sur cet Etat.

Il s'est aussi engagé par l'Art. V. du Traité de Paix de l'an 1738. à ne jamais poursuivre la desincameration de Castro & Ronciglione.

DANS L'HETRURIE.

Massa Carrara Lavenza , Vionetta , Fostinovo , Pontane , Peudola , Giorono , Publica , Moraso , Postelli , Aquila , Gragnuola , Corniola , Voraudio , Viano , Olivola , Palarono , Dioloio , Bastia il Ponte , Luciana , Pavigalo , Terra rossa , Casteo vero , Gascuole , Villafranca , Virgoletta , Villa Rocchetta , Trestu , Malgrado , Joleto , Mojoron , Altricano , Isola , Gorda , Malazza , Monte regio , Sunero , Cavella , Podenzana , Filatrica , Lufala , Rico , Giovagalo , Ferrigana , Aubla , Bibola , Monte di Vaghi , Iropoli , Calice & Veppe. D'autres ajoutent encore Frajano , Belnelo , Amasse , Ernezo , Camerando & Frinck.

Plusieurs des terres & Seigneuries cy-dessus détaillées , ou ont été réunies aux Etats de Savoye , Piémont , Monferrat , Toscane , Mantoue , la Mirandole &c. ou sont possédées en arriere fief relevant des Ducs & Princes de ce nom.

Une seconde partie de ces fiefs est occupée par la plupart des

autres Maisons, qui subsistent en Italie, & la troisième n'est point avouée fief relevant de l'Empire, tellement qu'entreprendre ou de les réunir à l'Empire, ou d'obliger les Possesseurs à prêter serment de fidélité n'est point un ouvrage de facile exécution, d'autant plus qu'il y a des fiefs, qui ont été divisés & subdivisés en tant de portions, & qui par vente, ou autrement ont passé en tant de Maisons différentes, même avec changement des anciens noms, qu'il n'est plus possible de les reconnoître.

En 1698. l'Empereur Léopold pour faire un commencement à la ré-incorporation par lui promise en sa Capitulation avoit envoyé en Italie le Comte de Martinitz pour exiger foi & hommages de la Maison de Borghese par rapport à Isola, de celle d'Odeschalchi par rapport à Bracciano, de celle de Colonne par rapport à Marino, de celle de Palestrine par rapport à Colalto & de celle de Chigi par rapport à Farnesio, mais les négociations de cet Envoyé sont devenues infructueuses, & la question, si ces lieux sont fiefs de l'Empire ou non, est jusqu'ici demeurée indécise.

L'Empereur Joseph avoit aussi formé le projet d'établir en Italie une Chambre de Réunion, & le Comte Seilern chargé de cette Commission s'étoit adressé au fameux Mr. Ludewig l'un des meilleurs Publicistes d'Allemagne pour en tirer quelque secours dans une affaire aussi importante, mais ce projet n'a point eu de suite.

Pour ce qui est du pouvoir de l'Empereur sur les feudataires d'Italie & de l'obligation de ces feudataires envers l'Empereur, les Auteurs Allemands & Italiens pensent si différemment sur cette matière, que pour faire connoître l'un & l'autre, il nous suffira de donner ici le formulaire du serment accoutumé.

„Je promets d'être fidèle & obéissant perpétuellement à l'Empe-
 „reur & à l'Empire, d'avancer le profit de l'Empereur & de
 „l'Empire, & de détourner son dommage & sa perte, de ne
 „me trouver jamais en aucun Conseil, ou il sera machiné, trai-
 „té ou conspiré contre la Personne de sa Sacrée Majesté Impe-
 „riale, son honneur, sa Dignité & son état en quelque façon
 „que ce puisse être, & s'il me revenoit quelque chose de cette
 „nature,

rons les dispositions nécessaires pour que lorsqu'il sera ainsi requis, iceux soient dûment renouvelés & que les investitures en soient prises; veillerons aussi à ce que lesd. fiefs, ainsi que les Vassaux, soient maintenus & protégés contre toute violence injuste,

§. XI.

Et si nous en trouvions un ou plusieurs, qui nous regardassent, nous promettons d'en prendre l'investiture sans difficulté, ou si cela ne pouvoit se faire commodément, nous en donnerons à l'Empire pour la sûreté des réversales & reconnoissances en due forme.

Et ce que luy même en possé- de il en prendra les investitures, ou remettra des réversales.

§. XII.

nature, d'en avertir d'abord S. M. Imp. & de faire généralement tout ce qu'un fidel Vassal de l'Empire est obligé d'observer envers son Seigneur l'Empereur & Roi des Romains de droit ou de coutume, toute fraude & tout dôle éloigné, ainsi que Dieu me soit en aide & les Saints Evangiles.

Suivant la teneur de ce serment, qui se prête ordinairement au Conseil Aulique, il est incontestable, que les Vassaux d'Italie ne peuvent tout au moins se dispenser de reconnoître le suprême Domaine de l'Empereur & de l'Empire, & de leur être fidels, mais savoir si à l'imitation des Vassaux d'Allemagne ils sont tenus de reconnoître leur Jurisdiction en tous les cas tant réels que personnels, de payer des Subsidés & Impositions, lorsqu'il leur en est demandé, de recevoir les investitures dans le même délai, dans la même forme & avec les mêmes Charges, l'usage est si divers, les préjugés se trouvent si opposés & il se présente tant de Contradicteurs Ultramontains, qui attribuent à une pure bonne volonté & à un libre arbitre ce que d'autres soutiennent être l'effet de la Loi, ou du devoir, que le parti le plus prudent est d'abandonner la décision de cette difficulté à des juges impartiaux.

§. XII.

*Il ne charge-
ra personne in-
dûment de Con-
tributions.*

Deplus nous ne permettrons pas, que Personne de-
dans ou hors l'Empire soit chargé de Contributions au
delà de ce qui sera faisable.

ARTICLE XI.

§. I.

*L'Empereur
accordera cha-
que fois les in-
vestitures rou-
chant les fiefs
de l'Empire
suivant la té-
neur des an-
ciennes,
à moins que les
circonstances
n'exigent quel-
que change-
ment.*

Nous devons & voulons aussi donner chaque fois aux
Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire (y compris
la Noblesse immédiate) & aux autres Vassaux de l'Empire
(si ce n'étoit néanmoins, que de leur part il fut interve-
nu quelques circonstances particulieres, qui demandas-
sent d'autres dispositions) les fiefs & les investi-
tures d'iceux, selon la teneur des reprises précédentes,
& ce sans difficulté, & sans aucunes contradictions, les-
quelles, s'il y en avoit, seront renvoyées à une décision
juridique,

§. II.

*Les investitu-
res des fiefs de
l'Empire ne
seront point
différées sous
rétexte de
l'exhibition des
actes de famil-
le, ou d'une
axe féodale
liquide &
insensieuse.*

Et nous ne les inquieterons pas sur la représentation
des anciens pactes de famille, encore moins differerons
nous les investitures de l'Empire à cause de la dite repré-
sentation des pactes de famille anciens, ou nouveaux
(auxquels toutes fois, s'ils sont faits selon les loix fonda-
mentales de l'Empire, & suivant les Priviléges Impériaux
accordés, en conformité des Constitutions de l'Empire,
il ne sera dérogé en rien quant à leur Validité & vigueur
par

par de pareilles investitures) ni à cause des taxes de la Chambre féodale, ou à cause des sommes dûes pour le *Laudemium*, ou autres semblables redevances, qui sont illiquides & contestées,

§. III.

Bien moins encore étendrons nous sur nôtre Maison les foy & hommages dûs à l'Empire.

Les devoirs féodaux ne seront point exigés en faveur de la maison Impériale;

§. IV.

Nous ne prescrivons rien non plus aux Electeurs & Princes Ecclesiastiques sur la liberté, qu'ils ont d'envoyer soit des Capitulaires, soit des Plenipotentiaires séculiers pour recevoir devant le Thrône Imperial l'investiture de leurs fiefs de l'Empire;

Et il dépend des Electeurs & Princes Ecclesiastiques d'envoyer pour la reprise de leurs fiefs ou des séculiers, ou des Capitulaires.

§. V.

Si aussi quelque Electeur, Prince, ou autre Etat immédiat, qui est Vassal de l'Empire, venoit à décéder, & délaisser des Héritiers féodaux Mineurs, soit qu'ils aient atteint l'âge de puberté ou non, le Tuteur, ou les Tuteurs d'iceluy seront tenus de demander réellement dans l'an & jour, à compter du jour qu'ils se seront chargés de l'administration de la Tutelle ou de la curatelle, l'investiture des droits régaliens & des fiefs, que lesd. Mineurs tiennent de l'Empire, de prêter lors de cette investiture le serment de fidélité accoutumé, & de payer les droits dûs, par laquelle investiture donnée aux Tuteurs, comme auparavant par lad. prestation des foy & hommages, les Mineurs,

Les Tuteurs des Héritiers féodaux Mineurs prendront dans l'an & jour à compter depuis leur administration l'investiture des fiefs & droits régaliens relevant de l'Empire & prêteront à cet égard le serment féodal avec les autres charges ordinaires.

lors.

lors de leur puberté , & majorité respectivement seront obligés , tout comme si Eux même , après s'être chargés de la Régence , avoient été investis desdits fiefs , & prêté les foy & hommages ;

§. VI.

Les Mineurs ne seront plus obligés après avoir atteint l'âge de Puberté, ou de Majorité de reprendre des investitures nouvelles.

Promettans par contre de ne point obliger lesd. Mineurs , après avoir atteint l'âge de puberté , ou de Majorité de recevoir de nouveau lesd. fiefs & droits régaliens , & de prêter derechef les foi & hommages , bien moins encore à paier une seconde taxe à la Chambre féodale , mais de nous contenter absolument de ladite premiere reprise faite par les Curateurs ;

§. VII.

Il en sera de même des fiefs, dont les Vicaires de l'Empire auront investis ; à l'exception néanmoins de ceux, dont l'investiture est réservée à l'Empereur.

Le semblable sera aussi observé à l'égard des fiefs , que les Vicaires de l'Empire sont en droit de conférer en vertu de la Bulle d'or.

§. VIII.

Les Lettres d'investitures, & d'expectatives ne seront expédiées qu'à la Chancellerie de l'Empire.

Les lettres d'investiture & d'Expectative des fiefs du saint Empire ne seront données & expédiées dorénavant autre part que par la Chancellerie de l'Empire ;

§. IX.

Les investitures accordées au préjudice des expectatives & pactes de succession mutuelle confir-

Et celles où (au préjudice des lettres d'expectative données & confirmées précédemment par les Empereurs , & des Conventions héréditaires faites en conséquence confirmées pareillement) extension aura été faite à d'autres fiefs,

fiefs, desquels il n'est point fait mention dans les anciennes lettres d'investiture, seront absolument non valables.

mées par les Empereurs précédents seront annulées;

§. X.

Si aussi à l'avenir des fiefs d'un revenu considérable, comme Electorats, Principautés, Comtés, Seigneuries, Villes & semblables venoient à être vacants soit par mort, ou par félonie, & à retourner à l'Empire, nous ne devons, ni ne voulons dorénavant les conférer que comme il suit, savoir, les Electorats du scû & consentement du Collège Electoral, & les Principautés, Comtés, & Seigneuries, Villes & semblables du scû & consentement des Colleges des Electeurs, & des Princes, comme aussi, s'il s'agissoit d'une Ville d'Empire, de celui du Collège des Villes, promettans de ne donner à personne l'expectative, ou la survivance de ces fiefs,

Les fiefs tombés en commise & revertis à l'Empire ne seront dorénavant conférés, ni sur iceux accordé aucune expectative sans le consentement respectivement du Collège Electoral, ou de celui des Princes, ou de celui des Villes;

§. XI.

Mais de les réserver & réunir au Corps de l'Empire pour son entretien, & celui de nôtre Personne, & des Rois & Empereurs nos Successeurs,

Mais seront destinés à l'entretien de l'Empereur & de l'Empire,

§. XII.

Toutes fois sans préjudice des droits & immunités, que nous avons par rapport à nos Païs héréditaires, & sans préjudice des droits d'autrui, comme aussi des lettres d'Expectative conformes aux constitutions de l'Empire, accordées pour recompense de services rendus par les

A l'exception néanmoins des Païs héréditaires de S. M. I. & des fiefs de l'Empire, qui pourroient devenir vacants.

Empereurs nos prédécesseurs à des Etats, sur des fiefs de l'Empire, qui dans la suite pourroient devenir vacants, lesquelles demeureront en vigueur, & ne perdront rien de leur force.

§. XIII.

Pour ce qui est des fiefs de l'Empire, qui après le décès des Possesseurs pourroient échoir à l'Empereur à titre d'Hérédité, ou autrement,

Mais si à l'avenir des Electorats, Principautés, Comtés, Seigneuriës, fiefs, & arrière fiefs, engagements, ou quelques autres terres affectées au saint Empire Romain par des servitudes, impositions de l'Empire, Collectes, ou autrement, & dépendantes de sa juridiction, venoient à tomber entre nos mains, où à nous échoir après la mort de ceux, qui les auront possédé, soit par succession, ou par une autre voye, & que nous les voulussions garder pour nous,

§. XIV.

Ou que l'Empereur du consentement de l'Empire laisseroit passer à d'autres, ou dont il auroit luy même la possession effective,

Ou les donner à d'autres, du sçû & consentement des Electeurs quant aux Electorats, & pour ce qui est des Principautés, Comtés & Seigneuriës, du sçû & consentement des Colléges des Electeurs & des Princes, comme aussi, s'il s'agissoit d'une Ville Impériale, de celui du Collége des Villes, ou si actuellement nous mêmes en possédions de parcsils,

§. XV.

L'on continuera tout ce qui auparavant luy en étoit dû.

En tous ces cas nous entendons, que l'on en paye à l'Empire ses droits, & luy acquite tous ses autres devoirs, comme cela étoit d'usage cidevant, dans le Cercle auquel

quel ils avoient été incorporés précédemment, sans oir égard aux prétendues exemptions, que l'on pour-
 it alléguer, & feront ces terres & biens conservés &
 aintenus dans leurs Privilèges, droits & juridictions,
 ivant le traité de Paix, tant pour ce qui regarde le spi-
 uel que pour le temporel (a).

§. XVI.

(a) Les Règles générales & invariables du droit des fiefs sont, que *Instructions & questions concernant les fiefs de l'Empire.*
 le Vassal n'est investis qu'à charge de fidélité envers son Seigneur direct ; Que si de propos délibéré il manque à cette fide-
 lité, il commet félonie, & peut par conséquent être privé de
 son fief ; Qu'à chaque mutation il est tenu de faire ses reprises
 dans l'an & jour en renouvelant son serment & ses investitures ;
 Qu'il ne sçauroit aliéner son fief, ni en démembrer aucune
 partie ; Enfin que régulièrement les seuls Descendants Mâles du
 premier aquereur sont habiles à succéder.

Pour ce qui est des fiefs relevant de l'Empereur & de l'Em-
 pire, on les divise en fiefs hauts Régaliens, ou fiefs d'une moin-
 dre espece ; en fiefs Ecclesiastiques, ou séculiers ; en fiefs pro-
 pres, ou impropres, en fiefs Masculins, ou héréditaires & fœmi-
 nins ; en fiefs anciens, ou nouveaux &c.

C'est à l'Empereur comme Chef de l'Empire, ou à son Con-
 seil Aulique, que tout Vassal immédiat de l'Empire est obligé
 de prêter ses foy & hommages. Les Electeurs & Princes re-
 çoivent soit par Eux mêmes, soit par leurs Ambassadeurs, ou
 Envoies leurs investitures à genou devant le Thrône Impérial,
 au lieu que les Prélats, Comtes, Barons & Nobles immédiats
 de l'Empire prennent les leurs debout en la Chambre du Con-
 seil Aulique assemblé.

Comme autres fois les Vassaux pretoient leur serment en
 personne, ce qui n'est plus observé aujourd'huy à cause des in-
 conveniens, qui en résultoient, l'usage est, que les Envoies
 des Princes & des autres Etats inférieurs exposent les raisons,

pour lesquelles leurs Maîtres ne se sont point Eux mêmes présentés, mais pour ce qui est des Electeurs leurs Ambassadeurs sont dispensés de proposer aucunes excuses.

Les feudataires d'Italie prennent aussi l'investiture de leurs fiefs au Conseil Aulique, même à genou, cependant la méthode s'est depuis quelque tems introduite à l'égard des grands fiefs, que l'investiture en est aussi requise devant le trône Impérial.

On a vu le Duc de Savoye solliciter la permission de prendre par un seul & même acte l'investiture de tous ses fiefs tant grands que petits, mais il n'a pû réussir en sa demande.

Pour ce qui est des droits de Chancellerie payables par les Vassaux, lorsqu'ils reçoivent des investitures nouvelles, ou qu'ils font renouveler les anciennes, droits auxquels on donne improprement la qualification de *Laudemium*, & dont les Officiers de la Cour Impériale, ainsi que ceux du Conseil Aulique, font le partage proportionnellement à leurs fonctions, la taxe en est réglée & personne n'est expédié, qu'il ne l'ait conigné.

Les Electeurs en sont exempts de droit, mais leur grandeur & leur générosité ordinaire ne leur permettent pas de profiter de cette exemption dans toute son étendue, & de s'abstenir de faire les largesses ordinaires. l'on exempté aussi les Officiers de la Cour.

Il n'arrive en matières féodales aucun cas litigieux, ou d'abord il ne paroisse des Ouvrages pour & contre, & il faut convenir, que fort souvent tout est établi de part & d'autre avec tant de fondement, que le Lecteur impartial ne sçait de quel côté incliner.

Les Principales Questions, qui ont été ou réellement agitées entre des Parties contestantes, ou que les Auteurs ont suscitées entre Eux pour exercer leurs plumes sont,

1. Si un Mineur peut recevoir un fief sans le consentement de son Curateur ?

Les Auteurs après avoir distingué entre les fiefs francs & ceux, qui obligent à quelques services, prétendent, que pour ce qui est de ces derniers un Mineur doit refuser le fief à luy offert,

offert, si son Curateur n'y donne les mains. Quant à Nous nous croions, que c'est un peu trop loin pousser la sévérité de la loy, & que des services impuissans ne doivent pas empêcher, qu'un Mineur n'accepte un Bienfait réel.

2. Lorsqu'un fils de famille, qui est sous la puissance paternelle, obtient un fief, le Père en a-t-il l'usufruit ?

Toute difficileuse, qu'on rende cette question par des raisonnemens tirés la plupart du droit civil, le parti le plus équitable seroit d'examiner, si le revenu du fief excède de beaucoup les frais, que l'éducation d'un fils peut coûter à son Père, parcequ'en ce cas on pourroit luy faire quelques épargnes avec eet excédant.

3. S'il arrivoit, que le Seigneur direct accorda à l'un des investitures, & que ce nonobstant il mit un autre en possession du fief, qui des deux doit l'emporter ?

Malgré la préférence, que la plupart des jurisconsultes donnent au dernier, penser néanmoins autrement ne seroit point s'écarter des règles de l'équité.

4. Comment doit se comporter un Vassal, lorsqu'il possède des fiefs relevant de deux Souverains, qui sont en guerre l'un contre l'autre ?

La neutralité n'étant point connue en droit féodal, & n'y ayant aucune loy, qui adjuge la préférence au plus ancien des deux Seigneurs directs, le Vassal doit fournir son contingent, ou servir par substitut à l'un comme à l'autre.

5. Il a été réglé, surtout par les dernières Capitulations Impériales, que lorsqu'un fief tombé en commise par la félonie du Vassal retourne au Seigneur direct, cela ne doit point préjudicier aux Agnats ; mais question si les fils, ou Petits-fils peuvent souffrir de l'iniquité de leur Père, ou de leur ayeul ?

Les mêmes raisons, qui militent pour l'Agnat, semblent aussi combattre pour les Descendans ; ces raisons sont, que l'innocent ne doit point être enveloppé dans la peine du coupable, & que tout Descendant tire son droit du premier Acquéreur, & non du dernier Possesseur, de façon que les crimes de celui

cy ne peuvent retomber sur les autres ; cependant nonobstant la parité des motifs les Auteurs quoiqu'appellant les Agnats excluent unanimement les Descendants en ligne directe ; Sçavoir si cette exclusion n'est pas trop dure envers des Enfants , dont les Ancêtres croient avoir assuré l'établissement & la fortune.

6. Quand est ce que l'Agnat, qui succède au Vassal proscrit, ou privé de son fief , est autorisé à demander la possession de ce fief ?

Les uns le luy adjugent aussitôt après la peine de privation prononcée contre le Vassal délinquant. D'autres veulent , qu'il attende , que le Vassal vienne à mourir , & attribuent jusques là la perception des revenus du fief au Seigneur direct. D'autres soutiennent qu'aucun Agnat n'a rien à espérer , tandis que le Vassal vit , & qu'il subsiste de sa descendance. Ce dernier sentiment n'est point le moins plausible , parceque si l'Agnat ne doit point souffrir du crime commis par le Vassal Possesseur , par une parité de raison il ne doit pas non plus tirer avantage de ce crime , ce qui cependant arriveroit , si on l'admettoit à succession avant que le tems de succéder fut arrivé.

7. Un fils Adoptif succede-t-il aux fiefs ?

Les féodistes répondent que non quant aux fiefs purement masculins , & oui quant aux héréditaires. Nous pensons cependant, qu'il conviendrait , que le Vassal adoptant fit confirmer cette adoption par le Seigneur direct.

8. Les Enfants nés d'un Père Prince , ou de Maison illustre & d'une Mere non Noble sont ils habiles à succéder aux fiefs ?

Quoique , lorsqu'il n'y a point de pactes de famille contraires , on soit presque universellement porté pour l'affirmative , néanmoins jamais le cas n'arrive , que les Collatéraux ne suscitent des difficultés à ceux , dont la Naissance du côté de la mere est un peu abjecte.

9. Lorsque le Seigneur Direct a consenti à l'alienation du fief , savoir si le consentement des Agnats est aussi nécessaire ?

Cela

Cela est incontestable, & c'est aussi pourquoi suivant la pratique féodale les Vassaux, qui implorent le consentement du Seigneur Direct, ont coutume de joindre à leur requête celui de leurs Agnats.

10. Les terres & Seigneuries, dont il est éventuellement disposé par un pacte de Succession mutuelle, ou de Confraternité héréditaire, peuvent Elles être aliénées, lorsque les deux Maisons intéressées donnent leur consentement à cette alienation?

L'affirmative forme le sentiment le plus général, quoique contraire à la volonté & aux dispositions des premiers Auteurs du Pacte, lesquels ont réciproquement pourvu à ce que leurs possessions ne sortissent point des mains de leur Posterité.

11. Un Vassal, qui voudroit aliener une Souveraineté par lui occupée à titre de fief, seroit il tenu de réquerir l'agrément des Etats Provinciaux?

Quoique cette question paroisse ne point devoir passer pour problematique, surtout si l'on considère ce qui se pratique en pareilles circonstances, Elle peut néanmoins en certaines occurrences devenir très épineuse, comme par exemple dans le cas, que le Souverain disposé à semblable alienation, ou bien ses ancêtres se trouvaient redevables de leurs Etats à l'ancien choix du Peuple, ou bien si le Peuple avoit tout à craindre de la nouvelle Domination, à laquelle on projette de l'assujettir.

12. Dans les Maisons, où le droit de primogeniture a lieu, il est d'usage, que le premier né fasse un appanage à son Cadet, lequel appanage consiste d'ordinaire dans l'abandon d'une Principauté, Comté, Baronie &c. Mais s'il arrivoit que ce Cadet appanagié vint à délaïsser plusieurs Enfants Mâles, le droit de primogeniture auroit-il aussi lieu parmi ces Enfants, ou bien partageront ils par portions égales?

Il est peu de questions, où les sçavans, se soient autant étendus & partagés en différentes opinions; de quel côté l'on incline il ne sera pas possible d'appuyer son avis sur aucune jurisprudence suivie soit au Conseil Aulique, soit à la Chambre de
Wetz-

Wetzlar ; c'est pourquoi pour éviter des discussions toujours très disgracieuses dans les familles , il conviendrait , qu'en chaque Maison illustre l'ordre de succession fut si bien réglé par des Loix ou générales , ou particulières , qu'on n'eût plus aucuns pareils inconveniens à craindre.

13. Des juges Arbitres , ou Compromissaires peuvent ils prononcer sur des différens concernans des fiefs immédiats ?

Régulièrement non , parcequ'il ne sauroit être dérogé à la juridiction du Conseil Aulique , à qui il est réservé de connoître des causes féodales ; cependant lorsqu'il ne s'agit que de quelque légère portion du fief , ou de l'exercice d'un droit en dépendant , sans que le domaine direct soit exposé , l'on ne croit pas , que le Conseil Aulique puisse s'offenser , si les Parties contestantes convenoient de terminer leurs contestations par la voye d'un arbitrage.

14. Le Successeur féodal est il tenu de payer les dettes de son Prédécesseur ?

Cela ne doit point être sujet à contradiction quant aux fiefs héréditaires , lesquels , si l'on en excepte la reconnoissance du domaine direct , ont au surplus la même nature , que les allodiaux ; mais il n'en est pas de même des autres fiefs , & Nous ne croions point le successeur obligé au paiement des dettes contractées par son Prédécesseur , lorsque les emprunts faits n'ont point servis soit à la conservation & aux besoins de l'Etat , ou du Public , soit à l'entretien indispensable du Souverain deffunt. Les Appointemens , qui pourroient être dûs aux Officiers de la Maison & à ceux , qui servent dans les Troupes , nous paroissent aussi privilégiés.

15. Il est certain que , quand par foiblesse & imbécillité de Corps & d'Esprit un Prince Aîné devient incapable de Régner , l'on fait en ce cas passer le gouvernement au Cadet ; mais si cet imbécille s'étant marié avoit des Enfants Mâles sains d'Esprit & de jugement , ceux ci reprendroient ils les avantages de la primogeniture ?

Nous

Nous ne répondrons point à cette question, parceque Nous supposons, qu'aucune Maison illustre ne souffrira jamais, qu'un Prince imbécile se marie.

16. Lorsque le Possesseur d'un fief Masculin n'a qu'une fille, l'Empereur peut il, sans faire injustice aux Agnats, ou Collatéraux, même aux Expectatives, ériger le fief masculin en féminin, ou habiliter cette fille à succéder ?

Nous ne répondrons autre chose à cette question, sinon que les Compilateurs des actes publics de l'Empire nous fournissent en semblables cas nombre de diplomes émanés de l'autorité Impériale, en faveur des filles du dernier Possesseur.

17. Les fiefs régaliens de l'Empire sont ils dans le doute censés fiefs héréditaires ?

Cette question ne peut être décidée sans approfondir l'Histoire & examiner comment s'est formé le Corps de l'Empire, ainsi que cette union, ou confédération générale convenue parmi les membres, qui le composent ; Et comme les Auteurs parlent diversément du titre, qui a transmis aux Grandes Maisons les fiefs, qu'Elles occupent, de là nait une diversité d'opinions sur la question proposée.

18. Est il permis à un Vassal de conférer son fief en arrière fief ?

Les Publicistes ont par les différents raisonnements, qu'ils ont formés, rendu cette question douteuse, mais l'usage reçu en Allemagne a levé tous obstacles, puisque ces concessions en arrière fief y sont devenues très fréquentes.

19. Les Enfants légitimés par mariage subséquent succèdent ils aux fiefs ?

Autres fois le droit féodal ne les admettoit pas, mais si l'on consulte la pratique moderne, on trouvera, qu'Elle leur est plus favorable.

20. Lorsqu'il ne conste pas, lequel des deux jumeaux est le premier venu au monde, à qui accordera-t-on les droits de la primogeniture ?

Cette question paroît avoir été imaginée par amusement plutôt que par utilité, & peut moralement passer pour hypothèse.

21. Un fils né, avant que son Père fut parvenu à ses dignités & fiefs, est-il lors de l'ouverture de la succession préférable à ses Frères postérieurement nés ?

Nous nous déterminons sans balancer en faveur du premier né, cependant ce parti a ses contradicteurs.

22. Un fils Aîné ayant déjà des Enfants Mâles, ou à qui il en survient après, peut-il au préjudice desd. Enfants renoncer à son droit d'ainesse ?

Lorsque le bien de l'Etat & celui du Public forme le principe de semblables renonciations, & qu'en même temps elles sont autorisées par le Chef de l'Empire, Nous ne doutons pas, qu'elles ne doivent être valables malgré l'espèce d'injustice, qu'elles entraînent.

23. Lorsqu'un Vassal meurt sans délaïsser d'Enfants, mais ayant des Agnats de différentes branches, la proximité des degrés doit-elle être comptée en remontant jusqu'au premier Aquéreur, ou est-ce l'Agnat le plus prêt du dernier Possesseur, qui doit hériter ?

Jusqu'icy ce cas s'est souvent présenté, mais il n'a jamais été autrement décidé que par la force des armes, ou par celle du crédit, ou par des arrangements amiablement pris entre les Prétendants.

24. Les Princes & Vassaux de l'Empire peuvent-ils être qualifiés de sujets de l'Empire ?

Cette question veut être traitée avec beaucoup de délicatesse & de ménagement, crainte de choquer ceux, qui ne croient pas, que le titre de *sujet* puisse se concilier avec la souveraineté, qu'ils exercent, ou avec l'aristocratie, qu'ils donnent à l'Empire.

25. Lorsque le Vassal s'est pourvû dans l'an & jour pour faire la reprise de ses fiefs, & que le Seigneur Direct a refusé de recevoir son serment, est-il obligé de se présenter de nouveau, quand le Seigneur direct l'appelle ?

Nous estimons que non, parcequ'ayant une fois fait ce qui étoit de son devoir, il ne sçauroit être tenu au-delà.

26. Un Vassal peut-il quand bon lui semble réfuter le fief, c'est à dire en désister & en faire la remise au Seigneur Direct ?

Cela

Cela ne doit point être douteux , quand cette réfutation ne se fait pas au préjudice d'autrui.

27. Le Seigneur direct est il obligé de deffendre le Vassal, lorsqu'jceluy vient à être inquieté en la possession du fief?

Cette obligation n'est point de droit , mais de simple convenance , puisque sans cela le Seigneur féodal courroit risque de perdre son droit de domaine direct.

28. Est-il de nécessité , que toutes les souverainetés scises dans l'Empire soient fiefs relevans de l'Empereur & de l'Empire?

Oui , pour ce qui est des régaliens , lesquels ne peuvent être exercés que par Concession Impériale ; mais pour ce qui est des Etats , auxquels ces régaliens sont annexés , il peut y en avoir des allodiaux , tels que sont les Comtés de Meurs , d'Oetingen , Zol-lern , Pinnenberg , Hanau , Schaumberg & la Baronnie de Homberg. Il y a aussi des Evêques , qui ne sont point Etat d'Empire , comme par exemple l'Evêque de Neustatt en Autriche , celui de Mechling en Flandre &c.

29. Y a-t-il une distinction à faire entre l'investiture des fiefs Ecclesiastiques , & celle des fiefs séculiers ?

Autres fois l'investiture des Archevechés , Evechés , Pré-latures &c. se faisoit par le Sceptre , même aussi par l anneau & le bâton Pastoral avant que l'Empereur Henry V. se déporta de ce droit au profit du Pape Calixte II. L'investiture des Electo-rats , Duchés , Principautés , Pfaltz-graviats , Grand Bourgra-viats , anciennes Comtés , Baronnie &c. se faisoit par l'Eten-dard , mais ces Cérémonies ont été abolies & la forme d'inve-stir est aujourd'hui égale quant à tous les grands fiefs indistin-ctement.

30. L'Empereur est-il obligé de recevoir par luy même les hommages des grands fiefs , ou peut-il nommer des Com-missaires ?

Quoique quelques Auteurs croient la nomination des Com-missaires contraire à la règle , néanmoins nous pensons que c'est sans fondement , surtout dans les cas , ou les Electeurs & Prin-ces font prêter ces hommages par leurs Ambassadeurs , ou Envoies.

Lorsque des Vassaux, qui ne peuvent se présenter dans l'an & jour, veulent éviter les désagréments, que le fiscal de l'Empire pourroit leur causer, ils ont coutume de demander à l'Empereur un indult, autrement Rescrit portant prorogation, pour lequel il est d'usage de payer chaque mois à la Chancellerie un certain droit.

31. Lorsqu'un Prince reçoit des investitures nouvelles touchant un fief, dont-il est le premier Aquéreur, est-il nécessaire qu'il y soit en personne?

Cela n'est point de nécessité absolue, mais d'une bienfaisance presque indispensable, à moins qu'on n'en obtienne la dispense de l'Empereur.

32. Tous les Vassaux sont-ils obligés de se présenter à la Cour Impériale pour la reprise de leurs fiefs?

Il n'en faut pas douter, à moins qu'on en soit exempt par privilège spécial, comme le Roy de Bohême, dont on ne peut exiger, qu'il s'éloigne du Royaume de plus de quinze milles, & les Archi-Ducs d'Autriche, qui ne reçoivent les investitures que dans leurs Etats, & qui sont censés avoir été investis, lorsqu'après trois réquisitions l'Empereur n'y défère point.

33. Les fiefs oblat, c'est à dire les domaines, dont les Propriétaires ont fait offre au Souverain pour les reprendre de huy à titre de fief, & afin de les mettre sous sa protection, sont-ils fœminins & héréditaires, ou fiefs purement masculins?

Autres fois on les tenoit pour fiefs fœminins par la raison que ceux, qui originairement en ont fait l'ablation, ne sont point censés avoir voulu en exclure les filles de leurs Descendans; mais depuis les discussions survenues entre certaines Cours Ecclesiastiques & la Noblesse mouvante des Archevêques, Evêques & Prélats, les Chambres féodales d'Allemagne ont changé de maxime, & s'en tiennent à la règle générale, qui veut que tout fief soit réputé masculin, s'il n'appert du contraire par les lettres d'investiture.

34. Dans les fiefs mixtes la règle ordinaire est, que les Mâles excluent les filles, surquoi l'on demande, si une fille une fois exclue par l'existence d'un Mâle demeure pour toujours exclue ?

On

§. XVI.

Nous devons & voulons aussi entre autres retirer & réunir à l'Empire, & employer à sa conservation, les Collectes ordinaires payées ci devant à l'Empire par les Villes Impériales, & les autres revenus, qui pourroient être tombés entre les mains des particuliers, ou avoir été engagés,

Les subsides des villes enlevés à l'Empire luy seront restitués & employés à son profit;

§. XVII.

Et nous ferons dresser une désignation de la situation, ou ils se trouveront chaque fois, laquelle nous enverrons à la Chancellerie de l'Electeur de Mayence dans l'année après que nous serons entrés dans notre Régence Impériale, pour la communiquer ensuite aux Etats,

A l'effet de- quoy il sera dans l'espace d'un an envoyé aux Comices une désignation touchant l'etat, ou se trouvent ces subsides;

§. XVIII.

Et ne souffrirons point, que l'Empire & le public en soient dépouillés contre toute raison & justice,

Et ne seront point iceux injustement démembrés de l'Empire, ou employés à d'autres usages,

§. XIX.

On peut dire avec vérité, que de toutes les questions du droit public il n'en est point, qui ait donné lieu à la production de tant de volumes & d'écrits différents. Il n'y a même pas apparence, que les dissidents se reconcilient jamais, & l'on verra toujours tant sur ce point, que sur les précédents, ainsi que sur nombre d'autres, que nous avons passé sous silence, une incertitude constante dans la jurisprudence des fiefs, jusqu'à ce qu'il plaise à l'Empereur faire dresser un nouveau Code féodal, qui prescrive une règle fixe & invariable à l'égard de toutes les questions douteuses.

§. XIX.

*Si ce n'est que
cela se soit fait
du consente-
ment des Ele-
cteurs,*

Si ce n'est que ces aliénations aient été faites du scû
& consentement légal de tout le Collège Electoral;

§. XX.

*Lequel consen-
tement des Ele-
cteurs, Princes
& Etats sera à
l'avenir re-
quis.*

Toutes fois pour le futur ces sortes de consentements
ne seront obtenus que des Electeurs, Princes, & Etats (b).

§. XXI.

*En affaires
importantes
concernant
l'Empire l'Em-
pereur consul-*

Nous devons & voulons aussi dans les affaires d'im-
portance, qui regardent l'Empire, & pourroient avoir de
gran-

(b) Avant que les Villes Impériales se fussent affermiées dans leur
liberté & immédiateté, Elles fournissoient aux Empereurs des
subsides ordinaires, qui suivant les états, qui en existent encore,
consistoient en une certaine somme fixe, que chaque Ville payoit
annuellement à l'Empereur sous le titre de *Reichs-Steuren*. Ces
sommes étoient de 100. 200. 300. *Livres Pfennings* proportion-
nellement à la grandeur & au revenu de chacune des Villes con-
tribuanes, ce qui dans les siècles reculés, ou les especes étoient
d'une rareté extrême, pouvoit être de quelque importance, mais
feroit aujourd'hui d'un produit bien médiocre, à moins qu'on
n'en fit l'évaluation. Les Empereurs ont Eux mêmes successive-
ment aliéné ces *Reichs Steuren* par vente, engagement, ou Do-
nation, de façon que celles des Villes, qui ne se sont point libé-
rées Elles mêmes, continuent à acquitter ces droits aux Mai-
sons, qui s'en sont renduës cessionnaires; mais Elles préffère-
roient (ainsi qu'on l'a vu par leurs *monita* présentés au Collège
Electoral) de porter ces sommes à la caisse Impériale, si l'Em-
pereur se déterminoit à en faire le retrait, lequel ne renfermeroit
rien d'injuste, puisqu'il n'a point dépendu des anciens Empe-
reurs d'aliéner ce qui étoit destiné pour l'entretien de leurs
successeurs.

grandes suites & conséquences, demander dès le commencement aux Electeurs, comme à nos Conseillers intimes, ce qu'ils en pensent, comme aussi prendre l'avis & le Conseil des Princes & Etats, selon le mérite des affaires, & ne rien entreprendre sans Eux à cet égard.

sera les Electeurs, même aussi en certains cas les Princes & Etats.

ARTICLE XII.

§. I.

Nous devons & voulons aussi faire travailler avec diligence à la Rédintégration des Cercles de l'Empire, supposé qu'elle n'ait point encore été faite, & nous emploierons efficacement tous nos soins pour qu'aucuns des Etats & Pays, qui leurs ont été incorporés d'ancienneté, ne leurs soient soustraits & n'en soient démembrés, ni qu'ils s'en soustraient Eux mêmes de leur autorité privée;

L'Empereur s'emploiera incessamment à la Rédintégration des Cercles;

§. II.

Nous requérerons aussi selon l'exigence du cas & à l'occasion de cette récupération & rédintégration des Cercles de l'Empire l'avis dud. Empire, & Nous donnerons nôtre attention à ce que les Cercles & Etats ainsi restitués soient inviolablement maintenus dans leur ancienne liberté & immédieté de l'Empire, en conséquence que tout ce qu'on pourroit injustement prétendre & toutes les voies de fait, qui pourroient être mises en usage, soient promptement abolies, pour l'exécution dequoy Nous prêterons efficacement la main aux Princes Directeurs, même en cas de besoin aux autres grands officiers des Cercles,

A l'occasion dequoy selon l'exigence du cas il prendra l'avis des Etats de l'Empire;

Les Cercles & Etats, qui auront ainsi été rédintégrés & restitués seront maintenus en leur liberté & immédieté & toutes voies de fait, ou contraintes abolies, à quoy les Princes Directeurs & autres officiers des Cercles tiendront la

§. III.

§. III.

Ces mêmes Cercles de l'Empire seront dirigés selon ses Constitutions.

Promettans de ne point porter d'empêchement, mais de co-opérer à ce que lesd. Cercles soient en conformité du traité de Paix & des constitutions de l'Empire mis en bon ordre & état, & qu'ils y soient gardés & maintenus perpétuellement, & que ce qui a été arrêté par le Règlement appelé ordonnance d'Exécution, & par la correction de cette ordonnance, soit dûment mis à exécution,

§. IV.

Les Tribunaux de l'Empire ne s'occuperont point à la constitution militaire, civile & économique des États.

Comme aussi de ne point absolument permettre aux Tribunaux de l'Empire ni de toucher, ni de s'immiscer en la connoissance, ni de laisser venir à procès ce qui peut concerner la constitution militaire, civile & Oeconomique des Cercles de l'Empire;

§. V.

Sans une résolution de la Diète il ne sera rien changé dans les réglemens circulaires & d'exécution de l'Empire; mais on en fera incessamment la révision.

Nous obligeans de ne rien changer à l'égard des Réglemens appelés ordonnance d'exécution & ordonnance des Cercles, si ce n'étoit (pour ce qui est de l'ordonnance d'exécution, à la révision de laquelle nous ferons autant qu'il nous sera possible, mettre la dernière main) que la Diète de l'Empire même agréa & arrêta quelque changement (a).

§. VI.

a) Lorsque la paix publique fut publiée en Empire, l'on ne trouva pas de meilleur moyen pour en assurer l'exécution que de diviser l'Allemagne en Cercles, c'est à dire en différents districts
ou

ou Cantons. L'Empereur Maximilien I. est l'Auteur de cette division, & la Diète de Worms de l'an 1521. l'a confirmé. Ces Cercles sont au nombre de dix, savoir du Bas Rhin appelé communément Cercle Electoral, de Franconie, de Baviere, d'Autriche, de Suabe, du haut Rhin, de Westphalie, de la haute Saxe, de la Basse Saxe, & de Bourgogne, lequel dernier est pour ainsi dire aboli, quoique l'Empereur Charles VI. défunt ait offert de payer un contingent pour raison des Pays Bas Espagnols à luy cédés par le traité de Bâde, lesquels faisoient anciennement partie de ce Cercle. L'on avoit proposé d'établir aussi un Cercle de Prusse & un Cercle de Bohême, mais comme ces deux Etats ne sont point enclavés dans le Territoire Germanique, ceux, qui en étoient les souverains, n'ont point voulu y donner les mains, dans la crainte vraisemblablement, que cela ne les assujettit aux Charges de l'Empire; cependant depuis le commencement du Siècle courant Bohême paye un contingent. Il n'y a aucune presséance entre les Cercles, & lorsqu'ils rendent des recés dans leurs assemblées générales, les Députés, qui les signent, ont coutume d'insérer la Clause *sans préjudice* au rang. Chaque Cercle à 1. ses Princes Convocateurs & Directeurs, 2. son Colonel ou Capitaine, 3. les adjoints à ce Colonel & 4. d'autres Officiers Subalternes. Les Princes convocateurs & Directeurs sont,

*Institution
touchant les
Cercles de
l'Empire, les
Etats & Offi-
ciers, qui les
composent, &
les matieres,
qui y sont trai-
tées.*

Du Cercle du Bas Rhin l'Electeur de Mayence,

De Franconie l'Evêque de Bamberg, & l'un des Margraves de Brandebourg tantot Bareith, tantot Anspach, ces deux derniers alternans tous les trois ans suivant l'accommodement fait entre Eux en 1712.

Du Cercle de Baviere l'Electeur de Baviere & l'Archevêque de Saltzbourg,

D'Autriche la Maison d'Autriche,

De Suabe l'Evêque de Constance & le Duc de Wirtemberg,

Du Haut Rhin l'Evêque de Worms & l'Electeur Palatin en qualité de Duc de Simmeren,

De Westphalie l'Evêque de Munster avec les Ducs de Juliers, mais comme la succession de Juliers est devenue contentieuse

Mm

entre

entre Palatin & Brandebourg , ces deux Souverains sont convenus d'exercer cet office alternativement.

De la haute Saxe l'Electeur de ce nom,

De la basse Saxe la Maison de Brunsvic-Lunebourg suivant le *Séniorat* , ensemble les Ducs de Magdebourg & de Brême, lesquels deux derniers alternent tous les trois Ans.

Pendant la minorité d'un Prince , à qui le droit de convoquer & de diriger appartient en vertu de son territoire , l'Administrateur fait cet office , & pour ce qui est des Princes Ecclesiastiques , c'est le Chapitre qui l'exerce pendant la vacance du Siège.

Quoique les fonctions de Convocateur soient distinctes de celles de Directeur, ce sont cependant toujours les mêmes, qui exercent les deux , à moins que par accommodement l'un des convoquants ait la direction exclusivement à l'autre , comme Bamberg l'a seul en Franconie , Vorms dans le Cercle du haut Rhin & Württemberg dans celui de Suabe, à charge néanmoins d'en communiquer avec l'Eveque de Constance suivant leur transaction de l'an 1707.

Les Princes convocateurs indiquent en cette qualité les jours, auxquels les Etats du Cercle doivent s'assembler , & comme Directeurs ils ont droit de proposer les matières, sur lesquelles il s'agit de délibérer , sans néanmoins que la liberté de proposer pareillement ce qui pourroit être avantageux au bien commun soit interdite aux autres Etats. Ils colligent aussi les voix , ils rédigent le résultat , ou *Conclusum* circulaire dans le stile accoutumé , & ils y apposent leur signature , sans laquelle le récé ne feroit point foi & n'auroit aucune authenticité. C'est à Eux que sont adressées , ou présentées les rescrits Impériaux , les lettres de Créance des Ministres & Envoies , les réquisitoriales, les mémoires , & tout ce qui renferme quelque demande, ou projet. Après qu'ils ont communiqué le tout à la Diète circulaire , ils ont soin de répondre soit à l'Empereur , soit à qui il appartient , ou de faire exécuter ce qui a été conclu , & s'il s'agit d'envoyer quelque part des Députés du Cercle , c'est d'Eux qu'il faut , que ces Députés prennent leurs ordres & instructions;

Etions ; En un mot ils sont chargés de donner toute leur attention à ce qui peut intéresser le repos & la sûreté du Cercle.

Pour ce qui est du Colonel du Cercle , il dépend de la nomination des Etats , & lorsqu'il est d'une grande Maison , les Cercles peuvent luy donner un titre plus distingué , comme l'a fait en 1713. le Cercle de Franconie , qui après avoir élu pour Colonel le Marggrave George Guillaume de Brandebourg Bareuth le qualifia de Maréchal Général. Aussitôt après l'Élection on la notifie par écrit au nouvel Elu ; S'il est Électeur ou Prince , il est obligé (à moins qu'il ne refuse la fonction à luy conférée) de promettre en son honneur de s'acquitter fidèlement de son devoir , & ceux qui sont d'une Dignité audeffous de celle de Prince prêtent un serment Corporel.

L'on demande,

1. *Si un Prince convocateur & Directeur du Cercle peut en être élu le Colonel ?*

Il n'y a véritablement point d'incompatibilité entre ces trois fonctions , mais les Politiques ne conseillent pas de les conférer au même souverain , crainte qu'il ne méfusse de sa trop grande Autorité.

2. *Un Prince Ecclésiastique peut-il être élu Colonel ?*

Le titre 3. de la paix publique de l'an 1522. n'appelle à cet office que des séculiers , & si nous consultons le droit Canon , ainsi que ce qui s'est pratiqué sous Charlemagne & ses successeurs , nous trouverons que les Gens d'Eglise ont toujours été exclus des fonctions militaires , cependant quelques Publicistes modernes sont d'un avis contraire fondé 1. sur ce que les Puissances Ecclésiastiques sont aujourd'hui relativement à la supériorité territoriale , qu'elles exercent , comparables aux Puissances temporelles , si vrai qu'en tems de guerre on les a vû non seulement fournir des Troupes , mais même les commander en Personne. 2. Sur ce que , quoique par la paix susdite de l'An 1522. il soit aussi réglé , que les Ecclesiastiques ne puissent être créés adjoints aux Colonels des Cercles , néanmoins ce ré-

Mm 2

glement

gtement a été levé par le récé de l'an 1555. de façon qu'il doit en être demême de la qualité de Colonel. 3. Sur ce qu'étant permis aux Electeurs & Princes , lorsqu'ils sont constitués Colonels, de se substituer une Personne capable , la même faculté doit compéter aux Gens d'Eglise , afin de lever tout inconvenient.

Sans entreprendre de décider cette question , nous assurons , que lorsqu'en 1581. les Etats Ecclesiastiques du Cercle de Franconie choisirent pour Colonel l'Evêque de Bamberg, & que les Etats séculiers y formerent opposition, l'Evêque fut obligé de céder.

3. *Un Etranger peut-il être élu Colonel ?*

S'il s'agit d'un sujet de l'Empire , qui n'est Etranger , que relativement au Cercle Elisant , il est éligible sans contredit , à moins que les fonctions, dont il est chargé près d'un autre Etat, ne soient de nature à le détourner de celles de Colonel , auquel cas il est plus prudent de ne point l'appeller , d'autant plus que dans la stricte règle un Colonel ne devroit être en d'autre service que celui du Cercle. Quant à ceux , qui sont ou souverains étrangers , ou sous une domination Etrangere, il est vrai que pendant la guerre de trente Années les Etats du Cercle de la Basse Saxe choisirent pour leur Colonel Chrétien IV. Roi de Danemarck , & que sur les oppositions formées par l'Empereur Ferdinand II. ce Roi provoqua à plusieurs exemples précédents, mais il est aisé de pénétrer , que lorsque semblables cas sont arrivés , c'est moins aux maximes de l'Empire qu'il faut les attribuer, qu'à un dessein politique de la part du Cercle d'entraîner en son parti des Puissances Etrangeres.

Quant à ce qui concerne les fonctions d'un Colonel , elles consistent principalement , à commander les Troupes , ou la Milice du Cercle ; A bien observer , s'il se trame quelque guerre ou intestine , ou externe , dont le Cercle pourroit être le théâtre ; A convoquer ses adjoints pour délibérer avec Eux sur les moiens de remédier promptement & efficacement aux maux & dangers soit imminents , soit présents ; A exiger des
Etats

États du Cercle les secours nécessaires ; A implorer en cas de besoin l'assistance des Cercles voisins , même celle de tous les Cercles , lorsque la nécessité le requiert ; A en donner avis à l'Électeur de Mayence , afin qu'iceluy puisse en écrire à l'Empereur , & faire sans délai assembler la Députation de l'Empire ; A exécuter les jugemens valablement rendus contre les perturbateurs du repos public , contre les Etats proscrits , ou bannis & contre ceux , qui font difficulté de satisfaire aux condamnations contre Eux prononcées ; A dénoncer à la Chambre Impériale ceux , qui font refus de payer , ou délivrer leur contingent ; A s'opposer à ce que sans le consentement du Cercle il y soit fait des recrues , & levées d'hommes ; A informer l'Électeur de Mayence de l'érection , qui pourroit être faite , d'un nouveau péage , ou du rehaussement d'un ancien ; Enfin à faire un avertissement préalable de six mois , lorsqu'il croit avoir des raisons pour se démettre de son office.

Les anciennes constitutions de l'Empire portent , que chacun des Cercles doit donner à son Colonel cinq Adjoints , mais ce nombre est aujourd'hui devenu arbitraire. La nomination de ces Adjoints tend non seulement à servir d'aide & de Conseil au Colonel , mais même aussi à observer ses démarches , au cas qu'il entreprenne quelque chose de contraire au bien soit de l'Empire , soit du Cercle , ou qu'il néglige de faire son devoir. A son défaut il y a toujours un des Adjoints de nommé pour en qualité de Vicaire remplir ses fonctions , & s'il arrivoit , que lors de l'Élection tant du Colonel que des Adjoints les voix fussent tellement divisées , qu'on ne put les unir , ce feroit à l'Empereur à choisir entre les sujets présentés ceux , qui luy agréeroient.

Il a été ci devant fortement agité en l'Assemblée du Cercle de Franconie , si dans l'établissement du Colonel & de ses Adjoints l'on devoit observer la parité de Religion. Cette question , qui jusqu'icy est demeurée indécise , est assez difficile à terminer , surtout par l'incertitude ou l'on est , si la parité proposée doit être prise respectivement au nombre des Adjoints , ou

proportionnellement au nombre des Etats Catholiques & Protestants, dont le Cercle est composé.

Une autre question plus importante encore est de savoir, si lorsque dans un même Cercle il y a deux Princes Convocateurs, l'un Catholique, l'autre Protestant, & que l'un des deux vient à changer de Religion, les Etats du Cercle sont en droit d'en élire un autre en sa place?

Cette question a été vivement débattue, lorsqu'à la mort de Charles Electeur Palatin, & en même tems le dernier de la Branche Protestante de Simmern (Duché auquel la Dignité de Prince Convocateur du Cercle est attachée) l'Electorat passa avec led. Duché à la branche Catholique de Neubourg, qui prit en même tems possession de l'office de Directeur du Cercle, contre quoy les Protestants se sont fortement récriés, & ont répandu plusieurs Mémoires, mais sans succès.

Les autres Officiers du Cercle, sont le Trésorier, les Caiffiers, les Secrétaires, les Essaieurs des monnoies, les Bédeaux & tout ce qui en outre est employé dans le militaire.

Pour ce qui est des Assemblées des Cercles, elles sont ou générales, ou de quelques Cercles, ou particulieres; c'est l'Electeur de Mayence, qui a droit & est en possession de convoquer les Diètes générales, quoique quelques Auteurs lui contestent mal à propos cette prérogative, & c'est aussi lui, qui de concert avec les Commissaires Impériaux, ainsi qu'avec les Députés des Cercles fait rédiger, enregistrer & expédier les récéss. L'on ne tient guere de Diète générale que dans les cas, qui intéressent tous les Cercles, & lorsque la Diète de l'Empire n'est point en activité.

Les Assemblées de quelques Cercles sont moins rares que les générales; on les divise en ordinaires & extraordinaires; les ordinaires se tiennent au sujet des Monnoies entre les Cercles voisins & correspondants, ainsi qu'il a été ci-devant observé & les extraordinaires sont occasionnées par des circonstances imprévues, comme par exemple, lorsqu'on craint une invasion ennemie, auquel cas ce sont les Cercles associés, qui s'assemblent les premiers.

Les

Les Diètes particulières ont pareillement pour objet tout ce qui peut intéresser le Cercle. Ce n'est que dans les cas pressants, que l'on ne convoque que les Principaux Etats du Cercle, la règle étant de les convoquer tous; si cependant quelque Etat immédiat avoit été exclu, il lui resteroit la voye ou de se présenter, quoique non appelé, ou de porter ses plaintes à la Chambre Impériale, afin d'en obtenir un Mandement *sine Clausula*. pour qu'il puisse constater, qu'un Etat a été appelé, l'on a coutume de retirer de lui un *récepissé*, lorsqu'on lui insinue la convocation.

Il dépend du Prince Convocateur de désigner le lieu & le jour de l'Assemblée, cependant il doit avoir attention de ne choisir que les endroits les plus commodes, & de donner pour le moins un mois de délai, afin que chaque Etat ait le tems de faire ses préparatifs, & d'instruire son Envoyé. Il est rare, que les Etats comparoissent en Personne, & quand ils veulent économiser, ils ont coutume de choisir pour Mandataires des gens lettrés & domiciliés dans la Ville, où se tient l'Assemblée. Nous n'examinerons pas ici la question, si les Envoyés nommés par les Etats doivent être regardés comme Ministres du second ordre, ou comme de simples Députés; les Auteurs pensent diversement à cet égard, mais Nous estimons, que c'est principalement par le contenu des lettres de Créance, qu'on doit en décider.

Lorsque les Envoyés ou Députés (autrement appelés Conseillers) sont arrivés, leur légitimation, le cérémoniel & les compliments respectifs se font à peu près comme dans les autres Congrès. Supposé que les Commissaires de Sa M. Imp. ou les Envoyés de quelques Puissances Etrangères aient quelque chose à proposer à l'Assemblée du, ou des Cercles, ils commencent par remettre au Directoire leurs Lettres de Créance, & après qu'on leur a fixé jour, ils se rendent en la Salle d'assemblée accompagnés des Députés, qu'on leur envoie, ou étant admis ils font d'abord leurs propositions verbalement, & les remettent ensuite par écrit.

Quand l'on va aux opinions, les Etats Ecclesiastiques & les Sécu-

Séculiers donnent alternativement leurs voix ; communément la pluralité l'emporte, cependant il est des cas, ou il faut une unanimité, de même que dans les Diètes de l'Empire. Quoiqu'il ne soit pas nécessaire de requérir la ratification de l'Empereur pour valider les récé des Cercles, néanmoins cette précaution ne sauroit être inutile, puisqu'elle sert à donner plus de force aux résultats circulaires, & que l'approbation Impériale contient mieux dans leur devoir ceux, qui ne seroient pas d'humeur à se soumettre.

Question si lorsqu'il s'agit d'alliance, ou d'association, la pluralité des voix suffit ?

Les uns disent que oui, d'autres que non, & l'on allégué des deux côtés des raisons si plausibles, qu'il est assez embarrassant de prendre un parti déterminé.

Question si l'Empereur a droit de convoquer un, plusieurs, ou tous les Cercles ?

Cela est sans contredit, même dans les circonstances, qui concernent non seulement le bien & l'utilité de l'Empire, mais aussi ses propres intérêts, comme par exemple s'il avoit un secours militaire, ou des subsides pécuniaires à solliciter ; l'on a même quelques fois vu les Empereurs préférer cette voie & mieux réussir, que s'ils se fussent adressés à la Diète générale de l'Empire.

Question si dans les Cercles, ou il y a deux Princes convocateurs, lesquels par conséquent doivent agir concurremment, les Etats sont obligés de comparoître, lorsque l'acte de convocation n'est signé que de l'un, & que l'autre refuse d'apposer sa signature ?

Le cas s'est quelques fois présenté, notamment dans les Cercles du Bas-Rhin & de la Basse-Saxe, & l'on a toujours vu les Etats déferer à semblables convocations ; cependant afin que le Prince Convocateur exclus n'ait pas lieu de se plaindre, il convient d'insérer dans les récé, qui s'ensuivent, que le tout est sans préjudice à ses droits.

A l'égard de la réintégration des Cercles, à laquelle l'Empereur s'oblige de travailler, elle est de trois especes ; la première consiste

§. VI.

Nous voulons aussi non seulement remettre pendant la Diète prochaine la Députation ordinaire de l'Empire en son état, sa règle & son activité conformément aux Constitutions de l'Empire, mais aussi l'y laisser & maintenir en son entier, sans y rien changer ni à l'égard des Personnes, qui la composent, ni à l'égard des droits, qui luy sont attribués, ni autrement, si ce n'étoit que pareils changements se fissent en pleine Diète par tous les Electeurs, Princes & Etats,

A la prochaine Diète l'Empereur remettra en activité la Députation ordinaire de l'Empire, en laquelle il ne fera rien changer sans le consentement général de l'Empire,

§. VII.

Sans préjudice néanmoins à l'autorité, que les Constitutions de l'Empire attribuent près de ces Députations aux

Et S. M. y conservera l'autorité que les Empereurs

consiste à réunir aux Cercles les Etats, qui en ont été injustement démembrés ; la seconde à faire rendre l'immédiateté & rétablir dans la Matricule ceux des Etats immédiats, qui en ont été indûment exclus, & qui au lieu de porter leur contingent à la Caisse de l'Empire, se sont vus contraints de le remettre à d'autres Etats plus Puissants, par où ils sont devenus médiats. C'est de cette réintégration, dont il est principalement parlé dans l'Art. V. de la présente Capitulation. La troisième espece (de laquelle seule il s'agit ici) signifie une forme de réintégration, par laquelle les Cercles se mettent constamment en état d'agir & d'opérer soit en observant religieusement les Constitutions de l'Empire, soit en tenant exactement les Diètes circulaires, soit en réglant ce qui en tems de paix peut contribuer à leur conservation, soit enfin en s'approvisionnant à tout événement de munitions de guerre, & en tenant des Troupes toujours prêtes à marcher au premier ordre,

N n

*Les Prédéces-
seurs, y ont
aujourd'hui exer-
cés, de même
que dans les
Comices.*

aux Empereurs Romains ; Et sauf ce qui en conformité des ajustements pris entre les Commissaires des Empereurs & les Etats est devenu d'usage & de coutume dans les Diètes de l'Empire.

ARTICLE XIII.

§. I.

*Les Diètes, quand la pré-
sente sera fi-
nie, seront
tenues tous les
dix ans,
ou avant de
ce que les bé-
soins de l'Em-
pire l'exige-
ront, &c.*

Nous promettons semblablement, que si dans la suite l'assemblée de la Diète de l'Empire venoit à se dissoudre, d'en faire convoquer une autre du consentement des Electeurs, ou à leur réquisition, ou admotion, dans un endroit situé dans l'Empire en Allemagne, toutes les dix années pour le moins (a), & d'ail-
leurs

*Articles à ré-
gler dans la
Diète.*

(a) La Diète, qui étoit à Ratisbonne, & que S.M.I. aujourd'hui Régnaute a convoquée à Francfort pour y continuer les séances, a commencé en 1663. & il y a apparence, qu'Elle sera encore de longue durée, surtout si Elle veut entreprendre de terminer tous les points, qui par les traités de paix, notamment par celui de Munster, ainsi que par les Capitulations, ont été renvoyés à sa décision.

Les Principaux de ces points à examiner concernent,

1. La règle, qui doit être établie pour mettre les assemblées Comitiales en meilleur ordre & meilleur train.
2. L'affaire de l'Electio d'un Roy des Romains.
3. La Capitulation perpétuelle.
4. La forme de procéder, lorsqu'il s'agit de mettre un Etat au ban de l'Empire.
5. La réintégration des Cercles.
6. La Confection d'une nouvelle matricule.

7. La

leurs aussi toutes & quantes fois que la sûreté, ou l'état des affaires de l'Empire, ou le besoin de quelques Cercles le demandera, & de convenir chaque fois avec Eux, avant de publier les lettres de convocation, tant du tems que la Diète devra avoir son commencement, que du lieu, ou Elle se tiendra,

*dans l'intérieur de l'Empire d'Allemagne, & du Con-
senteement des
Electeurs, avec
lesquels il sera
toujours pré-
liminairement
convenu du
tems & du lieu,
ou ces Diètes
se tiendront.*

§. II.

Comme aussi de nous rendre en Personne à cette Diète au tems prescrit, ou d'y comparoitre par Commissaires, & d'y faire la proposition aussitôt que le terme prescrit sera venu, ou pour le plus tard dans la quinzaine,

*L'Empereur
y comparoitra
dans le tems
prescrit, ou en
Personne, ou
par ses Com-
missaires, & les
propositions,
qu'il aura à
faire, ne seront
point différées
de plus de quin-
ze jours.*

§. III.

Et d'ailleurs aussi de donner toute nôtre attention, afin

*Il fera accé-
lérer les déli-*

7. La réduction des Etats exempts.
8. La modération des Collectes de l'Empire.
9. La réforme des abus, qui se sont introduits dans les affaires tant de justice, que de Police.
10. La Députation de l'Empire.
11. L'examen de ceux des Princes & Etats admis en 1654. aux Diètes de l'Empire, & qui jusqu'ici ne se sont point encore suffisamment qualifiés par l'acquisition de terres immédiates.
12. L'affaire du Vicariat de l'Empire exercé conjointement par Baviere & Palatin, & dont differens Etats ont refusé de reconnoître l'autorité.
13. La taxation des droits de Chancellerie dûs aux Officiers des suprêmes Tribunaux de l'Empire.
14. La Suppression des Justices de Rothweil & de Weingarten.

*trations & résul-
tats, & siffra propo-
ser par le Di-
rectoire de
Mayence les
matieres, qu'il
convient de
régler.*

afin que les délibérations & les Résultats ne soient point retardés, mais accélérés autant qu'il se pourra, & que les matieres contenuës en lad. proposition, comme aussi celles, qui pourroient d'ailleurs être par nous mises en délibération pendant la tenuë de la Diète, ensemble toutes les affaires, qui seront à débattre, soient proposées par le Directoire de Mayence, & poursuivies jusqu'à ce qu'elles soient terminées.

§. IV.

*Les Electeurs,
Princes & E-
tats ne seront
moins tenus de
s'attacher à
l'ordre des
propositions;*

En quoy cependant les Electeurs, Princes & Etats ne seront point obligés de s'en tenir à l'ordre des points, dont chaque proposition sera composée;

§. V.

*L'Empereur
se différa
moins de re-
mettre sa dé-
claration sur
les avis & dé-
libérations de
la Diète;*

Promettons aussi de donner promptement nôtre déclaration & décret sur les avis, qui nous seront dûment adressés de par l'Empire;

§. VI.

15. Les nouveaux réglemens à faire au sujet de la Chambre Impériale & du Conseil Aulique.

16. Finalement les griefs proposés par differents Etats en matieres temporelles & de Religion, desquels il sera donné ci après un détail succinct.

Les Politiques mettent sur le tapis la question, lequel des deux convient le mieux aux interets de l'Empire, ou de tenir une Diète perpétuelle, ou de ne la faire assembler que dans les cas indispensables? Ils en proposent encore une autre, savoir si l'autorité d'un Empereur s'aggrandit davantage, lorsque les Diètes sont rarement convoquées, que quand Elles deviennent fréquentes.

§. VI.

Semblablement nous ne mettrons aucun empêchement à ce que l'Electeur de Mayence , en conformité de la proposition Impériale , & pour le bien de l'Empire, porte au Collège Electoral , ou à tous les Collèges de l'Empire , de certaines affaires , comme aussi les griefs des États , qui ont des plaintes à faire , quand même ces plaintes seroient de nature, qu'elles interessassent des Conseillers & des Officiers de notre Maison , ou de l'Empire, ou du Conseil Aulique , ou d'autres , & qu'il n'en soit délibéré après que la proposition en aura été faite ; Promettons de plus de ne prescrire aucunes bornes à l'Electeur de Mayence dans la fonction d'Archichancelier , & dans la Direction de l'Empire , ni de l'y troubler ,

Il ne mettra aucunes bornes , ni mesures au droit de proposer comptant à l'Archichancelier & au Directoire de Mayence.

§. VII.

Ou d'empêcher , que les requêtes présentées pour pareilles affaires soient portées à la dictature , & communiquées par cette voie aux États , pourvû néanmoins qu'elles se trouvent conçues en termes respectueux & non avec des expressions dures & indécentes , surquoy , s'il arrivoit , que le cas fut douteux , le Directoire de l'Empire en communiquera & délibérera préalablement avec le Collège Electoral pour sur ce être statué ce qu'il appartiendra ;

Il n'empêchera point , que les mémoires à présenter ne soient promptement remis à la dictature , si ce n'estoit qu'ils contiennent des expressions peu convenables , auquel cas le directoire de l'Empire en délibérera préalablement avec le Collège Electoral.

§. VIII.

Bien loin de permettre , qu'il soit porté aux Directoires

Il ne sera porté aucun

Nn 3

empêchemens
aux Directoi-
res en ce qui
est de leurs
Offices, & les
griefs, ainsi
que les deman-
des des Etats,
seront mis en
délibération
sous au plu-
tard dans l'es-
pace de deux
mois.

Etôires aucuns empêchemens en ce qui est de leurs Fonctions Directoriales, ni que les Directoires s'en portent entre Eux mêmes (b), Nous tiendrons au contraire la main à ce que le Directoire Electoral de Mayence, après qu'il aura reçu à la dictature les griefs & demandes, que les Etats formeront au Congrès de l'Empire (en quoi bien loin de se refuser ou de traîner la chose en longueur il tâchera de l'accélérer) les mette en proposition & délibération dans deux mois tout au plus tard, ou même plutôt, si le cas réqueroit célérité (c).

§. IX.

(b) Quoiqu'il soit porté dans les Capitulations, qu'il ne sera nullement dérogé aux droits des Directoires, néanmoins celui de Mayence a en quelque façon souffert par le *jus eundi in partes*, que les Etats Protestans exercent, lorsqu'il s'agit de débats de Religion, puisqu'en ce cas c'est Saxe, qui parmis Eux exerce ce Directoire. Ce fut principalement l'affaire de la restitution de la Poméranie citérieure au profit de Brandebourg, qui en 1653. donna lieu à ce changement, parceque les Catholiques ayant pris unanimement un parti opposé à celui des Protestans, ceux-ci profitèrent de cet exemple pour se séparer de même.

Anciennes
plaintes des
Etats contre le
Directoire de
Mayence.

(c) En l'Année 1690. le Collège Electoral de son côté & les autres Etats du leur se plaignirent en pleins Comices contre le Directoire de Mayence disans,

1. Que l'Eleveur n'entretenoit pas assez de gens pour que les affaires du Directoire fussent promptement expédiées, ce qui faisoit traîner en longueur celles de la Diète.

2. Que ce Directoire prennoit seul connoissance des légiti-
mations des Ministres & Envoyés sans les communiquer à Per-
sonne, moiennant quoy il se rendoit le Maître d'admettre à voir
& séance, qui bon luy sembloit.

3. Qu'il

3. Qu'il ne rédigeoit pas toujours les résultats de l'Empire suivant la pluralité des voix, ou du moins qu'il les prolongeoit, ou précipitoit selon qu'il étoit de ses intérêts.

4. Qu'il ne prenoit à la Dictature que les mémoires de ceux, pour qui il étoit incliné rejetant selon son plaisir, ou du moins différant de recevoir les autres.

5. Qu'après avoir non sans peine admis des Mémoires à la Dictature il négligeoit d'en faire la proposition.

6. Que quand il ne se trouvoit point porté en faveur d'un Etat plaignant, il mettoit toutes sortes de moïens en usage pour empêcher, que cet Etat obtint justice.

7. Que rarement il faisoit tenir les délibérations en règle, & alloit aux opinions avant même que les Ministres assemblés se fussent rangés en leurs places, ce qui n'occasionnoit que du tumulte & des confusions.

8. Qu'en matieres de Restitutions il étoit lent à convoquer l'Assemblée, quoique la chose réquit célérité.

9. Que souvent il inféroit dans les résultats certains mots, ou expressions non conformes à l'idée de quelques uns des opinants, & que quoiqu'on protesta contre, ainsi qu'il étoit souvent arrivé, il ne laissoit pas de passer outre.

10. Qu'il abandonnoit quelques fois les matieres actuellement mises sur le tapis pour en proposer de nouvelles, ne gardant aucun ordre dans les propositions.

11. Qu'il se mêloit de toutes les affaires, afin de pouvoir, ainsi qu'il le jugeroit à propos, les diriger, avancer, ou trainer.

12. Qu'il procédoit de son Chef à la Visite du Conseil Aulique sans en faire part à l'Empire.

13. Qu'il s'avisoit de faire seul des taxes concernant les Officiers des souverains tribunaux de l'Empire.

14. Que sous prétexte de la qualité de Protecteur des postes de l'Empire il s'attribuoit indirectement une juridiction dans les souverainetés des Electeurs & autres Etats.

15. En-

§. IX.

Après le décès, ou pendant la minorité & l'absence d'un Empereur les Vicaires de l'Empire convoqueront les Diètes de la manière cy dessus prescrite, ou pourront continuer celle, qui seroit encore existante.

Et comme après le décès de l'Empereur, ou pendant sa minorité & longue absence hors du Royaume, il appartient incontestablement aux Vicaires de l'Empire, comme remplaçants l'Empereur des Romains, de convoquer & faire tenir la Diète, ou de la continuer en cas qu'elle tienne déjà ses Séances, ils seront en ce cas autorisés, mais en se conformant à ce qui est ci dessus prescrit, à assembler une nouvelle Diète, ou continuer celle, qui subsisteroit encore, & en l'un comme dans l'autre cas les Diètes ne seront convoquées, ni continuées que sous leur autorité.

§. X.

Qu'il y ait une Diète ou non cela n'empêchera, que les Etats des Cercles ne puissent tenir des assemblées circulaires, ou Collégiales.

Soit qu'il y ait une Diète de l'Empire, soit qu'il n'y en ait point, il sera toujours loisible aux Etats tant de l'Empire que des Cercles, lorsqu'il s'agira de leurs affaires, de s'assembler ou circulairement, ou collégialement, ou de quelle autre maniere ce puisse être, toutes & quantes fois que la nécessité l'exigera, ou que leur intérêt le demandera.

15. Enfin qu'il ne prétendoit que tout passât par ses mains, que pour se rendre Maître de toutes les affaires,

La Conduite, que tient aujourd'huy l'Electeur de Mayence en ne point outrepassant les bornes de son Office, & celle, qu'il fait tenir à ses Ministres, paroissent avoir mis fin à toutes ces plaintes.

ART.

ARTICLE XIV.

§. I.

Nous voulons & nous nous obligeons aussi de faire ^{L'Empereur} notre possible ^{fera son possi-} auprès du saint Père le Pape, & du ^{ble pour que} Siège de Rome, afin que (comme nous en sommes d'ail- ^{la part de la} leurs pleinement persuadés) l'on ne contrevienne en au- ^{Cour de Ron} cune maniere de sa part ni aux Concordats des Princes, ^{il ne soit rie} ni aux Traités faits entre l'Eglise, Sa Sainteté le Pape, ou ^{commis, qui d} le Siège de Rome d'une part, & la Nation Allemande ^{roge aux priv} de l'autre (^a), ni aux privilèges particuliers, Statuts & ^{leges, Statuts} ^{& coutumes} ^{particulieres} ^{des Archeve-} ^{chés, Evechés} ^{& Chapitres} ^{des Eglises Ca-} ^{thedrales.}

^{a)} Les Empereurs conféroient autres fois les Archevêchés & Evê- ^{Explication} chés, & en investissoient par l'anneau & le bâton Pastoral, avant ^{du Concordat} quoi aucun Archevêque, ou Evêque ne pouvoit être sacré. Ce ^{Germanique.} droit étoit fondé non seulement sur une possession non interrompue de quelques Siècles, mais aussi sur des transactions faites avec le St. Siège, notamment sur celle de l'Empereur Otton I. avec Léon VIII. Grégoire VII. jugeant, qu'une si belle prérogative ne devoit appartenir qu'au Chef de l'Eglise, mit tout en usage pour se l'approprier, en quoy il fut suivi par les Papes Victor III. Urbain II. Pascal II. & Calixte II. Enfin après plusieurs démêlés, dont un Volume entier contiendrait à peine le récit, fut fait en 1448. entre le Pape Nicolas V. & l'Empereur Frideric III. un accommodement appelé le Concordat Germanique, qui est celui, dont il est ici fait mention, & dont les principaux Articles portent,

I. Que SA SAINTETE disposera, néanmoins de l'avis du Collège des Cardinaux, de tous les Patriarchats, Archevechez, Evechez, Abayes, Prieurés, Dignités, Personats, Offices, Canoncats, Prébendes & généralement de tous les bénéfices Ecclesiastiques, Séculiers, ou Réguliers, avec charge, ou sans charge

charge d'Ames, tels qu'ils puissent être, & quand même il feroit de coutume d'y pourvoir par élection, ou autrement, lorsque ces bénéfices, ou dignités viendront à vaquer en Cour de Rome, en quel mois ce soit.

Un bénéfice est réputé vaquer en Cour de Rome, lorsque le Bénéficiaire est en même tems Cardinal, ou Officier de la Chambre Apostolique, ou au cas que le St. Père le pourvut d'une plus haute dignité incompatible avec son bénéfice, ou si étant à Rome, ou à une certaine distance de la Ville il venoit à mourir, ou à résigner.

II. Que dans les Eglises Métropolitaines & Cathédrales tant médiatement qu'immédiatement sujetes au St. Siège, de même que dans les Monastères immédiats, les Elections se feront par les Chapitres suivant les Canons; de façon néanmoins que l'Elu demandera l'ordination & l'investiture au Pape, & que si l'Élection ne se trouvoit pas Canonique, le Pape pourroit y pourvoir par la nomination d'un autre sujet.

III. Que dans les Monastères, qui ne sont point immédiats du St. Siège Apostolique, comme aussi pour ce qui concerne les Bénéfices réguliers, à l'égard desquels il n'est pas d'usage de se pourvoir en Cour de Rome pour en obtenir la confirmation, ou provision, les choses resteront en l'état où elles étoient, & que les bénéfices réguliers ne pourront être conférés par expectative.

IV. Que pour ce qui est des Canoncats, Prébendes, ou bénéfices, l'alternative des mois sera réglée en la manière suivante, savoir que les Bénéfices vacants dans les mois de Janvier, Mars, May, Juillet, Septembre & Novembre seront conférés par le Pape, & que ceux, qui vaqueront dans les mois de Février, Avril, Juin, Août, Octobre & Décembre seront conférés par les Chapitres, ou par ceux, qui auront droit de Collation.

V. Qu'au lieu des Annates, c'est à dire du droit de percevoir la première année les revenus d'un Evêché, ou d'une Abaye vacante (droit dont les Papes ont joui depuis le Pontificat de Clément V.) on payera une certaine somme d'argent suivant la
taxe,

utumes légales des Archevêques, Evêques & Chapitres
s Eglises Cathédrales, soit par des graces hors des ré-
s, rescrits, provisions, & Annates ^(b), soit par la mul-
tipli-

taxe, dont il a été convenu, laquelle taxe néanmoins ne sera
point payée, au cas ou que le même bénéfice vint à vaquer
deux, ou plusieurs fois dans la même année, ou que la provision
fut accordée de grace & par expectative, ou dans les cas de per-
mutation, ou supposé que le produit du bénéfice n'alla point au
delà de vingt quatre ducats.

A ces conventions il a été ajouté, qu'au surplus les traités
précédents (suivant lesquels les Empereurs ont toujours été en
droit de conférer & d'investir des Régaliens attachés aux Arche-
vêchés, Evêchés & Abayes) demeureroient en leurs force &
vigueur.

A peine ce Concordat fut-il signé, que partie des Princes de
l'Empire se plainquirent contre le trop d'avantage, qui y avoit
été accordé au St. Siège au préjudice des droits de l'Empereur
& de l'Empire; mais dans la suite ils changerent de langage, &
n'insisterent plus que sur l'exécution dud. traité, soutenant,
que la Cour de Rome transgressoit en nombre d'occasions les
bornes y prescrites; c'est pourquoi par la Capitulation de l'Em-
pereur Charles V. il fut convenu, que ce concordat seroit ex-
actement observé, ce que l'on a continué d'insérer dans toutes
les Capitulations suivantes.

(b) Les Annates sont les revenus, qu'un nouveau Prélat soit Ar-
chevêque, soit Evêque, soit Abbé, ou Dignitaire perçoit de son *Explication &
reflexions con-
cernant les
Annates.*
Bénéfice pendant la première année, & qu'il est obligé de céder
au saint Siège en reconnaissance des Bulles de confirmation, que
la Cour de Rome luy expédie.

Avant le Concordat, dont mention ci-devant, les Papes pou-
voient tirer ces Annates en nature, mais ayant été jugé à pro-
pos de les évaluer à une somme fixe, il en a été dressé une

taxe, dont par led. Concordat le Pape a promis de ne point s'écarter.

Les Publicistes Allemands, particulièrement les Protestans, se sont jusqu'ici beaucoup déchainés contre ces Annates, qui au lieu d'être employées au soutien des charges publiques de l'Empire, ne servent selon Eux qu'à épuiser l'Allemagne, à quoi ils ajoutent l'exemple des autres Puissances Chrétiennes, qui se sont libérées de ce droit. L'on a même lors des Diètes d'Élection vu des Electeurs proposer, qu'il en fut fait emploi au profit des Empereurs, ou bien dans la guerre contre les Turcs, mais envain met-on sur le tapis de semblables projets, auxquels la Cour de Rome a, indépendamment de la décision des Conciles, de la teneur des traités & d'une possession de plusieurs siècles, d'autres fondements solides à opposer.

Pour ce qui est des Bénéfices affectés à ceux de la Confession d'Augsbourg, il est dit dans le traité de Westphalie:

„ Si sous le nom d'Annates &c. il étoit prétendu quelque chose par qui que ce soit, en quelque tems & manière, que ce put être, dans les biens Ecclésiastiques immédiats des Etats de la Confession d'Augsbourg, que la poursuite & l'exécution n'en puisse être appuyée par le bras séculier.

Cette Disposition prouve, que les Annates ont été abolies quant aux Bénéfices Consistoriaux, ou électifs-confirmatifs, qui ont passé entre les mains des Protestans; ce nonobstant il y a des Auteurs, qui prétendent que la suppression de ce droit ne regarde que la Cour de Rome, dont par respect, ou déférence l'on n'a point voulu faire mention expresse, soutenant en même tems, que comme parmi les Protestans les Droits Pontificaux sont annexés à la supériorité Territoriale, ceux qui exercent le *Jus circa Sacra*, & qui pour ainsi dire ont succédé au pouvoir du souverain Pontife, doivent pareillement être ses Successeurs quant à la perception des Annates, d'où ces Auteurs concluent, que les Princes, dans le territoire desquels il y a des Evêchés, Abbayes, ou Prévôtés électives possédées par les Protestans, peuvent prétendre au droit d'Annates, d'autant plus

tiplication des Prélatures , par le rehaussement des Offices de la Cour de Rome , par des retenues , dispenses , particulièrement par des résignations , & par la Collation , qu'on s'arroe ensuite de toutes ces Prébendes , Prélatures , Dignités & Offices , (qui d'ailleurs ne seroient point dévolus par mort à la Cour de Rome , mais dont la Collation , en quelque mois qu'ils puissent vaquer , appartient toujours aux Archevêques , Evêques , aux Châpitres & autres Collateurs) ni en conférant les Coadjutoriës des Prélatures électives , & des Prébendes , ni en jugeant de l'état de la Noblesse , ou de telle autre maniere que cela puisse se faire à l'amointrissement des Châpitres & du Clergé , de leurs privilèges & droits , & au préjudice du droit de patronage & des Seigneurs Féodaux :

§. II.

Ni que les Archevêques & Evêques de l'Empire soient surpris , ou molestés par des Monitoires , interdits , Comminations , ou Déclarations de censures , s'il arrive *Il ne lâchera point facilement des monitoires , interdits , lettres comminatoriales , déclaratoires ,*

plus que selon l'histoire des anciens tems les Souverains temporels en jouissoient dans l'Eglise tant orientale qu'occidentale.

D'autres prétendent , que l'Empereur pourroit s'approprier ce droit en considération de la confirmation , que les Evêques & Abbés Protestans sont obligés de réquerir & de prendre de luy , mais ceux qui réfutent cette opinion allèguent , que c'est précisément pour tenir lieu des Annates & en vue de la Confirmation de la Dignité Ecclésiastique , que ces Dignitaires payent lors de leurs investitures non seulement la taxe féodale ordinaire , mais même encore la moitié en sus.

*tions de Censu-
re &c. contre
les Archevêques
& Evêques,
sans les avoir
dûment enten-
dus sur les
plaintes, que
les sujets au-
roient formées.*

voit que quelques-uns d'entre leurs Ecclésiastiques, ou Séculariers fissent des plaintes contre Eux, sans qu'auparavant on ait pris une information suffisante de la cause & de ses circonstances & dépendances (laquelle on prendra sur les Lieux, afin qu'aucune surprise ne puisse trouver place contre la vérité du fait) & sans que l'on ait ouï les défenses de l'accusé, sur tout s'il avoit procédé contre les désobéissants & les mauvais Oeconomies en vertu de l'autorité pastorale pour les progrès & l'accroissement du service Divin, comme aussi pour la conservation & l'agrandissement de l'Eglise; & nous voulons faire en sorte par le Conseil & de l'avis des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, qu'il y soit à l'avenir remédié & obvié;

§. III.

*Ces concor-
dats, privilè-
ges &c. des
Princes seront
maintenus &
les griefs, qu'ils
pourroient
avoir causé, re-
dressés confor-
mément au ré-
cès de l'an
1530. mais à
l'avenir il n'en
sera point ac-
cordé sans le
consentement
des Electeurs.*

Nous prendrons garde, que lesdits Concordats faits avec les Princes, ainsi que les Traités, dont on est convenu, & leurs privilèges & libertés soient maintenus & exactement observés, & exécutés, & nous travaillerons à faire cesser les griefs, qu'on y a rencontré, & à ce qu'il ne s'y fasse rien à l'avenir sans le consentement des Electeurs, le tout suivant la résolution prise par la Diète d'Augsbourg en l'Année 1530.

§. IV.

*L'Empereur
ne permettra
point, que les
causes civiles
soient portées
pardevant les
Nonces Apo-*

Comme aussi nous abolirons, annulerons & défendrons de tout nôtre pouvoir les abus, que l'on pourroit introduire en traduisant les causes Civiles de leurs juges ordinaires établis dans le saint Empire, pour les

porter devant les Nonces Apostoliques (c), ou même à la Cour de Rome, & pour ce sujet ordonnerons à nos

Pro-

*stoliques, bien
moins encre
traduites jus-
qu'à la Cour
de Rome;*

(c) Les Nonces, que le Pape a coutume d'envoyer en Allemagne, résident ordinairement avec leurs Auditeurs l'un près de la Cour Impériale, l'autre à Cologne. Il y en a un troisième à Lucerne, qui à cause de la Proximité prend aussi connaissance des affaires concernant les Etats & sujets de l'Empire. Le pouvoir, que le Saint Pere leur donne, est d'une si grande étendue, qu'on peut les regarder comme ses Vicaires, ou Délégués. Ils ont droit de visiter les lieux sacrés, ainsi que les Maisons Religieuses; d'informer contre ceux des Gens d'Eglise, qui sont accusés de cas énormes; d'absoudre de différents crimes soit volontaires, soit involontaires; de dégager d'un serment prêté à l'effet de pouvoir agir; de conférer certains bénéfices simples; de dispenser dans les cas, qui selon l'expression des jurisconsultes intéressent l'honnêteté publique; d'accorder des indulgences; de faire publier des monitoires; de relever d'un interdit; de donner des dispenses en causes matrimoniales; de légitimer des Enfants Bâtards; de permettre les Autels portatifs; de commettre *ad interim* des Officiaux à leur place; finalement de terminer contradictoirement soit en première instance, soit par appel les Causes Ecclésiastiques pendantes pardevant Eux, par où l'on voit, qu'ils sont des sacrés Dépositaires de l'Autorité Papale, laquelle ils poussent quelques fois si loin, que dans les cas, qu'ils jugent être de la compétence ecclésiastique, ils rendent des mandements cassatoires contre les procédures, ou appels formés pardevant des juges Laïcs, menaçants d'excommunication les Parties, qui ne se pourvoiront point pardevant Eux, ou du moins pardevant le juge d'Eglise; mais quelques fois aussi a-t-on vu l'Empereur, le Conseil Aulique, la Chambre Impériale, ou d'autres Tribunaux séculiers de l'Empire casser & annuler tout ce qui en causes purement temporelles a été fait par les Nonciatures, & prendre des mesures vives & rigoureuses pour réprimer de semblables abus.

*Pouvoir des
Légers Non-
ces Apostoliques
en Allemagne.*

Procureurs fiscaux soit en nôtre Conseil Aulique de l'Empire, soit en la Chambre Impériale de procéder d'Office tant contre les Parties, que contre les Avocats, Procureurs & Notaires, qui entreprendront de pareilles choses, & qui s'y emploieront en quelque maniere que ce soit, afin que les contrevenants soient au plutôt punis & châtiés ;

§. V.

Toutes les discussions, qui se sont élevées entre les Nonciatures Apostoliques & les Souverains Tribunaux de l'Empire au sujet des affaires civiles, seront moien-
nant une distinction entre les causes séculières & Ecclésiastiques & moyennant des explications sur les cas douteux prompte-

Et d'autant que plusieurs difficultés & contestations se sont présentées entre les Cours supérieures de l'Empire, & les Nonciatures Apostoliques au sujet desdites causes civiles, en ce que les appellations des sentences des Officialités y auroient été reçues par les uns & par les autres (d), les procès ordonnés, & que l'on a même taché de les soutenir par toutes sortes de mandements rigoureux, au grand préjudice des Parties, qui ont été foulées par là, Nous pour y remédier, & pour prévenir tout conflit de Jurisdiction, ferons en sorte, que les causes séculières soient juridiquement distinguées des Ecclésiastiques, & que les cas douteux, qui s'y pourroient présenter,

- d) Plusieurs des Officiaux, notamment ceux des Archevêques, jugent non seulement en matieres ecclésiastiques, mais même aussi dans le civil, d'où il arrive, que les Parties se figurant, que d'un juge d'Eglise on ne peut qu'appeller à un autre juge d'Eglise, portent inconsidérément leurs appels ou à Rome, ou aux Nonciatures, ce qui a mis les Etats de l'Empire dans l'obligation de faire différents réglemens, mais conçus en termes trop génériques pour couper racine à toutes difficultés.

a) La

fenter , puissent être réglés avec le St. Siège par une Com-
position amiable , & qu'ensuite chacun des juges Ecclé-
siastiques & Séculiers puisse jouir paisiblement de son droit
de judicature :

*mens termi-
nées, afin qu'il
soit attribué à
chacun des ju-
ges ce qui est
de sa compé-
tence.*

§. VI.

Le tout néanmoins , en ce qui regarde le dispositif
de cet Article , sans conséquence , ni préjudice des Ele-
cteurs de la Confession d'Augsbourg & de ceux des Prin-
ces & Etats , qui sont de leur Religion , (y compris la
Noblesse immédiate de l'Empire) ainsi que de tous leurs
sujets respectifs , comme aussi de ceux , qui par leur do-
micile sont sujets à la juridiction ou séculière , ou Ecclé-
siastique d'un Etat Catholique , ou qui en sont Landsas-
ses (en tout quoy les Réformés doivent être censés com-
pris parmi les Dévoués à la confession d'Augsbourg)
sans déroger pareillement à la paix publique & de Reli-
gion , non plus qu'au traité de paix de Munster & d'Of-
nabruck , ainsi qu'à tout ce qui en dépend , ou s'y rap-
porte (e).

*Le tout sans
préjudice aux
droits des Etats
Protestans &
aux disposi-
tions des trai-
tés de paix.*

- (e) La disposition du présent article tend à faire une distinction
entre les matieres Ecclésiastiques & de Religion , & celles qui
sont purement civiles , ou temporelles. L'Empire abandonne
la décision de celles là à la Cour de Rome , aux Nonciatures &
aux Evêques Diocesains ; mais il ne veut point que le juge
d'Eglise prenne connoissance de celles cy , ni qu'il commette rien,
par ou l'autorité du Souverain temporel & la juridiction du
juge laïc pourroient souffrir la moindre atteinte. Ce sont là des
principes généraux également suivis dans toutes les Souverainetés ,
ou la Religion Catholique est la dominante ; mais comme
il se présente une infinité de cas mixtes , que les Tribunaux Ec-

P p

clésia-

cléricals & Laïcs peuvent sous différents prétextes attirer à Eux, jamais on ne parviendra à ne plus avoir de difficultés avec la Cour de Rome, & avec Ceux, dont Elle prend d'ordinaire le fait & cause, à moins d'entrer dans un détail plus particulier, & de faire par forme de règlement une convention nouvelle, qui prévienne toutes dissensions, en bien expliquant les cas & les matières de la compétence de l'une, ou de l'autre juridiction. Cet ouvrage ne seroit pas d'une exécution difficile pour peu que de part & d'autre on voulut s'y prêter & y employer des Ministres entendus.

Pour ce qui est du pouvoir d'un Empereur dans les affaires, qui intéressent l'Eglise, ou la Religion, on ne sçauroit en plusieurs cas le lui contester. C'est lui par exemple, qui connoit seul des fiefs & régaliens possédés & exercés par les gens d'Eglise.

C'est lui, qui prononce sur la préséance, que des Ecclésiastiques peuvent se disputer entre Eux. C'est lui, qui décide de l'état de ceux, que les Chapitres Nobles refusent quelques fois d'admettre sous prétexte, qu'ils ne font point preuve suffisante de leur Noblesse.

C'est à lui à renouveler (néanmoins sans y faire de son chef aucuns changements, ni additions) les anciennes Constitutions & Edits concernant la Religion.

C'est lui, qui comme Protecteur de l'Eglise Chrétienne doit empêcher, qu'il s'introduise aucunes Sectes, ou Doctrines capables de porter du trouble dans l'Empire.

Il est parcontre d'autres cas, ou l'on pense plus différemment sur l'autorité Impériale, ou sur le *jus circa Sacra*, dont il a été ci-devant fait mention. Nous en proposerons icy quelques uns par forme de questions.

1. *L'Empereur peut il sans le consentement de la Cour de Rome convoquer un Concile National, ou ordonner des Colloques entre des Theologiens ?*

Si l'on en jugeoit par les exemples passés l'on pourroit répondre que oui, puisque cela a été quelques fois pratiqué; cepen-

cependant un Empereur agira toujours plus en règle, lorsqu'il prévendra & tâchera de s'arranger amiablement avec le St. Siège Apostolique.

Est il permis à l'Empereur lors de l'Élection d'un Pape de donner l'exclusion à un Cardinal ?

Quoique quelques Auteurs en fournissent des exemples, & qu'il soit prouvé par l'histoire, que le Conclave a deféré à semblables exclusions, comme il est arrivé en 1731. à l'occasion du Cardinal Paolucci, à qui le Cardinal d'Althan donna hautement l'exclusion au nom de l'Empereur Charles VI. néanmoins il est aisé de pénétrer par quels motifs le Conclave peut avoir eû cette deférence.

Les brefs, ou les Bulles du Pape rendus sur matieres Ecclésiastiques, ou de Religion, comme aussi l'autorité & la juridiction des Nonces Apostoliques peuvent elles avoir lieu en Empire, avant que l'Empereur ait été prévenu & ait donné son consentement ?

Les lettres d'attache, sans lesquelles dans les Pays, qui ne sont point terre d'Obédience, les Bulles papales ne peuvent être admises, ou exécutées, sont inconnues en Allemagne, & les Légats, ou Nonces Apostoliques sont en possession d'y exercer toute l'autorité annexée à leur mission, sans être dans l'obligation de demander aucune permission. Les Protestants se soulèvent contre cet usage, même aussi contre les derniers Concordats, & fondés sur l'Histoire des vieux tems ils conseillent aux Empereurs de reprendre le souverain pouvoir, qu'ils avoient jadis sur Rome & le St. Siège. D'autres moins passionnés soutiennent, que l'Empire pourroit & devroit prendre pour modèle de ses libertés celles de l'Eglise Gallicane, ou suivre la maxime des Vénitiens, qui ont resserré dans des bornes étroites la Puissance ecclésiastique des Souverains Pontifs. Ceux, qui prévoient, qu'une pareille tentative ne pourroit que jeter du trouble dans l'Eglise Chrétienne, se restraignent à dire, que toute l'attention des Empereurs doit être d'empêcher, que la Cour de Rome

n'étende sa juridiction au-delà des limites à Elle prescrites par les réglemens & par la coutume.

Il a été un tems, que les griefs des Princes & Etats de l'Empire ont été poussés jusqu'à plus de cent chefs différents contre la Cour de Rome, & n'ont cessé, que parceque les conjonctures postérieurement survenues y ont porté remède, ou les ont fait oublier. *L'on demande si de semblables griefs venant à se renouveler, l'Empereur en seroit le juge?*

Quand pareilles circonstances arrivent, l'on suit moins la forme ordinaire de procéder, que les règles de la Politique, ou d'un certain usage, suivant lequel les Parties plaignantes & lésées commencent par communiquer leurs griefs à l'Empereur en implorant ses secours & sa protection. Sur ce l'Empereur fait communiquer ces griefs au St. Père par ses Ministres à Rome, ou en écrit lui-même de sa propre main, quand il croit le cas assez intéressant, pour tâcher de faire terminer la chose à l'amiable; mais s'il arrivoit, qu'on ne put y parvenir, & que cependant l'Empereur reconnut les griefs bien fondés, alors il prend d'autres mesures, & fait dresser des mandemens propres à traverser, ou renverser ce que la Cour de Rome peut avoir fait; c'est ainsi qu'on l'a vu rendre des mandemens *inhibitoires* contre ceux, qui cherchoient à profiter des grâces par Eux abusivement obtenues de la Cour de Rome;

C'est ainsi, que lorsque le St. Père a pourvu d'un Canonicate une Personne, qui selon les Statuts étoit inhabile à le posséder, on a vu l'Empereur adresser au Chapitre des Mandemens *déhortatoires*, afin que ce pourvu ne fût point reçu; c'est ainsi, que lorsque le Pape a par des Dispenses habilité des Etrangers à l'effet d'avoir des pensions sur les Commanderies affectées à l'Ordre Teutonique, on a vu l'Empereur adresser au grand Maître des Mandemens *exhortatoires*, afin qu'iceluy desistât le paiement de semblables pensions. Quelques fois aussi, lorsque le cas peut devenir important, l'Empereur en écrit-il à l'Electeur de Mayence comme Archichancelier de l'Empire & premier Archevêque d'Allemagne pour concerter avec luy le parti, qu'il convient d'embrasser.

Les

Les difficultés touchant le Calendrier ne sont point encore levées, les Catholiques admettants le Grégorien, & les Protestants le rejettants,

Question si l'Empereur est en droit d'ordonner à cet égard une uniformité?

Si la Diète de l'Empire en décidait ce seroit à nôtre avis le parti le plus sûr.

Lorsqu'à l'occasion des Elections il s'élève des discussions parmi les Capitulaires, est-ce à l'Empereur à en connoître?

Sans contredit, pour peu que ces discussions puissent avoir des suites contraires au repos Public, ou à celui du Chapitre.

Il est d'usage, que les Chapitres, avant de procéder à l'Election d'un Archevêque, ou Evêque, le notifient à l'Empereur pour qu'jceluy puisse envoyer ses Commissaires, commissions qui ne sont jamais négligées, non seulement par ce qu'elles servent à maintenir l'autorité Impériale, mais aussi par ce qu'ordinairement elles procurent à ceux, qui en sont chargés, des présents non médiocres.

Question si le pouvoir de ces Commissaires se réduit à recommander simplement le sujet, qui agrée à l'Empereur, ou s'ils ont droit d'assister Personnellement au scrutin?

Rarement la présence de ces Commissaires au scrutin est elle d'usage, à moins qu'elle ne soit requise par le Chapitre.

L'Empereur a-t-il droit d'envoyer des Commissaires aux Elections des Abés, ou Prelats?

Il le fait en certaines Abayés, il l'omet en d'autres, & il y a des Maisons Religieuses, qui quelques fois hâtent l'Election, afin que les Commissaires Impériaux n'aient point le tems d'y arriver. Cet Article mériterait, qu'on le régla mieux qu'il ne l'est.

L'Empereur peut-il par ses Commissaires donner l'exclusion à l'un des compétiteurs?

Il en est de ce point comme de celui concernant l'un des aspi-

rants à la tiare , avec cette différence néanmoins , que l'Empereur réussit plus facilement dans les Chapitres d'Allemagne , que dans le Collège des Cardinaux , parceque non seulement son Autorité est plus respectée dans l'Empire, qu'au delà des Monts, mais aussi parceque quelques fois il menace , qu'il n'investira point du temporel & des régaliens celui , dont l'Élection pourroit luy désagréer , ce qui ordinairement fait faire au Chapitre des réflexions sérieuses, & condescendre aux desirs de l'Empereur plutôt que d'encourir ses disgraces.

L'Empereur a-t-il droit d'envoyer des Commissaires aux Elections, que font les Chapitres Protestants ?

Sans difficulté & par la même raison , qu'il y nomme par droit de premieres prieres.

L'Empereur peut-il exiger , que les Chapitres Protestants demandent sa confirmation , lorsque par exemple ils conviennent avec une Maison Protestante de n'élire pour un certain tems , ou jusqu'à un certain nombre , que des Princes de cette même Maison ?

Cette question a été différentes fois vivement agitée , mais ordinairement terminée à l'amiable.

ARTICLE XV.

§. I.

L'Empereur protégera les Etats médiats de l'Empire, ainsi que les sujets des Etats, & les obligera à prêter obéissance à leur Seigneur Territorial ;

Nous garderons sous nôtre protection Impériale les membres médiats de l'Empire & les sujets Provinciaux des Etats , & les tiendrons dans le respect & dans l'obéissance envers leurs Seigneurs Territoriaux,

§. II.

Il ne les exemptera point, ni ne permettra, qu'ils

Et n'exemterons point & ne permettrons, qu'aucun autre s'exemte de la justice & juridiction, des Tailles, qu'il s'im-

s'imposent par droit de supériorité territoriale & par une possession légitime, des dixmes & autres charges & devoirs ordinaires sous le prétexte de Domaine direct, élévation à quelque dignité, ou autre couleur, les Habitans appellés *Landfasses* (a), & les sujets médiats, ou immédiats des

*soient exem-
ptés, sous quel-
que prétexte
que ce soit, des
dixmes, subsi-
des & autres
charges par
Eux dues à
leur Prince;*

(a) Les Landfasses sont ceux, qui par rapport à leur Personne, ou à leurs biens se trouvent sujets à la Supériorité Territoriale des Seigneurs Souverains, de façon qu'en toutes matieres féodales, ou non féodales ils sont obligés de comparoître sur les assignations à Eux données par devant les Juges des lieux, de prêter serment de sujétion, d'assister aux diètes Provinciales, de remettre à la Caïsse publique leur contingent des Collectes, même de servir à la guerre, aucas qu'il s'agit du salut de l'Etat, en un mot de supporter avec les autres sujets toutes les charges communes. L'on voit par cette définition, que le Landfasse est un entre deux entre l'Etat Immédiat, qui ne reconnoit que l'Empereur & l'Empire pour supérieurs, & les sujets ordinaires ayants pour Maître le Seigneur Territorial, de maniere que, quoique généralement parlant le Landfasse soit aussi sujet, néanmoins c'est pour le distinguer, qu'on luy donne cette qualification, qui ne diffère presque point de celle de Noble médiat;

*Explication
du mot Land-
fasse, & du
Landfassiat.*

En Effet les Landfasses jouissent de différens privilèges & prérogatifs, qui ne sont point communs aux sujets ordinaires. Ces Privilèges sont ou personnels, ou réels. Les personnels consistent

1. Dans les Titres qu'on leur donne soit dans les actes publics, soit dans les actes particuliers, & quoique ces Titres soient différens suivant la différence des Provinces, ils ne renferment pas moins des Epithètes distingués & fort honorables.
2. Dans le Droit de porter & se servir des armoiries directement obtenues des Empereurs, pourvu néanmoins qu'Elles ne soient point les mêmes, qui ont précédemment été accordées à un autre Etat.

3. Dans

3. Dans le droit de ne pouvoir être obligés à des services militaires hors du Territoire du Seigneur Territorial. Il y a même des Endroits, où le Seigneur Direct est tenu de les indemniser des frais de la guerre.
4. Dans le droit d'assister avec les autres Ordres, ou Etats aux assemblées Provinciales pour y avoir voix délibérative touchant les affaires publiques du Pais.
5. Dans une espèce de *Committimus* appelé *Jus fori*, en vertu duquel ils ne peuvent tant au Civil qu'au Criminel être assignés en première instance pardevant d'autre Juge que celui de leur Prince, ou Seigneur.

Pour ce qui est du Privilège, qui rend les Nobles médiats habiles à entrer dans les Chapitres Nobles, il est le même que celui de la Noblesse Immédiate.

Les Privilèges réels consistent non seulement dans la jouissance des droits Seigneuriaux ordinaires, quand le Landsasse possède une, ou plusieurs Seigneuries, mais aussi dans l'exemption des péages, logemens de gens de guerre, Collectes, impositions, droits d'émigration & de détraction, ce qui cependant n'a pas lieu dans les cas pressants, ou dans les besoins indispensables de l'Etat.

A chaque mutation du Seigneur Territorial les Privilèges des Landsasses, ou Nobles médiats doivent être de nouveau confirmés, mais Savoir si cette confirmation doit suivre, ou précéder la prestation du serment de la part des Etats Provinciaux, c'est sur quoy l'on n'est point par tout d'accord, cependant le plus probable est, que les Hommages doivent être rendus les premiers; c'est même aussi ce qui se pratique le plus communément.]

Le Landsassiat a particulièrement lieu dans les Etats clos dits *Territoria Clausa*, tels que sont la Saxe, la Bavière, le Palatinat du Rhin, le Pais Hessois, l'Autriche, la Marche de Brandebourg, la Pomeranie &c. L'on voit des Evêques, des Comtes, des Barons & des Gentilshommes, qui sont Landsasses d'autres Etats, par conséquent subordonnés à leur supériorité Territoriale. C'est ainsi que les Evêques de Misnie, de Mersebourg,

bourg, de Naumbourg sont (ce dont néanmoins ils ont peine à convenir) Landgraves de l'Electeur de Saxe. Les Ducs de Saxe de la Ligne de Weissenfels sont Landgraves de Saxe pour raison du Comté de Barby ; Quant aux Ducs de Schwartzbourg cela est en contestation. Les Commandeurs de l'Ordre de St. Jean en Pomeranie, Thuringe, Hesse, les Possesseurs du Comté de Beichlingen, des Baronnies de Sonnenwald, Baruth & Wil-denfels sont du nombre des Etats Provinciaux, ou Landgraves des Etats, dans le Territoire desquels leurs Seigneuries sont situées.

Pour ce qui est des Nobles & Gentilshommes Landgraves, il n'est presque point d'Electorats, de Duchés, de Principautés, ou il n'y en ait.

Souvent l'on voit des contestations entre les Souverains d'un territoire & ceux, qui possèdent des terres Seigneuriales enclavées dans ce même Territoire. Les premiers prétendent, que tout ce qui est dans leur territoire est sujet à leur supériorité territoriale. Les autres tiennent pour maxime, que quoiqu'on soit *in territorio* cela ne prouve point, qu'on soit *ex territorio*, de manière qu'on peut être exempt de cette supériorité territoriale, ainsi que des devoirs Landgraviens, sur tout quand cette exemption se trouve fondée, ou sur des privilèges, ou sur une ancienne possession.

Cette thèse a été fortement agitée en la cause de l'Electeur de Saxe contre les Comtes de Schönberg ; les Comtes de Waldeck & les Comtes de Schwartzbourg comme Possesseurs de la Baronie de Tonne ; du Landgrave de Hesse contre les Comtes de Ritberg ; des Comtes de Solms contre le Monastere d'Arnsbourg ; de l'Electeur Palatin, des Marquis de Brandebourg & des Ducs de Württemberg contre les Nobles immédiats, la plupart desquels procès sont encore litispendants.

Les principes invariables au sujet du Landgraviat sont, qu'un même peut être Etat immédiat, s'il a des terres immédiates, & Landgrave relativement aux terres Landgraviens, qu'il possède dans un autre territoire, tellement que quand même l'Empereur l'éleveroit à la dignité de Prince, ou lui procureroit voix

des Electeurs, Princes & Etats, (y compris la Noblesse immédiate de l'Empire) ni ceux qui leur sont attachés par serment de sujétion, ou qui d'ailleurs dépendent de leur Territoire :

§. III.

Les Etats Provinciaux ne s'attribueront point à l'exclusion du Seigneur territorial la disposition des subsides, & sans son consentement ils ne s'exempteront point de leur contingent & ne tiendront aucunes assemblées.

De plus nous n'approuverons, ni ne permettrons, que les Etats Provinciaux à l'exclusion du Seigneur Territorial, s'attribuent la disposition des Impositions Provinciales, de leur recette & dépense, & que pour ces sortes d'affaires, ou autres ils fassent des assemblées à l'insçu & sans le Consentement du Seigneur Territorial, bien moins encore, que contre la disposition expresse du dernier Résultat de la Diète de l'Empire & autres récéés du depuis intervenus ils se déchargent indûment de ce que les Habitans dits *Landfassen*, & les sujets des Electeurs, Princes & Etats sont tenus de fournir tant pour l'entretien des forteresses, Places, & Garnisons appartenantes à l'un, ou à l'autre des Etats de l'Empire, que pour la subsistance de la Chambre Impériale.

§. IV.

L'on n'écouterà point facilement les plaintes, que les sujets porteront à cet égard aux supérieures tribunaux.

Et en cas que quelqu'un des Etats Provinciaux, ou des sujets osât proposer, ou demander à nous, ou à notre Conseil Aulique, ou à lad. Chambre Impériale quelque chose de contraire à ce que dessus, nous ferons en sorte &

& séance dans les Diètes de l'Empire, cette Promotion ne pourroit effacer cette qualité de *Landfasse*, ni déroger aux droits du Souverain Territorial.

& tiendrons la main à ce qu'il ne soit pas facilement écou-
té, mais que d'abord la demande soit rejetée & le
Demandeur, ou Plaignant renvoyé à l'obéissance, qu'il
doit à son Prince & Seigneur naturel;

*naux de l'Em-
pire, mais on
les obligera
à l'obéissance par
Eux dûs;*

§. V.

A l'effet de ce Nous Nous obligeons de casser, abro-
ger & annuler, néanmoins après avoir sommairement
pris connoissance préalable de la cause, non seulement
tous les Privilèges, protectoires & exemptions, avec
leurs clauses, déclarations & confirmations, obtenues
cy-devant sub- & obrepticement contre ce que desûs &
au préjudice du droit d'autrui & avant que les Parties
aient été entendues, mais aussi tous les Procès, Man-
dements & Arrêts ensuite intervenus au préjudice des
Constitutions de l'Empire & rendus par le Conseil Audi-
que, ou par la Chambre Impériale contre les Princes &
Seigneurs Territoriaux, avant qu'on ait sur ce demandé
& vu leurs avis & deffenses par écrit.

*Tous les pri-
vilèges, protec-
toires, exem-
tions &c. su-
& obreptice-
ment obtenus
au préjudice
du tiers, de
même que tous
les procès,
mandements,
décrets &c.
rendus contre
le Prince &
Seigneur terri-
toriel seront
cassés & an-
nullés.*

§. VI.

Nous abolirons & annulerons toutes les confédéra-
tions, complots & liaisons illicites & odieuses, comme
aussi les soulèvemens, rebellions & violences des sujets,
de quelque état, ou condition qu'ils puissent être, lesquel-
les ils auroient entrepris, ou qu'ils voudroient entrepren-
dre contre les Electeurs, Princes & Etats (y compris la No-
blesse immédiate de l'Empire) & travaillerons, du Con-

*L'on empê-
chera toutes
les unions illi-
cites, les soul-
èvemens &c. e-
tés des sujets*

seil & de l'assistance desdits Electeurs, Princes & Etats, pour prévenir & empêcher à l'avenir de pareilles entreprises, ainsi que cela se doit & qu'il est de l'équité ;

§. VII.

*Et il n'y sera
point donné
occasion par la
concession de
procès préma-
turés ;*

A quoi Nous ne permettrons pas, qu'il soit donné occasion par concession de Commissions & Procès prématurés, de Rescrits & Mandements précipités, & d'autres procédures semblables ;

§. VIII.

*Tous les Etats
de l'Empire
auront même
la liberté d'im-
plorer l'assis-
tance de leurs
voisins contre
les entreprises
de leurs sujets,
sans préjudice
néanmoins des
Etats inter-
ressés ;*

Et pour ce sujet sera aussi permis aux Electeurs, Princes & Etats (y compris la Noblesse immédiate) de se maintenir Eux mêmes, & par le secours des Etats voisins, dans les droits de supériorité Territoriale & Régaliens établis par l'usage & la possession contre leurs sujets, de les réduire à l'obéissance, toutes fois sans porter préjudice aux Voisins, ou à d'autres Etats, qui pourroient y avoir intérêt ;

§. IX.

*Toutes Conte-
stations fon-
dées seront
promptement
terminées par
le juge.*

Mais si ces différends étoient pendans en Justice, ils seront décidés & terminés au plutôt (b).

ART.

(b) Le contenu de cet Article fait voir les mesures, que les Electeurs, ainsi que les autres Princes & Etats de l'Empire, ont prises pour contenir leurs sujets dans l'obéissance & le respect, & pour les empêcher de porter légèrement des plaintes au Trône Impérial. Cette disposition, quoique faite dans une bonne

bonne vue, peut aussi donner lieu à des abus, & ce n'est que par la difficulté, que les Sujets trouvent quelques fois d'obtenir justice, que les Chambres de finance des Seigneurs territoriaux trouvent des facilités à introduire de nouveaux droits, ou à augmenter les anciens.

Parmis ce qu'on appelle charges publiques payables par les Sujets, l'on demande par exemple, si lorsqu'un Prince marie une des Princesses ses Filles, les Sujets sont obligés de contribuer à luy former une dote?

S'ils sont tenus de supporter les frais d'Ambassade, ou les dépenses, qu'occasionnent les Ministres & Envoyés à la Diète, aux assemblées circulaires, aux Députations de l'Empire & autres congrès?

Il est nombre de droits semblables, que quelques uns des Souverains exigent en particulier & par forme de Collèctes extraordinaires; d'autres se contentent des impositions & subsides ordinaires, qu'ils regardent comme suffisantes pour subvenir indistinctement à toutes les dépenses de l'Etat.

ARTICLE XVI.

§. I.

Nous devons & voulons aussi cultiver dans l'Empire Romain la Paix & l'union, & y établir la Justice, enforte qu'elle ait son cours légitime, & qu'elle soit administrée également aux pauvres comme aux riches, sans distinction de personne, état, dignité, ou Religion, même dans les affaires concernant nos propres interets & ceux de nôtre Maison, le tout conformément aux Ordonnances, Privilèges, & anciennes louables Coutumes.

La paix & l'union seront entretenues, & le droit & la justice religieusement observés en Empire sans égard ni pour les Personnes, ni pour la Religion.

§. II.

Nous n'assignerons, ni n'ajournerons aussi aucun

L'Empereur ne citera hors de l'Empire.

Qq 3

Etat,

*aucun Etat, ou
sujets de l'Em-
pire, soit pour
la reprise des
fiefs, soit pour
autre cause,*

Etat, ou sujet de l'Empire en un endroit situé hors de l'Empire d'Allemagne, ni n'exigerons, qu'il s'y transfere pour prendre l'investiture de ses fiefs; mais les Procès desd. Etats de tous & un chacun seront instruits & vuidés par une justice établie au dedans de l'Empire, conformément à la Bulle d'or, à l'Ordonnance de la Chambre Impériale & aux autres Loix de l'Empire;

§. III.

*Et sans le
Consentement
de l'Empire il
ne changera
point les an-
ciens tribu-
naux, ni n'en
établira de
nouveaux.*

Nous ne devons, ni ne voulons aussi faire de changement à l'égard d'aucun ancien Tribunal de l'Empire, ni en établir un nouveau, à moins que ce ne soit que nous, de concert avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & en pleine Diète, le trouvassions à propos;

§. IV.

*Il fera admi-
strer la justice
par les Souve-
rains tribu-
naux de l'Em-
pire suivant les
dispositions des
traités de paix,
ce ne permet-
tra point, que
dans les déci-
sions, qui en
émaneront l'on
se serve d'au-
cuns termes
durs, surdus
contre les Ele-
cteurs.*

Nous ferons administrer la justice par la Chambre Impériale & par le Conseil Aulique de l'Empire, en la maniere que le traité de Paix en dispose, & sans partialité, & nous ferons nos dispositions pour que dans les jugements, qui émaneront de l'un, ou de l'autre de ces Tribunaux, l'on s'abstienne de toutes expressions non convenables particulièrement à l'égard des Electeurs de l'Empire.

§. V.

*Pendant la
litispendance
aucun Etat*

Nous apporterons aussi nos soins pour que dans les affaires, qui sont en procès, & pendant la litispendance, aucun

aucun Etat ne porte du trouble à l'autre , par des repré- n'usera envers l'autre de voies de fait ;
 failles , faisiës , & autres voyes de fait contraires aux
 Constitutions & ordonnances de l'Empire , & au traité
 de paix ,

§. VI.

Et tiendrons la main , afin qu'à cet égard l'Ordon- Enquoy l'on suivra exacte- ment les régle- ments d'exécu- tion, ainsi que ceux de la Chambre Im- périale & du Conseil Auli- que.
 nance de la Chambre Impériale & du Conseil Aulique , &
 celle , qui est appelée Règlement d'exécution , qui exi-
 stent actuellement , telles qu'elles ont été corrigées , ou
 qu'elles pourroient être dressées & corrigées dans la suite,
 soient exactement observées & suivies ,

§. VII.

Que l'Ordre Judiciaire de ces Tribunaux s'observe Les Tribunaux de l'Empire n'empieteront point sur la ju- risdiction les uns des autres, & le Conseil Aulique n'ar- rêtera point mal à propos le Cour de la justice à la Chambre Im- périale, ni ne la détournera par des rescrits particuliers de son devoir en- vers l'Empire.
 ponctuellement, & qu'un juge n'empiete point sur l'autre,
 ou évoque les causes à soi ; ne permettrons pas non
 plus , que nôtre Conseil Aulique , sous quelque prétexte
 ce puisse être , prenne connoissance des sentences & ju-
 gements rendus par la Chambre Impériale , & ne lierons
 point les mains à la Chambre Impériale par des rescrits
 Impériaux particuliers , ni ne la détournerons de son
 devoir envers l'Empire , ou l'empêcherons de donner son
 avis à l'assemblée générale de l'Empire dans les affaires,
 qui seront de sa compétence , promettans de ne point
 faire d'inhibitions ni au Conseil Aulique de l'Empire ,
 ni à la Chambre Impériale , & de ne point permettre que
 d'autres leurs en fassent directement , ou indirectement ;

§. VIII.

§. VIII.

*Il ne sera fai-
se aucune ad-
monition en-
vers la Cham-
bre Impériale,
que par l'Em-
pereur, & les
Electeurs,
Princes &
Etats de l'Em-
pire conjointe-
ment; Et ceste
Chambre fera
maintenue en
ses droits, sa
constitution,
ses Honneurs
& sa Gran-
deur.*

Nous n'entreprendrons point d'adresser de nôtre chef & en nôtre particulier à la Chambre Impériale de l'Empire, non plus qu'au Grand Juge de lad. Chambre dépendant de Nous & de l'Empire, des lettres promotoriales (de recommandation) & tendantes à tirer quelques informations, ni des instructions, ou inhibitions, mais s'il y avoit quelques avertissements à faire à ce Tribunal, Nous observerons de ne le faire que de concert & conjointement avec les Electeurs, Princes & Etats. Nous protégerons aussi spécialement & de toute maniere, conserverons & maintiendrons contre quiconque lad. Chambre Impériale en ses Droits, jurisdiction, constitution conforme aux réglemens de l'Empire, honneurs & prééminences.

§. IX.

*Il ne sera ren-
du aucun re-
scrit, mande-
ment, ou exé-
cution, contre
les loix fonda-
mentales de
l'Empire.*

Nous ne donnerons point de rescrits, Mandemens, ou Commissions, ni n'ordonnerons rien d'onereux soit par provision, soit en quelque autre façon & maniere, & de contraire à ce, à quoy nous nous obligeons par ces présentes, ou au préjudice de la Bulle d'or, de l'ordonnance du Conseil Aulique, de la Chambre Impériale, (telle qu'elle existe, ou en la maniere qu'elle pourroit être changée, ou corrigée à l'avenir) de la susd. Paix établië tant pour la Religion que pour les choses profanes, ou contre la Paix Provinciale, & les Déclarations, qui l'ont suivië, non plus que contre le susdit Traité de Paix
de

de Munster & d'Osnabruck, contre le Traité d'Exécution de lad. Paix fait à Nuremberg en 1650. ni contre les autres Loix & constitutions déjà faites, ou que nous, du Conseil des Electeurs, Princes & Etats, & de concert avec Eux, pourrions faire à l'avenir.

§. X.

De plus Nous ne voulons rien demander à Personne, qui soit contraire à la Bulle d'or, aux Libertés de l'Empire, & à la paix établië tant pour la Religion que pour les choses profanes, à la Paix de Munster & d'Osnabruck, à la Paix Provinciale, & aux actes dressés pour la manutention de cette paix, & s'il arrivoit, que l'on nous accordat de propre mouvement, à Nous, ou à nôtre Maison, quelque chose de pareil, Nous ne Nous en prévaudrons point,

Et l'Empereur n'exigera rien de Personne, qui soit contre lesdites loix; même si luy, ou sa maison avoit obtenu quelque chose, qui y fut contraire, il ne s'en prévaudra point.

§. XI.

Et au cas, qu'il fut obtenu quelque chose, ou s'il survenoit quoy que ce puisse être, qui fut contraire au présent Article, ou aux autres points & articles de cette Capitulation, nous voulons que le tout soit cassé, amorti & annulé, comme nous le cassons & annulons dès maintenant & pour lors, & promettons en cas de besoin de donner pour cet effet aux partiës lésées toutes lettres & ordres nécessaires, le tout sans dol, ni fraude.

Tout ce qui a été obtenu, ou qu'on pourroit obtenir de contraire à ces mêmes loix sera cassé & annulé; en tout cas il sera donné aux Partiës lésées des lettres Salvatoires.

§. XII.

Nous ne permettrons point aussi, ni ne souffrirons,

Rr

con-

Les Conseillers & Mini-

Pres de S.M.I. n'empiéteront point sur la juridiction du Conseil Aulique ;

consentirons , ou ordonnerons, que d'autres de nos Conseillers & Ministres , quelques ils puissent être , en corps ou en particulier , s'ingèrent , ou se mêlent des affaires de l'Empire , qui sont du ressort du Conseil Aulique de l'Empire , ni d'y empiéter en aucune façon , moins encore de troubler led. Conseil , ou luy porter empêchement par des Décrets , ou Mandemens , ou de s'ingerer à luy donner des loix , lorsqu'il s'agira de prendre connoissance d'une affaire , & d'y faire droit , ou en d'autres manieres ,

§. XIII.

Et aucuns procès, mandemens, décrets &c. ne seront résolus ailleurs, qu'au Conseil Aulique de l'Empire, ni expédiés sans sa participation.

Ni que des Procès , Mandemens , Décrets , sentences & ordonnances , quel nom elles puissent avoir , & de quelle Nature elles puissent être , soient données autre part que dans le Conseil Aulique de l'Empire , ni expédiées sans sa participation ;

§. XIV.

Pour ce qui pourroit être enuoyé après ce que dessus sera nul, & le Conseil Aulique, que l'Empereur maintiendra en toute son autorité, autorisè à en porter ses plaintes.

Si aussi dans la suite quelque chose de contraire à ce que dessus étoit entrepris , ou arrivoit , nous le déclarons nul & abusif de plein droit , & le Conseil Aulique de l'Empire en Corps , ou en particulier sera tenu & obligé de nous avertir décemment , promettans de l'écouter gracieusement , comme aussi de faire redresser sans délai les griefs dénoncés , & protéger efficacement led. Conseil contre les Envieux , & de maintenir avec fermeté & vigueur l'autorité , dont il est revêtu , contre les autres Conseillers & Ministres ;

§. XV.

§. XV.

Deplus si un arrêté, ou avis pour affaires de justice, qui seroient de conséquence, avoit été dressé par le Conseil Aulique de l'Empire pour nous être rapporté, nous nous en ferons faire la proposition, & n'en délibérerons point autrement qu'en présence du Président du Conseil Aulique, & du Vice-Chancelier de l'Empire, à Eux joints les Référéndaires, Co-Référéndaires, & autres Conseillers Auliques de l'Empire des deux Religions, principalement si l'affaire, qui est sur le tapis, regardoit des personnes des deux Religions, de tout quoy Nous conférerons avec Eux, & ne ferons décider la cause par aucun autre Conseil;

Dans les affaires importantes de justice les avis du Conseil Impérial Aulique ne seront rapportés à l'Empereur qu'en présence du Président, du Vice-Chancelier de l'Empire, du Rapporteur & Co-rapporteur pour en être tous de suite délibéré.

§. XVI.

Voulons que ce qui aura été une fois débattu dans l'ordre, & jugé contradictoirement & avec connoissance de cause par nôtre dit Conseil Aulique de l'Empire, ou par la Chambre Impériale, demeure ferme & stable, sans qu'on en puisse de nouveau prendre connoissance ailleurs, si ce n'est par les voies ordinaires de la révision, ou de la supplication (*Requête Civile*) agréée par le susd. traité de Paix en observant l'ordre, qui y est prescrit Art. V. §. *quoad processum judicarium.*

Ce qui une fois aura été contradictoirement terminé dans l'un des Souverains Tribunaux de l'Empire ne pourra plus être réformé, si ce n'est par la voie de révision, ou de supplication.

§. XVII.

Nous n'évoquerons non plus en nôtre Conseil Aulique de l'Empire les causes indéçises & pendantes à la

Le Conseil Aulique n'évoquera point à soy les affaires

pendantes à la
Chambre Im-
périale, le-
quelle gardera
pareillement la
connoissance
des incidents
qui pourroient
survenir.

Chambre Impériale, n'en ferons cesser les poursuites, & n'y ferons aucunes inhibitions par des Rescrits, ou en quelqu'autre maniere. Lorsqu'à l'occasion d'une affaire principale litispendante en lad. Chambre il naîtra des incidents, qui auront avec le principal une telle connexité, que l'un ne pourra être terminé sans l'autre, le Conseil Impérial Aulique n'en prendra point connoissance, & à l'avenir il ne sera rien entrepris contre ce que desus, & tout ce qui sera fait de contraire sera par la Chambre Impériale tenu pour nul & sans vigueur (a).

(a) Le Plan, qui avoit été formé en conformité tant du traité de Westphalie, que des réglemens antérieurs & postérieurs, étoit de remplir la Chambre Impériale d'un juge Catholique appelé *Cämmer Richter*; de quatre Présidents, dont deux Catholiques & deux Protestants, & de cinquante Conseillers, ou Assesseurs, dont vingt six Catholiques, & vingt quatre Protestans; mais le peu d'exactitude de la plupart des Etats à délivrer leur Contingent matriculaire pour l'entretien de cette Chambre, à qui il est dû des arrerages considérables, ayant occasionné une insuffisance de fonds, la Diète s'est vu comme obligée de réduire à deux le nombre des Présidents, & celui des Assesseurs à 25. qui n'est aujourd'hui que de 18. en attendant que l'on prenne des mesures pour rendre à cette chambre toute sa force & sa splendeur, auquel cas les juges, qui la composent, se trouvant au nombre, ou ils devroient être, la justice sera mieux administrée, & l'on ne verra plus (comme on l'a vu) près de dix mil Procès pendus au crpc.

Le juge (que les François appellent communement Grand Juge pour donner plus de relief à son caractère) est à la nomination de l'Empereur, & ne sauroit être moins que Prince, Comte, ou Baron de l'Empire; c'est lui, qui régle & dirige tout dans ce tribunal, & son autorité y est si grande, que non seulement

aucun

aucun des Membres , qui y font employés , n'est exempt de luy rendre compte de sa conduite , mais même qu'il peut en certains cas interdire , ou déposer ceux , qui contreviennent à leur devoir.

C'est aussi l'Empereur , qui nomme les Présidents , lesquels ordinairement président aux assemblées , sans qu'il leur soit permis de se charger d'aucuns rapports ; ils sont répartis dans les différents Départements , que la Chambre forme , & il dépend du grand juge , en cas d'empêchement de sa part , de commettre ses fonctions à celui d'entre Eux que bon luy semble.

Les Assesseurs , dont les appointements annuels ont été fixés à 4000. Florins d'Empire , & qui sont les uns Nobles , les autres Roturiers , mais en même tems gradués & versés en pratique , sont constitués , ou présentés partie par les Electeurs , partie par les dix Cercles de l'Empire , parmi lesquels il y a entre le Cercle de Westphalie & celui du bas Rhin une contestation au sujet de ce droit de présentation , laquelle il seroit facile de décider en donnant à chacun des Cercles une égalité de pouvoir , puisque chacun est tenu de contribuer aux charges publiques.

Les autres Officiers sont le fiscal , le Trésorier , le Receveur & payeur des gages , ainsi que les Protonotaires & Notaires , lesquels font les fonctions de Greffiers & de Protocollistes.

Les Avocats & Procureurs , qui de même que les Conseillers doivent aussi être des deux Religions , ne peuvent excéder le nombre de trente , & n'ont d'émoluments , que ce que leurs honoraires & salaires produisent suivant la taxe , à laquelle tous leurs plaidiers & pieces d'écritures sont sujetes.

L'Electeur de Mayence nomme tous les Officiers de Chancellerie , y compris le Directeur , & c'est luy qui , à quelques uns près , paye leurs gages de ses propres deniers.

Tous ces juges , Présidents , Assesseurs & Employés principaux sont exemts des charges publiques , de tous péages & impôts , de la taille réelle quant aux anciens biens de souche , des droits de détraction , transmigration & autres , laquelle

exemption passe après leur mort à leurs Veuves. Ils ont aussi tant au civil qu'au criminel leurs causes commises à la Chambre, étant réputés immédiats dès qu'ils sont reçus.

Un Assesseur ne peut-être en même tems au service d'autrui ; s'il est trouvé incapable , il dépend de la chambre de le suspendre , ou renvoyer ; lorsqu'une Place devient vacante par la mort , ou démission du titulaire , & que l'Etat , ou le Cercle , de qui il dépend d'y nommer , présente deux ou trois sujets , il est d'usage , que chacun de ces présentés fasse séparément un rapport , après quoy la Chambre choisit celui , qui lui paroît le plus capable ; Un Assesseur ne sauroit être en charge moins de six Ans , si ce n'étoit qu'il eut des raisons bien importantes pour se démettre , auquel cas il est tenu de faire un avertissement préalable de six mois ; si , lorsqu'une charge d'Assesseur vient à vaquer , il n'y est pourvu dans l'espace d'une demie Année , à compter depuis le jour de la Notification , par l'Etat , ou le Cercle , qui doit y présenter , le grand juge & la Chambre sont en droit d'y pourvoir ,

Dans la supposition , ou l'on étoit que la Chambre seroit portée , ou demeureroit au nombre anciennement prescrit , il a été réglé , qu'à l'exception des cas , qui pourroient intéresser ou tout l'Empire , ou toute la Chambre , il ne se tiendroit point d'Assemblée générale , mais que , lorsqu'il s'agiroit de jugemens diffinitifs , les Assesseurs se partageroient en cinq Conseils différents composés chacun de sept Conseillers , & en six Conseils , chacun de six Conseillers , lorsqu'il ne s'agiroit que de jugemens préparatoires , ou interlocutoires , & que quand ces Conseils seroient ainsi formés , les autres des Assesseurs , qui n'y seroient point appelés , s'occuperoient à prononcer sur les requêtes & autres matières Sommaires ,

La juridiction de la Chambre Impériale s'étend sur toutes les Personnes & sur tous les biens , qui sont en Empire , certains cas néanmoins en exceptés. Celles des Personnes , qui sont médiates , c'est à dire sujetes à des Etats immédiats , ont des premières instances , conséquemment ce n'est que par appel , ou
en

en seconde instance qu'elles vont à la Chambre, auquel cas les premiers juges sont tenus à peine de compulsoire & de contrainte d'envoyer à celuy d'appel toutes les pièces du procès.

Quand cependant il y a de la part du juge de première instance un dény de justice avéré, les Personnes médiates peuvent se pourvoir en droiture à la Chambre Impériale.

Quant aux Personnes immédiates, Elles ont leurs Causes commises à la Chambre, & y plaident en première instance, si ce n'étoit ou qu'Elles se servissent du droit des Austregues soit légaux, soit conventionels, (dont il sera parlé ci après) ou qu'Elles eussent le *privilegium fori*, ou quelque autre exemption particulière.

Les Causes de la Compétence de la Chambre en première instance sont les Actions réelles & personnelles, les Causes Féodales quant aux *Feuda Minora*, les Causes Fiscales, celles concernant l'Infraction faite à la paix de Religion, à la paix Prophanne &c. en ce non compris tout ce qui est de juridiction non contentieuse & les décrets provisoires, ou sur requête.

En seconde instance cette Chambre connoît par appel des causes Civiles concernant les Personnes médiates, mais Elle ne reçoit point d'appel des causes Criminelles, à moins que ce ne soit par voie de nullité de la Procédure, ou par motif d'une injustice si criante, que les juges pourroient être pris à partie.

La peine des appellants, qui succombent, ne peut être moindre de deux marcs d'or pur, & peut aller jusqu'à vingt marcs suivant l'arbitrage du juge.

Toutes les affaires, où il intervient des jugements définitifs, sont distribuées par le juge de la Chambre & terminées au rapport sans qu'il soit permis aux juges d'exiger des épices, depuis qu'on leur a fixé des appointements, & l'une des principales attentions, que le grand juge doit avoir, est de faire vider les procès par des juges des deux Religions & en nombre égal, lorsque ces procès sont litispendants entre un Catholique & un Protestant. Jamais le Rapporteur ne doit être connu aux Parties, & outre le Co-rapporteur, à qui les Actes & pièces d'écritures

tures doivent toujours être communiqués, l'on nomme encore, lorsque la matiere est importante, deux Assesseurs pour en leur particulier examiner le procès, ce qui a été ainsi réglé, afin que les Raporteurs ne fussent pas les Maitres du sort des Plaideurs, & que ceux, qui ont préliminairement pris connoissance de l'affaire, soient en état d'en juger plus pertinemment, & de relever les moiens, que le Rapporteur pourroit avoir oublié, ou sur lesquels il n'auroit appuyé que légèrement.

Nous passerons sous silence toutes les Formalités de la procédure, dont le recit nous mèneroit trop loin, & Nous nous bornerons à dire, que si les auteurs des Ordonnances, qui ont été faites pour mettre la pratique en règle, se sont donné une peine presque infinie par toutes les précautions, qu'ils ont prises, ils ont d'un autre côté multiplié les choses au point, que le cours de la justice ne peut qu'en souffrir, suivant que l'expérience le démontre, & que les Etats de l'Empire paroissent le reconnoître, puis qu'il a été tout récemment par Eux arrêté, qu'on travailleroit à faire incessamment un règlement nouveau, mais jamais on ne parviendra à rendre ce règlement parfait tant qu'on s'attachera aux anciennes maximes, ou à l'ancien stile, & qu'on ne voudra point se résoudre à emprunter quelque chose de la procédure observée en d'autres tribunaux étrangers.

Les causes, dont il n'est pas permis à cette Chambre de connoître, concernent les grands fiefs, ou *feuda majora*, les affaires d'Italie, le Criminel, les causes matrimoniales, les causes spirituelles & Ecclésiastiques, si ce n'est au possessoire, & les sommes au dessous de 400. florins d'Empire, si ce n'est en première instance.

Quand la Chambre a une fois prononcé, on ne peut en appeler, cependant il y a d'autres voies pour se pourvoir contre les jugemens y rendus. ces voies sont

La première *la restitution* en entier, moiennant laquelle on peut faire réformer, ou rétracter un arrêt par le même juge, en démontrant, que sans qu'il y alla de la faute de celui, qui
a été

a été condamné , l'on a omis des Actes & raisons décisives , lesquelles eussent déterminé la Chambre à juger autrement.

La seconde *le Sindicat*, qui est aussi une espece de demande en restitution en entier formée par la Partie , qui se plaint ou contre le juge, ou contre le Procureur, qui a prévariqué & agi frauduleusement &c,

La troisieme *la Revision*, laquelle n'a lieu que lorsque la Cause agitée surpasse 2000.Ecus de Principal.

L'on a quatre mois à compter du jour de l'insinuation de l'arrêt pour se pourvoir en révision , à l'effet de quoy il faut s'adresser à l'Electeur de Mayence , & au cas qu'il soit intéressé en l'affaire, à celui de Treves. Après l'expédition obtenue en la Chancellerie de Mayence le demandeur en révision la fait remettre à la Chambre Impériale avec les griefs , qu'il a à proposer. Trois mois avant le premier de May l'Electeur de Mayence notifie aux Etats , que l'Empire députe à la visite annuelle , même aussi à l'Empereur , la révision demandée en les réquerant d'envoyer leurs Commissaires & Conseillers pour y procéder. Nous parlerons dans la suite de ces Visiteurs , ainsi que de leurs devoirs & pouvoir,

Avant d'entamer le procès en révision la Partie demanderesse est obligée non seulement de prêter le serment appelé par les praticiens *Juramentum Calumnie* , en vertu duquel Elle assure devant Dieu , que son intention n'est point de chagriner la partie adverse , mais aussi de consigner la somme , que les juges Visiteurs ordonnent proportionnellement à l'importance de la cause & aux facultés des Parties , pour icelle demeurer au fisc , au cas que le jugement soit confirmé.

L'effet de la révision n'est point suspensif , mais seulement dévolutif , si ce n'est en matieres de religion & causes Ecclésiastiques , demaniere qu'il dépend de la Partie victorieuse de faire exécuter le jugement , néanmoins en fournissant caution , qu'Elle satisfera & indemnifera son Adversaire en tout , au cas qu'Elle vienne à succomber au révisoire.

Les Actes du procès étants remis aux Visiteurs , ils en font d'abord l'examen entre Eux , puis lorsqu'il s'agit de juger , ils

s'assemblent avec les mêmes Présidents & Assesseurs, qui ont rendu le jugement, dont est révision, & après que ces derniers ont déduit les motifs, qui les ont déterminé à juger ainsi, les Réviseurs vont entre Eux seuls aux opinions, & confirment, ou réforment l'arrêt rendu suivant que la justice le leur suggère.

Après qu'il a été prononcé ou par la Chambre, ou par les Réviseurs, & que la publication (c'est à dire lecture) du jugement a été faite, la Partie victorieuse, ou son Procureur s'en fait remettre une expédition authentique, & en envoie une autre à la Partie condamnée par un des Messagers, ou Sergents, qui sont à la suite de la Chambre. Elle peut aussi, si Elle le juge à propos, la faire signifier par un Notaire public avec commandement d'y satisfaire.

Lorsque c'est par les ordres de la Chambre, que le jugement est intimé, le condamné doit non seulement l'exécuter, mais aussi faire constater de son obéissance à peine d'une amende de dix marcs d'or pur; s'il est sujet médiat & qu'il refuse de satisfaire, la Chambre commet l'exécution aux juges ordinaires des Lieux, & s'il est immédiat, au Directeur du Cercle, dans lequel il a ou son domicile, ou ses biens. S'il persiste dans ses refus, la Chambre non seulement prononce contre lui une peine pécuniaire, qu'Elle double, triple & quadruple en rendant décrets sur décrets selon que la désobéissance continue, mais Elle prescrit encore aux Cercles voisins à ce qu'ils emploient toutes leurs forces militaires pour ranger ce rébelle à son devoir.

L'on propose différentes questions à l'occasion de la Chambre Impériale.

Les principales sont savoir,

1. *Si cette Chambre est subordonnée à l'Empereur seul, ou à l'Empereur & à l'Empire conjointement?*

Les Publicistes se divisent à cet égard en deux factions, & ne se concilieront jamais tant qu'ils demeureront dans la généralité de l'athèse, & ne feront point distinction des cas, qui peuvent marquer cette subordination. L'Empereur peut seul exercer sur la Chambre certains actes d'autorité, comme par exemple,

ple, si Elle s'écartoit des règles prescrites, il dépendroit de luy de la faire ressouvenir de son devoir par des mandemens exhortatoires, inhibitoires & autres; mais s'il s'agissoit de donner à cette Chambre ou une forme, ou des réglemens nouveaux, l'accession de l'Empire seroit absolument nécessaire.

2. *Est-il de nécessité, que le juge de la Chambre soit toujours de la Religion Catholique ?*

L'on peut dire que non, n'y ayant aucune loi, qui l'ordonne, & la condition des Protestants devant être en Empire aussi favorable que celle des Catholiques; cependant comme ce Magistrat est unique en sa Fonction, & qu'il dépend de la nomination de l'Empereur, il est à présumer, qu'un Empereur Catholique n'en choisira jamais, qui ne soit de la même religion.

3. *Lorsque le Seigneur territorial a quelques prétentions à former contre un de ses propres sujets, doit il l'assigner pardevant ses juges ordinaires, ou pardevant la Régence du Pays, ou pardevant la Chambre Impériale.*

C'est la nature de la cause, qui doit décider de cette question; cependant généralement parlant nous estimons, que le Seigneur a la liberté de s'adresser à celui de ces tribunaux que bon luy semble, même de nommer des Commissaires, s'il le trouve à propos.

4. *Lorsqu'un Etat immédiat ayant ses causes commises à la Chambre Impériale tant en demandant qu'en défendant est intentionné de faire assigner un sujet médiat dépendant d'un autre Seigneur, qui jouit du privilège de non evocando, lequel de ces deux privilèges doit prévaloir ?*

Il est sans difficulté, que c'est celui du dernier.

5. *Lorsqu'un sujet médiat a péché contre les loix & constitutions de l'Empire, ou bien qu'il manque au respect, qu'il doit à tout ce qui émane soit de l'autorité Impériale, soit de l'autorité de la Chambre, la Chambre peut Elle d'office, ou sur les réquisitions du Fiscal le faire assigner en droiture pardevant Elle pour entendre ses deffenses & prononcer la peine, qu'il a encourue ?*

Si nous consultons les Officiers de la Chambre, ils nous allégueront différentes raisons & préjugés pour fonder leur juridiction; mais si nous écoutons les Officiers des justices territoriales, ils Nous diront, que pouvant aussi bien que la Chambre punir les Délinquants, ou Contrevenants, il seroit injuste, qu'on les dépouilla de la compétence, qui leur appartient sur tous les sujets du territoire.

6. *La Chambre peut Elle déléguer, ou commettre d'autres juges pour terminer les différends pendans pardevant Elle?*

Cette délégation peut bien se faire ou quant à certains actes judiciaires, ou quant à certains incidents, que des Commissaires sur les lieux peuvent facilement éclaircir, ou terminer, mais nous ne la croions pas permise à l'égard de la cause principale.

7. *La révision de la révision est elle admise, c'est à dire, peut on se pourvoir en seconde révision contre un jugement rendu par les Réviseurs?*

Les meilleurs Praticiens pensent, qu'il faut distinguer les cas; si celui (disent-ils) qui a succombé en premier lieu, succombe aussi en révision, la seconde révision n'a plus lieu; mais si la Partie victorieuse à la Chambre succombe au révisoire, la révision selon Eux doit luy être permise contre la révision. Malgré ce sentiment embrassé par des Auteurs de poids, Nous pensons différemment par la raison non seulement, que cette double révision tendroit à éterniser les procès, mais aussi qu'il ne doit pas nous être permis de donner à la loi plus d'étendue qu'Elle n'en a; or puisque cette loi se restreint à une seule révision, pourquoi admettre la seconde?

8. *L'Etablissement d'un Tribunal de révision est il avantageux, ou contraire au bien public?*

Cette question est susceptible de bien des réflexions pour & contre. D'un côté il est fort consolant pour les Parties, qui ont été condamnées, & qui se croient grévées, d'avoir encore espérance de parvenir à une meilleure justice, & un juge qui sçait, que sa sentence peut être réformée par un juge supérieur,

rieur, se trouve plus retenus, & examine avec plus d'attention l'affaire, qu'il doit terminer ; d'un autre côté la pluralité des instances n'aboutit souvent qu'à autoriser la chicane, & à ruiner les Parties par les frais de la procédure ; d'ailleurs toute l'Allemagne est témoin du peu de diligence, que les Réviseurs portent à l'examen des affaires remises à leur décision, ce qui est si vrai, que l'on voit encore des procès litispendants depuis l'an 1582. Ce sont ces dernières considérations, qui ont une fois porté les Officiers de la Chambre Impériale à donner leur mémoire à la Diète pour demander l'abolition de la Révision, en quoi ils esperoient d'autant plus réussir, qu'étant tous gens d'étude & consommés dans les affaires ils se flattoient, qu'on ne soumettroit plus leur jugement à être réformé par des Réviseurs, qui n'ayant pour la plupart jamais été dans un Tribunal aussi respectable que la Chambre Impériale ne pouvoient point avoir la même expérience, ni les mêmes connoissances de la pratique & de la jurisprudence. La Diète a reçu ce mémoire & a même promis de le mettre en délibération, mais jusqu'ici la chose est demeurée suspendue.

9. *Les Archiducs d'Autriche sont ils exempts de la Jurisdiction de la Chambre ?*

Les Auteurs en parlent diversement & suivant qu'ils sont inclinés ; il faudroit pour en juger pertinemment voir le Diplome d'exemption.

10. *Des Parties, qui sont en contestation peuvent-Elles choisir la Chambre Impériale pour arbitre, ou juge compromissaire ?*

Pour ce qui est des Etats médiats, ils n'en ont pas la liberté, par ce qu'il ne dépend pas d'Eux de se soustraire de la jurisdiction de leur Souverain, ou Seigneur territorial, mais il n'en est pas de même des Etats immédiats.

11. *Les juges de premiere instance peuvent ils être contraints à exécuter un jugement de la Chambre, qui infirme celui, qu'ils ont rendu ?*

Toute disgracieuse que soit une semblable commission, néanmoins, lorsqu'on en est chargé par le juge d'appel, on ne peut se dispenser de s'en acquiter.

12. *La Chambre peut Elle sans le consentement de l'Empereur mettre au ban de l'Empire un Prince ou Etat, qui refuse de payer son contingent des Collectes de l'Empire, ou qui a encouru cette peine par sa conduite ?*

Les Auteurs modernes regardent la déclaration au ban de l'Empire par la Chambre comme une peine abolie, parcequ'en effet depuis longues années il n'en est plus fait usage ; cela n'empêche cependant, que si la Chambre étoit poussée à l'extrémité par le mépris formel, que l'on feroit de ses jugements & mandements, Elle ne fut encore en droit de se servir de toutes les armes, que les anciens Statuts luy ont mises en main pour punir les rétifs. Supposant donc qu'Elle se détermina à embrasser ce parti de rigueur, seroit il nécessaire, qu'Elle en prévint l'Empereur pour obtenir son agrément ?

Ceux, qui prétendent que oui, se fondent sur des exemples, ou préjugés ; ceux, qui soutiennent que non, attribuent ces exemples à une pure déférence politique.

13. *Quand la Chambre a prononcé le ban contre un Etat, qui refuse de se soumettre à ses ordres, peut elle ensuite l'absoudre ?*

Les uns n'attribuent ce pouvoir qu'à l'Empereur seul sur le fondement, que semblables absolutions font partie de ses réservats, & qu'il n'appartient qu'à luy d'accorder des Lettres de grâces. D'autres soutiennent, que quand il appert à la Chambre, que la Partie intéressée est satisfaite, Elle peut de sa propre Autorité reléver le proscrit de la peine contre luy prononcée ; ce dernier sentiment nous paroît le plus conforme aux réglemens de la Chambre.

14. *Les Electeurs & Princes de l'Empire sont ils exempts de prêter, même par Procureur, le juramentum calumniae, dont il a été parlé cidevant ?*

Oa

On a vû à cette occasion naitre différentes difficultés, mais jamais il n'est intervenu de décision positive.

Lorsque les Statuts Provinciaux, suivant lesquels les Cours d'appel doivent toujours juger, sont sujets à interprétation, la Chambre Impériale peut Elle faire cette interprétation de son autorité, ou est Elle obligée de se conformer à celle faite par le juge des lieux ?

Cette question, quoique peu importante, suscite un grand débat entre les jurisconsultes.

ARTICLE XVII.

§. I.

Lorsque dans le Conseil Aulique (a), ou dans la Chambre Impériale sentence deffinitive aura été rendue L'Empereur aura soin de faire exécuter promptement & sans considération des Per-

(a). Le Conseil Aulique, touchant l'origine duquel les auteurs ne sont point tout à fait d'accord, est l'un des Tribunaux supérieurs de l'Empire, & doit principalement son établissement tel qu'il est aujourd'hui & sa forme actuelle à l'Empereur Ferdinand I. suivant qu'on le voit dans le règlement fait par l'Empereur Ferdinand III. Etablissement & juridiction du Conseil Aulique.

Ce Conseil doit être composé de dix huit Conseillers & d'un Président, qui sont tous à la nomination de l'Empereur, & ne peuvent posséder d'autres Emplois, ce qui fait que lorsque l'Empereur nomme à ces charges des Officiers de sa Maison, il a soin de les dégager du serment par Eux prêté, afin qu'ils puissent librement juger dans les affaires, qui concernent S.M.I. même.

Le Président ne peut être moins que Prince, Comte ou Baron de l'Empire, & pour ce qui est des Conseillers, ils sont communément choisis partie parmi la Noblesse, partie parmi les gradués & gens Lettrés. L'Empereur peut nonobstant le règlement sus-allégué en nommer au delà de dix huit, ainsi que

que l'a fait Charles VI. défunt, cependant il n'est pas de son intérêt d'en multiplier le nombre, puisque, lorsqu'il n'y a point de caisse de l'Empire, il est obligé de payer de ses propres fonds à chacun des Assesseurs la somme de 4000. florins d'appointements annuels. Quoique jusqu'icy ce Conseil ait toujours suivi la Cour Impériale, & ait pris sa résidence par tout, ou cette Cour a fixé la sienne, cela n'empêche que l'Empereur ne soit le maître de la placer, ou transférer en quelle Ville de l'Empire bon luy semble, pourvu que la justice & les expéditions n'en souffrent pas un trop long retard.

La règle est, qu'il y ait en ce Tribunal tout au moins un tiers de Protestans, afin que dans les causes, qui intéressent la Religion soit directement, soit indirectement, il puisse conformément au traité de Paix y avoir parité de Juges & sur tout un Rapporteur & Co-rapporteur des deux Religions. Les Etats Protestans ont même souvent insisté à ce qu'il plût à l'Empereur nommer autant d'Assesseurs Protestans que de Catholiques, mais jusqu'ici ils n'ont rien obtenu sur cette demande.

Quoique l'Empereur nomme un Président, même s'il le veut un Vice-Président, c'est luy néanmoins, qui est toujours censé être le Chef de ce Conseil, raison pour laquelle il ne tient qu'à luy d'y siéger, ou présider, & que toutes les Requêtes introductives & autres luy sont adressées sous le Titre de *Très Sérénissime, très Puissant & très Invincible Empereur* &c. & dans l'Exposé on le qualifie de *Juge suprême de l'Empire*. C'est pourquoy pour peu que la décision d'un procès puisse avoir des suites, le Conseil Aulique diffère de publier son jugement, & convient auparavant d'un *fiat votum ad Imperatorem*, c'est à dire, il ordonne que la chose sera préalablement communiquée à l'Empereur, duquel il dépend de se faire remettre les pièces du procès avec le rapport, qui en a été fait, ainsi qu'avec les suffrages, qui ont été donnés, après quoy il appelle le Rapporteur, le Co-Rapporteur & les Conseillers, dont il écoute les sentimens & prononce ensuite, ainsi que la justice l'exige.

Quand l'affaire luy paroît être d'une extrême conséquence, il peut avant de prononcer consulter les Princes & Etats de l'Empire,

pire, mais par bienfaisance seulement & non par obligation, comme quelques uns l'ont prétendu.

Le Vice-Chancelier de l'Empire est toujours Affesseur-né, & prend séance après le Président. S'il arrivoit, que l'Empereur conféra à un Prince de l'Empire ayant Voix & séance dans les diètes le titre de Conseiller Aulique, & que le Président fut d'une naissance au dessous, il faudroit que celui-ci ceda à l'autre la premiere place avec le droit de diriger le Conseil, & de colliger les Voix.

Lorsque le Conseil Siège, les Nobles, s'entend les Princes, Comtes & Barons, sont placés à la droite du Président; les non Nobles, ou gradués & Lettrés à la gauche suivant l'ordre de leur réception.

Il ne peut y avoir moins de huit Conseillers, lorsqu'il s'agit de rendre un jugement définitif, & toutes les affaires y sont décidées sur le Rapport des Pièces, & en Langue allemande, ou latine.

S'il arrivoit même que lors d'un rapport l'un des Conseillers n'eut pas assez bien compris le fond de la cause, il dépendroit de lui de demander à voir les pièces avant de donner son avis, auquel cas il lui seroit permis de prendre chez luy tous les actes de la procédure.

Les Réglemens concernans le devoir du Rapporteur, ainsi que de ses Adjoints, sont très beaux, & la maxime, qu'on observe, d'avoir toujours dans la salle d'assemblée toutes les anciennes & nouvelles Loix fondamentales de l'Empire, Concorrats, Constitutions, Réglemens, Corps de Droit &c. pour en cas de besoin y avoir recours, a souvent son utilité.

La Chancellerie est sous la Direction de l'Electeur de Mayence, à qui seul il appartient de nommer & constituer le Vice-Chancelier, les Secrétaires & autres Officiers, qui sont tous Catholiques.

Le Conseil Aulique connoit en premiere instance & par appel des mêmes Causes que celles, qui sont de la compétence de la Chambre Impériale, les affaires criminelles y comprises, quoique quelques jurisconsultes n'en veuillent pas convenir,

Il a avec la Chambre une Jurisdiction concurrente, tellement que la prévention a lieu, c'est à dire, que hors les cas exceptés celui, qui a une action à intenter, peut à son choix la porter soit au Conseil Aulique, soit à la Chambre Impériale, & que quand une fois la demande est devenue compétemment litigieuse en l'un de ces deux Tribunaux, elle ne peut plus être évoquée, ni traduite à l'autre.

Les Prerogatives de ces deux Justices superieures ne sont point égales, car quoique le Conseil Aulique concoure en tous les cas avec la Chambre Impériale, la Chambre Impériale ne concoure pas de même avec le Conseil Aulique; y ayant plusieurs matieres, dont ce Conseil a seul droit de connoître; telles sont les causes concernant les hauts fiefs régaliens, les affaires d'Italie, les privilèges impériaux & leur interprétation, en un mot tout ce qui est relatif aux réservats de l'Empereur; observation qui jointe à ce que la création de la Chambre Impériale n'est que de l'an 1495. au lieu que celle du Conseil Aulique est de quelques siècles antérieure, devroit servir à terminer la question traitée entre les Partisans de ces deux Tribunaux; savoir auquel la préeminence est due.

Un avantage cependant, que la Chambre Imp. a sur le Conseil Aulique est, que pendant l'interregne Elle continue à exercer sa jurisdiction, au lieu que le Conseil Aulique chôme.

Il y a des Auteurs, qui pensent assez peu juste pour croire, que quand il s'agit de l'interprétation d'un ancien privilège des Empereurs pendante à la Chambre Impériale, le Conseil Aulique n'est point en droit d'évoquer l'affaire à soy, parceque, disent ils, le Conseil Aulique ne peut pas mieux que la Chambre savoir qu'elle a été l'intention d'un Empereur mort depuis quelques siècles. Ce raisonnement n'a que du spécieux & ne sauroit prévaloir à la règle commune, qui veut, que l'interprétation des actes douteux ne puisse être faite que par le même Tribunal, dont ils sont émanés.

Le nombre des Agents, ou Procureurs & Avocats ne doit point s'étendre au-delà de 24. ou 30. tout au plus, & c'est régulièrement par leur Ministère que les procès doivent être entamés

&

& suivis jusqu'à fin de cause ; cependant les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire ont le privilège & la liberté de pouvoir dans les affaires, qu'ils ont pendantes soit à la Chambre, soit au Conseil Aulique, se servir de leurs propres Officiers, pourvû que ceux ci soient au fait de la pratique & se conforment aux réglemens.

Il est nombre de cas tant au civil qu'au petit criminel & en fait de police, ou un examen sur les lieux prévaut à toutes les procédures, qui pourroient être faites pardevant le Conseil Aulique, de maniere qu'en semblables occasions il est d'usage de nommer des commissions locales, mais en même tems l'Empereur doit avoir attention de ne constituer que des Commissaires de la Religion Catholique dans les cas concernant des Partiës de cette Religion, observant le même à l'égard des Protestans, & ainsi proportionnément, quand les Partiës sont de Religion différente.

Les Commissaires peuvent subdéléguer, & lorsque les uns, ou les autres sont recusés par les Partiës, c'est à l'Empereur à juger de la validité, ou *invalidité* des moiens de récusation.

Ces Commissions sont beaucoup brigüées, parceque les journées & vacations ordinaires sont chèrement taxées, mais ce n'est que quand l'affaire est de grande importance & les Plaideurs bien solvables, qu'on y emploie des Conseillers Auliques, l'usage étant de déléguer des Officiers des Seigneurs les plus à portée, & l'on verroit quelques fois des Princes & Etats se plaindre, si en semblables occasions l'on ne faisoit point usage de leurs Conseillers.

Il y a peu que les Etats de l'Empire en général & les Protestans en particulier ont formé differents griefs contre le Conseil Aulique. Les griefs des Etats étoient 1. qu'en ce Tribunal on n'y avoit souvent nul égard au bénéfice de premiere instance & des Austregues ; 2. qu'on s'y faisoit des causes par forme de rescrit & d'information, & que moyennant cette voye l'on y attiroit les affaires concernant les arriere-fiefs au préjudice des Cours féodales des Etats ; 3. qu'on y écoutoit trop facilement les plaintes des Sujets contre leurs Seigneurs, ou Souverains,

& qu'on n'y faisoit point assez d'attention aux exceptions de subreption & obreption alléguées par les Etats contre les décrets & mandemens *sine clausula* ; 4. qu'on y refusoit ordinairement de renvoyer aux Comices les matieres, qui devroient y être traitées conformément à la paix d'Osnabruck Art. V. §. 56. 5. Que les relations, ou rapports des procès ne se faisoient point avec ordre, & que quand l'on referoit d'une affaire par forme de Révision, & qu'elle étoit prête à être jugée, le Conseiller, qui avoit été Rapporteur lors de la reddition du premier arrêt, y demeurait présent sous prétexte d'informer la Cour des motifs de la premiere décision ; 6. & finalement que les arrêts n'y étoient pas toujours rendus à la pluralité des voix, mais selon le sentiment des Juges, qui dominoient le plus.

Les Grièfs particuliers du Parti Protestant étoient, qu'on n'observoit pas assez la disposition du Traité de paix & de l'Ordonnance du Conseil Aulique, qui vouloient, que les discussions entre Personnes des deux Religions fussent jugées par des Conseillers de ces deux Religions en nombre égal ; qu'on affectoit de n'appliquer ces dispositions qu'aux matieres Ecclésiastiques & aux causes, qui ne concernoient que le Spirituel, & qu'on faisoit juger par des Catholiques toutes affaires séculieres, même les matrimoniales & celles pour dîmes, ou autres revenus bénéficiaires ; que les Commissaires nommés pour connoître des faits, qui ne regardoient que des Protestants uniquement, étoient choisis d'ordinaire en tout, ou en partie parmi les Catholiques, ce qui péchoit directement contre la teneur de l'ordonnance sus-alléguée ; que quand l'on nommoit des Commissaires des deux Religions, l'on avoit soin de prendre entre les Catholiques un Etat puissant, auquel on donnoit pour adjoinct un Etat Protestant d'entre les plus foibles, afin que l'autorité du premier l'emporta toujours sur le second ; qu'on appelloit rarement un Co-Réferendaire Protestant, lorsqu'il s'agissoit de prononcer diffinitivement sur une affaire pendante entre un Catholique & un Protestant ; Que l'Empereur ne prenoit que des Personnes, qui entroient entierement & aveuglement dans ses interets, & que lorsqu'on remarquoit entre Elles quelque bon-

ne

duë & aura pafsée en force de chofe jugée , Nous n'ar-^{fonnes, les ju-}
 rêterons, n'empêcherons, ou ne différerons fon exécu-^{gemens diffi-}
 tion en aucune maniere , mais au contraire Nous contri-^{niti- interve-}
 buerons à ce que felon les réglemens du Conseil Aulique^{nus aux fupre-}
 & de la Chambre Impériale, ainfi que felon l'ordonnan-^{mes Tribunaux}
 ce d'Exécution chacun entre incefamment dans fes droits^{de l'Empire.}
 fans y mettre aucune des exceptions, que le traité de l'ex-
 écution n'admet pas.

§. II.

ne tête capable de réfifter avec force & magnanimité aux inten-
 tions des Catholiques, on avoit la méthode de l'éloigner en luy
 conférant des Commissions dans l'Empire, afin que fa préfence
 ne pût caufier aucun ombrage.

Nous ignorons fi ces griefs étoient bien fondés ou non ;
 quoiqu'il en foit la dernière Capitulation a pourvû à la plû-
 part de ces abus , & l'Allemagne vit fous un Règne, qui n'en
 permettra plus aucun.

Le refus, que fait le Miniftère de Vienne, quoique de ce
 fouverain interpellé par l'Archi-Cancellariat de Mayence, de dé-
 livrer les actes, ou Archives du Conseil Aulique, fait un tort
 irréparable au cours de la Juftice. La diftraction, que ce Mini-
 ftère prétend faire des papiers concernant la maifon d'Autriche,
 & le prétendu danger des Chemins, ne font de fa part qu'un pré-
 texte frivole, puis que d'un côté il ne luy appartient pas de rien
 retirer des Archives de fon Autorité privée, toutes les remifes &
 reftitutions des pièces ne pouvant être faites que par les Offi-
 ciers à ce qualifiés, & d'un autre côté ce n'eft point à luy à pré-
 texter l'incertitude des Chemins, tandis que l'Empereur, l'Ele-
 ctteur de Mayence & le Conseil Aulique n'ont à cet égard aucune
 inquiétude.

§. II.

La voie de révision, ou de supplication permise en Empire sera ouverte à un chacun ; il sera promptement procédé aux révisions ; & la connaissance touchant la suffisance de la caution, que la Partie victorieuse doit présenter, lorsqu'Elle fait exécuter le jugement sans à restituer à fin de cause, demeurera réservée à la Chambre & ne passera point aux Réviseurs, ou Viseurs.

Et quoique, suivant qu'il a été dit ci-dessus, le Bénéfice de révision & de supplication ait lieu en Empire^(b) & que conséquemment il ne doive point être regardé dans nôtre Conseil Impérial Aulique comme odieux & inadmissible, quoiqu'on s'en serve contre les jugemens dud. Conseil, même contre nos propres résolutions Impériales y publiées & rendues après avoir pris son avis; quoi-

(b) L'on peut se pourvoir contre les jugements du Conseil Aulique ou par la voie de la restitution en entier, ou par la voie du sindicat, ainsi que cela se pratique en la Chambre Impériale, ou par la voie de la supplication, qui n'est autre chose qu'une demande en Révision du procès, laquelle a été mise en usage au lieu & place des appels, que l'on formoit autres fois en provoquant *ab Imperatore malè informato ad melius informandum*.

Lorsqu'un Etat se croit gravé par le jugement du Conseil, il peut présenter sa requête à S. M. Imp. par laquelle en exposant succinctement ses griefs & en se soumettant à une amende pécuniaire en cas de perte de son procès, il demande que les actes & pièces soient derechef examinés & revus.

Il est assez étonnant, que le règlement n'ait point fixé un tems péremptoire, pendant lequel on soit tenu de demander la révision par la voye de la supplication. L'opinion la plus commune est, qu'on a quatre mois. Les uns cependant ne donnent que dix jours, les autres accordent jusqu'à deux ans.

Si l'Empereur trouve frivole la demande de la révision, il renvoie le Demandeur avec un *néante* ; si aucontraire il juge par les apparences, qu'elle pourroit être fondée, il décrète favorablement & nomme ensuite des juges du même *Dicastere*, mais autres que ceux, qui ont assisté au jugement, dont est plainte, d'ailleurs un autre Rapporteur & Co-Rapporteur pour ce jugement être par Eux ou confirmé, ou infirmé.

quoiqu'aussi, lorsque les formalités requises ont été observées, ce bénéfice ne doit être refusé à Personne, ni même rendu difficile par ces épices exorbitantes, cependant afin que les contestations terminées ne recommencent point de nouveau, ou que les Procès suscités ne soient point éternisés au Conseil Aulique, ou à la Chambre Impériale, ce qui rendroit la justice sans effet, non seulement Nous ferons nôtre possible pour faire accélérer ces révisions, & avertirons toutes les fois, qu'il sera nécessaire, les Réviseurs par des Mandemens convenables, mais aussi pour d'autant mieux abréger ces révisions usitées en nôtre Chambre Impériale, Nous observerons exactement les réglemens faits à la Diète de l'Empire en l'an 1654. & ceux qu'on pourroit encore faire à l'avenir sans leur accorder aucun effet suspensif, ni permettre, que la Chambre Impériale soit dépouillée de la connoissance, qui lui appartient touchant la caution *de restituendo* & la suffisance de cette caution (c) laquelle en vertu du §. 124.

(c) Celuy, qui obtient en sa faveur un jugement, dont son Adversaire a obtenu la révision, peut ce nonobstant faire exécuter la sentence, pourvû qu'il fournisse, non pardevant les Réviseurs, mais pardevant le Conseil Aulique, caution valable & suffisante, que s'il vient à succomber à fin de cause, il restituera avec le principal tous dépens, dommages & interets; c'est ce qui est appelé icy la caution *de restituendo*, de laquelle il a déjà été fait mention cidevant. Cette disposition prouve en même tems contre le sentiment de quelques Praticiens & malgré un préjugé rendu en l'affaire de *Liechtenstein* contre *Ostfrise*, que les supplications n'ont point un effet suspensif, à moins que celuy, qui a emporté gain de cause, n'y consente, ou que Personne ne veuille être sa Caution.

§. 124. du récé de l'Empire de l'an 1654. l'on est obligé de fournir, au cas qu'on vienne à succomber, pour cette connoissance être attribuée aux Réviseurs;

§. III.

*Il sera sans
délay procédé
aux révisions
& à la visite
de la Chambre
Impériale par
une Députa-
tion extraordi-
naire de l'Em-
pire.*

Et comme en l'Art. 12. ci-dessus Nous nous sommes engagés à donner à l'avenir toute nôtre attention pour rétablir incessamment la Députation ordinaire de l'Empire, par conséquent aussi pour remettre sur pied & en règle les Visites & révisions accoutumées en nôtre Chambre & celle de l'Empire, & que cependant pendant cet entretems le maintien & la conservation de lad. Chambre, ainsi que de cette justice si salutaire ne sauroient souffrir un plus long retard ; que même dans ces derniers tems au deffaut du remède de révision l'on a exercé *le recursum ad Comitia* (recours aux Comices de l'Empire) (d) auquel il con-

(d) Il y avoit à la Chambre Impériale quantité de Procès Litispendants, dans lesquels la révision avoit été obtemuë, sans néanmoins que les Visitateurs ou Réviseurs y procédassent ; c'est pour quoy les Parties, qu'un si long retard impatientoit, ne sachant ou s'adresser pour obtenir justice se mirent dans le train de recourir aux Comices de l'Empire, par ou ces Comices se sont vûs accablés d'une multitude de Causes, qui n'étoient nullement de leur competence.

C'est pour remédier à cet abus, que par la présente Capitulation il a été statué, que l'on remettroit les révisions en règle, moyennant quoy *le recursus ad comitia* ne peut quant aux procès pendants à la Chambre, ou au Conseil Aulique, être exercé, que dans les cas portés par les réglemens de ces deux Tribunaux, ou par le traité de paix ; ces cas se réduisent à un seul, savoir

savoir lorsqu'en matiere de religion il y a parité de voix, & que ces voix sont tellement partagées, que tous les Conseillers Catholiques se trouvent d'un sentiment conforme, & tous les Protestans d'un sentiment opposé, auquel cas l'affaire demeurant sans décision il dépend de celle des Parties, qui a interet à la faire terminer, de la porter à la Diète, mais il faut, comme on vient de le dire, que les Religions soient partagées, car si le partage n'étoit que dans les voix, ce recours n'auroit point lieu, & suivant le sentiment de quelques uns le defendeur seroit renvoyé absous, au lieu que d'autres conseillent à la Chambre d'appeller quelques juges nouveaux, qui par leurs voix emportent la balance, ou la pluralité.

Certains Auteurs étendent au delà de ses bornes la faculté du *recursus ad comitia* & l'attribuent aux Etats,

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation des Loix & Constitutions de l'Empire, & que la Chambre, ou le Conseil Aulique se trouvent embarrassés à la faire, ou bien lorsqu'ils ont fait cette interprétation sinistrement.

2. Lorsque dans une affaire bénéficiale, matrimoniale, de légitimité, ou autre, dont la discussion ne peut être que de longue durée, il n'est pas possible de déterminer le juge à accorder la provision due à celle des Parties, qui est la plus souffrante, ou dont le droit est le plus apparent.

3. Lorsqu'après qu'un Etat s'est pourvu à la Diète pour obtenir modération de son contingent matriculaire, la Chambre ne laisse pas de le condamner à en payer la totalité, & même de faire exécuter le jugement sans attendre, qu'il ait été prononcé sur cette demande.

4. Lorsqu'il est intervenu un jugement, dont l'exécution seroit préjudiciable au salut public, ou pourroit avoir de facheuses suites.

5. Lorsqu'une des Parties a de justes motifs pour recuser la Chambre entiere.

Quelques Auteurs vont encore plus loin, que ceux dont Nous venons de rapporter l'opinion; ils soutiennent, que dans

Uu

tous

convient de mettre certaines bornes, d'autant plus que le §. 130. & suivans du dernier récé de l'Empire font voir, qu'en ces cas il doit y être pourvû au moien de la Députation

tous les cas cidessus détaillés le *recursus ad Imperatorem* n'est pas moins permis que le *recursus ad comitia*.

Quant à Nous, nous ne pensons pas, qu'aucun de ces points soient sujets à ce qui est véritablement appelé *recursus ad comitia*, car

Pour ce qui est du premier cas, quand le juge interprète la Loi, la Partië est tenuë de s'y soumettre non pas comme à une interprétation, mais comme à une application. Si le juge se trouve embarrassé, il renvoie les Parties à se pourvoir en interprétation pardevant les suprêmes législateurs, & alors ce n'est point en vertu du *recursus ad comitia*, que la Diète connoit du fait contentieux, mais en vertu de ce renvoi.

Pour ce qui est du second cas, Nous ne disconviendrons point, que des Partiës ne se soient quelques fois adressées à la Diète pour en obtenir la provision désirée, mais lorsque leur demande a pénétré, la faveur y a eû plus de part qu'aucun autre motif.

Pour ce qui est du troisième cas, on ne le croit point proposable, puisque n'y ayant presque aucun Etat, qui ne sollicite la modération, il n'y en auroit dans la thèse supposée presque aucun, qui fut contraignable au paiement de son contingent.

Pour ce qui est du quatrième cas, s'il arrive que la Diète suspende d'autorité l'exécution d'un jugement rendu, c'est par raison d'Etat, & nullement par déférence au prétendu *recursus ad comitia*.

Enfin pour ce qui est du dernier cas, il est constant, que les recusations générales d'un Tribunal entier sont prohibées, mais quand on les suposeroit permises, il Nous paroît bien difficile d'imaginer des moiens, qui rendent toute une Chambre recusable, en tous cas la voie, qui resteroit à la Partië recusante, seroit de demander des Commissaires.

tation extraordinaire de l'Empire y résoluë, c'est pour-
quoi Nous nous emploierons à ce que ce récès soit exé-
cuté sans délai ;

§. IV.

Nous devons & voulons aussi d'abord après le com-
mencement de nôtre regne & au plus tard dans l'espace
de trois mois faire nos dispositions, pour que suivant la
teneur dud. dernier récès de l'Empire & de la premiere
Classe y contenuë les Etats dénommés pour cette Dépu-
tation de l'Empire conjointement avec nos Commissaires
se rendent inmanquablement pour le premier de Septem-
bre prochain à la Chambre Impériale par les Conseillers
à ce habiles, qu'ils y enverront, & que pour cette fin
ils y soient à tems dûment appelés par écrit de la part de
l'Electeur de Mayence en qualité d'Archi-Chancelier de
l'Empire.

§. V.

Or attendu qu'entre ces Etats Députés en 1654. en
vertu de la premiere Classe il est survenu un changement
à l'occasion de Lautern-Palatin & de la Ville de Strasbourg,
à quoi il est nécessaire de pourvoir provisionnellement,
c'est pourquoi quant à présent Lautern sera remplacé par
le Duché de Brême, & Strasbourg par la Ville de
Nuremberg.

§. VI.

Jusqu'à ce que Nous & l'Empire fassions des réglemens
ultérieurs, les Etats Députés de l'Empire conformeront

U u 2

leur

*Le 17. Sep-
tembre de l'an-
née courante
les Commissai-
res Impériaux
& les Députés
des Etats se
rendront à la
Chambre Im-
périale.*

*Bremen &
Nuremberg,
remplaceront
en cette Dépu-
tation Lau-
tern-Palatin
& Strasbourg.*

*Les Députés
des Etats de
l'Empire se
conformeront*

soigneusement pour le présent aux loix & récé de l'Empire, ainsi qu'aux instructions, qui ont déjà été concertées avec eux.

leur conduite à ce qui quant à des fonctions aussi importantes est contenu dans les constitutions de l'Empire, sur tout dans le dernier récé de l'Empire sus-allégué, dans les anciens & nouveaux récé de vísitation, ainsi qu'en tout ce qui y est connexe, comme aussi dans les instructions données par l'Empire à l'occasion de la dernière Députation extraordinaire de l'Empire, en tant qu'elles peuvent être appliquées aux circonstances présentes.

§. VII.

Un Etat, qui sans en avoir dûment avertis, néglige- rois d'envoier ses Députés, et sera punis conformément aux réglemens de l'Empire, & l'Electeur de Mayence appellera l'Etat suivant à la place de l'Etat qui.

Au cas que contre nos espérances, & sans en donner à tems des raisons légitimes, l'un ou l'autre des Etats Députés fut tardif à envoier la Députation, dont il est chargé, ou qu'il l'omit tout à fait, Nous laisserons pour le présent les choses sur le pied des peines portées par les anciennes ordonnances de l'Empire jusqu'à ce qu'à l'avenir la Diète générale de l'Empire augmente la rigueur de ces ordonnances. Il conviendrait sur tout en pareil cas, que l'Electeur de Mayence appella à la place de l'Etat négligent celui, qui le suit de plus près.

§. VIII.

Les 24. Etats Députés pour ces vísites & révisions se partageront d'abord en quatre Sénats, dont le premier prendra connaissance des affaires de la Vísite, le second &

Etant porté dans le susdit dernier récé de l'Empire, que la Députation extraordinaire de l'Empire, de laquelle il a été convenu, seroit employée partie à la vísite de la Chambre Impériale, partie aux affaires de révisions tant anciennes que nouvelles, à l'effet de quoi les 24. Etats, dont chaque Classe est composée, seroient divisés en quatre Sénats, en conformité de ce les Etats, qui conjointement

ment avec nos Commissaires comparoîtront au terme prescrit, se partageront de la façon cidessus, & formeront des Sénats, après quoi le premier de ces Sénats procédera avant toute chose à la visite, dont est question, & d'entre les trois autres deux examineront les vieilles affaires de révisions, & le quatrième les nouvelles pour le tout être terminé ainsi que de justice.

*le troisieme des
anciennes révi-
sions & le qua-
trieme des
nouvelles.*

§. IX.

Lorsque le Sénat chargé de la visite, dont il s'agit, aura achevé cette occupation, il procédera au désir du dernier réces de l'Empire & avec toute la diligence possible à la révision & mélioration du projet de règlement de la Chambre Impériale, & nous en donnera avis, ainsi qu'à l'Empire.

*Lorsque le
premier Sénat
aura achevé les
affaires de la
Visite, il exa-
minera le pro-
jet de règle-
ment de la
Chambre Impé-
riale, & fera
passer son avis
à l'Empereur
& à l'Empire.*

§. X.

Pour ce qui est des révisions Nous devons & voulons dans le susdit espace de trois mois à commencer depuis notre règne rendre en Empire un Edit, par lequel il soit ordonné à toutes & une chacune des Parties impétrantes de se pourvoir au sujet de la poursuite de la révision dans l'espace de quatre mois près de l'Electeur de Mayence & de la Chambre Impériale à peine de voir déclarer cette révision périë & déserte.

*Dans l'espace
de quatre mois
à commencer
depuis la pro-
mulgation de
l'Edit Impé-
rial, les Impe-
trants se pour-
voiront au su-
jet de la pour-
suite en révi-
sion pardevant
l'Electeur de
Mayence & la
Chambre Im-
périale à peine
de désertion.*

§. XI.

Ces Visites & ces révisions ne retarderont cependant

*Ces visites &
révisions n'em-*

*pécheront
points, que les
affaires cour-
rantes de la
Chambre n'al-
lent toujours
leur train ;*

en rien les fonctions de la Chambre Impériale, lesquelles auront toujours leur cours ordinaire.

§. XII.

*Par un décret
de commission
Impériale
S. M. donnera
part à la Diète
de ce règlement
provisoire, et
ce dans l'espace
de trois mois
à compter de
puis le com-
mencement de
son Gouverne-
ment.*

Nous devons & voulons en outre dans led. espace de trois mois, & après que l'Empire, que Nous convoquerons incessamment, se sera comitialement assemblé, lui faire part par un décret de commission Impériale de l'ordonnance provisoire ; que nous rendrons, fondée sur le dernier récé de l'Empire susmentionné, pour au préalable recevoir son avis sur ce qu'il conviendra de faire en outre pour le bien de la Patrie ; Nous tiendrons aussi la main pour que le dernier récé de l'Empire si souvent allégué soit pleinement exécuté, & que la Députation extraordinaire arrêtée par l'Empire soit par les Classes ultérieures également mise à due exécution (e).

§. XIII.

(e) En l'Année 1500. l'Empereur Maximilien I. établit un Conseil appelé Régiment composé de vingt Personnes choisis parmi les Etats, & qui ayant pour Chef l'Empereur, ou son Vicairre étoit chargé comme représentant l'Empire de toutes les affaires, qui concernoient le repos de l'Allemagne.

Après la suppression de ce Régiment on le remplaça par ce qu'on appelle aujourd'hui *la Députation de l'Empire*, laquelle il ne faut point confondre avec une autre espece de Députation consistant en un certain nombre d'Ambassadeurs, ou Envoies, que l'Empire députe aux Congrès, lorsqu'il s'agit d'y ménager ses intérêts.

La Députation, dont il est icy question, est une Assemblée des Commissaires Impériaux, des Electeurs & d'une partie des Etats, & ses principales Fonctions sont de délibérer sur les affaires,

faïres , qui n'ont pû être terminées en pleine Diète , ou qui luy ont été renvoyées , ou qui intéressent tout l'Empire. Le droit d'y assister étoit originairement personnel , & dépendoit du choix , que la Diète faisoit des Etats Députés , mais il est ensuite devenu réel , & a été attaché aux Territoires.

Le Nombre des Etats , qui y ont été successivement admis s'est augmenté au point , qu'en la Diète de l'Année 1654. on en a fait la répartition en cinq Classes composées chacune de 24. Députés , & s'il étoit fait droit sur toutes les Requêtes jusqu'ici présentées par les Etats , qui en sont exclus , & qui désireroient y avoir entrée , on n'en verroit presque aucuns , qui n'y eussent séance , moiennant quoy il n'y auroit plus de différence à faire entre la Diète & la Députation de l'Empire.

Nous joindrons ici une Liste des Députés suivant l'ordre des Classes , cette connoissance étant indispensablement nécessaire pour l'intelligence des Réflexions & explications , qui suivront.

Première Classe ou Députation.

- | | |
|---------------------------|---|
| 1. L'Electeur de Mayence. | 1. L'Electeur de Saxe. |
| 2. L'Electeur de Trèves. | 2. L'Electeur de Brandebourg. |
| 3. L'Autriche. | 3. Lautern - Palatin , aujourd'hui Breme. |
| 4. Bamberg. | 4. Saxe - Gotha. |
| 5. Constance. | 5. Brandebourg - Culmbach. |
| 6. Ratisbonne. | 6. Wolffenbuttel. |
| 7. Munster. | 7. Mecklenbourg - Schwerin. |
| 8. Baviere. | 8. Hesse - Darmstatt. |
| 9. Un Prélat. | 9. Bâde - Durlach. |
| 10. Un Comte. | 10. Un Comte. |
| 11. La Ville de Cologne. | 11. La Ville de Strasbourg , aujourd'hui Nuremberg. |
| 12. La Ville d'Augsbourg. | 12. La Ville de Ratisbonne. |

Secon-

Seconde Classe ou Députation.

- | | |
|---------------------------------|-----------------------------|
| 1. L'Electeur de Mayence. | 1. L'Electeur de Saxe. |
| 2. L'Electeur de Cologne. | 2. L'Electeur Palatin. |
| 3. Saltzbourg. | 3. Simmern - Palatin. |
| 4. Bourgogne. | 4. Saxe - Altenbourg. |
| 5. Wurtemberg. | 5. Brandebourg-Onoltzbach. |
| 6. Spire. | 6. Brunswic - Zell. |
| 7. Augsbourg. | 7. la Pomeranie Citérieure. |
| 8. Neubourg - Palatin. | 8. Hesse-Cassel. |
| 9. Un Prélat. | 9. Holstein. |
| 10. Un Comte. | 10. Un Comte. |
| 11. La Ville d'Aix la Chapelle. | 11. La Ville d'Augsbourg. |
| 12. La Ville de Rothweil. | 12. Nuremberg. |

Troisième Classe.

- | | |
|---------------------------|-------------------------------|
| 1. L'Electeur de Mayence. | 1. L'Electeur de Brandebourg. |
| 2. L'Electeur de Bavière. | 2. L'Electeur Palatin. |
| 3. Aichstätt. | 3. Brême. |
| 4. Strasbourg. | 4. Deux ponts - Palatin. |
| 5. Hildesheim. | 5. Saxe - Weimar. |
| 6. Freysingen. | 6. Brunswic - Callenberg. |
| 7. Osnabruck. | 7. Wurtemberg. |
| 8. Liège. | 8. Mecklebourg - Gustrau. |
| 9. Un Prélat. | 9. Hennenberg. |
| 10. Un Comte. | 10. Un Comte. |
| 11. La Ville de Sélestat. | 11. Lubeck. |
| 12. Überlingen. | 12. Ulm. |

Quatrième Classe ou Députation.

- | | |
|---------------------------|-------------------------------|
| 1. L'Electeur de Mayence. | 1. L'Electeur de Saxe. |
| 2. L'Electeur de Trèves. | 2. L'Electeur de Brandebourg. |
| 3. Worms. | 3. Lautrec - Palatin. |
| 4. Paderborn. | 4. Magdebourg. |
| | 5. Passau. |

- | | |
|----------------------|--------------------------|
| 5. Passau. | 5. Eifenach. |
| 6. Brixen. | 6. Grubenhagen. |
| 7. Bâle. | 7. Pomeranie Antérieure. |
| 8. Leuchtenberg. | 8. Anhalt. |
| 9. Un Prélat. | 9. Saxe-Lauenbourg. |
| 10. Un Comte. | 10. Un Comte. |
| 11. Obernheim. | 11. Worms. |
| 12. Gemünd en Suabe. | 12. Spire. |

Cinquième Classe.

- | | |
|---|----------------------------|
| 1. L'Electeur de Mayence. | 1. L'Electeur de Saxe. |
| 2. L'Electeur de Cologne. | 2. L'Electeur Palatin. |
| 3. Grand Maître de l'ordre
teutonique. | 3. Saxe-Cobourg. |
| 4. Trente. | 4. Halberstadt. |
| 5. Fulde. | 5. Hochberg. |
| 6. Elwangen. | 6. Verden. |
| 7. Corvey. | 7. Holstein. |
| 8. Bâle-Bâle. | 8. Lubec. |
| 9. Un Prélat. | 9. Montbelliard. |
| 10. Un Comte. | 10. Un Comte. |
| 11. La Ville de Wangen. | 11. La Ville de Francfort. |
| 12. Offenbourg. | 12. Rotembourg. |

Lorsqu'il est trouvé à propos de convoquer une Députation de l'Empire, c'est l'Electeur de Mayence, qui non pas en son nom, mais en celui de l'Empereur fait cette convocation en désignant ordinairement Francfort pour le lieu de l'Assemblée, & le premier May pour le terme, auquel on doit s'y rendre. Les Etats compris dans la première Classe doivent être appelés les premiers, & peuvent comparoître en Personne, ou par leurs Ministres & Envoyés. Lors de l'ouverture de l'Assemblée les Commissaires Impériaux, après s'être légitimés, ont coutume d'ouvrir les propositions, sur lesquelles il doit être délibéré. Quand la première demi-année approche de sa fin, l'Electeur convoque ceux des Etats spécifiés dans la seconde Classe ; de la

Xx

il

il passe à la troisième , & alterne ainsi de demi an en demi an d'une Classe à l'autre sans oublier de le notifier chaque fois à l'Empereur , afin que S.M.I. puisse ou y envoyer des nouveaux Commissaires , ou continuer le plein pouvoir des anciens , d'où il apert , que quoique la Députation soit pour ainsi dire perpétuelle , néanmoins chaque Classe ne siège que pendant six mois , & est relevée par la Classe suivante , laquelle résume les affaires entamées par la précédente.

Lorsqu'un des Députés ne comparoit point son tour venant , il dépend de l'Electeur de Mayence de l'exclure , en constituant en sa place celui des Etats du même rang , qui le suit le plus près dans les séances de la Diète. Savoir s'il convient , que l'Electeur en use de même à l'égard de certains des Etats compris en la Liste cy dessus , qui ayant passé sous d'autres Dominations demeurent notoirement absents ?

Quand les Etats de l'une , ou de l'autre Classe délibèrent sur affaires concernant la sûreté & le repos de l'Empire , cette Députation est appelée ordinaire , parcequ'anciennement c'étoit là le véritable & unique objet de son Institution ; mais quand ils sont chargés de traiter d'une autre matière , c'est alors Députation extraordinaire.

La façon d'opiner dans les Députations ordinaires est bien différente de celle , qui est en usage en la Diète. En la Diète il y a trois Collèges ; la Députation ordinaire n'est composée que de deux , savoir de celui des Electeurs , & de celui des Princes. En la Diète les Prélats , les Comtes & les Villes ne donnent leur voix que *Curiatim* ; en la Députation ordinaire ils la donnent *Viritim*. Après que les deux Collèges ont séparément pris leurs Résolutions , si ces résolutions sont unanimes , ou qu'on les rend telles au moyen de la relation & corrélation , le Directoire de Mayence en forme un Récès , lequel a force de loy , lorsqu'il est rendu dans les cas ; qui sont de la compétence de la Députation de l'Empire , & ce sont alternativement les Députés , qui y apposent le sceau.

L'on a vu par les Notes & observations apposées au précédent Article XVI. , qu'il y avoit beaucoup à réformer dans la
pro-

procédure & autres usages de la Chambre Impériale , & que quantité de procès, dont la révision avoit été obtenue, y étoient encore en arriere au grand préjudice & à la ruine des Parties ; c'a été pour remédier à ces maux, que la présente Capitulation a fait un établissement & une répartition propre à accélérer ce grand ouvrage.

Elle a ordonné, que chacune des Classes, lorsqu'elle se trouveroit en exercice , seroit partagée en quatre Sénats , dont l'un procéderoit à la Visite de la Chambre , deux à l'examen des anciens procès de Révisions & le quatrième à l'examen des Révisions nouvelles.

Si cette disposition , que l'on ne voit point dans les Capitulations précédentes , étoit ponctuellement exécutée , l'on ne doit point douter de l'effet avantageux, qu'elle produiroit , mais il faudroit en même tems , que les Etats de leur côté s'y prêtassent de bonne grace & se détachassent de tous les incidents, qu'ils ont coutume de former, quelques fois même les uns contre les autres , par ou souvent les affaires demeurent dans l'indécision.

Les Electeurs par exemple ne sont pas du goût des Députations extraordinaires , parcequ'à cela près qu'ils y siègent & opinent les premiers, ils n'y ont du reste aucune prééminence, leurs voix n'étant pas d'un plus grand poids que celles des autres Etats , lesquels étants supérieurs en nombre l'emportent communément par la pluralité.

Ceux des Princes & Etats , qui se voient exclus de ces Députations, murmurent non seulement de la perpétuité de cette exclusion , qu'ils prétendent être des plus injustes , mais soutiennent encore , que les affaires ne sauroient être assez mûrement pesées dans une assemblée , ou chaque Prince n'est point séparément entendu , ni admis à entendre les raisons des autres.

Les Ecclésiastiques se plaignent aussi de ce que dans ces Députations les Princes Catholiques du banc séculier ont plus de voix qu'Eux , au lieu que d'ancienneté leurs voix ont toujours été égales.

Il est quelques fois des cas, ou la Députation extraordinaire nomme une sous-Députation, qui est une espece de Commission composée de quelques uns d'entre les Députés, & comme en ces occasions l'on ne choisit que peu de personnes, de façon qu'il n'y a que les Principaux, qui soient ordinairement nommés, & qu'ainsi l'on donne l'exclusion aux Comtes, de la vient, que ceux ci forment des griefs & prétendent, qu'étant appelés aux Députations, ils ne doivent pas moins l'être aux sous-Députations.

Les Comtes de Wetteravie & de Franconie ont pareillement des difficultés entre Eux au sujet des Députations.

D'autres, sans y avoir aucune part que le plaisir de critiquer, trouvent à redire sur ce que, lorsque la Diète générale siège en même tems que la Députation de l'Empire, il peut arriver que cette Députation traite des affaires des plus importantes, pendant que la Diète en examine, qui sont de moindre conséquence, ce qu'ils taxent de ridicule.

Enfin pour rendre les Députations odieuses aux Diètes on prétend, comme elles représentent tout l'Empire, que ce qui y est une fois arrêté a la même force, que ce que toute la Diète a résolu, de façon qu'il ne dépend plus de la Diète de rien réformer.

La Couronne Impériale devient Elle vacante, les uns avancent, que la Députation doit cesser, d'autres (comme on l'a vu en 1657.) qu'Elle ne peut subsister pendant & durant la Diète d'élection.

Enfin il ne se présente presque aucune circonstance, qui par rapport à la difference des intérêts de chacun des Etats ne fasse des mécontents, & ne donne lieu à une augmentation de difficultés, parceque rarement les anciennes sont elles terminées, & qu'il en survient toujours de nouvelles.

Ce qu'on appelle *Visite*, ou *Vistation*, consiste dans les informations, que les Commissaires à ce députés prennent des vies & mœurs de tous & un chacun des Officiers de la Chambre tant principaux que subalternes; Dans l'examen qu'ils font de la forme de procéder & de juger; Dans les ordonnances, qu'ils

qu'ils font publier , soit pour punir ceux , qu'ils trouvent en faute , soit pour rectifier ce qui d'ailleurs est défectueux ; Dans les projets , qu'ils dressent pour établir des Régles convenables à la justice & au bien public ; Enfin dans le compte , qu'ils en rendent soit à l'Empereur , soit à la Diète de l'Empire.

Comme la Députation ordinaire de l'Empire se partage en deux Collèges , dont l'un n'est composé que des Electeurs , lesquels conséquemment ont seuls dans leur Classe autant de pouvoir & Autorité , que tous les autres Etats en ont dans la leur , les Princes & Etats de la Confession d'Augsbourg ont jugé , que cette séparation , ou division étoit contraire à la Règle & aux Constitutions de l'Empire , & que tout ce qui étoit d'une même Classe ne devoit aussi former qu'un même Corps ; c'est pourquoy en 1653. & ès années suivantes ils ont présenté à la Diète differens Mémoires portant en substance ;

I. Qu'avant l'Année 1490. les Etats de l'Empire concouroient ensemble aux délibérations , sans qu'il y eut entre Eux aucune distinction.

II. Que le Régiment de l'Empire institué en 1500. étoit composé de six Electeurs & de douze Princes , sans qu'il y eut entre Eux aucune séparation , de façon qu'il en doit être demême de la Députation de l'Empire , laquelle a été subrogée à ce Régiment,

III. Qu'il est bien vrai , que lors dud. Régiment les Electeurs s'assembloient entre Eux préliminairement & par forme de préparatoire , c'est à dire pour convenir du parti , qu'ils prendroient lors de l'assemblée générale , mais que quand il s'agissoit de donner voix décisive , ils ne formoient pas un Collège particulier & opinoient avec les Autres.

IV. Que suivant la Disposition du Traité de Munster il doit y avoir parité entre les Etats , laquelle ne peut subsister sans la Conjonction des Collèges.

V. Que cette Conjonction épargneroit tout le tems , que l'on perd ordinairement en Relations & Corrélations.

VI. Que par le Traité sus-allégué Art. 5. §. 14. il devoit de toute façon y avoir parité de Religions , ce qui suivant la

§. XIII.

Elle emploiera aussi tous ses soins pour améliorer l'enseignement de la Chambre Impériale & pour l'augmentation des Assesseurs, qui y siègent, ainsi qu'il est ordonné par les décrets de l'Empire de l'an 719.

Nous ne devons & nous ne voulons pas moins sérieusement nous employer & prendre des mesures efficaces pour faire sans faute, ni négligence exécuter ce que le ré-
cés de l'Empire de l'an 1719. ordonne au sujet du meilleur

Distribution faite en deux Colléges ne se trouveroit pas, puisqu'en jettant les yeux sur chacune des Classes cidevant détaillées, l'on verra que parmi les Electeurs le nombre des Catholiques l'emporte toujours sur celui des Protestants, de façon que, comme vraisemblablement il l'emporteroit aussi par la pluralité des voix, il s'ensuivroit qu'une ou deux voix Electorales pourroient contrebalancer toutes les autres voix Protestantes du Collége des Princes.

VII. Qu'en supposant, comme les Electeurs l'avancent, que la Députation ordinaire de l'Empire n'eût été ordonnée que par rapport aux matieres d'Etat, cela n'empêcheroit, que la parité ne dût être observée suivant le traité de paix, parceque lorsque les Protestans ont sollicité cette parité, ils l'ont fait non seulement en vue de la Religion, mais aussi en vue des affaires Politiques, qui quoiqu'en apparence différentes des autres ne laissent pas d'avoir avec elles une grande liaison;

VIII. Enfin que cette parité a été imaginée comme un remède nécessaire pour obvier à tous les troubles de Religion, de sorte qu'en détruisant ce remède il seroit dangereux, que le mal ne reprit.

Le Collége Electoral a répondu à ces moyens par une déduction des plus amples, protestant cependant qu'il ne prétendoit point s'engager dans des Ecritures & ne désisteroit jamais de ses droits.

Cette difficulté est du depuis demeurée comme assoupie, mais Nous ne savons, si elle reprendra au cas qu'on vienne à remettre la Députation de l'Empire sur pied.

(f) La

leur entretien de la Chambre Impériale & de l'augmentation de ses Assesseurs.

§. XIV.

Pour ce qui est de la supplication, qui au lieu de la révision est en usage au Conseil Aulique de l'Empire, Nous nous comporterons à cet égard suivant qu'il est porté par l'Art. V. §. *quoad processum judicarium* du traité de paix & par l'ordonnance du Conseil Aulique de l'Empire, & Nous tiendrons la main à ce que cette ordonnance soit exécutée, & qu'il n'y soit contrevenu en façon quelconque.

Pour ce qui est de la supplication usitée au Conseil Aulique de l'Empire au lieu de la révision, l'on suivra à cet égard les réglemens dudit Conseil, ainsi que la disposition de l'Art. V. de l'instrument de paix.

§. XV.

Ne voulons que dans les affaires, qui avant d'être réglées demandent préalablement connoissance de cause, & qui comme a été dit ci-dessus sont de la compétence du Conseil Impérial Aulique, les Etats de l'Empire soient grévés, ou molestés par des décrets impériaux émanés de notre Conseil secret, ni qu'on puisse en justice se prévaloir de ces Décrets.

Dans les affaires, qui requièrent une connoissance préalable de cause, aucun Etat ne sera inquiet par des décrets émanés du Conseil privé de l'Empereur, ni traduit pardevant iceluy.

§. XVI.

Nous nous obligeons de même de défendre efficacement & de maintenir contre toute violence Etrangere les causes jugées en Empire, & au cas que quelque Puissance, ou République voulut empêcher une exécution de l'Empire, à laquelle il auroit été procédé en règle, ou qu'Elle entreprit de s'en mêler, ou de s'y opposer, Nous

L'Empereur s'opposera à ce qu'aucune Puissance Etrangere empêche l'exécution des choses de l'Empire servantes en justice.

pro-

promettons de l'en détourner en Nous servant des voyes indiquées par l'instrument de paix, par le règlement d'exécution & par les constitutions de l'Empire, & d'employer contre un semblable procédé tous les moyens convenables,

§. XVII.

*Personne ne
sera surchargé
par des Taxes
de la Chancellerie,
lesquelles
seront réglées
dans peu dans
la Diète Générale,
& ne
pourront être
rehaussées sans
le consentement
des Etats. Il
sera donné part
à tous les Etats
de l'Empire du
règlement concernant
la taxe
agréée cidevant
par les comices
pour iceluy
être encore
mieux réglée.*

Nous ne chargerons, ni ne permettrons, que personne soit chargé près de ces souverains tribunaux de droits de Chancellerie, ou de droits de taxe, & Nous ne nous servirons d'aucune Taxe de Chancellerie ou autres, si ce n'est de celles, qui ont été agréées & réglées par les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire en pleine Diète, laquelle nous tacherons de faire assembler au plutôt; Nous ne les rehausserons pas, ni ne souffrirons que d'autres les rehaussent sans le seu & consentement des Etats; Nous remedierons au contraire sans délai aux griefs, qui pourroient être portés contre, & dans un an à compter depuis le commencement de notre règne Nous en donnerons communication aux Electeurs & Etats assemblés en la Diète pour qu'ils soient d'autant mieux informés, & qu'ils puissent en tout cas proposer, s'ils le jugent à propos, des arrangements plus plausibles au sujet du règlement de la taxe convenüe cidevant dans les comices,

§. XVIII.

*Quant à la
taxe concernant
les fiefs
l'on s'en fera*

Quant à la taxe due pour l'investiture des fiefs, Nous nous en tiendrons à ce qui est à cet égard disposé par

par la Bulle d'or, laquelle veut que pour une investiture il ne soit payé qu'une taxe seulement, quand même plusieurs fiefs seroient conférés par le même acte, contre quoi nous n'alléguerons aucune coutûme, ni ne souffrirons qu'il se fasse aucune augmentation de taxe sans la Volonté des Etats,

dra aux dispositions de la Bulle d'or.

§. XIX.

Bien moins encore chargerons Nous les Electeurs, Princes & Etats, ou permettrons, qu'ils soient chargés du droit appelé *Laudemium* & de deniers dits *Anfallsgelder* demême que de toutes autres prétentions nouvelles payables pour les fiefs, dont ils sont déjà coinvestis (f).

Aucun Etat ne sera surchargé de Laudemien, Anfallsgelder & autres exactions nouvelles.

ART. XVIII.

(f) La Disposition du présent Article est très favorable aux Princes & Etats en ce que, quoiqu'un Prince obtienne à la fois l'investiture de différents fiefs de l'Empire, & quoique ces fiefs luy soient tous conférés par un seul & même acte, néanmoins il n'est tenu qu'à en payer une simple taxe. Les Electeurs & les Archiducs d'Autriche en sont totalement exemtes; cependant, pour ce qui est des Electeurs, ils ont coutume de distribuer entre les bas Officiers de la Cour de l'Empereur des gratifications, qui d'ordinaire ne vont guere au dessous de deux, ou trois cent florins. Quant aux autres Etats, lorsqu'ils reçoivent l'Investiture d'un grand fief, ou *Fahnlehn*, on ne les dispense jamais du payement de la taxe ordinaire, qui est de 63 $\frac{1}{2}$ marcs d'argent évalués en monnoye courante à 1081. florins argent d'Empire, & les Administrateurs Protestants des Evechés, comme d'Osnabruck & de Lubec, payent outre la taxe accoutumée encore une moitié en sus. Le partage des sommes, que cette taxe produit, se fait entre les sous-Officiers héréditaires de l'Empire & les Officiers de la Chancellerie du Conseil Aulique à proportion du rang, que tient un chacun.

Y y

Outre

Outre cette taxe ordinaire il y a ce qu'on appelle les *Laudemien & Anfallsgelder*, qui sont une reconnaissance pécuniaire exigée en partie par le Conseil Aulique, en partie par les Com-mis de la Chancellerie, lorsqu'un fief de l'Empire échoit à un Agnat, ou Collateral, c'est à dire lorsque d'une branche il passe à l'autre. On l'exige aussi quand par une Investiture nouvelle le fief est conféré à une maison autre que celle, qui en étoit la dernière investië, & dans l'un comme dans l'autre cas les Vassaux ne peuvent se dispenser d'acquiescer ce droit, quoiqu'un Auteur moderne de l'Université de Jene en Saxe ait sans aucun fondement soutenu, que par la présente Capitulation & notamment par le dernier Paragraphe de l'Article XVII. il ait été aboli; cependant à bien examiner le véritable sens dud. Paragraphe tout ce qu'on y trouvera est, que l'Empereur s'oblige à ne point surcharger en cela les Etats, mais il ne dit pas, qu'à l'avenir ce droit demeurera totalement supprimé.

ARTICLE XVIII.

§. I.

Aucun Etat de l'Empire ne sera sans un titre légitime exempt de la juridiction des Souverains Tribunaux de l'Empire;

Nous ne devons, ni ne voulons aussi souffrir, qu'à l'avenir aucun Etat de l'Empire s'exempte de la juridiction des Tribunaux suprêmes de l'Empire, ou qu'il s'en soustraie, si ce n'est qu'il ait obtenu cidevant de l'Empereur Romain l'exemption de la Jurisdiction de l'Empire, soit par des conventions avec l'Empire Romain, soit par des privilèges, ou autres titres légitimes, ou qu'il en soit en possession actuelle (a).

§. II.

Reflexions sur l'exemption de la Jurisdiction de l'Empire.

(a) Quoique le présent §. fasse mention des *Etats de l'Empire* exemts de la juridiction de ses suprêmes Tribunaux, Nous n'en connoissons cependant aucuns entre les Etats immédiats, qui soient

§. II.

Par contre nous laisserons jouir dorénavant de l'exemption des Tribunaux supérieurs de l'Empire ceux d'entre les Etats, qui cidevant ont obtenu cette exemption des Empereurs Romains, soit par convention avec l'Empire Romain, soit par privilèges, ou par d'autres titres légitimes, & qui en sont actuellement en possession, les y garderons & maintiendrons en conformité de l'ordonnance de la Chambre Impériale part. 2. tit. 27. & du traité de Paix art. 8. mais en même tems aussi nous les obligerons à observer de leur part des plus exactement les traités, ou transactions, & à faire & exécuter sans y manquer tout ce à quoy ils sont tenus en vertu desd. traités, ou qu'ils sont d'ailleurs obligés de prêter à l'Empire.

Mais ceux, qui jouissent actuellement de cette exemption, y seront maintenus, à charge néanmoins par Eux d'exécuter pareillement ce à quoy ils sont tenus par les conventions & autres actes.

§. III.

Nous ne permettrons point aussi, que les Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Seigneurs & autres Etats de l'Em-

L'Empereur ne traduira point pardevant soy par

soient dans le cas de cette exemption, si ce n'est la Maison d'Autriche, dont néanmoins le privilège peut être diversement interprété. Il est bien vrai, que différens Princes d'Italie ont obtenu cette exemption par des Diplomes particuliers des anciens Empereurs; Que les Suisses se la sont assurés par le traité de Munster; Que d'autres Souverains voisins de l'Allemagne, qui jadis étoient sujets à cette juridiction, n'y sont plus soumis aujourd'hui; mais on ne peut les regarder comme Etats actuels de l'Empire, quoique quelques Publicistes les qualifient encore de *cives honorarii*, Citoyens honoraires, qui sans reconnoître la juridiction de l'Empereur & de l'Empire ne sont pas moins obligés d'en respecter la Majesté.

Y y 2

(6) Nous

*des citations
soit judiciaires,
soit volontaires,
aucun des
Etats, ou de
leurs sujets au
préjudice des
juges ordinaires.*

l'Empire, (y compris la Noblesse immédiate) ou leurs sujets dans l'Empire, soient assignés, adjournés, ou contrainsts à comparoitre autre part que pardevant leurs juges ordinaires;

§. IV.

*Il laissera
jouir chacun
des Etats de
son immédiate-
té, de son
droit d'Austré-
gues, de ses pri-
vilèges de non
evocando &c.
& annulera
toutes les con-
traventions,
qui peuvent y
avoir été faites
jusqu'à pré-
sent.*

Voulants que chacun puisse s'adresser en premiere instance à son juge naturel & immédiat, & qu'il jouisse de son droit d'immédiateté, de son privilège de juger en dernier ressort & sans appel, de celui de ne pouvoir être traduit devant un autre juge tant au civil qu'au criminel & en matieres féodales, de l'Election du Tribunal appelé *Jus electionis fori* (b), du droit des Austrégués tant légaux que conventionels, ou de famille, abolissants & annulants toutes les contraventions, rescrits & deffenses, qui auroient pû avoir été faites jusqu'à présent à ce contraires, sous quel prétexte que ce soit,

§. V.

(b) Nous avons dit cidevant, que suivant la pratique observée en Allemagne il dépendoit du Demandeur, qui avoit une Action à intenter contre un Etat immédiat, de la porter à celui des deux supérieurs Tribunaux de l'Empire, que bon luy sembloit; mais cette pratique cesse à l'égard des Etats, qui ont obtenu le privilège d'*Electionis fori*, suivant lequel le demandeur est tenu de dénoncer juridiquement à son adversaire privilégié, qu'il se propose de le faire assigner en justice, & que pour cette fin il luy donne terme de trois mois, en l'interpellant de déclarer dans led. délai, pardevant lequel de ces deux Tribunaux il veut être cité & fournir ses deffenses.

Le Roi de Suède jouit de ce privilège suivant la disposition du traité d'Osnabruck, ou il est dit Art. X. §. 12.

„Et

§. V.

Et promettans de ne point permettre, qu'on les y trouble par des commissions, mandemens, ou autres ordonnances, ou que le Conseil Aulique de l'Empire, ou la Chambre Impériale, ou d'autres les empêchent, & particulièrement nous tiendrons la main à ce que, lorsqu'il fera question d'ordonner des commissions, l'Article 5. du traité de paix §. 51. *In conventibus Deputatorum*, soit exactement observé; comme aussi, si l'affaire concernoit des Dévoués aux deux Religions, nous tâcherons, autant qu'il nous sera possible, d'observer une égalité dans la nomination des Commissaires, & Nous n'en nommerons point,

Il n'y contraviendra ni par lui-même, ni par les Tribunaux de l'Empire, & observera dans la nomination des Commissaires toute l'égalité possible dans les affaires pendantes entre des Parties, qui seront des deux Religions.

*„ Et au contraire s'il arrivoit, que les Rois de Suede
„ comme Ducs de Breme, de Verden & de Poméranie, & com-
„ me Princes de Rügen, & Seigneurs de Wismar fussent légi-
„ timement appelés en justice par quelqu'un pour cause concer-
„ nant ces Provinces, S. M. Imp. leur laisse la liberté de choi-
„ sir à volonté tel Tribunal, qu'ils voudront, soit la Cour Au-
„ lique, soit la Chambre Impériale, pour y évoquer l'action in-
„ tentée. Ils seront pourtant tenus de déclarer dans trois
„ mois à compter du jour de la dénonciation du différent en quel-
„ le justice ils veulent se pourvoir.*

Depuis la paix de Westphalie la Maison de Hannover a aquis les Duchés de Brême & de Verden, favoir si le privilège d'*Electio-
nis fori* luy a passé avec cette acquisition?

En 1648. les Ducs de Brunsvic & Lunebourg ont obtenu ce même privilège de l'Empereur Ferdinand III. pour Enx & pour leurs successeurs auxd. Duchez, sans préjudice néanmoins à la juridiction du Conseil Aulique quant aux fiefs illustres de l'Empire.

point, qui puissent avoir dans la chose un intérêt propre, vû que d'ailleurs semblables commissions ne peuvent être que de nulle valeur.

§. VI.

*Il n'accorde-
a qu'avec be-
aucoup de cir-
conspection les*

Nous userons d'une grande circonspection en accordant les fust. privilèges *de non appellando* (c), *non evocando*

*Explication
du privilège
le non appel-
ando.*

(c) Quoique dans les Régles ordinaires les appels des Tribunaux inférieurs soient reçus aux Tribunaux supérieurs de l'Empire, néanmoins nombre d'Etats ont successivement obtenu des Empereurs, que les Appels des Justices par Eux établies n'auroient point lieu. C'est ce qu'on appelle le *Privilegium de non appellando*, Privilège cependant, qui ne s'étend point aux cas de nullité, ou de déni de Justice, & dont les uns ne jouissent qu'avec certaines limitations & modifications, d'autres en tous les cas indistinctement.

Ceux, qui l'exercent sans limitation, sont les Electeurs en vertu de la Bulle d'or, les Archiducs d'Autriche, les Ducs de Saxe, le Roi de Suede, le Duc de Wurtemberg &c. mais seulement quant aux Etats mentionnés dans leurs Diplomes.

Ceux qui l'exercent avec limitation sont,

En matiere de Police & de petit Criminel les Marquis de Brandebourg.

En fait d'injures & de dettes liquides les Ducs de Brunswic & les Ducs de Holface.

Les Princes d'Ostfrise & les Comtes d'Oldenbourg ont le même droit, même aussi dans les matieres de servitude.

Les Electeurs de Brandebourg jugent souverainement au petitoire jusqu'à la somme de 2500. florins du Rhin; Les Ducs de Brunswic & de Mecklenbourg jusqu'à 2000. Ceux de Holface jusqu'à 500. & les Landgraves de Hesse jusqu'à 1000.

Plusieurs Comtes & Villes de l'Empire ont un semblable Privilège, mais pour des sommes au dessous de celles ci dessus.

(d) Le

cando (d), *Electionis fori*, & autres pareils, qui pourroient tendre à anéantir, ou à affoiblir la juridiction du saint Empire Romain, ou des privilèges plus anciens des Etats, ou autrement porter préjudice à un tiers, & agirons à cet égard en Père,

privileges de non-evocando non appellando, Electionis fori &c.

§. VII.

Et en conformité du Résultat de l'Empire de l'Année

Es se conformera au récé

1654.

(d) Le *Privilegium de non evocando* n'est autre chose qu'un privilège, qui défend à toutes personnes de traduire en première instance les Landgraves & sujets de celui, à qui ce privilège a été accordé, pardevant d'autres tribunaux que la Justice ordinaire des lieux. Ces concessions ont ci-devant beaucoup valu aux Empereurs surtout de la part des Villes, qui ont cherement payé cette grace, laquelle au fond n'est qu'imaginaire, puisqu'Elle est conforme non seulement à la maxime de droit *Actor sequitur forum rei*, mais aussi aux Réglemens de la Chambre Impériale. Cela n'empêche qu'en certains cas le privilège n'ait point lieu, & qu'un sujet ne puisse être traduit hors de sa Jurisdiction, comme par exemple s'il avoit commis un crime dans le Territoire d'autrui; s'il tenoit un fief pour raison duquel il fut obligé de répondre par devant la Cour féodale, dont il dépend; Si par contrat ou convention il s'étoit soumis de son plein gré à une juridiction étrangère, mais quant à certaines actions seulement, semblable soumission ne pouvant régulièrement valoir au préjudice du juge naturel.

Explication du privilège de non evocando.

Les Rois de Bohême comme Feudataires de l'Empire ont le Privilège de ne pouvoir être assignés que pardevant le Grand Chambellan & le Bourggrave avec l'adjonction de quelques uns d'entre les Etats du Royaume.

L'on prétend aussi, que les Ducs d'Autriche, lorsqu'ils sont défendeurs, peuvent à leur choix prendre pour juges ou l'Empire, ou l'un de leurs propres Vassaux.

(e) Pen-

de l'an 1554.
sousbans la
concession des
privileges de
premiere in-
stance, ou
d'Austrégues
particuliers.

1654. Nous nous garderons à l'avenir d'octroyer des privilèges de premiere instance, ou d'Austrégues particuliers à ceux, qui jusqu'à présent n'en ont point eû, ou qui ne les tiennent point d'une ancienne possession (e);

§. VIII.

Explication
du drois d'Au-
strégues.

(e) Pendant le long interrègne, qui a duré en Allemagne près de 90. Ans, les Chambres de Justice étoient presque par tout fermées, de façon que les Familles Illustres, qui avoient des difficultés les unes contre les autres, ne sachant comment les terminer jugèrent à propos de convenir d'arbitres, lesquels selon l'étymologie allemande furent appelés juges *Ausfregues*.

Les Austrégues, ou Justices arbitrales, dont quelques unes cependant étoient déjà établies avant l'interregne, sont ou conventionnelles, ou légales.

Les conventionnelles sont celles, dont il a été volontairement convenu dans les familles, ou pour s'en servir à perpétuité dans toutes les discussions, qui pourroient se présenter, ou pour certaines causes seulement, ou pour un tems limité. Les Austrégues nommés par testaments sont aussi mis au nombre des conventionnels.

C'est ainsi qu'il a été arrêté entre les Ducs de Saxe, que leurs Contestations seroient toujours terminées par quatre Nobles & deux Conseillers Lettrés nommés de part & d'autre. C'est ainsi que les Landgraves de Thuringe & les Marquis de Misnie ont réglé, que leurs difficultés seroient vuidées par quatre Nobles délégués à cet effet. C'est ainsi que Philippe le magnanime a ordonné par Testament, que les procès, qui s'éleveroient entre les Landgraves de Hesse seroient décidés par quatre Nobles & autant de Députés des Villes, auxquels seroient joints l'Assesseur de la Chambre Aulique & des Jurisconsultes de Marbourg, dont le demandeur nommeroit la moitié, le défendeur l'autre. C'est ainsi que par l'union de l'an 1446. les Electeurs se sont mutuellement établis Juges respectifs les uns des autres au cas qu'il survint entre Eux des discussions.

C'est

C'est ainsi que les Ducs de Saxe sont convenus d'Austrégués particuliers avec les Archevêques de Mayence, les Landgraves de Hesse & autres Voisins.

C'est ainsi que les Alliés de l'ancienne Confédération de Suabe étoient les Austrégués les uns des Autres.

C'est ainsi que plusieurs des autres Etats de l'Empire, comme Comtes, Nobles, & Villes Impériales ont pareillement leurs Austrégués choisis d'ordinaire parmi leurs égaux & Co-Etats, quelques fois même parmi leurs propres Officiers.

En 1579. les Comtes de Wetteravie & Ceux de Suabe firent ensemble une convention servant à régler leurs Austrégués mutuels. Il y fut dit, que s'il arrivoit, qu'un Comte procéda contre l'autre par voye de fait en s'emparant d'autorité de ses Domaines, le Comte Convocateur, ou Directeur du Collège, ou bien son Adjoint obligeroit le *spoliateur* à satisfaire le *spolié* & à remettre les choses dans leur premier état suivant l'axiome de droit, *spoliatus ante omnia restituendus*; Qu'ensuite de ce celui, qui se croiroit fondé à former une demande, le dénonceroit au Défendeur, auquel cas celui cy seroit tenu de nommer dans l'espace de quatre mois trois Comtes du nombre de Ceux, qui se sont confédérés; parmi lesquels le Demandeur choisiroit dans quatre autres mois celui, qu'il jugeroit à propos pour terminer le différend; Que si la Partie condamnée n'étoit point d'humeur d'acquiescer au jugement, Elle pourroit en interjetter appel pardevant les Comtes Confédérés en insinuant cet appel au Comte Convocateur ou Directeur; Que cela fait le Comte Convocateur conjointement avec les Parties présenteroit requête à la Chambre Impériale, aux fins qu'il luy plut recevoir cet appel & rendre un jugement diffinitif; Enfin qu'après le jugement rendu le Comte Convocateur en feroit la publication pour icelui être exécuté comme chose jugée, contre laquelle aucune demande en révision, ou autre ne seroit plus recevable.

Lorsqu'une des Villes, ou l'un des Nobles, qui ont accédé à cette union, veut faire assigner un Comte pardevant des Austrégués, l'on observe la même méthode que cidessus, si ce n'est qu'outre les trois Comtes le Défendeur nomme encore trois

Villes & trois Nobles , tellement qu'entre ces neufs Personnes le Demandeur en choisit trois, c'est à dire que de chacun des Etats il en prend un.

Quand aucontraire c'est un Comte, qui intente procès contre un des Nobles , ou contre l'une des Villes comprises dans l'union , le Doffendeur nomme deux Comtes , deux Villes & deux Nobles & le Demandeur en choisit un de chaque Classe.

Outre ces Austrégues Généraux l'on voit encore plusieurs Maisons , comme par exemple celle de Hohenlohe , qui pour leurs affaires de famille ont leurs Austrégues particuliers , mais ce détail Nous mèneroit trop loin si Nous voullions l'entreprendre.

Ceux des Etats immédiats , qui n'avoient point d'Austrégues conventionels, s'étant plaints de ce qu'ils étoient privés du bénéfice de premiere instance , cela engagea les Empereurs à leur donner aussi des Austrégues , qui furent appelés légaux pour les distinguer des premiers , mais dans la suite ils furent les uns & les autres confirmés avec pouvoir égal tant par le traité de Westphalie & par les Réglements de la Chambre Impériale, que par les Capitulations des Empereurs, de sorte que pour ce qui est des Etats, qui soit en demandant soit en deffendant ont leurs Austrégues ou conventionels, ou légaux, on peut appeller ces Justices Austrégales une premiere instance , dont sans le consentement mutuel des Partiës il ne peut être fait prétérition, si ce n'est dans les cas exceptés.

Pour ce qui concerne en particulier les Austrégues légaux, les juges sont différens suivant la différence des Dignités.

Lorsqu'un procès est sur le point d'être intenté par un Ele-cteur, ou Prince contre un autre Ele-cteur, ou Prince , le Def-fendeur doit , dans le mois après la dénonciation à luy faite du différend , nommer quatre autres Ele-cteurs , ou Princes Ré-gnans de différentes familles , dont deux séculiers , & deux Ecclésiastiques, en sommant le Demandeur d'en choisir un pour juge, ce que le demandeur doit faire dans le mois suivant.

Cela fait les Partiës prient celui, dont elles sont convenues pour arbitre, de prendre connoissance de leur cause , surquoy
celuy

celuy ci leur fait donner jour pour comparoir en la Ville de ses Etats la plus convenablement située, & y produire leurs pièces & Ecritures pardevant les Conseillers chargés de l'examen du procès & de la décision, qui doit s'ensuivre. Si dans l'Espace d'un mois après l'Intimation de l'action le deffendeur ne fait point dénoncer à son adversaire la nomination des quatre Electeurs, ou des quatre Princes choisis pour Austrégues, le demandeur doit alors avoir la liberté de porter sa demande recta à la Chambre Impériale, ou au Conseil Aulique, de même qu'il seroit en droit de le faire, au cas que, sans qu'il en fut luy même la cause, les juges Austrégues n'eussent pas terminé le procès dans le courant d'une Année.

La même méthode s'observe, quand un Electeur a procès en demandant contre un Comte, ou Baron, ou Noble Immédiat.

Lorsqu'un Comte, un Baron, un Prélat, un Abé, un Noble, une Ville libre ont une prétention contre un Electeur, ou un Prince, ils doivent, avant de la former juridiquement, savoir comment & où le deffendeur (à qui les réglemens de la Chambre donnent jusqu'à huit partis différens) veut être convenus, & ils sont obligés d'accepter la voye de la procédure, qu'il préfère, laquelle d'ordinaire se réduit à l'une des suivantes.

S'il nomme pour Austrégues trois Electeurs, ou Princes, ils en choisissent un pour juge. S'il veut une Commission Impériale, Elle ne luy est point refusée. S'il trouve plus à propos de nommer neuf d'entre ses propres Conseillers, & que les demandeurs les admettent tous, alors l'un d'entre ces neuf juges, dont les demandeurs font choix pour présider, recoit des autres le serment, en vertu duquel ils promettent, qu'ils jugeront sans partialité & selon leur conscience.

Si les Demandeurs trouvent à propos de placer aussi dans cette justice Austrégale des juges par Eux constitués, ils en nomment deux, & n'en choisissent que trois des neufs présentés par l'Electeur, ou Prince Deffendeur, ce qui forme un Tribunal de cinq; quelques fois aussi l'on nomme de part & d'autre deux juges, & au cas que leurs opinions viennent à être parta-

gées, les Partiës supplient l'Empereur de leur donner un *Obman*, c'est à dire un sur-arbitre.

Les Prélats, les Comtes, les Barons, les Gentilshommes, les Communautés & les Chapitres ayant procès les uns contre les autres, & voulant les terminer par Austrégues ont deux moïens pour le faire; le premier en faisant nommer d'autorité par l'Empereur à la réquisition du Demandeur un Commissaire Impérial, que le Deffendeur ne sauroit récuser, & qui ne peut être que Prince de l'Empire. Le second en faisant proposer par le Demandeur trois Electeurs, ou trois Princes, dont le Deffendeur choisit pour juge celui qu'il luy plait, & dans l'un comme dans l'autre cas le juge ou commis, ou choisis termine les différens avec les Officiers & Jurisconsultes de sa propre Justice.

Les Austrégues sont compétents en actions tant Personnelles que réelles, à l'exception des causes criminelles, fiscales, féodales, matrimoniales, & de celles, qui sont ou de juridiction volontaire, ou une émanation de la souveraineté, comme par exemple les restitutions en entier, les nominations de Tuteur aux Personnes illustres, le droit de rendre des mandemens *avocatoires, inhibitoires &c.*

Lorsqu'une Partie Demanderesse a plusieurs Personnes immédiates à citer pour le même fait, dont les unes ont des Austrégues, les autres non, alors il dépend d'Elle de les faire toutes assigner pardevant la Chambre Impériale, ou le Conseil Aulique, sans égard à la justice Austrégale.

Les Auteurs pensent différemment sur la question, si les juges Austrégues ont le droit de faire exécuter les sentences par Eux rendues?

Quoiqu'il semble, que quiconque peut condamner peut aussi faire exécuter, puisque sans cela les condamnations deviendroient souvent illusoires, néanmoins cette règle n'a point lieu dans le cas présent, les Austrégues n'ayant pas plus de pouvoir que les arbitres ordinaires, à cela joint qu'il seroit singulier, ou que les propres officiers d'un Prince & Etat pussent faire exécuter leur Maître, ou qu'un Etat voisin, qui auroit été

été amiablement choisis pour Austrégue , pût faire exécuter son Co-état.

Lorsque donc celui , qui a succombé par jugement des Austrégues , ne s'en rend point appellant pardevant la Chambre Impériale , la voie qui reste à la Partiē , en faveur de qui ce jugement a été rendu , est de s'adresser à lad. Chambre pour en obtenir les mandemens exécutoires & autres ordonnances nécessaires.

Les Publicistes se sont encore appliqués à traiter d'autres questions ; savoir.

Si un Prince élu Empereur conserve les Austrégues , qu'il avoit auparavant en qualité de Prince ?

Si l'Empereur , l'Imperatrice , le Roy des Romains , les Vicaires de l'Empire sont obligés de faire assigner pardevant les Austrégues ceux , qui jouissent du droit d'Austrégues ?

Si les Princes Cadets , ou appanagiés ont le droit d'Austrégues ?

Si pendant la vacance du Siège les Chapitres ont ce même droit ?

Si les Princes Ecclésiastiques postulés , ou élus Canoniquement peuvent en jouir avant d'avoir obtenu de l'Empereur leurs investitures ?

Si les juges Austrégues peuvent connoître des demandes incidentes ?

Il se forme encore quantité d'autres questions semblables , qui démontrent combien il y a d'incertitudes dans la matiere des Austrégues.

Quoique les réglemens dressés touchant la forme de procéder dans les justices Austrégales soient aussi bien conçus , qu'il a été possible , il ne laisse pas de se passer journellement nombre d'abus , nombre de difficultés , nombre d'incidents & avec cela beaucoup de lenteur & de partialité , de façon que sans Nous ériger en Critique , Nous abandonnons au jugement du Public , si ces établissemens ne produisent pas plus d'inconvénients que de bien.

§. VIII.

*Il reformera
dans l'espace
d'un an sous
les abus de la
Chambre de
Rothweil &
d'autres Tri-
bunaux Pro-
vinciaux en*

*Création droits
& juridiction
de la Chambre
de Rothweil.*

Et d'autant que depuis nombre d'années les Electeurs, Princes & Etats ont porté toutes sortes de plaintes importantes en différentes assemblées de l'Empire contre la Régence Impériale de Rothweil (f), celle de Wein-

gar-

(f) Lorsqu'après la mort de Henry V. il fut procédé à l'Élection d'un nouvel Empereur, les uns des Electeurs élurent Conrad Duc de Suabe, les autres Lothaire Duc de Saxe, ce qui occasionna une guerre entre ces deux Souverains.

Conrad étant poursuivi par Lothaire se réfugia à Rothweil, dont les habitans se défendirent vigoureusement contre le siège, que Lothaire forma.

Pour récompense de leurs services Conrad transféra en lad. Ville sa justice Aulique dite *Hoffgericht*, dont il conféra à perpétuité l'exercice & l'administration au Sénat, de façon que c'est à cet Empereur que la Chambre actuelle de Rothweil est redevable de son établissement. Elle est ordinairement composée de treize Assesseurs partie Nobles, partie Roturiers ayants pour Président le Comte de Sultz, dont la famille tient cette dignité à titre de fief avec pouvoir de faire exercer cette Charge par un Vice- ou sous-Président.

Suivant la désignation portée dans les Diplomes des Empereurs Maximilien I. & Maximilien II. sa juridiction s'étend (mais non quant à la totalité) sur les Cercles de Suabe, du Rhin, même aussi de Franconie & d'Autriche, quoique quelques Auteurs en disconviennent, quant à ces deux derniers. Elle concourt en première instance avec les Magistrats, ou juges ordinaires, & jouit du droit de prévention. Supposé qu'en première instance Elle ne soit point saisie de la connoissance d'une affaire contentieuse, Elle peut en recevoir l'appel, lorsque la Partie condamnée, au lieu d'aller au Conseil Aulique, ou à la Chambre de Wetzlar, juge à propos de porter ses griefs à celle de Rothweil, d'où l'on peut conclure, qu'en

qu'en premiere instance elle concourre avec les juges ordinaires & en seconde avec les autres Tribunaux Souverains de l'Empire en ce qui est des cas de sa compétence & de son département.

Tous Membres & sujets de l'Empire médiats, ou immédiats domiciliés en son district sont soumis à sa juridiction, excepté ceux, qui en sont exemts ou par privilège spécial, ou par possession immémoriale, ou par des conventions particulieres.

Du nombre des Exempts sont les Electeurs, les Ducs de Juliers, les Comtes Palatins de Deux-Ponts & de Veldence, les Ducs de Wurtemberg, l'Ordre Teutonique & celui de Malthe, l'Abé de St. Blaise, la Prévoté de St. Croix, les Comtes de Castel, de Nider-Eisenbourg & Gräntzen, de Fugger, de Hanau & Lichtenberg, de Hohenzollern, de Linange & Dabo, de Manderscheid-Blanckenheim, de Schwartzembourg & de Soultz; Les Barons de Friendsberg, de Justingen & de Schwende; Les Seigneurs de Hohen-Landsberg; Les Villes de Nuremberg, Augsbourg, Eslingen, Fribourg, Gelnhausen, Hall en Suabe, Memmingen, Reutlingen, Oppenheim, Sveinfourt, Ulm & Wintzheim.

Il y a en outre quantité de Nobles immédiats, qui ont cette même exemption, laquelle n'est point égale à l'égard de tous les privilégiés, les uns en jouissant sans limitation, & pour Eux, ainsi que pour leurs sujets, les autres avec limitation & personnellement seulement.

Quoiqu'un Etat soit exempt, s'il est assigné à cette Chambre, il est tenu d'y comparoir pour y produire son privilège & l'y faire même homologuer.

Nonobstant cette exemption, il est des cas appellés en termes de pratique *Ebehafts-Fäll* & qui sont au nombre de dix huit, dans lesquels les Exempts sont obligés de répondre, à moins qu'outre leur privilège général ils n'en aient encore un particulier, comme en ont les Electeurs, les Princes de la Maison d'Autriche, les Ducs de Wurtemberg.

Toutes les matieres de la juridiction des juges ordinaires sont aussi du ressort de cette Chambre, dont quelques praticiens éten-

étendent l'Autorité au point de pouvoir mettre au ban de l'Empire les Violateurs & perturbateurs de la paix & du repos Public. De Rothweil on peut appeller ou à la Chambre de Wetzlar, ou au Conseil Aulique, excepté les cas de dény de justice, de nullité de procédure, & récusation de juges, qui sont de la compétence du Conseil Aulique seul.

Il est facile de reconnoître par ce détail, que cette justice de Rothweil n'est ni du gout des Princes & Etats, ni de celui des Souverains Tribunaux de l'Empire, puisque d'un côté il est par la concurrence, ainsi que par la prévention, dont cette justice jouit, dérogé à la juridiction des juges & Magistrats établis par les Seigneurs territoriaux, & d'un autre côté les appels, qui y sont reçus, arrêtent souvent ceux, qui pourroient ou devroient être interjetés à la Chambre Impériale, ou au Conseil Aulique.

Outre que d'ailleurs il est fort onéreux aux sujets de l'Empire d'être quelques fois obligés de passer par trois justices, lorsque la Chambre de Rothweil devient une juridiction intermédiaire, il se présente ordinairement tant d'incidents lorsqu'on y plaide, que les Parties non privilégiées désireroient en être exemptes, joint à cela qu'il y a eu un tems, que cette Chambre ayant fait une recherche exacte des fiefs & Domaines de l'Empire aliénés s'est rendue odieuse près de toute la Noblesse.

C'est par ces considérations, que pendant le Règne de l'Empereur Mathias les Princes & Etats de l'Empire en sollicitèrent la suppression, ainsi qu'il est à voir par les différents mémoires, qui furent présentés à ce sujet.

Cette affaire ayant par le traité de Munster été renvoyée à la prochaine Diète, les Etats renouvelèrent leur demande dans les Comices de l'an 1651. La Chambre de Rothweil ne négligea rien pour parer le coup, dont Elle étoit menacée.

Le Comte de Sultz comme possesseur féodal de la présidence soutint, que sans une injustice criante l'on ne pouvoit dépouiller sa Maison d'un fief par Elle acquis à titre rémunérateur. Le Magistrat de Rothweil prétendit, que, puisque par la paix de Westphalie toutes les Villes Impériales avoient été sans réserve
main-

garten (g), & autres justices Provinciales en Suabe, ce qui a donné occasion de faire mention de leur abolition dans le traité de paix, Nous donnerons une sérieuse attention Suabe, en attendant que la Diète décide sur la question si ces justices seront totalement abolies.

maintenuës dans leurs droits & privilèges, on ne pouvoit luy oter celui obtenu de l'Empereur Conrad & confirmé par les Empereurs suivans.

Les Partisans de la Chambre de Rothweil insinuerent de plus à l'Empereur, que puisque cette justice ne dépendoit que de luy seul & nullement de l'Empire universel, il perdrait une des plus belles de ses prérogatives, s'il consentoit à la suppression demandée. Ils firent entendre en même tems, qu'il seroit dangereux de donner les mains à cette suppression, vu que par un traité de confédération conclus en 1463. & renouvelé en 1519. entre la Ville de Rothweil & les Cantons suisses, ceux ci s'étoient entre autres engagés à maintenir lad. Ville contre quiconque entreprendroit de luy enlever sa juridiction, si ce n'étoit qu'Elle y donna occasion par un dény, ou protraction de la justice.

N'ayant rien été décidé dans ces Comices les Etats de l'Empire présenterent derechef leurs *monita* en 1658. en insistants à ce que la suppression en question fut ordonnée dans la Capitulation Léopoldine, mais ils n'ont pû obtenir autre chose, sinon que cette affaire seroit examinée en l'Assemblée Générale de l'Empire, ce que l'on a continué d'insérer ainsi dans toutes les Capitulations subséquentes, notamment dans la dernière.

(g) La Justice de Weingarten est une justice Provinciale en Suabe, qui étoit autres fois exercée par le Duc même. Sa résidence n'est point dans un lieu fixe, mais alternante de Ravensbourg à Wangen, de Wangen à Isny, d'Isny au Village d'Altorff, ou est le Couvent de Weingarten, dont Elle a pris le nom. Création, droits & juridiction de la Chambre de Weingarten.

Chacun des Magistrats & Baillifs de ces Lieux, ou la justice se transfère alternativement tous les mois, doit avoir soin de constituer un nombre suffisant d'Assesseurs tirés du corps du Sénat, ou des Préposés pour qu'il y en ait toujours tout au moins douze.

tention, à ce qu'il soit coupé racine & porté remède à ces griefs des Etats, y compris les griefs formés par les Corps de la Noblesse de l'Empire, & à ce qu'au plutôt que faire se pourra il soit en la Diète de l'Empire statué quelque chose

La Maison d'Autriche en nomme le Chef, ou Président appelé *Land-Richter*, & l'exécution des sentences de ce Tribunal est ordinairement commise au *Land-Vogt*; s'entend au Préfet Provincial Impérial.

Suivant un ancien règlement de l'an 1538. sa juridiction s'étend presque sur toute la Suabe; & comme en ce même titre il est porté *jusqu'aux Pays de Wirtemberg*; sans qu'il soit dit *exclusivement*, ou *inclusivement*; delà vient, que les Wirtembergeois prétendent en être exemts. Il en est de ce Tribunal, si l'on en excepte les appels, qui n'y sont reçus qu'en fait de dény, ou de protraction de justice, à peu près comme de la Chambre de Rothweil, puisqu'il concourt aussi avec les justices ordinaires du Cercle de Suabe & connoit des *Ehelsaffälle*, même contre les privilégiés; cependant jusqu'icy il n'est point encore bien décidé, si cette concurrence & prévention se réduit aux causes des Particuliers, ou si elle s'étend aussi à celles des Etats Immédiats & des Officiers des justices ordinaires.

Comme ces deux Tribunaux, dont l'autorité est presque également exercée dans le Cercle de Suabe, ne pouvoient qu'entrer souvent en conflit de juridiction, ils ont fait ensemble un accommodement datté de l'An 1538. par lequel ils ont prévenu toutes discussions en réglant leurs départements.

Les appels de cette justice ressortissent à la Chambre Impériale, quoique les Archiducs d'Autriche aient prétendu, qu'ils devoient être portés à la Régence d'Inspruck.

En 1645. les Etats de l'Empire présentèrent au Congrès de Westphalie leurs griefs tendans à la suppression de cette justice Provinciale, mais la Maison d'Autriche ayant soutenu, qu'Elle étoit annexée à l'Avocatie de Suabe à Elle appartenante, la chose est demeurée sans suite.

chose de certain au sujet de l'abolition desdites justices Auliques & Provinciales ; en attendant & dans l'espace d'un an nous ferons enforte, que les cas appelés *Ebehaffts-Fall*, auxquels on a donné plus d'étendue, que les anciens réglemens de ces justices Auliques & Provinciales ne le permettent, demême que les excès & les abus, qui s'y sont glissés, soient abolis ; pour cet effet nous députerons au plutôt des Etats de l'Empire desintéressés pour en prendre connoissance, & en donnerons part à la Chancellerie de l'Electeur de Mayence, afin qu'Elle en puisse informer les autres Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ;

§. IX.

Nous veillerons particulièrement à ce que lesd. Electeurs, Princes & Etats soient maintenus dans leurs Privileges d'exemption desd. Jurisdicions par Eux obtenus, quand même on voudroit leur objecter, que ces privileges ont été cassés,

Il maintiendra dans leurs privilèges d'exemption ceux des Etats, qui ne scauroient être traduits pardevant ces justices.

§. X.

Il fera en outre libre à la partië, qui se trouvera lésée, d'appeller desd. Tribunaux à nôtre Conseil Aulique, ou à la Chambre Impériale, sans que nous puissions nous y opposer, ou l'en empêcher.

Toute Partie grievée pourra appeller de jugemens rendus par ces Tribunaux soit au Conseil Aulique, soit à la Chambre Impériale.

§. XI.

Et nous maintiendrons les Electeurs, sur tout leurs sujets, & tous autres dans leurs privileges d'exemption de

Et les Electeurs, ainsi que leurs sujets en général, seront maintenus dans leur droit

*d'exemption de
ces justices
Provinciales,
de même que
ceux, qui de
soute ancienne-
té jouissent de
cette exemption.*

lad. Cour de Rothweil & autres justices, de laquelle exemption ils jouissent d'ancienneté, sans permettre, qu'ils y soient troublés, ou inquiétés.

ARTICLE XIX.

§. I.

*L'Empereur
sachera de fai-
re restituer à
chacun des E-
cclésiastiques ce qui leur
a été injuste-
ment pris.*

NOus ferons en sorte, que tous les Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Seigneurs, la Noblesse de l'Empire & autres, tant Ecclésiastiques que séculiers, qui se trouveront avoir été spoliés, ou dépossédés par Violence tant en leurs Personnes, qu'en celles de leurs ancêtres ou Prédécesseurs, en quoi que ce soit, & tous ceux, auxquels restitution n'a pas encore été faite selon la teneur de l'Edit d'exécution du traité de paix de Munster & d'Osnabruck, de l'Edit appelé *arctior modus exequendi*, & du récé d'Exécution de Nuremberg soient rétablis suivant l'équité, sans avoir égard à personne, & sans distinction de Religion (a),

§. II.

*réflexions con-
cernant les re-
stitutions, qui
ont pas en-
core été faites,
loisqu'ordon-
nées par les
traités de paix.*

(a) Après la signature du traité de Munster l'Empereur Ferdinand III. en ordonna l'exécution, notamment à ceux, qui avoient des restitutions à faire. Il régla par son Edit, que si les Parties, à qui ces restitutions devoient être faites, rencontroient aucunes oppositions, il dépendroit d'Elles de demander des Commissaires Impériaux, auxquels les intéressés pourroient joindre de leur part ceux, qu'il leur plairoit nommer;

Que les Princes Convocateurs & Directeurs du Cercle prêteroient main forte à celui, à qui il y auroit une restitution à faire;

Qu'au

Qu'au cas que ces Princes fussent Eux mêmes Partie , ou refusassent par d'autres motifs de se prêter , les Demandeurs ou Plaignants pourroient implorer le secours des Directeurs ou Colonels des Cercles voisins , auxquels il seroit permis d'unir leurs forces pour contraindre les Rénitents , même par la prise de leurs places , aucas qu'ils fussent Possesseurs de quelque Souveraineté ;

Que tous les Commandants & Officiers Impériaux aideroient les Commissaires & concourroient à effectuer les restitutions ordonnées.

Pour donner plus de force à cet Edit l'Empereur en rendit un second , qui en enjoignit l'exécution à chacun des Princes Directeurs des Cercles , en les autorisant à se servir pour cette fin de ses troupes & de celles de l'Empire , à terminer sommairement les incidents , qui pourroient se présenter , & à arrêter ceux des Particuliers , qui se rendroient réfractaires à la paix publique.

Ces dispositions n'ayants point produit l'effet , que l'Empereur s'en étoit promis , l'on dressa à Nuremberg en 1650. un *récés Capital* , par lequel l'affaire des restitutions fut commise à une Députation de l'Empire composée de Commissaires & de Médiateurs des deux Religions.

Cette Députation n'a point épargné ses soins pour satisfaire à sa Commission , laquelle étoit d'autant plus pénible , que fixer les possessions sur le pied qu'Elles étoient en 1624. & quant au Palatinat en 1618. formoit un détail immense. On est néanmoins parvenu à dresser un état tant des choses à restituer , que des Personnes , qui devoient faire cette restitution , mais l'exécution en a été rendue si difficile , que par un *récés* de l'année 1654. on fut obligé de prendre d'autres mesures & arrangements , à l'effet de quoy il fut dressé une désignation nouvelle , dont la plupart des Articles sont encore à exécuter.

Les Etats Protestans sont ceux , qui se plaignent le plus , que cette restitution n'a point encore été accomplie en tous les points , & c'est à leur sollicitation , qu'ont été inférés ces mots , *sans distinction de Religion* ; mais comme une possession de près d'un

siècle semble tranquilliser ceux, qui avoient des restitutions à faire en exécution de la paix de Westphalie, il pourroit devenir dangereux, si l'on entreprenoit de remuer cette corde, & d'ailleurs généralement parlant il est fort indécis, qui ou des Catholiques, ou des Protestans en tireroient le plus d'avantages. Aussi paroît il aujourd'huy, que les Protestans se sont désistés de ces anciens griefs, pour ne s'attacher qu'à ceux qu'ils prétendent avoir souffert depuis la conclusion du traité de Bâde. Ces nouveaux griefs sont.

Les plaintes des Habitans & Communautés partie Lutheriennes, partie Calvinistes des lieux & Villages de Ried, de Werth, de Nassau-Siegen, du Comté de Wolfstein, du Comté de Dhaun, de Martinstein, Mahlberg, Worms, Sulzbach, Spire, Wolfersheim, Udenheim, Altenbaumberg, Oldenkirchen, Schorntzheim, Bermersheim, Ebenried, Hulfelsheim, Rummelsheim, Zeutlitzheim, Badenheim &c.

Les Contestations entre les Administrateurs du Temple Lutheran, à Eux joint le Magistrat d'Augsbourg d'une part, & le Couvent Catholique de St. Ulric de l'autre.

L'enlèvement des jeunes Barons d'Erthal & d'Auffées pour être élevés dans la Religion Catholique contre le gré de la Mere & de la Parenté.

L'Affaire des Emigrants de Saltzbourg, d'Autriche, de Carinthie, de Bohême &c.

Les difficultés entre le Magistrat *Evangelique* de Wetzlar, & la Collégiale Catholique dud. lieu.

Les Tentatives des Catholiques à Worms pour se rendre Maitres de l'Eglise de St. Magnus appartenante aux Lutheriens.

Les Violences que commettent les Catholiques de la même Ville, lorsqu'ils portent & accompagnent publiquement le St. Viatique.

L'Impression de quantité de livres injurieux à la Religion Protestante & à ceux, qui en font profession.

Il faut avouer, que de la part des Catholiques l'on ne propose point autant de griefs, mais savoir si cette inaction provient

§. II.

Et nous restituerons aussy à tous & à un chacun pleinement & sans aucun délai ni résistance tout ce que nous mêmes sommes obligés de restituer en vertu dudit traité de paix, de l'Edit de Nuremberg & de l'Edit *arbitrio- ris modi exequendi*, & d'autres subséquents, & les y maintiendrons & deffendrons en tant que de droit;

De laquelle restitution n'est point excepté ce que l'Empereur lui-même pourroit avoir à restituer conformément au traité de paix.

§. III.

Promettants de rendre sans partialité & sans empêchement ni retard bonne & égale justice tant aux Etats immédiats, qui ont des possessions soit dans nos Royaumes & Pays Héréditaires, soit dans ceux des Electeurs, Princes, & Etats respectivement, qu'à nos Etats & sujets naturels.

Il rendra sans partialité la même justice tant aux Etats immédiats, qui sont dans les Roiaumes & Pays héréditaires, ou dans ceux des Etats qu'aux autres sujets naturels.

§. IV.

Au cas aussy que quelqu'Electeur, Prince, ou autre Etat (y compris la Noblesse libre immédiate) tomba en procès par rapport à ses droits Régaliens, immédieté, franchise, droits & juridiction, qu'on auroit entrepris d'affoiblir, de diminuer, ou de l'en priver & déposséder, ou de l'y troubler & inquiéter, & qu'il voulut faire assigner sa Partie adverse, nous ne voulons l'en empêcher

Il n'empêchera point, qu'un Etat, qui auroit à se plaindre de ce que l'autre porte préjudice à ses droits régaliens, libertés immédiates &c. ne puisse librement se

non pouvoir en justice.

viens ou de ce qu'ils n'ont point la même ardeur que les Protestans, & qu'ils supportent plus patiemment les événements du tems, ou de ce qu'on ne leur fournit point les mêmes sujets de plaintes.

non plus que Nous empêcherions d'autres poursuites judiciaires formées dans les règles, mais nous y porterons plutôt toutes sortes de facilités pour procurer une prompte décision ;

§. V.

Il ne soutiendra point les péages, impositions & autres charges nouvelles injustement exigées.

Nous n'admettrons point en procès, ni ne rendrons aucuns mandemens, pour le maintien des nouveaux péages, ou impôts établis sans le consentement des Electeurs, & contre la disposition du huitieme Article ci-dessus ;

§. VI.

Il n'accordera point sur la simple demande des fujets des mandemens, proteſtoires, conſervatoires &c. en affaires, qui concerneront la juridiction & les régaliens des Seigneurs territoriaux.

S'il arrivoit aussi, que des Etats Provinciaux, ou des fujets euſſent des plaintes à faire contre leurs Seigneurs, & principalement lorsque ces plaintes regarderont la supériorité Territoriale, & les droits Régaliens, & notamment le droit des Collectes, celui d'armer & de faire marcher les fujets à la guerre, la deſſenſe du Pays, le droit d'avoir Garnison dans les places fortes, l'entretien d'icelle & autres pareils droits, nous ne devons, ni ne voulons, conformément au Réſultat de l'Empire de l'Année 1654, §. Et comme &c. accorder sur la simple demande des fujets des mandemens, ou Reſcrits de protection, mais renverrons les Partiës avant tout aux Auſtrégues, ſelon la diſpoſition du fuſd. Réſultat de l'Empire §. avec cela les Juges de la Chambre doivent &c. & §. ce que les Electeurs, Princes & Etats &c.

§. VII.

§. VII.

Dans les cas néanmoins ou la juridiction se trouve-
roit fondée, nous voulons avant que d'accorder ces man-
dements & avant toutes choses mander au Seigneur, con-
tre lequel des plaintes auroient été portées, de nous envoyer
ses deffenses (cette formalité n'étant pas observée lesd.
Seigneurs seront dispensés d'obeir auxdits mandements)
& si alors il se trouvoit que les sujets eussent des raisons
légitimes pour se plaindre, nous ferons promptement
instruire & décider le procès, en observant pourtant les
formalités essentielles; enjoindrons toutes fois aux sujets
de ne pas laisser de rendre à leurs Seigneurs l'obéissance,
qui leur est due;

*Mais il enten-
dra avant sou-
tes choses le
Seigneur ter-
ritorial, con-
tre lequel il
auroit été for-
mé quelque
plainte, &
lorsqu'il re-
connoitra, que
les sujets se
plaignent avec
raison il leur
fera rendre
prompte ju-
stice.*

§. VIII.

Lors qu'il s'agira d'un cas amandable, nous n'attri-
buerons ni aux juges, qui rendront la Sentence, ni à
ceux à qui commission pourroit être donnée à cet égard,
aucune part à ces amendes, ni ne leur donnerons la
moindre espérance de pouvoir y participer (b).

*Il ne donne-
ra, ni ne pro-
mettra aux ju-
ges, ou Com-
missaires aucu-
ne part aux
amendes pécu-
niaires, qui au-
ront été, ou
seront par Eux
prononcées.*

ART.

(b) Toutes les amendes doivent être appliquées au fisc, si ce
n'étoit que le Demandeur, ou la Partie plaignante dut aussi y
avoir part, lorsque cela est ainsi porté par le mandement; &
quand le fiscal Impérial fait des poursuites soit pour cas amanda-
bles, soit pour causes de restitution & autres, il luy est en-
joint de n'intenter aucune action, ni de transiger sur un procès
commencé, que ce ne soit de l'avis de deux Personnes intégres
& entendues, que l'Empereur nomme pour donner leur Con-

Bb b

feil,

feil , ce qui a été ainfi réglé , afin que le Public ne fut point facilement expofé aux difgracieufes recherches des Procureurs fifcaux.

ARTICLE XX.

§. I.

*En matieres
du fimple, ou
du Grand ban
l'Empereur fe
conformerà
aux loix de
l'Empire,*

QUANT aux cas, ou il s'agira de déclarations au ban, ou au for-ban de l'Empire, nous devons & voulons nous conformer absolument à cet égard à ce qui a été convenu & ftatué en vertu du traité de Paix , par le dernier réfultat de l'Empire §. *D'autant que auffi*, & par le traité de Paix de Munfter & d'Osnabruck,

§. II.

*Es ne le pro-
noncera contre
Perfonne fans
l'avoir eusendu
& fans l'avis
& confente-
ment de tous les
Etats;*

Et principalement auffi tenir la main à ce qu'aucune perfonne de haute, ni de baffe condition, Electeur, Prince, ou Etat, ou autre, ne foit à l'avenir, fans des raifons légitimes & fuffifantes, ou fans être ouië, & fans le fçû, confeil, & confentement des Electeurs, Princes & États du faint Empire mife, déclarée, ou condamnée au Ban, ou au for-ban de l'Empire (a),

§. III.

*Explication
du ban de
l'Empire, ainfi
que des régles,
qui concernent
la forme d'y
procéder.*

(a) Le Ban de l'Empire eft une peine encouruë par ceux ou qui defobeiffent & fe rendent rebelles à la juftice, ou qui font foit directement, foit indirectement infraction à la paix publique.

Quand l'Empereur ou par luy même, ou par l'un de fes Souverains Tribunaux adrefse à quelqu'un un mandement avec ordre d'y fatisfaire, à peine d'être *ipfo facto* cenfé profcrit, c'eft ce que les Capitulations appellent le fimple Ban; mais lorsque
la

la Partie persiste en sa désobéissance, & que l'Empereur rend, ou fait rendre contre Elle une seconde déclaration de ban, c'est là le vrai, ou le *For-Ban*. Aujourd'hui on ne reconnoit qu'un genre de ban, dont l'espèce varie suivant que la peine y attachée est plus, ou moins rigoureuse, & la justice veut, que cette rigueur soit toujours proportionnée à la qualité du délit.

Quand autres fois les Empereurs mettoient un Etat au ban, ils se servoient d'expressions foudroyantes :

„ *Nous déclarons (disoient ils) ta femme pour veuve avérée*
 „ *et tes Enfans légitimes pour Orphelins ; Nous adjugeons tes*
 „ *frères au Seigneur, de qui ils relevent, tes biens et ta succe-*
 „ *sion à tes enfans, ton corps et ta chair aux animaux des*
 „ *bois, aux oiseaux dans les airs et aux poissons dans les eaux.*
 „ *Nous permettons à tous d'attenter sur toi dans les grands che-*
 „ *mins ; tu n'auras ni paix, ni escorte par tout ou on en accorde aux*
 „ *autres, et Nous t'envoyons au nom du Diable aux quatre coins*
 „ *du monde.*

Dans les actes subséquens de Proscription ces expressions ont été beaucoup adouciës, cependant elles n'en sont pas moins fortes, ainsi qu'on peut le voir dans le formulaire suivant, qui est l'un des plus modernes, ou après que chaque Chef du prétendu délit se trouve amplement détaillé dans le préambule, il est dit :

„ *Par conséquent il ne nous reste plus, que de l'exclure (s'en-*
 „ *tend le banni) formellement de notre part du nombre, de la*
 „ *qualité et des avantages des membres de l'Empire d'Alle-*
 „ *magne, ce faisant de publier solennellement, ouvertement et*
 „ *sans un plus long retard notre présente déclaration de ban,*
 „ *telle qu'il l'a méritée par ses fréquens et horribles crimes de lèse*
 „ *Majesté, ainsi que par d'autres contraventions grossières,*
 „ *et selon que la Bulle d'or, la Paix publique et autres Constitu-*
 „ *tions de l'Empire, particulièrement les derniers réces confir-*
 „ *més par les Empereurs le requierent, comme aussi suivant*
 „ *qu'en notre qualité d'Empereur nous y sommes obligés en vertu*
 „ *de la Capitulation par nous jurée.*

CAPITULATION

„ C'est pourquoi nous le reconnoissons , déclarons & publions
 „ avoir encouru de fait le Ban & For-Ban de l'Empire , ainsi
 „ que toutes les peines & punitions que , selon qu'il est de droit &
 „ de coutume , de semblables reconnoissances , déclarations &
 „ publications renferment , ou entraînent après elles ; En con-
 „ séquence nous le privons & le déclarons & publions pour privé
 „ & déchu de toutes les graces , libertés , droits , Régaliens ,
 „ Dignités , Titres , Fiefs , Domaines patrimoniaux , Expecta-
 „ tives , Pays , biens , hommes & sujets quelque part ils soient ,
 „ qu'il tient , ou a tenus de nous & de l'Empire. Nous aban-
 „ donnons aussi à un chacun son corps (la disposition de sa Per-
 „ sonne) tellement que , comme de la protection , qu'il tenoit
 „ de nous & de l'Empire , il a passé & a été mis , ou s'est mis
 „ luy même dans un Etat de troubles & de dangers , aucuns de
 „ ceux , qui attenteront sur luy ne seront condamnables , ou pu-
 „ nissables. Deffendons à tous & à un chacun des membres &
 „ sujets de l'Empire , de quel Etat & condition ils soient , d'avoir
 „ à l'avenir aucune liaison avec luy , de luy donner aucune re-
 „ traite , ni subsistance , ou de faire ensorte qu'il luy en soit four-
 „ ni , ni d'ailleurs de le prendre , ou les siens sous leur deffense
 „ & protection. Deffendons derechef à ses Vassaux , Land-
 „ sasses , Officiers & sujets tant Ecclesiastiques que séculiers , d'a-
 „ voir plus pour luy aucuns égards , ou de recevoir de luy , ou de
 „ sa part aucuns ordres , bien moins encore d'y déferer , mais
 „ leur enjoignons de n'écouter , ou n'obeir qu'à nous , ou à ceux
 „ que nous leur avons désignés , ou que nous pourrions leur
 „ désigner à l'avenir. Nous renouvelons spécialement envers
 „ tous & un chacun des Officiers & Soldats , qui pourroient
 „ encore être en son service , les advocatoires à Eux adressés ,
 „ selon lesquels il leur a été enjoint de quitter incessamment son
 „ parti & celui d'autres nos Ennemis , & de se ranger de notre
 „ coté en s'abstenant de le servir , ainsi que ses adhérents , soit
 „ défensivement , soit offensivement contre nous , l'Empire , ses
 „ fidels sujets & tout ce qui nous appartient , mais voulons au
 „ contraire , qu'ils servent contre luy & ses adhérents en les per-
 „ secutant , & en employant tous leurs soins pour leur causer du
 „ dom-

„ dommage , auquel cas ils rentreront en nos graces & clémence.

Par tout ce que dessus il appert , que communément la cause du ban est la contravention aux Loix publiques de l'Empire , & que cette contravention est punie par la privation de tous biens , honneurs & dignités , privation , qui n'est pas toujours suivie de son effet , sur tout quand le banni a la force en main pour la rendre illusoire , ou qu'il est d'ailleurs puissamment secouru , auxquels cas l'Empire doit se comporter politiquement , & tâcher de le ramener par les voies de la douceur plutôt que par celles de rigueur , afin d'un petit mal ne point en faire un plus grand , & ne pas exposer toute l'Allemagne à être mise en combustion.

Précédemment à la paix de Westphalie les Empereurs prononçoient le ban de l'Empire de leur propre autorité , quoiqu'en remontant plus avant dans l'histoire l'on trouve , qu'ils n'en venoient à cette extrémité , qu'après avoir consulté les Princes ; c'est pourquoi les Etats de l'Empire pour rentrer dans leurs anciens droits , ou dans la crainte , que les Empereurs n'abusassent de ce pouvoir , présenterent leur mémoire au Congrès de Munster , pour que cette affaire fut réglée par le traité , mais les circonstances n'ayant point permis , qu'on la termina , on s'est contenté d'en renvoyer l'examen & la décision aux prochains Comices.

Dans les Capitulations postérieures au traité il a été inséré , qu'aucune condamnation au ban de l'Empire ne seroit prononcée sans le consentement des Electeurs , mais quoique par cette précaution le pouvoir des Empereurs fût déjà plus gêné qu'il ne l'étoit avant , cependant les Princes & Etats de l'Empire n'en ont pas été plus satisfaits , & ont tant de fois , même si vivement , sollicité d'être à cet égard mis de pair avec les Electeurs , qu'enfin dans la Capitulation de l'Empereur Charles VI. il fut inséré pour la première fois , qu'il ne seroit à l'avenir prononcé aucun ban *sans le sçu , conseil & consentement des Electeurs , Princes & Etats du Saint Empire.* Cette Disposition renouvelée dans la présente Capitulation est d'autant plus juste , que par le traité

de paix il est porté, que les Princes & Etats ne seront pas moins que l'Empereur & les Electeurs appelés aux délibérations concernant les affaires importantes de l'Empire, or il y en a peu, qui soient d'une aussi grande importance que celles, ou il s'agit de proscrire un Souverain,

En matiere de ban l'on fait une distinction entre les Ecclésiastiques & les Séculiers. Le ban prononcé dans le Consistoire contre un Etat Ecclésiastique est simplement appelé privation, & ne peut que concerner les biens temporels & non le Caractere, ou la Personne, laquelle n'est sujette qu'à la Puissance Ecclésiastique.

Le ban contre les séculiers se prononce ou *sub Dio*, c'est à dire sous le plein ciel, quand il est ordonné par la Chambre, ou dans la Cour de l'Empereur par le Chancelier de S. M. Imp. assise sur son Thrône, & environnée de tous ses Officiers, ce qui fait une cérémonie des plus éclatantes.

Fort souvent la Puissance Ecclésiastique concourt-elle d'intelligence avec la Puissance temporelle à rendre le ban plus rigoureux, car si dans l'année, à compter depuis le jour de la proscription, le Proscrit ne rentre dans son devoir, Elle prononce contre luy l'excommunication, de même que l'Empire prononce quelques fois le ban contre celui, qui pour cause grave, & qui ne blesse point la délicatesse des Protestans, a été excommunié par le St. Siège Apostolique,

La matiere touchant le ban de l'Empire est sujette à toutes sortes de difficultés, l'on demande,

I. Si vu que par la Capitulation l'Empereur s'engage à ne point prononcer le ban, que ce ne soit du consentement des Etats de l'Empire, il est nécessaire, que les Etats soient comitialement assemblés?

Lorsque par les Capitulations précédentes le seul agrément des Electeurs étoit requis, il se peut, qu'il suffisoit de l'obtenir séparément & par Lettres, mais la même méthode n'étant plus praticable quant à tous les Etats, il n'est point à douter, que cela ne fasse une affaire de Diète. Si cependant la Diète n'étoit point

point assemblée, quel parti l'Empereur auroit il à prendre ? la simple proscription d'un Etat vaudroit elle la peine de convoquer tout l'Empire ? & quoy faire , si le cas étoit si pressant , que sans risque il ne fut pas possible d'attendre , que la Diète se fut mise en Activité ?

II. L'Empereur peut il seul absoudre du ban , sans qu'il soit nécessaire , que les Etats de l'Empire donnent les mains à cette absolution.

Nous inclinons pour l'affirmative, par la raison, que le pouvoir d'accorder des Lettres de grace, de pardon, d'abolition &c. est un résérvat, que l'Empereur exerce exclusivement à tous autres, sans que les Constitutions de l'Empire aient mis des bornes à ce pouvoir, & en aient excepté l'absolution en faveur des pros crits. En vain nous objectera-t-on, que puisqu'il est indispensable de consulter la Diète, quand il s'agit de mettre un Etat au ban de l'Empire, il doit être des règles de suivre la même route, lorsqu'il s'agit de révoquer ce que la Diète a statué ; Car il y a une différence notable à faire entre les conséquences de la condamnation, & celles de l'absolution. Une condamnation, qui dépendroit de la seule volonté de l'Empereur, pourroit avoir des suites, qui interressassent le repos de toute l'Allemagne, même l'honneur & la grandeur des Etats, motif, pour lequel les Etats étoient bien fondés à prétendre devoir en prendre connoissance ; mais il n'en est pas de même de l'absolution, puisque bien loin de donner occasion à aucuns risques, à aucunes craintes, elle ne tend qu'à ramener une pleine tranquillité, & à remettre en liaison avec l'Empire un membre, qui s'en étoit égaré.

III. Lorsque la Chambre met un Etat au ban de l'Empire faut-il qu' Elle requiere le consentement des Electeurs ?

L'on pourroit répondre affirmativement en réfléchissant, que l'Empereur même y est tenu, mais il y a grande différence à faire entre le ban prononcé par la Chambre, & le ban ordonné par l'Empereur, puisque celui ci n'est jamais relatif qu'au bien de l'Etat, & que l'autre fort souvent ne concerne que des affaires

res

res purement d'intérêt ; joint à cela que les réglemens , qui autorisent la Chambre à proscrire , ne lui enjoignent point de requérir aucun autre consentement.

IV. Lorsque la Chambre Impériale a prononcé le ban , est Elle en droit d'en relever la Partie condamnée ?

Quoique , comme dit est ci-dessus , le droit d'absoudre d'un crime public ne appartienne qu'à l'Empereur , néanmoins il est sans contestation , que dans le cas proposé la Chambre peut d'autant plus l'exercer , que toutes ses expéditions se faisant au nom de l'Empereur , c'est toujours de l'Empereur dont la grace est censée émanée. Nous remarquerons à cette occasion , que la Chambre ne décrète le ban qu'en fait de désobéissance à ses mandemens , de façon que lorsque ces mandemens ne sont rendus qu'en faveur du tiers , il suffit que ce tiers soit , ou déclare être satisfait , pour qu'il ne soit même pas besoin d'une absolution ultérieure.

V. Doit on regarder comme infame celui , qui est pros crit ?

L'on devroit dire que oui , à en juger par le stile de la proscription , & par la privation de tous les avantages accordés aux Citoyens de l'Empire ; mais nous pensons autrement , lorsque le ban touche des Etats illustres , qui ne sont point pros crits pour ces genres de crime , que la *vindictte* publique poursuit contre des malfaiteurs , mais dont toute la faute se réduit ordinairement à consulter leurs intérêts ou leur ambition , plutôt que leur devoir envers l'Empereur & l'Empire.

VI. Une femme peut Elle être mise au ban de l'Empire ?

Les Auteurs , qui soutiennent que non , ne sont vraisemblablement de cet avis que par déférence pour le sexe , & ce qui les y induit est , que comme par le formulaire de la proscription il est dit , que le corps du pros crit sera abandonné à qui voudra , ils trouvent , qu'il seroit contre la bienfaisance de prononcer ainsi contre une femme ; cela est vrai , mais il ne s'agit en ces cas que d'accommoder le stile , & lorsqu'on juge une femme capable de régner , ou de porter du trouble dans l'Empire , pourquoi ne la jugeroit on point digne des peines , que méritent les autres violateurs de la Paix publique ?

VII.

VII. L'Empereur peut-il mettre au ban des sujets, ou Etats médiats de l'Empire, & suppose qu'il le puisse, est-il obligé de requérir le consentement de la Diète?

Pour ce qui est de la première demande nous convenons, que régulièrement tout sujet médiat n'est soumis en première instance, même en matières criminelles, à d'autre Jurisdiction qu'à celle de son Seigneur territorial, mais cette règle n'a pas lieu dans les cas, où la Majesté Impériale a été lésée, ou auxquels tout l'Empire a intérêt de prendre part.

Pour ce qui est de l'autre demande, c'est la prudence & un simple discernement, qui doivent en décider. Lorsque l'Empereur juge, qu'en punissant le coupable il ne coure aucun risque du côté de l'Empire, & qu'il n'en blesse ni le repos ni l'autorité, il peut passer outre, mais s'il prévoyoit, que sa conduite put causer quelque ombre à l'Empire, il ne sçauroit se dispenser de le consulter.

VIII. Le Ban de l'Empire a-t-il force hors du territoire de l'Empire?

Non; mais suivant l'indication suggérée par le récéss d'Erfort de l'an 1567. l'Empereur doit écrire, ou envoyer à toutes les Puissances voisines, pour les prier de ne donner aucune retraite au Bannis.

IX. Peut-on impunément tuer un Etat proscrit?

L'affirmative pourroit être appuyée sur ce qu'on regarde les proscrits comme des perturbateurs du repos public, & conséquemment comme Ennemis de l'Empire, de sorte qu'étant permis de détruire l'Ennemi par tout où on le trouve, il semble, que la même permission devroit aussi s'étendre contre le proscrit, d'autant plus qu'en prenant dans un sens strict le contenu de la sentence condamnatoire au ban, elle paroît autoriser un chacun à le priver de la vie, sans avoir les poursuites de la Justice à craindre; néanmoins nous sommes bien éloignés de penser ainsi, car quoique le dispositif du jugement donne un pouvoir général de porter sur le Bannis un bras homicide, cependant

C c c

nous

nous ne regardons cette clause que comme une simple menace, l'intention intérieure du juge n'étant pas, qu'on mette à exécution une faculté, qu'il n'accorde que parcequ'il se persuade, que Personne n'aura l'âme assez noire pour en faire usage.

X. Il est constant, que ceux qui donnent asyle aux Bannis deviennent pour ainsi dire complices de leur crime, & conséquemment sujets à la même peine ; mais savoir si une femme, qui assisteroit son mari, ou un fils, qui donneroit retraite à son Père, se rendroient également coupables ?

Il est vrai, que selon un ancien proverbe l'amitié naturelle disculpe du peché, *Amicitia excusat à peccato*, mais cela ne l'abolit pas ; ainsi tout ce qu'une femme, ou un fils, qui se seroient laissés entrainer par des sentimens naturels, doivent espérer de plus favorable, est un traitement plus doux, que celui que des Etrangers auroient à attendre.

XI. L'Empereur & l'Empire sont ils en droit de mettre au ban le Roi de Bohême ?

Il est vrai, que par des Privilèges particuliers ce Roy a été déclaré exempt de la Jurisdiction de l'Empire, d'ou ceux, qui s'étudient à étendre ses droits, inferent, que l'Empire ne scauroit rien décréter contre luy, mais cette conséquence ne nous paroît pas juste quant à la partie, qui rendant les Rois de Bohême Vassaux de l'Empire, les rend nécessairement sujets aux devoirs Vassallatiques, lesquels consistent principalement dans une fidélité, dont les Empereurs n'ont jamais entendu les exempter en les exemptant de la Jurisdiction de l'Empire. Depuis que cette Couronne a repris séance dans les Diètes, & qu'Elle paie un Contingent, cette question devroit être entièrement levée.

XII. Un Roy, ou un Souverain étranger, mais en même tems Vassal de l'Empire, peut il valablement être mis au ban ?

Cela n'est point douteux, pourvû néanmoins que les termes contenus dans l'acte de proscription soient prudemment ménagés, & fassent connoître, qu'on ne proscriit qu'un feudataire,

&c

§. III.

Mais que dans les cas avenir, où il s'agira d'une déclaration de ban, ou d'une privation à ordonner suivant ^{Mais lorsque le cas y paroîtra disposé, il observera en la}

& non une Tête couronnée, ou un Souverain indépendant d'ailleurs de la Jurisdiction de l'Empire.

XIII. Le consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire est il nécessaire pour mettre au ban les Vassaux d'Italie?

Les uns soutiennent, que les Princes d'Italie ne sont point assez sujets à l'Empire, pour que le ban puisse être décerné contre Eux; à quoi ils ajoutent, que l'Italie n'étant comprise dans aucun des Cercles de l'Empire, l'on ne trouveroit aucun Etat, qui voulut se charger de l'exécution. D'autres disent, que ces Princes n'étant point personnellement dépendants de l'Empire, ne peuvent tout au plus encourir qu'une privation de leur fief, & non un ban formel.

Les uns adjugent à l'Empereur seul le pouvoir de proscrire ces Princes sur le fondement, que son Conseil Aulique est seul juge compétant des Vassaux d'Italie; les autres exigent, que l'Empereur consulte du moins les Electeurs, fut ce même séparément & par écrit.

Les uns croient, qu'en ces cas l'Empereur devoit faire assembler (ainsi que cela étoit jadis usité) les *Pares Curia*, c'est à dire les autres Co-Vassaux d'Italie du même Rang, ou d'un Rang supérieur, pour juger avec Eux, si l'accusé a encouru la peine du ban; d'autres enfin, & c'est le sentiment le plus conforme à l'esprit de la Capitulation, décident que le consentement de l'Empire est indispensablement requis, & que quand le cas n'est point d'une notoriété publique, l'Empereur doit, de même que cela se pratique à l'égard des Etats de l'Empire, faire faire des informations en règle, & remettre ensuite les pieces du procès à la Diète, afin qu'Elle donne son avis. Quant à ce qui est de l'exécution, l'Empereur peut ou l'entreprendre Luy même, ou la commettre à qui bon Luy semble.

*assemblés sous
ces les formalités
requis par
les loix de
l'Empire &
par le règle-
ment de la
Chambre Im-
périale.*

la qualité du méfait, ou à la Requête du Procureur Fiscal de l'Empire, qui interviendrait d'office, ou à la requête de la partie lésée & plaignante, & où nous aurions été implorés de rendre justice, en s'adressant soit au Conseil Aulique, soit à notre Chambre Impériale, les loix de l'Empire précédemment rendues & l'ordonnance de la Chambre Impériale soient soigneusement & strictement observées tant en accordant les permissions d'assigner pour voir ordonner led. barr, ou privation, qu'à l'égard des autres procédures jusqu'à sentence définitive, afin que l'accusé ne puisse pas se plaindre de précipitation, mais qu'il soit suffisamment entendu en ses defenses légitimes;

§. IV.

*Les Députés
des trois Collè-
ges & Reli-
gions examine-
ront préalable-
ment le fait &
les actes, & en
fourniront ensuite
leur rapport
en pleine Diète.*

Et lorsque le procès fera en état, les pièces seront communiquées à la Diète en pleine assemblée, & ensuite mises entre les mains de certains Etats tirés des trois Collèges de l'Empire (y compris la classe des Abés & des Comtes) à ce expressement dénommés & assermentés, & en nombre égal quant à la Religion, pour, après avoir par Eux été examinées, & mûrement pesées, & le rapport fait aux Electeurs, Princes & Etats en Corps, y être pris des conclusions définitives,

§. V.

*Après quoy
le jugement,
dont il aura
été convenu,
sera avec l'ap-
probation de
l'Empereur, ou*

Et la sentence, après qu'elle aura pareillement été approuvée par nous, ou par notre Commissaire Député, être publiée en notre nom, & l'exécution être ensuite faite
tant

tant en ce cas qu'en tous les autres, en la forme que l'ordonnance d'Exécution le porte, par le Cercle, dans lequel le banni se trouvera incorporé, & duquel il dépendra, & non autrement :

§. VI.

Et promettons de ne point nous approprier, ni à notre Maison ce dont le banni aura été dépouillé en cette manière, mais le tout sera approprié à l'Empire, après que de cette dépouille satisfaction aura été donnée à la Partie lésée;

§. VII.

Toutes fois sans préjudice du Droit du Seigneur direct & de celui d'autrui, & de l'ordonnance de la Chambre Impériale quant aux fiefs particuliers, qui ne relient pas de nous & de l'Empire immédiatement, mais d'autres Seigneurs,

§. VIII.

Bien entendu que lorsque dans le saint Empire Romain pareils biens du Banni seront tombés en commise, le méfait de ce Banni ne pourra pas porter préjudice aux Agnats ^(b), ni à tous autres, qui auront obtenus des

de ses Commissaires publié & exécuté conformément au règlement d'exécution par le Cercle, dont se trouvera celui, qui aura été mis au ban;

Les biens du proscrit seront confisqués au profit de l'Empire, après néanmoins qu'il aura été donné sur iceux satisfaction à la Partie lésée;

Mais pour ce qui est des fiefs particuliers ils retourneront au Seigneur féodal.

Ces confiscations ne pourront préjudicier aux Agnats du proscrit, qui n'auront point été ses complices.

ex-

(b) Nous avons déjà dit pag. 261. question 5. que selon le sentiment presque unanime des Auteurs les fils, Petit fils & Descendants d'un Etat mis au ban de l'Empire étoient privés de la succession féodale. L'Histoire nous en fournit quantité d'exemples mémorables, & il faut croire, que cette Jurisprudence

Observations sur la question, si des Descendants, ou Collatéraux doivent être privés d'un fief tombé en commise.

n'a été établie que pour rendre plus sensible une peine , qui se transmet à toute une Postérité.

Pour ce qui est des Collatéraux , la question , s'ils doivent succéder aux fiefs possédés par un Agnat proscrit , souffre bien des difficultés, & c'est l'affaire du Mantouan, qui a donné lieu à la traiter avec plus de soin & de recherche, qu'on n'avoit fait jusqu'alors. Par un résultat du 2. May 1707. la Diète avoit déclaré le Duché de Mantoue fief révertis à l'Empire ; & Elle avoit même opiné , qu'on devoit en destiner le revenu à l'entretien de chacun des Empereurs Régnañts ; la Maison de Guastalle , qui descend des Gonzagues , se croioit grévée par cette disposition, & se donna lors de la Diète d'Élection de l'Empereur Charles VI. tant de mouvemens , qu'à force de faire des instances il fut pour la première fois inséré dans la Capitulation, que les privations des fiefs décernées contre les bannis ne pourroient préjudicier aux Agnats & aux Expectativaires.

Il ne Nous convient pas d'ouvrir nôtre sentiment sur les doutes, qui restent ; sçavoir

Primo si cette nouvelle disposition de la Capitulation décide de déterminement, qu'un fief confisqué sur le Possesseur doive passer aux Agnats, ou si elle ne fait que réserver les droits des Agnats sans en reconnoître encore la légitimité.

Secundo si elle a un effet rétroactif , & peut être appliquée à l'affaire de Mantoue & autres cas antérieurs, ou bien si sa force n'influe que sur l'avenir.

Quoiqu'il en soit , & abstraction faite du contenu de la Capitulation , la question , si un Agnat peut prétendre à un fief tombé en commise par félonie du Vassal , est extrêmement controversée.

D'un coté il est notoire selon les maximes féodales , que tout Descendant du premier Acquereur a un droit à luy dévolus *ex pacto & providentia majorum* , & que par conséquent ne tenant point ce droit du dernier Possesseur , il seroit injuste , qu'il souffrit d'un crime , qu'il n'a point commis. On sçait en outre , qu'aucun Vassal n'a sous prétexte quelconque la liberté d'aliéner , ou charger le fief au préjudice de ses Agnats , pas même

expectatives (c), ou auront des prétentions sur ces biens, & qui ne se seront pas rendus de fait participants de ce même

me de s'en désaisir librement pour le remettre au Seigneur Direct, d'ou l'on conclu, qu'il ne doit point pouvoir par crime ce qu'il ne peut par contract, ou autres actes équipollents. On peut ajouter à cela ce qui s'est passé en différentes Maisons de l'Empire, & notamment en la Maison Palatine & celle de Saxe, dont les Agnats, ou branches Cadettes ont profité des privations de fief ordonnées contre les branches Aînées, ce qu'à la vérité plusieurs Publicistes n'attribuent qu'à la Politique des Empereurs, qui par cette translation ont trouvé moins de difficultés à parvenir à leur but.

D'un autre coté, si l'on veut se donner la peine de bien approfondir la véritable nature des fiefs, l'on trouvera, qu'il n'est fait à l'Agnat aucune injustice, quand le Seigneur Direct s'empare & retire un fief tombé en commise, car (exceptons en les fiefs oblat, même encore ceux, qui étoient dans les familles, avant qu'Elles en prissent les investitures) lorsqu'un seigneur Direct confere un fief au premier Vassal & à ses Descendants mâles, il n'est présumé se désaisir du territoire, dont il gratifie généreusement celui, qu'il veut attirer à Luy, qu'à charge que ce Vassal, ainsi que tous les Possesseurs du fief en général & chacun en particulier, luy demeureront constamment & inalterablement fidèles; or dès qu'un de ces Possesseurs manque à la fidélité, qui a formé la clause & la condition essentielle, sous laquelle le Seigneur Direct s'est démis de son Domaine utile, ce Seigneur doit naturellement être autorisé à le reprendre, étant constant, que jamais il ne se seroit déterminé à en faire don, s'il avoit prévu, qu'un des Vassaux luy devint infidèle, & se servit des ressources, que le fief procure, pour (comme il est quelques fois arrivé) tourner ses armes contre son propre Bienfaiteur.

(c) Les Expectatives sont ou générales, ou spéciales. Quand un Souverain, de qui plusieurs fiefs relevent, promet à quelqu'un

méfait , en leur droit de successions ésd. fiefs & és biens de famille , & que le principe , par lequel on prétend , que des Agnats innocents doivent à cause de la félonie du Banni

qu'un , qu'il luy conférera le premier de ces fiefs , qui viendra à vaquer , ou dont le revenu ne sera point au dessous d'une certaine somme , cela s'appelle une Expectative générale ; mais quand le fief est nommément désigné sans que l'Expectative s'étende sur d'autres fiefs elle est alors spéciale.

Les précautions , que prennent ordinairement les Expectativaires , sont non seulement de s'en faire expédier le Diplôme , même de le faire confirmer de tems à autre , mais aussi de demander d'être autorisés à porter le titre & les Armes du fief , sur lequel la Survivance leur est assurée. Quelques fois aussi , & surtout lorsque l'extinction de la Famille du dernier Possesseur paroît être prochaine , se font-ils d'avance reconnoître par les Etats Provinciaux , afin que le cas avenant ils soient autorisés à prendre tout de suite possession , & prévenir par là ceux , qui pourroient aussi former prétention à titre d'hérédité , ou autrement.

Envain quelques Féodistes prétendent ils , que quand il s'agit d'un fief illustre , il faut pour la validité d'une expectative , que le Vassal actuel y consente , car quel intérêt peut avoir ce Vassal soit à s'opposer , soit à consentir à la translation d'un fief , sur lequel sa famille , quand elle cesse d'exister , ne peut plus avoir aucun droit ? Une difficulté bien plus sujette à controverse est de savoir , si une expectative accordée au cas d'extinction des mâles d'une Maison doit avoir son effet , quand le fief en question devient vacant par Félonie ?

Au reste lorsque la Capitulation décide , que la privation des fiefs prononcée contre un Etat pros crit ne peut préjudicier aux Expectativaires , il doit en être de même de ceux , qui ont contracté des pactes de Succession mutuelle , ou qui ont été simultanément investis , puisque leur droit n'est aussi qu'une expectative , mais fondée sur un titre différent.

Banni être frustrés des fiefs & des autres biens, qui par là seront tombés en commise, ne pourra nullement avoir lieu ;

§. IX.

Et si celui, qui a été dépossédé & spolié par violence, demandoit, pendant qu'on instruit le procès (contre son adversaire) pour la déclaration de ban, à être incessamment restitué, nous prêterons la main à ce que, suivant que le cas y sera disposé, ce demandeur soit réintégré pleinement & sans délai, par les voies convenables, & conformes à l'ordonnance de la Chambre Impériale, & aux autres constitutions de l'Empire, sans attendre la décision de l'action intentée par rapport à la déclaration de Ban ;

L'instruction du procès du ban n'empêchera point, que la Partie spoliée ne soit remise en possession avant la fin de ce procès.

§. X.

Et s'il étoit qu'il ne fut pas procédé en la forme & manière, qu'il vient d'être prescrit, & qu'il a été expliqué ci dessus de point en point, en ce cas une telle déclaration de ban & exécution sera réputée nulle & non valable de plein droit ;

Une déclaration de ban, qui n'aura point été faite dans les règles ci dessus prescrites, sera nulle.

§. XI.

Et quant à la déclaration de ban contre les contumaces, comme par plusieurs considérations cette voie est insuffisante, nous l'abolirons entièrement, & voulons que, lorsqu'il s'agira de causes civiles, on ne se serve pour contraindre les Partiés à comparoitre, & pour les ranger à l'obéissance due, que de moyens civils, ou autorisés par les loix.

Abolition du ban de contumace.

ARTICLE XXI.

§. I.

Les Etats de l'Empire, la Noblesse libre immédiate y comprise, seront maintenus dans leur juridiction & droits féodaux, auxquels il ne pourra être dérogé par les Tribunaux de l'Empire.

Nous nous obligeons & promettons aussi, pour ce qui est des fiefs appartenants aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire (la Noblesse libre immédiate de l'Empire y comprise) de laisser lesd. Etats en leurs droits, prerogatives & juridictions féodales Seigneuriales dans les cas, qui y appartiennent suivant le droit des fiefs, sans y porter la moindre atteinte, & de ne point souffrir, que les Tribunaux de l'Empire y empiètent, ni sous prétexte de connexité de cause, ni sous prétexte d'une *universalité* de jugement;

§. II.

Ils pourront agir sans nulle opposition contre ceux de leurs vassaux, ou sujets, qui auront encouru la perte de leurs fiefs pour crime de lèse Majesté.

S'il arrivoit aussi, que leurs Vassaux & sujets eussent encouru pour crime de lèse Majesté, ou encourussent à l'avenir privation de leurs fiefs, Nous ne les (*s'entend les Etats*) laisserons pas moins agir & procéder selon leur volonté,

§. III.

Ces fiefs ne passeront point au fisc de l'Empire, & les Etats ne pourront être contrainus à les conférer à d'autres, ou aux mêmes Vassaux.

Sans adjuger ces fiefs au fisc de l'Empire, ni prétendre, que lesd. Etats reprennent leurs anciens Vassaux, ou d'autres.

§. IV.

Les Seigneurs territoriaux

Nous en userons demême à l'égard des biens allodiaux, qui sont tombés, ou pourroient tomber en *commise*

mise pour crime de Léze Majeste , ou pour d'autres dé-^{je n'en pa-}
 liets, dont nous ne priverons point les Electeurs, Prin-^{reillemens sans}
 ces & Etats , dans la supériorité & juridiction desquels ^{aucun obstacle}
 ces biens sont situés , & qui sont investis du droit du ^{de leur droit}
 fisc , on qui pourroient d'ailleurs être en une possession ^{de confiscation}
 constante de ce droit, mais laisserons jouir les Seigneurs ^{des biens allo-}
 Territoriels de la confiscation de ces biens. (a) ^{diaux contre}
 ceux, qui se-
 ront coupables
 de ce crime.

§. V.

Nous ne ferons aussi nous même, ni ne permet-^{En ces cas,}
 trons aux autres de faire aux Electeurs, Princes, Prélats, ^{ainsy qu'en}
 Comtes, Seigneurs, & aux autres Etats de l'Empire ^{d'autres il ne}
 (y compris la Noblesse immédiate) aucune violence ^{sera faite aucu-}
 dans les cas cy dessus marqués, & autres sous couleur ^{ne contrainte}
 de vouloir faire droit, ou rendre justice; ^{aux Etats de}
 l'Empire.

§. VI.

Mais si nous, ou quelqu'autre avons quelques pré-^{Mais, si le}
 tensions, ou quelques demandes à faire, qui regardassent ^{fait s'y trou-}
 Eux tous, ou l'un d'Eux en particulier, nous promet-^{disposé, il ser-}
 tons ^{procédé par le}
^{voies ordinai-}
 res enuèrs

(a) Le sens de tous ces paragraphes est, que pour ce qui concer-
 ne des Etats immédiats, lorsqu'il est procédé contre Eux pour
 crime de léze Majesté ou autres, la confiscation de leurs biens
 soit féodaux, soit allodiaux écheoit au profit du Fisc Impérial;
 mais il n'en est pas demême des Etats & sujets médiats, dont
 les biens sur Eux confisqués ne peuvent qu'être adjugés au Seig-
 neur territorial, quand même eût égard à la nature du délit
 la procédure criminelle seroit instruite & le jugement rendu
 par l'un des souverains Tribunaux de l'Empire.

*ceux, qui au-
ront à rendre
compte de leur
conduite ;*

tons, pour éviter toute revolte, division, & désordre dans le saint Empire, & pour conserver la paix & l'union, de les faire porter généralement toutes à la justice ordinaire pour y être décidées, conformément aux résultats de l'Empire, à l'ordonnance de la Chambre Impériale, au Règlement portant exécution de cette ordonnance, au traité de Paix de Munster & d'Osnabruck, & aux Edits de Nuremberg, qui ont suivi cette paix,

§. VII.

*Et la Con-
naissance de la
chose, ainsi que
l'exécution, ne
seront prise &
faire que sui-
vant les con-
stitutions de
l'Empire ;*

Et de tenir la main pour que tant en rendant sentence, qu'en poursuivant l'exécution d'icelle, on y procède suivant les Constitutions de l'Empire & le traité de Paix, qui viennent d'être alléguées, & nous ne permettrons nullement, que dans les cas, qui appartiennent à la justice ordinaire, ceux qui sont prêts à s'y soumettre, soient attaqués, infestés, ou endommagés par des Vols, rapines, incendies, saisiës, hostilités, guerres, nouvelles exactions & impositions, ou d'une autre manière ;

§. VIII.

*S'il étoit ar-
rivé, que quel-
qu'un eut mo-
lesté & acca-
blé les Esats
par pillages,
incendies, ex-
actions &c.
iceux seront
dûment indem-
nisés en vertu
des jugemens,
qui seront ren-
dus ou par la
Diète, ou par
des arbitres
nommés de part
& d'autre.*

Ou si de semblables violences avoient été commises, ou se commettoient dans la suite contre quelqu'Etat de l'Empire, nous devons & voulons tout aussitôt prendre de si justes mesures, que les Etats lésés soient incessamment restitués & les dommages, qui leur auront été causés, réparés selon l'équité, & en la manière que des Arbitres impartiaux nommés par les deux Parties le regleront, ou qu'il sera ordonné en pleine Diète.

ART. XXII.

ARTICLE XXII.

§. I.

EN conférant les dignités de Prince, & Comte, & autres, nous aurons, pendant nôtre régence Royale & Impériale, une attention particuliere à ce qu'en tout cas ces dignités ne soient à l'avenir conférées qu'à des personnes d'un haut mérite, qui possèdent des biens dans l'Empire, & qui aient dequoy soutenir la dignité, dont ils désirent être revêtus;

L'Empereur n'élèvera à la Dignité de Princes, Comtes &c. que des Personnes de mérite & en état de soutenir ce titre par leurs facultés.

§. II.

Nous n'appuierons non plus aucun des nouveaux Princes, Comtes, & Seigneurs par des décrets, ou par de semblables voies pour parvenir à la Séance & voix dans le Conseil des Princes, ou dans les Colleges des Comtes, si ce n'étoit qu'il eut auparavant accompli tout ce qui est requis par le premier Article de nôtre présente Capitulation;

Aucun de ces nouveaux dignitaires n'obtiendra voix & Séance dans les Colleges de l'Empire, qu'il n'ait auparavant satisfait à ce qui est contenu dans l'Art. 1. de la présente Capitulation.

§. III.

Et n'accorderons à aucun d'Eux quel il puisse être, aucunes nouvelles qualités, ou de titres plus éminents, ni des lettres d'armoiries plus distinguées au préjudice ou à l'avilissement des Maisons & familles anciennes, de leurs Dignités, qualité & Titres;

Il ne sera accordé aucunes dignités, titres & armoiries au préjudice des Anciennes Maisons.

§. IV.

Nous n'accorderons non plus aux Enfants procréés d'un

L'Empereur n'accordera

D d d 3

*point aux En-
fants d'un Etat
de l'Empire nés
d'un mariage
inégal les si-
sres, honneurs
& dignités pa-
ternels ; il ne
les déclarera
point habils à
succéder, & si
semblables con-
cessions, ou dé-
clarations a-
voient été cy-
devant faites,
Elles seront cas-
sées et annulées.*

d'un mariage notoirement & incontestablement inégal, quoique nés d'ailleurs d'un Père, qui est Etat de l'Empire, ou issus d'une Maison, qui est, ou étoit Etat, les titres, honneurs & dignités paternelles, ce qui ne pourroit qu'aboutir à l'avilissement de la Maison, bien moins encore les déclarerons nous au préjudice des Héritiers légitimes & sans leur consentement spécial nés d'un Mariage égal & habiles à succéder, & supposé que semblable concession, ou déclaration ait été cidevant faite, nous la regarderons & tiendrons pour nulle & de nulle valeur (a).

§. V.

*Explication
des mariages
inégaux ou
morganatiques,
ainsi que des
effets, qu'ils
produisent.*

(a) Les Mariages *Dispareils* ou inégaux, quoique valables par le lien Conjugal, puisque quant à l'essentiel ils sont célébrés avec les mêmes rites & formalités, n'ont pas quant aux effets civils les mêmes prérogatives que celles attachées aux mariages assortis. C'est dans la seule disproportion de la Dignité & de la Naissance des deux Conjointes, que l'on fait consister cette disparité, ou inégalité, de façon qu'un Prince, qui épouserait une Roturiere, contracterait sans contredit une vraie mésalliance, vû la distance extrême, qui se rencontre entre ces deux Etats. Mais pour peu qu'on rapproche les conditions en supposant un mariage entre un Empereur, ou un Roi & la fille d'un Comte de l'Empire; entre un Prince Souverain & la fille d'un Baron ou d'un Gentilhomme immatriculé; entre un Comte & la fille, dont le Pere seroit d'une Noblesse nouvelle; entre un Baron & une Patricienne; entre un Noble & une Roturiere &c. l'on trouvera parmi les Auteurs un partage de sentiments, qui servira plutôt à embarrasser qu'à éclaircir. Il en est de ces cas comme d'une infinité d'autres, qui se présentent journellement. Les Loix vagues & générales ne manquent point en Empire, mais on en voit peu, qui entrent dans le détail, ou dans des explications; c'est ainsi qu'est conçu le §. 4. de la présente Capitulation

lation, inséré vraisemblablement à la réquisition de l'assemblée d'Offenbach; l'Empereur promet de ne point accorder aux Enfants nés d'un mariage inégal les titres & la Dignité du Pere, mais cette Disposition leve-t-elle les difficultes, qui pourront se rencontrer, lorsqu'il sera question d'examiner, si un mariage est inégal ou non? une infinité de procès ont déjà été intentés sur cette matiere par des Veuves ou des Enfants, que la famille a refusé de reconnoître, & bien loin que les jugemens survenus aient établis une jurisprudence certaine, la contrariété des uns aux autres n'a abouti qu'à produire encore plus d'incertitude.

Entre les mariages inégaux les uns sont contractés purement & simplement, c'est à dire sans aucuns pactes ni conventions préalables, qui fassent mention de cette inégalité. Les autres sont morganatiques, ou selon l'expression Françoisse des mariages de la main gauche ordinairement contractés en faveur des Enfants d'un premier lit, ou en faveur des Agnats, & avec clause expresse, que l'Epouse, ainsi que les Enfants, qui n'auront d'Elle, ne prendront point part aux titres & Dignités du respectivement Pere & mari, & ne succéderont point à ses fiefs & biens, mais seront tenus de se contenter pour Douaire, ou portion héréditaire d'une certaine somme, ou de certaines terres à Eux assignées par le contract.

Envain des Canonistes scrupuleux & des Civilistes trop attachés au droit Romain qualifient ils les mariages Morganatiques d'injustes & de contraires aux Loix naturelles; envain attribuent ils aux mariages inégaux les mêmes avantages, qu'aux autres. Les us & coutumes de l'Empire doivent l'emporter sur toutes les dispositions du Droit civil & du Droit canon, or de tout tems ces us & coutumes se sont déclaré contre les Alliances inégales, & les Empereurs les ont de tout tems ouvertement désapprouvé par leurs rescrits & mandemens, en faisant défenses aux Enfants procréés de semblables conjonctions de prendre le titre de Prince, Comte, Baron &c.

Cette matiere est comme bien d'autres pleine de controverses

tes & de questions problématiques. En voicy quelques unes des principales.

I. Lorsqu'un sujet de mariages inégaux contractés par des Princes & Etats de l'Empire il se présente quelques discussions, quel est le juge compétant pour en connoître?

Pour ce qui est des Catholiques la réponse est aisée. Le Juge d'Eglise connoit de ce qui tient du Sacrement, ou de la validité du mariage, & l'Empereur de ce qui concerne les effets civils, ou le temporel.

Parmi les Protestans, chez lesquels la Jurisdiction Ecclésiastique n'est pas tout à fait bien réglée, la question devient plus difficile à résoudre.

II. Faut il le consentement de l'Empereur pour valider les mariages Morganatiques contractés par des Princes, ou Etats de l'Empire?

Les uns le requierent, d'autres le croient superflus. Selon Nous une seule distinction doit donner la solution. Lorsque le Prince fait à son Epouse & à ses Enfants avenir un avantage à prendre sur des terres ou fiefs relevant de l'Empire, l'agrément de l'Empereur est sans contredit nécessaire, mais hors ce cas on peut se dispenser de le demander.

III. Les Enfants nés d'un Mariage Morganatique succèdent ils à leurs freres Consanguins quant aux allodiaux?

Ouy, Lorsqu'il ne reste d'autres héritiers qu'Eux; Non, quand ceux, de la succession desquels il s'agit, ont des freres germains.

IV. Un Pere, qui par des pactes Morganatiques a assigné à ses Enfants un certain fond en terres, ou en Capitaux, peut il en outre leur faire des legs particuliers?

Sans contestation, pourvu qu'il ne dispose que de ses propres & allodiaux.

V. Mais peut il pendant le mariage révoquer ce qu'avant iceluy il s'étoit obligé de laisser à ses Enfants pour leur entretien?

Non

Nonobstant l'opinion contraire de ceux, qui comparent les Dispositions Morganatiques aux actes de dernière volonté, & qui conséquemment les croient toujours révoquables, il paroît plus conforme à l'équité de juger, qu'aussitôt que par le contract il a été assuré un fond aux Enfants, qui naîtront, ces Enfants, quoique non encore nés, ont *ipso facto* acquis un droit, qui ne peut plus leur être enlevé.

VI. Les Enfants nés d'un mariage Morganatique osent ils se servir des Armoiries du Pere ?

L'on fait une distinction entre les armoiries de famille & celles de Dignité. Les Enfants peuvent s'approprier les premières, mais non les secondes.

VII. Il arrive souvent, que des Princes de Maisons illustres de l'Empire ont obtenu des Empereurs des Diplomes, en vertu desquels des Demoiselles, qu'ils venoient d'épouser, & qui se trouvoient d'une condition très inférieure à la leur ont été élevées à la Dignité de Princesses, Comtesses, Baronnnes &c. Sçavoir si leurs Enfants nés postérieurement à cette Elevation sont réputés issus d'un mariage égal ?

Nous estimons que ouy, par la raison, que les femmes élevées à de pareilles dignités par un Monarque, qui est en droit de le faire, sont par là mises en quelque façon de pair avec leurs Maris, car quoiqu'il reste toujours une différence de rang tant du côté de l'ancienneté que du côté de l'immédiateté, cette différence n'est point assez notable pour operer un effet désavantageux aux Enfants.

VIII. Un Pere peut il valablement exclure de la succession tant féodale qu'allodiale un fils, qui a contracté un Mariage Morganatique ?

Il n'est pas possible de raisonner pertinement sur ce cas, qu'on ne le détaille plus spécialement, parceque c'est des circonstances plus ou moins aggravantes qu'en doit dépendre la décision.

§. V.

*Les Elé-
vations à quelque
guise ne pour-
ont préjudi-*

De plus une pareille Elévation en faveur de celui, qui posséderoit des biens dans le Territoire des Electeurs, Prin-

IX. Doit on donner de l'Altesse, de la Sérénité à une Demoiselle de Noblesse ordinaire, qui auroit épousé un Prince?

Ce Cérémoniel embarrasse quelques fois les Courtisans, mais leur maxime est de se conformer en cela à ce qui est de la volonté du souverain.

X. Une Princesse, ou une Comtesse, qui épouse un Mari d'une Naissance inférieure à la sienne conserve-t-Elle sa dignité?

L'on prétend que non, & qu'Elle est obligée de suivre la Condition du Mari, si ce n'étoit qu'Elle fut héritière de quelque Royaume, Principauté, ou Comté.

XI. Une Reine, une Princesse Souveraine peut-Elle choisir pour Mari qui bon luy semble sans réquerir le consentement des Etats?

L'on répond affirmativement, quand il n'est question que du lien Conjugal, mais négativement, lorsque cette Souveraine veut faire passer sa Couronne, ou ses Etats à son Mari.

XII. Un même Seigneur peut-il avoir à la fois deux femmes, dont il ait épousé l'une en règle & l'autre de la main gauche?

Cette proposition n'est point si étrange, qu'elle le paroît. Le Comte de Gleichen étant en captivité chez le Turc, trouva une fille sarazine, qui lui procura sa liberté à charge qu'Elle deviendrait sa femme, ce qu'il luy promit, quoiqu'il en eut une autre. Quand il fut de retour chez luy l'on agita la question, s'il devoit accomplir sa promesse; l'affaire fut consultée & l'on décida non seulement qu'il le pouvoit en épousant cette seconde femme morganatiquement, mais même les Enfants, qui provinrent de ce mariage, furent déclarés légitimes. C'est vraisemblablement la singularité du cas, ou la faveur méritée par cette libératrice, qui a donné lieu à la singularité de la décision. On pourroit encore citer d'autres exemples semblables.

Princes & Etats de l'Empire, ne tournera point au pré-judice du Droit Territorial, mais sa Personne, ainsi que les biens à luy appartenants & situés dans led. territoire demeureront d'une façon comme de l'autre sous l'ancienne juridiction Territoriale du Seigneur ;

§. VI.

Et si quelque Etat pouvoit démontrer par preuves, que dans l'un des points cy dessus il luy eut été causé quelque grief, & que par de semblables élévations à quelque dignité nouvelle il eut été porté atteinte à ses droits, ice-luy sera suffisamment oui en ses plaintes, & ce qui se trouvera avoir été fait contre l'équité sera changé & aboli.

§. VII.

Nous aurons aussi un soin particulier & ferons en sorte, que toutes les expéditions, que nous accorderons en qualité de Roi des Romains, ou d'Empereur en affaires, qui nous concerneront, ou qui concerneront l'Empire, en matieres d'Etat, matieres gracieuses & autres, comme aussi particulièrement les diplomes touchant les élévations à la dignité de Prince, Comte, Baron, Noble &c. Palatin (à l'occasion dequoy il faudra avoir l'oeil à ce qu'il ne soit commis aucun abus, & punir severement ceux, qui en commettront) le titre de Conseiller Impérial de toutes les espèces, comme aussi d'autres immunités & privilèges ne puissent estre délivrés & expédiés ailleurs, que dans la Chancellerie de l'Empire, confor-

mément à l'ancien usage, & selon que le requiert nôtre Grandeur, & celle de l'Empire:

§. VIII.

Le tout à peine de nullité même avant ces expéditions les impétrants ne pourront prendre le titre, qui leur aura été conféré.

En conséquence de quoy tous les Diplomes, qui pendant nôtre Règne de l'Empire seront expédiés sous nôtre nom & titre d'Empereur dans une autre Chancellerie que dans celle de l'Empire, seront nuls & de nulle valeur, sans que les impétrants puissent être reconnus tels en l'Empire, & porter le nom & le titre à Eux concédé, qu'auparavant ils n'aient été confirmés & légitimés par la Chancellerie de l'Empire, après y avoir payé les Droits ordinaires;

§. IX.

Toutes lettres de grade, d'élevation à quelque dignité & autres diplomes ainsi expédiés en la Chancellerie de l'Empire seront reconnus par les autres Chancelleries sans qu'il puisse y être exigé une taxe nouvelle.

Et à l'égard des lettres de grace, d'élévation à quelque Dignité, & autres privilèges, qui auront été expédiés en nôtre Chancellerie de l'Empire, & qui de là auront été insinués à d'autres nos Chancelleries, icelles Chancelleries feront obligées non seulement d'accepter lesdites Insinuations sans en faire payer, ou demander aucune taxe nouvelle, ou droits de Chancellerie, quelque nom ils puissent avoir, mais aussi de donner aux Impétrants dans les expéditions la qualité & le titre accordé selon la dignité & le privilège, qu'ils auront obtenus, avec défense sous les peines édictées d'en retrancher la moindre chose.

§. X.

Il ne sera rien modéré, ni re-

Et comme par des remises & Modérations des droits de

de la Chancellerie de l'Empire, & de ce que bien souvent on ne leve pas les expéditions des lettres patentes accordées sur les concessions de privilèges, élévations à dignités & autres graces, l'entretien nécessaire des Officiers & de l'office de Taxation des droits de la Chancellerie de l'Empire souffre une grande diminution; pour y remédier nous travaillerons conjointement avec l'Electeur de Mayence & tiendrons la main à ce qu'il ne soit plus rien par luy (qui seul comme Archi-Chancelier de l'Empire a le droit d'accorder la remise & modération) remis ou modéré des droits de Chancellerie ordinaires, ni des taxes des expéditions desd. Lettres Patentes accordées sur les concessions de privilèges, élévations, & autres graces.

mis de la taxe ordinaire de la Chancellerie de l'Empire, si ce n'est par l'Electeur de Mayence, qui seul en qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire a droit de modérer, ou de remettre.

§. XI.

Nous promettons aussi, que nous ne permettrons en aucune maniere, que ceux, qui à l'avenir obtiendront de nous de pareilles graces, & qui dans les trois premiers mois ne retireront pas de la Chancellerie de l'Empire, en y payant les droits, les Diplomes sur ce expédiés, puissent s'attribuer les graces & concessions à Eux accordées, ou en jouir effectivement,

En affaires gracieuses il faudra dans l'espace de trois mois retirer les diplômes de la Chancellerie;

§. XII.

Mais qu'en ce cas & led. terme passé, ces graces soient de fait revoquées, cassées & annulées; ordonnons à nos Procureurs Généraux de l'Empire de procéder comme il appartient & avec connoissance de cause contre ceux, qui s'attribueront de cette maniere & indûment aucune dignité,

Si non l'Impératrice sera déchu de la grace par luy obtenue, & le Fiscal de l'Empire agira contre ceux, qui sans en avoir encore

*Le titre se pré-
sentera de
semblables con-
cessions de di-
gnités, d'Ar-
moiries &c.*

té, annoblissement, caractère de Conseillers, concessions de titres & armoiries, ou autres pareilles choses, pour les faire punir selon la qualité du délit & des personnes;

§. XIII.

*La disposition
cy-dessus s'étend
aussi sur
ceux, qui se
glorifient d'a-
voir obtenu de
pareilles graces
des Empereurs
précédents, ou
qui les ayant
obtenus n'en ont
point encore
retiré l'expé-
dition de la
Chancellerie,
ou qui negli-
geront de la re-
tirer sans l'es-
pace de trois
mois.*

Ce qui aura lieu & sera sans aucune difficulté mis à exécution envers ceux, qui avanceront contre vérité avoir obtenu de pareilles graces & concessions de nos Prédécesseurs en l'Empire, & qui se les arrogeront, ou qui après les avoir réellement obtenus n'en ont pas retiré les expéditions de la Chancellerie de l'Empire, ou négligeront de la retirer d'huy en six mois.

ARTICLE XXIII.

§. I.

*L'Empereur
tiendra con-
stamment sa
Cour & sa ré-
sidence en Em-
pire.*

Nous devons & voulons aussi avoir, établir & tenir constamment notre Résidence Royale & Impériale, notre demeure & notre Cour dans l'Empire de la Nation Allemande, pour l'utilité, l'honneur, & le bien de tous ses Membres, Etats & sujets, à moins que la situation des affaires ne le demande autrement,

§. II.

*Il accordera
prompte au-
dience & ex-
pédiera sans re-
tard les Am-
bassadeurs &
Envoyés des
Etats.*

Et donner en tout tems prompte audience & expédition aux Electeurs, Princes & Etats & à leurs Ambassadeurs & Envoyés (y compris les Députés de la Noblesse libre de l'Empire) & ne les point surcharger en les obligeant de suivre notre Cour, ou en différant de donner notre résolution;

§. III.

§. III.

Et promettons de ne nous servir d'autres langues en notre Cour Impériale, dans les écrits & Négociations regardants l'Empire, que de l'Allemande, & de la Latine, si ce n'étoit és lieux hors de l'Empire, ou on se serviroit & useroit communément d'une autre langue, cependant en ce dernier cas sans déroger à tous égards à la Langue Allemande & Latine usitées en notre Conseil Aulique de l'Empire (a).

L'on ne se servira dans les négociations & affaires portées ou à la Cour Impériale, ou au Conseil Aulique d'autre langue que de l'Allemande, ou de la latine.

§. IV.

Nous promettons aussi de faire en sorte, que quand nous entrerons en notre Régence Impériale, nos Officiers Impériaux & les officiers de l'Empire en notre Cour, que nous aurons à nommer, soit en Allemagne, ou hors de l'Allemagne, comme sont celui de Protecteur de la Nation Allemande, les Ambassades, les Offices des Grand-Maitre; Grand-Chambellan, Grand-Maréchal, Capitaines des Hallebardiers, & des Gardes du Corps, & sem-

Les grands Charges de l'Empereur & de l'Empire ne seront conférées qu'aux Naissances & à des Vassaux de l'Empire.

bla-

(a) Lorsque l'Empereur a avec la France quelque convention à faire, il est assez d'usage de se servir de la langue françoise, ainsi qu'on l'a vu lors des traités de Bade & de Vienne, auxquels cependant a été apposée la clause, *sans que le présent cas puisse tirer à conséquence*, pour marquer que si l'on n'a point donné la préférence à la langue allemande, quoique les traités aient été conclus dans le territoire germanique, c'est par pure déférence pour les Ministres de France, dont on en voit peu qui possèdent l'Allemand, au lieu qu'il n'y a presque point de Ministre Allemand, qui ne sache le François.

blables, ne soient composés que de Personnes nées en Allemagne, & qui soient de Nation allemande (b), ou pour le moins Vassaux de l'Empire ; qui aient connoissance de ses affaires, & soient par nous estimés être utiles aud. Empire ; qui ne soient pas de basse condition ou origine, mais des Personnes de considération & d'une haute extraction, & la plupart Princes de l'Empire, Comtes, Seigneurs, ou Gentilshommes, ou d'autre bonne vaillante race,

§. V.

Les Charges de la Cour Impériale conservons leurs honneurs, grandeurs & revenus, en sorte qu'iceux ne soient point révoqués aux Officiers héréditaires de l'Empire.

Et laisserons lesd. Offices en leurs honneurs, dignités, revenus, (en tant qu'iceux ne sont point en vertu de la présente Capitulation réservés aux Offices héréditaires de l'Empire) droits & privilèges, sans en rien retrancher, ou permettre qu'il y soit retranché,

(b) Cette disposition insérée dans toutes les Capitulations n'est point strictement observée, puisque souvent l'on a vu des Etrangers élevés par leurs mérites aux premières charges de l'Etat ; en tout cas, si leur naissance pouvoit servir d'obstacle à leur avancement, il dépendroit de l'Empereur de lever toute difficulté en leur accordant des lettres de naturalité.

ARTICLE XXIV.

§. I.

Le Conseil Impérial Aulique sera composé que de Personnes des deux Religions.

DE même ne placerons Nous dans notre Conseil Aulique de l'Empire que des Princes, Comtes, Barons, Gentilshommes & autres Personnes de probité des deux Religions conformément au traité de paix, §. II.

§. II.

Lesquelles Nous choifirons non seulement parmi nos fujets & Vaffaux , mais auffi pour la plûpart parmi ceux , qui font nés & élevés dans les autres Provinces de l'Empire de la Nation Allemande, qui y font établis & y possèdent des biens proportionnés à leur condition ; qui font versés dans la connoissance des Constitutions de l'Empire ; qui ont une naissance & Réputation bien établië ; qui soient d'un âge convenable ; qui dans l'examen par Eux subis en la Chambre Impériale aient répondu avec capacité, ^(a) & qui se soient aquis une bonne expérience, soit en quelques facultés juridiques, soit en quelques Dicastères réglés de l'Empire , dans lesquels l'on traite de matieres contentieuses ;

*Es qui outre
d'autres qua-
lités requises
ont dignement
soutenu l'exa-
men & ont
de l'expérience
pardevant El-
les.*

§. III.

Qui fuivant qu'il est porté dans le formulaire de ser-
ment

*Ce Conseil ne
reconnoitra
d'autre Maître*

- (a) Les examens des Récipiendaires n'étoient cidevant d'usage qu'en la Chambre Impériale, mais quant au Conseil Aulique les Empereurs y ont toujours placé qui bon leur a semblé, de façon que la faveur a souvent eu plus de part au choix & à l'admission des Assesseurs que la science & la Capacité ; c'est pourquoi S. M. Imp. aujourd'huy Régnaute a jugé à propos d'ordonner par un règlement de fraiche datte , qu'à l'avenir aucun Assesseur ne seroit reçu sans avoir subi un examen préalable & donné par le rapport de quelque procès des preuves de son savoir & de son experience. Sad. Majesté n'a pas moins marqué aux Assesseurs par Elle nommés , que son intention étoit , que le Conseil Aulique s'abstint de commettre dorénavant les abus détaillés dans un mémoire remis à la Dictature le 12. Mars de l'Année courante 1742.

F f f

(b) Les

*Le supérieur
que l'Empe-
reur & l'Em-
pire.*

ment contenu au règlement du Conseil Impérial Aulique, lequel serment sera à l'avenir aussi nommément étendu à l'Empire, ne soient engagés par service particulier, commissions, ou pension qu'envers Nous & l'Empire, & nullement envers aucun des Electeurs, Princes, ou Etats de l'Empire, bien moins encore des Puissances Etrangères;

§. IV.

*Il sera reme-
dié aux contra-
ventions com-
mises contre les
réglements du
Conseil Impé-
rial Aulique,
de l'on prendra
des mesures
pour qu'il n'en
arrive plus à
l'avenir.*

Et attendu que l'on s'est plaint, qu'il avoit été commis des contraventions au susd. règlement du Conseil Aulique, Nous devons & voulons, l'orsque Nous serons entré en nôtre règne, faire près de nôtre Conseil Impérial Aulique nouvellement établi des dispositions si efficaces, qu'il soit, comme il convient de droit, remédié à la chose, & qu'à l'avenir il ne soit rien commis de semblable, mais qu'au contraire toutes les mesures nécessaires soient exactement prises.

§. V.

*L'Empereur
s'emploiera dès
le commence-
ment de son
Règne à recti-
fier les régle-
ments de ce
Conseil en
prennant à ces
égard l'avis des
Etats de l'Em-
pire.*

Nous devons & voulons aussi, aussitôt que nous serons entrés en régence, demander de l'Empire son avis par un décret de luy émané au sujet des corrections à faire dans le règlement de nôtre Conseil Impérial Aulique, comme aussi, & autant qu'il dépendra de Nous, de faire au plutôt travailler à ces corrections, & de faire mettre cet ouvrage en état.

§. VI.

*Il prendra
parcillemens
l'avis de l'Em-
pire sur les
points, qui par*

Nous devons & voulons de plus, aussitôt que Nous aurons pris les rênes du Gouvernement, & au moien d'un décret

décret de commission Impériale demander des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire un avis Comitial sur les points, qui par le traité de paix ont été renvoyés à la prochaine délibération de l'Empire, & qui concernent la forme des visites, comme aussi donner au résultat comitial, qui s'ensuivra, tout le poid & toute la force, qui conviendra;

§. VII.

En attendant néanmoins & jusque là Nous ne Nous opposerons point à ce qu'au plus tard dans un an à compter depuis le commencement de notre règne l'Electeur de Mayence en qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire procède d'abord à cette visite (b) en la réitérant tous les

*L'instrument de
paix ont été
renvoyés aux
prochaines dé-
libérations,
ainsi que sur
la manière,
dont serons fai-
tes les visites,
& il donnera
aux résolu-
tions, que l'Em-
pire embrassera
à cette occasion,
toutes leurs
forces & vi-
gueur.*

*L'Electeur de
Mayence pro-
cèdera en at-
tendant le pre-
mier à cette
visite tout au
plus tard dans
un an à com-
pter depuis le
commencement
du Règne de
l'Empereur;*

(b) Les droits attachés à celui de faire des Visites dans les Souverains Tribunaux de l'Empire consistent principalement à s'informer des mœurs des Officiers de Judicature, & à réformer les abus de la procédure. La Visite du Conseil Aulique paroît avoir depuis quelques siècles appartenu à l'Electeur de Mayence en qualité d'ArchiChancelier de l'Empire, mais soit que l'Electeur commit quelques abus en se trop prévalant de cette autorité, soit que les Etats Protestans crussent, qu'ils devoient aussi y avoir part, comme ils l'ont dans la visite de la Chambre Impériale, il a été par le traité de Munster réglé ce qui suit:

„ La Visite du Conseil Aulique se fera autant de fois qu'il sera
„ nécessaire par l'Electeur de Mayence observant ce qui dans la
„ prochaine Diète sera du consentement commun des Etats jugé à
„ propos d'être observé.

Lorsqu'en 1664. l'Electeur Jean Philippe de Schœnborn fit des dispositions pour commencer sa visite, les Electeurs de Treves, Baviere, Saxe & Brandebourg le prierent par lettres de différer jusqu'à ce que la forme de visiter eut été réglée par la Diète.

*ce qui sera con-
tinué tous les
trois Ans & les
Actes de la visi-
te présentés à la
Diète pour
être remedié
jusqu'à la
moindre deffec-
tuosité.*

trois Ans , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement convenu dans les comices , & seront les Actes de ces Visites remis toutes les fois à l'assemblée de l'Empire, pour au cas qu'il s'y trouve le moindre deffaut y être convenablement pourvû dans lesd. comices ;

§. VIII.

*Jusqu'à ce
qu'un nouveau
reglement du
Conseil Auli-
que ait été mis
dans une meil-
leure perfe-
ction, l'on se
conformera à
l'ancien, demê-
me qu'à celui,
qui a été dressé
en 1714.*

Jusqu'à ce que Nous & tout l'Empire aions fait dres-
ser un règlement du Conseil Impérial Aulique parfait &
dirigé selon les présentes circonstances, nôtre dit Conseil
Aulique, de même que les Visitateurs délégués, pren-
dront pour règle dans la forme de procéder & observe-
ront avec la dernière exactitude l'ancien règlement du
Conseil Impérial Aulique, ensemble ce qui en conséquen-
ce des *monita* des Etats a été inséré à cet égard dans le ré-
glement fait en 1714. par nôtre dernier Prédécesseur en
l'Empire, & nous donnerons sérieusement & avec appuy
nos soins pour que tout ce que dessus soit exécuté.

§. IX.

Les Envoyés des Princes séculiers luy firent les mêmes prieres,
mais l'Electeur ne paroissant point disposé à désister de son pro-
jêt , ils présenterent leur mémoire à l'Empereur. L'Electeur
repondit , que le traité de paix ne luy ôtoit point son droit
& qu'ainsi il pouvoit continuer à l'exercer sans que cela empe-
cha la Diète de travailler au règlement , dont elle étoit chargée.
Cette réponse donna lieu à des repliques , mais malgré cette li-
tispendance l'Electeur passa outre , & entreprit sa Visite sans
néanmoins qu'elle fut de longue durée ; c'est pour obvier à des
dissensions ultérieures, que par la disposition de la présente Capi-
tulation l'Electeur a été provisionnellement maintenu en son droit
& possession, en attendant que la Diète prenne de nouveaux ar-
rangements sur la maniere de procéder lors des visites.

§. IX.

Nous donnerons aussi ordre pour que suivant l'ancien usage l'on ne fasse dans le Conseil Aulique aucune distinction pour la séance sur le banc des Nobles entre ceux, qui suivant leurs casques & armoiries sont issus, & qui peuvent faire preuve d'ancienne Noblesse habile à entrer dans les Châpitres, & entre les Comtes & Seigneurs, qui n'ont aucune voix, ou séance dans les Collèges de l'Empire, ou ne sont point issus de Maisons ayant cette séance, mais que chacun demeure dans le rang, qu'il a selon l'ordre de sa réception, sans s'attribuer aucune prérogative à cause de sa qualité.

Pour ce qui est du rang des Assesseurs sur le banc des Chevalliers, il en sera décidé par la date de la réception & non par la naissance, ou dignité.

§. X.

Du reste pour ce qui est du rang, de la préséance & considération dans le Conseil Aulique de l'Empire, on se conformera sur cet Article au règlement dud. Conseil Aulique & l'on prendra l'état, que led. règlement autorise.

L'on suivra au surplus le règlement du Conseil Aulique pour ce qui est des places des Assesseurs, de la préséance &c.

§. XI.

Nous ne mettrons, ni n'établirons dans led. Conseil Aulique aucun Président, ou Vice-Président, à moins qu'il ne soit Prince, Comte, ou Seigneur Allemand de l'Empire, & qu'il n'y possède des biens médiats, ou immédiats;

Le Président & le Vice-Président ne pourront être moins que Princes, Comtes, ou Gentilshommes soit médiats, soit immédiats, nés Allemands & pourvus de biens fonds.

§. XII.

*Il ne sera em-
piété par qui
que ce puisse
être sur la di-
rection, qui
compète au
Président dans
les affaires de
justice.*

Nous ne souffrirons pas, que Personne de quelle qualité il puisse être empiété sur la Direction, qui compète en matieres judiciaires du Conseil Impérial Aulique à nôtre Président dud. Conseil, & Nous ne permettrons point non plus, qu'aucun autre s'arroe cette Direction;

§. XIII.

*Toutes les af-
faires pendan-
tes au Conseil
Aulique y se-
ront terminées
en pleine as-
semblée, &
l'Empereur ne
souffrira point,
que le Cours de
la justice y
soit jamais ar-
rêté ou inter-
rompu.*

Au surplus toutes & une chacune des affaires de la compétence de nôtre Conseil Impérial Aulique seront toujours terminées en pleine assemblée, & ne seront plus ni avant, ni après la litispendance traduites pardevant aucunes Députations, Commissions de la Cour, ou par d'autres semblables voies irrégulieres, quel nom elles puissent avoir, & leur véritable cours judiciaire ne sera ni gêné, ni interrompu.

ARTICLE XXV.

§. I.

*L'Empereur
ne gênera en
aucune façon
le droit, qui
appartient à
l'Electeur de
Mayence de
nommer & é-
tablir sous les
Officiers de la
Chancellerie de
l'Empire,*

Pour ce qui regarde l'establissement & le remplacement en la Chancellerie Aulique de l'Empire, tant de la Charge de Vice-Chancellerie Aulique dud. Empire, que de celles de Refférendaires, Secrétaires, & autres Personnes dépendantes de lad. Chancellerie, nous ne prétendons en aucune maniere empiéter à l'avenir sous quelque prétexte que ce puisse être sur les droits de l'Electeur de

de Mayence comme Archi-Chancelier de l'Allemagne, ni luy porter du retard, ni l'empêcher de nommer à ces Charges, lesquelles sont à sa seule disposition, & moins encore luy prescrire à cet égard aucunes bornes ni mesure,

§. II.

Et tout ce qui s'est passé cy devant, ou pourroit à l'avenir se passer, ou se faire à ce contraire sera de nulle valeur;

Et ce qui a été, ou pourroit encore à l'avenir être entrepris contre ce droit sera nul.

§. III.

Nous ne voulons pareillement point permettre en façon quelconque, qu'on empiète contre la teneur de l'ordonnance du Conseil Aulique & de la Chancellerie Aulique de l'Empire sur les droits de la Chancellerie de l'Empire; sous quel prétexte & par quelle personne que cela pourroit être entrepris;

Il ne sera empiété par qui que ce puisse être sur les fonctions de la Chancellerie de l'Empire.

§. IV.

Nous n'évoquerons point à la Chancellerie Aulique de nos Pays héréditaires, mais ferons passer par les mains du Vice-Chancelier de l'Empire, sans les traduire ailleurs, les affaires, qui nous interresseront en qualité d'Empereur, ou qui interresseront l'Empire, telles que sont les affaires de la Diète, les instructions de nos Ambassadeurs de dans & hors l'Empire, leur rapport touchant les affaires de l'Empire, comme aussi les négociations & traités

Toutes les affaires, qui interresseront l'Empereur & l'Empire conjointement par les mains du Vice-Chancelier de l'Empire & ne pourront être portées à la Chancellerie des Etats héréditaires de S. M. I.

traités concernant les affaires de guerre , ou de paix de l'Empire.

§. V.

*L'Empereur
aura soin de
faire payer
sans de sa pro-
pre Caisse, que
des deniers, qui
lui proven-
dront de l'Em-
pire, les ap-
pointemens de
tous les Offi-
ciers de Conseil
Aulique.*

Et donnerons sans délai des ordres positifs, afin que les appointemens du Président Actuel, du Vice-Chancelier Aulique de l'Empire, comme étant en même tems Conseiller Actuel aud. Conseil, du Vice-Président, & des autres Conseillers soient payés exactement & sans aucune diminution, préférablement à toute autre dépense, & ce des deniers tant de nôtre Chambre Aulique, que de ceux de la Caisse de l'Empire,

§. VI.

*Les Assesseurs
du Conseil Au-
lique seront ex-
empts de tous
péages, subsides
& autres char-
ges,*

Et seront iceux, pour ce qui est des exemptions des péages, impositions & autres charges, également traités comme les Conseillers Assesseurs de la Chambre Impériale;

§. VII.

*Et seront en
outre, de même
que les Rési-
dents & En-
voyés des Etats
Exempts de tou-
tes jurisdic-
tions & char-
ges personnelles.*

Ils ne seront pas moins, que les Envoyés, Residents & Agents des Etats de l'Empire, exempts de la Jurisdiction de la grande Maitrise de la Cour, de la Régence de nos Provinces & de celle des autres juges & justices, de même que de tout ce qui regarde le scellé, les saisies, confectons d'Inventaires, production ou représentation de Testaments, établissement de Tuteurs, ou Curateurs à leurs enfants, & autres choses semblables; Ils jouiront aussi de l'exemption de toutes les Charges personnelles,

§. VIII.

§. VIII.

Et ceux, qui voudroient quitter nôtre Cour, & trans-
férer leur domicile ailleurs, n'en pourront être empêchés
en aucune maniere, mais au contraire l'on fera obligé de
les laisser librement & sûrement sortir & passer avec leurs
biens & effets, même sans leur en demander aucun droit
de transmigration, ou autre rétribution, à l'effet de quoy
on leur accordera à leur requisiion les passeports à ce né-
cessaires (a)

*L'Empereur
ne retiendra
point malgré
Eux ceux, qui
se retireront de
sa Cour pour
aller ailleurs ;
il leur donnera
au contraire les
passeports,
qu'ils deman-
deront.*

- (a) Il y a en ce point de la réciprocité, car lorsqu'un officier d'un Prince est appelé au service de l'Empereur, le Prince ne sauroit le retenir malgré luy, si ce n'étoit que cet Officier fut ou Coupable de malversation, auquel cas on le retiendrait pour faire contre luy des informations, ou comptable de quelque gestion, & que ses comptes ne fussent pas encore rendus, ou épurés.

ARTICLE XXVI.

§. I.

ET comme les lettres de protection, que quelques Puissances & Princes étrangers exemts de la juridiction de l'Empire ont obtenus sur des Villes (a) & Etats immédiats

*Les Villes &
Etats de l'Em-
pire ne feront
sous d'autre
protection que
celle de l'Em-
pire.*

- (a) Avant que l'Empire eut la forme, qu'il a prise aujourd'huy & surtout dans le tems, ou le *Faustrecht*, c'est à dire le droit du poigné, ou le droit du plus fort étoit en vigueur, les Villes se rangeoient assez volontiers sous la protection des souverains les plus à portée de les défendre, & les Empereurs, pour du moins conserver leur supériorité, confirmoient politiquement ces protections étrangères. Aujourd'huy ces Villes soit qu'Elles soient média-

*Réflexions sur-
chant les villes
libres immé-
diates de l'Em-
pire.*

tes , ou Municipales, s'entend dépendantes des Seigneurs territoriaux , soit qu'Elles soient immédiates , ou Villes libres , ne reconnoissent d'autres supérieurs Domaines que celui de l'Empereur & de l'Empire.

De même que les Villes médiates sont placées au nombre des sujets , ainsi les Villes libres Impériales jouissent -Elles des mêmes droits, que les autres Etats immédiats de l'Empire , & il n'y a de différence entre Elles que dans le Gouvernement. Les unes sont Aristocratiques, c'est à dire composées de Magistrats, qui ne peuvent être que Nobles, ou Patriciens, & dont le choix ne dépend point du Peuple. Les autres sont Démocratiques, c'est à dire régies par un Magistrat plébeien tiré du Corps, & dépendant de l'Election de la Bourgeoisie. Celles de la troisième espece sont mixtes , c'est à dire gouvernées par des supérieurs partie Nobles, partie Bourgeois.

Quoique cidevant l'on ait disputé aux Villes Impériales leur qualité d'Etat , la Voix décisive, qu'Elles ont dans les Comices, le droit d'Austregues, l'Exemption des péages , la faculté d'établir des Coches & Messagers &c. néanmoins toutes ces difficultés ont été levées en leur faveur par des traités tant publiques que particuliers, ou du moins en vertu d'une longue possession.

Ce qu'on a vu le plus agité à l'occasion des Villes est de savoir, s'il est précisément nécessaire, que dans celles, ou il y avoit en 1624. des Magistrats partie Catholiques, partie de la Confession d'Augsbourg, il faut que le nombre reste toujours tel qu'il étoit alors, ou s'il ne peut point changer proportionément aux changements, qui sont survenus parmi la Bourgeoisie, ou s'il ne dépend pas de l'arbitrage du Magistrat de régler à cet égard & en vertu du *Jus circa sacra*, qui luy compéte, ce qu'il juge à propos.

Il est encore fort indécis s'il est permis d'appeller ou à la Chambre Impériale, ou à l'Empereur même des sentences rendues dans les Consistoires établis par les Villes;

Mais de toutes les Contestations celle, qu'on regarde comme la plus illustre, concerne la préséance que les Villes Impériales & la Noblesse immédiate de l'Empire se disputent mutuellement,

Contestation
entre les Villes
Impériales &
la Noblesse im-

lement, & qui quelques fois produit des inconveniens dans les assemblées Circulaires.

Les principaux fondemens, sur lesquels la Noblesse établit sa prétendue priorité de rang, sont

La difference, qu'il faut faire entre le titre de Noble & celui de Plébléien, dont le premier a de tous tems été au dessus de l'autre;

L'Habilité des Nobles à être admis à de grands Chapitres, même à parvenir aux Dignités de l'Empire les plus éminentes, prérogative, de laquelle les Roturiers n'oseroient se flatter;

La distinction, avec laquelle les anciens Allemands confideroient les Nobles, puisque quelques fois ils choisissoient leurs Rois parmi la Noblesse;

La séance, que la Noblesse avoit autres fois aux Diètes, ne formant qu'un même College avec les Comtes & Barons de l'Empire, & ayant par conséquent le pas sur les Villes;

La préférence, que l'on a toujours donnée aux Envoyés de la Noblesse sur ceux des Villes, lorsqu'ils se sont rencontrés ensemble dans quelques actes, ou cérémonies solennelles;

Enfin nombre d'autres avantages soit dans le militaire, soit ailleurs, auxquels la Roture ne sçauroit prétendre.

Les Villes Impériales alléguent de leur côté, que, quoique pour ce qui concerne le droit de supériorité territoriale & autres privilèges, on les mette de pair avec la Noblesse, néanmoins Elles en jouissent avec beaucoup plus d'étendue;

Que leur immédiateté est beaucoup plus ancienne que celle des nobles;

Qu'il suffit, qu'Elles soient Etats de l'Empire & qu'Elles concourent aux délibérations les plus importantes pour avoir le pas sur tous les autres Corps, qui se trouvent exclus de la Diète;

Finalement que cette préférence leur est formellement adjugée non seulement par les Capitulations Impériales, mais aussi par des résultats de l'Empire, notamment par celui de Nuremberg de l'an 1619.

*pire, & l'Em-
pereur n'accor-
dra à aucunes
Puissances E-
trangères des
Lettres, qui
autorisent ces
Puissances à
exercer ce mê-
me droit de
protection.*

diats & médiats, soit par privilèges anciens des Roys & Empereurs des Romains nos Prédecesseurs deffunts, soit qu'ils se les aient aquis Eux mêmes, ou se les soient attribués & en aient usurpés, s'en étant servis es causes civiles & affaires de justice contre leurs propres Princes & Seigneurs Territoriaux, au préjudice des Constitutions de l'Empire, ont donné occasion aux grands troubles & à la ruine du repos public, par où la jurisdiction, l'autorité, & droit Souverain du saint Empire ont été beaucoup diminués, & même renversés par le démembrement de quelques Etats notables; à ces causes pour éviter lesdits démembrements & troubles dangereux & préjudiciables à la tranquillité du saint Empire, nous n'accorderons point aux Puissances & Potentats, qui ne reconnoissent pas, comme il a été dit, la dépendance & la jurisdiction du saint Empire, de semblables Lettres de protection sur les Villes & Pays Médiats, ni ne permettrons qu'ils en demandent, ou obtiennent aucunes, & ne confirmerons non plus par rescrit, ou autrement celles, qui peuvent avoir été octroyées par les Empereurs précédents dans une autre conjoncture & situation de tems & d'affaires, & qui auroient été acceptées par les Etats Médiats.

§ II.

*Et s'il en a-
voit été accor-
dées, ou que
quelques Puif-
sances se fussent
mises en posses-
sion de cette
protection,
l'Empereur*

Mais tâcherons plutôt, par nôtre interposition ou autres voyes permises, de faire renoncer, ou revoquer lesd. lettres de Protection obtenues, ou acceptées des Empereurs précédents, ou du moins de les faire restreindre

de & reduire dans les bornes des premieres Concessions
Impériales, ou Royales, au cas qu'il s'en trouve,

*fera son possi-
ble pour abolir
semblable
drois, ou le ré-
duire au moins
dans ses pre-
mieres bornes.*

§. III.

Afin que dorénavant chacun demeure sous nôtre
protection & deffense, & sous celle du saint Empire seu-
les, & que les Electeurs, Princes & Etats du saint Em-
pire (y compris la Noblesse immédiate) & leurs fujets cha-
cun en son endroit, soient conservés dans une égale
protection & administration de justice, tant pour les cau-
ses de Religion, que pour les causes séculieres, sans im-
plorer aucun autre secours étranger ou domestique,
& sans dépendance, conformément aux Constitutions de
l'Empire, & aux ordonnances de la Chambre Impériale,
aux Traités de Paix de Munster & d'Osnabruck, aux
Edits donnés touchant leur exécution, à l'ordonnance
d'Exécution de Nuremberg, & au Résultat de la dernière
Diète de l'Empire,

*Il rendra à
chacun des E-
tats justice éga-
le & suivra
le désir des loix
fondamentales
de l'Empire ;*

§. IV.

Et qu'en particulier les abus, que l'on a introduits
depuis quelque tems en traduisant les Procès de devant
les juges de l'Empire, en Hollande, Brabant, ou pardevant
d'autres Puissances étrangères, & entre autres que les
Procès d'Evocation, sous prétexte de la prétendue Bulle
de Brabant, & qui tendent au grand préjudice de quel-
ques Electeurs, Princes & Etats, soient entièrement abo-
lis ; que l'avis, dont on est convenu en 1594. à la

*Es il les pro-
cédera contre
toutes évoca-
tions & cita-
tions porde-
vant des justis-
ces Etrangères,
surtout contre
la Bulle de
Brabant.*

G g g ;

Diète

Diète de l'Empire d'alors , soit exécuté , & qu'en cas de besoin l'on prête assistance efficace par droit de représailles aux Etats, qui sont lésés par lad. Bulle Brabantine (b).

*Explication
de la Bulle de
Brabant.*

(b) Les deux principaux points de cette Bulle accordée en 1349. par l'Empereur Charles IV. au Duc Jean de Lorraine & de Brabant sont premierement, que les Vassaux & sujets dud. Duc ne pourront à perpétuité être traduits pardevant d'autres Tribunaux, que ceux par luy établis , & qu'il ne sera permis à qui ce puisse être d'appeller des jugemens y rendus en matiere civile, criminelle, mixte ou autre , excepté néanmoins le cas de deni de Justice ; secondement que lesd. sujets , Vassaux & Serviteurs du Duc ne pourront être arrêtés dans les terres de l'Empire soit par Corps, soit par saisie de leurs effets, ni pour dettes, ni pour crime, ni pour cause quelconque. Les Possesseurs des Pays-Bas & notamment les Rois d'Espagne par un excès de confiance en ce privilège molestoient extrêmement les Etats d'Allemagne , jusqu'à user de représailles , quand on mettoit une saisie sur les biens , ou sur la Personne d'un Criminel , qui étoit leur sujet , de maniere que la quantité de plaintes portées à cette occasion tant aux Diètes qu'au Congrès de Westphalie fut cause, que l'on convint dans l'Art. 9. du traité d'Osnabruck d'abolir les abus de la Bulle en question comme préjudiciables au commerce & au bien public , & dans toutes les Capitulations l'on a eu soin d'insérer la même disposition.

ARTICLE XXVII.

§. I.

*Les Puissances
étrangères,
ou leurs Mini-
stres ne se mê-
leront pas des
affaires de
l'Empire ;*

ET pour éviter toutes dissensions, & les dangereux embarras, qui en résultent, nous ne permettrons pas, que les Puissances étrangères, ou leurs Ambassadeurs se mêlent ouvertement, ou en secret des affaires de l'Empire,

§. II.

§. II.

Moins encore souffrirons nous , que ces Ambassadeurs, soit en nôtre Cour, soit aux Assemblées des Députés , ou aux autres Assemblées publiques , se fassent accompagner par les ruës & par les chemins de gardes armés à pied, ou à cheval ^(a).

Leurs Envoyés, ou Ambassadeurs à la Cour Impériale, aux députations de l'Empire, ou à d'autres Assemblées ne paroissent point sur les ruës avec une garde Armée.

ART. XXVIII.

(a) Le présent Article ne faisant mention que des Ambassadeurs Etrangers , nous y ajouterons quelques observations touchant les Ministres publics nommés par l'Empereur. Ils sont comme partout ailleurs ou Ambassadeurs, ou Envoyés, ou Résidents, ou Plénipotentiaires, ou Consuls, ou Agents.

Reflexions concernant les Ambassadeurs & autres Ministres publics, que l'Empereur entretient dans les Cours Etrangères.

Les Ambassadeurs soit Ordinaires, soit extraordinaires sont obligés de se légitimer par des lettres de Créance, indépendamment de celles de recommandation, appelées *Litteræ Commendatitiæ*, que l'Empereur leur donne quelques fois séparément pour marquer au Souverain, près duquel il les envoie, la confiance singulière, qu'il met en Eux.

Soûs les Régnes précédents les Empereurs n'entretenoient des Ambassadeurs ordinaires qu'à Rome & à Madrid; Personne ne sçait encore ce que fera S. M. Imp. aujourd'hui Régnante.

Lorsqu'un Ambassadeur ordinaire & un Ambassadeur extraordinaire dépendants du même Souverain se rencontrent ensemble dans la même Cour, celui ci, quand même il seroit d'ailleurs d'une condition inférieure, prend le pas sur l'autre. Ils sont également Ministres du premier ordre ayants qualité représentative, mais non dans tous les cas indistinctement, puisqu'en nombre d'occasions il ne seroit point permis de leur faire les mêmes honneurs, qu'on feroit à l'Empereur, s'il étoit présent. Le Titre d'Ambassadeur de l'Empereur est si éminent, qu'on l'a vu souvent brigué & exercé par des Princes du sang Impérial, par des Cardinaux, par des Princes d'anciennes maisons & par des Evêques de l'Empire; joint à cela qu'il donne le pas & la préférence sur tous les Ambassadeurs des autres Puissances Chrétiennes.

Les

Les Envoies sont pareillement ordinaires, ou extraordinaires. La Mission des Envoies ordinaires concerne indéterminément différentes affaires, au lieu que les Envoies extraordinaires sont communément chargés d'une négociation spéciale, ou de la conclusion & signature d'un traité précédemment entamé.

Si ces Ministres, qui ne sont que du second ordre, ne représentent & ne figurent point comme les Ambassadeurs, les bons Politiques n'en conseillent pas moins à tous les souverains d'en faire usage préférentiellement aux autres, parceque n'étant point obligés à tant de cérémoniel, tant d'éclat & tant d'attentions, ils ont plus de loisir & de facilité pour se livrer aux négociations, qui leur sont confiées, & qui peuvent être de la même importance que celles des Ambassadeurs.

Cidevant l'on ne faisoit en Allemagne aucune distinction entre Ceux, qu'on y appelle *Gesandte* & les *Abgesandte*, ces mots ayant souvent été pris indifféremment. Aujourd'hui, si l'on en veut croire quelques Auteurs, les *Gesandte* sont les Ambassadeurs, & les *Abgesandte* les Envoies.

Les Résidents ne diffèrent à peu de chose près des Envoies ordinaires, que parceque leur demeure est permanente & pour ainsi dire perpétuelle dans le lieu de leur légation. L'on croit même, que ça été pour épargner les frais des fréquentes missions, qu'il a été imaginé de constituer des Résidents, à qui d'ailleurs il dépend toujours du Maître de donner le titre d'Envoies, quand bon luy semble.

Autres fois les Puissances ne recevoient point les Résidents, ou ne les admettoient du moins qu'avec répugnance, parceque la perpétuité de leur séjour leur donnoit le tems & toutes sortes d'aisances pour pénétrer à fond les maximes & la politique de l'Etat, pour connoître les forces du Pays, & les dispositions de la Nation, pour apprendre les secrets des Arts & des manufactures &c. à présent l'on est revenu de cette délicatesse, & la reception des Résidents est regardée comme un devoir fondé sur le droit des Gens. Il n'y a que la Cour de Rome, qui ne les voit pas de bon oeil; peut être juge-t-Elle, que l'envoy de Ministres du second ordre déroge à la grandeur & ne se concilie

cilie point avec les considérations , qui luy sont dûes de la part des autres Cours.

Les Lieux principaux, ou les Empereurs ont coutume d'entretenir des Résidents, sont la Haye, Hambourg, Francfort, Constantinople, ou Smirne &c.

Le Plénipotentiaire Imperial, est celuy, à qui l'Empereur donne un *Mandatum cum libera*, c'est à dire un plein pouvoir de terminer l'affaire, qui luy est commise, en déclarant qu'il tiendra pour agréable tout ce qui sera traité & conclu en conséquence de cette procuration générale. Un Plénipotentiaire réduit à cette seule qualité n'a de rang que ce qu'on veut bien luy donner dans la Cour, où il se trouve, ce qui fait dire, que cette qualification n'est point un titre d'honneur, mais un titre de pouvoir & d'Autorité. Il n'en est pas de même, quand la qualité d'Ambassadeur y est jointe, puisque parmi les Ministres chargés de négociations publiques il n'en est point au dessus de l'Ambassadeur Plénipotentiaire.

Les Agents, quoique principalement destinés pour les affaires de Commerce, d'Emplette, poursuite de procès &c. Ne laissent pas, lorsqu'on leur connoit des talens, d'être aussi quelques fois employés dans les matieres d'Etat, au quel cas ils prennent de leur Maître des Lettres de recommandation adressées au Ministre de la Cour, en laquelle ils sont, pour être autorisés à entrer dans des conférences.

La Résidence des Consuls de l'Empereur est d'ordinaire dans les Villes maritimes étrangères, & leurs fonctions consistent essentiellement à protéger le Commerce de la Nation Allemande. On ne leur donne cependant point en Empire le Titre de Consuls, mais on les confond avec les Résidents.

On pourroit encore placer parmi les Ministres publics les Commissaires Imperiaux, mais leur mission ne s'étend point hors du territoire Germanique, & quoiqu'outre les matieres de Justice & de police ils puissent avoir des Affaires d'Etat à négocier, particulièrement avec les Cercles de l'Empire, ils ne prennent cependant d'autre qualité que celle de Commissaires,

ce titre étant affecté à ceux, qui de la part du supérieur sont envoyés à l'inférieur.

Tous ces Ministres ont dans les lieux de leur destination pour Eux & pour leur suite libre exercice de Religion ; ils ne sont point soumis à la Jurisdiction du Seigneur Territorial ; Ils sont exemts de tous Péages & Impôts ; ils jouissent dans leur quartier des Franchises ordinaires ; mais malgré ces privilèges généraux, malgré les Etiquets, qui s'observent scrupuleusement en chaque Cour, surtout quant au Cérémoniel, cela n'a point empêché les fameuses contestations arrivées à Warschau, à Rome & en Portugal, & il y auroit encore bien des cas à décider, si on vouloit prévenir tous ceux, qui pourront arriver.

Passons à quelques questions ;

Lorsque dans le plein-pouvoir, que l'Empereur donne à son Ministre, il s'engage à ratifier tout ce qu'icelui conclura de définitif, l'on demande, si avant cette ratification un traité non conditionnellement Signé a toute sa force ?

Plusieurs Politiques pensent négativement, se fondants non seulement sur un usage, qu'ils interprètent en faveur de leur opinion, mais aussi sur la Distinction, qu'il faut faire entre les actes des particuliers, & ceux, dont le sort des souverains dépend, prétendants que, quoique pour l'honneur du Négociateur un pouvoir soit illimité, il ne faut pas prendre la chose au pied de la Lettre, puisqu'autrement le sort du Souverain seroit totalement à la disposition du sujet. Non obstant ce raisonnement nous penchons pour l'avis contraire, les Grands n'étant point dispensés de la règle, qui veut, que l'on tienne les engagements, aux quels on s'est une fois obligé par sa signature, de façon que la ratification ne sert qu'à consommer l'ouvrage, en luy donnant toute sa perfection, mais il n'en seroit point moins valable, quand même le principal voudroit défavouer son Ministre.

L'Empereur peut il employer près d'un Prince étranger un Ministre né-sujet de ce Prince & qui sans sa permission seroit sorti de son état ?

Per-

Personne ne disconvient de l'affirmative, tellement même que ce Ministre jouit de toutes les Exemptions attachées à Son Caractère, & ne sauroit être arrêté comme sujet fugitif. Nous croyons cependant, qu'en pareils cas il seroit d'une certaine bienfaisance, que les Têtes Couronnées se doivent mutuellement, que l'Empereur prévint l'autre Souverain sur la qualité du sujet, qu'il est intentionné de luy envoyer, afin de savoir s'il seroit agréable.

L'Empereur peut il nommer près d'un Prince, ou d'une Ville des Résidents, qui soient au service actuel de ce Prince, ou de cette Ville ?

Régulièrement non, cependant comme entre ces deux services il n'y a point d'incompatibilité évidente, & que dans les cas embarrassants un homme d'esprit fait toujours s'en tirer d'une manière, qui ne soit point contraire à ce qu'il doit aux uns & aux autres, ce seroit manquer de condescendance & au respect dû à Sa Majesté Imperiale, si on vouloit à cet égard Luy faire des difficultés.

Une Imperatrice peut Elle nommer des Ambassadeurs ?

Non, parceque ce droit est une émanation de la Souveraineté, ou du Gouvernement, ce qu'une Imperatrice n'a point.

Un Empereur pourroit il nommer des Ambassadrices ?

Il est vray, qu'on ne sauroit luy en disputer le pouvoir, puisque d'autres Puissances en ont montré l'exemple, cependant ce n'est point un parti à conseiller, étant incertain comment le Souverain, à qui une semblable légation seroit adressée, prendroit la chose, joint à cela que les fonctions de Ministre publique consistant à avoir souvent des tête à tête secrets, il seroit contre la bienfaisance, qu'une femme se mit dans le cas. Tout au plus donneroit on les mains à la question proposée, s'il s'agissoit d'un mariage d'une Princesse Royale.

Si un Résident de l'Empereur venoit à mourir dans un Lieu, ou le droit d'aubaine est en usage, sa succession y seroit Elle sujete ?

Hhh 2

Non,

Non, généralement parlant; il y a cependant des Résidents, qui ne se bornent point à l'objet de leur mission, parcequ'ils ne la trouvent pas assez lucrative, ou occupante, font Eux mêmes, ou s'intéressent secrètement dans quelques commerces, ou Entreprises, auquel cas l'affaire pourroit souffrir quelque difficulté quant aux biens acquis par cette voye.

ARTICLE XXVIII.

§. I.

*Les Emplois
aux postes de
l'Empire ne su-
ront occupés
que par des su-
jets de l'Empi-
re; & les Em-
ployés ne joui-
ront que de
l'Exemption
des charges
Personnelles;*

ET comme quantité de plaintes ont été faites au sujet des postes, qui sont établies dans le Saint Empire Romain, l'examen desquelles a été par le traité de Paix renvoyé à la Diète de l'Empire, nous, en nous y conformant, ne permettrons en aucune manière, qu'on emploie dans les Pays & Districts des Electeurs, Princes & Etats, où il y a de ces Postes Impériales, des gens, qui ne sont pas sujets de l'Empire, & de la fidélité desquels on n'est pas assuré, ni qu'outre l'exemption personnelle on leur accorde celle des Contributions & Charges réelles;

§. II.

*Le Grand
Maître des
Postes de l'Em-
pire aura soin
de tenir tout
en régie, afin
que les lettres
soient exacte-
ment remises
sans en exiger
au-delà d'un
port raisonna-
ble, dont le ta-
rif sera affiché
dans chaque
Bureau;*

Nous ordonnerons aussi au Directeur Général héréditaire des Postes de l'Empire de bien pourvoir & fournir les postes de toutes choses nécessaires, & d'avoir soin, que les lettres soient fidèlement rendues & avec sûreté moyennant un port raisonnable, à l'effet de quoy il y aura un imprimé affiché dans tous les Bureaux, où la taxe des lettres sera marquée, afin que chacun en puisse avoir con-
nois-

noissance, & que par ce moyen il soit obvié à tout sujet de plainte & de correction ;

§. III.

Par contre il ne sera point permis aux Messagers ordinaires des Villes Impériales & des Provinces de porter & ramasser, chemin faisant & entre les lieux, ou ils vont & dont ils viennent, des lettres, de changer de chevaux & se charger ni de paquets, ni des Personnes, qui voient, mais les Villes Impériales, ainsi que leurs Messagers à pied, à cheval & conduisant voiture se conformeront en cela aux décrets, lettres patentes & réscripts impériaux des années 1616. 1620. & 1636. tellement que ces sortes de Messages ne puissent porter aucun préjudice ni à l'Electeur de Mayence quant à son droit de protection des postes de l'Empire, ni au Grand Maître Général & héréditaire desd. postes, ni à quiconque autre ce puisse être.

Les Messagers des Provinces & des Villes de l'Empire ne ramasseront point des lettres d'aucun & d'autre; Ils ne changeront point de chevaux & ne se chargeront ni de paquets, ni de la conduite des voyageurs.

§. IV.

Nous devons & voulons aussi faire une disposition permanente pour que l'Office de notre Grand Maître Général des postes de l'Empire soit partout maintenus en son état, & que rien ne soit entrepris, permis, ou toléré, qui puisse y porter aucune diminution, en conséquence, que soit près de notre Personne Impériale, & en notre Cour, soit ailleurs dans l'Empire il ne soit apporté aucun trouble dans la possession, ou sont les pourvus dud. office, & ceux qui en dépendent, de recevoir,

La fonction de Grand Maître des postes de l'Empire sera maintenue dans toute son étendue actuelle.

pourtant les Electeurs se réservent le droit d'y faire des additions) & travaillerons à ce qu'elle soit mise en toute sa perfection aussitôt qu'il sera possible (a).

§. III.

Explication & réflexions sous la Capitulation perpétuelle.

(a) Lors de l'Electiion de Charles V. les Electeurs crurent avoir des raisons pour dresser une Capitulation, qui fut mieux conçue & rédigée dans une forme plus *adstraignante*, que ne l'étoient les précédentes; mais comme ils avoient formé cet ouvrage de leur pure autorité, & qu'ils continuèrent demême à l'égard des Empereurs subséquens, les autres Princes de l'Empire prétendirent devoir aussi y être appelés; ce furent Ceux de la Religion Protestante, qui entreprirent la chose avec le plus de chaleur; ils soutinrent, qu'élire un Empereur, & luy prescrire des Capitulats étoit deux actes si différens, que quoique le premier appartint aux Electeurs, le second néanmoins n'étoit point de leur compétence seule; Que jamais ils n'avoient donné aux Electeurs aucun plein pouvoir de capituler en leur nom; Que les Capitulations formant une des principales Loix fondamentales de l'Empire ne pouvoient être obligatoires envers tous les Etats indistinctement, à moins qu'Elles ne fussent dressées avec la participation & du consentement de ces mêmes Etats; enfin que, quoique depuis Charles V. les Electeurs se fussent arrogé cette autorité, cela ne pouvoit opérer un droit exclusif. Pour mettre fin à ces plaintes, que les Princes portèrent au Congrès de Munster, il fut arrêté par la paix, qui s'ensuivit, qu'à la prochaine Diète il seroit délibéré sur la maniere de dresser une Capitulation fixe & perpétuelle, afin que tous les Etats y eussent part.

Quelques Publicistes se sont persuadés, que ces mots *Capitulation perpétuelle* dénotoient une loy, qui, quoiqu'il arrive, ne pourroit jamais être sujete à aucune mutation, ou altération, mais nous avons peine à croire, que telle ait été l'intention des Puissances contractantes, puisqu'Elles n'ignoroient certainement point, que la variation des loix est une suite inévitable de

de la variation des circonstances; c'est pourquoi nous pensons, que dans le traité il n'a été parlé d'une Capitulation perpétuelle, que pour marquer, qu'elle subsisteroit toujours quant à la Substance, ou au gros de la matiere, sauf à y porter les changemens, que les conjonctures des tems rendroient nécessaires.

En 1653. & lors des élections postérieures les Princes renouvelèrent leurs plaintes, & firent protestations sur protestations, mais cela n'ayant point empêché, que le Collège Electoral ne suivit tranquillement son ancienne méthode, ils profiterent en 1663. d'une occasion favorable, qui se présenta. L'Empereur Léopold, dont les armes ne faisoient point en Hongrie des progrès avantageux, ayant imploré leur secours ils le luy refuserent, à moins qu'il ne disposa les Electeurs à travailler sérieusement & de concert avec Eux à la confection d'une Capitulation perpétuelle. Leur proposition réussit, & sur l'entremise de l'Empereur, l'Electeur de Mayence communiqua en pleine Diète le projet par lui conçu, pour sur icelui entendre le sentiment des Etats. Une légère formalité occasionna de nouvelles brouilleries; les uns vouloient avant d'ouvrir leur opinion, qu'on fit lecture de ce projet depuis le commencement jusqu'à la fin; les autres insistoient à ce que sans attendre, que tous les articles fussent lûs, on donna successivement & séparément son avis sur chacun; ce dernier parti l'emporta.

Lorsqu'on en vint aux passages, qui concernoient les prérogatives, que les Electeurs se réservoient, & particulièrement le *jus ad capitulandi*, c'est à dire le droit de faire sans l'accession des autres Etats & toutes les fois qu'un nouvel Empereur seroit élu, les corrections, additions & omissions, qu'ils jugeroient convenir au bien de l'Empire, les Princes s'y opposerent avec tant de vivacité, que l'assemblée ne se termina que par des disputes & des dissensions. Les Esprits parurent trop aigris pour remettre si promptement la chose sur le tapis, c'est pourquoi elle demeura quelques années suspendue, pendant lequel tems Baviere & Cologne d'intelligence avec Neubourg & Magdebourg travaillèrent à un projet nouveau, qui fut appelé *Projet de*

Concordance, dans lequel les Electeurs se rapprochoient considérablement du système des Princes. Ce Projet eut plus de succès que les précédents, & à l'exception de quelques expressions du préambule & de l'Epilogue tout en fut presque approuvé. Le seul droit *d'adcapituler* formoit le point, touchant lequel les Parties s'obstinoient le plus, les Electeurs prétendants toujours l'exercer seuls, & les Etats voulants aussi y être appelés; cependant à la fin les Etats déclarèrent, qu'ils se relâcheroient, mais sous les conditions suivantes, savoir, que les Electeurs ne se prévandroient point légèrement de ce droit, & n'en feroient usage que dans les cas d'une nécessité indispensable, & que ce qui auroit été par Eux changé seroit rapporté aux prochains Comices, pour y être ou confirmé ou réformé, même aussi que ce rapport seroit toujours la première matière, qui seroit mise en délibération; mais aucunes de ces clauses n'ayant agréée aux Electeurs, & toutes les autres tentatives étant pareillement demeurées infructueuses, les choses ont resté en cet état, jusqu'à ce qu'en 1711. il fut présenté un dernier projet, que les Electeurs paroissent avoir approuvé, si vray qu'ils en ont extrait plusieurs passages pour les insérer dans les dernières Capitulations, & ils n'ont pas moins eu égard au *Monita* des Villes, de la plupart desquels ils ont pareillement fait emploi; ce n'est que le *Jus adcapitulandi*, qui fait encore l'unique pierre d'achoppement.

Au reste, pour ce qui est de la présente Capitulation, Personne ne disconvient, qu'elle ne contienne beaucoup de répétitions, de parenthèses & de transpositions; mais ce défaut ne sauroit être imputé aux habiles & grands Ministres, qui ont travaillé à cet ouvrage, parceque, comme pour ne point s'écarter de l'ancien système ils ont cru devoir s'attacher à l'ordre des Capitulations précédentes, & que d'ailleurs il ne s'est passé aucune élection, que sur les instances tantot des uns, tantot des autres il n'ait été fourré en chaque paragraphe des restrictions, ou extensions nouvelles, cela a nécessairement produit ces phrases embarrassées, auxquelles cependant il seroit aisé de donner plus de netteté en traitant séparément chaque matière
dans

§. III.

Nous devons & voulons aussi observer tout ce qui conviendra d'être observé, & mettre promptement à l'exécution les avis, que le Collège Electoral assemblé pour le fait de l'Élection Nous a fait remettre par des écrits particuliers en nombre d'affaires interressantes & importantes.

L'Empereur promet de mettre à prompt exécution les avis, que le Collège Electoral assemblé pour l'affaire de l'Élection luy a transmis par des lettres, ou écrits particuliers sur plusieurs matières importantes.

§. IV.

Et comme à cause de nôtre absence nous n'avons pu prêter d'abord en personne le serment sur cette Capitulation, nous avons donné à cet égard un pouvoir absolu à nos Commissaires pour le prêter provisionnellement en nôtre nom ;

Cette Capitulation a été pendant l'absence de l'Empereur juré par ses Commissaires ;

§. V.

Promettans & nous obligeans de prêter led. serment aussi en personne & encore avant que de recevoir la Couronne, & de nous lier derechef pour le maintien de lad. Capitulation,

Est l'Empereur promet de la jurer aussi en Personne avant son Couronnement ;

§. VI.

Et de ne point nous mêler avant ce de lad. Régence, mais de souffrir qu'en attendant les Vicaires à ce dénommés par la Bulle d'or continuent en nôtre place l'administration de l'Empire.

Avant quoi il ne s'immiscera point dans le Gouvernement, mais le laissera continuer par les Vicaires de l'Empire.

§. VII.

dans des titres séparés, & en posant pour base & fondement du tout les loix & constitutions de l'Empire, moiennant quoy on s'épargneroit le soin d'en faire mention presque dans tous les passages.

§. VII.

La Capitulation sera religieusement observée.

Toutes lesquelles choses susdites en général & chacune d'icelles en particulier, nous sournommé Roy des Romains avons accordées & promises sur nôtre honneur, & sur nôtre foy & parole Royale, aux Electeurs de l'Empire, pour & au nom du saint Empire Romain, & les accordons & promettons en vertu des présentes lettres, ainsi que Nous nous sommes obligés par le serment solennel prêté à Dieu sur le saint Evangile de les tenir & exécuter fermement & véritablement, sans y contrevenir, ou faire que l'on y contrevienne en quelque façon, ou maniere que ce puisse être, renonçant à tous Mandemens, Dispenses, Absolutions, Droit Canon & autres Exceptions généralement quelconques.

§. VIII.

Conclusion:

En foi de quoy Nous avons fait expédier sept Lettres d'une même forme & teneur, & y avons fait attacher nôtre grand-sceau Royal, & en avons fait remettre un Exemplaire à chacun des susdits Electeurs. Donné en nôtre Ville Impériale de Francfort le vingt quatre du mois de Janvier l'an après la Naissance de Jesus Chrit nôtre Seigneur & Sauveur Mil sept cent quarante deux.

NB. Au bas de cette Capitulation est un acte en forme de réversale signé de S. M. scellé & contresigné, par lequel Sad. M. certifie avoir juré la Capitulation suivant la teneur cy-dessus. (NB.)

(NB.) En confrontant la présente Capitulation avec les précédentes, l'on y trouvera quantité d'additions nouvelles apposées en partie pour satisfaire aux délirs de Ceux, qui pendant la Diète d'élection avoient remis au College Electoral leurs demandes, ou griefs; Cependant comme la plupart des mémoires présentés ont resté en arriere, & que vraisemblablement ils seroient reportés soit au Thrône Impérial, soit aux Comices de l'Empire, soit au prochain Congrès de paix, ils ne peuvent que faire une matiere digne de l'attention des Publicistes, c'est pourquoy Nous en rapporterons ici le contenu.

I.

Griefs du Cercle du haut Rhin contre les Nobles domiciliés dans l'étendue dudit Cercle.

I. Sous prétexte d'anciens privilèges obtenus des Empereurs, les Nobles, qui se sont établis dans des Villes soit médiates, soit immédiates, ou dans des terres, qu'ils n'ont acquises qu'à titre d'achat, se prétendent exempts de la juridiction territoriale du souverain, dans le territoire duquel néanmoins ils ont fixé leur domicile.

II. A la faveur des rescrits Impériaux, en vertu desquels il a été enjoint aux Commandants de Luxembourg & d'Erfort de prêter main forte à la Noblesse, lorsqu'Elle auroit à faire rentrer des Collectes dues à la Caisse dite *Ritter-truhe*, cette Noblesse fait exécuter les Contribuables à main armée, même sur les biens situés & sujets à la juridiction territoriale d'autres Etats.

III. Lorsque les Nobles ont acquis des terres soit féodales, soit allodiales, la Noblesse sans examiner, si ces nouveaux achats étoient compris dans les rôles antérieurs d'impositions, s'est non seulement mise en possession de les cottiser, mais continue toujours à lever ces Collectes, quoique ces fiefs étant partie révertis du depuis aux anciens Seigneurs directs, & partie des allodiaux repassés en d'autres mains devroient les uns comme les autres reprendre leur première nature & exemption.

IV. Lors de la dernière Guerre d'Empire les Villes, Places & terres de la Noblesse ont été pendant deux années exemptes des quartiers d'hiver, dont toute la Charge a tombé sur les sujets des Etats, qui par conséquent méritent d'être ou indemnisés, ou du moins réciproquement soulagés en d'autres semblables occasions.

II.

Griefs du Cercle de Suabe, contre la Maison d'Autriche, particulièrement au sujet des justices Provinciales & de différentes nouveautés introduites dans ledit Cercle.

I. Toute l'Allemagne connoît l'infinité d'abus, auxquels la création d'un Tribunal provincial en Suabe a donné lieu, & quoique depuis deux cent ans le Cercle n'ait cessé de former des plaintes contre cet établissement, que même il n'y ait point eû de Diètes, de Députations de l'Empire, d'Assemblées circulaires, de Congrès, ou ces Griefs n'aient été portés & renouvelés, on ne s'est point encore aperçu, qu'ils aient jusqu'ici produit aucun effet; il est vray que par le Traité de Westphalie, ainsi que par les dernières Capitulations, on avoit fait espérer au Cercle, qu'il y seroit remédié, mais la Maison d'Autriche a toujours sçu éloigner l'examen de cette affaire, & lorsqu'à force d'instances & de sollicitations de la part du Cercle cette Maison s'est enfin (comme il est arrivé du tems de l'Empereur Leopold) déterminé à rendre quelque résolution favorable, le Tribunal provincial n'a jamais manqué de détours & de subterfuges pour en empêcher l'exécution.

Un nouveau grief, qui pendant l'interregne s'est joint aux anciens, consiste en ce que, quoique de tout tems le Tribunal en question ait dépendu de l'Empereur & de l'Empire, il semble néanmoins, qu'on cherche à le faire passer sous la dépendance de la Reine de Hongrie, puisque ce n'est plus qu'au nom de cette Princesse que sont expédiées toutes les citations, mandemens, jugemens & autres actes de justice.

II. La Maison d'Autriche non contente de prendre le titre de Préfet & de Duc de Suabe (Duché en tout cas affecté aux Mâles seuls & à la faculté perpétuelle du retrait) prétend encore, que le Tribunal provincial est un annexe inséparable de cette Préfecture, desorte

desorte qu'à la faveur de la haute justice, ou de la justice criminelle qu'Elle fait exercer par ce Tribunal, Elle charge de logements de Gens de guerre les sujets des autres Etats immédiats de l'Empire, Elle ordonne contre Eux des arrêts personnels & commet en un mot plusieurs autres actes, qui ne peuvent émaner que *du droit des armes*, moiennant quoy elle s'arroge injustement sur le territoire de ces Etats les Droits de la supériorité territoriale.

III. Les Officiers Autrichiens des Justices & Préfectures provinciales établies dans le Landgraviat de Nellenbourg, dans les Seigneuries d'Arlberg, & dans le Marggraviat de Burgau cherchent à étendre leur autorité & juridiction au point, que sans égard aux transactions des années 1587. & 1653. quoique confirmées par les Empereurs, ils traitent comme Landsasses les Etats libres & immédiats de l'Empire domiciliés, ou possédants des biens dans lesd. lieux, & imposent les terres & Seigneuries de ces mêmes Etats, quoiqu'elles ne soient collectables que par le Cercle, ou par l'Empire. C'est pourquoy il conviendrait, que l'on prescrivit des bornes à tous ces excès, surtout à ceux du *Landgericht* de Ramkweil; que l'on mit en règle la forme tumultueuse de procéder dans ce Tribunal, lequel s'attribue mal à propos la connoissance du droit de Collecte des Etats, & qu'en tout cas on laisse toujours ouverte la voye d'appel pardevant les souverains Tribunaux de l'Empire.

IV. Les Cours féodales Autrichiennes attirent pareillement à Elles, sous prétexte de féodalité, des causes purement civiles & de la compétence des juges ordinaires, même celles, qui concernent des arrière-fiefs de l'Empire, au moyen dequoy Elles s'approprient indûment une juridiction sur des Etats immédiats de l'Empire, ou sur leurs sujets. Ce que les Autrichiens commettent en outre de fort irrégulier est, que pour tâcher de justifier leur conduite ils se fondent souvent sur une possession ou imaginée, ou vicieuse, tandis que lorsque les Etats allèguent pour Eux une possession de quelques siècles, on ne veut leur en tenir compte par le principe, que nulle prescription ne vaut contre les droits & privilèges de la Maison d'Autriche.

V. La Maison d'Autriche n'a que de foibles moyens à déduire pour colorer les démembrements par Elle faits de plusieurs

seurs Villes, Places, Seigneuriës & terres, qui ci-devant ne relevoient que de l'Empire immédiatement, & dont les Possesseurs étoient Etats du Cercle. De ce nombre sont les anciennes Abayes dans les Montagnes noires & dans le Brisgau, comme Schuttern, saint Blaise, saint Pierre, la Ville de Constance, la moitié des biens de Werdenberg, ou le Comté de Sigmaringen, la Seigneurie de Tengen & dépendances, la moitié des biens de Sonnenberg, les Seigneuriës de Stauffen & de Falckenstein, les Comtés de Kirchberg & de Weiffenhorn avec Jurisdiction & droit de Colléctation des Maisons Religieuses de Weingarten, & de Weiffenau, ainsi que de la Fondation de Baidt & autres biens patrimoniaux des Comtes de Truchses &c.

L'Immédiateté de tous ces Etats est prouvée par la matricule de l'Empire, ainsi que par d'autres borderaux & Régistres des années 1545. 51. 57. 67. 71. & 77. Elle est prouvée par les avis, que l'Empire & les Cercles ont donné en 1583. 88. & 92. lorsqu'il a été question de modérations & de la réintégration du Cercle. Elle est prouvée par différents Réces de l'Empire & principalement celui de l'année 1548. qui adjugent ces mêmes Etats au Cercle; Enfin elle est prouvée non seulement par les assurances, que les Empereurs ont eux mêmes successivement données, mais aussi par des jugemens tant du Conseil Aulique que de la Chambre Impériale; lesquels depuis longtems ont passé en force de chose jugée & fussent inmanquablement parvenus à leurs exécution, si le crédit & la puissance de la Maison d'Autriche n'y eussent formé obstacle.

VI. Cette Maison, ainsi que les Officiers des justices supérieures par Elle établies, cherche en outre depuis quelque tems à s'arroger un domaine suprême sur le lac de Constance appelé *Bodensee*, ou *Mer Allemande*, quoiqu'à en juger & par les titres & par la possession ce droit n'appartienne qu'à Ceux des Etats dont les territoires sont adjacents.

NB. *Le Cercle de Svabe a détaillé dans un mémoire séparé tous les moyens propres à combattre les prétensions de la Maison d'Autriche & à établir le droit des Seigneurs limitrophes audit Lac. Nous donnerons icy le précis & la substance de ces moyens.*

Il est notoire, que d'un bout jusqu'à l'autre le Lac *Bodamigue* n'est

n'est bordé d'un côté que par des Etats du Cercle , qui sont Constance, Heiligenberg, Salmansweil, Weingarten, Montfort, Fugger, Überlingen, Lindau , Buchhorn &c. tous lesquels Etats ont de tout tems exercé sur ce lac une espece de juridiction proportionément à l'étendue de leur terrain. Ils l'ont même pendant les tems de guerre mis en un certain état de deffense & on les a vu dans les 16. & 17. siècles croiser avec des bâtimens, qu'ils ont armés à leurs frais, suivant que les traités d'Alliance & les Récés encore existans en font foy. La Maison d'Autriche ne s'est jamais opposé à aucuns des actes de juridiction exercés soit par le Cercle en Corps, soit par les Etats situés aux bords du Lac; bien au contraire, s'étant élevé quelques differends avec les Cantons Suisses, le Baron Landsee Gouverneur Autrichien à Constance écrivit à la Ville de Lindau dans des termes à faire connoître , que toute la difficulté se réduisoit à savoir à qui cette juridiction appartenoit, s'entend ou aux Cantons , ou à Ceux des Etats de l'Empire situés vis à vis , spécialement à la Ville de Lindau. Jamais il n'y a eu apparence de guerre, jamais l'Empire n'a rompu avec la France, que les premiers soins de l'Empereur & de ses Généraux ne fussent de recommander aux Etats du Cercle de renouveler leurs Alliances & de mettre le Lac en sûreté, & lorsqu'il y a été fait des prises douteuses , contre lesquelles les Cantons protestoient, les propres Envoyés Autrichiens, bien loin de soutenir, que la Maison d'Autriche eut aucune juridiction, ont deffendu les intérêts du Cercle & se sont quelques fois rendus Médiateurs , ainsi qu'il est arrivé au Baron de Neveux, Ministre d'Autriche au Congrès de Bâle.

La premiere occasion , où la Maison d'Autriche s'avisa de prétendre une direction , ou une Souveraineté sur ce Lac , arriva en 1699. lorsqu'au sujet d'un Récés convenu à Ravensbourg touchant un Transport de grains il fut ordonné, que pour empêcher toutes fraudes & contraventions l'on équiperait sous l'inspection des Princes Directeurs du Cercle quelques batteaux de course, mais les vigoureuses oppositions formées de la part du Cercle , ainsi que des Etats adjacents au Lac, aux prétensions & violentes entreprises de la Maison d'Autriche ont rendu cette ordonnance sans effet.

Au commencement du siècle courant & particulièrement

En 1702. les Officiers Autrichiens Résidents à Constance, Brégence, & Stockach s'étant avisés de faire faire des courses sur le lac, même d'attaquer certains Vaisseaux furent obligés de donner satisfaction à la Partie lésée & de s'abstenir à l'avenir de semblables procédés.

En effet par quel titre la Maison d'Autriche auroit Elle acquis cet Empire par Elle prétendu ? est-ce à cause du Duché d'Autriche, ou du Comté du Tirol ? cela ne se peut, ces Etats sont trop éloignés du lac, & n'y ont pas le moindre rapport ; ce ne pourroit donc être qu'à la faveur de Brégence & de Feldkirch, dont dépend le Village de Füssach situé au haut du Lac ; mais ce Village, ainsi que la Ville de Brégence, n'ont jamais procuré ce droit aux Comtes de Montfort pendant que Ceux ci en étoient les Maîtres, comment donc la Maison d'Autriche auroit Elle par l'acquisition de ces endroits acquis plus que les Auteurs ne possédoient ? Ainsi tout ce qu'on peut accorder de plus avantageux à Brégence & à Füssach par rapport à leur situation est un Co-domaine, tel que l'ont tous les autres Etats attenants au *Boden-See*.

Pour ce qui concerne en particulier la Ville de Constance, il est d'ancienne notoriété dans l'Empire, qu'Elle doit encore être aujourd'hui censée dépendante du Cercle de Suabe, & que lorsqu'Elle a passé à la Maison Archiducal d'Autriche, Elle n'a pu procurer à cette Maison plus de droit sur le Lac en question, qu'Elle n'en avoit Elle même ; Or lorsque par la Paix de Bâle de l'an 1499. il fallut abandonner aux Cantons Suisses Alliés le Landgraviat de Turgow avec la Préfecture de Frauenfeld, que cette Ville tenoit à titre d'engagement, & dont les Cantons s'étoient rendus Maîtres pendant la guerre contre l'Empereur Maximilien I. & contre les Etats Confédérés de Suabe, les Cantons n'accorderent de juridiction à lad. Ville que jusqu'à la portée du Canon, ce qui au Congrès de Bâle de l'an 1684. fut une seconde fois stipulé, lorsqu'en 1680. & 1683. cette Ville, à qui on ne laissa simplement que son ancien droit de pêche, tenta derechef de se procurer avec des batteaux armés un nouveau pouvoir sur ce lac ; Aussi les bornes, qui ont été réglées entre la Ville, le grand Chapitre & le Prince de Heyligenberg sont elles pour ainsi dire posées devant la porte, & jamais la Ville n'a-t-Elle pensé à s'approprier aucun domaine sur le *Boden-See*.

Les

Les lettres d'investitures octroyées aux Princes & Etats, dont les possessions sont aux environs du lac, de même que nombre d'autres preuves littérales, que l'on passera sous silence, établissent incontestablement leur juridiction, ou supériorité territoriale, en laquelle la Maison d'Autriche a d'autant plus de tort de vouloir les troubler, que de pareils troubles sont formellement prohibés par la paix de Munster.

Si l'on recourre à certains faits, l'on trouvera, que la Maison d'Autriche est souvent convenue Elle-même de la disposition générale compétente au Cercle sur le lac entier, sans en excepter les districts, qu'Elle s'étoit réservés.

Pendant la dernière Guerre d'Espagne un Lieutenant avec trois ou quatre Mousquetaires s'occupant à croiser sur le lac par les ordres de l'Officier Autrichien Résident à Brégence fut arrêté avec ses Gens par les Habitants de Moersbourg, qui le tinrent Prisonnier & ne l'élargirent qu'après qu'il eut payé une amende & satisfait aux frais d'alimentation.

Le Lieutenant Général Marggrave de Bâde ayant fait appréhender par Corps le nommé Roth Greffier à Stockach pour s'être avisé d'équiper un Vaisseau sur le lac, l'obligea à en demander pardon au Député de l'Eveque de Constance, ce qui s'est même fait en présence de Burckhard *von der Clee* Conseiller Impérial.

Semblables entreprises ayant été faites par les Officiers Préposés au commandement de la Ville de Constance, on leur a pris à main armée leurs Vaisseaux & équipages, & le Baron de Weilsdorff Vice-Gouverneur a été par ordre de la Cour Impériale obligé de donner sa démission en punition de son méfait.

Le droit de péage & de navigation sur le lac appartient incontestablement à la Ville d'Überlingen, du moins selon l'étendue, & dans les lieux, où Elle est en possession de l'exercer. Il n'est pas moins certain, non seulement que cette Ville est propriétaire du Village de Sernatingen, mais qu'Elle y a selon le témoignage des anciens Chronologistes construit jadis à ses propres frais un Magasin à bled, lequel subsiste encore aujourd'hui, à charge, que les grains y embarqués seroient toujours transportés à Überlingen pour y être vendus à un prix raisonnable. Au préjudice de ce, c'est à dire de

la règle, qui veut que rien ne soit chargé à Sernatingen, qu'on ne le fasse passer par Uberlingen, les Officiers du Landgraviat de Nellenbourg, qui n'a aucun terrain contigu au Lac de Constance, ont pris sur Eux de permettre la libre navigation à deux Particuliers de Fufsach moyennant une rétribution annuelle payable à la Chambre des finances établie à Stockach, avec faculté de charger aud. Sernatingen les grains achetés au marché de Stockach pour iceux être transportés en droiture soit à Brégence, soit en d'autres lieux Autrichiens. Quelques fussent les protestations de la Ville d'Uberlingen, Elles n'ont pu arrêter l'effet d'une permission soutenuë par toutes sortes de voyes de fait, & qui n'avoit d'autres fondements, si non que les concessions relatives au commerce ne pouvoient émaner que de celui, à qui compétoit la supériorité provinciale.

VII. Dans tout ce qui est terre Autrichienne cette Maison rehausse les péages & entreprend d'ériger dans le propre territoire des Etats de l'Empire & du Cercle des bureaux, où ces péages doivent être acquittés. Outre les bureaux ordinaires & principaux, qu'Elle a à Gebratshofen & à Weingarten, Elle en établit encore d'autres subalternes, & qui y sont comptables, sur toutes les grandes routes, sur tous les chemins, qui conduisent à des bourgs & villages, comme aussi près de chacune des Censes, ou métairies seises dans la juridiction de la Préfecture. Au péage de Weingarten l'on taxe toutes les marchandises consommables venant des Villes voisines, ce qui non seulement met la Chéreté en toutes choses, mais gêne encore extrêmement le commerce dans la partie supérieure du Cercle. On vient tout récemment de mettre sur le sel un impôt considérable & l'on veut forcer les sujets de l'Empire à ne se servir que de celui du Tirol, à l'effet de quoy l'on a placé des nouveaux magasins à sel dans le territoire des Etats mêmes.

VIII. L'on ne permet point aux Habitants de la forêt de Brégence de débiter dans l'intérieur du Cercle les graisses, dont ils ont coutume de faire commerce, & on les oblige à les livrer à la Douane d'Inspruck moyennant un prix arbitrairement fixé. Ces Habitants ne sont point les seuls, à qui l'on impose une loy aussi dure, & l'on en agit de même avec les sujets de la Seigneurie de Blumenegg relevant immédiatement de l'Empire, à qui on interdit pareillement
le

le libre débit des graisses, qui leur appartiennent en propre, jusques à même que le Seigneur, dans les revenus annuels duquel il entre une certaine quantité de graisse, ne peut la faire venir pour sa propre consommation, parceque, comme il faut la faire passer par le territoire Autrichien, on s'en empare aussitôt.

IX. Quoique le Burgaw appartienne à la Maison d'Autriche, il y a néanmoins dans ce Marggraviat plusieurs Princes & Etats, qui y sont domiciliés, ou qui y possèdent des terres immédiates. Cette *commixtion* ne pouvoit qu'occasionner de fréquentes dissensions entre le Souverain du Pays & Ceux, qui quoiqu'enclavés dans son territoire ne reconnoissoient point cette Souveraineté ni quant à leurs biens, ni quant à leurs Personnes; C'est pourquoy afin de prévenir tout inconvenient il fut fait en 1587. une convention provisionnelle, convertie en definitive en 1653. & confirmée par l'Empereur Ferdinand III. par laquelle on régla différents points contentieux en remettant en même tems ou à une composition amiable, ou à un compromis toutes les difficultés, qui pourroient naître. Ce traité, auquel l'Empereur Leopold a donné un nouveau poids par sa confirmation, a produit un très bon effet, puisque toutes les discussions postérieurement survenues ont en vertu du *regulativum* y contenu toujours été terminées avec promptitude, mais un si bel ordre ne s'accommodoit point aux vûes de la Maison d'Autriche, qui tâchoit en toutes occasions de le renverser, afin de démembrer de l'Empire & réduire à la qualité de *Landsasses*, ou d'Etats provinciaux des Princes & Etats immédiats. Pour parvenir à ce but les Officiers du Marggraviat, de même que Ceux de la Régence d'Inspruck ont cessé d'avoir aucun égard pour ce *regulativum*, particulièrement quant à la voye du compromis, & pour s'arroger sur des Princes & Etats libres, ainsi que sur leurs terres & régaliens une juridiction induë, ils ne se sont fait aucun scrupule de mettre en usage tantôt la violence, tantôt les procédures fiscales. Un procédé si peu équitable n'eut manqué d'operer la perte de l'immédiateté des Etats enclavés dans le Burgaw, si les vives remontrances & sollicitations de ces Etats appuyées de l'interposition de quelques Electeurs & autres Puissances accréditées n'y eussent porté quelque empêchement, mais ce n'est que pour un tems, & si une autorité supérieure n'assure pour

P'avenir l'exécution du traité en question , seul moien pour soutenir une immédieté tant ébranlée , les Autrichiens ne manqueront de poursuivre leur pointe ; si vray qu'il y a peu qu'un Officier de Burgaw a dit ouvertement dans une conférence , qu'aucun des domiciliés dans ce Marggraviat ne devoit esperer, qu'on lui accorda jamais la voye du compromis.

III.

Autres Plaintes & Demandes du Cercle de Suabe.

I. Les Offices de Maitres des Postes dans plusieurs des Villes Impériales sont remplis par des Etrangers & des *non Bourgeois* , qui non seulement se prétendent exempts de toutes charges publiques , mais ne reconnoissant point même la juridiction des Magistrats , tellement qu'ils refusent de comparoitre , & ne veulent pas en outre , que leurs subordonnés comparoissent sur les assignations à Eux données. Les Princes & Etats de l'Empire ont pour le même sujet présenté leurs *Monita*, auxquels le Cercle de Suabe adhère.

II. Les Cantons de la Noblesse libre immédiate en Suabe ont au grand préjudice des Etats de l'Empire & du Cercle obtenu de l'Empereur Charles VI. deffunt des Lettres patentes & privileges d'exemption , en vertu desquels non seulement ils empiètent sur les droits de fief & de Collectes appartenants au Cercle , ainsi qu'aux Princes & Etats , qui en sont membres , mais soustraient encore au dit Cercle différentes Seigneuries & Villages. Ils devoient aussi moienant le payement d'une certaine somme d'argent être francs de tous logements de Gens de Guerre , des quartiers d'Hyver , des Marches des Troupes , de contributions aux ouvrages & fortifications , de livraisons en fourages &c. Mais comme une semblable concession est diametralement contraire aux Constitutions de l'Empire & spécialement aux résultats des années 1704. & 1734. joint à cela , qu'elle tend à surcharger les autres Etats , qui ne sont déjà que suffisamment épou-

épuisés, l'on compte qu'elle n'aura plus lieu & sera regardée comme non avenue.

III. Les Recés des années 1500. 1512. 1542. 1543. adjugent au Cercle de Suabe une juridiction incontestable sur tous les Prélats, Comtes & Seigneurs, qui y possèdent des terres, d'ou il est arrivé, que plusieurs des Etats, qui s'étoient séparés du Cercle, s'y sont successivement réaggrégés. Les Recés des années 1542. 1544. 55. 59. 1641. & 1654. ont cassé & annulé toutes les exemptions soit envers l'Empire, soit envers le Cercle acquises à la faveur des tems de Guerre; Nonobstant ces dispositions, différents Etats du Cercle non contents des bénéfices, que leur procurent leur immédiateté & la protection, qu'ils tiennent de l'Empire & du Cercle, se prétendent encore Exempts de toutes charges communes. Tels sont par exemple l'Abbaye d'Ottobeuren, la Chartreuse de Buxheim & autres Seigneuries, qui quoiqu'Elles aient autres fois contribué au Cercle, quoique d'ancienneté Elles aient eû voix & séance dans les Assemblées circulaires, quoique les mandemens émanés des Empereurs & de la Chambre Impériale les aient mis dans la dépendance du Cercle, ne laissent pas de s'en soustraire & se dire Exempts, prétendants même communiquer cette exemption aux terres des Etats du Cercle, qu'elles ont jointes à leurs domaines. Les Comtes de Rechberg sont dans le même cas au sujet d'Illereichheim, qu'ils ont, à la faveur de quelques privilèges surpris des Empereurs, détaché du Cercle, quoique cette Seigneurie y ait ci-devant été aggrégée & incorporée en vertu de plusieurs résultats de l'Empire & du Cercle concernant les modérations.

IV. Les fortes modérations, que quelques Etats ont obtenues depuis peu d'années; celles qui n'ont été accordées que pour un certain tems & que les Impétrants veulent cependant rendre perpétuelles; l'irrégularité avec laquelle ces concessions ont été octroyées, puisqu'elles n'ont pas été précédées des attestations nécessaires de la part des Princes Directeurs & Convocateurs du Cercle, renversent totalement le système & les arrangemens intérieurs du Cercle, surtout en ce qui concerne le pied des répartitions circulaires & extraordinaires, de manière qu'il conviendrait, qu'il fut porté remède à ces abus.

IV. Re-

IV.

Réponse de l'Abé d'Ottobeuren au Mémoire ci-dessus.

L'Abé d'Ottobeuren informé du Mémoire présenté par le Cercle de Suabe y répondit en ce qui le concernoit.

I. Que sur les prières des Evêques Conrad & Udalric, ainsi que d'autres Seigneurs de Suabe l'Abaye d'Ottobeuren s'étoit laissée engager à céder au Duc Burckard nombre de Villages & biens de fondations à Elle appartenants, à condition que ce Duc & ses Successeurs payeroient à perpétuité les Collectes & impositions, qui auparavant étoient à la Charge de l'Abaye.

II. Qu'en conséquence de cette convention l'Empereur Otton I. avoit en 972. accordé à l'Abaye un Diplome d'exemption, dans lequel les Domaines par Elle cédés sont tous spécifiés.

III. Que jusqu'à Charles VI. ce privilège a été confirmé & renouvelé par tous les Empereurs subséquents & a toujours eu son exécution.

IV. Que c'est la raison pour laquelle on ne voit l'Abaye couchée dans aucune matricule, suivant qu'en 1711. le College Electoral en a fait l'aveu à l'Empereur même.

V. Qu'il est bien vrai, qu'en certains cas de nécessité pressante l'Abaye s'étoit, non obstant son exemption, généreusement déterminé à contribuer soit à la Caïsse de la guerre, soit à celle du Cercle, mais qu'Elle avoit toujours eu la précaution de se faire donner des réversales & de limiter ou le terns, ou la somme, qu'Elle vouloit bien payer.

VI. Que, lorsqu'après la Paix de Bâde le Cercle prétendit malgré ces limitations, que l'Abaye devoit continuer à contribuer & que pour cet effet il eut recours à l'Autorité Impériale, il fut par un Rescrit de l'an 1715. formellement débouté de sa demande.

VI. Que semblables Rescrits ont été rendus en 1716. & 1718. & que si en la même année 1718. le Cercle a surpris un Mandement de la Chambre Impériale, ce Mandement n'a eu aucune suite, puisque

puisque sur l'opposition formée par l'Abaye, l'affaire a été renvoyée à la décision de S. M. Imp. depuis lequel tems le Cercle s'est tenu dans l'inaction;

VIII. Finalement que comme l'Abaye a acquis son exemption à titre onereux, on ne pourroit en tout cas la dépouiller de ce privilege sans luy rendre & restituer les domaines; qui ont formé le prix de cette acquisition.

V.

Demandes des Princes des anciennes Maisons de l'Empire.

Pendant qu'après la mort de l'Empereur Charles VI. la Diète d'Élection se tenoit à Francfort, les Ministres de Saxe-Gotha, de Brunswick-Wolfenbüttel, de Brandebourg-Culmbach & Onoltzbach, de Wirtemberg, de Hollstein-Glücksstadt, de Hesse-Cassel & Hesse-Darmstadt, de Bade-Durlach, de Saxe-Cobourg-Meiningen & Saalfeld, de la Pomeranie Antérieure, & de toutes les Branches d'Anhalt &c... avoient leur assemblée à Offenbach pour délibérer entre Eux sur les mesures, qu'ils croient devoir prendre pour la conservation de la grandeur & de l'intérêt des Maisons, qu'ils représentoient. Entre autres mémoires, qu'ils dressèrent, ils en firent remettre un au Collège Electoral, dans lequel, après avoir insisté à ce que la Capitulation perpétuelle projetée en 1711. & agréée par les deux Collèges supérieurs fut prise pour la base & fondement de celle, à laquelle on travailloit, ils demandèrent en outre, qu'il plût aud. Collège y insérer les clauses suivantes savoir;

I. Qu'il ne sera point permis à l'Empereur de priver de la Régence ou administration aucun Electeur, Prince & Etat de l'Empire, mais que quant il y trouvera le cas disposé il le portera à la Diète.

II. Que l'Empereur ne rendra aucun Décret de Commission tendant à faire enrégistrer, recevoir & introduire dans le Collège des

Princes un Prince nouveau, qui ne puisse justifier, qu'outre le produit de ses domaines, ou de ses finances, ceux de ses sujets, sur lesquels il est en droit de lever des Collectes, sont en état de lui fournir encore annuellement pour le moins une somme de cinquante mil écus d'Empire.

III. Que les Pactes & Traités convenus entre les Electeurs & Etats, & qui ne renfermeront rien de contraire aux loix & aux Constitutions de l'Empire, seront librement observés, sans que l'Empereur puisse y apporter aucun obstacle, ou changement sous prétexte d'un défaut de confirmation.

IV. Que les privilèges, que la Noblesse libre immédiate de l'Empire a jusqu'ici obtenus, & qu'Elle pourroit encore obtenir à l'avenir, ne pourrons jamais être allégués contre, ou au préjudice de la Supériorité territoriale & autres droits appartenants aux Electeurs & Etats de l'Empire; Que l'Empereur ne permettra point, que ses Tribunaux rendent en considération de ces privilèges aucuns jugemens précipités, bien moins encore, qu'ils en accélèrent l'exécution; Que les terres & biens de la Noblesse immédiate demeureront sujets à la supériorité territoriale des Electeurs & Etats, dans le territoire desquels ils sont situés; Que s'il arrivoit, que le domaine utile d'une terre relevant d'un Electeur, ou Etat vint à être consolidé avec le domaine direct, le Seigneur direct aura la liberté ou d'en faire l'incorporation, c'est à dire la réunion à ses domaines, ou d'en investir qui bon lui semblera, sans qu'il puisse en être empêché par aucun des Tribunaux de l'Empire, lesquels se conformeront à cet égard au résultat Comitial du 4 Juin 1704. Qu'il ne sera pas loisible à la Noblesse immédiate d'asseoir exécution sur des biens collectables situés dans le territoire d'Autrui; Enfin que l'Empereur portera aux Comices de l'Empire l'affaire concernant les privilèges accordés à la Noblesse immédiate depuis l'espace de 60 ans pour sur ce consulter l'avis des Etats, sans néanmoins que les pactes, qui ont été convenus entre certains Etats & cette Noblesse, puissent en souffrir aucune altération.

V. Que l'Empereur ne fera rien, qui puisse gêner en aucune façon la liberté, que chacun des Envoyés doit avoir de voter aux Comices, & qu'il ne permettra point, qu'il leur soit personnellement imputé la moindre chose touchant leur voix, ou touchant la conduite, qu'ils tiennent relativement aux fonctions, dont ils sont chargés.

VI. Que

VI. Que comme par certaines Constitutions de l'Empire, par les Traités de paix, par les Capitulations Impériales différentes matieres importantes & en dernier lieu la question touchant le Vicariat du Rhin & la voix Electorale de Boheme ont été renvoyées à la Diète, l'Empereur ne manquera de donner ses soins pour qu'elles y soient incessamment proposées & mises en délibération.

VII. Qu'en matiere & de Guerre & de Paix l'Empereur n'entreprendra rien que du consentement Comitial de tous les Electeurs, Princes & Etats, auxquels il fera part de bonne heure de ses vuës & projets ; Qu'il ne portera aucun empêchement soit direct, soit indirect à ce qu'ils concourent *ad regale pacis*, ou qu'ils envoient une Députation au Congrès de paix ; qu'il ne traversera ni ouvertement, ni sous main l'admission de ces Députés aux séances ou assemblées du Congrès ; Et finalement que ses Ministres ne prétendront jamais représenter ceux des Etats, s'ils n'en ont un pouvoir spécial.

VIII. Que les Troupes soit propres, soit auxiliaires de l'Empereur ne pourrout sans des réquisitions préalables diriger leur marche par le Territoire des Electeurs, Princes & Etats ; Qu'il ne leur sera dorénavant fourni aucunes Etapes, mais que soit en route, soit en Campagne, soit en quartiers Elles se pourvoiront en payant de toutes les subsistances, dont Elles auront besoin ; Que l'Empereur ne pourra exiger pour celles, qui se trouveront en quartiers, ou en Stations dans le territoire des Etats que le simple logement ; Enfin qu'il sera fourni aux Etats des Orages, ou autres sûretés suffisantes pour assurer l'exécution des dispositions ci-dessus, ainsi que les dédommagements, ou indemnités, qui pourroient être dûs.

IX. Que l'Empereur ne fera point remettre dans ses trésors, ni entre les mains de sa Généralité les collectes ou contributions destinées pour la Caisse des opérations de l'Empire, mais qu'il en laissera la disposition, ou *dispensation* aux Electeurs, Princes & Etats.

X. Que si une Riviere, qui se jette ou dans le Rhin, ou dans quelque autre fleuve, pouvoit être renduë navigable, tout Etat aura la faculté de s'en servir, & que l'Empereur ne permettra à qui ce puisse être d'y construire pour son intérêt personnel aucun Bâtiment, qui empêche que les Batteaux ne puissent librement monter & descendre.

XI. Que sans le sçu & le consentement des Electeurs, Princes & Etats, l'Empereur ne fera à l'égard des fiefs d'Italie aucun changement, & que si depuis peu il en étoit arrivé quelqu'un, il n'en seroit pas moins fait part aux Etats pour entendre leur avis.

XII. Que s'il survenoit quelque contestation au sujet d'un, ou de plusieurs fiefs de l'Empire, l'Empereur n'en accordera pas moins sans délai l'investiture à celle des Parties, dont le droit sera le plus apparent eû égard à l'ordre de succession, aux pactes de famille, ou au possessoire, sans cependant que cela puisse en aucune façon retarder le jugement du procès, ni empêcher qu'en *diffinitif* il ne soit prononcé conformément aux règles féodales.

XIII. Que si un fief venoit à être réversible & par conséquent réunis aux domaines de l'Empire, l'Empereur n'y fera sans le sçu & consentement des Electeurs aucune mutation dans les affaires soit publiques, soit Ecclésiastiques.

XIV. Que l'Empereur, bien loin d'accorder aucunes exemptions des charges & contributions dues à l'Empire & au Cercle, donnera au contraire tous ses soins pour que Ceux des Etats du Cercle de Suabe, qui contre la teneur de la matricule de l'Empire se sont rendus exempts, soient pour raison de ces prestations publiques restitués & remis dans la dépendance du Cercle.

XV. Que lorsqu'il s'agira de procéder contre un Electeur, Prince & Etat de l'Empire par voye d'information, ou d'exécution, l'Empire ne permettra à aucun de ses Tribunaux d'en conférer la Commission à d'autres qu'aux Princes Convoqueurs du Cercle, ou suivant l'exigence du cas aux Princes Convoqueurs des Cercles Voisins.

XVI. Que l'Empereur ne s'opposera point, ni ne permettra aux Directoires d'empêcher, que les Electeurs & Etats portent à la Diète leurs Grieffs & demandes; Qu'il ne gênera point les Directoires dans l'exercice de leur office directorial; Que dans l'espace de deux mois, à compter du jour que l'affaire aura été portée à la dictature de Mayence, les Directeurs feront à la Diète la proposition de ces grieffs & demandes pour être sur icelles délibéré, & que, s'ils négligeoient de remplir en cela leur devoir, il dépendroit des Electeurs & Etats de faire Eux mêmes leurs représentations & propositions.

XVII.

XVII. Que les délibérations & résolutions de la Diète n'en auront pas moins leur Cours ordinaire, quand même le propre Ambassadeur de l'Empereur, ou Ceux des autres Etats allégueroient un défaut d'instruction, & que si sous ce prétexte quelque affaire venoit à être retardée pendant deux mois seulement, il sera passé outre sans attendre la voix de celui, qui se trouvera en retard.

XVIII. Qu'après que la Diète aura donné son avis sur une affaire pour icelui être communiqué à l'Empereur, l'Empereur ne pourra différer plus de six mois de faire présenter à la Diète ses Décrets de Commission.

XIX. Qu'au cas que les trois Collèges soient d'avis différents, l'Empereur n'aura point le pouvoir d'emporter la balance, s'entend de décider, mais que l'affaire agitée sera derechef mise en délibération, ou qu'on essayera de la terminer par composition amiable.

XX. Que l'Empereur ne pourra autrement traiter avec les Electeurs & Etats des affaires portées aux Comices, que par la voye des propositions ordinaires & des Décrets de Commission, pour, après que tous les Collèges seront convenus d'un Résultat, le rapport en être fait à S. M. Imp. Que l'Empereur travaillera aussi à remettre sur pied la Députation ordinaire de l'Empire, ainsi que l'ancienne méthode de référer & de coréférer dans les Comices, & que ceux des Députés de l'Empire, dont le droit est incontestable, continueront à en jouir paisiblement.

XXI. Que les Ambassadeurs, Envoyés & Conseillers des Electeurs, Princes & Etats ne pourront pendant la durée de leur Ministère, ou de leurs fonctions dans les Comices passer au service, ni prendre des gages, ou pensions de l'Empereur.

XXII. Que lorsque des Ambassadeurs, ou Ministres des Puissances Etrangères envoyés à la Diète s'y seront suffisamment légitimés par leurs lettres de Créance, l'Empereur ne pourra sans le consentement des Electeurs, Princes & Etats les inviter à se retirer, ou à sortir du territoire de l'Empire.

XXIII. Que lorsque les Etats assemblés aux Comices jugeront à propos de délibérer entre Eux sur certaines matières, l'Empereur n'y mettra aucun obstacle; Qu'il leur laissera aussi dans certaines affaires *recursum ad Comitia*, même avec effet suspensif; Que jus-

qu'à ce qu'il soit convenu à cet égard d'un règlement Comitial en forme, le *recursus* sera admis dans les cas suivants, savoir lorsque le différend roulera sur la Compétence & juridiction des juges; S'il y avoit plaintes, que les Tribunaux eussent agi, ou prononcé contre les réglemens à Eux prescrits; lorsqu'il s'agira de l'interprétation des loix de l'Empire; si le fait étoit tellement disposé, que les griefs d'une Partie pussent devenir des griefs commis à tous les Etats; Que dans trois mois à compter du jour du prétendu grief, celui qui aura son recours aux Comices y présentera son Mémoire en le portant à la Dictature, & qu'après que la Diète aura pris toutes les connoissances & instructions nécessaires, Elle fera droit sur les griefs, si Elle les trouve bien fondés, ou, si Elle les juge frivoles, renvoyera l'affaire au Tribunal compétant en condamnant en même tems le *Recourrant* ou le plaignant à la peine, que méritent les *Litigateurs téméraires* & à tous dépens, dommages & intérêts envers la Partie adverse.

XXIV. Que dans les cas douteux l'Empereur ne permettra point aux Souverains Tribunaux d'expliquer de leur Chef & interpréter les Loix de l'Empire, ce pouvoir étant par la Paix de Westphalie réservé à l'Empereur & à l'Empire seuls.

XXV. Que l'Empereur ne rolera point, que contre les réglemens de la Chambre Impériale les Souverains Tribunaux de l'Empire s'arrogent la connoissance des affaires criminelles, si ce n'étoit par la voye de nullité du Procez.

XXVI. Que pareillement ces Tribunaux se conformeront en ce qui concerne les employés & Conseillers des Etats au Règlement porté par le Récés de Spire de l'an 1600.

XXVII. Que l'Empereur réglera de concert avec les Etats l'affaire de la compétence des juges en certains cas féodaux, & n'otera point aux Etats le bénéfice d'Austregues sous prétexte de réservats de la juridiction Impériale.

XXVIII. Que les Tribunaux de l'Empire ne s'immisceront point dans les affaires, qui ne concernent que la Constitution intérieure & l'autorité des Cercles.

XXIX. Que ces Tribunaux ne connoîtront point des engagements

ments de l'Empire, ni du retrait, qu'on tenteroit d'en faire contre la disposition du Traité de Paix.

XXX. Que dans les cas, ou ni la cause ni l'action ne seront féodales, quoiqu'il s'agisse d'un fait, ou d'un contrat civil relatif à un fief, l'Empereur ne déclarera point la Chambre Impériale incompétente.

XXXI. Que l'Empereur ne souffrira pas, que ces Tribunaux chargent, ou molestent aucun Etat par des décrets provisionels, des déclarations de séquestre, &c.

XXXII. Que ces Tribunaux régleront leurs jugemens selon les Constitutions, coutumes & pactes des familles dans causes, où il sera question d'en faire application, & qu'ils n'adresseront point directement leurs ordonnances aux Etats Provinciaux sans avoir auparavant entendu le Seigneur territorial.

XXXIII. Que l'Empereur n'accordera point de lettres protecto-
riales en affaires de justice ordinaire, & qu'avant d'octroyer des protectoires contre les Elécteurs & Etats, Il les en préviendra pour entendre leurs raisons ou défenses.

XXXIV. XXXV. XXXVI. XXXVIII. XL. & VLI. ne concernent que l'exécution des réglemens de la Chambre.

XXXVII. Que l'Empereur ne traduira point contre le gré & la soumission volontaire des Parties interressées des affaires contentieuses pardevant des Commissions de la Cour, lesquelles ne pourront avoir lieu qu'au cas qu'il s'agisse d'une composition amiable.

XXXIX. Que l'Empereur abolira les *Laudemien* & *Anfals-Gelder*, ainsi que la perception des fruits féodaux de la première année, que les Officiers du Conseil Aulique, de même que ceux de la Chancellerie, ont par un usage, qui ne s'est point introduit sans contradiction, exigé jusqu'icy des Grands Vassaux pour l'investiture des fiefs, dont ils étoient déjà coinvestis, ou auxquels ils ont succédé par droit d'agnation.

XLII. XLIV. & XLV. Que pour ce qui concerne les visites tant de la Chambre Impériale, que du Conseil Aulique, la révision des procès, l'affaire des postes & tout ce qui reste à cet égard de difficultueux, l'Empereur ne statuera rien sans au préalable consulter l'avis des Etats, & donnera ses soins pour que ces points soient incessamment réglés.

XLII.

XLIII. Que pour ce qui est des Maisons illustres l'Empereur ne déclarera point des Enfants nés d'un mariage inégal habiles à succéder, & ne permettra pas, que les Enfants procréés du mariage actuel du Duc Antoine Ulric de Saxe-Meynungen prennent les titres de la Maison de Saxe, bien moins encore qu'ils soient admis à la succession.

VI.

Réprésentation du Duc de Wirtemberg.

Il étoit porté en l'Art. 8. de la Capitulation de l'Empereur Charles VI. que les Ambassadeurs des Electeurs auroient le pas & la préférence sur les Princes en Personne. Les Princes ne virent point cette disposition avec plaisir, & ils se flatterent, qu'en la première occasion on la retrancheroit; cependant le Ministre de Wirtemberg ayant appris, qu'elle se trouvoit encore insérée dans la dernière Capitulation donna son Mémoire aux fins, qu'on la changea.

VII.

PRO MEMORIA

Présenté par l'Electeur de Cologne en qualité de Grand-Maitre de l'Ordre Teutonique.

Le Marggrave Albert de Brandebourg Grand-Maitre de l'Ordre Teutonique en Prusse ayant abandonné la Religion Catholique pour se marier n'a pas laissé contre les règles & la volonté de l'Ordre de conserver la jouissance des Etats appartenants à la grande Maitrise, & afin de colorer sa possession il a fait offre de ces mêmes Etats à la Pologne, à charge de les reprendre à titre de fief relevant de cette Couronne. L'Empereur Charles V. connoissant tout le vice d'une possession

feſſion ſi contraire au droit des Gens, ainſi qu'aux Loix & Conſtitutions de l'Empire, accorda par un Diplome de l'an 1527. au Commandeur Walther de Crönberg, l'Adminiſtration de la grande Maitriſe en Pruſſe, & en la Diète d'Augsbourg de l'an 1530. il lui en conféra ſolemnellement l'investiture du conſentement général de tous les Electeurs, Princes & Etats. Ce fut pareillement avec l'approbatiinn unanime de tous les Etats, que cet Empereur pour lever les obſtacles, qui pouvoient ſ'oppoſer à ces investitures, rendit en la même année une déclaration, par laquelle il caſſa & annula les Pactes & Conventions faites entre le Roi Sigismond I. de Pologne & le ſuſd. Marggrave de Brandebourg; il eut en outre la précaution d'ajouter à cette déclaration, qu'aucune preſcription, ni autre moyen quelconque ne pourroient jamais prévaloir aux droits & prétentions légitimes de l'Ordre. Le Siège de Mayence étoit alors rempli par un Prince de la Maïſon Electorale de Brandebourg ſçavoir le Cardinal Albert, par qui ces Mandemens Impériaux furent ſignés, & l'Electeur Joachim I. de Brandebourg (de qui la Maïſon aujourd'hui Régante deſcend) y a ſpécialement donné ſon approbation.

Toutes ces meſures n'ayant point ému le Marggrave Albert, la Chambre Impériale prit connoiſſance de l'affaire, & rendit en 1532. un jugement publié *ſub Dio*, par lequel Elle le mit au ban de l'Empire en dégageant les Habitants du Duché de Pruſſe de la ſujétion & obeïſſance, qu'ils pourroient avoir juré à Albert pour dorénavant ne reconnoître que l'Ordre Teutonique.

Inutilement les Miniſtres de Pologne ſ'employèrent-ils aux Diètes des Années 1548. & 1570. pour obtenir de l'Empereur & de l'Empire, que la déclaration de ban prononcée contre le Marggrave Albert fut levée; leurs ſollicitations ne purent pénétrer, quoique les guerres continuelles, qui régnoient à lors fuſſent favorables à leurs deſſeins, & l'Ordre, quoique réduit à de ſimples investitures ſans effet & renouvelées de tems à autre, bien loin de pouvoir être engagé à deſiſter de ſes droits, n'a négligé aucune occaſion pour les pourſuivre, ſi vray qu'il a obtenu, qu'on infera la claûſe ſalvatoire dans les projets de Capitulation perpétuelle préſentés aux Etats de l'Empire en 1665. & 1711.

La Maison de Brandebourg allégué pour affoiblir des droits aussi incontestables.

I. Que lorsque par la Paix d'Oliva la Couronne de Pologne céda à la Maison de Brandebourg toute Souveraineté sur la Prusse, non seulement cela s'est fait sous la Médiation de l'Empereur, mais même que l'Ordre n'a nullement pensé à réclamer ses droits, ce qui marquoit un abandon tacite.

II. Que l'Empereur Leopold a formellement consenti, qu'au lieu du titre de Schwibus cette Maison prit celui de Duc de Prusse.

III. Qu'ensuite par un autre Traité de l'an 1700. appelé le *Cronen-Tractat* la Prusse a été érigée en Roiaume, & les Eleeteurs de Brandebourg autorisés à prendre le titre de Roi de Prusse par Eux jusqu'ici conservé du sçu & de l'aveu de toutes les Puissances.

IV. Que l'Ordre Teutonique ne s'est précautionné par aucune protestation, réserve, ni autrement contre ceux des passages de la Capitulation de l'Empereur Charles VI. qui pouvoient être contraires à ses prétensions.

Aucuns de ces moiens ne doit faire la moindre impression, parcequ'outre qu'en général tout ce qui est convenu entre des Puissances tierces ne sçauroit préjudicier au droit d'autrui, & que conséquemment les Traités conclus entre la Maison de Brandebourg & les Rois de Pologne, même si l'on veut les Empereurs, ne peuvent dépouiller l'Ordre Teutonique des domaines, dont il a fait la conquête au prix de son sang, l'on trouvera en entrant dans le détail, que la Maison de Brandebourg oublie de joindre aux moiens, qu'Elle déduit, des circonstances, qui ne sont point indifférentes; car comme lors du Traité de Velau de l'an 1657. l'Archiduc Leopold, qui n'étoit point Empereur, s'en est rendu Garant, il n'a pû se dispenser d'accéder à celui d'Oliva à cause de la connexité, que ces deux Traités avoient ensemble, mais ce n'est qu'en qualité de Roi de Hongrie & de Bohême, qu'il y a pris part.

Quant au Changement des titres, lesquels ne sont purement relatifs qu'à la possession, les Actes de la Chancellerie de l'Empire, qui en font mention, portent la clause: *Sine tamen præjudicio laudabilis Teutonici Ordinis*, ce qui fait plus en faveur de l'Ordre, que de la Maison de Brandebourg.

On

On ne voit au reste rien dans la Capitulation de Charles VI. qui soit deffavorable à l'Ordre , puisque l'Art. X. lui réserve formellement ses droits sur toutes les terres , qu'il a perduës en Empire ; en tout cas la protestation faite contre cette Capitulation en ce qu'elle differe du projet de la Capitulation perpétuelle & en se réservant en termes généraux *quævis competentia*, seroit toujours suffisante pour mettre les droits de l'Ordre à couvert.

Envain la Maison de Brandebourg voudra-t-Elle peut-être se prévaloir de la paix de Religion de l'an 1555. & soutenir que par le changement arrivé dans la Prusse Ducale les droits de l'Ordre ont été intervertis. La déclaration de ban prononcée contre le Marggrave Albert , & confirmée en 1570. la Capitulation perpétuelle agréée en 1665. & 1711. les investitures de tems à autre octroyées, les *salvatoires* accordés par les Empereurs dans les cas, ou les droits de l'Ordre auroient pû souffrir , enfin les dispositions du Traité de paix font assez évidemment connoître , que le Duché de Prusse n'est point de cette espèce de biens Ecclésiastiques, dont l'employ ait été fait au profit des Eglises, Ecoles , ou autres fondations , & que conséquemment il ne peut y être prétendu par la Maison de Brandebourg en vertu de la Paix de Religion.

Dans ces Circonstances le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique se flatte , qu'en la prochaine Capitulation il ne fera rien inféré , qui puisse porter préjudice aux droits légitimes dud. Ordre, mais qu'au contraire la disposition de l'Art. X. de la Capitulation perpétuelle y sera pleinement confirmée.

NB. Dans le préambule de la Capitulation de l'Empereur aujourd'hui Régnant l'Electeur de Cologne avoit pris le titre d'*Administrateur de la suprême Maitrise en Prusse*, mais l'Ambassadeur de Brandebourg exposa respectueusement au Collège Electoral , que selon les instructions par luy reçues de sa Cour il avoit charge de former opposition à cette titulature. L'Ambassadeur de Cologne repondit , qu'il avoit été résolu , qu'on se serviroit des titres portés dans les pleinpouvoirs sans préjudice néanmoins aux droits d'un chacun, de sorte que l'Electeur de Brandebourg avoit d'autant moins sujet de s'y opposer,

opposer, que S. A. E. de Cologne luy laissoit prendre le titre de ROY DE PRUSSE, au sujet dequoi Elle formoit en tout cas sa protestation; Que cependant sad. ALTESSE pour ne pas donner occasion à retarder l'importante affaire de l'élection, dont le jour étoit déjà fixé, vouloit bien en réservant tous ses droits se restreindre aux seuls titres attachés à l'Electorat de Cologne. Les choses sont demeurées sur le pied de cette déclaration, mais comme en même tems Cologne a remis sa protestation par écrit à la Chancellerie de Mayence, Brandebourg en a fait autant en donnant sa réprotestation.

VIII.

*Pro Memoria du Duc Administrateur du
Wirtemberg.*

NB. En 1495. le Wirtemberg a été érigé en Duché & fief Mar-
culin relevant de l'Empire.

Le Duc s'étant emparé de la Ville de Reuthingen à l'occasion d'un
Homicide, qu'on y tenoit sans vouloir le représenter, les Etats du
Cercle de Suabe se liguerent contre lui, & l'expulserent en 1519. de
ses Pays, dont ils firent ensuite cession à l'Empereur Charles V. qui en
1530. en investit l'Archiduc Ferdinand son frère.

Par le Traité de Cadau de l'an 1534. le Duc Ulrich, qui avec le
secours de ses Alliés étoit rentré en possession du Duché, le reprit de
Ferdinand à titre d'arrière fief.

En 1599. la Maison d'Autriche se déporta de cette arrière féo-
dalité, & ne se réserva que l'expectative au cas d'extinction de la Mai-
son de Wirtemberg.

En conséquence de cette expectative les Archiducs d'Autriche
ont du depuis toujours inséré parmi leurs titres celui de Ducs de
Wirtemberg, & en ont aussi pris les armes, mais comme la Maison
d'Autriche s'est éteinte par le décès de l'Empereur Charles VI. & que
l'Archiduchesse sa fille aînée a sous la qualité d'héritière universelle &
en vertu de la Pragmatique Sanction continué à prendre le même ti-
tre, les Envoyés du Duc Administrateur du Wirtemberg ont pré-
senté

senté à la Diète d'élection un *pro memoria*, dans lequel ils exposent, que la Maison d'Autriche n'existant plus, l'expectative par Elle obtenue ou réservée a pareillement cessé, de manière qu'il n'appartenoit plus à la Grande Duchesse de Toscane de s'en prévaloir, ni conséquemment de se qualifier, ainsi qu'Elle le fait : DUCHESSE DE WIRTEMBERG. En même tems ces Envoyés ont supplié le Collège Electoral ou de vouloir bien régler cette affaire par un *conclusum*, ou d'en recommander la décision au futur Empereur, ou de la renvoyer soit à la connoissance des Comices de l'Empire, soit à celle des Puissances, qui traiteront de la pacification générale, pourvu seulement que d'une façon ou d'autre cette expectative, qui n'étoit affectée qu'à la Masculinité, fut déclarée éteinte.

IX.

Griefs de la Maison de Taxis au sujet des Postes.

Les Postes sont un Régalien, dont la Maison de Taxis a été investie pour en jouir avec les mêmes avantages, qu'en auroient jouis les Empereurs, si l'investiture n'en eut été par Eux accordée; Cependant l'on cherche aujourd'hui de toute part à en diminuer les droits & revenus non seulement en ce que différents Etats préférants au bien public leur intérêt personnel érigent des Postes dans leurs territoires sans auparavant s'ajuster avec le Grand-Maitre des Postes de l'Empire, & sans attendre, que la Diète ait à cet égard rendu aucune décision, ce qui ne peut qu'aboutir à l'aneantissement, du moins à l'affoiblissement des fiefs, mais aussi en ce que le Comte de Paar, dont les Ancêtres ont au grand préjudice de la Maison de Taxis obtenu des Empereurs précédents les Postes dans les terres de la domination Autrichienne, étend son office au delà de ses bornes, & prétend l'exercer dans la Cour Impériale, même en être derechef investis sur ce pied.

Par ces considérations le Prince de Taxis espere, qu'il plaira au Collège Electoral insérer dans la prochaine Capitulation des dispositions, qui lui conservent ses Droits dans toute leur plénitude.

X.

Griefs & demandes des Prélats de Suabe immédiats de l'Empire.

Si le passage inséré en la Capitulation de Charles VI. à l'avantage des Comtes immédiats de l'Empire venoit à subsister & à être porté de même dans la prochaine Capitulation, le Collège des Prélats immédiats de l'Empire en souffriroit un préjudice notable, parcequ'y étant dit, que ces Comtes iront immédiatement après les Princes & avant tous autres, cela leur donne nécessairement le pas sur les Prélats ayants voix & séance. Cependant l'on ne sçauroit concevoir, que telle ait été l'intention du Collège Electoral, qui ne peut ignorer, que selon les Constitutions, ainsi que suivant les coutumes de l'Empire le rang est incontestablement dû, & n'a même jamais été disputé aux Prélats sur les Comtes de l'Empire.

Secondement de même qu'il est disposé, que les Comtes immédiats ayants voix & séance doivent avoir rang avant les Comtes Etrangers & du Pays, comme aussi avant les Ministres & Conseillers de l'Empereur, ainsi le même avantage devoit il être assuré aux Prélats immédiats sur les autres; de maniere que dans l'un comme dans l'autre point, il seroit rendu justice aux Prélats immédiats, si le Collège Electoral en changeant le passage de la dernière Capitulation agréoit d'insérer en la Capitulation future celui, qui suit:

„Lors du Couronnement des Empereurs & Rois des Romains les Prélats, les Comtes, les Barons immédiats de l'Empire ayants voix & séance en Empire auront le pas & la presséance avant tous les Prélats, Comtes & Barons tant Etrangers, que du Pays, comme aussi avant les Conseillers & Chambellans de l'Empereur, tellement que les Prélats immédiats auront rang immédiatement après les Princes, & les Comtes & Barons immédiats immédiatement après ces Prélats, parceque &c.

XI. Griefs

XI.

Griefs & Demandes du Collège des Comtes de l'Empire.

Le Tribunal du Vicariat Palatin de l'Empire établi à Augsbourg a adressé aux Comtes de l'Empire un Rescrit, par lequel il les a cités sous peine de Caducité à se présenter dans l'espace d'un mois devant led. Tribunal pour y faire la reprise de leurs fiefs.

Les Comtes ne croient pas devoir se rendre à cette convocation, & ont différentes raisons, qui les en dispensent.

I. Il est notoire, que selon la Bulle d'or les Vicaires de l'Empire n'ont pas droit d'investir des *Fahn-Lehen* ou fiefs d'Etendarts, or selon le sentiment des plus fameux Publicistes les fiefs des Comtes ne sont pas moins *Fahn-Lehen* que Ceux des Princes, quoique dans les solemnités extérieures de l'investiture il ait été changé quelque chose, en ce que les Comtes ne se font plus comme anciennement investir devant le Trône Impérial; mais ce changement n'en a point porté un à la nature & à la qualité du fief.

II. Dans tous les interrègnes, qu'on a eu depuis la Bulle d'or, par conséquent depuis plus de trois siècles, jamais le Vicariat Palatin n'a exigé, que les Comtes & Barons immédiats de l'Empire vinssent prendre de lui les investitures de leurs fiefs; du moins ne s'en trouve-t-il aucun vestige dans les Archives des Comtes, ainsi il n'y a pas apparence, qu'on en trouve ailleurs. Il est vrai qu'en 1658. le Vicariat a fait quelques tentatives pour entrer en possession de ce droit, & que quelques Comtes particuliers se sont laissés entraîner, mais cette démarche n'a pu préjudicier au Corps, ou au Collège entier, qui a pour lui la Bulle d'or & une possession de plus de trois siècles.

III. L'on ne voit point, que le Vicariat de Saxe forme, ou ait jamais formé aucune prétension semblable; pourquoy le Vicariat Palatin seroit il plus privilégié?

Toutes ces considérations font espérer au Collège des Comtes, que celui des Electeurs voudra bien interposer ses bons offices pour
que

que le Vicariat Palatin désiste de ses poursuites , & qu'en tout cas l'affaire soit réglée par la Capitulation en faveur des Comtes, ou que tout au moins elle soit renvoyée à la décision de tous les Etats de l'Empire , les choses demeurant pendant cet interval *in statu quo*.

XII.

Plaintes & Demande du Comte de Pappenheim Maréchal héréditaire de l'Empire.

L'Office de Maréchal héréditaire de l'Empire fait incontestablement un poste très-distingué , mais à peine reste-t-il aujourd'hui un ombre des émoluments , qui y étoient autres fois attachés, tandis que les peines & les dépenses ont considérablement augmenté. Les *Amis-Gelder*, les *Juden-Steuer*, & certains hénéfices , que le Maréchal héréditaire percevoit lors de l'investiture des Electeurs & Princes, ont tombé, & quoique par une espece de transaction il ait droit de percevoir annuellement mil florins des villes Impériales, dans lesquelles la Diète se trouve assemblée , cependant Ratisbonne , Augsbourg & Francfort luy ont fait à cet égard toutes sortes de difficultés , & ces mil florins annuels sont encore à payer , pendant que ces Villes profitent en vertu de l'accommodement de différens droits lucratifs , qui leurs ont été abandonnés & étoient un annexe du Maréchalat héréditaire ; d'ailleurs mille florins suffisoient-ils pour indemniser le Maréchal de la Diète des frais , qu'il ne peut se dispenser d'y faire ?

C'est pourquoy le Comte de Pappenheim supplie le Collège Electoral de faire en sorte près du futur Empereur qu'il lui soit donné & à sa Maison une expectative sur le premier fief de l'Empire, qui viendra à vaquer , & que l'expédition lui en soit remise par la Chancellerie sans autres frais , que ceux qui sont ordinaires.

XIII.

Demande des Villes Impériales.

Les Villes Impériales demandent , que dans la prochaine Capitulation il soit inféré,

I. Que

I. Que l'Article concernant les Austrégués demeurera tel qu'il se trouve dans la Capitulation de Charles VI. avec cette addition, que ce droit d'Austrégués sera remis dans une observance plus exacte, surtout quant aux matieres & contestations pendantes entre les Magistrats & la Bourgeoisie, que les Empereurs ont coutume de traduire pardevant des Commissions, ou sur lesquelles ils statuent par des mandemens & ordonnances particulieres.

II. Que les subsides des Villes dites *Urbar-Steuren* ne seront plus rehaussées, comme il est arrivé sous le Regne de l'Empereur Charles VI. deffunt, mais qu'elles seront payées conformément à l'ancien pied, sçavoir *la livre pfenning* à raison d'un florin, huit Creutzer, quatre heller.

III. Que, quant à ce qui concerne l'affaire des postes, les emplois en dépendants ne seront dans les Villes Impériales remplis que par des bourgeois, qui demême que tous leurs subordonnés demeurent sujets à la juridiction des Magistrats & aux Charges publiques; Qu'il ne sera apporté aucuns troubles, ni empêchement aux Messagers ordinaires, dont les Villes se servent pour porter leurs lettres & paquets d'un lieu à l'autre; Que les lettres & paquets des Villes demeureront francs, & que leurs Envoyés, ou Députés aux assemblées de l'Empire & du Cercle ne seront point surchargés de ports de lettres, mais qu'il en sera fait une taxe médiocre;

IV. Que l'augmentation des *Laudemien-Gelder* & autres taxes féodales, introduite depuis quelque tems sans l'agrément des Etats sera abolie, & qu'à l'avenir il ne sera fait aucun rehaussement des droits de Chancellerie, dûs pour les expéditions des diplomes Impériaux.

V. Que comme suivant l'observance de l'Empire les autres Etats sont francs & exempts de tout ce qu'ils font venir pour l'usage de leur Cour, les Villes auront la même franchise quant aux vivres, denrées & matereaux, dont Elles ont besoin pour leur consommation & ouvrages publics.

XIV.

Exposé de la Ville Impériale d'Aix la Chapelle.

Suivant la disposition de la Bulle d'or le Couronnement de chaque Empereur doit se faire dans la Ville d'Aix la Chapelle, raison pour laquelle les ornements Impériaux ont été laissés à la garde du Magistrat de cette Ville, & que ce Magistrat a sur les autres Villes la préférence dans toutes les cérémonies, qui accompagnent ce Sacre. Lorsqu'à l'occasion du Couronnement de l'Empereur Leopold la Ville de Cologne s'avisa de contester cette préférence, le Collège Electoral par un *Conclusum* de l'an 1658. ordonna, que le Vice-Chancelier de l'Empire ne convoqueroit point la Ville de Cologne, ce qui à la vérité n'a point empêché, que cette Ville n'envoia ses Députés, mais l'Empereur leur fit dire de s'abstenir de disputer la préférence à Aix la Chapelle, à quoy ils ont satisfait, en ne point se présentant. Cette discussion s'est renouvelée lors du Couronnement de l'Empereur Joseph, mais Elle a été assoupie à peu près de la même manière.

La Ville d'Aix la Chapelle espere donc non seulement, qu'Elle fera maintenuë dans ses droits & prérogatives, mais aussi que dans la Capitulation sera insérée la clause, que quoique l'Acte du Couronnement soit célébré ailleurs, ce sera sans préjudice à son privilège. Elle ne s'attend pas moins, que la Ville de Cologne ne sera point invitée, & que si en tout cas Elle comparoïsoit de son Chef, les Députés d'Aix ne soient autorisés à prendre le pas sur Elle.

NB. Lors du Couronnement de Charles VII. la Ville de Cologne n'a point été convoquée.

NB. La Ville de HAMBOURG tant en son nom qu'en celui des Villes de LUBEC & de BREME a pareillement donné un mémoire, dans lequel Elle déduit les dommages par Elle soufferts, les frais immenses, auxquels le soutien du Commerce la plonge, les oppressions, qu'Elle a essuyées &c. à l'effet dequoy Elle recourre à la

la protection de l'Empire , & demande d'être maintenuë en tous ses droits , privilèges , commerce , navigation & immunités tant dedans que dehors l'Allemagne.

XV.

Plaintes & demandes de la Noblesse immédiate de l'Empire.

Par des mémoires présentés tant au Collège Electoral en général, qu'au Roy de Prusse & à quelques Electeurs en particulier , la Noblesse libre immédiate de l'Empire a non seulement demandé d'être maintenuë en cette immédiateté, & d'être comprise dans la Capitulation comme ayant part à la plupart des avantages communs aux autres Etats , mais Elle s'est plaint de ce qu'en différentes occasions l'on prennoit toutes sortes de voyes indirectes pour la dépouiller du bénéfice de cette immédiateté , & que non obstant les privilèges confirmés par les Empereurs on prétendoit l'assujétir aux quartiers d'hiver & autres charges publiques , tandis qu'au moyen des *Subsides charitatives* , dont Elle convient avec l'Empereur , Elle devoit être exempté de toutes autres prestations , & payer d'autant moins en argent comptant , lorsque dans des cas indispensables Elle veut bien supporter une partie de ces charges.

XVI.

Mémoire de l'Envoyé du Duc de Modène.

La Famille d'Este a pendant des Siècles entiers possédé COMMACHIO & ses dépendances à titre de fief relevant de l'Empire ; il est vray , qu'en 1598. le Pape s'en est emparé par la force des armes , mais les oppositions de l'Empereur Rodolphe II. & de ses Successeurs ont mis les droits des Ducs d'Este à couvert de toute prescription.

En 1709. l'Empereur Joseph reprit COMMACHIO au St.

Siège, & avoit formé la résolution d'en investir de rechef la famille d'Este, si les troubles & la brieveté de son Règne ne l'eussent empêché d'accomplir ce projet.

Après le décès de l'Empereur Joseph, le Duc de Modène pour lors Régnant présenta sa requête au Collège Electoral aux fins d'être rétabli en la possession d'un Etat provenant de ses Ancêtres, & le Collège Electoral luy fit espérer toute la Justice, qui luy étoit due.

Lorsque Charles VI. fut élu, le Duc de Modène réitéra ses instances, & obtint que son affaire seroit examinée par des Commissaires, dont le St. Pere. nommeroit les uns & l'Empereur les autres. En conséquence de ce, le Duc de Modène remit ses pieces à la Commission, & établit ses droits avec tant de solidité, que les Commissaires de Rome prévoyants, que la chose ne tourneroit point à l'avantage de leur Cour, en éloignerent la décision, pendant lequel tems l'Empereur se laissa engager à laisser au Saint Siège la jouissance de Commachio, *néanmoins avec la réserve expresse des droits de l'Empire & de ceux de la Maison d'Este* tant au possessoire qu'au pétitoire, jusqu'à ce qu'il fut examiné & décidé à qui Commachio devoit légitimement appartenir.

François III. Duc de Modène se flatte, qu'enfin par l'entremise & les bons offices des Electeurs, ainsi qu'avec le secours du futur Empereur, il sera rétabli en la possession de ce fief patrimonial.

V. La tab. gen. de la Maison de Modene pag. 249.

XVII

Requête de Sigismond de Gonzague.

Il est vray, que Joseph Marie Duc de Guastalle est le plus proche héritier des derniers Ducs de Mantoue, & qu'ainsi ses prétentions à ce Duché sont bien fondées, mais son imbécillité notoire prouvée même par des reconnoissances du Conseil Aulique le rend inhabile à parvenir à ce fief, lequel par conséquent ne peut qu'écheoir au Prince Sigismond suivant la disposition expresse du Diplome de
l'Em-

L'Empereur Sigismond de l'an 1433. on il est dit : *intelligendo tamen, quod illi* (s'entend les Vassaux) *sint habiles & idonei, sani mente & ratione, alioquin in defectu rationis & mentis aut aliis defectibus Successio in proximiorum transferatur &c.*

En tout cas comme ce Duc n'a point d'Enfants, la succession écherra au Prince Sigismond Aîné de la branche formée par Jean Marquis de Mantoue, & la plus proche de celle de Guastalle ; (V. la tab. généal. pag. 249.) C'est pourquoy le Prince Sigismond présente sa requête au Collège Electoral, aux fins qu'il luy plaise insérer dans la prochaine Capitulation quelques clauses, qui luy assurent non seulement la succession future au Duché de Guastalle & terres en dépendantes, mais aussi un appanage honorable, que les Possesseurs du Mantouan seront tenus de luy former provisionnellement pour l'entretien de la famille nombreuse, dont il est chargé :

NB. Nous sommes informés, que le Prince Sigismond (dont la Descendance de la Maison de Gonzague ne peut être révoquée en doute, sur tout après les attestations authentiques, qui en conséquence des preuves par luy faites luy ont été depuis peu remises par la Chancellerie de l'Empire) se dispose à se pourvoir dans les formes au Conseil Aulique, aux fins non seulement de pouvoir hériter le Duché de Guastalle tant comme ancien bien de famille, que comme dépendant jadis du Duché de Reggio, mais aussi d'obtenir en qualité de plus proche Agnat l'administration soit de Guastalle, soit du Mantouan.

XVIII.

Prétension du Duc de Solferino à la Principauté de Castiglione.

En 1707. Ferdinand Gonzague Prince de Solferino & Castiglione, créé Duc par le Roy d'Espagne, a été privé de ses fiefs par l'Empereur Joseph pour avoir dans la dernière guerre d'Espagne suivi le parti de Philippe V. & quoique conformément aux Traités de Rastatt & de Bâde il ait dû être remis en possession, néanmoins jusqu'icy

N n m 3

cette

cette restitution n'a été faite ni envèrs luy, ni envèrs les fils Aloïse, ou François.

Le Duc François de Solferino espere, que le Collège Electoral prendra des mesures, pour que son frere Aloïse soit rétabli & investi de la Principauté de Castiglione, à laquelle sa Famille a des prétentions aussy légitimes.

Outre ce mémoire le Duc de Solferino en a présenté un second, dans lequel il expose, qu'après la mort de Jean François dernier mâle de la ligne de Bozzuolo, l'Empereur Joseph avoit en 1708. & 1710. investi des Duchés de Bozzuolo & de Sabionette le Duc Vincent de Mantoue, quoique c'eut été au Prince Ferdinand de Castiglione son Pere Descendant de la branche formée par Rodolphe à y succéder, non seulement comme plus proche Agnat, mais aussy en vertu d'un pacte de Famille convenus en 1479. entre les cinq fils de Louis II. de Gonzague Marquis de Mantoue. Comme ces investitures ont été données par le même principe, que la Principauté de Castiglione a passé à une autre famille, c'est à dire pour cause de félonie, & que les Traités de Rastatt & de Bâde sont à cet égard également favorables à la Maison de Solferino, le Prince de ce nom se flatte, que le Collège Electoral luy procurera la même justice. *V. la susd. tab. gen. pag. 249.*

XIX.

Prétension de François Marie Pic de la Mirandole au Duché de ce nom & au Marquisat de Concorde. V. à cette occasion pag. 249.

Les Auteurs Italiens les plus fameux Nous enseignent, que depuis plus de treize siècles la famille des Pics a été en possession continuë du Duché de la Mirandole & du Marquisat de Concorde, qu'Elle possédoit originairement comme terres allodiales, mais qu'Elle a converties en fief oblat en reconnoissant les tenir en mouvance de l'Empereur. Ce fut Alexandre I. de la Mirandole, qui prit les premières investitures de l'Empereur Matthias.

Alexan-

Alexandre II. Petitfils d'Alexandre I. ayant survécu son fils François Pic, délaissa pour héritier son Petitfils François Marie, qui se présente aujourd'hui. Celuy ci n'avoit pas encore trois ans, lorsque son Grand Pere mourut, & par le testament grand paternel confirmé par l'Empereur Léopold il fut réglé, qu'il ne prendroit le Gouvernement de ses Etats qu'à l'âge de dixhuit ans, & auroit pour Tutrice sa grande Tante la Princesse Brigitte, & le Gouverneur de Milan pour Exécuteur testamentaire.

Au commencement de la dernière guerre d'Espagne la Princesse Brigitte ayant prié le Gouverneur de Milan de luy donner des Troupes pour sa sûreté, ces Troupes entrèrent dans Mirandole, & y furent jointes par des Troupes de France, mais ayant les unes & les autres été fait Prisonnières, Mirandole se rangea sous la protection de la Maison d'Autriche; ce fut même la Princesse Gouvernante & Tutrice, qui engagea cette Ville à se soumettre ainsi.

Cette Tutrice ne traitoit point son Mineur comme il convenoit, & le laissoit souvent manquer même du Nécessaire, ce qui mit ce Mineur dans l'obligation de recourir au Prince de Vaudemont Gouverneur de Milan, qu'il regardoit comme son Protecteur, d'autant plus que le testament grand paternel l'exigeoit ainsi. Le Prince de Vaudemont luy conseilla de s'attacher aux Rois Louis XIV. & Philippe V. ce qu'il fit en publiant en même tems un manifeste, par lequel il exhorta ses sujets à prendre les armes contre la Maison d'Autriche.

A peine sa conduite fut-elle connue à la Cour de Vienne, que l'on y procéda contre luy pour crime de léze Majesté, & quoiqu'alors il n'eut encore que seize ans, on le priva de tous ses Etats en le réduisant ainsi à vivre dans une espee d'exil, dont il n'est pas encore sorti.

Lorsqu'il est parvenu à l'âge de Majorité, la régle eut été de l'entendre, & par conséquent de le faire citer, mais ni l'un, ni l'autre n'ont été observés, car quoiqu'on luy ait donné assignation dans l'enceinte de la Mirandole, les circonstances étoient trop critiques, pour qu'il pût s'y rendre & comparoitre en sûreté.

Secon-

Secondement c'est par le Conseil Aulique que cette procédure a été instruite, or le Conseil Aulique n'étoit point compétant, la Diète de l'Empire ayant seule droit de connoître de semblables matieres.

En troisieme lieu il n'est point permis de dépouiller un Vassal des fiefs relevant de l'Empire, qu'il ne se soit rendu coupable du crime de félonie envers l'Empire ; le Duc François Marie de la Mirandole n'a rien commis de pareil, c'est contre la Maison d'Autriche uniquement, qu'il s'est déclaré.

Pendant le Regne de l'Empereur Charles VI. Il esperoit rentrer en ses Etats, & son esperance étoit d'autant mieux fondée, que par la Capitulation de l'an 1711. & plus formellement encore par les Traités de Rastatt & de Bâde il en avoit été flatté, mais afin de rendre ces promesses sans effet, l'on a pris pour principe, que les Vassaux, dont il n'étoit pas nommément fait mention dans les susd. Traités, ne pouvoient avoir part à l'amnistie générale.

Il compte que le College Electoral prendra un parti plus convenable à l'équité, & luy facilitera les moiens de rentrer en possession de ses fiefs.

XX.

Autre Mémoire du même Duc François Marie de la Mirandole au sujet de ses prétentions à la succession de Massa & Carrara.

NB. N'étant pas facile de comprendre le contenu de ce mémoire sans connoître la Généalogie des familles y dénommées, nous avons jugé à propos d'y joindre la table suivante.

Table

Table Généalogique de la Maison de Massa-Carrara.

ALBERIC Marquis de Massa & Carrara.

RICHARDE MALESPINE Epouse de Laurent Cibo & Héritière des Marquisats de Massa & Carrara.

JULES CIBO † sans Enfants. ALBERIC CIBO Prince de Massa & Carrara. ELEONORE CIBO.

ALDERAN CIBO.

CHARLES CIBO.

ALBERIC II. créé Duc de Massa & Prince de Carrara.

MARIE Epouse de Galéace Pic de la Mirandole.

ALBERIC III. Cardinal; renonce aux Etats de Massa & Carrara en faveur de son frere.

ALDERAN, devient Duc de Massa & de Carrara en conséquence de la renonciation faite par Alberic son frere.

MARIE THERESE FRANÇOISE Epouse du Prince de Modene.

ALEXANDRE II.

FRANÇOIS PIC.

FRANÇOIS MARIE PIC, qui est celui, au nom duquel a été présenté le mémoire cy joint.

Ooo

Richarde

Richarde Malespine fille & Héritière unique du Marquis de Massa & Carrara a ordonné par testament, 1. que son fils premier né luy succéderoit ; 2. au défaut de celui cy & de ses Descendants Mâles son fils second né, toujours avec exclusion des filles, tellement même que les Enfants illégitimes des fils leur seroient préférés, & 3. au défaut de Mâles provenant des fils les Enfants Mâles de la branche féminine. En exécution de ce testament, confirmé par l'Empereur Charles V. Alberic Cibo fils Ainé de Richarde fut après la mort de sa Mere appelé à la succession des fiefs de Massa & Carrara par Elle délaissés, lesquels ont passé de Pere en fils jusqu'au Cardinal Camille Cibo, qui par acte du 7. Fevrier 1715. y renonça solennellement en faveur de son Frère Cadet Alderan.

En 1731. Alderan mourut sans délaissier d'Enfants mâles, sur quoy le Cardinal Camille prétendit rentrer en possession des Etats, auxquels il avoit renoncé, mais la veuve d'Alderan en qualité de Tutrice de sa fille la Princesse Marie Thérèse Françoisée mariée avec le Prince de Modène y forma opposition, sur le fondement, que le Cardinal ne pouvoit plus révoquer sa renonciation, & que d'ailleurs comme Ecclésiastique il étoit inhabile à succéder à des fiefs.

Les droits de François Marie Pic doivent prévaloir à ceux de la Princesse de Modène, parcequ'en qualité de Mâle, quoique Descendant d'une Branche féminine, il doit conformément au testament sus allégué être préféré à une fille, quoique Descendante d'un Mâle ; Et s'il arrivoit que le Cardinal Alberic obtint gain de cause, François Marie Pic n'en seroit pas moins son Héritier présomptif, de manière que d'une façon comme de l'autre il supplie le Collège Electoral d'avoir égard à ses justes prétensions, auxquelles on oppose vainement une prétendue renonciation, qui n'a jamais existé, de la part de sa Bisayeule Marie de la Mirandole ; en tout cas cette renonciation ne pourroit préjudicier à des droits acquis par un testament, qui a dû faire dans la famille une règle inviolable.

XXI.

*Mémoires du Marquis de Carretto & autres
Seigneurs d'Italie au sujet des fiefs des
Langhes.*

NB. Les

NB. Les Marquis de Carretto de Balestrino, de Malaspina & autres ont aussi donné leurs mémoires, lesquels roulent principalement sur l'immédiateté par Eux prétendue au sujet des fiefs des Langhes; les moyens contenus dans ces mémoires sont à peu près les mêmes que ceux, qui ont été portés au Conseil Aulique avant que cette affaire fut réglée par les préliminaires & par la paix de Vienne. Nous nous bornerons à ce que Nous avons rapporté sur cette matière pag. 231. & 232.

XXII.

Réprésentations du Collège Electoral remises à S. M. I.

Le Collège Electoral toujours attentif à ce qui pouvoit interresser ou l'Empire en général, ou quelques Etats en particulier ne s'est point borné à ce que la Capitulation contenoit; Il a par autant d'écrits séparés fait à S. M. I. des représentations tendantes à ce qu'il luy plût,

1. Faire rétablir le commerce sur les fleuves navigables de l'Allemagne, notamment sur le Rhin & sur la Meuse, & régler à cette fin toutes les difficultés, qui se sont jusqu'icy élevées à l'occasion des péages; & qui n'ont pas peu servi à éloigner les Marchands. *Quant à l'Art. 2.*
2. Empêcher, que les Cantons Suisses ne continuent de donner atteinte à l'immédiateté de certaines Seigneuries relevantes directement de l'Empire & dépendantes de l'Evêché de Constance. *Quant à l'Art. 10. §. 6.*
3. Examiner les différents mémoires présentés au sujet de certains Etats & fiefs de l'Empire en Italie, pour ensuite prendre de concert avec la Diète les mesures les plus convenables au bien commun & aux droits de l'Empire. *Quant à l'Art. 10. §. 10.*
4. Faire dresser une compilation des réces de la Diète depuis 1663. jusqu'à présent; comme aussi donner sa résolution Impériale sur différents résultats des trois Collèges de l'Empire demeurés jusqu'icy en suspens. *Quant à l'Art. 13. §. 3. & 5.*
5. Prendre de concert avec la Diète un parti déterminé pour obvier aux difficultés, qui s'élèvent journellement sur la question, s'il *Quant à l'Art. 13. §. 7. & 8.*

faut admettre indistinctement à la dictature toutes les requêtes & mémoires, qui y sont portés, ou si l'on peut d'office en rejeter quelques uns, & par qui ce refus doit être fait; Comme aussi régler tout ce qui demeure encore indécis au sujet du Directoire de l'Empire.

Quant à l'Art.
16. §. 7.

6. Demander de l'Empire une délibération Comitiale pour mettre fin à la discussion survenue entre le Conseil Aulique & la Chambre Impériale au sujet de l'interprétation, que le Conseil Aulique prétend faire du titre 7. de la seconde partie du règlement de la Chambre Impériale, & en attendant un réces en forme ne point souffrir, que sous prétexte de cette interprétation le Conseil Aulique empêche la diffinition des affaires litispendantes à la Chambre, ou les évoque à soy.

Quant à l'Art.
17. §. 2. &
suiv.

7. Ajouter aux Ordonnances concernant la Députation de l'Empire, ainsi que la Visite & révision des Tribunaux ce qui y manque pour mettre les choses sur un meilleur pied, & obvier à tous les abus, surtout aux dépenses superflues, que les Députés sont accoutumés de faire.

Quant à l'Art.
18. §. 4.

8. Faire en sorte que par un règlement Diétal il soit bien expliqué quelles causes, ou quelles sommes peuvent être appellables, afin qu'il ne soit porté aucun préjudice au privilège *de non appellando* des Etats.

Quant à l'Art.
19. §. 8. &
suiv.

9. Prendre à cœur les remontrances présentées par le Cercle de Suabe au sujet du démembrement, que la Préfecture Provinciale a fait de plusieurs Etats, qui devroient dépendre & être réintégrés dans led. Cercle.

Quant à l'Art.
22. §. 4.

10. Fixer & déterminer les cas, dans lesquels un mariage doit être réputé inégal, & les Enfants en procréés jugés inhabiles à appréhender la succession du Père.

Quant à l'Art.
24. §. 4.

11. Remédier aux abus & contraventions, que le Conseil Aulique est accusé de commettre, & dont le détail spécifique a été remis au Collège Electoral.

XXIII.

Plaintes & griefs des Princes des anciennes Maisons présentés à S. M. I.

Les Princes des Anciennes Maisons, non contents de ce que dans la Capitulation il n'avoit pas été fait mention des principaux Articles par Eux remis au Collège Electoral pour y être insérés, firent présenter à S. M. Imp. leur très-humble Requête, par laquelle ils l'ont supplié de ne point prendre en mauvaise part, s'ils ne pouvoient tenir cette Capitulation pour loy de l'Empire, ou du moins s'ils ne la regardoient pas comme telle dans les cas, ou Elle n'étoit ni conforme à leurs droits & prérogatives, ni conforme aux Constitutions de l'Empire. A cette Requête ils joignirent leurs motifs & griefs, qui consistent :

I. En ce que la Capitulation perpétuelle telle, qu'elle a été admise par les deux Collèges superieurs, n'a point été prise pour bāse & fondement de la dernière;

II. En ce que les Electeurs, au lieu de ne se servir du droit d'adcapituler que suivant qu'il leur a été limité, étendent ce droit aux cas mêmes, qui interressent le bien commun des Etats, & qui ont rapport aux loix & constitutions de l'Empire, tellement que bien loin de donner aucune réponse aux monita présentés par les Ministres des Princes, ou de leur faire part de la Capitulation, ils se sont départis du contenu de la perpétuelle pour en dresser une toute nouvelle;

III. En ce que, quoique pour terminer les griefs proposés en 1716. contre la Capitulation de l'Empereur Charles VI. il ait été arrêté par les deux Collèges superieurs, que dans l'épilogue de la Capitulation perpétuelle il seroit dit, que rien ne pourroit y être changé sans le consentement de tous les Etats, néanmoins les Electeurs non seulement n'ont pas fait usage de ce passage, mais ont même contre la foy d'une convention Comitiale, & au préjudice des droits, dignités & privilèges des anciennes Maisons Princières laissé subsister tous ces griefs;

IV. En ce que, indépendamment des moiens, qu'on a embrassé pour affoiblir le droit, qu'ont les Etats, de concourir aux affaires

de l'Empire concernant la guerre & la paix , les péages & impôts , les loix & leur interprétation &c. on a laissé dans la dernière Capitulation Art. 3. le passage , *qui accorde aux Ambassadeurs des Electeurs le rang sur les Princes en Personne* , passage auquel jamais il n'avoit été pensé avant la Capitulation Leopoldine , laquelle depuis que la paix de Munster a été conclue est la première , ou l'on ait imaginé d'introduire en Allemagne un Cérémoniel jusqu'alors intrusé , & ou les Electeurs aient donné à leurs Ambassadeurs une préférence sur les Princes.

Les anciennes Maisons des Princes peuvent d'autant moins laisser valoir une semblable préférence , qu'il est constant , que les Capitulations n'ont pas été introduites pour autoriser le Collège Electoral à être juge dans sa propre cause , & à décider de l'Etat des autres Princes , lesquels ne tiennent pas moins que les Electeurs leur immédiateté de Dieu & de leur naissance , & descendent du même sang , n'y ayant entre les uns & les autres de différence que dans la primauté du Rang , si vray que par le §. *Gaudeant* du traité de paix ils sont tous également maintenus dans leurs droits & prérogatives , de sorte qu'on peut d'autant moins exiger des Princes , qu'ils entrent en concurrence sur le pas avec les Ambassadeurs des Electeurs , que la prééminence des Electeurs n'a lieu que dans les Comices & lors des Elections & Couronnements , ce qui ne produit que des fonctions momentanées , mais pour ce qui est de la Cour Impériale , ou d'autres assemblées , jamais les Ambassadeurs des Electeurs n'y ont disputé le pas aux Princes ; les Electeurs Eux mêmes le reconnoissent si bien , que dans leur propre Cour ils donnent la main aux Princes , ce qu'ils ne font pas envers les Ambassadeurs Electoraux. Cela étant il n'appartenoit pas aux Electeurs de réitérer dans la Capitulation Caroline ce qu'ils ont commencé d'insérer dans la Leopoldine , surtout après que ce grief avoit été levé par trois différentes fois au moien des Négociations , qui ont précédé la *confection* de la Capitulation perpétuelle.

V. *En ce que* l'Art. 3. contient une description & deffinition des droits & du pouvoir des Vicaires , quoique cependant cette matiere doive par sa connexité avec les droits des Etats & avec les Constitutions de l'Empire n'être que de la compétence des Comices , & nullement de celle de la Diète d'élection.

VI. *En*

VI. *En ce que*, quoiqu'il soit constant qu'un Collège n'a sur les Membres de l'autre aucune juridiction, ce nonobstant le Collège Electoral s'est par l'Art. XIII. §. 7. attribué touchant les mémoires, qui devroient être présentés aux Princes & Etats, un droit de Censure, demême que le droit de régler la forme & les fonctions attachées à la Dictature, à quoy jamais les Princes des anciennes Maisons ne se soumettront.

VII. *En ce que* les Capitulations ne peuvent par leur Nature avoir d'autre objet, que les droits & la forme du Gouvernement de l'Empereur nouvellement élu, de façon qu'on ne sçauroit concevoir sur quel fondement l'on prétend obliger S. M. Imp. aujourd'hui Régnante à exécuter ce qui n'arrivera qu'après sa mort. On règle dans le §. 9. art. XIII. de quelle façon les choses doivent se faire en cas de Minorité & d'interregne, quelle sera alors l'autorité des Vicaires, comment la Diète sera remise en activité par convocation ou prorogation. Ne sont ce pas là autant de loix nouvelles, qui devant lier tout l'Empire ne peuvent qu'émaner d'un résultat Comitial de tous les Etats assemblés. C'est ce qui fait espérer aux Princes, qu'il plaira à S. M. en renvoyer la connoissance aux Comices.

VIII. *En ce que* lorsque par l'art. XVI. §. 4. les Electeurs stipulent, que dans les Souverains Tribunaux de l'Empire l'on s'abstiendra de se servir à leur égard d'aucunes expressions rudes & peu convenables, ils ne comprennent point les Princes en cette stipulation; ou est donc en Empire la loy, qui établisse une pareille distinction, & qui rende les Princes moins favorables ?

IX. *En ce que* quand dans l'art. XVII. §. 2. le Collège Electoral en interprétant les derniers récéz de l'Empire ôte aux révisions tout effet suspensif; quand il décide qui ou de la Chambre, ou des Réviseurs doit juger de la caution, il s'arroe un pouvoir d'établir & interpréter les loix, ce qui néanmoins n'appartient qu'aux Etats de l'Empire.

X. *En ce que* ce Collège ne s'attribue pas moins une autorité induë, lorsque par le §. 5. du susd. art. il nomme de son Chef aux places vacantes dans la Députation de l'Empire, tandis que les Députés étants pour ainsi dire des Plénipotentiaires de l'Empire ne peuvent par conséquent être établis que par l'Empire.

XI. *Eu*

XI. *En ce que l'affaire des postes réglée en partie par l'art. XXVIII. §. 3. est pareillement de la Nature une affaire de la Compétence de la Diète seule.*

XII. *En ce que la promesse, qu'on a fait faire à S. M. Imp. Art. XXIX. §. 3. de se rendre favorable aux demandes, que les Electeurs ont formées par des écrits particuliers, pêche si non par le fond, du moins par la forme, vû qu'elle bûte à leur assurer le droit d'adcapituler, auquel les Princes ne doivent pas moins avoir part.*

XIII. *Finalement en ce que la préterition, qui a été faite de plusieurs monita présentés par les Princes sur matieres importantes, donne assés à connoître combien peu ils sont écoutés.*

Dans ces circonstances on ne peut exiger d'Eux, qu'ils admettent la Capitulation nouvelle soit dans sa totalité, soit quant aux passages sus-allégués, soit dans les cas, où Elle s'écarte de la Capitulation perpétuelle. Ils se promettent au contraire, que l'affaire de la Capitulation perpétuelle & du droit d'adcapituler sera enfin une fois pour toujours réglée aux Comices, & qu'il sera pareillement fait droit tant sur leurs monita que sur ceux des autres Etats.

NB. *Jugeants, que la Matricule de l'Empire, que nous avons promis pag. 164. de joindre à cette premiere partie, trouvera mieux sa place dans la seconde, Nous nous bornerons à faire sur cette matiere quelques observations succinctes.*

*Observations
sur la
Matricule de
l'Empire.*

Lorsque les Empereurs alloient à Rome pour y recevoir la Couronne, leurs Vassaux étoient tenus de contribuer à ces voyages, & de fournir suivant la répartition, que l'on en faisoit, de quoy composer une Armée de vingt mille hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavallerie. Ces subsides appelés Mois romains ont gardé jusqu'à présent cette dénomination, & ont été évalués en argent savoir à 12. fl. par Cavalier & 4. fl. par fantassin, tellement que lorsque les Collets pour l'Empire se faisoient en argent, chaque Etat cottisé payoit autant de 12. ou de 4. fl. qu'il auroit été obligé à mettre d'hommes sur pied, si la levée se fut faite en Troupes.

Outre la Matricule de l'Empire il y en a une particuliere pour la Chambre Impériale contenant ce que chaque Etat doit contribuer annuellement à l'entretien des juges, qui composent ce Tribunal.

Quoi-

Quoique l'obligation de payer des Mois romains fut un devoir vassallatique, néanmoins les Etats l'ont pendant un certain tems rendu arbitraire en ne contribuant que ce qu'ils vouloient & quand bon leur sembloit, de sorte que pour remettre les choses en meilleur ordre l'Empereur Charles V. fit dresser en 1521. une matricule nouvelle, laquelle, quoique plus correcte que toutes celles, qui avoient été dressées jusqu'à lors, ne laissoit pas aussi d'avoir ses défauts, qui consistoient 1. en ce que l'on s'y étoit moins attaché à désigner les terres immédiates, que ceux, qui en étoient les Possesseurs, d'où il ne pouvoit que naître de la confusion à cause des différentes mains, entre lesquelles ces possessions passoient journellement. Et 2. en ce que l'on y avoit contre un certain ordre géographique compris dans des Cercles éloignés des Etats, qui par leur situation se trouvoient enclavés en d'autres Cercles. Ces irrégularités jointes aux démembrements, que l'Empire avoit soufferts depuis 1521. comme aussi aux modérations successivement accordées aux Etats, qui se disoient surchargés, exigeoient que l'on fit derechef une autre matricule plus correcte & relative aux derniers tems; c'est ce qui fut fait en 1654. depuis laquelle époque il est encore survenu tant de changements, tant de modérations, tant de discussions partie terminées, partie litispendantes, que l'on ne pourroit mieux faire que de refondre tout le passé pour fabriquer un ouvrage entierement nouveau. L'Empire s'y attendoit, parceque le renvoy aux Comices ordonné par le traité de Munster, le résultat de la Diète de l'an 1670. toutes les Capitulations postérieures annonçoient au Public, qu'on y travailleroit; mais rien ne s'en est ensuivi jusqu'icy, & fait à fait que la Diète a accordé quelques modérations soit perpétuelles, soit à tems, les Officiers des Chancelleries se sont contentés d'en faire une note marginale à côté de la Matricule de l'an 1654. pour y avoir recours, quand besoin seroit.

Si d'un côté le redressement des anciennes Matricules, ou la confection d'une Matricule nouvelle paroît être indispensable, d'un autre côté l'exécution en sera extrêmement difficile, lorsqu'on voudra rendre cet ouvrage juste & régulier, car pour parvenir à ce point il faut,

1. Ré-inferer ceux des Etats, qui, quoique jouissans des avantages de l'immédiateté, ne se trouvent cependant point couchés dans

506 CAPITULAT. DE L'EMPEREUR CHARLES VII.

la Matricule usuele, omission, qui provient en partie de ce qu'autres fois les Etats n'étoient convoqués aux Dietes que par des Edits publics, moiennant quoy, comme l'on ne faisoit pas beaucoup attention à Ceux, qui par oeconomie se dispensoient de comparoître, on oublioit aisément de les marquer dans le Rôle des Comparants & des Contribuants, par ou ils se sont insensiblement rendus exemts.

2. Augmenter la cote matriculaire de Ceux des Princes, qui ont soumis à leur supériorité territoriale des Etats, qui cy devant étoient indépendants & contribuoient directement à la Caisse de l'Empire.

3. Rayer ceux des Etats, qui, quoique médiats, ou Landfasses, se sont mis en possession de l'immédiateté, & ont trouvé le secret de se faire placer dans les anciennes matricules, ce qui produit encore aujourd'huy la matiere de plusieurs procès pendants aux Souverains Tribunaux de l'Empire.

4. Octroyer à ceux des Etats, qui ont souffert par les conjonctures des derniers tems, des modérations proportionnées à leurs pertes & à leur situation.

5. Remettre à la premiere, ou du moins à une plus forte taxe ceux des Etats, qui ayants obtenus des modérations sur le fondement des pertes par Eux souffertes ont du depuis remis leurs finances sur un bon pied, & sont devenus aussi puissants, qu'ils l'étoient avant ces mêmes pertes.

6. Trouver le véritable point de *peraequation* en établissant entre les Etats une égalité géométrique, tellement que les proportions soient bien gardées, & qu'aucun ne puisse se plaindre, qu'il est plus surchargé que l'autre. C'est cette dernière opération, qui est la plus épineuse, car comme il n'est pas possible de l'entreprendre sans se procurer une connoissance parfaite des finances de chacun des Etats, comment fera-t-on pour obtenir des Electeurs & des Princes une juste déclaration du montant de leurs revenus, ou une permission de fouiller dans leurs comptes.

& archives ?

HOC OPUS, HIC LABOR EST.

NB.



NB. *N'ayant pas eu le loisir de faire la révision du présent ouvrage avant qu'il fut sorti de la presse, Nous y avons du depuis remarqué quelques passages susceptibles d'extension, ou d'explication, dont nous ne croyons pas inutile de faire part au Lecteur.*

Pag. 11. lig. penult. La parenthèse renfermée en cette ligne ne doit point être appliquée au Prince Régnant de Deuxponts, dont nous sommes bien éloignés de contester la Majorité.

Pag. 19. aux quatre premières Lignes. Ce que Nous y avons dit veut être interprété dans un sens, qui ne soit point contraire au contenu de l'Art. XI. de la présente Capirulation.

Pag. 22. No. 27. Il peut être ajouté, que quand il s'agit de transférer les Diètes d'un Lieu à l'autre, le Collège des Princes prétend ne devoir pas moins être consulté que celui des Electeurs.

Pag. 24. lig. 4. L'on observera, que les Electeurs Protestans ne sont pas tenus d'assister à la Messe solennelle, qui précède l'Electon, & qu'ils peuvent se retirer, quand bon leur semble.

Pag. 40. lig. 6. 7. 8. & 9. Nous remarquerons à l'occasion de Hambourg, que quoique cette Ville soit reconnue immédiate par la plupart des Publcistes Allemands, quoiqu'Elle ait obtenu notamment de l'Empereur Ferdinand III. voix & séance dans les Diètes de l'Empire, néanmoins jusqu'icy Elle n'a pû parvenir à exercer ce Droit, vraisemblablement à cause des oppositions du Roy de Dannemarc en qualité de Duc de Holstein.

Pag. 42. lig. 2. Après le mot *Salzbourg* faut ajouter & l'*Archi-Duc d'Autriche*.

Pag. 48. aux premières lignes. Quoique l'Empereur Charles VI. défunt ait reconnu, ou approuvé le *Jus eundi in partes*, néanmoins le Comte de Wiefser en a formé un grief pendant la vacance du trône Impérial.

Pag. 85. lig. 19. Au lieu des mots, *quoiqu'injustement* faut mettre *quoiqu'illégalement*.

- Pag. 89. lig. 23.** Après *Electeurs* faut ajouter par parenthèse (*si l'on en excepte celui de Brandebourg, qui a des actes possessoires en sa faveur*)
lig. dern. au lieu d'*Empereur* lisez *Imperatrice*.
- Pag. 92. lig. 23.** A ces mots, *il promet l'observation par des réversales*, faut ajouter l'adverbe *derechef*, pour au moyen de ce faire entendre, qu'un Roy des Romains, fut il même mineur, jure la Capitulation immédiatement après son Election.
- Pag. 98. lig. penult.** Après le mot *Marche* faut ajouter de *Brandebourg*.
- Pag. 115. à la note E.** Lorsque nous disons, que le Fort de Kehl est situé dans le territoire de Bâde, Nous n'entendons préjudicier ni aux droits de Co-Seigneurie appartenans à la fabrique de la Cathedralé de Strasbourg & aux Nobles de Böckel, ni aux prétensions des Princes de Nassau-Usingen, qui suivant les mémoires par Eux présentés à la Diète soutiennent, que ce Territoire est un ancien propre de la Maison de Nassau-Sarbrück & un fief relevant de la Seigneurie de Lahr.
- Pag. 184. lig. 2.** Après *durant* ajoutez ou *après*.
- Pag. 228. lig. 24.** Au lieu de *Marquis* lisez *Marggrave*.
- Pag. 267. lig. 17.** A *Mecbling* ajoutez ou *Malines*.
- Pag. 295. lig. 5.** Après le mot *l'autre*, ajoutez, *qui n'est proprement qu'un Internonce*.
- Pag. 304. lig. 31. & 32.** Au lieu des mots *le Palatinat du Rhin* mettez la *Misnie*.
- Pag. 305. lig. 6.** Quoique Nous ayons avancé, que les Commanderies de l'Ordre de St. Jean en Hesse sont Landassiales, Nous avouons néanmoins, que ce fait est fortement controversé.
- Pag. 330. lig. 23.** C'est improprement que Nous nous sommes servi du terme de *Cbômer*, puisqu'au fond le Conseil Impérial Aulique est censé totalement éteint pendant la vacance du trône, si vray qu'il depend du nouvel Empereur de faire pour ainsi dire une création nouvelle en choisissant pour Président & Assesseurs qui bon luy semble.
- Pag. 382. lig. 7.** Au lieu de *Consistoire* lisez *Conseil*.
- Pag. 399. lig. 2.** Après le mot *Offenbach* ajoutez, ou à la *réquisition* de la *Maison Electorale & Ducalé de Saxe*.
- Pag. 402. lig. 12.** Ajoutez, *le contraire néanmoins est prouvé par différens exemples & surtout ceux, que Nous a fournis la Maison de Hanau*.
- Pour ce qui est des fautes d'impression nous n'avons pas jugé à propos de dresser un Errata, parceque les Gens. lettrés ne s'arrêtent point à ces minuties.

TABLE



TABLE DES MATIERES

*Dans les endroits marqués de la Lettre n.
faut voir aux Notes.*

A.

- A**bolition. Lettres d'abolition. Réservat de l'Empereur. pag. 10. n.
- Academie.** Droit de créer des Academies. Réservat de l'Empereur. p. 18. n.
- Aix la Chapelle.** Mémoire présenté par cette Ville au sujet de la préférence par Elle demandée sur Cologne & autres Villes. p. 466
- Alliance.** Règles prescrites à l'Empereur, lorsque pour affaires de l'Empire, ou pour les siennes propres il contracte des Alliances avec des Puissances Etrangères. p. 166
- Droit des Etats de s'allier ou entre Eux; ou avec des Puissances Etrangères. p. 167
- Questions notables au sujet des Alliances. p. 168. n.
- Héréditaire. V. pacte de succession mutuelle.
- Amandes.** Les juges, qui les prononcent ne peuvent y participer. p. 377
- Applicables au fisc de l'Empire. p. 377. n.
- Ambassadeurs.** Ceux de l'Empereur dans les Cours Etrangères. Quelles sont leurs fonctions & distinctions. p. 421. & suiv. n.
- Questions notables sur cette matière. p. 426. & suiv. n.
- Ceux des Cours Etrangères à la Cour Impériale, comment doivent se comporter. p. 423
- Des Electeurs. Cèdent le pas à ceux des têtes Couronnées, mais ont la main sur les Princes en personne. p. 107
- Des Républiques étrangères. Ne compteront rien, qui puisse porter atteinte à la prééminence des Electeurs. p. 108
- Amortissement de dettes.** L'Empereur peut en accorder des Lettres en vertu de ses Réservats. p. 13. n.
- Anfalls-Gelder.** Ce que c'est. p. 354. n.
- Aucun Etat n'en sera surchargé. 354
- Annates.** Ce que c'est. Réflexions sur cette matière. p. 391. n.
- Anseatique.** Instructions touchant les Villes Anseatiques & leur Union. p. 171. n.
- Archiduc.** Le Droit d'en créer est un réservat de l'Empereur. p. 18. n.
- Archi-Maréchal** de l'Empire. Ses prérogatives. p. 110
- Archi-Offices.** Sont un titre de Dignité attaché à chacun des Electorats. p. 30
- Réflexions touchant ces offices. p. 30. n.
- Difficultés concernant la Création d'un Archi-Office pour l'Electeur de Hannovre. p. 85. n.
- Arctior modus exequendi.** Explication du contenu en cet Edit. p. 70
- Assignation.** Il n'en sera point donné par les trésoriers de l'Empire sur les Cereles. p. 161. n.
- Avocatie.** Ce que c'est que ce droit. L'Empereur a le droit d'Avocatie sur l'Eglise Chrétienne. p. 2
- La Protection annexée à l'Avocatie n'est pas moins due aux Protestans qu'aux Catholiques. p. 68
- Austrièques.** Leur définition, division & autres Explications. p. 360. & suiv. n.
- p. p. 3) Autriche

TABLE

<i>Autriche.</i> Prétension de la Maison de Baviere à la succession Autrichienne. pag. 28. n.	Du haut Rhin, les Griefs contre la Noblesse immédiate. p. 437
	De Suabe, les griefs contre la Maison d'Autriche. 438
	Autres plaintes & demandes du même. 446
<i>Balestrino.</i> Plaintes & demandes des Marquis de Caretto de Balestrino touchant les fiefs des Langhes. p. 498	<i>Chambre Impériale.</i> Instruction touchant l'établissement, la forme & la Jurisdiction de cette Chambre. 316. & suiv. n.
<i>Ban</i> de l'Empire. En matière de ban il faut se conformer aux Loix de l'Empire. p. 378	Conduite, que l'Empereur doit tenir envers Elle. 312
Règles à observer, lorsqu'il s'agit de prononciations de ban. p. 378. n.	Exemptions du lieu, ou Elle fait sa Résidence. 124
	Questions notables. 322. & suiv. n.
Questions notables sur cette matière. p. 382. & suiv. n.	<i>Chancellerie</i> de l'Empire. Toutes les expéditions, qui émanent de l'Empire, doivent y être faites sans pouvoir passer en d'autres Chancelleries. 404. & suiv.
<i>Banni.</i> Au profit de qui les biens & Etats doivent être confisqués. p. 389	L'Electeur de Mayence est seul en droit de modérer la taxe. 405
<i>Baron.</i> Droit de créer des Barons appartient à l'Empereur. p. 18. n.	<i>Charge.</i> Les grandes Charges de l'Empire ne peuvent être conférées qu'à des Nationaux. 407
<i>Bulle de Brabant.</i> Explication de cette Bulle & des abus qu'Elle contient. p. 422. n.	<i>Cité.</i> Ce que c'est le droit de Cité & à qui il appartient de l'accorder. 15. n.
<i>Bulle d'or.</i> Précis de son contenu. p. 24. n.	<i>Collectes</i> générales de l'Empire. Observations touchant la maniere de les lever & les cas, dans lesquels ces levées doivent se faire. 162. n.
L'Empereur promet de l'observer exactement. p. 73.	Payables par les Villes Impériales doivent être réunies au domaine de l'Empire. 268
	Explication de ces Collectes. 270. n.
<i>Calvinistes.</i> Sont quant au libre exercice de Religion mis de pair avec les autres. p. 76. n.	<i>Colonel.</i> Fonctions des Colonels de Cercles. 276. n.
<i>Capitulation Impériale.</i> Ce que c'est. p. 1. n.	<i>Commerce.</i> Les Villes commerçantes seront maintenues en leur commerce par l'Empereur Régnant. 172. & suiv.
Promesses de l'Empereur touchant son observation. p. 435. & suiv.	Réflexions touchant les affaires de Commerce. 171. n.
Perpétuelle. Explication & réflexions à cet égard. 433. n.	<i>Comtes.</i> Personne ne sera admis au Collège des Comtes de l'Empire qu'auparavant il ne se soit qualifié. 52
Est l'un des points renvoyés aux Comices. 431	Droit de créer des Comtes appartient à l'Empereur. 18. n.
<i>Caretto.</i> Plaintes & demande du Marquis de Caretto de Balestrino touchant les fiefs des Langhes. 498	Sont maintenus dans leurs rangs lors des ceremonies solennelles. 109
<i>Causion de restituendo.</i> Quelle Elle est. 335. n.	Griefs & demandes du Collège des Comtes de l'Empire. 463
<i>Cercles</i> de l'Empire. Instruction touchant les assemblées, droits & operations des Cercles. 272. & suiv. n.	
Règles à observer touchant les Cercles. 272	
L'affaire de la réintégration des Cercles renvoyée aux Comices & commise aux soins de l'Empereur néanmoins en prennant l'avis des Etats. 16. & 271	

Pala-

DES MATIERES.

- Palatins. Droit de créer ces Comtes. Réserve de l'Empereur. pag. 10. n.
De Pappenheim; Plaintes & demande de ce Comte. 464.
Concordat germanique. Explication des articles y contenus. 289. n.
Confiscation des Livres. Difficultés entre le Commillaire Impérial & le Corps des Libraires à Francfort. 79 n.
Des biens d'un proscrit. Ne peut préjudicier aux Agnats, ni aux Expectativaires. 389. n.
Confraternité. Pactes de Confraternité. Ce que c'est. 65. n.
Conseil Aulique. Instruction de son Etablissement, sa forme & la Jurisdiction. 327. n. 408. & suiv.
Les Assesseurs de ce Conseil sont exempts de tous péages & autres Charges publiques. 416.
Griefs des Etats contre ce Conseil. 331. n.
Regles, qu'on y observe. 328. n.
privé de l'Empereur. N'inquiétera les Etats par des décrets. 351.
Conservateur du repos public de l'Empire. Droit dû à l'Empereur. 22. n.
Conservatoires. Lettres conservatoires. Droit de les accorder. 21. n.
Contingens. Aucun Etat de l'Empire n'en doit estre exempt. 160. & suiv.
Convocateur. Fonctions des Princes Convocateurs des Cercles. 274. n.
Couronnemens de l'Empereur. Précis de la Cérémonie observée lors du Couronnement des Empereurs. 88. n.
Transaction à cet égard entre Mayence & Cologne. 89. & 90. n.
- D***émembrements* de l'Empire. L'Empereur loin d'y donner occasion par des privilèges tâchera de recupérer ce qui en a été démembré. p. 215.
Deputation de l'Empire. Explication de son origine, de sa forme & de la façon d'y opiner. 342. & suiv. n.
Sera à la prochaine Diète remise en activité. 231.
Dépôts. Leurs devoirs & conduite. 339. & suiv.
- Liste & Classes des Députés de l'Empire. p. 143. n.
Diète de l'Empire. Ce que c'est. Sa forme & son pouvoir. 36. & suiv. n.
Droit de la convoquer appartient à l'Empereur. 22. n.
Articles renvoyés à sa Décision. 252. n.
Dignité. Droit d'élever aux Dignités appartient à l'Empereur. 8. n.
L'Empereur ne peut par des Elevations aux dignités préjudicier à la Supériorité des Etats. 403.
Les Enfants nés d'un mariage inégal sont exclus des Dignités paternelles. 198.
Directoire de Mayence. Autres fois les Etats ont formé des griefs contre ce Directoire. 286. n.
Dispenses. Droit d'accorder des dispenses est un des Réservats de l'Empereur. 8. & 10. n.
Duc. Droit de créer des Ducs appartient à l'Empereur. 18. n.
- E***lecteurs*. Détail de leurs droits & prérogatives. p. 82. n. 33. 95.
Quel titre leur est donné par l'Empereur. 81.
Comment on doit dans les procédures se comporter avec Eux. 310.
De Mayence. Est en droit de nommer les Officiers de la Chancellerie de l'Empire. 329. n.
De Hannovre. Sera pourvu d'un Archi-Office. 85.
Élection d'un Empereur. Questions notables sur cette matière. 24. & suiv. n.
D'un Roy des Romains. Confirmation de ce, dont on est à cet égard convenu à Ratisbonne. 91.
Électorat. Droit de conférer les Électorats vacants appartient à l'Empereur. 18. n.
Empereur. Explication de ses Réservats. 21. & suiv. n.
Son pouvoir dans les affaires Ecclesiastiques & de religion. 298. n.
Tiendra la résidence en Empire. 406.
Empire. L'Empereur ne se le rendra point héréditaire. 73.
Que-

T A B L E

- Question s'il est de son intérêt, que
 l'Empereur ait hors de l'Allemagne
 beaucoup d'Etats. 113. n.
Etats de l'Empire. Doivent jouir libre-
 ment de leurs droits, prérogatives, Ré-
 galiens & Jurisdiction. p. 35. 57. 111.
 288. 309. 355. 394. & 395. n.
 Seront maintenus dans les Engage-
 mens, qu'ils possèdent. 216
 Ne seront sous d'autre protection que
 celle de l'Empire.
 Médiats. Ne peuvent s'exempter des
 subsides & autres charges envers
 leur Seigneur Territorial. 103
 Ni faire des assemblées à l'insçu dud.
 Seigneur. 305
Exemption de la Jurisdiction de l'Empire.
 Réflexions sur cette matière 354. n.
 Les Etats, qui en jouissent, y seront
 maintenus. 355
 Des taxes & matricules. Il n'en sera
 point accordé sans l'agrément de
 tous les Etats. 161
Expectatives. Instructions touchant cette
 matière. 391. n.
Fiefs de l'Empire. Droit de les conférer
 à chaque mutation. Réserve de l'Em-
 pereur. p. 19. n.
 Instruction sur cette matière. 253.
 & suiv.
 Questions notables. 259. n.
 D'Italie. La recherche de ceux, qui
 ont été aliénés est à faire par l'Em-
 pereur 217
 Détail des fiefs, appelés *fronda Italia*
minora. 250. & suiv. n.
 Des Langhes. Quels sont ces fiefs.
 231. n.
 En Suisse. Prétentions de l'Empire sur
 quelques terres en Suisse comme
 fiefs de luy relevans. 217. n.
Foires. Droit d'établir des foires. 15. n.
Forteresses. Pouvoir de l'Empereur à cet
 égard. 117. n.
 Réflexions touchant les forteresses
 de l'Empire. 115. n.
Guerre de l'Empire. Dispositions con-
 cernant la manière de la faire ; le
 choix des Généraux & autres Officiers
 & le pouvoir du Conseil de Guerre
 pag. 114. & suiv.
 Réflexions sur ce sujet. 137. n.
Gonzague. Prétention du Prince Sigismond
 de Gonzague au Mantouan & au Duché
 de Guastalle. 468
Hambourg. Grieffs & demande de cette
 Ville. p. 466
Hannovre. Création de l'Electorat de Han-
 novre. 74. n.
Investiture des fiefs. Ce qu'il faut obser-
 ver à cet égard. p. 253. & suiv.
Impôts. Les marchandises ne seront point
 chargées de nouveaux impôts. 183
 Ce que c'est que l'impôt appelé *ti-*
cence. 183. n.
Landgraves. Ce que c'est & leurs privi-
 lèges. p. 303. n.
Laudemium. Ce que c'est. 354. n.
 Aucun Etat n'en sera surchargé. 353
Légitimation. Lettres de légitimation. Droit
 de les accorder est un réservoir de l'Em-
 pereur. 8. n.
Limites. Il ne sera procédé au réglément
 des limites de l'Empire qu'avec le con-
 sentement des Etats intéressés. 216
 Quels sont les limites, que l'Empire
 a encore à régler. 216. n.
Litispendance. Aucun Etat n'usera envers
 l'autre de Voyes de fait pendant la Li-
 tispendance des procès. 310
Livres. Disposition touchant la censure, la
 confiscation & l'édition des Livres. 80
Loix. Droit d'établir & de publier des
 Loix. 8. n.
 Fondamentales de l'Empire. A qui ap-
 partient de les corriger, ainsi que
 de les interpréter. 77. & 78. n.
Malaspine. Demande des Marquis de Ma-
 laspine au sujet des fiefs des Lang-
 hes. p. 492
Mandemens. Droit de faire publier des
 mandemens en tout l'Empire est un
 Réservoir de l'Empereur. 22
 Ne

DES MATIERES.

- Ne feront pas sur la simple demande des sujets accordés contre leurs Seigneurs. 376
Cum & sine clausula. Ce que c'est. 182. n.
Mansoue. Table généalogique des Ducs de ce nom, y joint leurs prétensions à ce Duché. 249
Marchandise. Il n'en entrera point en Empire, qui vienne d'un Pays, ou il est défendu de recevoir celles des manufactures de l'Empire. 177
Marchés publics. Droit de les établir. 15
Mariages inégaux, ou morguatiques. Observations & questions sur cette matière. 398. & suiv. n.
Massa & Carrara. Prétension du Duc de la Mirandole au sujet de ces Duchés. 472
Matricule de l'Empire. Observations sur icelle. 504
Milan. Table généalogique des Ducs de ce nom servant à démontrer les prétensions de différentes Puissances à ce Duché. 240
Mirandole. Récit historique touchant la Mirandole. 249. n.
 Prétensions du Duc de la Mirandole au Duché de ce nom, ainsi qu'au Marquisat de Concorde. 470
Modène. Table généalogique des Ducs de ce nom. 249
 Mémoire du Duc de Modène au sujet de ses prétensions sur Comacchio. 467
Moderation de la matricule. Est un des points renvoyés aux Comices. 161
Monitoire. Droit de faire publier & afficher des monitoires en tout l'Empire. Réserve de l'Empereur. 22. n.
Monnoye. Droit de battre monnoye aux armes de l'Empire. A qui il appartient. 22. n.
 Mesures, qu'on doit prendre pour remédier aux abus des monnoyes. 199. & suiv.
 Observations sur cette matière. 203 & suiv. n.
 Règlement de 1738. 204. n.
Monopole. Ce que c'est. 175. n.
 Il n'y sera pas donné occasion par des privilèges. 174
Moratoire. Lettres moratoires. A qui il appartient d'en accorder. 13. n.
- Negotiation.* Dans celles, que l'Empire a avec d'autres Puissances, il ne peut se servir que de la langue Allemande, ou Latine. p. 407. n.
Nobles. Droit de créer des Nobles. 18. n.
Noblesse immédiate de l'Empire. Instructions sur son Origine, ses droits & prérogatives. 185. n.
 Plaintes & demande d'icelle. 467
Nonces Apostoliques. Leur pouvoir 294 & 295. n.
 Il sera travaillé à terminer les discussions entre Eux & les Souverains Tribunaux de l'Empire. 296
Nosaire. A qui appartient le droit d'en créer. 18. n.
- Officiers.* Ceux de la Cour Impériale n'entreprendront point sur ceux, qui font les fonctions des offices héréditaires des Electeurs. p. 109
Ordre de St. Jean. Prétensions qu'il forme aux Commanderies par luy autrefois possédées dans les Pays bas. 222. n.
 Teutonique. *Pro memoria* présenté par le grand maître de cet ordre au Collège Electoral touchant ses prétensions à la grande maîtrise en Prusse. 456
Ottobeuren. Réponse de l'Abé d'Ottobeuren à un memoire du Cercle de Suabe. 448
- Paix de Westphalie.* Principaux points y contenus. p. 56. n.
 Publique. Précis de son contenu. 68. n.
 De Religion. Ses articles. 69. n.
Pardon. Lettres de pardon, pouvoir de les accorder appartient à l'Empereur. 10. n.
Parme & Plaisance. Abrégé des Discussions entre le Pape & l'Empire au sujet de ces Duchés. 241 & suiv. n.
Péages. Instructions & Réflexions sur cette matière. 177. & suiv.
Police de l'Empire. Réflexions à cet égard 169. n.
Postes. Droit des Postes. 16. n.
 Réglemens au sujet des postes, 428 & suiv.
 Anciens

T A B L E

Anciens griefs contre la maison de Taxis comme grand - maitre des postes. 430. n.	Religion mis de pair avec les autres 76. n.
Prélats immédiats de l'Empire. Griefs de Ceux de Suabe. 462	Régaliens. Spécification des droits Régaliens annexés à la Supériorité Territoriale. 60. n.
Prieres. premières prieres. Ce que c'est. Règles à observer à leur sujet. 2 & 3. n.	Règlemens des Cercles. Il n'y sera rien changé sans une résolution de la Diète 272
Primogéniture. Questions notables sur cette matiere. 33. n.	Réhabilitation. Lettres de réhabilitation. Droit de les accorder. 10. n.
Princes de l'Empire. Droit d'en créer est un Réservat de l'Empereur. 18. n.	Répi. Ce que c'est que les Lettres de Répi & à qui il appartient de les accorder 13. n.
Liste de ceux, qui n'ont été admis à la Diète que depuis 1654. 54. n.	Réquisition. Les Troupes de l'Empereur soit propres soit auxiliaires ne prendront leurs passages par le Territoire des Etats qu'après des réquisitions. 129
Des Anciennes Maisons de l'Empire. Leurs demandes & griefs. 449	Rescrits. Droit de faire afficher & publier en tout l'Empire des Rescrits. 22. n.
Autres griefs par Eux présentés à l'Empereur depuis la Capitulation. 501	Réservats de l'Empereur. 2. & suiv. n.
Privilege. Droit d'en accorder ainsi que de connoître de ceux accordés par les Empereurs prédécesseurs est un des réservats de l'Empereur. 8. 19. & 22. n.	Restitution. Reflexions sur les restitutions à faire en Empire à chaque Etat. 272. n.
D'Electiois fori. Ce que c'est. 356. n.	En entier. Moyen de se pourvoir contre les jugemens de la Chambre Impériale. 320. n.
De non appellando. 358. n.	Révifion. Moyen de se pourvoir contre les jugemens de la Chambre Imp. 321. n.
De non evocando. 359. n.	La poursuite en révifion se fait dans l'espace de quatre mois. 341. n.
Procès. Droit de connoître par le Conseil Aulique exclusivement à la Chambre Impériale des procès entre les Etats au sujet des Duchés & Principautés. 19. n.	Rivière. Ce qu'il faut observer à l'égard des Rivières navigables. 100. & suiv.
Protection. Droit de protection. Ce que c'est & à qui il appartient. 2. n.	Roy. A qui appartient de créer des Rois. 18
Protectoires. Lettres protectoriales. C'est à l'Empereur à les accorder. 11. n.	Des Romains. Ses prérogatives. 92. n.
Quartiers. Ne peuvent être ordonnés que par l'Empereur & l'Empire conjointement. 123	Questions notables touchant l'élection d'un Roi des Romains. 93. & suiv.
Règles de l'Empire. Maniere de former un réces de l'Empire. p. 46. n.	Rothweil. Création, droits & Jurisdiction de la Chambre de Rothweil. 166. n.
D'exécution de Nuremberg. 70. n.	Route. C'est à l'Empereur à faire des réglemens touchant les grandes routes. 17. n.
Recrues. L'Empereur n'en peut lever en Empire sans son Consentement. 121. n.	Salvatoires. Droit d'accorder des Salvatoires fait partie des réservats de l'Empereur. 21. n.
Précautions à prendre, lorsque des Puissances étrangères font des recrues en Allemagne. 128	Savoie & Piémont. Sont fief de l'Empire. 229. n.
Recurfus ad Comitum. Ce que c'est & auxquels cas il a lieu. 336. n.	Stance. Droit de séance & de suffrage, dont une branche se trouve déchuë ne peut sans le consentement des Etats passer à une autre branche. 54
Redintégration des Cercles. Est un des points renvoyés aux Comices. 161	Sermens.
Réformés. Sont quant au libre exercice de	

DES MATIERES.

Serment. Droit de relever d'un serment.

A qui il appartient. pag. 13. n.

Sindicas. Moyen de se pourvoir contre les jugemens de la Chambre Imp. 32. n.

Solferino. Prétension du Duc de Solferino sur Castiglione & Bozzuolo. 469

Souffrance. Lettres de Souffrance. Qui est en droit d'en accorder. 13. n.

Succession. Pactes de succession mutuelle. Ce que c'est. 65. n.

Tabellion. Droit de créer des Tabellions. p. 18. n.

Taxe de Chancellerie. Personne n'en sera surchargé. 352

Au regard des fiefs on s'en tiendra à la Bulle d'or. 353

Taxis. Griefs & demande de cette maison au sujet des postes. 461

Terres de l'Empire. Défenses de les aliéner, ou engager. 215

Celles injustement possédées par d'autres doivent être restituées. 228

Titre, par la grace de Dieu : notions historiques sur son origine. 23. n.

Quels sont ceux donnés par l'Empereur aux Electeurs & Princes de l'Empire. 81. n.

Toggenbourg. Démêles de l'Empire & de la Suisse au sujet de ce Comté. 2. 8. n.

Toscane. Observations Historiques sur ce Grand Duché & sa mouvance de l'Empire. 233. & suiv. n.

Traité de paix. L'Empereur n'en peut conclure sans le Consentement de l'Empire. 124. n.

De Westphalie. Précis de son contenu. 56. n.

Les protestations faites contre le traité de Westphalie déclarées nulles. 79. n.

De Riswick. Abrégé de ce qui concerne la Clause de l'Art. IV. de ce traité, dont les Protestans demandent l'abolition. 125. n.

Tribunaux de l'Empire. ne sçauroient être changés sans le Consentement des Etats de l'Empire. 3. n.

Provinciaux. On peut en appeller

aux Souverains Tribunaux de l'Empire. p. 171

Les Electeurs sont exemts de la Jurisdiction des tribunaux provinciaux. 371

Troupes. Règles prescrites à l'Empereur, au sujet des passages de ses Troupes soit propres, soit auxiliaires. 121. & suiv.

Vicaires de l'Empire. Leurs Droits, pouvoir & Jurisdiction. p. 97. 98. n.

Confirmation de ce qu'ils ont fait, statué & jugé pendant l'interregne appartient à l'Empereur. 21. n.

Vicariat du Rhin. Transaction à ce sujet entre les Maisons de Baviere & Palatine renvoyée à la Diète. 102. n.

Villes Impériales. Observations sur icelles. 417. n.

Leur contestation avec la Noblesse Immédiate de l'Empire. 418. n.

Memoire & demande par Elles présentées au Collège Electoral. 454

Visite de la Chambre Impériale. Maniere dont elle doit être faite. 316. & suiv.

En quoy Elle consiste. 348. n.

Du Conseil Aulique. Se fera par l'Electeur de Mayence jusqu'à ce qu'il soit autrement réglé. 411. n.

Unanimité de Voix. Quelles sont les matières Diétales, qui demandent une unanimité de Voix. 47. n.

Union. Anciennes Unions entre quelques Etats. 65. n.

Confirmation de l'Union du Rhin. 86. & 87.

Anciennes Unions entre les Electeurs. 86. n.

De Provinces. Confirmation des Unions de Provinces faites par les Etats de l'Empire est un droit appartenant à l'Empereur. 21. n.

Des Villes Anscatiques. 173

Université. Droit de créer des Universités. A qui il appartient. 18. n.

TABLE DES MATIERES.

Usurifrice. Lettres d'usurifrice. Ce que c'est
& le Droit de les accorder. p. 13. n.

Weingarten. Création, droits & Jurisdiction de la Justice de Weingarten. p. 369. n.

Wurtemberg. Représentation du Duc de Wurtemberg faite au Collège Electoral

au sujet de la préséance des Ambassadeurs des Electeurs sur les Princes. p. 456

Pro memoria du Duc administrateur de Wurtemberg présenté aud. Collège contre le titre, que prend la grande Duchesse de Toscane. 460









